3 1761 07730030 9

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/ladmocratiesoc00milh

32.9.1
Th. 54
d.

LA

DÉMOCRATIE SOCIALISTE

ALLEMANDE

DU MÊME AUTEUR

Le Congrès socialiste de Stuttgart. Avec une préface de Jean Jaurès. Brochure in-8°. Paris, Société nouvelle de Librairie et d'Édition . . . . . 0 fr. 10

La Science Économique. Leçon d'ouverture du cours d'économie politique à l'Université de Genève (1er novembre 1902). Brochure in-8°. Paris, Société nouvelle de Librairie et d'Édition; Genève, Georg et Cie. . . . . 0 fr. 50

TRADUCTION

(En collaboration avec M. Camille Polack).

La Question agraire, Étude sur les tendances de l'agriculture moderne, de Karl Kautsky. Un volume in-8°. Paris. Giard et Brière . . . . . 8 fr. »

LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE ALLEMANDE

PAR

EDGARD MILHAUD

Professeur à l'Université de Genève.

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1903

Tous droits réservés.

Det sociale Museums
København
Bibliothek

JN
3946
S73M5

938695

AVANT-PROPOS

Je voudrais, dans les pages qui suivent, dire ce qu'est la démocratie socialiste allemande, faire connaître ses ressources d'organisation, ses moyens de propagande, caractériser sa vie intérieure et son action au dehors, définir ses tendances générales, et les tendances particulières qui la sollicitent en des sens divers. L'histoire générale du parti est exposée brièvement, en tête de ces études, simplement à titre d'introduction ; par contre, je me suis efforcé d'une manière constante, à propos des diverses questions abordées, de suivre depuis les origines l'évolution de sa pensée et de son action, — dans la mesure où elles ont évolué. A côté du parti proprement dit, je fais une place à l'étude de groupements ouvriers divers, syndicats, coopératives, sociétés d'éducation, qui n'entrent pas dans le cadre de son organisation : on verra par la suite qu'ils ne pouvaient pas être négligés.

Mes sources peuvent être classées en deux catégories. Il y a d'abord les documents imprimés : comptes rendus de congrès, journaux, revues, brochures, feuilles volantes, rapports de sociétés diverses, auxquels il faut joindre les renseignements portant sur des faits précis qui m'ont été fournis, de vive voix ou par lettre, par les personnes les plus compétentes sur tel ou tel ordre de questions ; il y a ensuite les impressions recueillies par moi en Allemagne, soit au spectacle des choses, soit au cours d'entretiens nombreux que j'ai eus avec des membres du parti socialiste et avec des personnes étrangères à ce parti. Au sujet de ces impres-

sions personnelles je dois quelques explications. Je dois indiquer leur origine exacte.

A la fin de l'année 1896 et pendant les premiers mois de 1897 j'ai vécu à Leipzig, socialiste, parmi les ouvriers socialistes, fréquentant les mêmes établissements qu'eux, instruit par eux de tout ce qui pouvait m'aider à connaître le mouvement, les accompagnant aux réunions publiques, aux fêtes familiales, prenant part avec eux aux démonstrations populaires. J'allais dans les faubourgs entendre les propagandistes. En juin et pendant une partie de juillet je vécus de la même vie à Berlin ; par Liebknecht je fus mis en rapport avec des députés du parti, des journalistes, des propagandistes, des organisateurs ; par une propagandiste que j'avais entendue à Leipzig, Mme Marie Greifenberg, ancienne ouvrière relieuse, je fus mis en rapport avec des militants et des militantes du monde ouvrier ; je fréquentai leurs groupements, j'assistai à plusieurs de leurs réunions privées ; et après les réunions, pendant des heures, dans leurs brasseries, je m'entretenais avec eux. Le dimanche, je prenais part à leurs excursions aux environs, j'assistais à leurs fêtes.

De Berlin, je me rendis à Hambourg, puis à Dortmund, à Cologne, à Neuwied, à Francfort-sur-le-Mein, à Carlsruhe, à Stuttgart. J'arrivais dans chaque ville muni de lettres d'introduction pour des membres du parti, des chefs de syndicats, des administrateurs de coopératives. — Mon voyage, commencé en octobre 1896, prit fin en août 1897.

Depuis cette époque, j'ai assisté à trois congrès ouvriers allemands : au congrès socialiste de Stuttgart, en 1898, au congrès général des syndicats tenu à Francfort-sur-le-Mein en 1899, et au congrès socialiste de Mayence, en 1900. Après les séances, je m'instruisais par des conversations ; j'étais particulièrement dési-

reux de connaître la manière de voir de ces délégués obscurs, je dirais volontiers anonymes, qui, par leurs votes, faisaient les majorités, mais qui ne montaient pour ainsi dire jamais à la tribune, — représentants les plus exacts peut-être de l'opinion de la *masse*.

Telles sont les sources diverses de mes *impressions*. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour mettre celles-ci en accord avec la réalité en exerçant de mon mieux ma critique, lorsque la critique avait à s'exercer.

J'adresse l'expression de ma gratitude aux membres du parti socialiste allemand, aux administrateurs de syndicats, de coopératives ou d'autres groupements ouvriers qui ont secondé mes efforts en me fournissant les renseignements dont j'avais besoin ou en mettant à ma disposition les matériaux qui pouvaient m'être utiles, — tels d'entre eux, le cahier de procès-verbaux des séances d'un syndicat, d'un « club de lecture », ou encore d'autres documents manuscrits intéressant la vie de leurs sociétés. Parmi ceux qui ont le plus contribué à faciliter ma tâche, à côté de Liebknecht je dois nommer MM. Oscar Burckhardt, ouvrier en pianos, Gustav Barth, employé à l'administration de la *Leipziger Volkszeitung*, Gustav Hanschmann, ouvrier relieur, à Leipzig, Hermann Greifenberg, ouvrier relieur, à Lahr in Baden (en 1897, à Berlin). Willy Wach, reporter au *Vorwärts*, Paul Mücke, l'un des administrateurs de l'*École Ouvrière* de Berlin, Emanuel Wurm, Georg von Vollmar, Adolph von Elm, députés au Reichstag, le Dr Edouard David, député au landtag de Hesse, le Dr Max Quarck, rédacteur de la *Frankfurter Volksstimme*, le Dr Adolf Braun, rédacteur de la *Fränkische Tagespost*, Konrad Hänisch, rédacteur de la *Pfälzische Post*, Hugo Pœtzsch, rédacteur de l'*Auslands-Correspondance*, Carl Legien, président de la Commission Générale des syndicats allemands,

Otto Hué, rédacteur de la *Deutsche Berg- und Hüttenarbeiter-Zeitung*, Joh. Scherm, rédacteur de la *Metallarbeiter-Zeitung*, E. Würfel, en 1897 caissier du *Théâtre libre populaire* de Hambourg-Altona, et Mmes Augusta Jæger, à Leipzig, Marie Greifenberg, à Lahr in Baden, H. Steinbach, à Hambourg, et Clara Zetkin, à Stuttgart.

J'ai aussi reçu des documents qui m'ont été très utiles de MM. Rickert, député au Reischtag, membre de l'*Association Libérale*, Josef Feudert, secrétaire de cette association, C. A. Patzig, du *Bureau Central du parti national-libéral*, von Kiesenwetter, directeur de la section électorale de la *Ligue des Agriculteurs*, et du Dr Hans Crüger, administrateur de la *Fédération Générale des coopératives allemandes*. Je leur renouvelle ici mes bien vifs remerciements.

Dans cet ouvrage ont trouvé place plusieurs études et fragments d'études qui avaient paru comme articles dans la *Revue de Paris*, la *Revue Socialiste* et le *Mouvement Socialiste*[1]. J'ai fait les modifications que rendaient nécessaires les faits nouveaux et le cadre du livre.

Février 1903.

[Dans les citations, j'indique les passages qui sont soulignés par moi. Ceux qui ne sont pas signalés comme tels ont été soulignés par l'auteur cité. Cette remarque ne s'applique pas aux extraits de discours, où les passages soulignés le sont toujours par moi.]

1. Ont paru dans la *Revue de Paris : La Propagande socialiste en Allemagne* (15 juin 1898) et *Le Mouvement agrarien en Allemagne* (15 avril 1900) ; dans le *Mouvement Socialiste : La Propagande auprès des femmes dans le parti socialiste allemand* (1er mars 1900) ; dans la *Revue Socialiste : Le Congrès Socialiste de Stuttgart* (janvier 1899), *Le troisième Congrès des syndicats allemands* (juin, juillet, septembre), *L'Unité socialiste en Allemagne* (août), *La lutte contre le socialisme aux élections allemandes de* 1898 (février 1900), *Le Parti Socialiste aux élections allemandes de* 1898 (mai), *Wilhelm Liebknecht* (septembre), *Le Parti socialiste allemand et la question agraire* (octobre), *Le Congrès Socialiste de Mayence* (novembre), *Le Parti Socialiste allemand et les Coopératives* (décembre 1901, janvier 1902), *Les diverses formes d'action du parti socialiste allemand* (février, mars, avril). — *Le Congrès Socialiste de Stuttgart* a été publié en brochure avec une préface de Jean Jaurès par la librairie Georges Bellais, Paris, 1899.

LA

DÉMOCRATIE SOCIALISTE

ALLEMANDE

INTRODUCTION

LE MILIEU. — LES DIFFÉRENTS PARTIS POLITIQUES[1]

Le milieu politique. — L'Empire et sa constitution. — Les diverses parties de l'Empire : différences politiques importantes. — Le milieu religieux et le milieu économique : nouveaux éléments d'hétérogénéité. — Les partis politiques : origine et caractères généraux. Partis conservateurs. Parti national-libéral et parti catholique. Partis libéraux et démocratiques. — La Démocratie Socialiste.

Avant d'aborder l'objet propre de ce livre, qui est l'étude de la démocratie socialiste allemande dans son organisation et dans les manifestations diverses de son activité, je dois donner un aperçu du milieu dans lequel elle s'est développée et agit, un tableau rapide des partis avec lesquels elle est en lutte.

1. Sources : *Konservatives Handbuch*. Dritte umgearbeitete und vermehrte Auflage. Bearbeitet und herausgegeben von Angehörigen beider Konservativer Parteien. Berlin, 1698, Hermann Walther (Friedrich Bechly). — *Agrarisches Handbuch* (Bund du Landwirte). Berlin. Wilhelm Issleib. — *Politisches Handbuch für nationalliberale Wæhler*. Zweite Auflage. Berlin. 1897. Puttkamener et Mühlbrecht. — Paul Siebertz, *Politisch-soziales Abc-Buch*. Ein Handbuch für Mitglieder und Freunde der Centrumspartei. Stuttgart. 1900, Südd. Verlagsbuchhandlung (Dan. Ochs). — Euger Richter, *Politisches A B C Buch*, Neunter, vollständig umgearbeiteter und erweiteter Jahrgang. Berlin, 1898, Verlag : « Fortschritt, Aktiengesellschaft ». — *Handbuch für Sozialdemokratische Wähler*. Der Reichstag 1893-98. Herausgegeben vom Sozialdemokratischen Parteivorstand. Berlin. 1898 Expedition der Buchhandlung Vorwærts. — Dr. Adolf Braun, *Die Parteien des Deutschen Reichstages*. Ihre Programme Entwickelung und Stärke. Stuttgart. 1893, J.-H.-W. Dietz. — Karl Kautsky, *Die Agrarfrage. Eine Uebersicht über die Tendenzen der moderner Landwirthschaft und die Agrarpolitik der Sozialdemokratie*. Stuttgart, 1899, J.-H.-W. Dietz Nachf. — En outre, de nombreuses brochures et feuilles de propagande émanant des différents partis politiques.

Et tout d'abord, il importe de ne pas perdre de vue que l'Allemagne est un pays monarchique, où les restes de la civilisation féodale sont nombreux encore, où la bourgeoisie, qui fit sa révolution en 1848, n'a que partiellement triomphé de l'ancien régime. C'est ainsi qu'au milieu de la société bourgeoise, les terres nobles de Prusse sont demeurées les asiles de privilèges économiques et politiques d'un autre temps. La transmission de certaines d'entre elles s'opère selon des règles spéciales, destinées à assurer, au milieu du flux incessant de la vie moderne, leur conservation intégrale et perpétuelle. Autre détail : sur toute l'étendue de l'Empire les ouvriers agricoles sont dénués du premier des droits du travailleur moderne, du droit de coalition.

Monarque constitutionnel, l'empereur gouverne avec le concours du Reichstag, élu au suffrage universel, et du Bundesrath (Conseil Fédéral), qui représente les gouvernements des divers États de l'Empire. Le rôle du Reichstag est uniquement législatif ; celui du Bundesrath est plus étendu ; cette assemblée, qui tient à côté du Reichstag la place d'une Chambre Haute, est en outre chargée de rédiger les règlements d'administration publique. Le pouvoir exécutif appartient à l'empereur, qui a pour représentant direct devant le Reichstag et le Bundesrath, et devant les puissances étrangères, le Chancelier de l'Empire. L'empereur choisit son chancelier librement, sans être tenu par aucune règle ni par aucune tradition à le prendre dans la majorité du parlement. L'empereur est le chef irresponsable du pouvoir; le chancelier est le chef responsable. Mais sa responsabilité n'a trait qu'au respect de la constitution. Au delà de cette limite, elle n'est engagée que moralement, devant l'opinion publique. Aucun vote du Reichstag ni du Bundesrath ne peut, du moins par lui-même, entraîner sa chute, non plus que celle des ministres. Ceux-ci sont placés sous la dépendance directe et immédiate du chancelier; ils sont en quelque sorte ses fonctionnaires. L'empereur gouverne donc, par le chancelier, à peu près absolument. Les pouvoirs de *veto* du Parlement, au point de vue exécutif, se réduisent à la faculté de refuser les crédits demandés. Il y a loin, on le voit, du régime parlementaire de l'Allemagne à celui de l'Angleterre ou de la France.

De même que la bourgeoisie allemande n'a que fragmentairement accompli sa tâche d'émancipation politique, la monarchie prussienne n'a que partiellement réalisé son œuvre d'unification nationale. L'Empire s'est superposé aux États particuliers; il ne les a pas supprimés. Au-dessous de la dynastie des Hohenzollern, les principales familles royales et princières ont conservé leur couronne; au-dessous du gouvernement de l'Empire il y a les gouvernements des différents États; au-dessous du Reichstag — ou parlement de l'Empire —, il y a les parlements des différents pays, ou Landtags, et ceux-ci ont des attributions très étendues.

Il faut ajouter que les régimes politiques des divers États sont très différents les uns des autres, allant de l'absolutisme presque complet que l'on rencontre en Prusse au semi-libéralisme de pays comme la Hesse.

Au point de vue constitutionnel, on trouve des monarchies — dans la majorité des États — et des républiques, dans quelques villes, comme Hambourg. Les systèmes électoraux donnant accès au landtag et aux conseils municipaux dans les différents pays varient beaucoup entre eux; certains se rapprochent du suffrage universel égal, direct et secret qui est la loi du Reichstag, d'autres sont ultra-réactionnaires.

Les lois sur les associations et les réunions ne varient pas moins d'un État à l'autre. Dans plusieurs d'entre eux, et particulièrement dans le royaume de Prusse, — qui représente plus de la moitié du territoire et de la population de l'Allemagne, — une loi interdisait, il y a peu de temps encore, les coalitions de sociétés politiques. Cette loi a exercé sur les formes d'organisation des partis politiques allemands, et en particulier du parti socialiste, une action considérable. Une loi impériale, entrée en application le 1er janvier 1901, l'a abrogée; mais d'autres lois réactionnaires ont subsisté. C'est ainsi que dans le royaume de Prusse, les femmes et les mineurs ne peuvent pas faire partie d'associations s'occupant de politique; dans le « pays d'Empire » (Alsace-Lorraine), les associations politiques doivent demander l'autorisation, etc... Dans d'autres parties de l'Empire, au contraire, dans le Wurtemberg par exemple, la liberté d'association est absolue. La liberté de réunion est de même très

grande ici, presque nulle ailleurs. Dans le petit État de Mecklembourg, ce n'est qu'en temps d'élections que les réunions publiques sont permises.

Au reste, pour se représenter l'hétérogénéité politique de l'Allemagne, ce serait une erreur de s'en tenir à la considération des textes constitutionnels, des libertés inscrites dans la loi. En dehors de tout cela, il y a la mentalité publique des différents pays. C'est ainsi que d'une manière générale le Sud a des tendances démocratiques et est animé d'un esprit moderne; l'Est est demeuré féodal; nous trouvons dans plusieurs États du Sud un grand respect des formes mêmes de la liberté individuelle, tandis que dans les royaumes de Prusse et de Saxe, au contraire, c'est le règne de la police, la dictature de l'administration, la *bureaucratie*.

Au point de vue religieux, l'Empire nous offre de même le spectacle d'une grande diversité de composition. Certaines parties sont catholiques : ainsi, les provinces rhénanes, la Westphalie, le Grand-Duché de Bade, la Bavière, la Silésie. Mais la grande majorité du pays est protestante. Et cela a une importance politique considérable. Autre fait de très grande signification : entre le gouvernement de l'Empire, à la tête duquel se trouvait Bismarck, et la population catholique, la lutte, — une lutte opiniâtre et passionnée, — dura des années. Bismarck avait voulu terrasser la puissance ultramontaine en Allemagne : toute la population catholique fit bloc contre lui. Le parti catholique demeura longtemps — et est partiellement encore — parti d'opposition au gouvernement de l'Empire.

Nous avons réservé pour la fin, comme étant, pour notre objet, le facteur le plus important, la diversité de composition économique des différentes parties de l'Allemagne. Les unes comptent parmi les foyers d'industrie les plus denses et les plus actifs du globe : tel est le cas de la Saxe, de la Westphalie, du Pays Rhénan (Rheinland); d'autres sont des types accomplis de pays agricoles : la Prusse Occidentale et Orientale, par exemple, et la Bavière. Ici encore il y a lieu de distinguer : la Bavière est en effet une région de moyenne et de petite propriété paysanne, tandis que les deux provinces prussiennes sont le pays

classique des grandes terres nobles, des immenses *latifundia* des vieilles familles de hobereaux ou *Junker*.

*
* *

C'est dans ce milieu que se sont formés et développés les divers partis. Pour déterminer ce qu'il y a de primitif et d'essentiel en eux — du moins dans la plupart d'entre eux — il faut avoir présents à l'esprit les différents aspects de l'évolution économique de l'Allemagne, depuis un demi-siècle, et les luttes de classes qui lui correspondent. Les luttes de classes ont, dans la vie politique de l'Allemagne contemporaine, une netteté presque schématique, qui tient à la rapidité de l'évolution économique et à l'acuité croissante des conflits d'intérêts. Ce sont ces conflits d'intérêts, ce sont ces luttes de classes qu'il faut mettre en lumière pour dégager ce qui caractérise, dans la règle, les partis.

Dans sa lutte contre la société féodale, la bourgeoisie avait conquis, en 1848, les principales libertés nécessaires au développement de l'industrie et du commerce. L'extension et le renforcement du *Zollverein*, puis l'établissement de la Confédération de l'Allemagne du Nord (*Norddeustcher Bund*), en 1866, enfin la constitution de l'Empire, qui supprima, sur toute l'étendue de l'Allemagne, toutes les entraves à la liberté des transactions, favorisèrent puissamment l'essor industriel et l'expansion commerciale. Rapidement, à côté des petits ateliers les grands établissements industriels se multiplièrent, à côté des petits métiers, les machines actionnées par l'eau, la vapeur, l'électricité ; aux dépens de la petite production, d'un mouvement accéléré, la grande industrie capitaliste se développa. On peut dire que la formation de l'Empire a marqué pour l'industrie allemande les débuts d'une ère glorieuse où chaque année est marquée par de nouveaux progrès, par de nouvelles victoires, par la prise d'assaut, dans le monde, de nouveaux marchés. Et les progrès se font d'une marche si sûre, et si vertigineusement rapide, que l'Angleterre étonnée, et anxieuse, se demande combien de temps encore son industrie pourra garder, sur le marché du monde, le premier rang.

Les progrès du commerce de l'Allemagne ne sont pas moins saisissants que ceux de son industrie. Le tonnage de sa marine marchande s'est accru, de 1870-71 à 1896-97, d'environ 250 p. 100, tandis que l'accroissement moyen de la marine marchande du monde n'a été, pendant cette période, que de 138 p. 100[1]. Le chiffre de ses importations et de ses exportations qui était en 1860 d'environ 3 milliards de francs, s'élevait en 1881 à 7 milliards et demi, en 1898 à 11 milliards et en 1900 à 13 milliards. Il représentait un tonnage de 23 millions et demi de tonnes en 1872, de 31 millions de tonnes en 1881, de 73 millions en 1898 et de 78 millions et demi en 1900[2]. En 1871, l'Allemagne était la quatrième puissance commerçante du monde; elle est actuellement la seconde. La destinée a ouvert à la bourgeoisie allemande des perspectives inespérées.

En même temps qu'elle luttait pour la conquête des libertés nécessaires à son développement économique, la bourgeoisie, aux prises avec la vieille société, engagea la lutte contre les privilèges politiques et en particulier contre l'absolutisme, inscrivant en tête de son programme l'égalité dans le droit et la liberté. La tendance générale de cette classe, sous son double aspect économique et politique, fut désignée d'un mot, celui de *libéralisme*. Le parti politique dans lequel elle s'organisa fut le parti libéral.

En opposition avec le libéralisme naissant et grandissant s'est constitué le parti conservateur, qui répond aux intérêts économiques et politiques du passé. C'est primitivement et essentiellement le parti de la vieille noblesse terrienne, celui de la résurrection féodale, au début parti de conservation, parti de réaction aujourd'hui. Né lors des premiers assauts livrés par la bourgeoisie à la féodalité, il a passé de la défensive à l'offensive du jour où l'industrie et le commerce, les puissances économiques nouvelles, ont pris en Allemagne le pas sur l'agriculture.

1. D'après les statistiques du Bureau Véritas. Cf. Georges Blondel, *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, pages 67 et 68. Paris, 1898.

2. R.-E. May, *Die Wirthschaft in Vergangenheit. Gegenwart und Zukunft. Zur Jahrhundertwende*, p. 76. Berlin, 1900. — Edmond Théry, *Histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France*, pages 119 et 120. Paris, 1902.

Depuis vingt-cinq ans environ, tandis que celles-là se développaient, celle-ci a souffert d'un état de malaise qui n'a pas tardé à devenir un état de crise, surtout dans les parties du pays et pour les formes de propriété les plus directement intéressées au commerce des céréales. L'agriculture avait traversé, de 1850 à 1875, une période de grande prospérité. Elle avait recueilli alors le bénéfice des améliorations apportées au sol, pendant la première moitié du siècle, par l'emploi des méthodes de culture rationnelle qu'avaient préconisées des savants tels que Liebig. Les voies de communication qui s'étaient multipliées de toutes parts lui avaient rendu plus facile l'acquisition des machines dont elle avait besoin, aussi bien que l'écoulement de ses produits. Et d'un autre côté l'accroissement de la population, en déterminant une augmentation des besoins du marché, avait fait monter d'une manière constante, en raison du caractère de monopole de la propriété foncière, le prix des produits agricoles, des céréales d'abord, puis des bestiaux. Avec continuité, le taux de la rente du sol s'était élevé.

Mais cette tranquille prospérité des propriétaires fonciers devait avoir un terme.

A mesure que les relations avec l'étranger se multiplièrent et s'étendirent, que les transports par voie d'eau et par voie ferrée devinrent plus faciles et moins coûteux, de terres lointaines où la main-d'œuvre est à vil prix, de Russie, de Turquie, de l'Inde, d'Australie, d'Amérique, des produits agricoles arrivèrent en quantités chaque année plus considérables, venant faire concurrence, sur le marché national, aux produits indigènes, faisant baisser les cours, pressant les prix. L'ancien monopole du sol se trouva entamé. Le mouvement de hausse de la rente foncière diminua d'abord, puis s'arrêta, puis fit place à un mouvement de baisse, et celui-ci ne fut ni moins régulier, ni moins continu que le mouvement de hausse qui avait précédé.

Plusieurs causes aggravèrent la situation créée par cette action de la concurrence étrangère. Tant que le taux de la rente foncière monta, et que la valeur du sol, appréciée d'après ce mouvement de la rente, fut cotée très haut, les propriétaires fonciers trouvèrent à emprunter, et empruntèrent, au delà de

toute mesure. Et aussi longtemps que dura la période de prospérité ils ne sentirent pas le poids de leurs dettes. Mais du jour où la rente baissa, et avec elle la valeur de la terre, la dette hypothécaire, qui restait nominalement la même, se trouva, en réalité, grever infiniment plus les revenus des propriétés : condition désastreuse à l'heure où l'on aurait eu le plus besoin de l'entière liberté de ses mouvements. En même temps, d'autres charges venaient peser sur l'agriculture plus lourdement chaque jour : les impôts communaux s'accroissaient, les contributions pour les assurances ouvrières, établies par les nouvelles lois, s'ajoutaient aux anciens impôts.

De son côté l'industrie, qui se développait, se développait en partie aux dépens de l'agriculture. Elle ne fut pas longtemps sans se trouver, dans certains domaines, en concurrence avec elle, et sans porter ainsi atteinte à l'écoulement de ses produits. Des machines se substituaient avantageusement, dans bien des cas, et dans l'agriculture même, à l'antique emploi du cheval ou du bœuf. D'autre part, divers produits des industries de l'alimentation, tels par exemple que la margarine, supplantaient, dans certains milieux, les produits agricoles dont ils sont des succédanés.

Mais cette concurrence n'était pas la plus redoutable qui fût faite par l'industrie à l'agriculture. Les salaires des ouvriers industriels étaient plus élevés que ceux des ouvriers agricoles : ce fut le rêve des ouvriers agricoles de devenir ouvriers industriels. Et d'un mouvement continu les jeunes générations ouvrières des campagnes se portèrent vers les foyers de la grande industrie urbaine. Atteinte par l'importation des produits étrangers dans ses ressources financières, l'agriculture est encore atteinte, par cet abandon, dans ses ressources de résistance et de vie : et elle l'est aussi, d'ailleurs, dans ses ressources financières, car, tandis que l'industrie lui prend une partie de ses travailleurs, elle augmente, par ses offres de travail, les exigences de l'autre et fait hausser le taux des salaires agricoles. En diminuant le nombre des travailleurs de la campagne, elle entrave d'autant la culture intensive du sol, qui est la forme d'exploitation la plus avantageuse. En faisant hausser le taux des salaires, elle accroît d'autant les frais de la production agricole. Sur ce mar-

ché nouveau, celui du travail, l'industrie fait à l'agriculture nationale une concurrence dont le résultat est de la rendre moins apte à soutenir l'autre concurrence, celle de l'agriculture étrangère.

Ainsi se trouve déterminé l'état de crise dont souffre depuis un quart de siècle l'agriculture allemande. Les efforts organisés pour le combattre constituent un mouvement agrarien. L'objet essentiel de ce mouvement est de réclamer aux pouvoirs publics des tarifs protecteurs capables de paralyser la concurrence étrangère et d'assurer le marché allemand aux agriculteurs allemands. Les revendications agrariennes forment aujourd'hui la base du programme du parti conservateur.

Il faut y joindre, comme élément essentiel de ce programme, la défense des intérêts de la petite industrie et du petit commerce, qui luttent douloureusement contre les grandes entreprises. Chaque progrès de la grande industrie aggrave la situation de la petite. L'augmentation du nombre des grandes usines, l'accroissement de la puissance de leurs moteurs, le perfectionnement de leurs machines, sont autant de causes qui, en développant la production, font baisser d'autant les prix, et accroissent d'autant, par suite, les difficultés avec lesquelles sont aux prises les petits métiers, dont la productivité n'a point changé, qui réclament toujours le même travail pour effectuer le même produit, et qui doivent, pour soutenir la concurrence, livrer ce produit à plus bas prix chaque jour. De même chaque progrès du grand commerce, non point du grand commerce de gros, mais de détail, rend au petit commerce plus difficile la lutte pour l'existence. Les grands magasins, les grands bazars, les maisons de vente à crédit, les sociétés coopératives de consommation, qui peuvent, achetant par quantités considérables, vendre à plus bas prix, enlèvent aux petits détaillants une partie de leur clientèle et se développent de plus en plus, à leurs dépens.

Ainsi les petits commerçants se trouvent écrasés par la concurrence des grandes entreprises de vente au détail, et les petits fabricants, les artisans, par la concurrence des grands établissements industriels, comme les grands producteurs de blés et de bestiaux le sont par l'importation de blés et de bestiaux

étrangers. Il existe une crise du petit commerce et une crise de la petite industrie, comme il existe une crise agraire, et, pour lutter contre la crise, il s'est formé un mouvement des petits commerçants et un mouvement des artisans, comme il s'est formé un mouvement agrarien. Et de même que les agrariens demandent à l'État d'opposer à l'importation des produits de l'agriculture étrangère des taxes douanières élevées, de même les petits commerçants lui demandent d'arrêter la concurrence des grandes maisons par un impôt fortement progressif sur la vente, et les artisans réclament la suppression de la liberté industrielle, la restauration des examens d'aptitude conférant, avec le titre de maître, le droit d'ouvrir un atelier, l'établissement de corporations obligatoires d'artisans, privilégiées par l'État, et abritant les petits métiers, derrière la muraille de leurs privilèges, contre les envahissements des grands établissements industriels.

Contre le libre jeu des forces économiques, contre la libre expansion des puissances nouvelles, ceux-ci, comme ceux-là, demandent à l'État l'institution d'un régime protecteur. Le mouvement des petits commerçants et le mouvement des artisans sont orientés dans le même sens que le mouvement agrarien. Ils trouvent leur représentation, comme ce dernier, dans le parti conservateur.

Ce parti comprend deux grandes fractions : le *vieux parti conservateur*, ou *parti conservateur allemand* (*deutsch-konservative Partei*), et le *parti conservateur libéral* (*freikonservative Partei*), appelé aussi *parti allemand de l'Empire* et *parti de l'Empire* (*deutsche Reichspartei*, *Reichspartei*).

C'est le parti conservateur allemand, le parti primitif, qui représente dans toute sa pureté l'essence du conservatisme allemand, parti de classe, ou plus exactement de caste, parti de la vieille noblesse, de la féodalité terrienne, des *Junker* prussiens. Orienté vers le passé, aspirant au rétablissement des anciens privilèges, il donne pour fondement à la vie sociale la tradition, le droit historique, l'autorité, autorité de l'État, incarnée dans le monarque, le premier de la caste, autorité de l'Église, alliée de l'État, alliée du monarque, alliée ancienne de la caste des hobereaux. — « Autorité, non majorité », dit sa devise.

Le parti conservateur libéral a dans son sein, à côté de grands propriétaires fonciers, quelques grands industriels. Respectueux surtout de l'autorité et de la tradition, il fait des concesssions à l'esprit moderne. Il veut que l'école donne l'enseignement confessionnel, mais il n'entend pas, comme le parti conservateur allemand, que la direction de l'école appartienne à l'Église; il se déclare antisémite, mais il ne réclame pas contre les Juifs, comme le parti conservateur allemand, des mesures d'État, il ne demande pas l'interdiction de l'immigration juive. Le parti conservateur libre, on l'a dit, est « une édition moderne du parti conservateur ».

Il faut joindre à ces deux groupements la *Ligue des Agriculteurs* (Bund der Landwirte), qui compte parmi ses membres un grand nombre de leurs adhérents. Fondée en 1891, en vue d'organiser la résistance à la politique de traités de commerce inaugurée par Caprivi, elle est devenue dans l'Empire une puissance. Ce sont des *Junker* prussiens qui sont à sa tête; ce sont essentiellement les intérêts de la grande propriété foncière qu'elle représente. Ce qui la distingue des deux partis conservateurs, c'est qu'elle place résolument et ouvertement au premier plan de la lutte politique les problèmes économiques, et que ses revendications dans ce domaine sont plus nettes, plus radicales. Comme solution à la crise de l'agriculture, elle ne réclame rien moins que l'achat et la vente des grains étrangers par l'État, le prix de vente de l'État ne devant jamais tomber au-dessous d'un cours minimum, quelque bas que puisse être le cours du marché international. C'est là sa grande revendication, la proposition Kanitz, qui a fait ces dernières années, en Allemagne, tant de bruit.

Parmi les groupements conservateurs, la Ligue des Agriculteurs représente moins un parti nouveau qu'une organisation nouvelle des forces des anciens partis en vue d'une « politique d'intérêts » consciente du but, énergique, hardie.

Les antisémites sont divisés, en Allemagne, en quatre ou cinq fractions. Leur programme coïncide par beaucoup de points avec celui des conservateurs, et aux élections, dans la plupart des circonscriptions, ils font campagne ensemble et se groupent autour des mêmes candidatures. Les partis antisé-

mites se distinguent des autres partis conservateurs proprement dits en ce qu'ils attachent le plus d'importance à la question du petit commerce et de la petite industrie, et non, comme eux, à la question agraire. Ils s'adressent essentiellement aux boutiquiers et aux artisans, à la *classe moyenne*, au *Mittelstand*, ou classe intermédiaire entre le prolétariat et la grande bourgeoisie industrielle et commerçante.

Les socialistes chrétiens, dont le chef est Stœcker, l'organisateur du mouvement antisémite en Allemagne, ont longtemps adhéré au parti conservateur. Ils se distinguent de lui et des autres antisémistes par la place qu'ils font aux questions intéressant les travailleurs. Mais les conservateurs leur savent gré d'avoir, par leurs concessions à la classe ouvrière, arrêté dans certaines circonscriptions les progrès de la démocratie socialiste.

Les éléments les plus radicaux du parti socialiste chrétien ont fondé en 1896, sous la direction du pasteur Naumann, le parti *national-social*, parti que ses aspirations sociales orientent dans le sens de la démocratie socialiste, mais que ses tendances nationalistes rattachent étroitement aux partis de réaction.

Nous avons vu que certains conservateurs — les *conservateurs libéraux* — se sont écartés, sur divers points, du programme du vieux parti conservateur; de même une partie des libéraux se sont éloignés du vieux programme libéral, du programme du parti libéral primitif, ou parti *progressiste allemand* (*Deutsche Fortschrittspartei*). C'est ainsi que le *Parti national-libéral* fut fondé, à la suite du conflit constitutionnel de 1862-1866, par le ralliement autour du gouvernement prussien d'un certain nombre de membres de ce parti et de la gauche catholique, à l'heure même où du côté opposé, se détachant du parti conservateur, des hommes de la droite venaient se placer sur le terrain de la constitution et formaient le parti conservateur libéral. Le nouveau parti était créé en vue de soutenir le gouvernement dans sa politique extérieure jusqu'ici couronnée de succès, autant que dans son effort pour fonder l'unité allemande.

Appelé d'abord Parti national, dès 1867 il prit le nom de Parti national-libéral. Libéral, il l'était surtout en tant que

représentant des droits de l'État vis-à-vis des Églises, spécialement en tant qu'ennemi de l'ultramontanisme ; national, *nationaliste*, du fond de son être ; son libéralisme ne l'empêcha pas de voter en 1878 la loi d'exception contre les socialistes, de former en 1887 une union électorale avec les conservateurs libéraux et les conservateurs allemands contre les progressistes et les socialistes ; son libéralisme, progressivement réduit par le mouvement continu qui porta le parti vers la droite, ne fut sûr et consistant que dans la mesure où, comme dans sa lutte contre l'ultramontanisme, le nationalisme lui servit de support. Les conservateurs lui attribuent le mérite historique d'avoir détourné de la politique d'opposition des progressistes et rallié à la politique gouvernementale une importante fraction de la bourgeoisie allemande, celle qui n'était pas directement accessible aux idées conservatrices et que l'ensemble de ses vues et de ses tendances orientait vers le libéralisme. Dès sa fondation le parti national-libéral collabora avec les deux fractions conservatrices à l'œuvre politique de Bismarck, à l'établissement du régime nouveau.

Libéral de nom surtout, le parti national-libéral est national par essence. C'est l'idée nationale qui fait l'union des membres du parti, qui maintient dans un même groupement des hommes dont les intérêts économiques sont différents, parfois opposés. A côté de grands industriels et de grands commerçants intéressés à la liberté des transactions et à la stabilité des relations internationales, on y trouve en effet de grands propriétaires fonciers, fougueux partisans du protectionnisme. Aussi deux directions économiques antagonistes se sont-elles formées dans ses rangs ; actuellement une importante minorité agrarienne, adhérente à la Ligue des Agriculteurs, agit, agite, vote à son gré, très fréquemment, dans d'importantes questions, autrement que la majorité soucieuse surtout des intérêts de la grande industrie et du grand commerce.

Les deux vrais partis libéraux existant actuellement en Allemagne sont l'*Association libérale* (*Freisinnige Vereinigung*) et le *Parti libéral démocratique* (*Freisinnige Volkspartei*).

En 1866, du tronc commun du Parti progressiste allemand s'était détaché le Parti national-libéral. Le Parti national-libéral

se portant toujours davantage vers la droite, en 1880 une sécession se produisit, certains de ses membres formèrent un nouveau groupe, l'*Association libérale* (*Liberale Vereinigung*). En 1884, entre le parti primitif, le parti progressiste allemand et l'Association libérale, l'union se fit, et le *Parti libéral allemand* (*Deutsche Freisinnige Partei*) fut fondé. C'est de la scission qui se produisit en 1893 dans ce parti, par suite de dissentiments concernant les crédits militaires réclamés par le gouvernement, que naquirent l'Association libérale et le Parti libéral démocratique. Dans l'Association libérale s'étaient réunis les partisans des accroissements militaires ; dans le Parti libéral démocratique, les adversaires des nouveaux armements, les adversaires du militarisme.

Des deux partis libéraux, et principalement du Parti libéral démocratique il faut rapprocher le *Parti démocratique allemand* (*Deutsche Volkspartei*) appelé aussi *Parti démocratique* (*Demokratische Partei*) et *Parti démocratique de l'Allemagne du Sud* (*Süddeutsche Volkspartei*). Cette dernière dénomination provient de ce que ce parti est puissant surtout dans l'Allemagne du Sud, particulièrement dans le Wurtemberg.

Les commencements du Parti démocratique allemand remontent au mouvement démocratique de 1848 ; c'est en 1868 qu'il se donna le programme que dans ses grandes lignes il défend encore aujourd'hui.

L'Association libérale, dans les questions militaires, s'oppose à la fois au Parti libéral démocratique et au Parti démocratique allemand, tous deux également antimilitaristes ; dans les questions économiques, entre l'Association libérale et le Parti libéral démocratique, d'une part, et le Parti démocratique allemand d'autre part, il y a des différences, les deux premiers groupes représentant résolument les principes manchestériens, la liberté industrielle, le libre échange, les libertés de la banque et de la bourse, tandis que le Parti démocratique allemand a une tendance à demander en toutes choses, pour les petits, contre les grandes puissances économiques, l'appui de l'État ; mais les trois groupes sont unis dans leur lutte contre les exigences de la grande propriété foncière ; dans le domaine politique, ils sont

unis pour la défense des droits du peuple, pour la revendication des libertés démocratiques.

Comme le lien qui maintient l'unité entre les membres du parti national-libéral, divisés par des antagonismes économiques, est l'idée nationale, celui qui réunit les membres du parti du *Centre* est une idée religieuse, l'idée catholique.

Le parti du *Centre* (*Centrum*), sous sa forme actuelle, date du temps où Bismarck, peu après la Déclaration de l'infaillibilité du pape, en 1870, redoutant la formation, au cœur de l'Empire, d'un groupement docile à des inspirations ultramontaines, engagea contre le catholicisme, en Allemagne, la lutte dite *Kulturkampf* (lutte pour la civilisation). Il se constitua pour la défense des libertés de l'Église catholique. Et, dans la mesure où il eut à souffrir de la violation du droit, il est resté un parti libéral. Il faut ajouter qu'il doit au bas clergé, sous l'influence immédiate duquel se trouve la grande masse de ses adhérents, certaines tendances démocratiques.

Au point de vue économique, les éléments les plus divers sont réunis en lui ; aussi s'efforce-t-il de donner quelques satisfactions à chacune des classes sociales. Les paysans et surtout les artisans, — représentants symboliques dans la société moderne de la société d'autrefois, — font l'objet de sa plus tendre sollicitude.

Du parti catholique, nous pourrons rapprocher en un certain sens les partis de protestation contre l'Empire, ceux des Welfes, des Polonais, des Alsaciens-Lorrains et des Danois. En eux aussi on rencontre les éléments sociaux les plus opposés, la représentation des intérêts les plus différents ; en eux aussi, on ne rencontre qu'un intérêt essentiel commun, l'intérêt primordial pour eux, il est vrai, intérêt anti-allemand, intérêt welfe, polonais, alsacien-lorrain, danois. Ces partis sont les partis « ennemis de l'Empire » ; l'article fondamental de leur programme est la protestation contre l'annexion.

Revenons aux luttes de classes et aux conflits d'intérêts. La production capitaliste porte en elle-même un irréductible antagonisme, celui du capital et du travail, et le développement de l'industrie s'accompagne nécessairement du développement de

la classe des prolétaires. En Allemagne, dans la seconde partie du XIXe siècle, et principalement dans les trente dernières années, l'évolution économique a eu pour suite une grande croissance du prolétariat industriel. En treize ans, de 1882 à 1895, tandis que la population agricole de l'Empire tombait de 19.225.000 âmes à 18.500.000, la population industrielle s'élevait de 16 millions d'âmes à 20.250.000.

Favorisé par cette évolution économique et démographique, et parallèlement à elle, s'est fait le développement de la démocratie socialiste.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE [1]

Les Origines. *Fédération des Justes* et *Fédération des Communistes.* — La période révolutionnaire de 1848-49. Alliance des communistes et des bourgeois démocrates : Marx et Engels à Cologne. Premier effort national d'organisation prolétarienne : la *Fraternité Ouvrière.* — La défaite ; la contre-révolution. — Nouvelles sociétés ouvrières fondées par le parti libéral en 1860. — Efforts des ouvriers pour se soustraire à la tutelle des libéraux. — Intervention de Lassalle. Son œuvre d'agitation et d'organisation. Lassalle contre Schulze-Delitzsch. L'*Association Générale des Ouvriers Allemands.* — Après la mort de Lassalle. Liebknecht, Marx et Engels collaborateurs de von Schweitzer au *Sozialdemokrat.* — La rupture. — Liebknecht et Bebel fondent une nouvelle organisation, le *Parti Ouvrier Démocrate Socialiste.* — Luttes des deux fractions. — La guerre de 1870 et les socialistes allemands : protestations et condamnations. — Fusion des deux organisations rivales au Congrès de Gotha (1875), — Régime d'exception contre les socialistes (1878-1890). — Progrès du parti. — La rentrée dans le droit commun. — Le mouvement des « Jeunes ». — De 1890 à nos jours.

Le Parti Démocrate Socialiste d'Allemagne, qui s'est appelé jusqu'en 1890 Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne, est né, en 1875, de la fusion de deux organisations dont la plus ancienne, l'Association Générale des Ouvriers Allemands, fut fondée en 1863, et l'autre, le Parti Ouvrier Démocrate Socialiste, en 1869. Mais on doit remonter plus haut si l'on veut atteindre les origines du mouvement.

En Allemagne comme dans les autres pays, la révolution économique produite par l'introduction de la machine dans la vie

1. Sources : Franz Mehring, *Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie.* 2 vol. Stuttgart, J. H. W. Dietz Nachf., 1897 et 1898. — Carl Stegmann et C. Hugo, *Handbuch des Socialismus.* Zurich, Verlags-Magazin (J. Schabelitz), 1897. — *Der Hochverraths-Prozess wider Liebknecht, Bebel, Hepner vor dem Schwurgericht zu Leipzig vom 11 bis 26 März 1872.* Mit einer Einleitung von W. Liebknecht. Berlin, 1894. Expedition des « Vorwærts ». Berliner Volksblatt (Th. Glocke).

industrielle a déterminé au début, chez les travailleurs, des mouvements de réaction violente contre un système de production qui les privait si souvent de leur pain ; elle a déterminé aussi, chez les philosophes, l'élaboration de systèmes sociaux destinés à faire tourner au profit de toute la société les inventions nouvelles. Des ouvriers révoltés brisaient des machines, brûlaient les fabriques et les maisons de patrons détestés. Et tandis que les gouvernants ordonnaient la répression violente et sanglante des révoltes ouvrières, les philosophes, s'adressant à la conscience humaine, prêchaient la communauté des richesses comme remède unique au mal social. Les révoltes de la faim, et les révoltes de la raison et du cœur, des soulèvements prolétariens d'un côté, et d'autre part l'affirmation d'un idéal socialiste : c'était bien là la manifestation des forces nécessaires pour un mouvement socialiste ; ce n'en était pas encore un. Les prolétaires se soulevaient, par petits groupes, d'une manière soudaine, spontanée, chaotique : il fallait qu'à ces mouments incoordonnés, impétueux et courts succédât l'organisation. L'idéal socialiste vivait dans la tête de quelques philosophes ; il fallait qu'il devînt l'idéal des prolétaires. Il fallait qu'à la lutte impulsive et morcelée se substituât, par ce double progrès, l'organisation des forces prolétariennes pour la lutte contre le capitalisme.

C'est pendant les dix ou douze années qui précédèrent la révolution de 1848-49 que commencèrent à se répandre en Allemagne, parmi les ouvriers, les idées socialistes. Il semble que le foyer principal dont elles émanaient ait été la *Fédération des Justes*, société secrète de propagande, qui avait été fondée à Paris en 1836, et comprenait, à côté d'une très grande majorité d'ouvriers, des lettrés. La Fédération était une société internationale ; elle comptait, en Suisse, de nombreuses « communautés » ; et ce sont les ouvriers ambulants qui avaient vécu à Paris ou dans les grands centres suisses, Genève, Lausanne, Zurich, qui, venant en Allemagne, y propageaient dans les milieux ouvriers les idées communistes. En dehors des « communautés » où ils se réunissaient entre eux, les membres de l'Alliance, à titre d'individus, devaient s'efforcer de fonder des sociétés publiques d'ouvriers, notamment des *sociétés d'éduca-*

tion ouvrière, dont ils tâchaient ensuite de gagner les membres au communisme. Et il est probable que les *sociétés d'éducation ouvrière* de Berlin, de Hambourg, Brème, Leipzig, Mayence, d'autres villes encore, ne sont pas restées sans subir des influences de cet ordre, à supposer que certaines d'entre elles n'aient point été directement créées à l'instigation de membres de la Fédération.

Pendant la période révolutionnaire, presque tous ceux de ses adhérents allemands qui vivaient à l'étranger, émigrés volontaires ou exilés, rentrèrent en Allemagne, et prirent au mouvement une part active. Depuis le début de l'année 1847, Karl Marx et Frédéric Engels faisaient partie de la Fédération, qui avait déclaré accepter leurs principes, et avait pris le nom de *Fédération des communistes.* Au début de l'année 1848, elle avait publié le *Manifeste du Parti Communiste,* œuvre de Marx et de Engels. Le 3 mars, des pouvoirs discrétionnaires étaient accordés à Marx pour la direction de la société.

Au mois de mai, tandis que d'autres adhérents s'étaient rendus ou se rendaient à Berlin, Hambourg, Brème, Leipzig, Breslau, Nurenberg, Darmstadt, Giessen, Cassel, dans tous les centres d'action, Marx, Engels et quelques-uns de leurs amis venaient s'établir à Cologne où ils prenaient la tête du mouvement. En collaboration avec des démocrates, ils fondaient un journal dont Marx devenait directeur, la *Neue Rheinische Zeitung* (Nouveau journal du Rhin) ; ils entraient et faisaient entrer les travailleurs communistes dans les sociétés démocratiques. Au nom des principes mêmes développés dans le *Manifeste du Parti Communiste*, et sans dissimuler leur but propre, sans cacher qu'ils ne voulaient le triomphe de la révolution bourgeoise qu'à titre d'étape nécessaire vers la révolution prolétarienne et communiste, ils venaient mener auprès des démocrates la lutte commune contre le parti de la contre-révolution. Quand l'Assemblée Nationale de Prusse, en conflit avec la couronne, eut proclamé la grève des contribuables, Marx signa un manifeste exhortant les citoyens à résister par tous les moyens aux mesures prises pour leur faire payer l'impôt, et à organiser la levée en masse pour « la défense contre l'ennemi », — contre l'ennemi, c'est-à-dire contre le gouvernement, contre la cou-

ronne. Conduit devant les assises sous l'inculpation d' « excitation publique à la rébellion », le révolutionnaire communiste put dire devant le jury bourgeois appelé à le juger que son unique crime était d'avoir énergiquement défendu la révolution bourgeoise contre la féodalité.

Tant qu'il fut possible d'agir, Marx et ses amis agirent, auprès des démocrates, pour la cause de la démocratie. Quand, par les défaillances, par la défection de la bourgeoisie, l'action cessa d'être possible, ils se détachèrent des démocrates, sortirent des associations communes ; leur préoccupation dominante redevint l'organisation du prolétariat, que d'ailleurs pendant la période précédente ils n'avaient nullement négligée. Et ils avaient formé un plan de fédération de toutes les sociétés ouvrières d'Allemagne : pour le réaliser, diverses dispositions avaient été prises, un comité, dont Marx faisait partie, avait été nommé, on avait décidé de réunir un congrès provincial, puis un congrès national, et les plus belles espérances étaient permises, lorsque, au mois de mai 1849, le gouvernement prussien, se sentant raffermi, prit un arrêté d'expulsion contre Marx, et décida de mener une campagne d'anéantissement contre le communisme en emprisonnant ou en bannissant tous ses militants.

Dans toutes les parties de l'Allemagne, la Révolution de 1848 fut une période d'agitation ouvrière ; elle fut aussi, dans un grand nombre de centres, une période d'organisation ouvrière. A Berlin, dès le 6 avril, une grande réunion publique de travailleurs, présidée par le typographe Born — un affilié de la Fédération des Communistes — proclamait la nécessité, pour la classe ouvrière, de se donner une organisation indépendante, qui défendrait ses intérêts. La base en serait le groupement professionnel ; mais des délégués de chaque groupe professionnel se trouvant réunis, dans des « comités centraux », aux délégués des autres groupes, on lutterait en commun pour les intérêts communs de la classe ouvrière. Peu de jours après la réunion, un assez grand nombre de groupements professionnels étaient constitués, et, le 19 avril, le comité central de Berlin se réunissait. Le 1er juin, un journal, *Le Peuple*, paraissait sous la direction de Born, président de ce comité.

De Berlin, le mouvement gagna d'autres parties de l'Alle-

magne : dans un assez grand nombre de villes, des sociétés ouvrières existaient, qui sentaient le besoin de sortir de leur isolement ; l'idée d'un congrès d'ouvriers, aussitôt proposée, fut acceptée, et, le 23 août, les délégués de vingt-neuf sociétés ouvrières et de trois comités centraux, ceux de Berlin, de Hambourg et de Leipzig, se réunissaient à Berlin sous la présidence du professeur Nees von Esenbeck, député socialiste de Breslau à l'Assemblée législative de Prusse. L'opinion générale du congrès n'était pas socialiste ; les mesures réclamées par lui dans l'intérêt de la classe ouvrière étaient dirigées contre certains abus du système capitaliste, non contre le capitalisme même ; mais le congrès était dominé par la pensée de l'organisation générale de la classe ouvrière, et ses délibérations aboutirent à la fondation d'une alliance de travailleurs qui devait comprendre tous les ouvriers de pays allemands, la « Fraternité Ouvrière », (*Arbeiterverbrüderung*). C'était un grand résultat, et ceux-là mêmes qui étaient venus au congrès avec des préoccupations purement socialistes avaient lieu de se féliciter de son œuvre. Au reste, le journal de cette nouvelle association, la « *Fraternité* » (*Verbrüderung*), ne tarda pas à défendre des idées socialistes, montrant dans la question sociale le résultat de l'appropriation par quelques-uns des moyens de production, et, par suite, la solution de la question dans leur appropriation collective.

Pendant la révolution, la Fraternité Ouvrière garda la même attitude que les communistes, s'alliant partout, pour la lutte, à la démocratie révolutionnaire. Lorsqu'éclata le conflit entre la couronne et l'Assemblée Nationale de Prusse, le Comité central de la Fraternité adressa aux comités régionaux et locaux une circulaire les invitant à organiser l'armement des masses ouvrières pour la défense de l'Assemblée Nationale.

Par la vertu de propagande inhérente à l'action, la Fraternité Ouvrière prit, en peu de mois, une grande extension. Au début de l'année 1849, plusieurs congrès régionaux purent être tenus ; dans l'un d'eux, celui de Hambourg, auquel assistaient comme délégués deux journaliers ruraux, on discuta la question de la propagande parmi les ouvriers des champs. L'année suivante, un congrès général de la Fraternité se tenait à Leipzig : 250

sociétés s'y trouvaient représentées, dont quelques-unes comptaient plus de mille membres.

Ce fut la dernière manifestation générale de cette association. Peu de temps après, les divers gouvernements entreprenaient une lutte sans merci contre les sociétés ouvrières, et certains d'entre eux, tel celui de Prusse, par un maniement habile des lois qu'ils venaient d'obtenir de leurs parlements, dissolvaient sur leur territoire le plus grand nombre d'entre elles.

Mais cela ne suffisait point. Il fallait que sur toute l'étendue de la *Confédération germanique* le mouvement ouvrier et socialiste fût anéanti. Sur la proposition de la Prusse et de l'Autriche, le Bundestag décida, en 1854, que, dans un délai de deux mois, tous les États confédérés devraient supprimer toutes les associations ouvrières ou fraternités existant encore, qui poursuivaient des buts politiques, socialistes ou communistes.

C'était l'arrêt final, l'arrêt de mort.

L'arrêt de mort! les adversaires purent le croire, car pendant des années la classe ouvrière demeura immobile. Mais cette immobilité n'était que l'affaissement qui succède à une dépense de force insolite, et sous son couvert se faisait le processus organique qui donne un sang nouveau et développe de nouvelles énergies. D'ailleurs, tandis que par la vertu de cette immobilité régénératrice la classe ouvrière reprenait des forces et redevenait de plus en plus apte à agir, des œuvres de théorie socialiste s'élaboraient pour guider l'action prolétarienne. Marx publiait, en 1859, la *Critique de l'Economie politique* et préparait *Le Capital*; Lassalle publiait, en 1861, *Le Système des Droits Acquis*.

*
* *

Ce fut sous l'impulsion du parti progressiste, et sous sa direction, que, vers l'année 1860, de nouveaux groupements ouvriers se formèrent. C'étaient, à côté de quelques sociétés coopératives de production, des sociétés de consommation, et surtout des sociétés d'éducation ouvrière. Les chefs du mouvement progressiste voyaient dans ces associations le

moyen de gagner le prolétariat à leur parti, et ils sentaient que le prolétariat leur était nécessaire; la bourgeoisie libérale comprenait que, dans ses luttes contre la réaction féodale, elle ne pouvait triompher qu'avec l'appui des forces prolétariennes. Mais la bourgeoisie libérale n'entendait pas traiter avec le prolétariat d'égal à égal; elle prétendait le guider et l'utiliser, non l'appeler à délibérer avec elle, et lutter, en même temps que pour elle, pour lui. Pour tenir les ouvriers à l'écart de ses délibérations, l'association des progressistes, le *Nationalverein*, refusa d'admettre le paiement mensuel des cotisations; d'autre part, son attitude ne témoignait que d'une faible sympathie pour le suffrage universel, c'est-à-dire pour le droit de suffrage des ouvriers.

En février 1861, une réunion populaire fut tenue à Leipzig en vue de fonder une société d'éducation ouvrière. Certains des promoteurs bourgeois de l'entreprise proposèrent, censément pour la soustraire aux rigueurs de la loi sur les associations, de l'annexer, à titre de « société d'instruction professionnelle », à la Société Polytechnique, dont les membres étaient des fabricants. Deux ouvriers, nommés Fritzsche et Vahlteich, s'élevèrent avec énergie contre cette proposition, et leur protestation contre le perpétuel effort fait par les libéraux bourgeois pour placer la classe ouvrière sous la tutelle de la bourgeoisie, ne fut pas sans produire une impression profonde sur les travailleurs qui étaient là. Parmi eux se trouvait un jeune ouvrier tourneur, qui s'appelait Auguste Bebel.

Un an après la fondation de la société, à la suite des dissentiments politiques qui s'étaient fait jour dans son sein, Fritzsche, Vahlteich et leurs amis se retirèrent, et fondèrent une société de propagande, la *Société Vorwærts* (En Avant). Leur but n'était pas de se séparer du parti progressiste et d'en détacher la classe ouvrière, de proclamer la guerre du prolétariat et de la bourgeoisie. Non, ils voulaient au contraire associer des milieux plus étendus de la classe ouvrière, toute la classe ouvrière, s'il se pouvait, à l'opposition bourgeoise; mais ils ne le voulaient que pour rendre l'opposition bourgeoise plus énergique, plus hardie, et aussi plus complète, pour doubler les revendications bourgeoises de revendications prolétariennes. Ils vou-

laient grouper la classe ouvrière autour du parti progressiste ; mais ils voulaient en même temps que l'organisation délibérante de ce parti, le *Nationalverein*, fût ouvert à la classe ouvrière ; ils voulaient que dans son programme fût inscrit le suffrage universel. Afin que ces revendications fussent portées devant le parti progressiste avec toute l'autorité nécessaire, leur première pensée fut de réunir un congrès général d'ouvriers, qui les ferait siennes. Après plusieurs réunions, un comité d'organisation fut nommé. A côté de Fritzsche et de Vahlteich, Bebel en faisait partie.

Cependant, à la suite de circonstances d'un autre ordre, les ouvriers de Berlin se trouvaient amenés à prendre une décision semblable. Des souscriptions publiques avaient permis à un certain nombre de travailleurs allemands de se rendre à l'exposition universelle de Londres. A Londres, certains d'entre eux ne s'étaient pas contentés d'étendre leur savoir technique en visitant les galeries de l'exposition ; ils avaient acquis, en fréquentant le *Club des Communistes*, un autre savoir ; et c'est avec des préoccupations d'organisation ouvrière qu'ils revinrent en Allemagne. Le 25 août, dans la première réunion où les délégués de Berlin rendirent compte de ce qu'ils avaient vu à Londres, il fut décidé qu'un congrès général des ouvriers allemands serait convoqué ; le 7 octobre, une commission d'organisation de vingt-cinq personnes fut constituée.

Aussitôt, entre la commission de Berlin et celle de Leipzig des relations s'établirent ; le comité de Leipzig se fit représenter par trois de ses membres à une grande réunion populaire qui fut tenue le 2 novembre à Berlin, sous les auspices de la commission de cette ville ; et il fut décidé, dans cette réunion, que le Congrès se réunirait à la fin du mois de janvier de l'année suivante à Leipzig. C'est ainsi au comité de Leipzig que revenait le soin de l'organiser.

Sa tâche fut plus difficile qu'on ne l'avait supposé : il se heurta à la fois à l'hostilité ouverte de la police, au mauvais vouloir dissimulé des bourgeois progressistes influents dans les milieux ouvriers, et à l'indifférence d'un grand nombre de travailleurs qui ne saisissaient pas l'intérêt de l'entreprise projetée : tel Auguste Bebel, lequel sortit du Comité pour se consacrer plus

complètement à la *Société d'éducation ouvrière* (*Arbeiterbildungsverein*). Le Comité se rendit bientôt compte qu'il ne pouvait pas convoquer le congrès pour la date fixée ; en outre, au cours de ses travaux, il se persuada que l'œuvre du congrès serait vaine si les dispositions du parti progressiste vis-à-vis de la classe ouvrière n'étaient auparavant nettement établies. Dans le courant du mois de janvier, il délégua trois de ses membres à Berlin, auprès des chefs du parti. Devant ceux-ci, les délégués formulèrent leurs revendications fondamentales : 1° l'inscription du suffrage universel au programme du *Nationalverein* ; 2° la faculté du paiement mensuel des cotisations. Les chefs progressistes repoussèrent l'une et l'autre demande.

Le Comité était maintenant définitivement fixé ; la classe ouvrière ne tarderait pas à l'être : ne pouvant être, à l'intérieur du parti progressiste, l'égale de la bourgeoisie, il ne lui restait plus qu'à former un parti indépendant. Le rôle du prochain congrès serait de constituer ce parti.

Sur quelle base le constituer, quel programme lui donner, quelle méthode d'action ? Telles étaient les questions qui se posaient maintenant. Le Congrès aurait à les résoudre : il appartenait au Comité d'organisation de lui proposer des solutions. Quelles solutions ?

Comme le Comité cherchait autour de lui des lumières, le jeune démocrate Ludwig Lœwe lui donna le conseil de s'adresser à Ferdinand Lassalle.

La préoccupation de Lassalle, à la même heure, était précisément, en effet, l'organisation de la classe ouvrière en un parti de classe.

Ferdinand Lassalle était né à Breslau, en 1825, de parents juifs. Après avoir étudié dans les universités de Breslau et de Berlin, il avait vécu quelque temps à Dusseldorf, puis à Paris, et avait entrepris des travaux scientifiques qu'il se proposait de poursuivre à Berlin, lorsque, étant venu s'établir dans cette ville, une circonstance le détermina à abandonner ses projets et donna à sa vie, pour des années, une direction nouvelle : il avait fait la connaissance d'une femme très malheureuse, odieu-

sement persécutée par son mari, la comtesse Hatzfeld, et il avait décidé de lutter jusqu'à ce qu'il obtînt pour elle justice. Il obtint justice après huit ans d'efforts, après avoir porté sa cause devant trente-six tribunaux.

Il était au début de sa tâche, — il luttait depuis deux années, — lorsqu'éclata la Révolution de 1848. Lassalle, alors jeune homme de 23 ans, y prit une part active. Démocrate socialiste, il combattit, dans la région du Rhin, principalement à Dusseldorf, le même combat que Marx ; il collabora à son journal, la *Neue Rheinische Zeitung ;* ayant, comme Marx, exhorté le peuple au refus de l'impôt et à la résistance à main armée, il fut comme lui poursuivi. Mais tandis que Marx, jugé par un jury, était acquitté, Lassalle fut condamné, par des juges professionnels, à six mois d'emprisonnement.

Après l'issue heureuse de sa campagne judiciaire en faveur de la comtesse Hatzfeld, Lassalle revint à ses études ; il acheva un ouvrage sur *La Philosophie d'Héraclite l'Obscur*, écrivit au même moment, pour se distraire, un drame, *Franz von Sickingen*, qu'il publia au commencement de l'année 1859. La même année, — la guerre austro-italienne passionnait l'opinion, — il publia une brochure intitulée *La Guerre italienne et le Devoir de la Prusse*. Il y exprimait l'idée que la Prusse devait profiter des circonstances présentes pour s'emparer de l'hégémonie en Allemagne et y faire l'unité. Au même moment, dans sa correspondance avec Marx et Engels, il expliquait que le mouvement national n'était, dans sa pensée, qu'un moyen pour le but révolutionnaire. Dans un écrit publié l'année suivante : *Le Legs politique de Fichte et l'heure présente,* il célébra Fichte comme l'apôtre de l'idée de l'État centralisé et unitaire, reposant sur des fondements démocratiques. En 1861 parut son ouvrage fondamental, *Le Système des droits acquis;* l'idée dominante — qui était la légitimation juridique abstraite des revendications démocratiques et socialistes actuelles — consistait dans l'affirmation du droit inaliénable de la société à adapter à chaque moment sa contexture juridique aux exigences successives, toujours plus hautes, de sa conscience du droit.

La même année, Lassalle dirigea une première attaque contre le parti progressiste ; il mena contre lui, l'année suivante, une

campagne systématique et serrée, stigmatisant l'incohérence de son attitude, ses hésitations, ses timidités, son incapacité d'agir. Cependant, en même temps qu'il mettait à nu l'impuissance du parti progressiste, et celle de la bourgeoisie représentée par lui, il exaltait la puissance, en partie latente encore, de la classe ouvrière, et glorifiait la mission qui lui était échue : émanciper la société, sauver l'humanité en s'émancipant, en se sauvant soi-même. Le 16 janvier 1863, il était condamné à quatre mois d'emprisonnement « pour excitation des classes non possédantes à la haine et au mépris des possédants » ; le 7 février, après une dernière sommation, demeurée vaine, au parti progressiste, après un dernier effort pour le porter à une action virile contre le gouvernement, pour le déterminer à déserter le parlement jusqu'à ce que le gouvernement fût rentré dans le respect de la constitution, il prît congé de lui par un manifeste intitulé *Force et Droit*.

C'est exactement à ce moment que deux délégués du Comité de Leipzig, Fritzsche et Vahlteich, se rendirent à Berlin auprès de lui. Ils trouvèrent en lui une sympathie ardente pour les travailleurs ; en eux, il rencontra un esprit ouvert et décidé. Il fut rapidement évident qu'entre eux et lui l'entente ne pourrait manquer de se faire. Pour le moment, il fut convenu que le Comité de Leipzig prierait Lassalle d'exposer ses idées sur le mouvement ouvrier et les moyens dont il doit se servir, et en particulier sur le prix de la coopération pour la classe des non-possédants ; Lassalle répondrait aux questions du Comité par une lettre ouverte, et le Comité, tout en poursuivant la préparation du Congrès, attendrait, pour le convoquer, que l'écrit de Lassalle eût pu avoir son action.

C'est le 11 février que le Comité adressa ses questions à Lassalle. Le 1er mars, la *Réponse Ouverte*[1] de celui-ci était achevée. Elle parut, sous forme de brochure, vers le milieu du mois.

Dans cet écrit, Lassalle démontrait la nécessité pour la classe ouvrière de se constituer en parti politique indépendant, et indiquait quels devaient être son programme et ses moyens d'ac-

1. *Offenes Antwort-Schreiben an das Central-Comité zur Berufung eines Allgemeinen Deutschen Arbeiter-Kongresses zu Leipzig.* Berlin, 1895, Expedition des " Vorwærts " (Th. Glocke).

tion. La classe ouvrière devait avoir sa représentation politique propre, pour des raisons politiques et pour des raisons sociales : pour des raisons *politiques*, parce que le parti libéral s'était montré incapable de défendre contre la monarchie même les libertés politiques que la Constitution reconnaissait à la bourgeoisie, et parce qu'en outre il y avait tout lieu de douter, en même temps que de sa capacité, de sa volonté de conquérir le droit de suffrage universel, droit politique fondamental de la classe ouvrière ; pour des raisons *sociales*, parce que la condition sociale de la classe ouvrière ne pouvait être améliorée que par l'intervention de l'État en sa faveur, intervention qui ne saurait résulter que de la conquête du pouvoir politique par elle.

Ce n'est pas, exposait Lassalle, par des entreprises privées que peut être élevé le niveau social de la classe ouvrière, et les associations coopératives créées par le libéral Schulze-Delitzsch sont à cette fin impuissantes. Tout d'abord certaines d'entre elles, sociétés de crédit, sociétés d'achat de matières premières, n'intéressent pas les ouvriers proprement dits, mais les petits artisans ; elles ne peuvent d'ailleurs que prolonger pendant un certain temps la lutte de ces derniers contre la grande industrie. Les sociétés de consommation seules s'adressent aux travailleurs ; et certes, il faut le reconnaître, elles peuvent apporter quelque amélioration au sort de certains d'entre eux ; mais de certains seulement. Une loi inflexible, une *loi d'airain*, règle le taux des salaires : le salaire moyen demeure toujours réduit à ce qui est habituellement nécessaire, chez un peuple donné, pour l'entretien de l'existence et pour la propagation. Si la plus grande partie de la classe ouvrière, si la classe ouvrière dans son ensemble participait aux avantages que confèrent à leurs membres les sociétés de consommation, le taux des salaires baisserait infailliblement dans la mesure où diminuerait le coût de la vie. La classe ouvrière perdrait d'un côté ce qu'elle gagnerait de l'autre. L'action bienfaisante des sociétés de consommation serait pour elle annulée. A qui ces sociétés profiteraient-elles ? Aux patrons qui, payant de moindres salaires, retiendraient une plus grande part du produit du travail.

Faudra-t-il donc, poursuivait Lassalle, écarter comme impuis-

sant à améliorer la condition de la classe ouvrière le principe de la coopération? Non, mais on devra appliquer la coopération à un domaine qu'a négligé Schulze-Delitzsch, et la pratiquer sous une autre forme. On devra fonder des coopératives *de production,* avec le *concours financier de l'Etat.* L'État allouera une certaine somme, qui pourra n'être pas extrêmement élevée — dans un écrit qu'il devait publier bientôt après la *Réponse Ouverte,* Lassalle parlait de 100 millions de thalers (375 millions de francs), — et rapidement, grâce au concours et au crédit accordés à de nouvelles coopératives par les premières qui auront été créées, la production coopérative s'étendra aux domaines les plus divers. Le jour où la classe ouvrière tout entière sera organisée en associations de production, et sera ainsi son propre patron, la loi d'airain qui règle aujourd'hui les salaires aura perdu toute application; il n'y aura plus : d'un côté le salaire du travail, de l'autre le gain du patron ; la rémunération du travail sera : le produit du travail. Ce jour-là, on aura bien réellement amélioré la condition de la classe ouvrière.

Mais par quelle voie arrivera-t-on à cet état de choses? Sera-ce par la simple réunion d'efforts individuels? — Non : il ne suffit pas d'efforts individuels, même groupés, pour organiser de grandes entreprises de production : il faut des capitaux, et des capitaux immenses. Qui devra mettre à la disposition des ouvriers les fonds nécessaires pour créer des associations de production? L'État. L'État est intervenu, lorsqu'il s'est agi de construire des lignes de chemins de fer, en garantissant aux actionnaires, pour leurs capitaux, un intérêt minimum. L'État interviendra à bien plus juste titre pour aider les classes pauvres à fonder des sociétés coopératives de production. Mais comment le déterminer à cette intervention? Par le suffrage universel, par lui seul. Lorsque les corps légiférants émaneront du suffrage universel, — et alors seulement, — la classe ouvrière pourra contraindre l'État à accomplir vis-à-vis d'elle ce devoir. Comment maintenant conquérir le suffrage universel? Par une agitation légale et pacifique, mais infatigable et incessante. A cette fin, il faut créer une association générale des ouvriers allemands; il faut, avec les cotisations, constituer un fonds suffisant

pour fonder des journaux, publier et répandre des écrits de propagande, salarier des propagandistes, indemniser les ouvriers victimes de leur dévouement à la cause. « Répétez chaque jour, infatigablement, la même chose, encore la même chose, toujours la même chose! Plus souvent une chose est répétée, et plus elle gagne de terrain, plus sa puissance devient considérable.

« Tout l'art des succès pratiques consiste à concentrer à chaque moment toute sa force sur un seul point, — sur le point le plus important, — et à ne regarder ni à droite ni à gauche. Ne regardez ni à droite ni à gauche, soyez sourds à tout ce qui n'est pas le suffrage universel et direct ou ne s'y rattache pas et n'y peut conduire[1]. »

Le 24 mars, le Comité de Leipzig, qui avait été élu pour convoquer un congrès général des ouvriers allemands, déposa son mandat entre les mains d'une grande réunion populaire. La majorité de ses membres acceptaient le programme de Lassalle, et entendaient travailler immédiatement à sa mise en pratique. Sur la proposition de cette majorité, la même réunion du 24 mars décida, par 1350 voix contre 2, de nommer un nouveau comité chargé de fonder une grande association ouvrière selon le plan de Lassalle.

A Berlin et dans un assez grand nombre de villes, des réunions de travailleurs, organisées et menées par le parti progressiste, condamnèrent les idées développées dans la *Réponse Ouverte*. Mais ailleurs, principalement dans la région du Rhin, des meetings ouvriers les acclamèrent. A Francfort-sur-le-Main, le 17 et le 19 mai, Lassalle remporta une grande victoire : un congrès de sociétés ouvrières de tendance progressiste, après avoir entendu Lassalle, au lieu de voter l'ordre du jour dirigé contre lui que les chefs progressistes avaient rédigé, vota par 400 voix contre 40 un ordre du jour en sa faveur. Le lendemain, à Mayence, une réunion de 700 ouvriers lui accordait à l'unanimité sa confiance.

De Mayence, Lassalle se rendit à Leipzig, où, le 22 mai, une conférence composée des délégués de dix villes constitua l'*As-*

1. *Offenes Antwort-Schreiben*, p. 53.

sociation générale des Ouvriers allemands (*Allegemeiner deutscher Arbeiterverein*).

On inscrivit dans les statuts, comme objet de l'Association, la conquête du droit de suffrage universel, égal et direct. On adopta un système d'organisation très centralisé, conférant au président des pouvoirs presque dictatoriaux. Lassalle fut nommé président pour cinq années.

Lorsqu'il mourut, l'année suivante, le 31 août 1864, l'Association ne comptait guère plus de 3000 membres, mais elle était fortement organisée, et ses membres, fortement disciplinés. Le petit corps d'élite qu'avait formé Lassalle était dépositaire de ce bien précieux qu'il devait transmettre au prolétariat allemand : l'esprit d'organisation et de discipline.

Après la mort de Lassalle, et conformément au vœu qu'il avait exprimé, Bernhard Becker fut élu président : mais la direction réelle de l'Association ne devait pas tarder à passer entre les mains de von Schweitzer, rédacteur en chef du journal du parti, le *Socialdemokrat*.

C'est le 15 décembre 1864 que ce dernier, conformément à ce qui avait été convenu avec Lassalle, fonda le *Socialdemokrat*. Il s'était assuré la collaboration de Marx et d'Engels, réfugiés en Angleterre. Wilhelm Liebknecht avait accepté d'entrer dans la rédaction du journal.

Wilhelm Liebkneckt était né à Giessen, en 1826, d'une famille de fonctionnaires et de savants. Il était devenu socialiste, alors qu'il fréquentait encore le gymnase, en lisant les socialistes français, surtout Saint-Simon et Fourier. En 1848 et 1849 il prit part, principalement dans le pays de Bade, à plusieurs mouvements insurrectionnels. Quand la Révolution eut été écrasée, il se réfugia en Suisse, où il travailla à grouper en une organisation unitaire et à gagner à un programme entièrement socialiste les sociétés qu'y avaient formées les ouvriers allemands émigrés. Expulsé en 1850, il se rendit à Londres, où il devint membre de la *Fédération des Communistes* et où il vécut dans la société de Marx. En 1862, après l'amnistie, il rentra en Allemagne. Il fit d'abord partie de la rédaction de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, journal récemment fondé, avec un programme démocratique à tendances républicaines, par un

« républicain rouge » de 1848, Auguste Brass. Peu de temps après, Bismarck étant arrivé au pouvoir, Liebknecht crut apercevoir un changement dans l'attitude du journal. Il déclara aussitôt ses soupçons à Brass. Celui-ci protesta de son entière indépendance vis-à-vis du ministère, et, pour mieux calmer la conscience de son collaborateur, lui donna carte blanche dans son département (la politique extérieure) ; Liebknecht, demeuré inquiet et défiant, chercha à savoir, et il finit par obtenir la conviction que Brass était à la solde de Bismarck. Immédiatement, il rompit toute relation avec lui et avec le journal.

Liebknecht a exposé, dans le procès de haute trahison de 1872, dont nous parlerons dans la suite, comment à cette époque des agents de Bismarck tentèrent de le corrompre. « En ce temps-là et plus tard, dit-il, des tentatives furent faites à plusieurs reprises pour m'acheter moi aussi. Je ne puis pas dire positivement que M. de Bismarck ait voulu m'acheter, mais je puis dire que des agents de M. de Bismarck voulurent m'acheter, et cela à des conditions qui, sauf vis-à-vis de ma conscience et vis-à-vis des hommes de mon parti, n'eussent point porté atteinte à ma dignité.

« M. de Bismarck, aujourd'hui prince de Bismarck, ne prend pas seulement l'argent, mais aussi les hommes, où il les trouve. Qu'un homme appartienne à n'importe quel parti, cela lui est indifférent. Il préfère même les renégats ; car un renégat est un homme sans honneur, et, par suite, un instrument sans volonté — *uti cadaver* — entre les mains du maître.

« Il importait alors beaucoup au gouvernement prussien de réduire à l'obéissance la bourgeoisie récalcitrante. On voulait, suivant le procédé indiqué, il y a trente ans, en Angleterre, par le chef des tories, Disraéli — car la politique de M. de Bismarck n'était pas en ce point non plus originale — on voulait l'écraser entre la classe des *Junker* et le prolétariat, au cas où elle ne préférerait pas se soumettre. A diverses reprises on mit à ma disposition et à la disposition de mes amis la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* pour des articles de tendance socialiste extrême, même communiste. Je n'ai pas besoin de dire que je ne me suis pas prêté à ce jeu méprisable et que j'ai repoussé les tentatives de corruption de M. de Bismarck avec le mépris qui

convenait. Si je ne l'avais pas fait, si j'avais été assez infâme pour sacrifier mes principes à mon intérêt personnel, je serais dans une position brillante, au lieu de me trouver ici sur le banc des accusés, où m'ont envoyé ceux qui, il y a des années, ont vainement cherché à m'acheter. — Aussitôt que mon refus fut connu de la police, qui ne m'avait occasionné jusque-là aucun ennui, ce fut le commencement d'une série de chicanes qu'il serait trop long d'énumérer. Cependant on se garda, pendant un certain temps, de prendre, vis-à-vis de moi, des mesures décisives. On n'avait, sans doute, pas perdu tout espoir de me mettre à la raison[1]. »

On voit, d'après les lignes qui précèdent, quelle campagne de corruption Liebknecht, à son retour d'Angleterre, trouva entreprise contre les chefs du prolétariat : on voit à quels plans de la politique bismarckienne il comprit que le prolétariat était exposé à servir d'instrument. Ce fut désormais une préoccupation dominante chez lui de le mettre en garde contre ce double danger. Et c'est cette préoccupation qui nous expliquera son attitude vis-à-vis du parti de Lassalle.

Liebknecht était en Allemagne lorsque fut fondée l'Association générale des Ouvriers, mais pendant un certain temps il demeura à l'écart. Comme Marx et Engels, il détestait la forme d'organisation choisie, qui réunissait entre les mains du président — Lassalle avait été nommé président pour cinq ans — des pouvoirs dictatoriaux. Et il craignait d'autre part, comme Marx et Engels, que la haine de Lassalle pour le libéralisme et pour la démocratie bourgeoise ne fût pas exempte de tout danger de compromission avec le parti de la réaction et de l'aristocratie féodale. Toutefois, la violence des attaques de la presse bourgeoise contre le jeune mouvement socialiste fut telle que Liebknecht se tint pour moralement obligé de donner son adhésion à l'Association générale des Ouvriers allemands. Il le fit un an après sa fondation.

Espérant entraîner l'Association en son sens et dans le sens de Marx et d'Engels, il accepta d'entrer dans la rédaction du journal de Schweitzer, le *Socialdemokrat*, et il insista auprès

1. *Der Hochverraths-Prozess wider Liebknecht, Bebel, Hepner*, pp. 73, 74.

de ses deux amis pour les décider à collaborer. Mais la collaboration de ces trois hommes et de Schweitzer devait être de courte durée. Le premier numéro parut le 15 décembre 1864 : dans les premiers jours de janvier 1865 un article de tête, traitant de la question du Schleswig-Holstein, indiquait que, de toutes les solutions, la moins mauvaise était l'annexion à la Prusse. Quelque temps après, dans une série d'articles publiés du 27 janvier au 1er mars sur « Le Ministère Bismarck », Schweitzer déclarait qu'il n'y avait que deux puissances au monde qui fussent capables de résoudre la question allemande, c'est-à-dire de faire l'unité de l'Allemagne : le prolétariat révolutionnaire et l'armée prussienne. Et, tout en déclarant que tout démocrate devait souhaiter que la question fût tranchée par le prolétariat, il ne parlait pas sans un respect marqué des traditions et des qualités qui rendaient la Prusse apte à remplir cette mission, du « puissant génie » du vieux Frédéric, « homme admirable à tous égards », et de la « politique remarquable » de M. de Bismarck. Le 23 février, Marx et Engels, avant même que la série sur « Le Ministère Bismarck » fût terminée, adressèrent à Schweitzer leur démission. Ils avaient demandé à diverses reprises, expliquaient-ils, que l'on s'exprimât sur le ministère et sur le parti absolutiste-féodal en termes au moins aussi sévères que sur le parti progressiste : la tactique suivie étant tout autre, il leur était impossible de continuer à collaborer. Au même moment, Liebknecht, au nom des mêmes principes, sortit de la rédaction. Il déclara ouvertement la guerre à la politique suivie par Schweitzer.

Quelques mois après, frappé d'un arrêté d'expulsion, il dut quitter Berlin et la Prusse et alla s'établir à Leipzig.

Presque dès son arrivée dans cette ville, il entra en rapport avec la *Société d'éducation ouvrière*, à la tête de laquelle se trouvait Bebel. Liebknecht fit bientôt des cours dans cette société, et il s'efforça de répandre parmi ses membres, qui appartenaient en grande majorité au parti progressiste, les principes socialistes. L'une de ses premières recrues — et elles furent rapidement nombreuses — fut Bebel. Lorsque dans ce milieu un noyau de militants socialistes se fut formé, la pensée de ces militants fut d'étendre systématiquement leur propa-

gande à tous les ouvriers démocrates et progressistes de la région. A cet effet, ils achetèrent un journal, la *Mitteldeutsche Volkszeitung*, qui avait été jusque-là de couleur progressiste ; comme rédacteur en chef, on choisit Liebknecht. Le journal devait n'avoir qu'une courte existence. Il fut supprimé par l'autorité militaire prussienne lorsque, après le traité de paix entre la Prusse et l'Autriche, les Prussiens entrèrent à Leipzig.

En 1867, Bebel et Liebknecht furent élus députés au Reichstag du *Norddeutsche Bund* comme candidats du *Parti Démocratique de Saxe* (*Sæchsische Volkspartei*). Le Parti Démocratique de Saxe se composait principalement de travailleurs ; c'était le parti de ces masses ouvrières auxquelles s'adressait la propagande de Liebknecht, de Bebel et de leurs amis, ces masses qui n'avaient auparavant qu'un programme démocratique, et qui maintenant, avec plus ou moins de rapidité, évoluaient vers le socialisme. Au Reichstag du *Norddeutsche Bund*, Liebknecht se trouva à côté de Schweitzer, élu de l'Association Générale des Ouvriers Allemands, dont il était maintenant président. L'opposition de tendances et de principes des deux hommes, des deux socialistes, se fit immédiatement jour. Tandis que Schweitzer considérait le *Norddeutsche Bund* comme un fait irrévocable et sur lequel il n'y avait pas à essayer de revenir, et cherchait, en se plaçant sur ce nouveau terrain, à obtenir des réformes ouvrières, Liebknecht, protestant contre l'existence du *Norddeutsche Bund* comme contre la consécration de la politique de violence et de domination de la monarchie prussienne, refusait de négocier avec un ordre politique basé sur l'iniquité et sur l'autocratie.

Liebknecht et ses amis fondèrent, en 1868, un journal hebdomadaire, dont Liebknecht fut rédacteur en chef, le *Demokratisches Wochenblatt*. L'opposition de la politique de Liebknecht et de celle de Schweitzer devint dès lors, dans le *Demokratisches Wochenblatt* et dans le *Socialdemokrat*, organe de Schweitzer, lutte directe. Schweitzer, s'accommodant du cadre politique que Bismarck venait de construire, prétendait seulement à y organiser l'action sociale du prolétariat en dehors de toute influence démocratique et bourgeoise ; au contraire Liebknecht, considérant comme une nécessité première de combattre l'œuvre de

Bismarck et le gouvernement de Bismarck, entendait s'appuyer sur les éléments les plus avancés de la démocratie bourgeoise. Entre le *Demokratisches Wochenblatt* et le *Socialdemokrat*, entre Liebknecht et Schweitzer, la lutte devint vite guerre à mort. Tandis que le *Socialdemokrat* accusait Liebknecht et ses amis de vouloir livrer le prolétariat à la bourgeoisie, Liebknecht, dans le *Demokratisches Wochenblatt*, stigmatisait le « socialisme impérialiste » et le « césarisme bismarckien » de Schweitzer, et accusait ce dernier de trahir à la fois la démocratie et le prolétariat.

Cependant, un mouvement socialiste très net se faisait jour, dans diverses parties de l'Allemagne, et principalement dans le sud, à l'intérieur des sociétés d'éducation ouvrière. En grande partie sous l'action de Liebknecht et de Bebel — ce dernier devenu président de la *Fédération des sociétés d'éducation ouvrière* — la majorité de ces sociétés avait passé, en quelques années, du démocratisme progressiste au socialisme. Le cinquième congrès de la Fédération, tenu à Nuremberg en septembre 1868, vota un ordre du jour d'adhésion aux principes de l'*Association Internationale des Travailleurs*. C'était l'affirmation de l'existence, en dehors de l'Association générale des Ouvriers Allemands, d'un important groupement de travailleurs socialistes. Ces travailleurs socialistes avaient la claire conscience de la nécessité d'organiser le prolétariat en parti de classe indépendant, mais ils avaient aussi en leur qualité d'anciens démocrates, comme en vertu de leurs principes internationalistes, la haine de la solution des questions politiques par les baïonnettes prussiennes. A juste titre Liebknecht et Bebel voyaient en eux, comme dans les groupes ouvriers du parti démocratique de Saxe, les éléments d'une organisation socialiste conforme à leurs vues. Toutefois, ils ne crurent pas devoir en hâter la formation. Ils ne désespéraient pas de pouvoir envelopper dans une organisation commune les travailleurs groupés autour d'eux, et les membres de l'Association générale. Convaincus de la trahison de Schweitzer, ils pensaient arriver à communiquer leur conviction à ces derniers, à les détourner de l'ancienne politique de l'Association, et à rendre ainsi l'entente possible.

A la suite d'une réunion d'ouvriers tenue à Leipzig, dans

laquelle le vœu avait été exprimé que Liebknecht et Schweitzer s'expliquassent, dans une réunion publique, sur leurs accusations réciproques, Liebknecht fit savoir par une déclaration publique qu'il était prêt, soit seul soit avec Bebel, soit dans une réunion tenue à Leipzig, soit dans une réunion tenue à Berlin, soit devant la prochaine assemblée générale de l'Association Générale des Ouvriers Allemands, soit devant le Conseil Général de l'Internationale, à prouver que Schweitzer, depuis la fin de l'année 1864, pour de l'argent ou par goût personnel, entravait systématiquement l'organisation du parti ouvrier, faisait le jeu du césarisme bismarckien et rendait vains tous les efforts tentés pour faire l'unité du parti. Liebknecht et Bebel furent officiellement invités à assister à la prochaine assemblée générale de l'Association, qui devait avoir lieu le 28 mars 1869, pour y motiver leurs accusations contre Schweitzer, son président. Ils s'y rendirent. Après que l'assemblée les eut entendus, Schweitzer prit la parole, mais il n'entra pas dans l'examen des accusations et ne se défendit pas : il demanda simplement un vote de confiance. On vota : quarante-deux délégués, représentant 7.400 voix, votèrent l'ordre du jour de confiance ; quatorze délégués, représentant 4.635 voix, s'abstinrent. Schweitzer déclara qu'il en appellerait des délégués qui s'étaient abstenus à leurs commettants, et il le fit. Bientôt après, par ce plébiscite, toutes les circonscriptions moins deux lui exprimèrent leur confiance.

Si l'assemblée n'avait pas prononcé contre Schweitzer le verdict que demandaient Liebknecht et Bebel, du moins leur intervention avait été suivie d'un important résultat : l'assemblée avait modifié l'organisation de l'Association de manière à briser les pouvoirs dictatoriaux du président. Ici encore, Schweitzer en appela de l'Assemblée aux membres de l'Association ; ici encore le plébiscite prononça en sa faveur. L'ancienne organisation fut rétablie. Schweitzer, président, recouvra sa toute-puissance dictatoriale.

Désormais Liebknecht et Bebel n'eurent plus d'hésitation. Il fallait, sur la base d'une organisation démocratique, avec un programme conforme aux principes de l'Internationale, et pour une action qui fût réellement conforme à ce programme, fonder,

en dehors du parti des lassalliens, contre lui, un nouveau parti. « Nous verrons, disaient Liebknecht et Bebel dans un manifeste daté du 23 juin, nous verrons qui remportera la victoire, la corruption et la bassesse de ce côté-là, ou l'honnêteté et la pureté des intentions qui sont de notre côté. Notre devise est : A bas le sectarisme ! A bas le culte des personnes ! A bas les jésuites qui reconnaissent en paroles notre principe, et le trahissent dans leurs actions[1]. »

Un certain nombre de Lassalliens vinrent se joindre à Liebknecht, à Bebel et à leurs amis, aux « Internationaux », comme ils s'appelaient eux-mêmes, aux « Honnêtes », ainsi que, depuis le manifeste précédent, leurs adversaires les appelaient par ironie. Au mois d'août, au Congrès d'Eisenach, se constitua le *Parti Ouvrier Démocrate Socialiste* (Sozialdemokratische Arbeiterpartei). A la tête de ce parti se trouvait non pas un président, mais un comité. Ce comité, composé de cinq personnes, était placé sous la surveillance d'une commission de contrôle de onze membres. La commission de contrôle avait le droit de suspendre le comité. C'était, on le voit, en opposition avec l'organisation autocratique du parti lassallien, une organisation essentiellement démocratique. Le *Demokratisches Wochenblatt,* qui prit le nom de *Volksstaat* (l'État du peuple), devint l'organe du parti. Liebknecht en fut nommé rédacteur en chef.

Quelques mots suffiront à dire ce que furent, pendant les années qui suivirent, les luttes intestines des deux fractions. C'était un usage courant, de part et d'autre, de se rendre dans les réunions publiques organisées par la fraction opposée pour empêcher les orateurs de parler. C'était un usage courant de se traiter réciproquement de traîtres et de vendus. Les *Eisenachiens* — c'est ainsi que l'on désignait les membres du parti fondé à Eisenach — ne cessaient d'accuser les lassalliens de faire le jeu du gouvernement prussien ; les lassalliens ne cessaient d'accuser les eisenachiens d'être les agents de la bourgeoisie. Le Comité Directeur de l'organisation lassallienne en vint à proclamer le devoir de s'abstenir lorsque, au second tour de scrutin, on aurait le choix entre un eisenachien et un réac-

1. Stegmann et Hugo, *Handbuch des Socialismus,* Art. *Eisenacher* p. 167.

tionnaire, le devoir de voter pour le candidat libéral, lorsqu'on avait le choix entre un libéral et un eisenachien. Et le journal des eisenachiens publia un jour un article où se trouvait ce triste mot : « Si Lassalle n'avait pas existé, Bismarck aurait dû l'inventer. »

Heureusement il reste de ce temps d'autres souvenirs que celui de ces luttes intestines. Ce temps est aussi celui où le jeune parti socialiste allemand, à l'occasion de la guerre franco-allemande, affirma devant le peuple allemand et devant le peuple français, devant le monde, son idéal de justice internationale. Le 19 juillet, le gouvernement réunissait en session extraordinaire le Reichstag de l'Allemagne du Nord pour lui demander le vote d'un emprunt de guerre. Le Reichstag vota l'emprunt à l'unanimité moins deux voix, — celles de Bebel et de Liebknecht. Ils s'étaient abstenus. Ils n'avaient pas voté contre, car ils n'entendaient pas approuver la politique criminelle de Napoléon III ; mais ils n'avaient pas voté pour, parce qu'ils voulaient donner un vote de défiance au gouvernement, qui, par sa conduite criminelle en 1866, avait préparé les événements actuels. — Les députés de la fraction lassallienne et un député eisenachien avaient voté l'emprunt.

Après Sedan, tous les socialistes, les lassalliens comme les eisenachiens, se prononcèrent et votèrent contre la continuation de la guerre, devenue guerre offensive. Toutefois l'attitude des eisenachiens fut plus énergique. Tandis que les lassalliens s'en tenaient à la critique et au blâme, les eisenachiens organisaient la protestation dans le pays. Le 5 septembre, le comité directeur du Parti ouvrier democrate socialiste, qui résidait à Brunswick, publiait un « Manifeste aux Ouvriers allemands », qui contenait ces lignes : « Il faut que l'on accorde au gouvernement français une paix honorable... C'est un devoir du peuple allemand, et il est dans l'intérêt du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République Française... Avant tout, c'est le devoir des ouvriers allemands, en qui l'unité des intérêts du peuple allemand et du peuple français est devenu une conviction sacrée, qui ne voient dans les ouvriers français que des frères auxquels ils sont unis par un sort commun et des aspirations communes, c'est le devoir des ouvriers allemands

de réclamer pour la République Française une semblable paix... Il est absolument nécessaire que le parti organise en tous lieux, en accord avec notre manifeste, des démonstrations populaires aussi imposantes que possible contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République Française[1]. »

A la suite de la publication de ce manifeste, le gouverneur général Vogel von Falckenstein fit arrêter les membres du Comité directeur, et les fit conduire, les chaînes aux mains, jusqu'à la forteresse de Boyen bei Lœtzen, près de la frontière russe. Liebknecht et Bebel demandèrent alors à la Commission de contrôle d'instituer un nouveau comité à Dresde, cette ville ne faisant pas partie du territoire placé sous le commandement de Falckenstein. Mais les arrestations se firent à Dresde comme à Brunswick. Geib, l'un des membres du nouveau Comité, fut conduit lui aussi à Boyen bei Lœtzen. La direction du parti passa alors aux mains des camarades de Leipzig, à la tête desquels se trouvaient Liebknecht et Bebel. Depuis Sedan, Liebknecht, dans chaque numéro du *Volksstaat*, réclamait la paix, et protestait violemment contre toute idée d'annexion. Le 24 novembre, à la séance d'ouverture du Reichstag, le gouvernement ayant demandé un nouvel emprunt pour poursuivre la guerre en vue de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, Liebknecht et Bebel demandèrent à l'assemblée de repousser l'emprunt, et d'inviter le Chancelier de l'Empire à terminer au plus tôt la guerre, sans annexion.

En décembre 1870, Bebel, Liebknecht et un second rédacteur au *Volksstaat*, Hepner, étaient arrêtés sous l'inculpation de « préparation de haute trahison ». Après trois mois et demi d'instruction, ils furent mis en liberté provisoire ; leur procès ne devait venir devant les assises de Leipzig que le 11 mars 1872. Les débats durèrent jusqu'au 26. Hepner fut acquitté ; Liebknecht et Bebel, condamnés à deux ans de forteresse. Quatre membres du Comité de Leipzig et un grand nombre de membres du parti, coupables de s'être employés à organiser la campagne de protestation, avaient été condamnés à diverses peines d'emprisonnement. Pour faire comprendre quelle fut l'attitude des

1. *Handbuch des Socialismus*, art. *Eisenacher*, p. 170.

accusés devant leurs juges, il faut citer quelques passages de leur défense. Écoutons Liebknecht faisant le récit de sa vie, afin de rétablir la vérité dénaturée par les rapports de police ; prenons la période de 1848. « Le 23 février 1848, expose-t-il, arriva la nouvelle du commencement de la lutte à Paris. Mon espérance la plus ardente était maintenant remplie, — car je ne doutais pas de la victoire du peuple. Mais je ne pus attendre plus longtemps en Suisse. Je pris hâtivement congé du cercle d'amis parmi lesquels je me trouvais, et étais deux heures plus tard en route pour Paris. Quelle que fût ma hâte, le combat était terminé, les barricades étaient déjà en partie démolies lorsque j'arrivai au but ; mais mon espérance ne m'avait pas trompé : le trône de juillet était renversé. — Je ne m'arrête pas davantage à la révolution de février. Les conséquences qu'elle eut pour l'Allemagne sont présentes à la mémoire de tout le monde. Je ne doutais pas qu'il ne fût possible de réaliser l'idée d'une république allemande. Herweg préparait sa célèbre expédition ; je me joignis à lui et fis mon possible dans l'intérêt de l'entreprise.

« Il s'agissait de lutter pour établir la république en Allemagne ; le moment me paraissait propice, et j'aurais été à mes propres yeux un lâche ou un traître si j'avais agi autrement. Vous voyez, Messieurs les juges et les jurés, que je ne renie pas mon passé, mes principes et mes convictions. Je ne nie rien, je ne dissimule rien. Et pour montrer que je suis un adversaire de la monarchie, de la société actuelle, et que, quand le devoir le commande, je ne recule pas non plus devant la lutte, il n'était vraiment pas besoin des sottes inventions du policier de Giessen. Je le dis ici librement et franchement : *Depuis que je suis capable de penser je suis républicain, et je mourrai républicain*[1]. »

Voici en quels termes Liebknecht finissait sa déclaration : « Je vous ai fait connaître ma vie et mes actes. Je suis ce que j'ai été. En beaucoup de points, mes vues se sont développées : dans l'essentiel, je pense comme je pensais il y a vingt-deux ans. Dans les moyens, dans mon appréciation des personnes et des

1. *Der Hochverraths-Prozess*, p. 69.

choses particulières, je me suis mainte fois trompé ; quant à mon but et à ma conception générale, l'expérience n'a fait que les consolider. Je ne suis pas l'aventurier perverti que mon calomniateur veut faire de moi. Dès ma première jeunesse, j'ai brûlé tous les vaisseaux derrière moi, et depuis j'ai lutté sans interruption pour mes principes. Je n'ai jamais cherché mon avantage personnel ; lorsque j'ai eu à choisir entre mon intérêt et mes principes, je n'ai jamais hésité à sacrifier mon intérêt.

« Si j'ai eu à subir des persécutions inouïes et si je suis pauvre, cela n'est pas une honte — non, j'en suis fier, car cela est le témoignage le plus éloquent de mon honorabilité politique. Encore une fois, je ne suis pas un conspirateur de profession. *Nommez-moi, si vous le voulez, un soldat de la Révolution — je n'ai rien contre cela.*

« Depuis ma jeunesse, un double idéal a plané devant moi : l'Allemagne libre et une, et l'émancipation du peuple travailleur, c'est-à-dire la suppression de la domination de classe, ce qui est synonyme de l'affranchissement de l'humanité. Pour ce double but j'ai lutté de toutes mes forces, et pour ce double but je lutterai tant qu'il y aura en moi un souffle de vie. Le devoir le veut ![1] »

Lorsque, en 1874, Liebknecht et Bebel sortirent de la forteresse de Hubertusbourg — Bebel ne la quitta que pour purger une seconde peine, neuf mois de prison pour lèse-majesté — l'union commençait à se faire entre les deux fractions socialistes.

Depuis longtemps, il n'y avait plus entre elles de divergences importantes. Les lassalliens avaient pu reprocher quelque temps aux eisenachiens de n'avoir pas accepté les décisions du congrès international de Genève tendant à la socialisation du sol ; mais, dès 1870, ce grief était tombé, les eisenachiens ayant voté, en leur congrès de Stuttgart, une résolution conforme aux décisions de Genève. D'autre part, depuis 1870 également, depuis Sedan, il y avait accord, sur la question nationale, entre la politique des lassalliens et celle des eisenachiens.

1. *Der Hochverraths-Prozess*, p. 76.

Peu à peu, des deux côtés, on en vint à s'apercevoir que, de part et d'autre, et dans la mesure où les rivalités de fractions n'intervenaient pas, on menait contre les ennemis du prolétariat — et contre tous ses ennemis — un même combat. Les eisenachiens purent constater, à mainte reprise, la violence des coups portés par le parti lassallien au gouvernement prussien, et la violence des coups portés par le gouvernement prussien au parti lassallien ; de leur côté les lassalliens purent fréquemment se rendre compte de l'âpreté avec laquelle les eisenachiens combattaient la démocratie bourgeoise, quand celle-ci défendait d'autres intérêts que les intérêts communs de la démocratie.

Ce qui séparait les deux fractions, ce n'était plus guère que les haines de personnes et le souvenir des luttes passées. Le besoin d'union finit par triompher de ces haines et de ces souvenirs. En juin 1874, le procureur impérial Tessondorf obtint des tribunaux la fermeture provisoire de l'Association Générale des Ouvriers allemands ; à la même époque, les groupements eisenachiens de Berlin, divers syndicats, diverses sociétés ouvrières furent également fermés, et le droit de réunion ne fut plus, pour les socialistes des deux fractions, qu'un vain mot. Pour résister aux persécutions communes, pour repousser les attaques de l'ennemi commun, on comprit que la coalition de toutes les forces socialistes était impérieusement nécessaire et l'on agita des deux côtés la question de l'union. Un des chefs lassalliens, Tœlcke, prit l'initiative d'une démarche auprès de Geib, membre du Comité directeur des eisenachiens, et de Liebknecht. La proposition, qui avait l'assentiment des lassalliens, fut accueillie par la grande majorité des eisenachiens avec une joie profonde ; une commission dont faisait partie Liebknecht, partisan ardent de l'union, étudia les bases sur lesquelles elle pourrait être faite.

Quand la commission eut publié le programme sur lequel elle était tombée d'accord et qu'elle devait soumettre au vote du Congrès, Karl Marx écrivit à l'un des chefs de la fraction eisenachienne, Bracke, une lettre destinée à être communiquée à ses amis et dans laquelle il critiquait, point par point, le programme de la commission ; il le jugeait « absolument détestable et démoralisant pour le parti » ; il stigmatisait, comme un

retour déshonorant à un point de vue scientifiquement dépassé et reconnu pour tel, toutes les concessions à la pensée lassallienne. Il préférait, disait-il, une simple entente pour l'action, à une union si chèrement payée.

Mais malgré leur grand respect pour l'autorité scientifique de Marx, les chefs des eisenachiens ne revinrent pas sur les décisions qui avaient été prises. Marx vivait à Londres, et ils estimèrent qu'il fallait être sur place pour juger exactement de la situation. Ils défendirent donc devant leur parti, puis devant le Congrès, le programme qui avait été établi en commun, d'abord parce que les concessions qu'ils avaient dû faire étaient en réalité moindres que ne se le représentait Marx, ensuite parce que tous ils plaçaient l'union, c'est-à-dire la force du parti, la puissance du mouvement, au-dessus de toute autre considération. Le congrès commun se tint à Gotha du 22 au 27 mai 1875. 16 000 lassalliens y étaient représentés par 73 délégués, et 9 000 eisenachiens par 56 délégués. Le congrès fit l'union des deux fractions en les confondant dans un parti unique, le *Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne* (*Socialistische Arbeiterpartei Deutschlands*).

Après le congrès de Gotha, après la fusion des deux fractions socialistes, le mouvement socialiste fit dans le pays de rapides progrès. Pour le combattre, Bismarck jugea que les grands moyens étaient nécessaires : sa pensée fut de placer les socialistes hors du droit commun. Il n'attendait, pour déposer un projet de loi au Reichstag, qu'une occasion favorable. Le 11 mai 1878, un coup de feu fut tiré dans la direction de l'Empereur qui ne fut pas atteint. Bismarck télégraphia immédiatement à Friedrichsruhe : « Lois d'exception contre la démocratie socialiste », et le 20 du même mois, il saisissait le parlement de l'Empire d'un projet de loi contre les socialistes. Le projet fut repoussé, la majorité de l'assemblée n'ayant pas voulu rendre le parti socialiste responsable de l'acte d'un pauvre garçon détraqué, qui, selon toute apparence, n'avait pas voulu atteindre l'Empereur, et qui d'ailleurs n'appartenait nullement à ce parti. — Le 2 juin, un nouvel attentat eut lieu et Guillaume Ier fut grièvement blessé. L'auteur de l'attentat, Karl Nobiling, n'était pas, comme son devancier le compagnon ferblantier Hœdel, un

vagabond misérable ; c'était le fils d'un fermier de domaine royal, un homme riche, ayant poursuivi ses études, portant le titre de docteur ; au reste, nullement socialiste non plus, sympathisant au contraire avec le parti national-libéral. Est-ce pour se dégager de toute responsabilité, de toute solidarité, que les députés et journaux nationaux-libéraux se déclarèrent maintenant partisans de la loi d'exception ? Ce qui est certain, c'est que Birmarck eût trouvé au Reichstag, s'il l'avait voulu, une majorité ; il aima mieux prononcer sa dissolution, à la fois pour punir une assemblée qui avait résisté à son premier désir, et pour tirer tout le parti possible, par de nouvelles élections, de l'émotion profonde que le second attentat surtout avait provoquée dans le pays.

Le nouveau Reichstag fut bien ce que Bismarck avait souhaité. Un nouveau texte de projet de loi lui fut présenté ; il fut voté le 21 octobre et la loi entra le jour même en vigueur. Elle était intitulée : *Loi contre les aspirations offrant un danger général de la démocratie socialiste*. Par abréviation, on l'appela *loi des socialistes* (Socialistengesetz). La durée de sa validité devait expirer le 31 mars 1881 ; mais elle fut prorogée à plusieurs reprises. Il faut dire quelle était exactement cette loi, dont l'action sur le mouvement ouvrier et sur le parti socialiste devait être si considérable.

Le paragraphe premier dispose : Les associations qui, par des aspirations démocrates socialistes, socialistes ou communistes, visent au renversement de l'ordre politique et social actuel, doivent être interdites. Sont assimilées à ces associations toutes celles dans lesquelles de semblables aspirations se manifestent d'une manière qui met en péril la paix publique, et en particulier la concorde des classes de la population. Les réunions dans lesquelles les mêmes tendances se font jour doivent être dissoutes. Si l'on est autorisé à admettre de prime abord qu'elles soient destinées à favoriser le mouvement socialiste, elles doivent être interdites. Pour la dissolution et l'interdiction, la police est compétente.

Les écrits socialistes doivent être interdits, les journaux supprimés. Les écrits interdits doivent être saisis là où ils se trouvent en vue de leur diffusion, et, lorsque l'interdiction est

devenue définitive, ils doivent être rendus inutilisables. La police est autorisée à saisir des écrits d'une manière provisoire avant toute interdiction.

Toute collecte destinée à favoriser les aspirations socialistes doit être interdite.

Contre les personnes qui se rendraient coupables d'infraction à la loi ou aux décisions de la police prises en application de la loi, des peines sévères sont édictées. Les agitateurs professionnels peuvent être condamnés à l'emprisonnement suivi d'interdiction de séjour en tel ou tel lieu. Sont-ils restaurateurs, cabaretiers, petits commerçants vendant de l'eau-de-vie ou de l'alcool, imprimeurs, libraires, propriétaires de bibliothèque prêtant des livres ou de cabinet de lecture, l'interdiction de leur industrie peut être prononcée. Il en est de même pour les colporteurs.

Les dispositions les plus rigoureuses sont contenues dans le § 28 qui est ainsi conçu :

« Pour les districts et localités qui sont menacés de danger pour la sûreté publique par les aspirations caractérisées au § 1, 2e *alinéa*, les autorités centrales des États fédéraux peuvent ordonner avec l'agrément du Conseil Fédéral, pour une durée d'un an au plus, à supposer que ces mesures ne soient pas déjà permises par les lois particulières du pays :

1° Que des réunions ne puissent avoir lieu qu'avec le consentement préalable de la police ; cette restriction ne s'applique pas aux réunions données en vue d'une élection officiellement annoncée pour le Reichstag ou pour le Landtag ;

2° Que la distribution d'imprimés sur la voie publique, dans les rues, dans les places ou en d'autres lieux publics ne puisse avoir lieu ;

3° Que le séjour dans les districts ou localités en question puisse être interdit aux personnes dont on peut redouter un danger pour la sûreté ou l'ordre publics ;

4° Que la possession, le port, l'introduction et la vente d'armes soient interdits, limités ou subordonnés à certaines conditions.

Il doit être rendu compte au Reichstag immédiatement, ou lors de la plus prochaine réunion, de chaque ordonnance rendue en vertu des précédentes dispositions.

Les ordonnances rendues doivent être publiées dans le *Reichsanzeiger* et de la manière prescrite pour les décisions de police des États particuliers.

Quiconque contrevient sciemment ou après leur publication à ces ordonnances et aux mesures de police prises en vertu de ces ordonnances, est puni d'une amende pouvant atteindre 1000 marks, ou d'un emprisonnement pouvant atteindre jusqu'à six mois ».

Telles étaient les dispositions essentielles de la loi. A peine fut-elle votée, que le *Vorwærts*, la *Berliner Freie Presse* et le *Hamburg-Altonaer Volksblatt*, les trois principaux journaux du parti, furent supprimés; quelques semaines après, Berlin était mis en petit état de siège, et 67 des militants les plus en vue étaient frappés d'arrêtés d'expulsion; en moins d'une année, à la date du 30 juin 1879, 217 sociétés avaient été fermées, 127 organes périodiques supprimés, ou interdits, et 278 écrits non périodiques, interdits.

Appliquée soudainement, et avec une extrême rigueur, la loi, pendant cette première année, jeta la confusion dans les rangs du parti. Mais on se ressaisit ensuite, et clandestinement, sans cadres officiels, l'organisation se reconstitua. Des groupements — qui n'avaient aucun caractère politique extérieur et apparent — maintenaient la cohésion entre les membres du parti. Les collectes étaient interdites, et l'on avait besoin, ne fût-ce que pour assister les militants victimes de la loi, de plus d'argent que jamais : on imagina divers équivalents des collectes et des cotisations; l'un d'eux consistait à vendre aux camarades 20 ou 25 pfennigs telle publication qui revenait à 1 ou 2 pfennigs; on achetait la publication comme on paie une cotisation ; et la police ne pouvait empêcher un acte de vente entièrement régulier et licite. A l'étranger, à Zurich, un journal parut, qui servit de lien entre les camarades des diverses parties de l'Allemagne : le *Socialdimokrat*, « organe international de la démocratie socialiste de langue allemande ». Il était naturellement interdit de l'introduire et de le répandre en Allemagne : mais, en dépit de la surveillance des policiers, il franchissait régulièrement la frontière, dissimulé dans des colis d'apparence tout à fait innocente, et allait joindre très sûrement,

quelquefois après avoir passé par les mains d'une série d'intermédiaires, chacun de ses destinataires. Le groupe socialiste du Reichstag, que la constitution mettait à l'abri des dispositions de la loi, servait de comité directeur; enfin des congrès tenus hors d'Allemagne réglaient les grandes questions et arrêtaient la tactique. La vie du parti avait repris, sinon tout à fait normale, du moins extrêmement intense, plus intense qu'elle n'avait jamais été. Toutes les mesures qui frappaient soit les individus, soit les groupements, ne faisaient que renforcer et qu'exalter les sentiments de solidarité, l'esprit de dévouement et de sacrifice : librement, joyeusement, chacun se pliait à une discipline que nul règlement, que nuls statuts ne commandaient, mais dont tous comprenaient la nécessité.

Et ainsi, le parti reprit sa marche en avant : aux élections de 1878, il avait perdu des voix, aux élections de 1881, il en perdit encore ; mais depuis cette époque il devait faire des progrès de plus en plus considérables. Le nombre des suffrages obtenus par ses candidats avait été en 1877 de 493.288 ; en 1878, de 437.158 ; en 1881, de 311.961 ; il fut en 1884, de 549.990 ; en 1887, de 763.128 et en 1890, de 1.427.298.

Il apparut, par ces divers résultats, que la méthode que l'on avait choisie pour combattre le socialisme était mauvaise ; le plus grand nombre de ses adversaires en vinrent à se persuader que la loi d'exception avait favorisé son développement. Bismarck, estimant que l'unique faute était de n'avoir pas agi avec assez de rigueur, demanda à plusieurs reprises une aggravation des dispositions de la loi : élévation de la durée des emprisonnements, interdiction des réunions à l'étranger, expatriement, etc. Mais le Reichstag refusa de le suivre et repoussa ses projets. Un mois après les élections de février 1890, si mauvaises pour le gouvernement, le jeune empereur, Guillaume II, congédia Bismarck. La loi des socialistes expirait et il fallait, si elle devait demeurer en vigueur, en demander le renouvellement. Le nouveau gouvernement ne le fit pas. Il renonça à l'arme que le prolétariat, par son effort, par sa constance, par son ardeur à la lutte, avait rendue vaine. En 1890, le parti socialiste rentra dans le droit commun.

Il songea immédiatement alors à se donner une organisation régulière ; il le fit au premier congrès qu'il tint, au congrès de Halle (octobre 1890). Il songea également aussitôt à soumettre à une revision son programme, dont plusieurs points ne répondaient plus qu'imparfaitement à sa pensée. Il n'avait pas voulu y toucher plus tôt, pour ne point provoquer de perturbation dans ses rangs, pour ne point obscurcir, dans la dispersion de la bataille, la vue du drapeau commun. Mais dès qu'il le put sans péril, il se livra à cette tâche nécessaire. Le programme fut revisé au Congrès d'Erfurt, en 1891.

La rentrée dans le droit commun s'accompagna d'un fait qui avait déjà marqué les débuts du régime d'exception : la formation d'un mouvement d'opposition contre la direction du parti. Dans quelques grands centres socialistes, à Berlin, à Magdebourg, à Dresde, l'effervescence révolutionnaire qui avait été pendant douze années contenue et entretenue par les rigueurs du régime d'exception, se tourna contre la direction du parti et contre le groupe parlementaire, suspects de vouloir « embourber » le parti dans le « parlementarisme ». Les principaux porte-parole des opposants furent quelques littérateurs, de tout jeunes hommes. De là le nom de « Jeunes » donné d'une manière générale aux membres de l'opposition. Le typographe berlinois Werner formula au congrès de Halle les griefs de l'opposition. Une commission fut nommée en vue de les examiner : elle arriva à cette conclusion que les accusations portées étaient dénuées de fondement, et Werner déclara s'incliner devant le verdict de la Commission ; mais au cours de l'année qui suivit, à l'occasion d'un discours prononcé par le député bavarois von Vollmar, l'opposition s'agita de nouveau, organisa plusieurs réunions, publia une proclamation. La direction du parti était accusée d'avoir corrompu systématiquement le parti, d'avoir livré son argent par favoritisme à des parasites et à des flagorneurs, et d'avoir négligé les intérêts du parti les plus essentiels. Dans le manifeste il était dit en particulier que l'esprit révolutionnaire du parti était par quelques-uns des chefs systématiquement tué, qu'une dictature était exercée dans le parti, que le mouvement était appauvri et anémié et que la démocratie socialiste était abaissée au niveau d'un pur parti de réformes

petit-bourgeois, que la révolution avait été solennellement abjurée du haut de la tribune de Reichstag, et que l'essai était fait d'établir une réconciliation entre prolétaires et bourgeois.

Au congrès d'Erfurt, une commission fut nommée en vue d'examiner ces différents chefs d'accusation. Elle prononça qu'aucune preuve n'avait été produite touchant les accusations dirigées contre la direction du parti, et que les autres accusations étaient contredites par les décisions mêmes du congrès. Avant que la commission eût rendu compte de ses travaux, les membres de l'opposition s'étaient retirés, remettant sur le bureau du Congrès la déclaration suivante :

« Les membres soussignés de l'opposition, jusqu'ici tenus à collaborer aux travaux du Congrès par le mandat de leurs électeurs, déclarent maintenant — en raison des procédés directement contraires aux principes démocratiques, et absolument révoltants, par lesquels les membres du Comité directeur Auer, Bebel, Fischer, débattent les différends — renoncer à la qualité de membres de ce parti démocrate socialiste.

Erfurt, le 19 octobre 1891. »

(*Suivent les noms.*)

Deux des signataires de cette déclaration, conformément aux propositions de la Commission, furent exclus du parti comme coupables d'avoir à bon escient répandu des bruits calomnieux et porté des accusations fausses.

Peu de temps après le Congrès, les membres de l'opposition, les « Jeunes », formèrent le parti des socialistes « indépendants ». Mais la plupart de ses adhérents rentrèrent peu à peu dans les rangs du parti démocrate socialiste ; les autres, très peu nombreux, sont devenus anarchistes. Ils ont un journal, le *Sozialist*, « organe du Socialisme-Anarchiste ».

Nous aurons l'occasion, dans les pages qui suivent, de parler des événements importants qui se sont produits dans le parti socialiste allemand depuis le Congrès d'Erfurt. Notons rapidement ici que depuis cette époque le gouvernement a voulu à plusieurs reprises faire voter contre le parti socialiste et le prolétariat militant des mesures d'exception : ce fut, en 1894, le projet contre les menées révolutionnaires (*Umsturzvorlage*), en 1897 l'article additionnel à la loi prussienne sur les réunions

(*Vereinsgesetznovelle*), en 1899 le projet de loi contre les coalitions. Par l'énergie de son action il déjoua ces divers tentatives. En Saxe, malgré ses efforts, le suffrage universel, qui était la loi des élections au landtag, fut supprimé, en 1896, au moment où l'on put redouter que les socialistes vinssent à conquérir la majorité dans cette assemblée.

En même temps que ces diverses campagnes, quelques grands mouvements qu'il organisa dans le pays pour combattre des projets de taxes douanières ou des projets d'accroissements militaires sont ce qu'il y a de plus saillant dans son histoire au cours de ces douze dernières années. L'intérêt du mouvement, depuis la fin du régime d'exception, n'est point dans des événements extraordinaires, mais dans l'action méthodique du parti, dans l'effort de sa propagande, dans son expansion régulière et puissante, dans le spectacle de sa vie intérieure, dans le travail de sa pensée.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROGRAMME

Programme de Gotha (1875) et programme d'Erfurt (1891). — Triomphe de la pensée marxiste sur la pensée lassallienne au Congrès d'Erfurt. — Les divisions du programme. Partie théorique et partie pratique. — Texte du programme d'Erfurt.

Le programme adopté au Congrès de Gotha, en 1875, avait été le résultat d'un compromis; les eisenachiens y avaient inscrit leur internationalisme et leurs revendications démocratiques; ils y avaient laissé inscrire les points essentiels du programme des lassalliens. Sur cette base, la paix se fit ; les troupes naguère opposées se confondirent en une seule armée; et il n'y eut plus d'autre rivalité que celle du dévouement à la cause.

Cependant, en même temps qu'on luttait, on pensait, on étudiait, on lisait les ouvrages des théoriciens. Et il se trouva que petit à petit la pensée marxiste, qui avait dû transiger, au Congrès de Gotha — à l'heure du pacte entre les deux organisations — avec la pensée lassallienne, en vint à être la pensée commune du parti unifié.

La revision du programme, à Erfurt, répondit à ce changement. Elle consista dans l'élimination des éléments lassalliens, et dans l'affirmation résolue des points de la doctrine marxiste le plus directement en rapport avec l'action. Quelques mois avant la réunion du Congrès d'Erfurt, Engels publia dans la *Neue Zeit*, revue scientifique du parti, la lettre de Marx sur le programme de Gotha; et cette même critique qui en 1875 était demeurée sans effet exerça sur le travail de revision et d'élaboration une influence souveraine. D'autre part, lorsque le Comité Directeur, conformément au mandat qui lui avait été donné,

publia un projet de programme, parmi les critiques et propositions d'amendement dont il fut l'objet, celles de Karl Kautsky, l'un des théoriciens les plus autorisés et les plus intransigeants du marxisme, furent accueillies avec le plus de faveur, et le texte qu'il proposa fut adopté presque sans modification par le Congrès. Le nouveau programme était la consécration officielle du triomphe du marxisme.

La fameuse *loi d'airain des salaires*, qui était l'une des conceptions fondamentales de la doctrine de Lassalle et qui avait été le nerf de sa propagande, fut abandonnée sans protestation, comme inexacte; depuis des années, en fait, on avait à peu près universellement cessé d'en faire usage dans la propagande. On renonça avec la même décision à la théorie lassallienne selon laquelle, vis-à-vis de la classe ouvrière, « toutes les autres classes ne sont *qu'une même masse réactionnaire* ». Ces mots se trouvaient dans le programme de Gotha; ils répondaient bien à la politique de Lassalle, qui, mettant sur le même plan la féodalité terrienne et la bourgeoisie industrielle et commerçante, avait combattu avec au moins autant d'ardeur les libéraux que les conservateurs; ils ne répondaient plus à la politique du parti, qui distinguait fort bien — avec Marx et Engels, rappelons-le — entre les conservateurs et les libéraux.

Le grand « projet de Lassalle », relatif à la fondation de sociétés coopératives de production subventionnées par l'État, partagea le sort des deux théories précédentes. Il n'en resta aucune trace dans le nouveau programme.

Le programme de Gotha comprenait trois parties : la première consacrée à des considérations théoriques et à l'affirmation du but socialiste; la seconde, aux mesures économiques et politiques destinées à opérer la transition de la société présente à la société socialiste; la troisième aux mesures réclamées par le parti socialiste « à l'intérieur de la société actuelle ». En fait, entre les revendications de la seconde partie et celles de la troisième la ligne de démarcation était malaisée à apercevoir; le rôle des revendications de la seconde partie n'était point d'ailleurs posé avec une entière netteté : on renonça à cette division du programme en trois parties. Le programme d'Erfurt n'en contient que deux.

Dans la première sont posés les principes et les fins, les tendances de la société bourgeoise, les règles générales de l'action ouvrière, le but socialiste; dans la seconde, en conformité avec ces principes et avec cette fin, sont formulées les revendications préalables du parti, les réformes dont il demande « tout d'abord » la réalisation. La première partie résume la théorie marxiste de l'évolution capitaliste. On y voit les contradictions, les antagonismes, les crises que développe cette évolution, — crises économiques de plus en plus étendues et de plus en plus dévastatrices, antagonismes de classes de plus en plus aigus, contradictions d'une société où la surabondance crée la faim, — et le socialisme apparaissant comme la seule solution possible de ces contradictions, de ces antagonismes, de ces crises; on y voit d'autre part le prolétariat engendré et développé par la même évolution capitaliste, et appelé à conduire la société à cette solution, à la délivrance. Les conditions les plus générales de son action sont établies : elle doit être *politique*, elle doit être internationale.

Dans la seconde partie on trouve deux groupes de revendications. Les unes ont un caractère politique; elles ont trait à des réformes démocratiques, telles que la laïcité de l'enseignement, la suppression de toutes les lois limitant la liberté de la presse, de la tribune, la liberté d'association et de réunion, etc... Les autres ont un caractère social; elles n'intéressent plus, comme les précédentes, les citoyens comme tels, mais bien les citoyens d'une certaine classe, les ouvriers. Ce sont celles qui ont trait aux droits des travailleurs et aux lois d'assurance et de protection ouvrière.

Voici maintenant le texte complet du programme :

PROGRAMME
DU
PARTI DÉMOCRATE SOCIALISTE D'ALLEMAGNE
ADOPTÉ AU CONGRÈS D'ERFURT EN 1891

L'évolution économique de la société bourgeoise conduit avec la nécessité des lois de la nature à la ruine de la petite exploitation, dont le fondement est la propriété privée que le travailleur possède de ses instruments de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens

de production et le transforme en un prolétaire ne possédant rien ; les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement petit de capitalistes et de grands propriétaires.

A cette monopolisation des moyens de production sont intimement liés l'élimination par des exploitations colossales des petites exploitations morcelées, la transformation de l'outil en machine, enfin un prodigieux accroissement du travail humain. Mais tous les avantages de cette transformation sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Pour le prolétariat et les couches intermédiaires submergées — petits bourgeois, paysans — elle signifie une augmentation croissante de l'insécurité de leur existence, de misère, d'oppression, d'asservissement, d'abaissement, d'exploitation.

Toujours plus grand devient le nombre des prolétaires, toujours plus considérable l'armée des ouvriers superflus, toujours plus profonde l'opposition des exploiteurs et des exploités, toujours plus exaspérée la lutte de classes de la bourgeoisie et du prolétariat, lutte qui sépare la société moderne en deux camps hostiles et qui est la caractéristique commune de tous les pays industriels.

L'abîme qui sépare les possédants et les non-possédants est encore élargi par les crises qui ont leur principe dans l'essence du mode de production capitaliste, crises qui deviennent toujours plus étendues et plus dévastatrices, qui font de l'insécurité générale l'état normal de la société, et fournissent la preuve que les forces productives de la société actuelle ont trop grandi pour cette société, que la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein développement de ces moyens de production.

La propriété privée des moyens de production, qui servait autrefois à assurer au producteur la propriété de son produit, sert aujourd'hui à exproprier les paysans, les artisans et les petits commerçants et à mettre les non-travailleurs — capitalistes, grands propriétaires — en possesion du produit des travailleurs. Il n'y a que la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production — sol, mines, matières premières, outils, machines, moyens de transport — en propriété sociale, et la transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée pour et par la société, qui puisse faire que la grande exploitation et la productivité constamment croissante du travail social deviennent pour les classes jusqu'ici exploitées, de sources de misère et d'oppression qu'elles sont aujourd'hui, sources du plus grand bien-être et d'un perfectionnement harmonique et universel.

Cette transformation sociale signifie l'émancipation non seulement du prolétariat, mais de l'ensemble du genre humain qui souffre de l'état présent. Mais elle ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière, parce que toutes les autres classes, malgré les querelles d'intérêt qui

les divisent, sont placées sur le terrain de la propriété privée des moyens de production, et ont pour but commun le maintien des fondements de la société actuelle.

La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut pas mener ses luttes économiques et ne peut pas développer son organisation économique sans droits politiques. Elle ne peut pas réaliser le passage des moyens de production en la possession de la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique.

Rendre cette lutte de la classe ouvrière consciente et unitaire et lui montrer son but nécessaire — telle est la tâche du parti démocrate socialiste.

Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le parti démocrate socialiste d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont conscience de leur classe.

Le parti démocrate socialiste d'Allemagne ne lutte donc pas pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour la suppression de la domination de classe et des classes mêmes et pour des droits égaux et des devoirs égaux de tous sans acception de sexe ni de race. Partant de ces idées, il combat dans la société présente non seulement l'exploitation et l'oppression des travailleurs salariés, mais toute espèce d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit dirigée contre une classe, un parti, un sexe ou une race.

Partant de ces principes, le parti démocrate socialiste d'Allemagne réclame tout d'abord :

1° Le suffrage universel, égal, direct et le scrutin secret pour tous les membres de l'Empire âgés de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, dans toutes les élections et tous les votes. Système de représentation proportionnelle, et, jusqu'à ce qu'il soit établi, nouveau remaniement légal des circonscriptions électorales après chaque recensement. Périodes législatives d'une durée de deux ans. Jours d'élections et de votes fixés au jour de repos légal. Indemnité pour les représentants élus. Suppression de toute limitation des droits politiques, sauf pour les personnes interdites.

2° La législation directe par le peuple au moyen du droit d'initiative et de *veto*. Autonomie administrative du peuple dans l'Empire, l'État, la province et la commune. Élection des fonctionnaires par le peuple : leur responsabilité pénale. Vote annuel des impôts.

3° Éducation pour le service militaire universel. Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire seule appelée à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage.

4° Abolition de toutes les lois qui limitent ou suppriment la libre expression de l'opinion et le droit d'association et de réunion.

5° Abolition de toutes les lois qui, au point de vue du droit public et privé, mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

6° La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance.

7° Laïcité de l'école. Fréquentation obligatoire des écoles populaires publiques. Gratuité de l'enseignement, des instruments scolaires et de l'entretien dans les écoles populaires publiques, ainsi que dans les établissements d'instruction supérieure pour ceux des écoliers et écolières qui, en vertu de leurs capacités, sont jugés propres à recevoir une instruction plus élevée.

8° Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire. Justice rendue par des juges élus par le peuple. Appel en matière pénale. Indemnités pour les personnes accusées, arrêtées et condamnées reconnues innocentes. Suppression de la peine de mort.

9° Gratuité des soins médicaux y compris les accouchements et les remèdes. Gratuité des enterrements.

10° Impôt progressif sur le revenu et la fortune pour couvrir toutes les dépenses publiques, dans la mesure où elles doivent être couvertes par des impôts. Obligation de se taxer soi-même. Impôt progressif sur les successions, d'après l'importance de l'héritage et d'après le degré de parenté. Abolition de tous les impôts indirects, douanes et autres mesures économiques qui sacrifient les intérêts de collectivité aux intérêts d'une minorité privilégiée.

Pour la protection de la classe ouvrière, le parti démocrate socialiste d'Allemagne réclame tout d'abord :

1° Une législation protectrice du travail efficace, — nationale et internationale, — sur les bases suivantes :

a. Fixation d'une journée de travail normale de huit heures au maximum.

b. Interdition du travail industriel pour les enfants au-dessous de quatorze ans.

c. Interdition du travail de nuit, sauf pour les branches d'industrie qui, en vertu de leur nature, soit pour des raisons techniques, soit pour des raisons de bien-être général, exigent le travail de nuit.

d. Un intervalle de repos ininterrompu d'au moins trente-six heures, une fois par semaine, pour chaque ouvrier.

e. Interdition du truck-système (payement des ouvriers en marchandises).

2° Surveillance de toutes les exploitations industrielles, enquêtes sur les conditions du travail à la ville et à la campagne, et réglementation des conditions du travail par un office impérial du travail, des offices du travail de district, et des chambres de travail. Hygiène industrielle rigoureusement observée.

3° Même situation juridique pour les ouvriers agricoles et les domestiques et pour les travailleurs industriels ; suppression des règlements concernant les domestiques.

4° Le droit de coalition assuré.

5° L'assurance ouvrière tout entière à la charge de l'Empire, les ouvriers participant à son administration, avec une part d'influence prépondérante.

TROISIÈME PARTIE

L'ORGANISATION

Organisation générale. — L'œuvre du Congrès de Halle (1890) et celle du Congrès de Mayence (1900). — Système des *personnes de confiance*. — Le Comité Directeur et la Commission de Contrôle : leurs attributions. — Le journal central : contrôle du parti. — Le congrès annuel : son système de travail ; mode de délégation. — Les organisations locales, régionales, provinciales et des différents États. — Mouvement de décentralisation.

La préoccupation dominante à laquelle obéirent les socialistes allemands, en se donnant au congrès de Halle, en 1890, une organisation régulière, fut d'éviter que cette organisation pût tomber sous le coup des lois de divers États interdisant les coalitions de sociétés politiques. Comment organiser sur toute l'étendue de l'Empire un parti politique si les groupes dont il se compose ne peuvent entrer en rapport les uns avec les autres ? On y réussit par le *système des personnes de confiance*.

Dans ce système, les adhérents des diverses localités sont reliés à l'organisme central du parti par l'intermédiaire d'individus élus par eux dans des réunions publiques, et qui sont leurs *personnes de confiance* auprès de l'organisme central, comme elles sont les agents de ce dernier auprès d'eux. Ce système n'empêche nullement l'organisation des adhérents en groupes politiques locaux : ces groupes politiques locaux sont seulement considérés comme ne faisant pas partie intégrante de l'organisation générale du parti. Entre les groupes et la personne de confiance doit toujours se trouver l'intermédiaire de la réunion publique, intermédiaire qui opère, aux yeux de la loi, la solution de continuité entre les groupes locaux et la commission centrale. Les éléments de l'organisation établie à Halle étaient

les suivants : 1° des *personnes de confiance* ; 2° un *congrès annuel*, composé de délégués élus, comme les personnes de de confiance, et pour la même raison, en réunion publique ; 3° une *direction du Parti* composée de douze personnes et élue par le Congrès ; 4° un journal central, le *Vorwærts*.

Le 11 décembre 1899, une loi impériale annula les dispositions légales des États particuliers qui interdisaient les coalitions de groupements politiques. Il put sembler un moment que cette loi entraînerait une transformation complète de l'organisation du parti. Il n'en a rien été. Le congrès de Mayence, tenu en septembre 1900, laissa les choses presque en l'état. Le système des personnes de confiance est demeuré debout.

Certains eussent souhaité qu'on l'abandonnât et que l'on fusionnât les groupes en une vaste association qui eût été *le parti*. Entre les groupes et l'organisme central, l'intermédiaire de la réunion publique eût disparu. L'organisation socialiste eût été un système clos. Les partisans de cette transformation faisaient valoir que le parti y eût gagné au double point de vue de la cohésion et de la puissance financière. La nécessité d'être membre de l'association, membre d'un groupement socialiste, — c'est-à-dire de payer une cotisation, — pour avoir voix délibérative dans le parti, pour exercer les droits de citoyen socialiste, eût considérablement accru, selon eux, le nombre des membres des groupes, et par suite les ressources du parti.

Mais la question avait un autre aspect. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, dans plusieurs États de l'Empire, les femmes ne peuvent pas faire partie de groupes politiques ; presque nulle part, les employés et ouvriers de l'État ne peuvent adhérer à un groupement socialiste ; en Alsace-Lorraine, où la vieille loi française est en vigueur, les associations politiques doivent, pour exister, être autorisées ; très peu d'associations socialistes le sont. En organisant le parti sur le type d'une association fermée, on en eût donc écarté certains de ses adhérents, on eût fait d'eux, malgré leur meilleur vouloir, malgré leurs convictions, malgré leurs sacrifices et leurs efforts, des adhérents de second rang. Au congrès de Mayence, les femmes surtout firent valoir cet ordre de considérations, déclarant que, puisqu'elles avaient, dans le parti, les mêmes devoirs que les hommes, elles

devaient avoir les mêmes droits. Puisque, dans plusieurs États de l'Empire, la réunion était seule accessible aux femmes, c'était elle et non le groupe politique qui devait servir de base à l'organisation du parti. Il fallait s'en tenir au système des personnes de confiance élues dans des réunions publiques, parce que ce système seul était en accord avec les principes d'égalité inscrits dans le programme du parti.

Le système des personnes de confiance fut donc maintenu ; seulement, en prévision des cas où il serait possible, sans tomber dans l'un ou l'autre des inconvénients indiqués, de restreindre aux seuls socialistes organisés le droit de suffrage, il fut décidé que la personne de confiance pourrait être désignée par les groupes. Les personnes de confiance peuvent donc maintenant avoir deux origines, être élues par les groupes ou par des réunions publiques. En fait, depuis la modification des statuts votée par le congrès de Mayence, dans l'immense majorité des cas on s'en est tenu à l'élection en réunion publique.

Il est à peine besoin de dire que toutes les mesures appropriées sont prises pour éviter, dans les réunions publiques où sont élues les personnes de confiance, toute surprise. Nous reviendrons sur ce point en parlant de l'élection des délégués au Congrès.

Les élections pour la désignation de personnes de confiance — les femmes peuvent être désignées aussi bien que les hommes — ont lieu tous les ans, après le Congrès, sur l'invitation du Comité Directeur élu par lui. En même temps que la personne de confiance sont élus des reviseurs de comptes, chargés de contrôler sa gestion des affaires. A l'expiration de ses pouvoirs, la personne de confiance rend compte, en réunion publique, de son mandat, et les reviseurs exposent le résultat de leur contrôle.

Le rôle des personnes de confiance est de recevoir les avis du Comité Directeur, d'organiser la propagande et l'action dans la mesure où elles relèvent de lui, et d'autre part de l'instruire de l'état du mouvement dans les diverses localités et de lui faire parvenir les fonds réunis par les camarades.

De même que les socialistes des diverses localités élisent en même temps que les *personnes de confiance* les reviseurs de

compte chargés de contrôler leur gestion des affaires, le Congrès élit en même temps que le Comité Directeur une Commission de contrôle chargée de le surveiller. A Halle, on avait formé, des membres investis du pouvoir exécutif et des membres chargés de les contrôler, un seul corps, la *direction du parti* (Parteileitung). On n'avait pas établi, statutairement, un Comité Directeur et une Commission de contrôle, parce que les tribunaux auraient pu ordonner leur dissolution, comme sociétés politiques entretenant entre elles des relations. On avait ainsi, à en juger par les statuts, un organisme étrange : une *direction du parti* se contrôlant elle-même. En fait, les pouvoirs du Comité Directeur et de la Commission de contrôle étaient rigoureusement séparés. Ils étaient confondus en droit. Au Congrès de Mayence, on fit de l'état de fait l'état de droit, on conforma les statuts à la réalité. L'ancienne *Direction du Parti* s'évanouit pour faire officiellement place au *Comité Directeur* (Partei-Vorstand) et à la *Commission de contrôle* (Kontroll-Kommission).

La *Direction du Parti* comprenait 12 membres : 2 présidents, 2 secrétaires, 1 trésorier et 7 contrôleurs. Le nombre des contrôleurs fut porté de 7 à 9 : d'autre part, le nombre des membres du Comité Directeur le fut de 5 à 7. Aux 2 présidents, aux 2 secrétaires et au trésorier ont été adjoints 2 membres auxiliaires désignés par la Commission de Contrôle.

Le Comité Directeur, dans l'ensemble de la démocratie socialiste, est l'organe de la centralisation et de l'unité. C'est par lui que sont rendus possibles les actions d'ensemble, les grands mouvements d'agitation, de protestation, qui vont d'une extrémité du territoire à l'autre, éveillant l'attention des masses indifférentes, remuant l'opinion publique. C'est par lui, par les tournées de propagande qu'il organise, par les brochures, par les feuilles volantes qu'il envoie aux personnes de confiance et que les personnes de confiance répandent, qu'au-dessus de toute les considérations d'ordre local ou provincial les principes communs sont maintenus. C'est par lui qu'au point de vue financier un nivellement se fait entre les diverses parties de la démocratie socialiste, les fonds centralisés par lui, qui émanent principalement des villes et des régions où le parti a le plus de force,

étant affectés principalement à la propagande dans les régions où il est le plus faible.

Les ressources du Comité Directeur proviennent principalement des contributions des camarades ; elles proviennent en partie aussi des bénéfices du *Vorwærts*, et des bénéfices réalisés par la vente de certaines publications, telles que le *Journal de Mars* et le *Journal de Mai*. Ces ressources s'élèvent très haut. Leur chiffre a été pour la dernière année écoulée — l'année 1901-1902 — de 423.010 francs.

La Commission de Contrôle se réunit une fois au moins tous les trimestres ; elle inspecte l'état de la Caisse et l'état des livres du Comité Directeur ; elle examine les comptes du *Vorwærts*, et de la librairie du *Vorwærts*, librairie du parti.

Elle reçoit et examine les plaintes dirigées contre le Comité Directeur.

Des séances communes du Comité et de la Commission ont lieu sur le désir de l'un ou de l'autre.

Nous noterons que les membres de la Commission de Contrôle, qui n'habitent pas nécessairement la ville où réside le Comité Directeur, reçoivent pour leurs déplacements des indemnités de voyage et de séjour. Quant aux membres du Comité Directeur, qui se réunissent ordinairement deux fois par semaine, parfois trois ou quatre, ce sont des fonctionnaires qui reçoivent un traitement. Les deux secrétaires sont occupés d'une manière permanente : leur traitement est de 250 marks par mois (312 fr. 50). Le traitement du caissier est de 150 marks (187 fr. 50) ; celui des deux présidents, de 50 marks (62 fr. 50).

Le *Vorwærts*, journal central du parti, est en même temps, en fait, le journal des socialistes berlinois. Aussi deux corps exercent-ils leur contrôle sur la rédaction et sur l'administration : d'abord, et surtout, le Comité Directeur, qui représente l'ensemble du parti, ensuite une *Commission de la Presse*, qui représente les socialistes berlinois. La rédaction est en contact constant avec le Comité Directeur ; et, d'autre part, tous les mois le rédacteur en chef, le Comité Directeur et la Commission de la Presse se réunissent, et examinent en commun les vœux et les plaintes des camarades de Berlin et de la province, en attendant que ceux-ci puissent, au Congrès, s'ils n'ont pas obtenu

satisfaction, les formuler publiquement par la bouche de leurs délégués.

Rappelons que le *Vorwærts* est la propriété du parti : il est pour lui une source importante de revenus. Le nombre de ses abonnés était en 1900 de 52 000, en 1901 de 55 000, en 1902 de 57 000. Pendant la période de juillet 1901 à juin 1902, ses bénéfices se sont élevés à 75 752 francs.

Comme le Comité Directeur, le rédacteur en chef du *Vorwærts* est responsable devant le Congrès.

Le Congrès est la représentation suprême du parti. C'est en lui que réside la souveraineté. Il se réunit tous les ans.

C'est la circonscription électorale pour le Reichstag qui sert de base à la détermination du nombre des délégués pouvant être envoyés au Congrès : le maximum pour chaque circonscription est, *dans la règle*, de trois délégués. C'est le plus souvent dans des réunions publiques du parti que sont élus les délégués au Congrès. Mais, afin que ces réunions ne réservent pas de surprises, un travail préparatoire est fait, qui est rendu posssible par les liens étroits existant entre les camarades. Nous allons dire comment les choses se passent dans le royaume de Saxe ; à quelques détails près, dans les autres parties de l'Empire on procède de la même façon.

Un *comité d'agitation*, qui se trouve à la tête de l'organisation locale du parti, invite les camarades, quelques semaines avant la réunion, à se concerter pour savoir qui doit être élu comme délégué, et à lui donner connaissance du résultat de leurs conférences. Parfois, en même temps qu'il fait cette communication, il propose certains noms, que les camarades sont libres d'écarter. Le jour de la réunion venu, un membre du comité d'agitation fait connaître à l'assemblée les noms qui ont été proposés, et lui demande si elle veut faire d'autres propositions : la plupart du temps, elle ne met en avant aucune nouvelle candidature. On fait alors circuler des bulletins de vote ; tous les assistants, les femmes aussi bien que les hommes, inscrivent, suivant les cas, le nom d'un, deux ou trois candidats

Afin que les personnes qui n'appartiennent pas au parti n'assistent pas à ces réunions, on les annonce non par voie d'af-

fiche, comme les autres réunions, mais par le moyen du journal du parti, que ne lisent en général que les socialistes. D'ailleurs, dans certaines villes, telles que Leipzig, toute personne qui veut entrer dans la salle de réunion doit « se légitimer », c'est-à-dire montrer sa carte de membre de groupe ou une carte délivrée par la personne de confiance.

Outre les délégués des diverses circonscriptions, ont accès au Congrès les membres du groupe socialiste du Reichstag et les membres du Comité Directeur. Seulement, dans toutes les questions qui concernent l'activité parlementaire ou la gestion des affaires du parti, ils n'ont que voix consultative.

Aussi bien que le Comité Directeur, qui est élu par le Congrès, les députés au Reichstag sont responsables devant lui. En même temps que mandataires de leurs électeurs, les députés du parti sont considérés et se considèrent comme mandataires du parti lui-même. Aussi, tout comme le Comité Directeur, le groupe socialiste du Reichstag rend-il compte de ses travaux au Congrès. Mandataires du parti, les élus se conforment dans leurs votes parlementaires, au désir général du parti tel qu'il se manifeste par l'opinion de la majorité du groupe. L'unité de vote des élus est la règle[1]. Aussi le groupe socialiste est-il bien une personne morale unique. Comme le Comité Directeur, il envoie un rapport imprimé à tous les délégués; un membre du groupe et un membre du Comité en font connaître oralement les points essentiels, puis la discussion est ouverte, et le Congrès apprécie leur activité pendant la période écoulée. Il examine en même temps les propositions émanant des camarades qui concernent leur activité pendant la période qui va s'ouvrir.

Le Congrès s'occupe de la rédaction du *Vorwärts*, et, s'il est fait appel à son jugement, de celle de tel ou tel organe de pro-

1. « La fraction socialiste du Reichstag allemand émet *en général* et dans la règle sur toute question les mêmes votes. Pour les questions *de principe*, il y a toujours unanimité, et s'il arrivait qu'un membre eût des scrupules, *il ne voterait pas*. Dans les questions pratiques et de tactique, on évite autant que possible qu'il y ait des votes différents. Mais cela *peut* se faire; c'est ce qui est arrivé, par exemple, il y a douze ou quatorze ans dans la question de la subvention des bateaux à vapeur; la fraction se divisa parce que les uns disaient que c'était une mesure en faveur de la politique coloniale, que nous condamnons, et les autres, que c'était une mesure en faveur du commerce, qui doit être assisté. » — Wilhelm Liebknecht, extrait d'une lettre à l'auteur, en date du 25 juillet 1899.

vince; il vide les différends ayant pu s'élever entre membres du parti; enfin il examine les questions spéciales inscrites à son ordre du jour : ce sont celles qui préoccupent le plus vivement l'opinion socialiste. Sur chaque question un rapporteur est entendu; parfois, après lui, un contre-rapporteur. Les rapporteurs sont désignés à l'avance, mais d'une manière simplement provisoire, par le Comité Directeur. Celui-ci se conforme dans son choix, comme dans la fixation de l'ordre du jour provisoire du Congrès, au vœu exprimé ou supposé du parti. C'est au Congrès qu'il appartient de fixer définitivement son ordre du jour ainsi que de ratifier ou d'annuler les choix du Comité Directeur. En fait, l'annulation n'a jamais lieu : le Congrès adjoint seulement parfois au rapporteur nommé par le Comité un contre-rapporteur. Sur les diverses questions, l'opinion de la majorité est fixée dans des résolutions qui sont la règle à laquelle doivent pratiquement se conformer les membres du parti, jusqu'à ce que, par suite de la discussion, l'opinion générale se soit peut-être modifiée. C'est dans cette soumission, *pour l'action*, à la volonté de la majorité, que consiste la *discipline*.

*
* *

Le Comité Directeur, la Commission de Contrôle, le journal central, le Congrès, et, dans les localités, les personnes de confiance, tels sont les éléments constitutifs de l'organisation générale du parti; mais si c'est à ces éléments que se réduit l'organisation du *Parti Démocrate Socialiste d'Allemagne*, en dehors d'elle fonctionnent les mécanismes multiples d'autres organisations.

Dans chaque localité, à côté de la personne de confiance, il y a des groupes; ces groupes revêtent souvent la forme de cercles électoraux. Ce sont des groupes d'action : on y prépare les élections, on y organise la propagande locale, on y discute les questions politiques du jour, les questions à l'ordre du jour dans le parti; c'est là que l'activité politique du parti a ses racines profondes.— Nous verrons que ce sont aussi des groupes d'études.

Les groupes d'une même circonscription électorale, — la circonscription électorale du Reichstag est l'unité administrative

du parti, — ont généralement d'une manière périodique des congrès. Pour être membre d'un cercle politique, il faut payer, outre un droit d'entrée, qui est généralement de 20 pfennigs (25 centimes), une cotisation mensuelle qui est aussi, généralement, de 20 pfennigs. Le paiement de la cotisation, attesté par un timbre apposé sur le cahier de membre, doit s'effectuer, sous peine d'exclusion, et sauf les cas de maladie ou de chômage, avec la plus parfaite régularité; ces cotisations constituent le revenu le plus important, en même temps que le plus stable, du parti socialiste.

Entre les socialistes des diverses localités et le Comité Directeur du parti démocrate socialiste d'Allemagne, relié à eux par l'intermédiaire des *personnes de confiance*, diverses organisations ont paru et se sont rapidement développées : commissions d'agitation, organisations provinciales, organisations des différents États. L'apparition et le développement rapide de ces organisations était la conséquence du développement même du parti. A mesure que le mouvement se propageait des grands centres industriels aux petites villes et aux campagnes, la nécessité apparaissait plus impérieuse d'adapter la propagande aux conditions locales, de compléter la propagande générale du Comité Directeur du parti par une propagande spéciale, mieux appropriée aux conditions économiques de la région, aux mœurs de la population, et confiée à des hommes connaissant bien les unes et les autres. Mais ne fallait-il pas, pour diriger une pareille propagande, des organisations moins lointaines que l'organisation générale du parti? Ainsi dans de grands centres des *commissions d'agitation* se constituèrent, pour « *travailler* » la région ; ainsi des *organisations provinciales* apparurent, avec leurs congrès ou conférences périodiques, et leurs comités directeurs; ainsi dans la plupart des États se formèrent des organisations qui étaient à l'organisation générale du parti ce que ces différents États étaient à l'Empire. Indépendamment du parti démocrate socialiste d'Allemagne, il existe actuellement un parti démocrate socialiste de Bavière, un parti démocrate socialiste du Wurtemberg, un parti démocrate socialiste du Grand-Duché de Bade, un parti démocrate socialiste d'Alsace-Lorraine, etc. Et chacun de ces partis a son congrès, comme le parti général;

ce congrès s'occupe des questions qui intéressent spécialement le pays, il fixe le programme du parti aux élections pour le parlement du pays, le Landtag, lorsque le parti y prend part; s'il a des représentants au Landtag, il écoute le rapport qu'ils lui font sur leur activité parlementaire pendant la période écoulée, et, après avoir examiné leur activité passée, leur donne des indications pour l'avenir; il élit enfin un *comité directeur* chargé de la gestion des affaires et de l'organisation de la propagande, et qui rendra compte de son mandat devant le congrès suivant.

Ce sont généralement les congrès des différents États qui désignent les candidats aux élections pour les landtags et pour le Reichstag. Il n'y a jamais qu'un candidat socialiste dans chaque circonscription; la discipline la plus stricte est observée. En cherchant dans l'histoire du parti, depuis son unification, on ne trouverait que deux exceptions à cette règle. Toutes deux ont trait à la circonscription de Solingen; elles se produisirent aux élections générales de 1893 et à celles de 1898. En 1898, le résultat des divisions fut la perte d'un siège depuis longtemps possédé par le parti. Le candidat indiscipliné qui avait fait échec à la candidature régulière, et les militants qui l'avaient soutenu furent exclus.

Les sociétés locales, les organisations régionales et provinciales, les organisations des différents États ont chacune leurs finances propres, si bien que les recettes et dépenses générales du parti, dont nous avons fait connaître plus haut le montant pour la dernière année écoulée (423 010 francs), ne représentent qu'une fraction de son budget total, peut-être une cinquième ou une sixième.

D'année en année, depuis la fin du régime d'exception, les organisations de province et de pays ont pris un développement plus large; une certaine décentralisation s'est ainsi produite : c'est le fait le plus important qu'il y ait lieu de relever au point de vue de l'organisation depuis cette époque[1].

1. Cf. *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands.* Abgehalten zu Köln a. Rh. vom 22. bis 28 Oktober 1893. Berlin, 1893, Expédition des « Vorwærts », Berliner Volksblatt (Th. Glocke), p. 31. — Congrès de Francfort-sur-le-Mein (1894), *Protokoll*, p. 24. — Congrès de Stuttgart, *Protokoll*,, pp. 12 et 17.

Il resterait, pour que l'on pût se représenter d'une manière complète la structure du parti, à joindre à l'organisation politique officielle tous les rouages non politiques ou non officiels qui ont un rôle dans le mécanisme de l'activité et dans la vie du parti. Ces rouages apparaîtront dans les chapitres qui suivent.

QUATRIÈME PARTIE

LA PROPAGANDE

CHAPITRE PREMIER

SES MOYENS. LES DIFFICULTÉS QU'ELLE RENCONTRE

Bases financières de la propagande. — Comment on assure des situations indépendantes aux propagandistes. — Difficulté d'avoir des salles pour les réunions publiques. — Procédés employés pour triompher de cette difficulté. — Réunions interdites ou dissoutes par la police. — Effet produit par les mesures de persécution.

Connaissant le programme et l'organisation, nous pouvons maintenant étudier le parti dans son activité, je dirais volontiers : dans son travail. La forme première de cette activité, de ce travail est la propagande. C'est par la propagande en effet que le parti prépare les esprits et les cœurs à un autre ordre social, qu'il « révolutionne les intelligences » en attendant de pouvoir, et pour pouvoir révolutionner la réalité; et, si nous laissons de côté le but final de ses efforts, c'est encore par la propagande qu'il groupe derrière lui les masses, devient leur mandataire, et peut ainsi obtenir des réformes, inscrire dès aujourd'hui dans la structure de la société des fragments de son programme. Qu'il vise à la réalisation intégrale de son idéal, ou qu'il aspire à la plus modeste des améliorations compatibles avec l'ordre présent, c'est à la propagande, c'est toujours à la propagande et à la seule propagande qu'il doit demander la puissance d'agir.

Il faut, pour que l'œuvre de propagande se fasse, que le parti assure à certains hommes l'indépendance, leur ôte la préoccu-

pation de la vie matérielle, leur permette de ne rien craindre d'aucun patron. Le parti démocrate socialiste a, en Allemagne, cette puissance.

Les socialistes allemands ont su faire de leur parti un parti riche. Ils ont assuré les conditions matérielles de leur agitation en organisant leurs finances. Les adhérents, nous l'avons vu, paient des cotisations; une partie sert à couvrir les dépenses locales, une autre partie est consacrée à la propagande dans la province; le reste est envoyé au Comité Directeur. Grâce à ces contributions, grâce aussi aux bénéfices qu'il retire de certains de ses journaux et de diverses publications, le parti peut garantir des moyens d'existence à ceux qui travaillent pour lui. On sait qu'en Allemagne les députés au Reichstag ne reçoivent pas d'indemnité de l'État; le parti en accorde une à ses élus, à ceux du moins qui ne remplissent pas d'autres fonctions rétribuées. Dans les landtags, les élus reçoivent de l'État une indemnité parlementaire. Ce sont alors les élus qui remettent au parti, à l'organisation du pays, une portion de leur traitement. Les écrivains du parti reçoivent des honoraires pour leurs travaux. On donne aux orateurs que l'on envoie dans le pays un parcours et des indemnités de séjour. On entretient dans certaines localités tels organisateurs et propagandistes dont la présence est jugée nécessaire. On envoie des fonds à des circonscriptions ou provinces où le parti est faible encore. Les journaux qui se trouvent dans un embarras momentané reçoivent des subsides. Une feuille socialiste doit-elle fournir une caution élevée, le parti avance la somme. Un rédacteur est-il poursuivi pour délit de presse : si le journal n'est pas assez riche, le parti prend à sa charge les frais de justice; s'il y a condamnation, il pourvoit aux besoins du camarade et de sa famille pendant la durée de sa détention. Un ouvrier est-il congédié pour son activité politique, le parti lui vient en aide ; parfois il lui fournit la somme nécessaire pour acheter un petit fonds de commerce qui lui permettra de vivre tout en s'occupant des affaires du parti.

A côté des fonctionnaires du parti, il y a le personnel des nombreux journaux socialistes de province : il y a le personnel des syndicats ouvriers répandus sur l'Allemagne entière. Tous ces hommes sont indépendants, ou plutôt ne dépendent que de

la population ouvrière qui les fait vivre. Ils peuvent se consacrer ouvertement à la cause socialiste : c'est leur métier d'être des organisateurs et des propagandistes, — on dit en Allemagne des « agitateurs » (Agitatoren). A d'autres encore l'esprit de solidarité des camarades assure des situations indépendantes. A celui-ci ils ouvrent une boutique, à celui-là ils montent un petit restaurant ; ils leur assurent leur clientèle. Ils fondent des coopératives, ou luttent pour obtenir la majorité dans les coopératives existantes : et les places sont confiées à des camarades du parti.

Ainsi l'on a, dans chaque localité, des « agitateurs ». Ils vont, le soir, le dimanche, aux environs, dans les campagnes, faire de la propagande. Des villes où le mouvement est fortement organisé, ils rayonnent dans toute la région. C'est ainsi que Hambourg envoie des « agitateurs » dans la province de Schleswig-Holstein, dans le Hanovre, dans le Mecklembourg. Mais le parti a ses orateurs préférés. Les camarades de province réclament, à cor et à cri, comme propagandistes, des députés. Quelques-uns sont demandés partout. Ce sont les grands chefs, les « *divinités du parti* » ; c'était Liebknecht, ce sont Bebel, Singer, Auer. On compte, grâce à l'éclat de leur grand nom, attirer l'attention des foules. Bebel calculait que, pour donner satisfaction à toutes les demandes de conférences qu'on lui adresse, « six cents jours par an suffiraient à peine ».

Ce n'est pas tout d'avoir des propagandistes, il faut avoir des salles de réunion : c'est une des grandes difficultés de la propagande. Les autorités exercent une pression sur les restaurateurs pour les empêcher de louer leurs salles aux socialistes. Dans les villes de garnison, le procédé employé consiste à interdire aux militaires les établissements que fréquentent les socialistes : c'est le *boycottage militaire*. Pour retenir leur clientèle, quelques restaurateurs, en Saxe, sont allés jusqu'à suspendre à la porte de leurs maisons des écriteaux portants ces mots : *Entrée interdite aux socialistes notoires*. Les socialistes empruntent à leurs adversaires leur arme, le boycottage. Ils font savoir à l'hôte qui refuse sa salle que les camarades n'iront plus consommer chez lui tant qu'elle ne sera pas à leur disposition. Lorsque la population ouvrière est bien organisée, bien disci-

plinée, le boycottage réussit. Les socialistes n'avaient, à Berlin, qu'une salle un peu grande où ils pussent tenir leurs réunions publiques : par un boycottage bien conduit ils ont conquis toutes celles dont ils avaient besoin. Une commission a été instituée, la *commission des locaux*, qui signale, dans le *Vorwærts*, les restaurateurs qui capitulent, et, par des feuilles volantes répandues dans les masses, fait connaître les établissements de Berlin et des environs que l'on doit fréquenter.

Souvent, aux congrès, des délégués ont demandé que le parti fît des avances de fonds pour construire des salles : il n'a pas cru devoir s'engager dans cette voie. Dans les villes où des membres du parti possèdent des restaurants, les groupes socialistes utilisent les salles de réunion de ces maisons; mais il n'y en a qu'un bien petit nombre qui puissent contenir plus de trois à quatre cents personnes. Dans certaines localités, les camarades se sont arrangés pour acheter ou construire des établissements avec salle de conférences : ils ont fondé des « *casinos ouvriers* ». Mais, même alors, le problème n'est pas définitivement résolu. Lorsque les autorités sont mécontentes de ces casinos, elles font naître mille difficultés. A Neuwied, l'établissement fut fermé parce qu'on y débitait de la bière; il a pu être rouvert à la condition expresse de renoncer à cette vente : on lui accordait le droit d'exister, mais on lui ôtait son principal moyen d'existence. A la campagne, dans les « *pays nouveaux* », les socialistes n'ont ni restaurants du parti, ni casinos ouvriers; ils ne sont pas en mesure d'organiser le boycottage. Le plus souvent ils n'obtiennent pas de salle pour faire leur propagande : c'est ce qui leur arrive, par exemple, dans le Schleswig-Holstein, dans la Prusse Occidentale et la Prusse Orientale. Ils ne se découragent pas : ils tiennent leurs réunions en plein air, ils parlent dans des prairies. Un agitateur de l'Allemagne du Nord disait, à un congrès : « Il nous est arrivé, à mes amis et à moi, lorsqu'on nous refusait les salles, de tenir des réunions en marchant, même sur la glace. » Assez souvent ils organisent des excursions de propagande : au programme de la fête se trouve une conférence. Mais il n'est pas rare que la police interdise les réunions en plein air.

Les socialistes ont-ils réussi à se procurer une salle, ils ne

sont pas au bout des difficultés. Si la loi sur les réunions varie d'un État de l'empire à l'autre, elle est presque partout sévère, et partout elle est rigoureusement interprétée contre eux. Quoique la loi d'exception n'existe plus, ils sont toujours traités autrement que les autres citoyens. Le ministre de l'Intérieur du royaume de Prusse disait à ses fonctionnaires, il y a quelques années, dans une circulaire, qu'il faut « s'opposer aux progrès de la démocratie socialiste par tous les moyens permis[1] » ; dans une circulaire aussi, le ministre de l'Intérieur du royaume de Saxe déclarait que, « pour se conformer aux intentions du gouvernement, les autorités, dans les mesures qu'elles prennent contre la démocratie socialiste, doivent manier le droit selon des considérations politiques[2] ». Ces mesures, d'ailleurs, n'arrêtent pas les succès du parti. Au contraire, elles préparent aux socialistes des sympathies. En 1895, Liebknecht fut condamné à quatre mois de prison, comme coupable de lèse-majesté, pour avoir prononcé, au congrès de Breslau, les paroles suivantes : « Sous le couvert de la plus haute puissance de l'État, on injurie la démocratie socialiste. Sous le couvert de la plus haute puissance de l'État, et avec l'aide de la puissance de l'État, on jette le gant au parti, on le convie à un combat à mort. Eh bien ! en ce qui concerne les injures contre notre parti, nous sommes trop haut pour que la boue puisse nous atteindre. » Liebknecht estimait un pareil procès et une pareille condamnation si avantageux à la propagande qu'il écrivait, peu après : « Je puis être content du procès de Breslau. Si Paris valait une messe, ce procès vaut bien quatre mois de prison. Les avantages que nous en retirons sont payés bon marché[3]. » Il purgea sa peine pendant l'hiver 1897-98, et, par une coïncidence curieuse, il sortit de prison le 18 mars. Le soir même il tenait une réunion à Berlin, pour l'anniversaire de la grande journée révolutionnaire de 1848. On peut se représenter l'accueil fait par les masses à cet homme de soixante-douze ans, « au vieux soldat de la Révolution ».

1. Congrès de Francfort-sur-le-Mein, *Protokoll*, p. 28.
2. Congrès de Francfort-sur-le-Mein, *Protokoll*, p. 28.
3. *Der Prozess Liebknecht. Verhandlung wegen Majestäts-Beleidigung vor dem Landgericht zu Breslau.* Sexte Auflage. Berlin, 1896, Expedition der Buchhandlung Vorwaerts. — Préface de Liebknecht, p. 5.

Il est parfois possible de saisir sur le fait le résultat des mesures prises contre les socialistes. En 1892, des ouvriers de l'État, des mineurs du district de Saarbrück, se mirent en grève. Les chefs de la grèves furent poursuivis. Les peines s'élevèrent à quinze années de prison. Les socialistes allemands ont l'habitude de présenter ainsi, en bloc, les peines distribuées aux camarades, sans faire la part de chacun : c'était le parti qui venait d'être condamné à quinze années de prison. Quelques mois après avaient lieu les élections au Reichstag. Les résultats indiquent l'enseignement que les mineurs avaient tiré des rigueurs exercées contre les leurs. Dans la circonscription de Dortmund, le candidat démocrate socialiste avait obtenu, en 1890: 10.422 voix ; en 1893, il en obtint 17.170 ; — à Bochum-Gelsenkirchen, le nombre des voix était, en 1890, de 8.388 ; en 1893, de 19.585 ; — dans la circonscription minière de Waldenburg, les socialistes ne comptaient, en 1890, que 6.334 voix ; en 1893, ils en réunissaient 11.336 ; leur candidat était élu, et le premier mineur socialiste, Mœller, pénétrait au Reichstag[1].

Tous les ans le Comité Directeur consigne, dans son rapport au Congrès, le nombre des années d'emprisonnement, le chiffre des amendes auxquelles ont été condamnés les camarades. En 1899, c'était soixante-quatorze ans et un mois d'emprisonnement et 29.063 francs d'amende ; en 1901, deux ans de réclusion, trente-deux ans, onze mois, onze semaines et deux jours d'emprisonnement, et 33.625 francs d'amende : en 1902, trois ans de réclusion, quarante-huit ans et huit mois d'emprisonnement, et 22.073 francs d'amende. Notons que tous les cas ne parviennent pas à la connaissance du Comité Directeur ; que, d'autre part, les mois de prison préventive ne sont pas comptés. — On ne cherche pas la condamnation : le Comité Directeur ne manque jamais de recommander la prudence ; mais on sait qu'on ne peut éviter les peines, et on les accepte avec résignation ; ce sont des souffrances individuelles, parfois des existences brisées, anéanties, mais la marche en avant n'est pas arrêtée. L'année où fut promulguée la *loi des socialistes,*

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 82.

en 1878, il y avait en Allemagne 437.158 voix socialistes. Après douze années de régime d'exception, en 1890, le parti obtenait 1.427.298 voix.

Les socialistes s'accordent à reconnaître que les autorités de la police, par leurs interdictions de réunions publiques, leurs dissolutions de sociétés, leurs saisies de feuilles volantes, obtiennent le résultat inverse du résultat cherché. Ces mesures de répression éveillent l'attention des masses. On s'enquiert des raisons : « Qu'est-ce donc que cet homme qui devait parler ? Que voulait-il nous dire ? Qu'y avait-il dans ces feuilles volantes ? Les gens qui les portaient n'avaient pas si mauvaise figure qu'on raconte. » On cause, on interroge, et le but se trouve atteint.

La réunion est-elle autorisée, elle n'a pas lieu, sauf dans quelques États du Sud, sans qu'un ou deux fonctionnaires de la police, en uniforme, prennent place auprès de l'orateur, sténographiant ses paroles. Ils essayent de l'empêcher de parler. « La salle est trop froide », dira tel fonctionnaire de police ; « si on ne la chauffe pas, je dissous la réunion » ; et il n'est pas toujours aisé de chauffer la salle. — Voici un autre exemple, pris dans le royaume de Saxe, « le pays classique de la police », comme on dit en Allemagne. Les jeunes ouvriers, les apprentis, n'ont pas le droit d'assister aux réunions publiques : « Je vois un apprenti », dit le fonctionnaire. Le président demande : « Y a-t-il des apprentis dans la salle ? » Personne ne répond. Le président continue : « S'il y a des apprentis, je les prie de sortir. » Personne ne sort. Le fonctionnaire reprend : « Je vois un apprenti. » « Je vous en prie, montrez-le-nous, je le ferai sortir », lui dit le président. « Je vois un apprenti », répète le fonctionnaire ; « je dissous la réunion ». On se retire, mais la salle est exaspérée. — Ailleurs, c'est un mot de l'orateur qui déplaît ; la réunion est encore dissoute, mais la prochaine fois l'affluence sera double. L'orateur est poursuivi, condamné : dix autres se présentent à sa place ; et lorsque, ayant purgé sa peine, il reprendra son poste, sa parole n'aura que plus d'autorité.

Les propagandistes s'aventurent ils dans les régions agricoles qui sont les fiefs des *Junker*, ou bien dominées par le clergé, assez souvent ils sont l'objet de violences de la part de la population. Au Congrès de Cologne, le délégué de Munich-Gladbach

racontait : « A la campagne, aux dernières élections, la gendarmerie céleste munie de goupillons, et la gendarmerie terrestre avec la pompe à incendie, se trouvaient, prêtes à nous recevoir, devant le village. On nous a chassés avec des chiens[1]. » Lorsque des réunions ont lieu, il n'est pas rare qu'elles soient troublées par des cris et se terminent par des rixes. On excite les paysans contre les agitateurs socialistes ; on les exhorte à les recevoir à coups de gourdins, à coups de fouets. Voici la traduction d'une *Chanson aux paysans* :

« O Paysans, ne vous laissez pas duper — Par cette canaille. — Je sais quel est l'enseignement qu'ils vous donnent — Chaque jour, les fainéants.

« Oui, les démocrates maudits — Perdent notre pays : — Que Dieu ne les laisse pas pénétrer — Dans notre population de paysans !

« Un agitateur de la ville — Vient-il chez vous, — Frappez-le jusqu'à ce que votre bras soit épuisé, — Chassez-le en criant : hourrah ![2] »

Arrive-t-il que dans une contrée nouvelle les socialistes obtiennent une salle, les prêtres, maîtres d'école, industriels, propriétaires, viennent à la réunion et essaient par leurs interruptions d'y jeter le trouble.

Les conférences de propagande des socialistes sont toujours contradictoires. Lorsque l'orateur a fini de parler, on ouvre la discussion. Les adversaires prennent la parole, l'orateur réplique. On distribue aux auditeurs des feuilles volantes, des journaux, des brochures. On cherche à nouer des relations avec des habitants du lieu. Quelques mois après, on organise une autre réunion. Lorsque l'on a réussi à créer un petit noyau de camarades, on leur confie le soin de continuer l'agitation. On leur envoie les fonds dont ils ont besoin, on leur fait parvenir des écrits de propagande. C'est la méthode des démocrates socialistes de faire sortir de chaque milieu les hommes chargés d'y répandre les idées socialistes. Les centres industriels ont été conquis le jour où des ouvriers se sont adressés à leurs camarades de travail ; les démocrates socialistes n'espèrent conquérir la campagne que lorsque les agitateurs de la ville auront tiré de

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 836.

2. Dans le *Bergbote* d'Eisleben, cité dans la *Mai-Zeitung* de l'année 1892.

la population paysanne les éléments utilisables, et les auront façonnés pour l'œuvre de propagande et d'organisation.

La forme la plus active de l'agitation socialiste, en Allemagne, c'est l'agitation électorale. Chaque élection est pour le parti l'occasion de faire de la propagande. Dans les élections au Reichstag, l'agitation socialiste atteint son maximum d'intensité. Elle s'étend à tout le territoire ; partout on présente des candidats ; on vide la caisse du parti, on épuise le fonds de réserve ; les idées du parti pénètrent dans les régions les plus reculées. Aussi les adversaires disent-ils que les élections générales sont, pour les démocrates socialistes, comme de grandes marées « qui laissent partout après elles, dans le pays, de petites mares, dans lesquelles le bacille socialiste se développe, pour infecter ensuite progressivement les environs ».

Quels sont les caractères de la propagande socialiste dans ces grands mouvements électoraux ? C'est ce qu'il nous paraît utile de rechercher maintenant. Nous saurons ainsi sous quelle forme s'opère, dans la grande majorité des cas, le premier contact du parti socialiste et des masses.

CHAPITRE II

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE

I. La Lutte contre le socialisme. — Pression administrative, patronale, religieuse. — Programmes positifs des conservateurs, des nationaux-libéraux, des catholiques, des libéraux et des démocrates. — La propagande proprement antisocialiste. — Attaques personnelles contre les hommes. — Attaques contre la politique et les fins du parti. — II. La Propagande Socialiste. — Organisation de la campagne. — Le Programme électoral : Défense des droits politiques. — La politique coloniale. Marinisme et Militarisme. — Les impôts indirects. Traités de Commerce. — La législation ouvrière. — Les socialistes et la « classe moyenne » des villes et des campagnes. Le but socialiste. — Réponse aux critiques. — La propriété, la famille, la patrie, la religion, la monarchie.

I. — LA LUTTE CONTRE LE SOCIALISME

Et tout d'abord, il faut dire comment, aux élections, les socialistes sont combattus par leurs adversaires.

Tandis que les militants des partis féodaux et bourgeois, dans leurs feuilles de propagande, dans leurs journaux et dans leurs réunions, prennent à parti la doctrine — plus ou moins dénaturée — et les hommes, la police poursuit avec plus de zèle que jamais la besogne que l'on sait, les patrons terrorisent leurs ouvriers, l'État agit sur ses fonctionnaires, les Églises, sur leurs fidèles.

Les exemples qui seront donnés dans la suite sont tous empruntés à la campagne électorale de 1898.

Le premier effort de la police est naturellement de priver les socialistes de salles de réunions, de décider les restaurateurs, par la menace, à ne pas leur louer leurs locaux, d'interdire les réunions. En même temps, on pratique en faveur des candidats du gouvernement la pression électorale la plus active. La caté-

gorie d'électeurs sur laquelle on entend agir d'abord, ce sont les fonctionnaires. Ici, dans le royaume de Hanovre, les chefs de service de l'administration des chemins de fer sont avisés qu'ils ne doivent pas faire subir aux travailleurs une réduction de salaire correspondante au temps employé par eux à aller voter. Mais « en outre, — selon les termes mêmes de la circulaire administrative, — les chefs de service sont invités à expliquer, oralement et de la manière la mieux appropriée, aux employés et ouvriers placés sous leurs ordres, que pour les prochaines élections on espère qu'ils exerceront le droit de vote que la Constitution accorde à tout citoyen en patriotes qui remplissent leur devoir[1]. » Là, dans la province prussienne de Silésie, un chef de gare, sur l'ordre, dit-il, de son supérieur, tient aux employés ses subordonnés, réunis autour de lui, le discours suivant : « Messieurs, les élections sont proches, je suis fonctionnaire du roi. — Vous aussi. Je ne veux à aucun degré influencer votre suffrage. Je veux simplement vous citer un exemple. » Sur ce, il raconte comment un fonctionnaire, se trouvant un jour en état d'ébriété, avait trahi le secret de son vote, et déclaré qu'il n'avait pas voté pour le conservateur, comment ce propos était venu à l'oreille de ses chefs, et comment de ce fait il était resté de nombreuses années sans obtenir d'avancement. « Telle est l'histoire que je voulais vous raconter, Messieurs, conclut le chef de gare ; — et maintenant, allez voter d'après vos préférences[2]. »

Mais les fonctionnaires ne sont pas les seuls sur lesquels on cherche à agir par la voie administrative. Dans une commune de la circonscription prussienne de Labiau-Wehlau, le maire fait afficher l'avis suivant : « Vendredi, 24 juin, de dix heures du matin à six heures du soir, sera ouvert le scrutin de ballottage pour l'élection d'un député au Reichstag. Les candidats qui ont eu le plus de suffrages sont von Massow et Haase : les bulletins portant d'autres noms seront nuls[3]. Electeurs, aux urnes ! Mais ne votez pas pour le socialiste Haase ; votez pour le

1. *Leipziger Volkszteiung*, 9 juin 1898, 2e supplément.

2. *Ibid.*, 28 juin, 2e supplément.

3. On sait qu'en Allemagne, au second tour de scrutin, la lutte est circonscrite entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix au premier tour.

conservateur von Massow. On peut se procurer chez moi des bulletins de vote de von Massow. Alexen, le 21 juin 1898. Le maire, signé : Schüssler[1]. » Le maire du village de Curtschlag, dans la circonscription de Ruppin-Templin, fait distribuer lui-même des bulletins de vote et invite officiellement les habitants à n'en point déposer d'autres dans l'urne. Voici le texte de l'avis qu'il fait afficher : « L'élection d'un député au Reichstag de l'Empire allemand aura lieu le jeudi, 10 juin, de dix heures du matin à six heures du soir, à la mairie du village, et j'invite par cet avis tous les membres de la commune à déposer dans l'urne *les bulletins de vote qu'ils ont reçus de moi* aux heures indiquées ci-dessus parce que le scrutin sera clos à six heures précises[2]. » — Dans une commune de la circonscription de Lippstadt-Brilon, à Medebach, sur l'ordre du bailli, un agent de police distribue et affiche dans tous les restaurants, estaminets, brasseries, un avis dont voici le texte : « Par une lettre du 11 mai, M. le landrath[3] a refusé pour raison de santé la candidature à la députation qui lui était offerte; cependant c'est un *devoir d'honneur* pour tout électeur du district de Medebach de ne donner sa voix qu'à l'homme qui, depuis plusieurs dizaines d'années, n'a eu d'autre souci que de veiller aux intérêts de ses administrés. La gratitude que nous devons tous indistinctement au landrath aussi universellement aimé que respecté M. le Dr Federath, nous ne pouvons mieux l'a témoigner qu'en votant pour lui à l'unanimité, le 15 juin. — Medebach, le 10 juin 1898. Le Bailli[4]. »

Parfois, les autorités prennent elles-mêmes, ou conseillent aux électeurs bien pensants de prendre l'initiative de mesures destinées à terroriser les électeurs enclins à donner leur voix au candidat socialiste. En Prusse, dans un village de la circonscription de Potsdam-Osthavelland, le chef de district, un grand industriel, fait inviter par un employé communal tous les électeurs, sans acception de parti politique, à une conférence. La conférence réunie, il dit aux assistants qu'il ne veut influencer per-

1. *Leipz. Volksztg.*, 28 juin, 2e supplément.
2. *Ibid.*, 15 juin, 1er supplément.
3. Les fonctions du *Landrath* correspondent à celles de notre sous-préfet.
4. *Leipz. Volksztg.*, 14 juin, 2e supplément.

sonne ; puis il ajoute qu'il a besoin de quelques hommes de bonne volonté pour distribuer les bulletins de vote du parti conservateur ; et enfin il invite les personnes n'appartenant pas à ce parti à quitter la salle[1]. — Dans une circonscription du duché de Brunswick, un substitut de landrath porte à la connaissance de ses administrés, par la voie d'un supplément volant au journal officiel de la province, l'avis suivant : « Dans chaque commune les propriétaires influents ont le devoir d'inviter tous les habitants à se réunir en conférence. Personne ne doit manquer au rendez-vous, et quiconque sera absent prouvera par là qu'il est déjà infecté du virus. Les membres de la commune devront s'engager, par une promesse solennelle, à se rendre au scrutin, le 16 juin, pour donner leur voix au comte Kanitz. Quiconque ne tiendra pas sa parole perdra dans la commune tout crédit. Les membres de la commune ont en outre le devoir de ne rien négliger pour attirer à eux les travailleurs égarés, ou, si cela était impossible, pour les décider du moins à ne pas prendre part au vote[2]. »

D'autres fois, le mobile que l'on cherche à faire agir est non pas la terreur, mais l'intérêt. Dans une commune du Schleswig-Holstein où le candidat socialiste a obtenu au premier tour de scrutin un grand nombre de suffrages, le maire rappelle aux habitants, par une affiche appliquée sur la maison commune, que bientôt doit avoir lieu la distribution annuelle des bonis de la Caisse d'Épargne. « Environ 173 marks, expose-t-il, sont mis cette année à la disposition de notre commune, 100 marks à titre de primes pour de loyaux services et 73 marks comme secours. Mais la première condition concernant ces sommes est qu'elles ne soient pas distribuées à des socialistes. Quelle en est la raison ? C'est ce dont chacun pourra se rendre compte ; sinon, je suis tout prêt à l'expliquer à qui voudra. Je ferai remarquer qu'il n'est pas sans intérêt que les électeurs se demandent enfin si le socialisme leur rend tout ce qu'ils lui sacrifient[3]. »

Souvent, l'arme employée contre les socialistes est la distribution gratuite. On distribue du vin, de la bière, de l'alcool, de

1. *Leipz. Volksztg.*, 14 juin, 2e supplément.
2. *Ibid.*, 23 juin, supplément.
3. *Ibid.*, 24 juin, 1er supplément.

l'argent[1]. Voici, dans la circonscription lorraine de Saargemünd-Forbach, le vice-président du Comité des États pour l'Alsace-Lorraine, le millionnaire Jaunez, qui voyage de village en village avec son homme de paille, le Dr Schmidt, candidat gouvernemental, promettant partout de nouveaux chemins de fer, de nouvelles stations, de nouvelles routes, dépensant avec les gens, à les faire manger et boire, tout ce qu'il peut dépenser, laissant à la fin un louis sur la table pour continuer à boire, racontant de toutes parts qu'il distribuera bien 10.000 marks encore, pour boire, si Schmidt est élu, et qu'il paierait volontiers 100.000 marks pour assurer l'élection. Le jour du suffrage, il donne à chacun de ses ouvriers qui se rend au scrutin 2 marks de pourboire, et ajoute : « Je vote pour Schmidt, tu sauras bien, toi aussi, pour qui tu dois voter. » — Ailleurs, le jour des élections, on offre gratuitement à boire dans les tavernes, et l'on conduit au scrutin, le bulletin de vote à la main, les électeurs ivres[2].

Le plus souvent les patrons agissent sur leurs ouvriers non par la corruption, par l'appât du gain, mais par la crainte de la perte, — de la perte de leur place[3]. C'est la menace classique de renvoi, en cas de vote pour le candidat socialiste, sur laquelle il n'y a pas à insister.

Une autre forme de pression électorale est celle qu'exercent les associations d'anciens militaires. Son importance est grande, puisque ces associations ne comprennent pas moins d'un million et demi de membres. Dans la septième circonscription de Hanovre, le président de l'Association donne à tous les camarades l'ordre de voter pour le candidat « fidèle à l'Empire ». Il annonce que, le jour des élections, il sera présent au scrutin à une heure de l'après-midi, et mettra dans la main de chaque membre de l'Association le bulletin qu'il devra déposer dans l'urne. — Au lendemain du premier tour de scrutin, le Comité Directeur de l'Alliance des anciens militaires d'Allemagne publie dans son journal, l'avis suivant : « A l'occasion du prochain scrutin de ballottage aux élections pour le Reichstag, le Comité

1. *Leipz. Volksztg.*, 30 juin, supplément.
2. *Ibid.*, 24 juin.
3. *Ibid.*, 9 juin, 2e supplément.

Directeur rappelle d'une manière toute particulière à nos camarades de l'Alliance qu'ils manqueraient à tous les devoirs qui leur sont imposés par nos statuts s'ils donnaient leur voix à un socialiste [1]. »

Enfin il faut dire un mot de la pression religieuse, qui n'est assurément pas la moins puissante de toutes. En Bavière, dans tel village, le curé, quoique ne faisant pas partie du bureau, reste toute la journée présent au scrutin, recevant de la main du président les bulletins de vote qu'il jette ensuite dans l'urne, non sans en avoir pris connaissance; le premier bulletin qui lui est remis porte le nom du candidat socialiste. « Comment, s'écrie-t-il, vous ne rougissez pas de voter pour un homme qui a abandonné sa religion et fait élever ses enfants dans le protestantisme [2] ! » — A Rossbach, voici un vicaire qui déclare en chaire, dans son sermon, que quiconque ne vote pas pour le candidat du parti catholique est indigne de recevoir le Saint-Sacrement. En Haute-Silésie, des prêtres, du haut de leur chaire, menacent des peines éternelles les électeurs qui donneraient leur voix au candidat socialiste [3].

*
* *

Et maintenant, venons-en à la propagande des adversaires du socialisme, jetons les yeux sur les programmes et manifestes électoraux des différents partis.

Les conservateurs des deux fractions, la *Ligue des Agriculteurs* et les antisémites de toute nuance font à peu près toujours campagne ensemble. Leur parole de combat est : « *Vive la patrie, vive le travail national, à bas les socialistes ! — Avec Dieu pour le Prince et la Patrie, pour l'Empereur et l'Empire !* »

Notre premier devoir, disent-ils, est de donner à notre pays une armée et une flotte redoutables. « Nous devons garder à l'Allemagne son unité et sa puissance, nous devons la conserver telle qu'elle est sortie de luttes douloureuses, œuvre admirable

1. *Leipz. Volksztg.*, 20 juin, supplément.
2. *Ibid.*, 24 juin, 1er supplément.
3. *Ibid.*, 3 juin, 1er supplément.

d'énergie allemande, de vaillance allemande, de sagesse allemande et de foi allemande en la divinité. Nous devons chercher à maintenir notre patrie dans toute sa force, comme le plus solide rempart de la paix internationale, comme la puissance capable au dedans et au dehors de donner protection aux amis et de braver les ennemis[1]. »

Mais la protection de la patrie à elle seule ne suffit pas. « Celui qui est prêt à donner son bien et son sang pour la patrie désire légitimement aussi que le sol national le nourrisse, que la patrie protège le produit de son honnête travail. Aussi la seconde revendication inscrite dans notre programme devra-t-elle être : la protection du travail national[2] ! » Contre la concurrence des pays qui produisent à meilleur compte que nous, la production allemande, l'industrie, l'agriculture allemandes, surtout l'agriculture dont la crise s'aggrave chaque jour, doivent être protégées par de hautes taxes douanières.

« Mais la protection du travail national dit plus encore. Il ne faut pas construire des barrages de protection seulement contre l'extérieur, il faut en construire aussi au dedans. L'évolution antérieure a porté au cœur de la nation, à la classe moyenne des villes et des campagnes, quelques coups lourds et rudes. L'excès de liberté a souvent favorisé les grands aux dépens des petits, contribué au succès de la malhonnêteté commerciale. C'est là une vérité qui gagne chaque jour du terrain, et des améliorations se sont déjà produites. Nous avons obtenu la loi contre la concurrence déloyale, la loi sur la bourse, la loi sur la margarine, l'organisation des métiers, etc. Mais il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine, et nous devons par suite continuer hardiment à suivre la route dans laquelle nous nous sommes engagés. La protection du travail national signifie en même temps une énergique politique de classe moyenne. C'est pourquoi nous devons demander à quiconque se porte aux élections : « Es-tu un ami de la classe moyenne ? Veux-tu que ces soutiens de notre existence nationale soient protégés et con-

1. Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand (*Deutsch-soziale Reformpartei, parti antisémite*) commençant par ces mots : Mitbürger, als dem deutschen Volke das Recht...

2. *Wen wählen wir ?* Feuille volante commençant par ces mots : Der Tag der Wahlen rückt näher und näher...

servés ? » Peut-il en toute sincérité donner une réponse affirmative, c'est bien, on peut voter pour lui; sinon, non.

« Seuls les amis de la classe moyenne sont de vrais représentants du peuple.

« Mais quel est le plus grand ennemi de la classe moyenne et du travail national en général? C'est la démocratie socialiste sans patrie. Aussi la politique électorale que nous devons suivre actuellement et que l'on appelle aussi politique de concentration, ressemble à une médaille dont chaque côté porte une devise. Sur l'un sont écrits ces mots : « Protection du travail national! » — sur l'autre : « Lutte contre l'ennemi intérieur, la démocratie socialiste[1]! »

Voici maintenant le Manifeste général du parti national-libéral : « Inaltérable fidélité à l'Empereur et à l'Empire, y lisons-nous, tels sont les mots que le parti national-libéral inscrit sur son drapeau. Conserver, fortifier et élever à un éclat toujours plus grand le legs de notre inoubliable empereur Guillaume et de son grand chancelier le prince Bismarck, le nouvel Empire allemand, cela reste à jamais pour nous le premier et le plus haut devoir.

« D'un joyeux orgueil s'emplit notre cœur au spectacle de la sage et à la fois énergique défense des intérêts allemands dans le domaine de la politique extérieure et de la politique coloniale. La politique allemande emploie toute son influence au maintien de la paix; pénétrante et prévoyante, elle s'efforce d'assurer le travail allemand à l'intérieur et d'assurer l'écoulement des produits allemands au dehors. La durée d'un succès ne peut être garantie que par une armée puissante et une flotte toujours prête à prendre la mer. C'est pourquoi le parti national-libéral a toujours secondé dans ces domaines les efforts du gouvernement de l'Empire. Il a été le premier à reconnaître sans réserve et avec unanimité, dans la loi du septennat naval, une nécessité pour le maintien de la paix, du progrès et de la situation politique de l'Allemagne dans le monde[2]. »

Le parti du Centre est essentiellement, nous l'avons dit, un

1. *Ibid.*

2. *Wahlaufruf der nationalliberalen Partei* (Beschluss des Allgemeinen Delegirtentages zu Berlin).

parti catholique. Les manifestes et les feuilles de propagande s'adressent aux électeurs sous le nom de : *Catholiques !* Ils s'adressent aux catholiques, aux catholiques seuls, à tous les catholiques. « *Catholiques*, ne vous bornez pas à venir vous-mêmes aux urnes, mais faites aussi tous vos efforts pour que vos amis et connaissances *catholiques* y paraissent aussi. — Tout homme *catholique* âgé de vingt-cinq ans au moins peut voter. — Pour chacun c'est un strict devoir de conscience[1]. »

Le parti du Centre est le parti de tous les catholiques.

« *Catholiques !* Plus que jamais nous devons insister sur ce principe que le parti du Centre doit s'employer de toutes ses forces à assurer le bien moral et matériel de toutes les classes de la société[2]. » Catholiques ! le parti du Centre est le vrai parti du peuple : pour les ouvriers il demande des réformes sociales, pour les petites gens de la classe moyenne, artisans, petits commerçants, paysans, dans lesquels il voit les soutiens de la société, il demande des mesures de protection ; pour tous il demande le respect des droits du peuple, liberté du suffrage, liberté de la parole, liberté de l'écriture, droit d'association et de réunion ; pour tous il demande le respect de la constitution. Le Centre est « la sauvegarde et le rempart des droits et des libertés de l'Église Catholique, ainsi que des droits et des libertés du peuple ; il est le fidèle représentant des justes revendications économiques des ouvriers, des artisans, des agriculteurs, des commerçants, des fonctionnaires[3]. »

Soucieux des intérêts de toutes les classes de la société, le Centre est fidèle à l'Empereur, aux princes fédérés, aux États fédérés, à l'Empire. Le Centre est un parti loyaliste et patriote : il veut l'Empire florissant, et ne refusera jamais ce qui est nécessaire à sa défense et au maintien de sa situation dans le monde, sans perdre toutefois de vue la limite des facultés des contribuables pauvres. « Catholiques ! le Centre est un parti qui mérite également la confiance du prince et du peuple[4]. » « Qui-

1. *Wahlaufruf der Centrumspartei.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Wähler des zweiten nassauischen Wahlkreises !* Feuille volante du parti du Centre commençant par ces mots : Wir schlagen als Kandidaten für die bevorstehende Ersatzwahl vor...

conque veut voter pour un candidat qui donne à Dieu ce qui appartient à Dieu, à l'Empereur ce qui appartient à l'Empereur, et au peuple ce qui appartient au peuple, doit donner sa voix au candidat du Centre[1]. »

La lutte contre la féodalité terrienne fait le fond de la propagande des libéraux et des démocrates. Électeurs, disent-ils, les droits du peuple sont menacés par la Réaction. Les conservateurs se proposent de supprimer le suffrage universel, le droit de coalition, la liberté d'établissement. Ils veulent introduire au Reichstag une majorité agrarienne qui refuserait le renouvellement des traités de commerce, qui hausserait les taxes douanières, qui renchérirait le pain, la viande, toutes les subsistances, au préjudice de l'ensemble de la nation, au profit seulement de quelques milliers de grands propriétaires fonciers, de junkers prussiens. Électeurs, envoyez au Reichstag les défenseurs des libertés publiques, les défenseurs des intérêts du peuple laborieux, les candidats du parti libéral, du parti démocratique.

*
* *

D'après ce qui précède, il est aisé de prévoir que les différents partis ne combattront pas les socialistes exactement de la même manière. Entre les conservateurs et les démocrates socialistes, l'opposition est complète. Au contraire, entre les libéraux et les démocrates, d'une part, et les démocrates socialistes, d'autre part, il existe des points de contact : les uns et les autres représentent la défense des droits du peuple, la lutte pour la conquête de nouvelles libertés, la lutte contre les revendications agrariennes. Aussi verra-t-on souvent, au second tour de scrutin, des libéraux et des démocrates voter, contre le candidat conservateur, pour le candidat socialiste, comme on voit les socialistes voter, contre le candidat conservateur, pour le candidat démocrate ou le candidat libéral. Et de cette possibilité d'alliance au scrutin de ballottage il résulte que les libéraux et les démocrates, dans leur lutte contre les socialistes, s'abandon-

1. *Ibid.*

neront moins que les conservateurs et les antisémites, par exemple, à toutes les violences et à tous les excès des attaques personnelles. D'autre part, en raison de la communauté de certains principes, les libéraux et les démocrates se trouveront dans l'impossibilité de faire usage, dans la lutte contre le socialisme, de certains arguments. Ils ne pourront pas le combattre, par exemple, au point de vue de la religion.

Mais si, en tant que libérale et démocratique, la démocratie socialiste peut lutter à côté des partis libéraux et démocratiques, en tant que parti de la classe ouvrière, en tant que socialiste, elle s'oppose à tous les autres partis : aux partis libéraux et démocratiques, défenseurs des principes constitutifs de la société actuelle, comme aux partis conservateurs. Et à ce point de vue tous les partis la combattront également. Dans le détail, la lutte contre le socialisme pourra varier d'un parti à l'autre, dans des limites que les observations précédentes, jointes à la connaissance de la nature des divers partis, permettront de se représenter; dans l'ensemble, tous les partis lutteront contre elle sinon toujours selon les mêmes principes, du moins selon les mêmes règles et la même tactique.

Ce sont les caractères généraux de cette lutte que nous voudrions déterminer ici.

On commence par parler des chefs. Voyons en quels termes. « Ce sont, nous dira-t-on, les exploiteurs des ouvriers, habiles à leur soutirer les petites économies faites sur un salaire péniblement gagné, et les employant pour eux-mêmes ou pour le parti[1] ». « Messieurs les chefs socialistes reçoivent des traitements dont la somme s'élève à 24 000 marks, que les ouvriers filoutés économisent sur leurs propres besoins. « Pas d'intérêt, pas d'action », a dit le « camarade » Bebel au Congrès de Hambourg, comme on lui objectait ces traitements[2]. »

1. *Wahl-Aufruf. Deutsche Männer des Wahlkreises Teltow-Beeskow-Storkow-Charlottenburg !* Feuille volante des conservateurs commençant par ces mots : Am 16 Juni soll es sich entscheiden...

2. *Wählt Irmer ! Die Neuwahlen zum Reichstage und die Verdienste des ehemaligen Rechtsanwalts Stadthagen. Wähler des Kreises Niederbarnim !* Feuille volante commençant par ces mots : Nicht immer ist der beste Freund...

« L'ouvrier n'a qu'un seul droit et un seul devoir dans la démocratie socialiste :

« Payer et fermer la bouche.

« L'ouvrier socialiste paie pour la caisse du parti, pour les syndicats et pour toutes sortes d'autres caisses. Il remplit son carnet de cotisations de timbres de quittances, achète des timbres de grèves, paie des contributions supplémentaires, se laisse prendre aux ventes aux enchères américaines ; — il fait plus, il court distribuer des feuilles volantes et des bulletins de vote. Et pourquoi ? Pour que la caisse reste bien pleine pour les propagandistes payés.

« Mais à quoi lui sert-il de payer ?

« A quoi sert-il à l'ouvrier que la démocratie socialiste ait beaucoup d'argent placé à la Banque d'Angleterre, argent dont on n'a jamais vu porter en ligne de compte les intérêts[1] ? »

Exploiteurs, dupeurs, escrocs : voilà bien les chefs du parti ; et insolents, par-dessus le marché. A les croire sur parole, ils seraient de purs anges. « Eh bien, regardez-moi un peu ces anges de plus près, quand ils vous livrent les feuilles de propagande qu'il faudra distribuer, ou qu'ils vous transmettent les ordres du parti ; voyez comme ils sont alors impertinents, comme ils se donnent des airs, et réclament avec arrogance les sous des ouvriers[2] ! »

Faut-il s'en étonner ? Mais qui sont ces hommes, quel est leur but ? Voici une feuille électorale en tête de laquelle, en gros caractères, est écrite cette question : Que sont les chefs de la démocratie socialiste ? Écoutons la réponse.

« Ce sont des hommes, nous dit-on, qui ont échoué dans la vie, ou qui sont trop paresseux pour chercher à gagner leur pain en travaillant ; souvent jeunes gens qui n'ont pas la maturité que suppose toute pensée politique, ou qui ne connaissent pas encore les mains calleuses, les soucis et la misère dont ils aiment tant à parler. Doués de facilité de parole, ils vivent aux dépens des ouvriers qui paient ; ils voyagent en compartiment

1. *Wähler ! Arbeiter !* Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand commençant par ces mots : Wenn man in sozialdemokratischen Flugblättern liest...

2. *Ibid.*

de seconde classe, louent des appartements chers, mangent et boivent comme on le raconte au peuple des *Junker* et des conseillers de commerce. Leur principal devoir est d'entretenir le mécontentement du peuple, sans lequel les contributions — les sous des ouvriers, comme on les appelle, qui représentent pour les camarades une somme cent fois plus forte que les impôts si violemment combattus par les socialistes — tariraient, et messieurs les meneurs socialistes (*alias* excitateurs du peuple) devraient vivre un peu plus maigrement et gagner eux-mêmes leur pain[1]. »

Mais, dans le portrait qu'ils font des chefs socialistes, les adversaires ne s'en tiennent pas aux généralités, et il importe, pour bien faire connaître leurs procédés de lutte, de montrer quelle est leur façon de combattre les individus. Écoutons-les parler d'un candidat socialiste, de l'avocat Stadthagen, député sortant :

« Qu'a fait cet avocat juif pour représenter au Reichstag des ouvriers allemands ? Qu'a-t-il fait pour élever et fortifier la classe ouvrière ? Quels services a-t-il rendus, pour que vous vouliez le réélire ? ? ? Il a voulu faire passer dans sa poche l'argent des ouvriers, jusqu'au jour où l'on a mis fin à cette méritoire activité et où il a été expulsé de l'ordre des avocats par décision du conseil du barreau. Quant à son activité politique, il suffit pour l'apprécier de connaître les nombreuses peines qui ont été prononcées contre l'ex-avocat Stadthagen. Plus d'un lui a autrefois donné sa voix dans l'espérance que Monsieur l'avocat lui donnerait des conseils. Le conseil vint d'abord, puis, la note, et plus d'un fut assagi par cette expérience. « Pas d'intérêt, pas d'action ! » Le « camarade » Bebel a raison. Et cependant l'ex-avocat pense avoir le plaisir de rentrer au Reichstag comme représentant des ouvriers. Ceux qui veulent être mieux informés encore sur ce représentant des ouvriers n'ont qu'à lire la brochure du vannier Ernest Fischer sur la démocratie socialiste ; Fischer écrit :

« De promesses ces gens-là ne furent jamais à court ; jamais « non plus il ne leur arriva de tenir leurs promesses. Il est « temps enfin que la masse des travailleurs s'éveille et voie dans

1. *Wer sind die Führer der Sozialdemokratie?* Feuille volante commençant par ces mots : Es sind Existonzen, die entweder...

« quel bourbier de corruption ils veulent la conduire. La démo-
« cratie socialiste ne permet pas qu'un homme lui échappe, tant
« qu'il possède quelque chose qu'il puisse sacrifier. Ses res-
« sources sont-elles épuisées, alors elle le jette impitoyable-
« ment par-dessus bord, en se riant de lui. » Le vannier Ernst Fischer a été ruiné et plumé par la démocratie socialiste. Quel est l'homme qui lui a fait faire la triste expérience des faits décrits dans sa brochure ?

« L'ex-avocat Monsieur Arthur Stadthagen.

« Y a-t-il une effronterie plus grande que de proposer encore une fois Stadthagen aux suffrages des ouvriers ? Cela n'est possible qu'à un parti qui terrorise ses adhérents comme la démocratie socialiste. Messieurs les chefs Singer et Bebel commandent ; le simple ouvrier n'a pas à dire mot ; il n'a qu'à voter comme on lui ordonne.

« Ouvriers allemands, voulez-vous vraiment obéir plus longtemps à de semblables gens, et réélire M. Stadthagen [1] ? »

« Ouvriers ! Combien de temps encore laisserez-vous ces gens vous mener par le nez ! Pour une propagande qui ne vous a été jusqu'ici d'aucune utilité et qui, pour l'avenir, sera bien plus infructueuse encore, vous sacrifiez tous les ans plus d'un demi-million de marks. De vos sous de travailleurs si durement gagnés se nourrissent vos chefs, vos savants, vos journalistes, qui vous exhortent à la haine de vos patrons, à l'abandon de votre patrie, au mépris de votre religion, à la persécution de tous ceux qui ne pensent pas comme eux et qui n'ont rien d'autre à vous offrir en échange qu'un État de l'Avenir qui ne serait en réalité qu'un État de forçats.

« Ouvriers ! Prêtez l'oreille à la voix de la raison ! Souvenez-vous des paroles de votre Empereur : Puisse le peuple allemand se ressaisir et secouer le joug des meneurs ! Le moment est venu de prouver par des actes que vous ne voulez rien avoir de commun avec ces compagnons sans patrie.

« Ne votez pas pour des socialistes [2] ! »

Le portrait des chefs du parti une fois achevé, on entreprend

1. *Wählt Irmer !*

2. *Das Reich, die Sozialdemokratie und die Arbeiter.* Feuille volante commençant par ces mots : Arbeiter ! Wähler ! Ihr werdet am 16 Juni...

de faire connaître aux électeurs le parti lui-même, sa nature, son activité, ses fins. Il s'agit de détacher de lui les masses ouvrières, d'arrêter, dans le mouvement qui les emporte vers lui, les petites gens de la classe moyenne, les artisans, les paysans.

Aux ouvriers, on demande ce qu'a fait pour eux, jusqu'ici, la démocratie socialiste. Et l'on répond à cette question que pour la classe ouvrière les socialistes n'ont rien fait.

« Les ouvriers sont assurément aujourd'hui beaucoup plus heureux qu'autrefois, observe-t-on. Personne ne peut le nier. Ils sont presque entièrement exempts d'impôts, ils ont pour leurs enfants l'école gratuite, dans les cas de maladie et d'accidents, en cas d'invalidité et pendant la vieillesse, ils sont assurés et protégés. Mais doivent-ils ces bienfaits à la démocratie socialiste ? Non et trois fois non ! Les socialistes ont voté contre ces lois et ont tout fait pour empêcher leur adoption [1]. »

Les socialistes ont voté contre la « sublime législation d'assurance et de protection ouvrière [2] » de l'Allemagne. Ce qui a été fait en faveur de la classe ouvrière a été fait sans eux, malgré eux.

Est-ce tout ? Les socialistes ne sont pas seulement étrangers à ce qui a été fait. C'est principalement à cause d'eux que l'on n'a pas fait mieux, à cause d'eux que l'œuvre si ardemment entreprise est jusqu'ici restée inachevée. « Si un moment d'arrêt s'est produit dans la législation sociale, la faute en est pour la plus grande part à la démocratie socialiste, dont les excitations à la haine et à l'ingratitude ont diminué chez ceux dont elle est l'œuvre le désir de poursuivre le travail social [3] »... « On poursuivrait de bien meilleur cœur et bien plus énergiquement l'œuvre de réforme sociale, si les socialistes ne passaient pas leur temps à déconsidérer ce qui a été fait jusqu'ici. Ils parlent de « bribes de réforme sociale ». Savez-vous ce que sont ces

1. *Wähler ! Arbeiter !* Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand commençant par ces mots : Wenn man in sozialdemokratischen Flugblättern liest...

2. Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand, commençant par ces mots : Mitbürger, als dem deutschen Volke das Recht...

3. *Ibid.*

bribes ? De 1885 à 1895, en vertu des lois d'assurances, plus de vingt-cinq millions de personnes ont reçu des indemnités dont la somme s'élève à près d'un milliard deux cent cinquante millions de marks. Chaque jour on dépense pour les assurances ouvrières, en chiffres ronds, un million de marks. On voit que ce sont des « bribes » tout à fait respectables, et la classe des industriels, qui supporte la plus grande partie de ces charges, ferait de bien plus grands sacrifices encore, si les ouvriers voulaient enfin reconnaître ce qu'en Allemagne on fait pour eux !

« La démocratie socialiste empêche la classe ouvrière de le reconnaître et lui cause ainsi un grave dommage [1]. »

« La démocratie socialiste, qui sacrifie ainsi les intérêts présents de la classe ouvrière, travaille-t-elle du moins à préparer son bonheur dans un autre ordre social ? Non.

« La démocratie socialiste est l'ennemie de la classe ouvrière : Elle ne lui veut pas du bien ! Elle ne veut que l'exploiter pour ses fins condamnables. Elle ne croit plus elle-même à son État Futur. Liebknecht en parlait bien récemment encore en termes exaltés, mais Singer a dit sagement « qu'il ne voulait pas abor-« der cette question ; qu'il ne s'agissait que de frayer la voie à « un ordre social nouveau. Comment la génération future s'or-« garniserait plus tard, c'est ce dont on devait lui abandonner « le soin. »

« Ouvriers ! Quand comprendrez-vous que la démocratie socialiste ne construit pour vous que des châteaux en Espagne ? Espérons que ce ne sera pas seulement quand il sera trop tard. »

Tandis qu'en s'adressant aux ouvriers on affecte de considérer la démocratie socialiste comme se désintéressant du problème de l' « État Futur », comme détournant ses regards du but socialiste, en parlant aux petites gens de la classe moyenne on met uniquement en lumière les côtés les plus révolutionnaires de l'activité du parti. La méthode la plus communément employée consiste ici à citer des textes. On donne la parole aux

1. *Wähler! Arbeiter!* Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand, commençant par ces mots : Wenn man in sozialdemokratischen Flugblättern liest...

socialistes mêmes, quitte à la leur retirer au moment où va se compléter leur pensée.

« Maintenant, au moment des élections, dira-t-on, la démocratie socialiste jette sur ses épaules un petit manteau. Tandis qu'auparavant elle ne trouvait jamais ses paroles et son attitude assez révolutionnaires, assez hostiles à l'État et à la société, elle parle maintenant de modifier et d'améliorer ce qui existe. Mais à ce changement elle n'est pas devenue moins dangereuse, bien au contraire ! Auparavant elle ne cherchait à gagner que les ouvriers de fabriques. Maintenant elle a compris qu'à elle seule cette armée ne suffisait pas et elle voudrait bien conquérir aussi les populations des campagnes. A l'aide du mensonge et de la ruse les socialistes flattent le petit-bourgeois et le paysan. Un paradis doit s'ouvrir à lui s'il vote pour un socialiste : pas d'impôts, pas de charges, une somptueuse prospérité, liberté, égalité, fraternité ! Bref, ils lui font entrevoir, à travers leurs mensonges, le ciel sur terre. Mais quelle satanique bouffonnerie ! Cette félicité future ne peut s'édifier que sur les ruines de son existence actuelle. C'est ce que l'on a la prudence de ne pas dire.

« Défiance est mère de sûreté ! Les ennemis jurés de la classe moyenne veulent à la hâte lui escroquer quelques suffrages. Arrachons-leur le masque du visage ! Regarde seulement avec quels roulements d'yeux ils te protestent de leur amitié ! Juge-les d'après leurs propres paroles.

« 1. Le *Vorwærts*, l'organe central du parti démocrate socialiste, a écrit le 6 décembre 1891 (n° 286) : « Il ne peut pas nous « venir à l'esprit de favoriser, de quelque façon que ce soit, les « désirs de propriété privée des paysans. La récolte n'appartient « pas aux paysans, mais à tous les hommes ; il ne faut concéder « à personne la propriété privée de la terre. »

« 2. Le *Journal Ouvrier de Saxe* a écrit en mai 1890 : « Nous « ne déclarons pas la guerre seulement aux biens des grands pro- « priétaires fonciers, mais encore à la ferme du plus petit paysan. »

« 3. Le camarade Fischer a dit au Congrès socialiste de Breslau, en octobre 1895 : « La démocratie socialiste ne peut gagner « le paysan que lorsqu'il a été séparé de sa propriété, lorsque « les Juifs l'ont fait vendre. »

« 4. Le *Journal Ouvrier de Saxe* a écrit, en juillet 1890 :

« Nous nous efforcerons partout et toujours de hâter la dispa-
« rition de la petite industrie. »

« 5. Le juif et socialiste Engels a écrit, en mai 1890 : « Mais si
« le capital anéantit les petits artisans et les petits commerçants,
« il accomplit une œuvre salutaire ; » il parle des paysans
« comme de « débris du moyen âge, de la disparition desquels
« on ne peut que se réjouir ».

« 6. La *Voix du Peuple de Suisse* a écrit, en 1890 : « Non seu-
« lement l'existence de la classe des paysans n'est pour nous
« d'aucun intérêt, mais notre victoire dépend même précisément
« de sa disparition, qui sera d'autant plus avantageuse pour
« elle, comme pour nous, qu'elle sera plus rapide. Elle cons-
« titue un élément réactionnaire et non un élément progressif.
« L'éternisation de son existence est l'éternisation du travail
« salarié, du temps de travail démesurément long, de la grande
« indigence et du caractère arriéré de la production agricole.
« Et si le socialisme, c'est-à-dire l'émancipation des travail-
« leurs, a incontestablement pour condition l'anéantissement
« de la petite production (c'est-à-dire du métier) et de l'agricul-
« ture, pourquoi conserverions-nous ou nous efforcerions-
« nous même de rajeunir les débris d'existence petite-bour-
« geoise qui ont survécu jusqu'à notre temps. »

« 7. Le socialiste Schippel a déclaré dans la *Tribune populaire de Berlin* qu'une suppression des droits de douane, en faveur du commerce international, était désirable, afin que la classe des paysans disparût.

« 8. Le juif socialiste Schœnberg a publié un article qui commence par ces mots : « Les paysans sont la pierre d'achoppement
« de tout parti progressiste, et à plus forte raison d'un parti
« révolutionnaire comme le parti socialiste ! Pour nous, le
« paysan est le diable incarné, toujours prêt à nous empoigner
« par les cheveux, sitôt que nous ouvrons la bouche. »

« C'est d'après ces paroles sincères, et non d'après des appels électoraux qui ne sont que charlatanisme et grossière duperie, que vous devez apprécier la démocratie socialiste, électeurs allemands ! Ici elle laisse paraître sa face diabolique, ici elle manifeste sa haine insensée du seul rempart puissant qui lui barre la route de la domination, sa haine de la classe moyenne

allemande. Empêcher l'accroissement de ses forces doit être aux élections l'effort résolu de tout brave, de quiconque ne veut pas se laisser entièrement ravaler au rang d'esclave de capitalistes juifs, d'ouvrier dans leurs fabriques, d'homme de peine dans leurs bazars ! Électeurs allemands de la classe des paysans et de la classe moyenne, que nul d'entre vous ne donne sa voix, le 16 juin, à un socialiste ! Défiance est mère de sûreté[1] ! »

La démocratie socialiste poursuit la ruine du paysan, de l'artisan, du petit commerçant : elle combat les réformes proposées en faveur de la classe ouvrière. Quel est donc l'idéal qu'elle poursuit ? Quelles sont donc ses fins ?

Les socialistes veulent détruire la propriété, le mariage et la famille, la religion, la patrie, la royauté.

« *Ils veulent vous prendre votre propriété.*

« Que vous ayez fait des économies, placées à la caisse d'épargne, que vous possédiez un terre ou des outils, des machines et autres objets, tout doit être pris aux propriétaires actuels, et appartenir à tous en commun[2] ». « Tout doit être « socialisé ». C'est-à-dire que toute propriété privée doit disparaître, il ne doit plus y avoir d'industrie privée, plus de fortune privée[3] ». « Ce que gagne l'homme laborieux, le paresseux « aidera à le dépenser[4]. ». « Il n'y a naturellement pas d'indem- « nité. Avec quoi serait-elle payée ? » « L'Etat doit être seul pro- « priétaire et seul patron.

« Mais l'Etat, ce sont alors les chefs socialistes.

« Certes, ceux qui auront leur place à la mangeoire auront du bon temps ! Mais tous les autres ne seront rien de plus que des employés. Leur existence sera-t-elle vraiment une existence de félicité[5] ? »

1. *An ihren Thaten sollt Ihr sie erkennen ! Die Sozialdemokratie ins Stammbuch !* Feuille volante commençant par ces mots : Unter dem Namen der Freiheit...

2. *Wählt keinen Sozialdemokraten !* Feuille volante des conservateurs commençant par ces mots : Die Sozialdemokraten haben fast in allen Wahlkreisen...

3. *Wähler ! Arbeiter !* Feuille volante des partis conservateur, socialiste-chrétien et socialiste-allemand commençant par ces mots : Wenn man in sozialdemokratischen Flugblättern liest...

4. *Wer sind die Führer der Sozialdemokratie ?*

5. *Wähler ! Arbeiter !* Wenn man in sozialdemokratischen Flugblättern liest...

Là est la revendication la plus importante des socialistes ; sa réalisation suffirait à entraîner l'effondrement de l'ordre social actuel. Mais écoutez encore !

« *Ils veulent supprimer le mariage et la famille.*

« Le mariage et la famille doivent être remplacés par l' « amour libre » avec toutes ses licences. Chaque couple n'a de durée que celle qui lui convient. Il n'existe pas d'obligation morale qui détermine le maintien de l'union dans l'intérêt des enfants, puisque les enfants sont enlevés aux parents bientôt après la naissance, et élevés dans de grands établissements. Qui parmi vous donnerait son consentement à cela ? Qui voudrait être privé de la famille et de l'intérieur où, après la fatigue de la journée, l'attendent le repos et le délassement[1] ?

« *Il veulent arracher de votre cœur la religion.*

« Sans doute, les socialistes disent, quand on leur demande quelle est leur attitude vis-à-vis de la religion : « La religion est chose privée ! » Mais ce n'est que vain mensonge. Les socialistes sont les pires ennemis de la religion. L'irréligiosité entre si bien dans l'essence du parti socialiste que même le plus lointain soupçon de croire encore en Dieu et en l'autre vie suffit pour faire encourir à un homme un blâme du parti devant l'Allemagne entière, ainsi qu'il advint au délégué Stegmuller à un congrès. « Pas de Dieu et pas de ciel ! » Voilà la devise socialiste. « Nous abandonnons le ciel aux anges et aux moineaux ! » Un autre propos blasphématoire des hommes de ce parti consiste à dire : « Nous tenons Dieu pour un asile de stupidité, nous considérons Dieu comme le plus grand mal du monde, et pour cette raison nous déclarons à Dieu la guerre ! »

« Voilà l'opinion véritable des socialistes sur Dieu et sur la religion. Des gens qui prononcent de pareilles paroles peuvent-ils vous conter qu'ils ne se soucient pas de la religion, qu'elle est pour eux chose privée ? Mais celui qui veut vous prendre votre religion est votre ennemi. Car la religion est le fondement sur lequel reposent le foyer domestique, l'État, le peuple. Qui

1. *Wählt keinen Sozialdemokraten !* Feuille volante des conservateurs, commençant par ces mots : Die Sozialdemokraten haben fast in allen Wahlkreisen...

supprime la religion détruit l'art et la science, l'éducation, les bonnes mœurs et le bonheur familial.

« *Ils veulent vous prendre votre roi.*

« Nous n'avons besoin ni de roi ni de maître, disent-ils, nous voulons la domination du peuple, la démocratie. « Nous demandons, est-il dit dans le programme de Gotha, la suppression « de toute inégalité sociale et politique. » Les socialistes ne demandent l'égalité de droits et la domination de la démocratie que pour tirer à eux et conquérir pour leurs chefs le pouvoir. Si nous voulions nous laisser remplir de défiance vis-à-vis de notre roi, nous ferions preuve de la plus méprisable ingratitude. Avec un légitime orgueil nous pouvons, nous autres Allemands, lever les yeux sur la haute personne de notre énergique, sage et juste empereur Guillaume II, qui, digne rejeton d'une glorieuse famille de princes, s'est placé, par ses mémorables rescrits du 4 février 1890, à la tête de la réforme sociale internationale. Selon ses propres paroles, sa sollicitude pour le bien des classes inférieures du peuple, sollicitude qui lui a fait faire déjà de si grandes choses, « ne s'attiédira pas ».

« La protection la plus efficace de ceux qui sont économiquement et socialement faibles est et reste une monarchie reposant sur le christianisme.

« *Ils veulent vous ravir votre patrie.*

Ils n'ont pas des sentiments nationalistes, mais internationalistes. Ils ne crient pas : « Vive l'Empire allemand ! » mais « Vive « la démocratie socialiste internationale[1] ! » « Citoyens ! arborez « les drapeaux noirs ! Une troupe de meurtriers et d'incendiaires « fait aujourd'hui son entrée dans nos murs. » — Voilà en quels termes, en 1871, un journal socialiste saluait les compatriotes rentrant de France victorieux[2]. » « Les biens si chèrement acquis de notre patrie ne sont, aux yeux des socialistes, d'aucun prix ; l'histoire incomparablement grande de notre peuple ne compte pas pour eux. Tandis qu'ils jouissent comme les autres des glorieuses conquêtes de la civilisation allemande, ils les tournent en dérision comme des vétilles, en les mettant en

1. *Ibid.*

2. *Wen wählen wir ?* Feuille volante commençant par ces mots : Der Tag der Wahlen rückt näher und näher.

parallèle avec les charlatanesques splendeurs internationales auxquelles ils aspirent. Sous la bannière rouge ils s'enivrent d'une fraternité des peuples qui ne pourra jamais exister.

« Voilà les fins de la démocratie socialiste ! Vous devez les avoir présentes à l'esprit en vous approchant de l'urne. Quiconque veut conserver tout ce que la démocratie socialiste veut détruire, doit travailler de tout son pouvoir, autour de lui, parmi ses amis, pour que le mot de ralliement soit au jour des élections :

« *Ne votez pas pour des socialistes !*[1] »

C'est en ces termes que le socialisme et les socialistes sont présentés au corps électoral par leurs adversaires. Il reste à étudier le programme défendu par les socialistes eux-mêmes.

II. — LA PROPAGANDE SOCIALISTE

C'est naturellement la campagne électorale des socialistes lors de la grande lutte de 1898 que nous aurons ici encore en vue.

La question des élections avait été inscrite à l'ordre du jour du dernier congrès du parti, tenu à Hambourg du 3 au 9 octobre 1897, et trois séances avaient été employées à l'examiner. Sans discussion, on avait décidé de présenter des candidats, comme par le passé, dans toutes les circonscriptions où le parti était organisé ; on avait déterminé les engagements que devrait prendre un candidat bourgeois pour être, au second tour de scrutin, soutenu par le parti ; on avait donné mission au Comité Directeur de publier, à l'usage des propagandistes, un manuel électoral exposant et commentant l'œuvre du Reichstag pendant la législature écoulée. Enfin on avait échangé des vues sur la situation politique, sur le sens et l'importance des prochaines élections, sur les questions d'intérêt actuel autour desquelles la bataille électorale devrait être engagée : question du « marinisme », question de la politique douanière et du renouvellement des traités de commerce, question des libertés politiques.

Quoique les élections ne dussent avoir lieu que vers le mois

1. *Wen wählen wir ?*

de juin, la campagne socialiste commença peu de temps après le congrès. La direction en fut confiée, dans les diverses parties de l'Empire, aux organisations provinciales, selon le système de décentralisation qui avait donné en 1893 de si heureux résultats [1] ; chaque province ou État particulier fut divisé en *sections de propagande* comprenant un certain nombre de circonscriptions, les mêmes généralement qu'en 1893. A la tête de chaque section fut placé un *comité électoral central*, chargé de seconder dans leur tâche les comités électoraux des diverses circonscriptions en leur envoyant des fonds, des propagandistes, et en les approvisionnant de feuilles volantes et de brochures [2].

Bien qu'abandonnant entièrement aux comités électoraux centraux des diverses sections le soin des affaires électorales dans les diverses régions, le Comité Directeur du parti ne resta pas étranger au mouvement : il fonctionna comme *Comité Electoral Central du Parti Socialiste*. Son rôle fut double : il consista d'une part à distribuer des fonds aux comités dont les ressources propres étaient insuffisantes, d'autre part à leur fournir des propagandistes et des écrits de propagande.

Le Comité Directeur dépensa, pour la campagne, 266.522 francs. Il adressa aux comités électoraux centraux trois modèles de feuilles de propagande, convenant plus particulièrement celui-ci à une circonscription ayant telle composition, celui-là à telle autre ; il édita et répandit par centaines de mille une brochure écrite spécialement pour les populations rurales [3] ; enfin, conformément au vœu qu'avait exprimé le congrès, et élargissant même le cadre qui avait été prévu, il publia un *Manuel pour les Électeurs Socialistes* [4], ouvrage de 397 pages qui traite de la nature des différents partis politiques allemands, de leurs tendances, des intérêts qu'ils représentent, des questions principales de la vie politique, économique et sociale de l'Allemagne et de l'attitude prise en face de chacune d'elles par chaque parti, des débats principaux du Reichstag pendant la dernière

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*. p. 17.

2. *Ibid*.

3. *Bauern, Landleute !* Druck von Max Bading, Berlin S. W.

4. *Handbuch für Sozialdemokratische Wæhler. — Der Reichstag* 1893-1898. Berlin, 1898. Verlag : Expedition der Buchhandlung Vorwærts.

législature et des votes des divers groupes, enfin du socialisme, de ses principes, de ses fins, des objections que les adversaires élèvent contre lui, et des réponses qu'il faut faire à ces objections. Ce manuel fut édité à cinq mille exemplaires ; plus de trois mille en furent mis gratuitement à la disposition des propagandistes et des personnes de confiance du parti.

Grâce à l'institution des comités électoraux centraux et à leur collaboration féconde avec le Comité Directeur, la lutte put être engagée, pour la première fois, dans les 397 circonscriptions de l'Empire. Aucune circonscription ne fut sans candidat socialiste.

Aux manœuvres de pression, aux persécutions, les socialistes opposèrent la force de l'organisation, de la discipline, du dévouement, la puissance contagieuse de la foi et de l'enthousiasme ; quand la police dissolvait leurs réunions, ils partaient en chantant les chants du parti, et les masses qui n'avaient pu entendre leurs discours partaient avec eux, chantant avec eux la *Marche des Socialistes* ou la *Marseillaise Ouvrière*, emportant les feuilles volantes, les brochures qu'ils leur avaient distribuées.

Quel était le contenu de ces feuilles volantes et de ces brochures ? Que disaient les orateurs du parti, quand ils pouvaient parler ? Quelle était, en un mot, la propagande des socialistes ? C'est ce que nous nous efforcerons de déterminer en prenant pour base de notre exposé l'*Appel Électoral* du groupe socialiste du Reichstag, signé par les quarante-huit députés du groupe, le *Manuel Électoral du Parti* et la brochure à l'usage des populations rurales, édités par le Comité Directeur, les trois modèles de feuilles de propagande adressés par lui aux comités électoraux, une soixantaine de feuilles de propagande éditées par les comités électoraux centraux et les comités électoraux locaux de diverses régions et circonscriptions, quelques brochures, enfin quelques comptes rendus de réunions publiés par des journaux socialistes.

D'après l'ensemble de ces documents, nous distinguerons dans la propagande dont nous nous occupons deux parties, dont l'une, par la nature de son objet, par la nature des prin-

cipes auxquels elle se rapporte, est essentiellement démocratique, l'autre, proprement socialiste.

Dans la première, il y aura lieu de distinguer encore deux parties, dont l'une a trait à des questions actuelles, à des questions du jour, l'autre, à des problèmes généraux. C'est ainsi que, d'un côté, on mettra en lumière les périls de la nouvelle politique navale et coloniale de l'Empire, on signalera les manœuvres des agrariens, on dénoncera les dangers qui menacent les libertés du peuple, le suffrage universel, la liberté de coalition, le droit d'établissement : d'un autre côté on fera la critique générale du système militariste, du système des impôts indirects.

Fera-t-on en cela exactement la même propagande que les partis libéraux et démocrates ? Prenons la question des droits politiques.

*
* *

Les libéraux, les démocrates déclarent, comme les socialistes, que ces droits sont menacés, et font appel, comme eux, à la vigilance du corps électoral. Mais les socialistes parlent-ils des libertés du peuple et des dangers qui les menacent dans les mêmes termes qu'eux ; ne sont-ils que démocrates ou libéraux quand ils luttent pour les mêmes droits que les démocrates et les libéraux ? Sur la question des droits du peuple, nous lisons dans le Manifeste Électoral de l'*Association Libérale* (Freisinnige Vereinigung) cette simple phrase : « Les droits politiques les plus importants sont menacés : le droit d'association et de réunion, la liberté d'établissement et le droit de suffrage pour le Reichstag. » Nous lisons dans le Manifeste Électoral du *Parti démocratique Libéral* (Freisinnige Volkspartei) : « Les dernières luttes qu'il a fallu mener pour empêcher que l'on n'apportât de nouvelles restrictions au droit d'association et de réunion, de nouvelles entraves à la liberté de la parole et de l'écriture, selon les dispositions du « projet de loi contre les menées révolutionnaires », sont encore présentes à toutes les mémoires. Aujourd'hui on va jusqu'à mettre en question la liberté d'éta-

blissement et la liberté de coalition, au lieu de les consolider et de les généraliser. Les menaces contre le droit de suffrage pour le Reichstag, tel qu'il existe aujourd'hui, sont si peu dissimulées, si hardies, que l'on peut s'attendre à le voir limiter aussitôt qu'une majorité complaisante se rencontrera au Reichstag.

« Le peuple a plus que jamais besoin d'un Reichstag énergique et décidé à assurer au constitutionnalisme un point d'appui solide et à le défendre contre les aspirations absolutistes de toute sorte. » — Enfin, nous lisons dans le Manifeste Électoral du *Parti Démocratique Allemand* (Deutsche Volkspartei) : « Le droit de suffrage universel et secret est pour les hobereaux une gêne terrible. Dès qu'ils ont la majorité, ils arrachent ce droit aux petites gens : nous avons vu avec quelle brutalité ils l'ont si fortement réduit en Saxe. Là aussi ils avaient nié leur intention avant les élections. Par la suite, le peuple en fut pour ses frais. »

Écoutons maintenant les socialistes. Nous allons voir au lieu d'un simple appel à la défense du droit pur, au lieu d'une lutte essentiellement idéologique contre les ennemis de la « liberté », un appel à la défense d'intérêts matériels. Nous allons voir les droits, les libertés, recevoir un contenu économique. Derrière l'assaut mené contre les libertés politiques nous n'apercevrons plus le fantôme abstrait de la réaction politique, mais l'image vivante de classes possédantes avides de profits.

« Tous les partis d'exploiteurs, nous dira-t-on, brûlent du désir de *dépouiller* la classe ouvrière, par de nouvelles lois d'exception, de ses *droits politiques*, afin de *pouvoir librement l'exploiter au point de vue économique*[1]. La situation est la même aujourd'hui qu'en 1878 : on fit d'abord la *loi des socialistes*, puis les partis régnants entreprirent leur grande campagne de pillage dans la poche des contribuables, sous forme d'impôts indirects et de droits de douane sur les subsistances. Et tandis que les droits protecteurs sur les produits industriels permettaient aux patrons de mettre des millions dans leur poche, la loi des socialistes mit les ouvriers dans l'impossibilité, pendant près d'une dizaine d'années, de lutter pour de plus

[1] C'est moi qui souligne.

hauts salaires, pour un temps de travail plus court, pour des conditions de travail meilleures[1]. »

« Toutes les classes, tous les groupes sociaux, lisons-nous dans le Manifeste du groupe parlementaire, s'organisent pour la défense de leurs intérêts. Au travailleur seul on voudrait refuser ce que tous les autres considèrent comme étant pour eux un droit élémentaire, le droit de coalition.

« Les capitalistes fondent des trusts, des syndicats en vue de piller les consommateurs, et ils ne sont pas arrêtés par les limites légales auxquelles se heurte à chaque pas, pour tomber si souvent dans les bras du juge criminel, le travailleur qui réclame une part plus grande du produit de son travail.

« On a dans la plupart des cas deux poids et deux mesures. Aux yeux du patronat, le même acte que le patron accomplit impunément est, s'il est accompli par l'ouvrier, un attentat à la sainteté de l'ordre capitaliste, attentat qui doit être plus sévèrement puni que le blasphème et le crime de lèse-majesté. Nulle part le caractère de classe de notre société ne se montre comme ici dans toute sa nudité et dans toute sa violence. La protection de la religion, de la morale et de l'ordre n'apparaissent que comme trois noms différents d'une seule et même chose : la protection des intérêts du coffre-fort[2]. »

Il arrive parfois que les libéraux et les démocrates, eux aussi, font intervenir des considerations économiques, qu'ils montrent dans la lutte contre les libertés une lutte d'intérêts, une lutte de classes, mais ils ne mettent alors en cause que la classe des *Junker*, la noblesse terrienne, haïe de tous temps des bourgeois démocrates et libéraux. C'est elle, elle seule, qui est l'ennemie des droits du peuple. Au contraire, les socialistes dénoncent l'action mauvaise de toutes les classes possédantes, des grands industriels aussi bien que des grands propriétaires fonciers, rapprochés, d'ailleurs, par leur commune tendance à exploiter les masses travailleuses, et, afin de pouvoir librement les exploiter, à les opprimer.

« Il ne doit y avoir de liberté de coalition, lisons-nous dans

1. *An die Wæhler des II Berliner Reichstagswahlkreises !* Feuille de propagande commençant par ces mots : Am Donnerstag den 16 Juni...

2. *Aufruf an die Wæhler des II Berliner Reichstagswahlkreises.*

une feuille volante du parti démocratique libéral, que pour messieurs les *agrariens* et pour leurs amis de la politique de concentration : quant au travailleur, on doit lui retirer la possibilité d'améliorer sa situation économique. A la place de la liberté d'établissement, les *agrariens* voudraient, dans leur propre intérêt, et pour avoir des travailleurs à bon marché, rétablir le régime du servage pour ceux qu'ils appellent leurs sujets [1]. » Ainsi parlent les libéraux démocrates. « *Les exploiteurs agrariens et industriels*, disent les socialistes, se sont unis pour mener la lutte sur le terrain politique contre la classe ouvrière. Si les junkers ont un intérêt particulier à limiter la liberté d'établissement, eux et les fabricants réclament également la limitation de la liberté de coalition [2] ! »

*
* *

Dans les diverses parties de la propagande dont l'objet n'est pas proprement socialiste, nous retrouvons les mêmes caractères spécifiques qui distinguent les socialistes des démocrates et des libéraux, la même tendance à envisager les questions sous leur aspect économique et à dénoncer à l'occasion de chacune d'elles le système d'exploitation qui est la loi de la société capitaliste.

Est-il question de la politique coloniale et des colonies ? Chiffres en main, les socialistes établissent ce qu'elles rapportent à l'Allemagne. L'exportation pour les colonies allemandes, cinq fois aussi grandes que la métropole, représente pour celle-ci 6.700,000 marks ; l'importation 4.600.000 marks. C'est moins de la millième partie du commerce total de l'Allemagne. Le budget des colonies est de 9.200,000 marks, les subsides pour les vapeurs s'élèvent à 1.100,000 marks ; celui de l'administration des postes et des domaines, à 2.500,000 marks. Les colonies coûtent ainsi 12.800,000 marks de plus que ce que représentent l'importation et l'exportation réunies. « Admirable affaire [3] ! »

1. *Aufruf an die Wähler des II Berliner Reichstagswahlkreises.*

2. Feuilles de propagande types rédigées par le Comité directeur, feuille n° 2. — C'est moi qui souligne, ainsi qu'au passage précédent.

3. *Sozialdemokratie und Reichstag. Ein Merküchlein zur Reichstagswahl.* par Emanuel Wurm, p. 53. Hamburg, P. Dubber. 1898.

Pourquoi l'Allemagne s'obstine-t-elle donc à coloniser ? Qu'avons-nous besoin, demandent les socialistes, de conquérir des territoires en Afrique ou en Chine ? N'avons-nous pas en Allemagne assez de terre ? Nous manquons d'argent pour endiguer nos fleuves, pour parer aux grandes inondations comme celles de l'année dernière en Saxe et en Silésie. Pour secourir les victimes nous sommes obligés de mendier des pfennigs et de faire circuler la besace. L'État n'a pas d'argent et de toutes parts on lui demande en vain des crédits pour construire des écoles et élever les traitements misérables des petits fonctionnaires. Pour diminuer les dépenses, on surmène les employés des chemins de fer, on les fait travailler quatorze à dix-huit heures par jour ; on compromet ainsi, avec leur santé et leur vie, la sécurité du public. Faut-il quelques centaines de mille marks pour l'administration de la Justice, l'État les refuse. Mais quand il s'agit de coloniser, l'argent ne manque plus, et « nous jetons des millions dans les marécages de l'Afrique méridionale et dans le trou à immondices de Kiao-Tchéou[1] ».

A qui les colonies profitent-elles ? A quelques armateurs, aux actionnaires de quelques sociétés de vapeurs qui reçoivent des subventions, à un petit nombre de gros commerçants et de sociétés de commerce dont quelques-unes font d'excellentes affaires avec des « produits de civilisation[2] » tels que l'eau-de-vie, la poudre à fusil, etc., enfin aux fonctionnaires, fils de junkers, qui sont appelés aux postes créés.

Quelques-uns ont le profit : la masse, la masse travailleuse porte les charges.

Pourquoi veut-on établir des colonies en Chine ? — « La Chine n'est qu'un domaine d'exploitation pour le capital européen qui y trouve des matières premières à bon marché et des travailleurs à vil prix.

« Le capital allemand va en Chine pour y faire fabriquer par la main-d'œuvre peu coûteuse du pays les marchandises qui y sont actuellement expédiées d'Allemagne. Le capital alle-

1. *Auf zur Stichwahl ! Reichstagswæhler des II Würtembergischen Wahlkreises !* Feuille de propagande commençant par ces mots : Die Wahl vom 16 Juni...

2. Brochure intitulée : *Des Volkes Wille ist das hœchste Gesetz.* Glück auf im neuen Jahre zur Reichstagswahl 1898, p. 11. Ottensen, A. Heising.

mand va en Chine pour faire de là-bas concurrence aux ouvriers et aux artisans allemands. Le capital allemand va en Chine pour envoyer en Allemagne des coolies travaillant à bas prix.

« Et pour atteindre ces résultats, on envoie des navires de guerre, on entreprend des expéditions militaires et commerciales, on fonde des colonies, on conclut des traités, on établit des consulats et des agences diplomatiques — et tout cela est payé avec le consentement du Reichstag, au moyen des impôts levés sur le peuple travailleur[1]. »

C'est ainsi que les socialistes font, du point de vue des intérêts économiques, la critique de la politique coloniale de l'Allemagne. Mais ils la condamnent aussi au nom de considérations d'un autre ordre, au nom de notions d'équité et d'humanité. « N'est-ce pas singulier, disent-ils, que tous les grands « patriotes » qui sont immédiatement bouleversés s'ils entendent seulement parler de la lointaine possibilité que, de quelque côté que ce soit, un pouce de *leur* patrie — qu'ils n'ont pourtant pas pu choisir à leur naissance — vienne jamais à être « perdu » et à tomber aux mains d'une autre nation, n'est-ce pas singulier qu'ils soient tout prêts à s'écrier « hourrah ! » s'ils réussissent à conquérir sur un autre pays les territoires les plus grands possibles ? « Les frontières de notre patrie sont sacrées », disent-ils ; — oui, mais comment pouvons-nous, alors, nous embarquer, puissamment armés sur des vaisseaux de guerre, pour franchir les frontières d'autres peuples et nous y emparer, simplement par la force de nos canons, de la plus grande partie possible de leur territoire ? ! » Eh quoi ! « La patrie des Chinois n'est-elle pas un « sol sacré », une « patrie », — pour que nous autres, « âmes meilleures », nous Allemands, nous « nation civilisée et chrétienne », nous ayons le droit de mettre le pied sur le sol d'une nation étrangère, et, nous appuyant sur la puissance meurtrière de notre artillerie, pour que nous déclarions simplement : « Si, vous autres Chinois ne nous « cédez » pas telle ou telle partie de votre patrie qui peut nous être utile, alors — oui, alors c'est la guerre[2] ? »

L'Allemagne doit coloniser pour civiliser, disent les apôtres

1. Feuille de propagande type n° 2.
2. *Des Volkes Wille ist das hœchste Gesetz*, p. 19.

de la colonisation. Mais comment accomplit-on, aux colonies, l'œuvre civilisatrice ? Combien de monstruosités, combien de crimes les fonctionnaires du gouvernement ne commettent-ils pas ! Ouvrons les rapports coloniaux. A Cameroun, lisons-nous, un jeune nègre étant soupçonné de vol, M. l'assesseur Welhau le fit frapper avec un fouet d'hippopotame jusqu'à ce que la peau et la chair pendissent en lambeaux et que le dos eût l'apparence d'un « beefsteak haché ». « Ce n'est là qu'un des faits exécrables commis par le héros colonial envoyé en Afrique pour « civiliser » « nos frères noirs ». Pour tous ses crimes monstrueux il a été frappé d'une amende de 500 marks et appelé à un autre poste de même rang. » Consultons les fameux mémoires du docteur Peters : *L'Expédition Allemande Emin-Pacha*. Page 222, il raconte comment, dans sa lutte avec les Massais, il voulait occuper leur capitale Eljabet. Et il fait le récit suivant : « Entre le Kral et nous se trouvait un grand troupeau ; le berger nous cria d'un ton insolent de faire le tour du troupeau, que sans cela nous ferions partir le bétail ; que nous eussions l'intention d'attaquer Eljabet, c'est que ce bon garçon, dans son impertinent orgueil, ne soupçonna pas avant qu'une balle ne lui eût passé à travers les côtes et n'eût réduit pour jamais au silence sa langue insolente.

— « Oui, oui, cher lecteur, observe-t-on, il en est ainsi : et ce seraient de pareils individus qui répandraient dans nos *chères* colonies, parmi les sauvages, les « mœurs allemandes » et l'« humanité chrétienne » !

Et l'on continue à citer le texte : « Hurlant et mugissant de rage, les « Massais », réunis tout autour par milliers dans le bocage, remarquèrent notre projet (c'est-à-dire comment sa troupe mettait le feu de huit côtés à la fois à la résidence de ces pauvres nègres, Eljabet) ». — Enfin, on cite cette réflexion du docteur Peters : « A l'heure où en Allemagne les cloches de l'Avent appelèrent à l'église les fidèles, les flammes pétillaient sous le grand Kral, de tous côtés, jusqu'au ciel ![1] »

La critique du militarisme — et du marinisme, qui n'en est qu'une forme. — est l'un des points essentiels de la propagande.

1. *Des Volkes Wille*, pages 9 et 10.

Elle consiste, pour une grande part, à citer des chiffres, des statistiques, et à mettre en pleine évidence leur signification.

Le contingent des troupes, expose-t-on, était, abstraction faite des volontaires d'un an, en 1872, de 350.000 hommes ; en 1875, de 401.659 ; en 1878, de 427.274 ; en 1887, de 468.400 ; en 1890, de 486.953 ; en 1893, de 557.093. De 1872 à 1893, la population s'était accrue de 25 p. 100, l'armée de 50 p. 100.

Le budget de l'armée de terre était, dans l'exercice 1877-78, de 372.400.000 marks ; il est, en 1897-98, de 590.973.100 marks. Le budget de la marine, pour les dépenses ordinaires, était, en 1877-78, de 31.100.000 marks ; il est, de 1897-98, de 117.525.400 marks ; il sera, grâce à la dernière loi sur la flotte, pour l'ensemble des six années suivantes, de un milliard (997.200.000 marks). Ainsi le veut le nouvel Évangile, l' « Évangile du poing cuirassé ».

Le crédit affecté aux retraites d'officiers était, dans l'exercice 1877-78, de 16.000.000 de marks ; il est, dans l'exercice 1897-98, de 61.100.000 marks. En vingt et un ans, il a augmenté de 42 millions, soit 281 p. 100.

En 1875, l'Empire n'avait pas de dette ; en 1877, la dette était de 16 millions ; elle était, le 1er avril 1898, de 2.125 millions ; sur ces 2.125 millions de marks, 1.829 ou 85 p. 100, avaient été affectés à des dépenses d'ordre militaire. — L'intérêt de la dette était, en 1877-78, de 2.358.400 marks ; il est actuellement de 74.826.500 marks.

En additionnant les dépenses pour l'armée, la marine, les retraites, l'intérêt de la dette, on arrive au chiffre de 844.425.100 marks.

Depuis 1872, en vingt-cinq années de paix, le « Moloch du militarisme » a dévoré, pour la seule armée de terre, quinze milliards quatre cent quarante-quatre millions de marks. « Il faut que l'on se représente clairement ce qu'est cette somme. Si l'on voulait essayer de la calculer, et que l'on pût compter en une minute 50 marks (62 fr. 50), il faudrait pour ce travail environ 214.419 jours ou 7,147 mois ou 595 ans[1]. »

Comment un pareil régime a-t-il pu s'établir en Allemagne,

1. *Ein ernstes Wort in ernster Zeit an die Wähler des IX Württemb. Reichstagswahlkreises*, feuille volante.

ainsi d'ailleurs que dans les divers pays civilisés? « Cette situation barbare, contre nature, en opposition criante avec les besoins de paix et d'amitié des classes travailleuses de tous les peuples, est la conséquence de la domination de classe en deçà et au delà des frontières. De même que la classe des capitalistes, dans chaque pays, exploite et opprime le peuple travailleur, elle veut exploiter et opprimer, sur le marché du monde, les peuples étrangers[1]. » Le militarisme et le marinisme ne sont qu' « une partie du système de pillage capitaliste[2]. »

Et les socialistes se plaisent à mettre en pleine lumière les barbaries inhérentes à ce régime de marinisme et de militarisme. Ils montrent ce qu'est devenue la guerre, avec les progrès de la technique. Ils détaillent avec un soin jaloux les perfectionnements les plus récents des appareils de destruction. « Voici, par exemple, un « triomphe de la science » : des torpilles aériennes qui, à une distance de seize milles de mer, peuvent faire sauter en l'air les plus grands cuirassés. Eh quoi ! « Michel Allemand[3] », qu'éprouves-tu quand tu penses que, sur un vaisseau de l'État, ta fierté, l'espérance de ta vieillesse, ton fils unique tombe peut-être dans la mer, les membres horriblement déchirés[4] ? »

Après avoir fait la critique de l'état présent, les socialistes exposent leurs revendications relatives à la suppression des armées permanentes et à l'établissement des milices populaires. Nous voulons la suppression des armées permanentes, nous voulons le peuple en armes, disent-ils, parce que la défense nationale coûtera moins cher, parce qu'elle sera, comme l'expérience l'a prouvé, mieux assurée, parce que nous échapperons ainsi aux « aberrations de l'esprit militaire[5] » et à la domination militaire, parce qu'enfin l'armée ne pourra plus être utilisée comme un instrument d'asservissement politique et écono-

1. Manifeste du groupe socialiste du Reichstag.

2. *Wæhler Berlins ! Frauen und Mænner von Berlin !* Feuille volante commençant par ces mots : An Euch Alle wenden wir uns...

3. Le « Michel allemand » est notre Jacques Bonhomme.

4. *Des Volkes Wille*, pages 8 et 9.

5. *An die Reichstagswæhler des VIII Schleswig-Holstein. Wahlkreises ! Auf zur Neuwahl am 16 Juni für Karl Frohme ! Was hat unser Abgeordneter Karl Frohme im Parlament geleistet ?* Feuille volante.

mique. « Nous savons que nous sommes en accord, dans cette revendication, avec la population ouvrière éclairée des autres pays[1] ». « Il n'y a qu'un rocher contre lequel viennent se briser l'égoïsme, l'injustice et l'autocratie, c'est le programme de la démocratie socialiste internationale, qui respecte et protège les droits de tous les peuples, et qui a pour devise : « Pour le meurtre des masses et les aventures sur terre et sur mer, pas un homme, pas un liard ![2] »

*
* *

A la critique du militarisme est étroitement liée, dans la propagande des socialistes allemands, celle du système des impôts indirects. Aussi bien ceux-ci sont-ils pour l'Empire comme tel, c'est-à-dire comme distinct des différents États, la source de revenus la plus importante, tandis que, d'ailleurs, l'administration militaire représente, dans l'ensemble du budget impérial, le service le plus onéreux. Entre les recettes émanant des impôts indirects et les dépenses d'ordre militaire il y a en quelque sorte correspondance. Et il y a correspondance, dans la propagande, entre la critique qui met à nu la barbarie du militarisme et celle qui dénonce l'iniquité du système fiscal qui sert à l'alimenter.

On montre à l'électeur comment les impôts indirects, à mesure que s'est développé le militarisme, se sont progressivement accrus ; on lui montre quelle est la somme payée par chacun, à son insu, en impôts indirects ; on montre comment les plus pauvres sont le plus lourdement chargés.

A combien s'élevaient les impôts indirects en 1878-79 ? — A 237 millions de marks. En 1887-88 ? — A 379 millions. A combien s'élèvent-ils en 1897-98 ? — A 715 millions de marks. Depuis 1887, ils ont doublé ; depuis 1878, ils ont triplé.

Ils représentaient en 1876-77 6 marks 89 par tête ; pour une famille de cinq personnes, 35 marks 50. A l'époque du dernier recensement de la population, en 1895-96, ils représentaient

1. *Bauern, Landleute !* Brochure publiée par le Comité Directeur du parti, p. 9.

2. *Des Volkes Wille*, p. 23.

16 marks 25 par tête, 87 marks 30 pour une famille de cinq personnes.

Comment ces contributions se répartissent-elles sur les divers objets de consommation ? Les socialistes montrent aux pauvres gens comment chaque morceau de pain, de viande, qu'ils portent à la bouche est grevé d'un impôt dissimulé. Ils font voir comment un kilogramme de pain est grevé de 4 pfennigs : un kilogramme de viande, de 15 pfennigs : un kilogramme de sel, de 15 pfennigs ; un litre d'eau-de-vie, de 28 pfennigs : un litre de pétrole, de 6 pfennigs, etc.

Ils déterminent ensuite la part qui revient aux impôts indirects, bien qu'on ne pense point à la faire entrer en ligne de compte, dans le budget d'une famille. Une famille de cinq bouches paie actuellement 34 marks 40 d'impôts indirects pour sa consommation de pain. Pour un salaire de 2 marks par jour, cela représente par an plus de quinze journées de travail ; pour un salaire de 3 marks, plus de dix journées. L'ensemble des impôts indirects, 81 marks 25, équivaut la plupart du temps au revenu d'un mois. L'ouvrier fournira donc un mois de travail pour le fisc. « C'est la corvée moderne[1]. » « Des sophistes bourgeois ont contesté que l'impôt indirect frappât de la manière la plus dure les milieux ouvriers. Bismarck, avec son cynisme habituel, l'appelait l' « impôt de luxe des petites gens ». Pain, farine, sel, café, riz, sucre, pétrole, bière, alcool, voilà donc les objets de luxe du prolétaire[2] ! »

L'impôt indirect écrase le pauvre. Atteint-il le riche ? A peine. Le pauvre, qui doit employer tout son revenu à la satisfaction des besoins les plus immédiats, au simple entretien de sa vie, paiera, sous forme indirecte, des impôts pour l'ensemble de son revenu. Au contraire, le riche ne sera atteint que dans cette partie du sien qu'il emploie à la satisfaction de ses besoins, tandis que la partie, incomparablement plus considérable, qui sert à satisfaire ses goûts de luxe et sa recherche du superflu, reste exempte de tout impôt indirect. C'est ainsi que les contri-

1. *Sozialdemokratie und Reichstag*, p. 43.

2. *Auf zur Reichstagswahl ! Arbeiter ! Handwerker ! Kleine Geschæftsleute !* Feuille de propagande commençant par les mots : Am 16 Juni finden die Neuwahlen statt...

butions indirectes payées par une famille de cinq personnes s'élèvent, si le revenu de la famille est de 900 marks, à 9 p. 100 du revenu; s'il est de 3.000 marks, à 3 p. 100; s'il est de 100.000 marks, à 1/10e p. 100; de un million de marks, à 1/100e p. 100. « Donc, tandis que l'ouvrier, l'artisan et le petit paysan doivent payer en impôts indirects, sur chaque mark qu'ils reçoivent, 9 pfennigs, l'homme aisé ne paie, pour un mark, que 3 pfennigs; l'homme riche, un dixième de pfennig; le millionnaire, la centième partie d'un pfennig. Les petites gens paient donc, sous forme d'impôts indirects, neuf cents fois autant que les millionnaires. Calculez[1] ! » C'est le cas de répéter la parole de la Bible : « Au pauvre, qui n'a rien, on prend encore le peu qu'il a[2]. » *L'impôt indirect est un impôt sur le revenu, à rebours.* Plus on est riche, et proportionnellement moins on paie. « C'est le monde renversé[3]. »

Comme les larges masses de la population allemande sont pauvres, comme un dixième seulement de cette population a un revenu de plus de 3.000 marks, tandis que sept dixièmes gagnent moins de 900 marks, c'est la masse pauvre qui paie la portion de beaucoup la plus considérable des impôts indirects.

C'est le monde renversé. « Mais il convient à l'État de classe[4] », ajoute-t-on. « De même que la classe possédante utilise sa puissance pour rendre les conditions du travail de ceux qui ne possèdent pas aussi mauvaise que possible, c'est une conséquence de sa domination de classe qu'elle impose surtout à la population pauvre les charges indispensables à l'entretien de l'État[5]. »

Pourquoi a-t-elle une prédilection pour le système des impôts indirects ? C'est d'abord parce que la masse paie ces impôts le plus souvent sans le savoir, et qu'il est par suite possible de hausser progressivement les taxes sans provoquer de forts mouvements de protestation. C'est aussi parce que les impôts

1. *Reichstagswæhler des VI Schleswig-Holstein. Wahlkreises!* Feuille volante commençant par ces mots : Am 16 Juni d. J. sollt Ihr entscheiden...

2. Feuille de propagande type n° 3.

3. *Sozialdemokratie und Reichstag*, p. 41.

4. *Ibid.*, p. 41.

5. *Ibid.*, p. 39.

indirects proviennent, pour la plupart, des droits de douane que l'on fait payer aux produits étrangers, et que ces droits de douane, en même temps qu'ils servent à alimenter le Trésor, font hausser les cours sur le marché national et renchérissent d'autant les produits indigènes. C'est enfin parce que certains impôts indirects, ceux que supportent le sucre et l'eau-de-vie, par exemple, sont des sources directes de profits pour les producteurs, pour les sucriers et les distillateurs, auxquels une partie du produit de ces impôts est attribuée sous forme de « dons charitables » et de primes à l'exportation.

Pour ces diverses raisons, disent les socialistes, nous réclamons la suppression des impôts indirects, nous réclamons leur remplacement intégral par des impôts directs et progressifs sur le revenu, la fortune et l'héritage.

Ils montrent, par contre, comment les grands propriétaires fonciers, non contents des taxes actuelles, réclament une élévation des droits sur les produits agricoles, comment leurs efforts, leurs exigences tendent à empêcher le renouvellement des traités de commerce; et ils sont ainsi amenés à exposer leurs propres sentiments sur la question des traités de commerce, à dire pourquoi ils sont partisans de traités qui réglementent les tarifs douaniers, mais ne les suppriment pas.

Le but auquel nous tendons, exposent-ils, c'est la suppression de tous les droits de douane. Mais, tant que ce but ne peut être atteint, il faut préférer « le moindre mal[1] », et les traités de commerce à longue échéance, du genre de ceux qui furent conclus par Caprivi sur la base de la réduction des droits agricoles, sont le moindre mal. Les socialistes sont partisans de semblables traités, parce qu'ils sont un élément de paix dans les rapports entre les nations, parce qu'ils fixent des limites au renchérissement artificiel des vivres, parce qu'ils assurent des débouchés à l'industrie nationale et réduisent de ce fait les occasions de chômage, parce qu'ils protègent ainsi les populations travailleuses dans leur consommation comme dans leur travail.

« Une politique commerciale stable, dit le Manifeste du groupe

1. *Handbuch für Sozialdemokratische Wæhler*, p. 320.— *Sozialdemokratie und Reichstag*, p. 42.

socialiste, une politique commerciale reposant sur la conclusion de traités de tarifs ou de traités avec clause de la nation la plus favorisée, peut beaucoup pour rendre pacifique la concurrence entre les peuples dans tous les domaines de la civilisation. Une pareille politique commerciale peut seule amener un développement tranquille de notre commerce, de notre industrie et de nos relations commerciales avec les autres pays, et, dans la mesure où cela est possible à l'intérieur de l'ordre social bourgeois, garantir le travailleur, dans l'emploi de sa force de travail, contre de trop fortes oscillations...

« Les agrariens veulent élever les droits sur les céréales, bien que le prix du pain ait déjà beaucoup monté. Mais l'élévation des droits sur les céréales ne produit pas seulement le renchérissement du pain. L'étranger a déjà répondu aux droits allemands sur les céréales par des droits élevés sur les produits industriels. C'est ainsi que l'on a récemment établi en Amérique le tarif Mac Kinley, qui a privé de leur pain un grand nombre d'ouvriers tisseurs allemands. Empêche-t-on en Allemagne l'importation des céréales, on empêchera à l'étranger l'importation des marchandises allemandes : et la conséquence sera qu'un grand nombre de fabriques allemandes s'arrêteront, et que de grandes masses d'ouvriers industriels allemands seront sans travail.

« Disette et chômage : voilà les suites qu'aurait une politique commerciale agrarienne[1]. »

Dans leur propagande en faveur des traités de commerce, les socialistes se trouvent être, contre les agrariens, les alliés des industriels libre-échangistes. Nous allons les voir se retourner contre l'ensemble des industriels, envisagés maintenant comme patrons, dans la partie de leur propagande qui est consacrée à la question de la protection ouvrière.

*
* *

On vante les bontés des patrons, disent-ils, on célèbre les sacrifices qu'ils font en faveur de leurs ouvriers, on chante les

1. Feuille de propagande type n° 2.

beautés de la législation sociale de l'Empire, et l'on nous fait un crime d'avoir voté contre cette législation. Mais où sont ces bontés, ces beautés, ces sacrifices? Les patrons dépensent un million de marks par jour « pour le bien des ouvriers », déclare-t-on. Calculons. Nous trouvons qu'ils dépensent, *par jour de travail*, pour chaque ouvrier 1 pfennig 1/5 (moins de 2 centimes). On se plaît à exalter ce que les patrons font pour les ouvriers, à parler des indemnités payées en cas d'accident; que ne parle-t-on des accidents mêmes, et des causes des accidents, de la négligence des chefs d'industrie, de leurs exigences, du temps de travail trop long, du travail trop hâtif, du surmenage. « Le nombre des accidents entraînant une incapacité de travailler de plus de treize semaines a été, de 1886 à 1896, en onze ans, de 516.762. Sur ce nombre, 58.750 ont été suivis de décès; 306.189, d'une incapacité définitive de travailler. Quelle misère sans nom contiennent ces chiffres! Combien de larmes et de soucis n'expriment-ils pas[1]! » — L'Empire fournit 54 millions de marks par an pour les assurances contre la vieillesse et l'invalidité. Mais que sont ces 54 millions de subsides qu'accorde l'Empire pour 16 millions d'ouvriers, à côté des 40 millions qu'il accorde aux distillateurs sous forme de dons charitables, à côté des 70 millions dont il fait cadeau aux « barons du sucre » sous forme de primes à l'exportation, à côté des 86 millions qui sont affectés aux retraites militaires, et dont la plus grande partie revient à quelques milliers d'officiers. Et, calculant toujours, apportant toujours des statistiques, des faits précis, les propagandistes font la critique des diverses lois d'assurances et de protection, mettent en lumière toute leur insuffisance, toutes leurs imperfections.

Mais telles qu'elles sont, ajoutent-ils, les partis bourgeois ne les ont votées qu'à contre-cœur, par crainte du socialisme. Les socialistes ont voté contre elles, parce qu'ils ne pouvaient donner la consécration de leurs suffrages à des lois qui accordaient à la classe ouvrière si peu; mais si les partis bourgeois ont voté le peu qu'elles accordaient, ce n'est que parce que le parti socia-

1. *An die Wæhler des 1 Berliner Reichstagswahlkreises!* Feuille volante commençant par ces mots : Immer næher rückt der Termin der Reichtagswahlen...

liste était là, que sa propagande avait pénétré les masses, et qu'ils redoutaient le mécontentement des masses éclairées par lui. Bismarck a proclamé une vérité quand il a dit, au Reichstag : « S'il n'y avait pas de démocratie socialiste, et si une foule de gens n'avaient pas peur d'elle, les modestes progrès que nous avons faits dans la voie de la réforme sociale n'auraient jamais été accomplis. »

Les socialistes donnent ensuite un aperçu de leurs revendications en faveur des ouvriers, ils exposent les divers projets présentés par eux pour améliorer la législation actuelle, ils montrent avec quelle opiniâtreté les classes possédantes s'opposent à toute amélioration, avec quelle ardeur les partis qui les représentent s'emploient à revenir sur ce qui a été accordé, et comment le gouvernement se désintéresse de plus en plus du sort de la classe ouvrière, comment « la *royauté sociale* abdique en faveur de la royauté coloniale[1] », comment le parti socialiste se trouve aujourd'hui être seul à défendre les lois sociales contre lesquelles il a autrefois voté. « Ouvriers, groupez-vous autour de la démocratie socialiste ! Ne vous laissez pas arracher ce que, par peur de la démocratie socialiste, on vous a donné. »

En même temps qu'aux ouvriers industriels, et dans les mêmes termes, les propagandistes du parti s'adressent aux ouvriers agricoles, journaliers, valets de ferme, aux employés de commerce, prolétaires du magasin, aux petits fonctionnaires, prolétaires des services publics.

*
* *

Mais ils ne s'adressent pas aux seuls prolétaires : ils veulent aussi conquérir les petits commerçants, les artisans, les paysans. Quel langage leur tiennent-ils ? Il est intéressant de voir quelle est l'attitude du parti de la classe ouvrière vis-à-vis de la « classe moyenne » des villes et de la classe des petits propriétaires ruraux ; il est intéressant de voir au nom de quelles considérations il leur demande leurs suffrages.

Pourquoi le paysan, le petit commerçant, l'artisan doivent-ils

1. Feuille de propagande type n° 2.

voter pour le candidat socialiste ? Mais c'est d'abord parce que le parti socialiste est le seul parti qui représente les intérêts de la classe ouvrière et qu'il y a solidarité entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux des artisans, des petits commerçants et des paysans. « De la situation matérielle de la classe ouvrière, déclare le Manifeste électoral du groupe socialiste, dépend de la manière la plus étroite la situation matérielle de la plupart des artisans et des petits commerçants et même d'une grande partie des agriculteurs ». Et nous lisons ailleurs, dans diverses feuilles volantes : « Si l'ouvrier a de l'argent, tout le monde en a[1] ». « Si l'ouvrier n'a pas d'argent, les petits artisans et les petits marchands en manquent aussi. Ce ne sont pas les hauts dividendes et les hauts profits, mais les bons salaires qui animent les affaires du petit commerce[2] ». « Il existe entre les diverses professions, au point de vue de leur situation économique, des rapports constants d'action et de réaction. Si la condition de la population rurale est améliorée, celle-ci consommera plus de produits industriels ; et inversement, si la population industrielle a suffisamment de travail et de bonnes paies, les produits agricoles seront consommés en plus grande quantité et, par suite, leurs prix monteront. Quand voit-on se produire le plus de faillites dans la classe moyenne ? C'est pendant et après les crises, quand les ouvriers restent de longs mois sans travail et ne peuvent que peu consommer. Unissez-vous donc aux ouvriers, vous, paysans, et vous, artisans et petits commerçants, et luttez avec eux pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière. *Vous ne ferez ainsi que travailler pour vous-mêmes*[3]. »

D'autre part, les socialistes expliquent aux paysans et aux petites gens de la « classe moyenne » comment leur intérêt le plus direct leur commande de les aider dans leur lutte contre les ennemis des libertés politiques, dans leur lutte contre le

1. *An die Wæhler des I Berliner Reichstagswahlkreises !* Feuille volante commençant par ces mots : Wæhler ! Nur noch wenige Wochen...

2. Feuille de propagande type n° 1 : — et aussi : *Wæhler des II Berliner Reichstagswahlkreises !* Feuille volante commençant par ces mots : Eine der wichtigsten Entscheidungen...

3. *Reichstagswæhler des VI Schleswig-Holstein. Wahlkreises !* Feuille volante commençant par ces mots : Am 16 Juni d. J. sollt Ihr entscheiden...

militarisme, le marinisme, la politique coloniale, contre le système des impôts indirects et contre le système des droits de douane. Sur ce dernier point, ils s'attachent particulièrement à montrer aux paysans, aux petits paysans, combien leurs intérêts sont en opposition avec ceux des grands propriétaires, comment les droits sur les céréales, par exemple, loin de les favoriser, comme voudraient le leur persuader les *agrariens*, constituent pour eux une nouvelle charge, comment ils renchérissent leur vie plus qu'ils n'accroissent leurs revenus.

Ils font valoir ensuite les autres revendications d'ordre démocratique qui sont inscrites dans la seconde partie de leur programme : « Nous savons par exemple, diront-ils aux paysans, combien il est onéreux pour les petites gens, surtout à la campagne, de recourir, en cas de maladie, aux soins d'un médecin. Le médecin coûte beaucoup d'argent, et à cela s'ajoutent les énormes dépenses de pharmacie. C'est pourquoi nous voulons que les médecins deviennent des fonctionnaires de l'État ayant pour devoir de visiter gratuitement tous ceux qui les appellent. De même, l'État doit prendre en sa possession toutes les pharmacies. Car nous autres socialistes nous tenons pour injuste qu'un propriétaire de pharmacie retire des médicaments un profit de plusieurs fois cent pour cent et ôte souvent ainsi aux petites gens la possibilité, quand ils sont malades, de se guérir. De même nous voulons, nous autres socialistes, la gratuité de la justice ; car si l'État de droit dans lequel on dit que nous vivons doit être autre chose qu'un mot, il faut que l'on rende aussi aisé que possible aux hommes de se faire accorder leur droit, et les pauvres, ceux qui sont, au point de vue économique, les faibles, doivent être mis en mesure, mieux que personne, d'obtenir justice. Or dans l'état présent les petites gens doivent souvent renoncer à réclamer leur droit[1]. » Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire, attribution d'indemnités aux accusés, aux personnes arrêtées et aux condamnés reconnus innocents, gratuité de l'assistance médicale, y compris les accouchements et les médicaments, gratuité des enterrements, gratuité de l'enseignement et des moyens d'instruction, « de manière à ce que l'enseignement

1. *Bauern, Landleute !* p. 10.

supérieur soit rendu accessible à toutes les classes de la société[1] » : ils montrent le prix qu'auraient ces réformes et d'autres semblables, qui sont inscrites dans la seconde partie de leur programme, pour les artisans et les petits commerçants, aussi bien que pour les paysans.

Mais les socialistes, dans leur propagande électorale, ne promettent pas aux paysans, aux petits commerçants, aux artisans, d'autres avantages que ceux des réformes démocratiques, d'intérêt général, qui sont inscrites dans cette seconde partie de leur programme : ils ne se mettent point en contradiction avec les principes posés dans la première partie; ils ne prétendent point à « sauver » le petit commerce, les petits métiers, la petite propriété ; ils ne perdent pas de vue le but socialiste. — On nous reproche d'être les ennemis de la classe moyenne, disent-ils : « Notre seul crime est de dire aux artisans, aux petits commerçants la vérité et de les mettre en garde contre le charlatanisme des « politiciens de la classe moyenne » et contre leur blague démagogique[2] ». « Est-il possible de considérer sérieusement la *loi des artisans* comme une loi de protection des petits contre les grands ? Elle ne met nullement le petit patron en mesure de supporter mieux qu'auparavant la concurrence du fabricant grand capitaliste ! La loi n'a d'autre effet que d'accroître la puissance du patron vis-à-vis de l'apprenti et du compagnon. Le pauvre doit-il donc se maintenir aux dépens du plus pauvre ? — Non, pareille « protection » est iniquité ; au reste, les petits métiers ne réussiraient pas mieux par là à se défendre contre le grand capital. Le grand capital, qui est en état de tirer parti de tous les perfectionnements de la technique, de travailler avec les meilleures machines, fera entièrement disparaître les artisans, dont il a déjà transformé le plus grand nombre en ouvriers de fabrique[3]. »

1. *An die Reichstagswæhler.* Feuille volante en faveur du candidat Peter Roehrle, de Heilbronn, et commençant par ces mots : Mitbürger ! Der 16 Juni dieses Jahres...

2. *An die Reichstagswæhler des VIII und X Schleswig-Holstein. Wahlkreises! Gegen Lüge und Verleumdung!*

3. *Die Rundschau.* Gratis-Ausgabe der « Reussischen Tribüne ». Publication périodique de propagande, Juillet 1897.

De même que l'on explique aux artisans et aux petits commerçants qu'ils ne peuvent attendre leur salut — non pas comme classe, bien entendu, mais comme hommes — que du triomphe du socialisme, on dit aux paysans que le socialisme pourra seul mettre un terme à leurs maux. « Que des temps meilleurs viennent pour l'agriculture, de sorte que la terre donne de plus hauts profits, lisons-nous dans la brochure du Comité Directeur pour les gens de la campagne, et la grande exploitation, qui a sur la petite tant d'avantages économiques, reprendra avec de nouvelles forces son œuvre d'absorption des paysans. Car plus l'exploitation agricole sera rémunératrice, et plus les grands propriétaires s'efforceront de produire selon les méthodes modernes et de produire à bon marché. Ici, les petits paysans ne peuvent pas lutter. Ils succombent à la concurrence. Eh quoi ! petits propriétaires, voudriez-vous attendre tranquillement cette mort économique lente ? Non, vous vous devez à vous-mêmes, vous devez à vos enfants de songer à temps à ce qu'il faudra faire plus tard. Ici encore vous trouverez à vos côtés la démocratie socialiste, qui ne veut pas seulement rendre votre condition supportable et défendre votre droit dans les circonstances présentes, mais qui songe aussi à l'avenir. La démocratie socialiste veut transformer le système capitaliste actuel, de telle sorte que le sol tout entier devienne la libre propriété de la collectivité et que les paysans tous ensemble le cultivent, pour leur plus grand bien, avec les moyens techniques les meilleurs. L'État doit accomplir cette expropriation de la grande propriété en faveur de tous. La terre doit appartenir à celui qui la cultive et non au capitaliste ou au grand propriétaire pour lequel d'autres doivent travailler à la sueur de leur front. La propriété communale, au temps de laquelle vos pères vivaient sans souci et heureux, doit réapparaître, mais sous une forme nouvelle, plus belle. Si la forme d'exploitation actuelle persiste, il adviendra de vos enfants ce qu'il advint de vos ancêtres, ils seront chassés de la terre, non plus par le seigneur féodal, mais par le capitaliste moderne, pour qui ils devront faire la corvée[1]. »

1. *Bauern, Landleute*, pages 11 et 12.

C'est en ces termes que les socialistes allemands parlent aux gens de la campagne de la nécessité de socialiser la terre. Le texte suivant fera connaître, d'une manière plus générale, comment ils s'expriment sur le but de leur mouvement : « La démocratie socialiste, est-il dit dans l'une des feuilles de propagande modèles du Comité Directeur, vise au bonheur de tous. Le capitalisme, au contraire, prolétarise les masses et les rend incapables de jouir du produit de leur travail. Et pourtant, par suite des merveilleux progrès qui ont été faits dans le domaine de la technique, le travail est devenu si productif que tous les hommes sans exception pourraient mener une vie de délices si une organisation sociale nouvelle établissait la juste distribution des produits du travail commun de tous. Ce que Henri Heine chantait déjà il y plus de soixante ans : « Il y a ici-bas assez de « pain — Pour tous les enfants des hommes, — Aussi des roses « et des myrrhes. — Et de la beauté et du plaisir — Et des pois « gourmands aussi », cela est devenu aujourd'hui surtout une vérité.

« Ce qu'il faut faire, c'est résoudre les grands antagonismes sociaux que l'évolution capitaliste a créés en un état d'harmonie sociale et de justice, de sorte que quiconque travaille ait aussi abondamment de quoi vivre.

« La démocratie socialiste veut la justice pour tous. Droits égaux et devoirs égaux sans acception de classe, de sexe ni de race. Chacun doit servir la collectivité de son mieux. Savoir et culture doivent devenir le bien commun de tous

« La démocratie socialiste vise ensuite à la paix universelle des peuples. Les armements ont pris de telles proportions, les instruments de meurtre de toute espèce sont devenus si parfaits, que, s'il devait arriver un jour que la guerre éclatât, une épouvante universelle s'emparerait de l'Europe. Au reste, les devoirs de civilisation les plus importants et les plus pressants souffrent de ces armements. Contre cette situation la démocratie socialiste lutte de toutes ses forces.

« La démocratie socialiste veut en outre que ne règne ni la pauvreté ni la richesse, ni l'excès de travail, ni l'oisiveté : elle aspire à un état dans lequel tous puissent être joyeux de vivre,

dans lequel tous jouissent des fruits de leur travail, de leur savoir et de leur pouvoir.

« Que la terre soit notre royaume céleste ! »

*
* *

Pour compléter l'exposé de la partie de la propagande qui se rapporte à la question des fins dernières du mouvement, il nous reste à examiner comment les socialistes répondent aux critiques de leurs adversaires leur reprochant de vouloir supprimer la propriété, la famille, la patrie, la religion, la monarchie.

La démocratie socialiste veut supprimer la propriété, et « partager », dit-on. — Mais, répondent-ils, « la vérité est qu'elle veut uniquement mettre un terme à l'acquisition de la propriété par l'exploitation et le parasitisme aux dépens du travail honnête. Nous voulons que celui qui travaille honnêtement jouisse aussi lui-même du fruit de son travail et ne soit pas forcé d'en donner une partie à des exploiteurs et à des parasites. Nous voulons que celui qui travaille honnêtement puisse mener une existence vraiment digne de l'homme et ne tombe pas dans le besoin et la misère ! Nous ne voulons pas que le peuple travailleur soit réduit à payer tribut à quelques cliques de parasites comme les junkers prussiens, les princes de la bourse, les spéculateurs sans conscience et autres exploiteurs de toute espèce[1] ». « Ce n'est pas nous qui sommes les « partageux », nous voulons au contraire mettre fin au système de partage qui existe aujourd'hui. Tout homme qui travaille, le paysan, l'ouvrier, l'artisan, l'employé, l'ouvrier intellectuel, a aujourd'hui son « partageux » qui lui prend la meilleure part du produit de sa peine et ne lui laisse tout juste que le strict nécessaire : le système du partage, système du capitalisme, système de la domination du coffre-fort, c'est précisément ce que nous autres, socialistes, nous combattons le plus[2]. »

De même que les socialistes expliquent que c'est le système

1. *An die Reichstagswæhler des VIII und X Schleswig-Holstein. Wahlkreises ! Gegen Lüge und Verleumdung !*

2. *An die Reichstags-Wæhler !* Feuille volante pour la deuxième circonscription de Munich commençant par ces mots : In Kurzer Zeit am 16 Juni...

capitaliste qui est la négation du principe de propriété, et qu'en tendant à faire coïncider, par le socialisme, le travail et la propriété, ils ne tendent qu'à rétablir la propriété véritable, de même ils retournent contre la société actuelle l'accusation dirigée contre le socialisme d'être la négation de la famille. Comment se conclut aujourd'hui, le plus souvent, l'acte qui préside à la constitution de la famille, le mariage? — Comme une affaire. « La femme n'a de prix aux yeux des hommes que si elle a de la fortune. De là ce phénomène que des milliers et des milliers de personnes, dans les classes possédantes, se rencontrent sur le *marché du mariage*, et sont mises en rapport, par exemple, au moyen d'annonces de journaux, par lesquelles on demande un mari ou une femme de la même façon qu'on cherche à acheter ou à vendre une maison ou un porc.

« La forme de propriété existante, l'ordre social actuel dominent aussi le mariage. Combien nombreux ne sont pas les artisans, les paysans, les ouvriers même, qui concluent ou ne concluent pas un mariage suivant que la femme a ou n'a pas « un peu de bien »... La démocratie socialiste veut que le mariage ne soit contracté que par amour et estime réciproques : mais cela n'est possible d'une manière générale que si l'homme et la femme sont libres et indépendants, si chacun possède par lui-même une existence libre et n'a, par suite, pas besoin d'acheter l'autre ou de se vendre à lui. Or, cet état de liberté et d'égalité des personnes n'est possible que dans la société socialiste[1]. » Les socialistes montrent, en outre, comment la société actuelle détruit, pour les familles ouvrières, le foyer familial, en réduisant si souvent la femme à travailler à l'usine, loin de ses enfants, en réduisant parfois l'homme à travailler pendant des semaines, pendant des mois loin des siens : « La démocratie socialiste, lisons-nous dans la brochure du Comité Directeur pour les gens de la campagne, veut créer pour le peuple travailleur une vie heureuse. C'est vous, grands seigneurs, vous qui voudriez rendre éternelle la société actuelle, c'est vous qui détruisez le foyer en réduisant des milliers et des milliers de mères à travailler, pour gagner quelque argent, du matin jusqu'au

1. *Handbuch für sozialdemokratische Wæhler*, pages 46 et 47.

soir, si bien qu'il ne peut plus être question d'une vie de famille véritable. C'est vous, grands seigneurs, qui détruisez la sainteté de la famille, en abusant si souvent des femmes et des filles des ouvriers[1]. »

On accuse les socialistes d'être les ennemis de la patrie. « Mais qui est le vrai patriote? C'est celui qui prend en main les intérêts de la collectivité, les intérêts des travailleurs, qui dirige toute son énergie contre l'exploitation nationale et internationale de la population laborieuse, qui lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes. La démocratie socialiste mène cette lutte[2]. » La démocratie socialiste est, il est vrai, internationale, elle veut voir les peuples amis et frères : mais en s'efforçant de réaliser cette fraternité et cette union « elle remplit un des plus hauts devoirs qui incombent à l'humanité ». Au reste, elle ne veut pas atteindre au but en sacrifiant tel ou tel peuple, ou la moindre partie de l'un d'entre eux : « elle veut une fédération des peuples dans laquelle toutes les unités soient égales, dans laquelle les particularités et l'essence intérieure de chaque peuple puissent se développer paisiblement et librement, sans qu'aucun porte atteinte au droit des autres[3]. »

La démocratie socialiste, ajoute-t-on, veut détruire la religion. Mais, répondent les propagandistes du parti, il est dit dans notre programme que *la religion est chose privée*. Cela indique quel est notre sentiment vis-à-vis de la religion. Nous respectons toutes les croyances. « Celui qui ressent le besoin d'appartenir à une communauté religieuse et de recevoir les offices d'un prêtre doit en avoir le droit absolu, mais il doit payer, en commun avec ses coreligionnaires, les frais nécessaires pour l'entretien de l'Église ou de la communauté religieuse. Cela n'est que juste[4]. » « Que maintenant tel ou tel socialiste pense que la religion soit appelée à disparaître, peu à peu, et l'athéisme à être universellement professé, cela n'est pas un crime. Des hommes d'esprit avancé de tous les partis ont cette opinion :

1. *Bauern, Landleute*, pages 13 et 14.

2. *Wæhler des Kreises Niederbarnim !* Feuille volante commençant par ces mots : Am 16 Juni finden die Reichstagswahlen statt...

3. *Handbuch für Sozialdemokratische Wæhler*, pages 46 et 47.

4. *Ibid.*, p. 43.

elle est chez eux conviction scientifique. La démocratie socialiste respecte la liberté d'opinion même vis-à-vis de ses membres[1]. »

Enfin on fait grief aux socialistes de vouloir supprimer la monarchie. Mais « nous savons que la monarchie est une institution humaine qui n'a pas toujours existé et n'existera pas toujours, et qui aujourd'hui même n'existe pas dans beaucoup de pays qui se portent pourtant très bien : la Suisse, la France, les États-Unis, etc.[2]. » « Être républicain n'est pas plus un crime du point de vue chrétien que du point de vue politique ou du point de vue de l'histoire de la civilisation. L'Empire allemand, comme on sait, n'est vieux que de vingt-sept ans. Auparavant, pendant soixante-six ans, l'Allemagne n'a pas possédé d'Empereur, et pendant des siècles la puissance impériale ne fut qu'une ombre que précisément les princes allemands s'efforcèrent de rendre de plus en plus effacée[3]. »

Telles sont les réponses faites par les socialistes allemands aux objections de leurs adversaires : tel est le programme défendu par eux devant le corps électoral en 1898. Le lecteur pourra aisément se représenter, d'après les lignes qui précèdent, quelle est, d'une manière générale, leur propagande électorale.

1. *Bauern, Landleute*, p. 44.
2. *Ibid.*, p. 14.
3. *Handbuch für Sozialdemokratische Wæhler*, p. 46.

CHAPITRE III

CAMPAGNES DE MEETINGS. — LE PREMIER MAI. — LES FÊTES

Organisation des campagnes de meetings. — Leur ampleur et leur importance. — Un complément des meetings : la distribution de brochures et de feuilles volantes. — Le Premier Mai. Comment on le célèbre. Le chômage. Les réunions publiques. Les réjouissances. — Autres fêtes socialistes.

Les élections générales ne sont pas les seules circonstances où nous voyions la propagande socialiste se développer en vastes mouvements d'ensemble. Elles ne sont pas non plus les seules occasions où le parti socialiste prenne contact avec les masses en s'adressant en première ligne à leurs intérêts vitaux et à leurs droits élémentaires. A chacun des événements capitaux de la vie publique, chaque fois que, la réaction prenant l'offensive, ces intérêts vitaux et ces droits élémentaires se trouvent mis en question, le parti socialiste se lève simultanément sur toute l'étendue du territoire, et, organisant de grands meetings, appelle la population à la défense des droits menacés. Des affiches, des feuilles volantes distribuées à profusion convoquent le pays à ces réunions de protestation, et souvent des milliers d'individus se trouvent assemblés dans une même salle pour voter l'ordre du jour déposé par les orateurs socialistes. Nous reviendrons plus loin sur l'importance de ces grandes campagnes de meetings comme moyens d'agir sur les pouvoirs publics; pour le moment, elles nous intéressent comme moyens de propagande, comme moyens de grouper les masses derrière le parti socialiste, de les habituer à voir en lui le gardien le plus sûr de leurs droits, le défenseur le plus dévoué de leurs intérêts.

En 1897, lorsque le gouvernement prussien déposa sur le bureau du Landtag un projet d'article additionnel à la loi sur les réunions (la *Vereinsgesetznovelle*), le parti socialiste organisa un immense mouvement de protestation qui sortit des barrières du royaume de Prusse pour s'étendre sur toute l'étendue de l'Empire. Qu'il soit permis à l'auteur de ces lignes de parler comme témoin. J'étais alors en Saxe, à Leipzig, et assistai à un meeting qui eut lieu dans la banlieue de Leipzig, dans le grand hall de Stœtteritz : dix mille personnes remplissaient le hall ; au dehors, dans les jardins, auprès des fenêtres grandes ouvertes, se trouvaient de nombreux citoyens qui n'avaient pas pu entrer ; l'orateur envoyé par le comité directeur, le député bavarois von Vollmar, stigmatisa la tentative réactionnaire du gouvernement prussien et motiva un ordre du jour de protestation qui avait été distribué à tous les assistants, — le même ordre du jour que le parti socialiste soumettait à la même heure, dans toute l'Allemagne, aux suffrages des citoyens réunis ; et cet ordre du jour fut voté, par mains levées, à l'unanimité. Peu de jours après, je me trouvais à Berlin lorsqu'un dimanche soir, dans tous les quartiers de la ville, des réunions de protestation eurent lieu : il n'y eut pas moins, ce soir-là, à Berlin, de *trente-six* réunions de protestation.

Quand, deux ans plus tard, le même gouvernement prussien, fonctionnant cette fois comme gouvernement de l'Empire allemand, fit une nouvelle tentative du même genre en déposant sur le bureau du Reichstag un projet de loi limitant la liberté de coalition des ouvriers, le parti socialiste organisa de même dans toute l'Allemagne une campagne de meetings pour protester contre ce nouvel attentat ; et en 1901, lorsque le gouvernement, s'obstinant dans la réaction, publia un projet de tarifs douaniers qui donnait de très grandes satisfactions aux agrariens, la démocratie socialiste prit encore une fois l'initiative de la protestation, exhortant le peuple à venir manifester avec elle contre ceux qui voulaient l'affamer. Pour ne citer qu'un exemple, un même soir, — le samedi 31 août — à Dresde et dans la banlieue de cette ville, *vingt* meetings eurent lieu[1].

1. Cf. *Sæchsische Arbeiter-Zeitung*, 30 août 1901.

Les campagnes de meetings ont un complément : c'est la distribution d'écrits de propagande. Ceux qui n'ont pu se rendre au meeting sont atteints par les brochures ou les feuilles volantes que l'on a remises aux personnes qui y ont assisté, par celles que l'on distribue dans les fabriques, que l'on envoie par la poste, dont on assure la diffusion par tous les moyens. Dans les débuts de la campagne contre le projet de tarif douanier, en une seule journée — le 9 août — un placard dans lequel les effets des taxes projetées étaient mis à jour de la manière la plus saisissante fut distribué à *sept cent mille exemplaires* à Berlin et dans la circonscription Teltow-Beeskow-Charlottenburg[1]. Nous avons ce placard sous les yeux. Deux images figurent schématiquement le poids des divers impôts indirects supportés aujourd'hui déjà par le peuple, et le poids des impôts nouveaux projetés par le gouvernement. L'une d'elles représente un arbre auquel sont suspendus des sacs, des bouteilles, des marmites, des bidons, etc. Et des écriteaux appliqués sur ces divers récipients portent ces mots : *Café, 1 kilogr., 40 pfennigs de droits de douane; sucre, 1 kilogr., 20 pfennigs de droits; pain, 1 kilogr., 4 pfennigs de droits; pétrole, 1 litre, 6 pfennigs;* etc., etc. Au bas de l'arbre, on voit de nombreux épis de blé dont plusieurs supportent des feuillets de papier sur lesquels sont écrits ces mots : *35 marks de droits de douane.* Sur une vaste pancarte fixée au tronc de l'arbre, on lit cette inscription :

1 TONNE DE BLÉ
35 M. DE DROITS.
LES JUNKERS DEMANDENT
75 M. DE DROITS.
LE GOUVERNEMENT ACCORDE
65 M. DE DROITS.

Sur l'autre image, on voit une série de personnages symbolisant les diverses destinations des impôts indirects. Un homme pansu, botté, en habit de soirée, une cravache à la main, représente les propriétaires fonciers, les junkers; un général repré-

1. Cf. le *Vorwærts* du 10 août 1901. — *Die Besteuerung des Hungers* (Les impôts sur la faim), 8 pages in-8°. Verlag der Expedition des « Vorwærts ».

sente l'armée ; un Chinois figure les dépenses nécessitées par la campagne de Chine ; et il y a ensuite un amiral, un rentier, un soldat colonial portant au bout de son épée une tête d'indigène, et d'autres représentations allégoriques. Un forgeron tenant un marteau à la main figure les dépenses servant aux besoins de la civilisation. Les personnages sont d'autant moins grands que les dépenses correspondantes sont moindres. C'est ainsi que tandis que le propriétaire foncier et le général sont grands et gros, le forgeron est tout petit. Et on lit en effet sur le socle qui supporte le propriétaire : *Les propriétaires fonciers reçoivent par suite des taxes actuelles sur le pain et la viande 670 millions de marks ; ils recevront par suite des taxes projetées 1 milliard 300 millions ;* sur le socle qui supporte le général on lit : *Armée, 673 millions de marks ;* sur celui qui supporte le forgeron : *Dépenses servant aux besoins de la civilisation, 2 millions.* Au-dessous, une brouette contenant un gros sac est poussée par un manœuvre courbé en avant par l'effort, et tirée par une femme littéralement pliée en deux. La femme donne la main à un petit enfant ; à côté d'elle une fillette porte un petit bébé. Sur le sac sont inscrits ces mots : *Les ouvriers fournissent 1 milliard 314 millions de marks d'impôts indirects.* A côté, un bourgeois marche d'un pas alerte, portant à la main un petit sac. Près de lui, on lit ces mots : *Les possédants fournissent 52 millions d'impôts indirects.* — Sur la dernière page de la brochure est reproduit le programme du parti socialiste.

* * *

Il faut rapprocher des campagnes de meetings dont nous venons de parler celles dont la fête du premier mai est chaque année l'occasion. Mais, pour le premier mai, on n'organise pas seulement des réunions publiques, et c'est dans son ensemble que nous devons envisager la célébration de cette fête pour comprendre son importance au point de vue de la propagande.

Quoique le chômage soit pour les socialistes allemands la forme la plus parfaite de la manifestation, ils n'en font pas un devoir. Au congrès de Cologne, en 1893, le parti recommanda

même d'être prudent, de ne pas engager inconsidérément la lutte avec les patrons. Mais, en fait, depuis 1895, un nombre toujours plus considérable d'ouvriers se sont refusés à travailler le premier mai, et bien des patrons finissent par se résigner. D'ailleurs, ceux des camarades qui n'ont pu chômer prennent part le soir à la fête. D'autres manifestent le jour, tout en travaillant. Ainsi, en 1891, à Hambourg, les ouvriers du port se rendirent à leur travail non sur deux bateaux à vapeur, comme d'habitude, mais sur cent cinquante petites barques qui portaient des pavillons rouges avec cette inscription : *F. L.* (Ferdinand Lassalle) *1er Mai* 1891.

Les autorités affectent toujours de voir dans la démonstration du 1er mai un danger public. Les troupes sont consignées. Presque partout on interdit les cortèges et les réunions en plein air ; les drapeaux rouges, que quelques-uns s'aventurent à suspendre aux fenêtres, sont saisis. Des fonctionnaires de la police, en uniforme, circulent dans les rues et surveillent les réunions ; des agents en bourgeois se glissent dans les groupes.

Dans l'Allemagne entière, le matin, ont lieu des réunions publiques. Tous ceux qui chôment le 1er Mai s'y rendent. Lorsqu'on n'a pas pu obtenir dans la ville une salle assez grande, on va aux environs. Les socialistes de Leipzig se réunissent dans le hall de Stœtteritz.

Dans ces réunions, l'orateur traite de la signification du 1er Mai. Il insiste sur le caractère international de la démonstration. L'idée qui domine la fête, c'est, en effet, l'idée de la solidarité des travailleurs du monde entier. La fête de Mai est le symbole de l'unité de la classe ouvrière. Le cri poussé par tous, ce jour-là, dans toutes les réunions, en Allemagne, c'est : « Vive la démocratie socialiste, libératrice des peuples, internationale ! » Dans toutes les salles de fêtes, dans toutes les réunions publiques, on lit sur les murs, écrite en gros caractères, la parole de Karl Marx et de Frédéric Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Et comme pour les socialistes l'union entre les travailleurs des différents pays est le gage de l'union future entre les peuples, la fête du 1er Mai est devenue la fête de la paix du monde. On crie : « Guerre au militarisme ! Guerre à la guerre ! » Les poésies que publie le

Journal de Mai flétrissent « l'armement des peuples pour le meurtre sanglant des masses » ; elles célèbrent une nouvelle patrie, qui s'étend aussi loin qu'il y a des hommes qui travaillent, et qui souffrent.

L'orateur parle aussi des revendications ouvrières, de la journée de huit heures, de la protection du travail. Il agite parfois certains problèmes qui préoccupent l'opinion. En 1895, le gouvernement, effrayé des progrès de la démocratie socialiste, avait formulé un projet de loi d'exception : le projet contre les menées révolutionnaires. Devant les citoyens assemblés à l'occasion du 1er mai, bien des orateurs, cette année-là, protestèrent contre le projet du gouvernement ; et les citoyens votèrent des ordres du jour de protestation. En Saxe, l'année suivante, le gouvernement modifia le système électoral de manière à empêcher les socialistes d'être représentés au Landtag : les ordres du jour votés le 1er Mai, dans ce pays, contenaient une protestation contre le nouveau système électoral. Tel orateur attire l'attention de l'auditoire sur l'attitude d'un industriel particulièrement hostile aux revendications du syndicat ; il propose le boycottage de ses produits : l'assemblée vote le boycottage. Ailleurs on décide une grève, et tous s'engagent à soutenir les camarades pendant la lutte. Enfin de tous côtés on profite de ces réunions, auxquelles des ouvriers assistent par centaines, souvent par milliers, pour leur faire comprendre la nécessité de se grouper en organisations politiques et en organisations professionnelles.

La matinée est consacrée aux réunions sérieuses ; l'après-midi et la soirée aux réjouissances. Parfois, lorsque le temps est beau, les organisateurs, avant de terminer la réunion du matin, invitent les assistants à prendre part à une excursion. On va dans les environs, à la campagne, dans les bois. C'est souvent un stratagème qui permet aux manifestants de se trouver réunis en masse hors de la ville, lorsque les grandes réunions et les cortèges sont impossibles dans la ville même. Il n'est pas rare que des centaines de personnes, hommes, femmes, enfants, prennent part à ces excursions. Des sociétés chorales s'y joignent. Souvent, la police est de la partie. Quand la police ne s'y oppose pas, on marche en musique, on chante en chœur *la*

Marseillaise des Travailleurs ou *la Marche des Socialistes*. A la campagne, on se disperse, on s'amuse. On va dans des guinguettes, on boit le café ; les uns jouent aux quilles, d'autres dansent. Lorsque la nuit arrive, le cortège revient éclairé par des lampions.

Les divertissements de la soirée varient selon les lieux. Ici c'est un banquet, là une fête musicale. De préférence, on choisit des établissements avec jardin ; lorsque la police n'y met pas ordre, on pare le jardin, comme la salle de fêtes, de drapeaux rouges, de bannières, d'étendards symboliques. Dans la salle on a suspendu des écussons portant des devises, les devises de la fête, les devises du parti : *Huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de sommeil. — Liberté, Égalité, Fraternité. — Par le combat à la victoire. — De la nuit à la lumière. — L'union fait la force.* Sur la scène, drapés d'étoffes rouges, parés de guirlandes, se trouvent, couronnés de lauriers, les bustes des combattants de la première heure : Lassalle, l'agitateur et l'organisateur; Marx, le théoricien. Ouvriers et ouvrières arrivent, en habits de fête. Un grand nombre portent, comme insigne, une petite fleur rouge. Dans une réunion à laquelle j'assistai, étant à Leipzig, je retrouvai, bien différents de ce qu'ils étaient dans leur costume de travail, presque méconnaissables, des ouvriers avec lesquels je pris pendant un certain temps mes repas, dans un « restaurant du parti ». Un de mes voisins de table qui, après le repas, avait l'habitude de s'effondrer sur le canapé, harassé de fatigue, était là élégamment habillé, souriant, gracieux, plaisantant avec les demoiselles. Il faisait partie d'une société chorale qui prêtait son concours à la fête. Je le voyais causer dans différents groupes, joyeux, aimable. A l'appel du chef, il allait rejoindre son chœur. Je le regardais chanter, je le trouvais transfiguré. Ces quelques heures de fête, cette journée de repos et de joie au milieu des amis, c'était évidemment pour lui une participation passagère à un monde idéal. Il devait se sentir alors heureux comme il aurait voulu l'être toujours.

Ce sont les chants des sociétés chorales qui tiennent la plus grande place dans ces fêtes. Les chœurs d'hommes et les chœurs de femmes se succèdent; parfois ils mêlent leurs voix; et par-

fois la salle entière se joint à eux pour entonner les chants connus. Le matin, à Stœtteritz, j'avais entendu dix mille personnes chanter la *Marche des Socialistes*.

Le concert vocal et le concert instrumental alternent. Puis les chants cessent, les instruments s'arrêtent, le silence se fait : un orateur prend la parole. Tous ceux qui n'ont pu assister à la réunion du matin, tous ceux qui sont difficilement accessibles à la propagande régulière, les femmes, les enfants sont là; par le charme de la fête on a gagné leur cœur : il convient de les instruire du sens de la journée. Dans certaines villes, comme Berlin, tel orateur particulièrement aimé parle dans plusieurs réunions. On acclame l'orateur, on acclame la journée de huit heures, la paix du monde, la suppression des classes. Puis les chants recommencent, plus enflammés. Les rythmes entraînants résonnent à travers les jardins. D'autres divertissements sont au programme. Des sociétés de gymnastique rivalisent de zèle avec les sociétés chorales. Puis on annonce le spectacle favori, on représente des tableaux vivants. Presque toujours ils ont un sens symbolique. Ils figurent : *Le 1er Mai. — Le Printemps des Peuples. — La Réaction vaincue. — Les Soutiens de la Société.* Parfois on joue de petites pièces, des pièces à tendance. Certains déclament. A Leipzig, une jeune poétesse vint dire des vers qu'elle avait composés en l'honneur du 1er Mai. Enfin on enlève les tables, on déblaie les salles : le bal est ouvert; et jeunes filles et jeunes gens s'amusent bien tard dans la nuit. On s'interrompt pour aller voir le feu d'artifice, les jardins se colorent de la lueur des feux de bengale, et la danse reprend...

Le Premier Mai est la fête de l'avenir et de l'espérance. Les socialistes allemands célèbrent chaque année, partout où la police ne le leur interdit pas, la fête du passé et du deuil, le Dix-Huit Mars. Pour le dix-huit mars, ils organisent seulement des réunions publiques; les orateurs y rappellent la signification de ce double anniversaire, la victoire éphémère du peuple de Berlin en 1848; celle du peuple de Paris en 1871. On célèbre dans presque toute l'Allemagne *la fête de Lassalle,* dans quelques villes, *la fête de Marx.* Et ici encore des discours enseignent aux nouveaux venus l'histoire des débuts, instruisent les générations jeunes des efforts et des luttes des précurseurs; et l'âme

des générations jeunes se nourrit de ces glorieux souvenirs, et en réchauffe son ardeur au combat.

C'est une des grandes forces du parti socialiste allemand d'avoir su utiliser pour ses fins certains traits du caractère germanique, tels que le goût pour la vie corporative, pour les réunions de camarades, pour les fêtes familiales.

CHAPITRE IV

CONFÉRENCES. — BROCHURES. — PRESSE

Caractère des conférences générales de propagande. — La littérature de brochures du parti. — La presse. Conditions de son existence matérielle. — Sa situation morale. Contrôle du parti. — Caractères généraux de la presse socialiste allemande. — Les revues.

Les grands mouvements électoraux, les campagnes de meetings, les solennités et les fêtes prolétariennes servent à la propagande en faisant naître des sympathies pour le parti socialiste et en éveillant des consciences au socialisme. Mais par eux l'éducation socialiste n'est encore que commencée : il faut la poursuivre. C'est à quoi l'on travaille par des conférences, par la diffusion de brochures et de livres, par celle des journaux du parti.

En dehors des périodes d'élections et des grands mouvements de meetings, on organise des réunions et conférences de propagande. Généralement, ici encore, l'ordre du jour est emprunté à la situation politique du moment, mais on s'élève plus rapidement des questions de l'heure présente aux problèmes généraux dont le socialisme est la solution, et l'on s'attache davantage aux principes et aux fins dernières. Souvent aussi, on prend directement pour sujet le programme, ou tel ou tel point du programme, on en expose exactement le sens, on en détermine la portée.

L'action de la brochure et du livre continue celle de la conférence. Le parti allemand a une très riche littérature d'écrits socialistes. La simple énumération de ces écrits, avec, pour un certain nombre, quelques indications sur leur contenu, occupe,

dans le catalogue in-16 de la librairie du *Vorwærts*, 34 pages[1]. Les rapports annuels soumis par le Comité Directeur au Congrès mentionnent les brochures de propagande éditées ou rééditées par la Librairie du « Vorwærts » — la librairie centrale du parti — et leur tirage. Ce tirage est souvent extrêmement important. On peut en juger par la liste que voici. Ont été édités en 1901 : Adolf Braun, *La journée de huit heures*[2] (à 5 000 exemplaires) ; Lily Braun, *Travail des femmes et Économie domestique*[3] ; Kurt Eisner, *Wilhelm Liebknecht* (17 000) ; Paul Gœhre : *Comment un pasteur est devenu démocrate socialiste*[4] (460 000) ; Gustav Hoch : *Paroles et Actes du Centre ami des Ouvriers*[5] (32 000) ; Karl Kautsky, *Politique Commerciale et Démocratie Socialiste*[6] (30 000) ; le *Journal de Sylvestre*[7] (Journal du premier de l'an), répandu à 80 000 exemplaires, le numéro de la « Commune », à 112 000, et le *Journal de Mai* à 288 500 ; l'*Almanach du Travailleur*, tiré à 27 000, le *Rapport Parlementaire*[8] pour l'année précédente, vendu à 301 000, et la brochure sur *La Politique de Chine*[9] à 10 000 exemplaires ; le *Compte rendu du Congrès de Mayence*[10], tiré à 33 000, le *Compte rendu du Congrès International de Paris*[11] (4 000). — Rééditions : Bracke, *A bas les Socialistes* (18 000), Calwer, *Catéchisme du Travailleur* (5 000), *Manifeste Communiste* (2 000). *Programme du parti*, 17 500.

Il n'est question, notons-le bien, dans la liste qui précède, que des brochures éditées par la librairie centrale du parti, la librairie de *Vorwærts* ; beaucoup d'autres sont éditées par des librairies de province. On peut ainsi se représenter quelle est la

1. *Schriften-Verzeichinss*, Ausgegeben im November 1902. Berlin SW., Buchhandlung Vorwærts.
2. *Achtstundentag.*
3. *Frauenarbeit und Hauswirthschaft.*
4. *Wir ein Pfarrer Sozialdemokrat wurde.*
5. *Worte und Thaten des arbeiterfreundlichen Zentrums.*
6. *Handelspolitik und Sozialdemokratie.*
7. *Sylvester-Zeitung.*
8. *Parlamentarischer Bericht.*
9. *Die Chinapolitik.*
10. *Mainzer Parteitagsprotokoll.*
11. *Protokoll vom Internationalen Kongress in Paris.*

très large action de propagande et d'éducation exercée par les brochures.

Cette action, comme celle de la conférence, est intermittente : tout l'effort des propagandistes est de la compléter par l'action continue de la presse, de faire pénétrer chez ceux que l'on a pu atteindre par la réunion publique ou par l'écrit de propagande le journal du parti.

Les socialistes allemands possèdent à l'heure actuelle 78 journaux politiques ; 54 paraissent 6 fois par semaine (on sait qu'en Allemagne fort peu de journaux paraissent le lundi, en raison du repos dominical) ; 10 paraissent 3 fois par semaine, 4, 2 fois, 7, une fois, 1, deux fois par mois et 2, une fois par mois. Depuis 1890, le nombre des journaux s'est accru de 18 ; depuis la même époque, le nombre de ceux qui paraissent 6 fois par semaine s'est accru de 35[1]. — Nous laissons pour le moment de côté les organes corporatifs : il en sera question plus loin (pages 350 et 351).

Nous envisagerons d'abord les journaux socialistes allemands dans leur existence matérielle.

Ils n'ont pas tous été de prime abord la propriété du parti ; mais sauf un, l'*Offenbacher Abendblatt*, tous ceux qui ne l'étaient point primitivement le sont devenus ; « ils sont devenus sa propriété soit contre une indemnité souvent assez faible, soit sans indemnité, par un accord à l'amiable[2] ». Quelques journaux seulement, tel le *Vorwærts*, appartiennent à l'organisation générale du parti ; la plupart, aux organisations locales. « Au point de vue juridique, le parti ne peut pas être propriétaire, n'ayant pas de personnalité civile : les membres du parti du lieu même de la publication, ou bien le Comité Directeur, nomment un éditeur, qui d'habitude est employé au journal[3]. »

« De même que la presse est indépendante de l'entrepreneur privé, écrit encore M. Adolf Braun, elle l'est des imprimeurs.

1. Congrès de Halle (1890), *Protokoll*, p. 35. — Congrès de Munich (1902), *Protokoll*, p. 25 et 26.

2. *Enquête sur le Presse socialiste à l'étranger* : I. Allemagne, par Adolf Braun, dans le *Mouvement socialiste* du 15 mai 1901, p. 599. — Ancien rédacteur au *Vorwærts*, M. Adolf Braun est aujourd'hui rédacteur en chef de la *Frænkische Tagespost*, journal socialiste de Nuremberg.

3. *Ibid.*

Les organes du parti qui ne possèdent pas leurs propres imprimeries deviennent toujours plus rares, mais même lorsqu'il n'en est pas ainsi, l'indépendance la plus absolue leur est assurée ; il n'y a d'ailleurs qu'un nombre de cas tout à fait restreint dans lesquels l'imprimeur lui-même n'adhère pas au parti.

« La presse ne se place pas non plus sous la dépendance d'une agence d'annonces, poursuit le même auteur, la plupart de nos journaux ayant leurs propres courtiers qui cherchent les annonces au nom de l'administration. En tout cas les journaux socialistes ne se laissent influencer dans aucune mesure et sous aucun rapport par des annonces quelles qu'elles soient : c'est ainsi que chaque annonce est refusée, qui suppose une réclame dans le texte même du journal ; les annonces d'un certain genre, telles que celles d'entreprises de bourses, d'émissions d'actions, de loteries, d'entremetteurs, etc., ne sont jamais admises ; d'ailleurs cette disposition relative aux billets de loterie n'est pas toujours suivie rigoureusement. En général, bien entendu, la rédaction du journal ne peut prendre aucune responsabilité vis-à-vis du public pour ses annonces, mais la presse socialiste a pour principe de toujours refuser celles dont la moralité lui paraît douteuse ou qui peuvent faire croire à une ingérence d'une société financière : voilà pourquoi la presse socialiste allemande n'a pas de chronique financière ; et voilà aussi pourquoi jamais une annonce n'est admise qui pourrait éveiller auprès du lecteur l'opinion fausse que c'est le rédacteur qui parle[1]. »

Sans exception, même au temps où beaucoup d'entre eux étaient propriété privée, les journaux socialiste ont toujours été placés sous le contrôle du parti. « La direction du parti, disait l'article 15 des statuts votés au Congrès de Halle, contrôle l'attitude de principe des journaux du parti. » Et le Congrès de Mayence a maintenu tel quel cet article, en substituant seulement au mot : direction du parti, le mot : Comité Directeur. Nous avons vu comment le *Vorwærts* est placé sous le double contrôle du Comité Directeur et d'une commission locale de la presse. Pour les journaux de province, le contrôle du parti ne

1. *Ibid.*, p. 602 et 603.

s'exerce dans la règle que par le moyen des commissions locales de la presse.

L'état financier des journaux s'améliore de jour en jour : il en est, nous l'avons dit, que le parti aide à vivre en leur accordant des subsides ; mais la plupart réalisent des bénéfices, et un certain nombre lui fournissent de l'argent pour la propagande[1]. Pendant l'année 1901-1902, le Comité Directeur a alloué à 15 journaux des subventions dont le total s'élevait à 53 290 francs ; le *Vorwærts*, rappelons-le, a versé à lui seul dans sa caisse 75 752 francs[2].

Propriété matérielle et morale de la collectivité socialiste, la presse du parti bénéficie du concours le plus actif, et du concours incessant de chacun et de tous. Dans la plupart des réunions de propagande, les orateurs exhortent les assistants à s'abonner au journal socialiste du lieu : faire de la propagande pour la presse socialiste, et faire de la propagande socialiste sont choses qui vont le plus souvent ensemble.

Quel est à l'heure actuelle le nombre des abonnés de journaux socialistes ? Il n'existe pas de statistique générale, et l'on n'a de chiffres précis que pour quelques journaux. Le *Vorwærts* a 57 000 abonnés, le *Hamburger Echo*, 30 000, la *Leipziger Volkszeitung*, 29 000, la *Sæchsische Arbeiterzeitung*, près de 29 000. En ce qui concerne les autres quotidiens, au témoignage de M. Adolf Braun, « un grand nombre ont entre 10 et 20 000 abonnés, et leur nombre est certainement plus grand que celui des journaux qui ont un tirage inférieur à 5 000. Les journaux qui ne sont pas quotidiens ont, en général, un tirage inférieur[3]. » D'après ces évaluations, le nombre des abonnés — on sait qu'en Allemagne l'acheteur au numéro représente une infime minorité — serait de 8 à 900 000. Il ne semble pas que ce chiffre doive dépasser de beaucoup la réalité, s'il la dépasse.

Un trait qui frappe à la lecture des journaux socialistes allemands, c'est que les articles y sont le plus souvent des études ;

1. *Ibid.*, p. 602.
2. Congrès de Munich, *Protokoll*, p. 27 et 32.
3. *Article cité*, p. 598.

ils sont nourris de faits et de chiffres ; ils se proposent de convaincre en instruisant. Un autre trait essentiel, c'est la très grande place qu'occupent dans ces journaux toutes les questions qui intéressent la vie ouvrière. Un rapport de l'inspection du travail vient-il d'être publié ? Des séries d'articles de tête traitent des résultats de l'inspection pendant l'année écoulée, des conclusions qui se dégagent du rapport, de l'intérêt qu'a pour la classe ouvrière, ou pour la propagande, telle ou telle constatation du rapporteur, des mesures administratives ou législatives dont la nécessité ressort des faits officiellement constatés. Un projet amendant, même sur un point d'importance secondaire, l'une des lois d'assurance ou de protection ouvrière est-il déposé sur le bureau du Reichstag ? Aussitôt, de toute part, des séries d'articles sont publiés qui mettent en lumière le sens des modifications proposées, leur utilité ou leur danger.

Tous les mouvements de la vie politique, sociale, économique, sont de même minutieusement notés et commentés. Et ainsi tandis que par la brochure, par la conférence, le parti gagne de nouveaux adhérents, pénètre dans de nouvelles régions, les journaux sont comme des forteresses qui servent à garder les territoires conquis.

Les journaux du parti sont les organes de *l'opinion publique socialiste* en tant qu'elle s'oppose à l'opinion publique du monde bourgeois ; mais ils ne sont pas seulement cela : ils sont aussi les organes des diverses tendances de cette opinion publique socialiste. Tous les débats qui surgissent dans le parti se traduisent en polémiques de presse ; avant les congrès, les principales questions inscrites à l'ordre du jour des discussions sont agitées dans les journaux comme elles le sont dans les réunions publiques du parti.

A côté des journaux il faut mentionner les revues. Le parti ne possède à proprement parler qu'une revue, la *Neue Zeit*, qui fut fondée par Karl Kautsky en 1883, et dont Karl Kautsky est aujourd'hui encore directeur. Mais dans ces dernières années un autre périodique a pris place à côté de la *Neue Zeit* : ce sont les *Socialistische Monats-Hefte*. Cet organe, fondé il y a six ou sept ans par des étudiants et anciens étudiants, s'appelait d'abord *Der Sozialistische Akademiker* ; il s'adressait à la jeunesse so-

cialiste des écoles ; il s'adresse aujourd'hui à tous les socialistes, et un grand nombre d'écrivains et de membres éminents du parti comptent parmi ses collaborateurs ; toutefois il n'est pas à proprement parler *démocrate socialiste* : il admet toutes les opinions qui se meuvent « sur le terrain commun du socialisme ». Les *Socialistische Monats-Hefte* tendent à devenir l'organe des socialistes réformistes, tandis que la *Neue Zeit* devient de plus en plus celui des socialistes révolutionnaires.

Un périodique du parti, qui existe depuis une année, est consacré exclusivement à l'étude des questions de politique municipale : c'est la *Kommunale Praxis,* dirigée par le docteur Südekum ; un autre périodique s'adresse particulièrement aux ouvrières, c'est la *Gleichheit*, fondée et dirigée par Clara Zetkin ; enfin je mentionnerai en terminant un journal littéraire et scientifique illustré qui sert de supplément à la plupart des journaux de parti, la *Neue Welt,* un journal illustré, la *Freien Stunden*, et deux journaux humoristiques et satiriques qui sont extrêmement répandus : le *Wahre Jacob* et le *Süddeutsche Postillon*.

CHAPITRE V

GROUPES ET GROUPEMENTS

Utilité pour la propagande des nombreux groupes et groupements dont font partie les socialistes. — Aperçu de ces différents groupements. — Leur rôle éducatif. — Les *restaurations du parti*. Un exemple. — Les syndicats ouvriers. — Les groupes politiques.

La presse contribue à établir une cohésion morale très forte entre les membres du parti ; celle-ci possède un support précieux dans les éléments de cohésion organique que constituent pour eux et entre eux de multiples groupements.

Au temps de la *loi des socialistes*, le parti a pu vivre sans organisation politique officielle parce que des sociétés ouvrières de toute nature servaient de points de ralliement et permettaient aux mots d'ordre de se transmettre avec une extraordinaire rapidité. Depuis que la démocratie socialiste est rentrée dans le droit commun et a pu s'organiser au grand jour, ces groupements ne répondent plus à la même nécessité vitale, mais le parti n'a pas cessé de s'intéresser à leur existence, d'abord en prévision de circonstances où ils auraient à jouer le même rôle nécessaire, ensuite parce qu'aujourd'hui encore ils ont une utilité. Ils servent à entretenir entre les militants et à rendre possible entre eux et des milieux ouvriers étendus une fréquence de contacts des plus profitables à la vie du parti. C'est par le grand nombre de groupements dont ils disposent, sociétés de jeu de toute nature, clubs de joueurs de quilles, clubs de joueurs au scat[1], clubs de fumeurs, sociétés chorales, sociétés d'instruction, syndicats aussi bien que cercles politiques, que les démocrates socialistes sont en mesure d'assurer en peu de jours

1. Le scat est une sorte de jeu de cartes.

la diffusion, par centaines de mille, de publications nouvelles du parti ; c'est par là aussi qu'ils préparent le succès de leurs grandes réunions populaires. C'est en outre par l'action de ces multiples groupements où les travailleurs socialistes se trouvent si fréquemment côte à côte, toujours entre eux, et toujours respirant la même athmosphère, qu'ils en viennent à sentir leur vie intimement liée à telle d'une collectivité, à celle d'une société nouvelle qui vit et se développe dans la vieille société. Et ils se sentent citoyens d'un État qui s'affirme au cœur de l'État, citoyens de la nouvelle cité démocratique et socialiste qui s'oppose à la cité capitaliste : en un mot, citoyens de la *démocratie socaliste.*

Les sociétés chorales servent à la cause autrement encore, en faisant connaître au peuple les chants socialistes. 1003 sociétés, qui réunissent 42 440 membres, sont groupées en une *Communauté de chant,* à la tête de laquelle se trouve une Commission d'examen chargée d'apprécier les chants au point de vue de la pureté de l'intention, aussi bien qu'au point de vue musical. Aux funérailles des camarades, lorsque la police ne s'y oppose pas, les sociétés chorales font entendre des chants socialistes, des chants de deuil. Elles prêtent aussi leur concours aux fêtes organisées par les groupes du parti ou par les syndicats : elles y chantent leurs chants de combat et leurs chants d'espérance.

Parmi les endroits où les militants se retrouvent, nous mentionnerons encore les « auberges ouvrières », les brasseries et restaurants des « Maisons des Syndicats », dont il sera question plus loin (p. 349), et les petits restaurants du parti.

Il existe des « *restaurations du parti* » dans un grand nombre de villes allemandes. A Leipzig, il y en a une trentaine. La « Jæger's Restauration », que j'ai fréquentée, me servira d'exemple. Le patron, Jæger, est un ancien ouvrier. Congédié pour son activité politique, jeté sur le pavé, il fut aidé par les camarades. On lui acheta un petit restaurant ; quelques-uns s'arrangèrent pour venir y manger. Au moment où j'étais à Leipzig — en 1897 — la *restauration* avait environ vingt-cinq habitués, tous ouvriers ou employés. Le repas, composé d'une soupe, d'un plat de viande et d'un ou deux légumes, coûtait 50 pfennigs (douze sous et demi), bière comprise. Un peu après midi, les

pensionnaires arrivent, sortant de l'atelier. En quelques minutes, la salle se remplit. En mangeant, on parle peu ; à peine dira-t-on un mot d'un incident survenu à la fabrique ; on échange rapidement quelques réflexions ; on lit beaucoup. Au restaurant se trouve un dépôt du journal socialiste de Leipzig, la *Leipziger Volkszeitung*. Beaucoup d'habitués ont un abonnement, chacun retire son exemplaire, y jette les yeux. Quelques-uns lisent le *Vorwœrts*, que reçoit la *restauration*. En hâte on dévore les nouvelles du parti, les séances du Reichstag ; on se signale les discours des députés socialistes. Le journal se compose de plusieurs feuillets : on se les partage ; dès qu'on a fini, on passe son feuillet au voisin. Après le repas, pendant que certains continuent de lire, d'autres s'approchent du billard et font une poule, et les autres restent à ne rien faire jouissant de leurs quelques instants de repos. A une heure et demie, tout le monde a disparu. Le soir quelques-uns seulement viennent manger au restaurant ; d'autres boivent un verre de bière : on lit alors plus tranquillement les journaux, on discute. Le samedi soir surtout, la restauration est très fréquentée : on reste à veiller, causant, buvant, assez tard. Quelques-uns viennent avec leurs femmes. On feuillette les journaux illustrés et les feuilles satiriques du parti : la *Neue Welt*, le *Wahre Jacob*, le *Suddeutsche Postillon*. C'est le soir que je pouvais le mieux m'entretenir avec les habitués de la maison ; deux ou trois, qui avaient lu plus que les autres et se tenaient mieux au courant, me renseignaient. L'un d'eux avait une bibliothèque socialiste bien montée et me prêtait des livres. Il était abonné à la revue scientifique du parti, la *Neue Zeit*. Il recevait les livraisons de la grande *Histoire du Socialisme* et parlait de Platon et de Thomas Morus comme d'Engels et de Marx.

La décoration de la salle était significative. Trois tableaux étaient suspendus : l'un représentait symboliquement l'affranchissement de la classe ouvrière ; les deux autres étaient des collections de portraits, les morts de 1848 et les députés du parti. Ils portaient les inscriptions suivantes : *Notre But* ; *les Victimes de notre cause ; nos Élus*. Une affiche annonçait une série de conférences d'études. Une autre, collée sur un carton, contenait les statuts d'un syndicat. Sur une table se trouvaient des exem-

plaires de la *Leipziger Volkszeitung;* à l'époque du 18 mars et du 1er mai on voyait, à côté, des numéros du journal spécial édité par la librairie du *Vorwœrts* pour la manifestation. De temps en temps venaient des colporteurs, qui faisaient circuler des feuilles de souscription pour telle publication importante du parti. Ces colporteurs sont souvent des camarades, d'anciens ouvriers congédiés comme militants. Ils débitent des brochures et des ouvrages socialistes, vendent des allumettes, des breloques, des épingles à cravate et des boutons de manchettes avec les portraits de Lassalle, de Marx, de Liebknecht, de Bebel, des cartes de compliments pour le nouvel an, avec les photographies des grands chefs.

Ces *restaurations* se distinguent des autres petits restaurants en ce qu'elles ne sont pas entièrement des lieux publics. Il y a quelques années, des étudiants de Leipzig eurent l'idée d'aller s'amuser à la *Jæger's Restauration*. Comme les camarades ne parvenaient pas à les décider, par des arguments, à retourner à leurs brasseries, ils prirent le parti de les faire sortir. Parmi ses hôtes, le restaurateur, qui est un militant, a une autorité morale. Un ouvrier sans travail vient-il demander une aumône, on l'adresse au patron, qui regarde ses papiers. Si son avis est favorable, chacun donne quelques pfennigs. En l'absence du patron, c'est l'un des habitués qui pose la question d'usage : « Es-tu syndiqué ? Es-tu membre du parti ? » Un soir, un vieil ouvrier entra et demanda un secours. Il n'appartenait à aucune organisation socialiste. Le patron n'était pas là. Un homme jeune, au visage énergique, se leva et prit la parole au nom des autres : « Quand tu avais du travail, lui dit-il, tu refusais de sacrifier une partie de ton salaire pour la lutte. Tu n'as pas voulu être des nôtres. Rien ne nous lie à toi. Nous réservons nos secours pour les camarades. » Le vieillard s'excusait, parlait de sa misère, restait là, immobile. L'un des assistants finit par lui donner une pièce de monnaie. Tous suivirent son exemple : les principes avaient fléchi devant le sentiment. Après son départ, ils me dirent, comme pour s'excuser : « Avec un vieux comme celui-là, on n'ose pas dire non. »

Les jours de grande manifestation, la *Jæger's Restauration* était un centre. Le 18 mars j'étais là, lorsque, un peu après le

déjeuner, le président du cercle démocrate socialiste de Leipzig vint dire que toutes les réunions de la soirée étaient interdites. Les camarades ne furent pas surpris. On causa, on chercha un biais. On décida d'annoncer à la police d'autres réunions sans nom d'orateur, sans sujet de conférence, portant simplement comme ordre du jour : Discussion. Notre restaurateur, qui avait l'habitude de semblables missions, se rendit au commissariat de police pour annoncer ces réunions; mais sans plus de succès.

Les groupes politiques, les sociétés d'éducation ouvrière et les syndicats, éléments de cohésion organique très actifs, constituent en même temps, pris ensemble, le milieu où le travail d'éducation socialiste, commencé au dehors, se poursuit et se complète, — s'achève, dirais-je, si jamais le travail d'éducation socialiste pouvait être achevé.

Nous verrons que les syndicats, ou du moins l'immense majorité d'entre eux, sont distincts de l'organisation de la démocratie socialiste et ne font pas de la politique de parti. Mais le syndicat, par son activité propre, et pour son but propre, forme des hommes de lutte, des prolétaires conscients. On prépare, au syndicat, la « lutte pour le salaire », on organise des grèves, on envoie des subsides à des ouvriers en grève à l'autre extrémité de l'Empire, parfois dans d'autres pays. C'est à ces hommes, que le syndiqué ne connaît pas, que vont les pfennigs versés dans la caisse du syndicat; et c'est d'hommes inconnus aussi que viennent les fonds qui permettent pendant des mois de résister au patron. Le syndiqué acquiert ainsi le sentiment qu'il est engagé dans une grande lutte; il prend des habitudes de combat; la discipline et la solidarité ouvrières pénètrent sa vie. Ce n'est pas tout ; le syndicat organise des causeries et conférences : il y acquiert un savoir économique solide; le syndicat a sa bibliothèque: il y trouve des ouvrages de théorie socialiste, il y trouve les revues socialistes ; il est mis à même d'approfondir la doctrine.

Les impulsions socialistes qui se propagent à travers les syndicats ont leur origine dans les groupes politiques. Ceux-ci sont les foyers de la vie socialiste locale. Lorsque nous étudierons

l'action du parti dans les municipalités et dans les parlements, nous devrons nous rappeler qu'elle a ses racines dans l'activité des groupes, dont la part est si grande dans les succès électoraux. D'autre part les groupes jouent un rôle capital dans l'organisation de la propagande, et par suite dans le mouvement d'expansion du parti. Mais cela n'indique encore que l'action des groupes sur le dehors : or, ils exercent en outre une action éducative des plus importantes sur leurs adhérents. La lecture des brochures ou des livres socialistes fait des socialistes; la vie des groupes forme les militants.

Au reste, les groupes politiques, comme les syndicats, et comme les sociétés d'éducation ouvrière, ont leurs bibliothèques; ils ont aussi leurs conférences d'études, et ces conférences, comme celles des sociétés d'éducation ouvrière, traitent de toutes les questions relatives au programme et à la doctrine du parti. Nous avons exposé le programme; pour que l'on puisse se représenter les tendances de l'enseignement mutuel ainsi donné dans les groupes, nous devons faire connaître les points essentiels de la doctrine.

Nous clôturerons par l'étude de cette question la partie de ce livre qui a trait à la propagande; mais auparavant nous voudrions nous occuper d'une question plus spéciale : celle de la propagande parmi les femmes.

CHAPITRE VI

LA PROPAGANDE PARMI LES FEMMES[1]

Le Mouvement féministe et prolétarien et le Mouvement socialiste. — Le socialisme et la femme. — Le socialisme et l'ouvrière. — Lutte contre le féminisme bourgeois. — A qui est confié le soin de la propagande parmi les ouvrières ? — Une conférence dans un faubourg de Leipzig. — Organisation des femmes socialistes en Allemagne.

La propagande faite parmi les femmes, l'effort pour les éclairer et les organiser forme, dans l'ensemble de la propagande du parti socialiste allemand, un domaine distinct.

Ce fait s'explique par plusieurs raisons : d'abord, la propagande faite aux femmes s'adresse d'une manière spéciale, par toute une partie de ses arguments, aux femmes en tant que femmes ; elle a ainsi, partiellement, un objet propre. En outre, cette propagande rencontre des difficultés spéciales, qui nécessitent l'emploi de moyens spéciaux. La femme, dans la société actuelle, participe beaucoup moins que l'homme à la vie publique : elle ne fréquente pas les réunions. Bien plus, nous l'avons vu, dans certaines parties de l'Allemagne, lorsque l'objet de ces

1. Sources : Emma Ihrer, *Die Organisationen der Arbeiterinnen Deutschlands, ihre Entstehung und Entwickelung*. Berlin, 1893. Im Selbstverlage der Verfasserin. — Du même auteur : *Die Arbeiterinnen im Klassenkampf*, Anfänge der Arbeiterinnenbewegung, ihr Gegentsatz zur bürgerlichen Frauenbewegung und ihre nächsten Aufgaben. Hamburg, 1898, Verlag der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands (C. Legien). — Lily Braun-Gizycki, Le Mouvement féministe en Allemagne, *Revue politique et parlementaire*, tome XX (avril 1899). — Du même auteur *Frauenfrage und Sozialdemokratie*. Reden anlässlich des Internationalen Frauenkongresses zu Berlin, Berlin, 1896. Expedition der Buchhandlung Vorwärts. — Adeline Berger, *Die zwanzigjährige Arbeiterinnen-Bewegung Berlins und ihr Ergebniss*. Berlin, 1889. Im Selbstverlage der Verfasserin. — *Die Gleichheit*, Zeitschrift für die Interessen der Arbeiterinnen. Redaktion : Fr. Klara Zetkin, Stuttgart. — Congrès de Gotha (1896), *Protokoll*. — Diverses feuilles volantes de propagande.

réunions est politique il lui est interdit d'y assister. Enfin, dans plusieurs États de l'Empire, au premier rang desquels se trouve le Royaume de Prusse, la loi sur les associations lui défend d'être membre de sociétés s'occupant de questions politiques. Sur la plus grande partie du territoire il sera donc impossible de faire entrer les femmes dans les groupes socialistes. Il faudra les organiser autrement, en dehors des cadres du parti. Pour les convaincre de la nécessité de s'organiser, pour répandre parmi elles les doctrines socialistes, on devra, quand la loi leur interdira l'accès des réunions publiques, pénétrer jusqu'à elles au moyen de brochures et de feuilles de propagande écrites spécialement pour elles; quand la loi leur permettra de s'y rendre, il importera, si l'on veut avoir plus de chances de triompher des préjugés qui tiennent les femmes à l'écart des réunions publiques, que les orateurs qu'on les invitera à aller entendre soient eux-mêmes des femmes. Il faudra, pour la propagande parmi les femmes, un personnel de propagandistes féminins.

Conformément à ces divers besoins, à l'intérieur du mouvement socialiste s'est formé un mouvement d'ouvrières; ou plutôt, le *mouvement des ouvrières* a pris une direction telle qu'il répondît à ces divers besoins.

Les premiers efforts pour former des groupements d'ouvrières n'ont pas été en effet, en Allemagne, d'essence socialiste; les premiers groupes constitués ne se sont pas composés uniquement d'ouvrières. Des femmes de la bourgeoisie, engagées dans le mouvement féministe, ont pris l'initiative de leur formation; des personnes de la bourgeoisie, hommes et femmes, pouvaient en faire partie à titre de membres honoraires. Le but était, avant tout, d'élever le niveau intellectuel des ouvrières. C'est ainsi que le premier groupe que nous voyons se constituer, fondé à Berlin, en 1869, par Mme Otto-Peters, s'intitulait : *Société pour l'éducation post-scolaire et pour la stimulation intellectuelle des ouvrières.* (*Verein zur Fortbildung und geistigen Anregung der Arbeiterfrauen.*)

La plupart de ces groupes ne tardèrent pas à disparaître, délaissés par les ouvrières ; et ils furent délaissés par les ouvrières parce qu'ils prétendaient améliorer leur condition

sans se soucier de leur situation matérielle, ou plutôt parce qu'ils ne voyaient pas d'autre moyen d'améliorer leur situation matérielle que de cultiver leur esprit et d'améliorer leur cœur.

De nouvelles sociétés d'ouvrières, issues de la collaboration de femmes bourgeoises et d'ouvrières, se donnèrent pour tâche de veiller à la fois aux intérêts matériels et aux intérêts moraux de leurs adhérentes. Bientôt leur direction passa presque complètement aux mains des ouvrières; et dans ces sociétés et dans d'autres, fondées par des ouvrières, dirigées par des ouvrières, les questions économiques devinrent les questions de premier plan. La même évolution qui faisait passer la direction du *mouvement des ouvrières* des femmes de la bourgeoisie aux ouvrières mêmes, orientait ce mouvement, purement intellectuel au début, dans la voie de la lutte économique pour de meilleurs salaires, pour de meilleures conditions de travail et de vie.

Ainsi les femmes de la classe ouvrière se détachaient des féministes bourgeoises pour suivre leur propre chemin. En 1896, elles refusaient de prendre part au Congrès féministe international de Berlin, qui avait été organisé par les femmes bourgeoises.

Mais, dans la mesure où le mouvement des ouvrières se dégageait de l'influence des femmes bourgeoises, il se rapprochait du mouvement des ouvriers, du mouvemement socialiste. La police même, en s'efforçant, par toutes les persécutions en son pouvoir, d'entraver également le mouvement ouvrier et le mouvement des ouvrières, alors qu'elle laissait libre carrière au mouvement des femmes bourgeoises, contribuait autant qu'il était en elle à opérer ce rapprochement. Et ainsi, le mouvement des ouvrières est devenu aujourd'hui partie intégrante du mouvement ouvrier, et, dans la mesure et selon les formes permises par la loi, du mouvement socialiste. Des militantes ouvrières d'Allemagne assistaient, en 1889, au Congrès socialiste international de Paris, où, à leur instigation, on s'occupa particulièrement de la question de la femme; on y proclama, sur leurs représentations, l'urgence d'une propagande active auprès des femmes. Depuis, les ouvrières ont été représentées par des délégués de leur sexe à tous les Congrès socialistes interna-

tionaux et à tous les Congrès de la démocratie socialiste allemande.

C'est au mouvement des ouvrières qu'il faudra rapporter, dans ce qu'elle a d'essentiel, la propagande socialiste parmi les femmes; c'est lui qui satisfera aux exigences exposées plus haut de cette propagande.

Ce n'est pas que nous prétendions dire que les ouvrières soient les seules femmes auxquelles le parti socialiste allemand entende faire de la propagande. Il s'adresse à toutes les femmes, parce qu'il pense que les femmes de toutes les classes devraient, si elles reconnaissaient les véritables intérêts de leur sexe, devenir socialistes. « Dans la famille, a dit Engels, l'homme est le bourgeois, tandis que la femme représente le prolétariat ». A ce point de vue, le parti socialiste est le parti des femmes comme il est le parti de tous les prolétaires. La propagande du parti socialiste s'adresse aux femmes de toutes les classes, à toutes les femmes.

Il faudrait analyser, chapitre par chapitre, le beau livre de Bebel : *La femme et le Socialisme*[1], pour montrer ce qu'est, dans la plénitude de son argumentation, cette propagande, pour montrer la question de la femme, sous ses multiples aspects, ramenée à la question sociale, et les différents problèmes que l'on réunit sous le nom général de *question de la femme* résolus par le socialisme. Qu'il nous suffise de rappeler ici la thèse fondamentale, qui est que la dépendance et l'oppression de la femme a ses racines dans la dépendance économique où elle se trouve vis-à-vis de l'homme, et que par suite cette dépendance et cette oppression ne cesseront que quand la dépendance économique aura pris fin. Au temps du communisme primitif, le femme était indépendante, maîtresse d'elle-même. L'appropriation individuelle du sol, l'établissement du régime de la propriété privée, qui fut le régime de la propriété de l'homme, marqua le début de la servitude de la femme, servitude consacrée par la loi juive et par la loi chrétienne aussi bien que par la loi musulmane, servitude que nous trouvons, sous des formes diverses, chez les

1. August Bebel, *Die Frau und der Sozialismus*. Stuttgart, Verlag und Druck von J.-H.-W. Dietz, 1902, 34e édition.

Grecs comme chez les Romains, au moyen âge comme de nos jours. Un lien indissoluble relie au régime de la propriété privée l'asservissement de la femme; les efforts des femmes des hautes classes pour s'émanciper à l'intérieur du système économique actuel sont fatalement condamnés à l'insuccès; quelques réformes superficielles pourront leur donner l'illusion momentanée de la victoire; mais c'est dans le régime de la propriété privée que plongent les racines de l'esclavage social de la femme, et ce n'est qu'en sapant par la base le régime même que le mal pourra être déraciné, que cet esclavage pourra prendre fin. Le socialisme seul émancipera la femme de sa servitude morale et sociale en l'émancipant de sa servitude économique. Le socialisme seul, en supprimant les classes sociales, supprimera ces classes sociales que sont devenues les sexes, permettra la libre expansion des facultés de la femme, et fera d'elle, par cette libre expansion, l'égale de l'homme.

Indépendamment d'arguments théoriques de cet ordre, devenus classiques dans le parti socialiste allemand depuis la publication du livre de Bebel, les propagandistes peuvent faire valoir et font valoir, auprès des femmes, divers arguments de fait : d'abord la démocratie socialiste, seule entre tous les partis, a inscrit à son programme, et dans la partie de son programme qui se rapporte aux réformes immédiates, l'égalité civile et politique de la femme; en outre, le parti socialiste a toujours défendu dans les parlements, souvent seul contre tous les autres partis, les revendications féministes, même celles qui, dans l'état présent de la société, ne peuvent intéresser que les femmes des hautes classes; enfin, à l'intérieur du parti socialiste, l'égalité complète a été accordée aux femmes; celles-ci peuvent être déléguées aux congrès, faire partie des commissions de ces congrès, être membres du Comité Directeur du parti; dans la démocratie socialiste la citoyenne a les mêmes droits que le citoyen; la démocratie socialiste militante d'aujourd'hui donne par là les gages les plus sûrs de la place qu'elle fera à la femme dans la république sociale de l'avenir.

Mais si le parti socialiste adresse son appel à toutes les femmes, il n'en est pas moins exact que ce sont surtout les

ouvrières qu'il prétend convaincre et organiser. Il sait en effet quels sont les liens qui attachent les femmes aux intérêts de la classe à laquelle elles appartiennent, et que, quelques fortes raisons que puissent avoir les femmes de la classe moyenne ou de la classe supérieure de devenir socialistes, dans la plupart des cas leurs préjugés de classe obscurciront leur regard au point de leur cacher l'évidence, tandis qu'au contraire les ouvrières seront, par naissance et par situation, prédisposées à comprendre et à sentir la vérité socialiste.

Nous avons vu comment le mouvement des femmes prolétaires s'était séparé du féminisme bourgeois pour s'intégrer au mouvement ouvrier et au mouvement socialiste. L'objet essentiel de la propagande parmi les ouvrières est de leur faire comprendre que leur poste de combat est non pas auprès des bourgeoises féministes, mais auprès des ouvriers socialistes. Les féministes bourgeoises, leur explique-t-on, mènent la lutte contre les hommes de leur classe afin d'être, dans leur classe, leurs égales; mais si, dans leur classe, elles défendent les intérêts de leur sexe contre les intérêts des hommes, lorsque les intérêts généraux de la classe sont en question, immédiatement, sans hésiter, comme par instinct, elles se rapprochent des hommes de leur classe pour défendre en commun les intérêts de classe communs. Les féministes bourgeoises se sentent solidaires des antiféministes bourgeois dans la mesure où les intérêts de la bourgeoisie sont opposés à ceux du prolétariat. Les féministes bourgeoises sont incapables de comprendre que l'affranchissement de la femme est impossible dans la société bourgeoise, qu'un antagonisme profond existe entre leurs intérêts de sexe et leurs intérêts de classe, et que les intérêts de leur sexe sont solidaires des intérêts du prolétariat, dont la victoire pourra seule faire de la femme l'égale de l'homme. Les féministes bourgeoises sont bourgeoises avant d'être féministes. Elles sont si respectueuses de l'ordre bourgeois qu'il ne leur est jamais arrivé de protester à l'occasion d'aucune des innombrables dissolutions de sociétés ou de réunions d'ouvrières. Les féministes bourgeoises sont pour l'ordre bourgeois contre les femmes prolétaires. Les femmes prolétaires manqueraient à un devoir en faisant cause commune avec les féministes bourgeoises.

Elles doivent faire cause commune avec les travailleurs socialistes. Si les femmes bourgeoises ont, à l'intérieur de leur classe, des intérêts opposés à ceux des hommes, les femmes et les hommes du prolétariat ont les mêmes intérêts. D'abord, en tant que salariée, l'ouvrière n'arrivera à s'émanciper du joug capitaliste, comme l'ouvrier, que par le socialisme. Ensuite, ainsi que cela a été expliqué, le socialisme seul émancipera l'ouvrière comme femme. Enfin, en attendant l'heure de l'émancipation du prolétariat et de la femme, dès aujourd'hui, à l'intérieur de la société capitaliste, les véritables intérêts de l'ouvrier et de l'ouvrière coïncident.

Il existe parfois, il est vrai, entre ouvriers et ouvrières, des conflits d'intérêts, des luttes, les ouvrières, comme concurrentes à bas prix, venant prendre la place des ouvriers, et ceux-ci — certains du moins — réclamant contre elles, pour les empêcher de leur prendre leur pain et pour arrêter la dépréciation de la main-d'œuvre, des mesures de prohibition de travail. Oui, il s'est trouvé — il se trouve encore — des ouvriers pour demander que le travail industriel soit interdit aux femmes, comme il s'est trouvé des ouvriers pour briser les machines qui les privaient de leur travail. Ceux-ci ignoraient, comme ceux-là, que l'on n'arrête pas, par des actes d'arbitraire ou de violence, la marche de l'évolution ; le trait commun des uns et des autres est l'ignorance des nécessités économiques. L'attitude des ouvriers éclairés a toujours été tout autre. Ils n'ont point brisé les machines : comprenant que la machine cesserait de les priver de travail si la durée du travail diminuait dans la mesure où, grâce à la machine, le travail devient plus productif, ils ont eu la pensée de se grouper pour obtenir la réduction de la durée du travail. De même, comprenant que le travail de la femme est une nécessité économique inhérente au système de production actuel, ils demandent seulement que la rémunération du travail de la femme ne puisse devenir inférieure à la rémunération du travail de l'homme que dans la mesure où ce travail serait moins productif. Ils réclament le relèvement du salaire des femmes.

Et ils demandent aux femmes de venir se joindre à eux d'abord pour obtenir le relèvement de leurs salaires, ensuite

pour obtenir une réduction générale de la durée du travail, réduction destinée, entre autres objets, à permettre à tous les travailleurs, hommes et femmes, de trouver du travail. Les ouvriers syndiqués aideront les ouvrières à obtenir de moins misérables salaires et une journée de travail moins longue. Les ouvrières trouveront au reste, au syndicat, en toutes circonstances, conseil, aide et protection ; et le syndicat, en même temps qu'il veillera aux intérêts matériels de l'ouvrière, lui donnera l'instruction, et la forte éducation morale qui résulte de la lutte pour un but commun. Ce que les sociétés d'ouvrières fondées par les féministes bourgeoises seraient impuissantes à donner à l'ouvrière, le syndicat le lui donnera. Tout ce que l'ouvrière se doit à elle-même, tout ce qu'elle doit aux femmes et aux hommes de sa classe lui commande de faire partie du syndicat. L'ouvrière doit se ranger auprès des hommes de sa classe comme syndiquée, de même qu'elle doit se ranger auprès d'eux comme socialiste.

Cela, c'est généralement à des femmes que l'on confie le soin de le dire aux femmes. Pour donner une idée plus concrète de cette propagande, je citerai une réunion à laquelle j'ai assisté, et qui a été tenue dans un des faubourgs de Leipzig, à Lindenau. La propagandiste était chargée de faire adhérer au syndicat les ouvrières tisseuses. Les prospectus annonçant la conférence avaient été distribués secrètement dans les fabriques. A l'heure indiquée, à huit heures et demie, des femmes, des ouvrières, tête nue, arrivèrent de toutes parts ; mais, près de la porte, elles s'arrêtaient, hésitantes, curieuses, craintives, regardant à l'intérieur, n'osant pas entrer. Il fallait les encourager : lorsque l'une s'était décidée, d'autres suivaient. La salle ne tarda pas à se remplir : 7 à 800 personnes y furent bientôt réunies. Quelques femmes avaient apporté leur crochet et écoutèrent la conférence sans lever les yeux de leur travail. La propagandiste était une ancienne ouvrière, pouvant avoir de vingt-huit à trente ans, vêtue en ouvrière ; son langage était le langage du peuple. Avec beaucoup de véhémence, elle peignit aux femmes qui l'écoutaient leur propre sort ; elle leur dit la vanité des espérances que cherchaient à faire naître en elles les dames de la bourgeoisie qui s'intéressaient à elles, s'occupaient de leur

élévation morale et de leur culture intellectuelle, et ne s'inquiétaient pas de leur salaire. Elle leur parlait de leur misérable nourriture, du café noir qu'elles emportaient à la fabrique, et dans lequel elles ne pouvaient verser un peu de lait, du pain noir qu'elles devaient manger sans beurre, de leur travail à perpétuité. Et elle opposait à cela la vie des femmes et des filles de leurs patrons, allant reposer l'été, dans des villes d'eau, leurs nerfs fatigués par les plaisirs de l'hiver. Elle parlait crûment des fantaisies des patrons, auxquelles quelques-unes d'entre elles devaient une légère augmentation de salaire ; elle leur montrait combien leur situation était pire encore que celle des hommes, leurs camarades de travail, payés deux fois plus pour la même besogne, et elle leur expliquait comment le seul moyen d'améliorer leur situation était d'entrer comme eux dans le syndicat, de s'organiser pour lutter. Lorsqu'elle eut fini, deux ou trois femmes prirent la parole encore; des bulletins d'adhésion au syndicat circulèrent dans la salle. On les recueillit. Environ 90 femmes avaient donné leur nom.

Nous voici conduits, ou plutôt ramenés, par la propagande, à l'organisation, qui est l'un des objets essentiels de la propagande, comme elle en est le principal support.

Dans plusieurs des États les plus importants de l'Empire, nous le savons, les femmes ne peuvent pas faire partie de sociétés politiques ; aussitôt que la police considère comme politique une société de femmes ou une société comprenant des femmes, elle en prononce la dissolution : il ne peut donc être question d'organiser politiquement sur toute l'étendue du territoire les ouvrières socialistes. Que fera-t-on ? On les organisera, lorsque les groupements politiques seront interdits, dans des sociétés non politiques, à l'intérieur desquelles on aura, à défaut des avantages de l'action politique, ceux de la cohésion.

Cette cohésion, on l'a cherchée dans les sociétés ayant les objets les plus divers. Une « *Caisse de secours en cas de maladie et pour les inhumations* » a été, pendant un certain temps, le point de ralliement désiré. La société publiait et adressait à ses membres un journal, *La Citoyenne* (*die Staatsbürgerin*). Ce

journal fut interdit. Des *sociétés d'éducation pour les femmes* (*Frauenbildungsvereine*) ont rempli le même rôle, et le remplissent encore assez souvent ; mais leur existence est très précaire : elles sont à la merci d'une décision du commissaire de police. Lorsqu'eût pris fin le régime d'exception, en 1890, la plupart des syndicats modifièrent leurs statuts de façon à pouvoir recevoir des femmes parmi leurs membres ; depuis, c'est essentiellement dans les syndicats que l'on s'est efforcé de grouper les femmes. Abstraction faite de la grande importance de sa fonction économique, le syndicat a l'avantage, en même temps qu'il sert de moyen d'organisation aux ouvrières déjà socialistes, de servir de moyen d'éducation socialiste pour celles qui ne le sont pas encore et qui ne sont venues à lui que parce qu'il défend leurs intérêts immédiats.

Comment se fera la propagande parmi les ouvrières encore étrangères à toute organisation ? Comment se fera la propagande directement socialiste ? Des *commissions de propagande parmi les femmes*, composées de cinq à sept femmes chacune, avaient été fondées en 1889, à la suite du Congrès socialiste international de Paris. En 1895, ces commissions, considérées comme sociétés politiques, furent supprimées. On en vint alors à adopter le système des personnes de confiance. C'est lui qui est aujourd'hui en vigueur. Ce sont les femmes de confiance qui convoquent les réunions de propagande destinées aux femmes, organisent la distribution parmi elles des brochures et feuilles volantes, dirigent dans chaque ville ou dans chaque région la propagande auprès de la population féminine. Une *personne de confiance pour toute l'Allemagne* leur sert d'intermédiaire commun et a pour mission de coordonner leurs efforts. — Indépendamment des relations qu'entretiennent entre elles, à travers le territoire, les personnes de confiance, la propagande parmi les ouvrières possède un élément d'unité dans le journal hebdomadaire *L'Égalité* (*Die Gleichheit*), « organe pour la défense des intérêts des ouvrières. »

Officiellement, extérieurement, la propagande socialiste parmi les femmes a pour seuls points d'appui, à part les groupes politiques dont, dans quelques régions, les femmes peuvent faire partie : des personnes de confiance, quelques pro-

pagandistes, un journal ; officiellement, extérieurement, il n'y a pas, dans la plupart des cas, d'organisation socialiste des femmes socialistes. Mais derrière ces personnes de confiance, et sans que d'autres liens les relient à elles que ceux de la confiance, il y a d'autres femmes, dévouées, restant dans l'ombre. Et les propagandistes, lorsqu'elles arrivent dans une ville, y trouvent, à défaut de groupements organisés, la bonne entente et la cohésion, qui en sont pratiquement presque les équivalents. D'autre part, partout où est impossible l'organisation politique des femmes socialistes, celles-ci se sont organisées comme elles l'ont pu, c'est-à-dire dans des associations non politiques, sociétés d'instruction, syndicats : et il se trouve qu'en réalité, sans que la lettre de la loi soit violée, et par la seule puissance des contacts, ces associations favorisent la diffusion du socialisme.

Ainsi l'œuvre de propagande se fait, en dépit de la loi, au mépris de toutes les puissances extérieures, par la seule force de la conviction, et de la volonté.

CHAPITRE VII

LA DOCTRINE

Marxisme et hégélianisme. — La dialectique matérialiste de Marx. — Le matérialisme historique. — Son rôle théorique et pratique. — Application à l'étude de la société présente. — Les contradictions du système de production capitaliste. — Solution nécessaire. — Le comment de la solution. — L'ère socialiste.

Nous distinguerons dans le monde d'idées que remue la démocratie socialiste allemande comme plusieurs couches superposées les unes aux autres. Il y a d'abord, à la superficie, pour ainsi dire, un agglomérat de principes démocratiques et de notions socialistes élémentaires. C'est par ces principes, par ces notions que s'opèrent, dans les campagnes électorales, dans les campagnes de meetings, dans les grandes démonstrations, dans les fêtes, les premiers contacts de la pensée socialiste et des consciences prolétariennes. Il y a ensuite l'ensemble de conceptions qui constituent les considérants directs du programme socialiste et le programme socialiste lui-même, — j'entends le programme spécifiquement socialiste. Ces conceptions sont celles qui se rattachent à l'évolution de la société capitatiste, à ses lois, aux principes de l'action ouvrière, à ses fins, à la nécessité du socialisme. Elles font la trame de la propagande socialiste proprement dite, de la propagande des brochures, des conférences, des journaux. Il y a enfin, au centre de ce monde d'idées, un système de vues théoriques tout à fait générales, un noyau de doctrines pures, une sociologie, une méthodologie, une philosophie : là est la matière de l'enseignement et de l'étude socialistes approfondis. L'ensemble que représentent cette philosophie, cette méthodologie, cette socio-

logie générale, plus les théories particulières qui en sont l'application à l'étude de la société capitaliste et à l'établissement des bases du socialisme, constitue la doctrine marxiste, ou doctrine de Karl Marx et de Frédéric Engels. Celle-ci fait le fond de toute la littérature scientifique de la démocratie socialiste allemande; critiquée sur certains points, dans ces dernières années, par quelques-uns des théoriciens du parti, elle est demeurée, dans ce qui est son esprit, leur inspiration commune, et la mentalité du prolétariat cultivé en est pour ainsi dire pénétrée. Nous voudrions en exposer ici très rapidement les grandes lignes.

Le point de départ de la philosophie de Marx et de Engels se trouve dans celle de Hegel. Marx et Engels ont emprunté à Hegel sa méthode dialectique et sa vue dialectique des choses. En quoi consiste la pensée dialectique que Hegel opposait à la pensée métaphysique? — Elle consiste, répond Engels, à « concevoir le monde non comme un complexus de *choses* toutes faites, mais comme un complexus de *processus*, dans lesquels les choses en apparence stables non moins que leurs reflets mentaux dans notre tête, les concepts, subissent des changements ininterrompus où le devenir et le périr se pénètrent, changements à travers lesquels, en dépit de tous les hasards apparents et en dépit de tous les succès momentanés, une évolution progressive finit par se réaliser[1] ».

Sur un point, la définition qui précède sort du cadre de la simple caractéristique de la pensée « dialectique », envisagée dans son opposition avec la pensée « métaphysique ». Engels parle des « choses » et de leurs « reflets mentaux », les « concepts ». Par là, entre les « choses » et les « concepts » un rapport est préjugé qui ne découle pas de la forme « dialectique » de la pensée comme telle ; les idées, les concepts sont des « reflets », les choses sont la réalité substantielle qui se « reflète ». Il faut faire abstraction de ce point de vue particulier, qui est l'inverse du point de vue de Hegel, pour se représenter exactement, d'après la définition que l'on vient de lire, ce qu'est en elle-

1. Friedrich Engels, *Ludwig Feuerbach und der Ausgang der klassischen deutschen Philosophie*. Mit Anhang : *Karl Marx über Feuerbach* vom Jahre 1845. Zweite Auflage. Stuttgart, J.-H.-W. Dietz, 1895. — p. 39.

même, indépendamment de tout élément additionnel, la conception dialectique.

Marx emprunte à Hegel cette conception, mais cette conception seule. Il se rattache à lui par sa manière d'envisager la forme de la réalité, non son fond ; il s'approprie sa méthode générale, il rejette son système. Pour Hegel, le mouvement dialectique est principalement et essentiellement un caractère de l'Idée, et le mouvement des choses n'en est que l'expression, comme les choses ne sont qu'une expression, une manifestation de l'Idée. Marx renverse le point de vue : ce qui est primitif, c'est le devenir des choses ; la dialectique de la pensée n'en est que le reflet ; la méthode dialectique n'est qu'une réadaptation consciente de la pensée au mouvement de l'univers. A l'idéalisme de Hegel Marx substitue le matérialisme.

Comment opère-t-il cette transposition, cette substitution ? Par quel raisonnement ? — Uniquement par le rétablissement « du point de vue vrai », par un renversement « du point de vue faux ». « Chez Hegel, expose Engels, la dialectique est l'auto-évolution du concept. Le concept absolu n'existe pas seulement — on ne sait où — de toute éternité, il est encore l'âme vivante de l'univers. Il se développe vers lui-même en franchissant tous les degrés qui sont traités en détail dans la *Logique* et qui sont tous enveloppés en lui ; puis il se « dessaisit » en se transformant dans la nature, où, sans conscience de lui-même, revêtant la nécessité naturelle, il parcourt une nouvelle évolution et enfin revient dans l'homme à la conscience de soi ; à son tour cette conscience de soi se dégage par son labeur, dans l'histoire, de la barbarie, jusqu'à ce qu'enfin le concept absolu revienne entièrement à lui-même dans la philosophie de Hegel. Chez Hegel, l'évolution dialectique qui se fait jour dans la nature et dans l'histoire, c'est-à-dire la connexion des causes et des effets dans la progression du plus bas au plus haut qui se réalise à travers tous les mouvements en zigzag et tous les reculs momentanés, n'est par suite rien d'autre que le calque du mouvement propre du concept qui se produit de toute éternité, on ne sait où, mais en tout cas indépendamment de tout cerveau humain pensant. Il s'agissait de supprimer ce renversement idéologique. Nous considérâmes de nouveau d'une manière matérialiste les con-

cepts de notre tête comme les copies des choses réelles au lieu de considérer les choses réelles comme les copies de tel ou tel degré du concept absolu » Engels s'exprime ainsi dans son écrit sur *Ludwig Feuerbach*[1]; et dans son *Développement du Socialisme de l'Utopie à la Science* il dit de même : « Hegel était idéaliste, c'est-à-dire que les pensées de sa tête ne lui apparaissaient pas comme les copies plus ou moins abstraites des choses et événements réels, mais qu'inversement les choses et leur évolution ne lui apparaissaient que comme les copies réalisées de l' « Idée » existant de quelque façon déjà avant le monde... L'intelligence de l'absurdité totale de l'idéalisme allemand sous toutes ses formes conduisit nécessairement au matérialisme[2]. » « On se décida à concevoir le monde réel — nature et histoire — comme il se présente de lui-même à quiconque l'aborde sans lubie idéaliste préconçue ; on se décida à sacrifier impitoyablement toute lubie idéaliste qui ne s'accordât pas avec les faits conçus dans leur connexion réelle, et non dans une connexion fantastique. Et matérialisme ne signifie rien d'autre[3]. »

Marx et Engels reviennent donc au matérialisme, mais non au matérialisme « mécaniste », au matérialisme « métaphysique » du XVIIIe siècle. Leur matérialisme a passé par l'école de la dialectique hégélienne, il est devenu « dialecticien », de même qu'à son contact la dialectique est devenue matérialiste. En se rapprochant, le matérialisme et la dialectique se sont tous deux métamorphosés. Le matérialisme envisage le monde comme un processus, et il conçoit au dessus du mécanique le chimique et l'organique[4] ; quant à la dialectique, elle est devenue « la science des lois universelles du mouvement, aussi bien du monde extérieur que de la pensée humaine — deux séries de lois qui sont en réalité identiques, mais qui diffèrent au point de vue de leur expression en tant que la tête humaine peut les appliquer avec conscience, tandis qu'elles se réalisent dans la nature et se sont aussi le plus souvent jusqu'ici réalisées dans l'histoire des

1. *Ludwig Feuerbach*, pages 37 et 38.

2. *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft* p. 23. Berlin, Expedition des « Vorwärts », 1891.

3. *Ludwig Feuerbach*, p. 37.

4. *Ibid.*, p. 19.

hommes d'une manière inconsciente, sous la forme de la nécessité extérieure, à travers une série infinie de contingences apparentes. Mais par là la dialectique du concept elle-même est devenue seulement le reflet conscient du mouvement dialectique du monde réel, et la dialectique hégélienne s'est ainsi trouvée placée sur la tête, ou plutôt, tandis qu'elle se tenait sur la tête, elle a été rétablie sur les pieds[1]. »

La « dialectique matérialiste[2] » ainsi constituée est une méthode très générale ; elle est la méthode applicable à tout, la méthode universelle, elle répond en effet à une conception de l'univers. Mais dans l'univers et dans la vie de l'univers on peut envisager différents domaines, qui ont des caractères particuliers ; l'histoire des hommes est l'un d'eux. Appliquée à ces différents domaines, la méthode commune se différencie, prend certaines formes spéciales. Que devient la dialectique matérialiste appliquée à l'histoire ? Quels sont les facteurs matériels qui constitueront la trame de l'évolution historique ? Marx et Engels répondent : ce sont là les facteurs économiques, et la dialectique matérialiste appliquée à l'histoire devient entre leurs mains le déterminisme économique.

Ce sont des données empiriques, ce sont des faits historiques qui ont frayé la voie à cette conception nouvelle de l'histoire. « En 1831 avait eu lieu à Lyon la première insurrection ouvrière : de 1838 à 1842 le premier mouvement ouvrier national, celui des chartistes anglais, atteignit son point culminant. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie prenait place au premier plan de l'histoire des pays les plus avancés d'Europe dans la même mesure où s'y développait d'un côté la grande industrie, de l'autre côté la domination politique récemment conquise de la bourgeoisie. Les doctrines, enseignées par l'économie bourgeoise, de l'identité des intérêts du capital et du travail, de l'harmonie universelle et du bien-être universel du peuple comme conséquences de la libre concurrence, étaient démenties d'une façon de plus en plus frappante par les faits. Toutes ces choses ne pouvaient plus être écartées, non plus que le socialisme français et anglais qui en était l'expression théo-

1. *Ludwig Feuerbach*, p. 38.
2. *Ibid.*, p. 39.

rique bien qu'extrêmement imparfaite. Mais la vieille conception idéaliste de l'histoire, qui n'était pas encore délogée, ne connaissait pas de luttes de classes reposant sur des intérêts matériels, ni d'une manière générale d'intérêts matériels ; la production ainsi que tous les faits économiques ne trouvaient en elle qu'une place accessoire , comme éléments inférieurs de l' « histoire de la civilisation ».

« Les nouveaux faits forcèrent à soumettre toute l'histoire antérieure à un nouvel examen, et il apparut alors que toute l'histoire antérieure, à l'exception des états primitifs, n'était que l'histoire de luttes de classes, que les classes sociales en lutte sont les produits des conditions de production et d'échange, en un mot des conditions économiques de leur époque ; que par suite à chaque moment la structure économique de la société forme la base réelle par laquelle s'explique en dernière instance toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, ainsi que du mode de représentation religieux, philosophique, etc..., de chaque époque historique. Hegel avait délivré la conception de l'histoire de la métaphysique, il l'avait faite dialectique, mais sa conception de l'histoire était essentiellement idéaliste. Maintenant l'idéalisme était chassé de son dernier asile, de la conception de l'histoire; une conception matérialiste de l'histoire était donnée, et la route était trouvée pour expliquer la conscience des hommes par leur être, au lieu d'expliquer comme jusqu'ici leur être par leur conscience[1]. »

Ainsi, le point de départ du déterminisme économique est la constatation de faits devenus très apparents. « Tandis que dans toutes les périodes antérieures la découverte des causes motrices de l'histoire était presque impossible — en raison de leurs connexions embrouillées et obscures avec leurs effets — la période contemporaine a simplifié ces connexions à tel point que l'énigme pouvait être résolue[2]. » A la lumière des faits qui éclairaient l'histoire de notre temps, Marx étudia toute l'histoire, et le résultat de ses recherches fut que les constatations particulièrement saisissantes faites sur notre époque pouvaient être géné-

1. *Die Entwicklung des Sozialismus*, pages 24 et 25.
2. *Ludwig Feuerbach*, pages 46 et 47.

ralisées. Elles traduisaient une loi universelle du développement social. Marx a exposé la conception historique — il serait plus exact de dire : sociologique — à laquelle il était arrivé, en ces termes : « Dans la production sociale de leur vie, les hommes contractent certains rapports indépendants de leur volonté, nécessaires, déterminés. Ces rapports de production correspondent à un certain degré de développement de leurs formes productives matérielles. La totalité de ces rapports forment la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes déterminées de conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle détermine, d'une façon générale, le procès social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives de la société sont en contradiction avec les rapports de production qui existent alors, ou, en termes juridiques, avec les rapports de propriété à l'intérieur desquels ces formes productives s'étaient mues jusqu'alors. Ces rapports, qui constituaient autrefois les formes du développement des forces productives, deviennent des obstacles pour celles-ci. Alors naît une époque de révolution sociale. Le changement de la base économique ruine plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Quand on étudie ces bouleversements, il faut toujours distinguer entre le trouble matériel qui agite les conditions économiques de la production et que l'on peut constater avec une exactitude scientifique et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref les formes idéologiques qui servent aux hommes à prendre conscience du conflit et à l'expliquer. S'il est impossible de juger un individu sur l'idée qu'il a de lui-même, on ne peut juger une semblable époque de révolution sur la conscience qu'elle a d'elle-même. Mais il faut tâcher de s'expliquer ce conflit par les contradictions de la vie matérielle, par le combat entre les forces productives de la société et les rapports de production. Un état social ne meurt jamais avant que ne soient développées en lui toutes les forces productives qu'il pouvait renfermer. De nouveaux rapports de

production, supérieurs aux anciens, ne prennent pas leur place avant que leurs conditions d'existence matérielles ne se soient développées au sein de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les énigmes qu'elle peut résoudre ; car, à mieux considérer les choses, on s'apercevra que l'énigme n'est proposée que quand les conditions matérielles de la solution existent déjà ou tout au moins se trouvent en voie de formation[1]. » Cette dernière idée est plus complètement développée, et ses conséquences sont dégagées dans les lignes suivantes de Frédéric Engels : « L'éveil de cette pensée que les institutions sociales existantes sont déraisonnables et injustes, que la raison est devenue absurdité, que ce qui était un bienfait est devenu un fléau, est seulement un indice que dans la méthode de production et les formes d'échange se sont silencieusement produits des changements avec lesquels ne s'accorde plus l'ordre social taillé sur des conditions économiques antérieures. Cela dit en même temps que les moyens de supprimer les abus découverts doivent de même se trouver — plus ou moins développés — dans les conditions changées de la production. Ces moyens ne doivent pas être *inventés*, trouvés au fond de notre cerveau, mais *découverts*, par le moyen de notre cerveau, dans les faits matériels présents de la production[2]. »

Telle est, dans ses traits essentiels, la conception matérialiste de l'histoire. On voit qu'elle est à la fois une théorie, — un système sociologique, — et une méthode. Et elle est méthode à un double point de vue : méthode de recherche et méthode d'action, méthode historique et sociologique, et méthode politique. Elle est une théorie sociologique générale, une méthode pour étudier la réalité sociale, et une méthode pour la transformer. A ce dernier titre, elle est à la politique ce que la méthode expérimentale est à la médecine : elle la soustrait aux fantaisies individuelles, elle la rend scientifique. Et c'est en ce sens que le socialisme devient « une science », que l'on parle de « socialisme scientifique ».

C'est de la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie dans la

1. *Zur Kritik der Politischen Oekonomie* (*Critique de l'Economie politique*). Trad. Léon Remy. Paris, 1899. — Préface, pages V, VI, XI et XII.

2. *Die Entwicklung des Sozialismus*, page 27.

société contemporaine que Marx était parti ; c'est le spectacle de cette lutte, et la découverte de ses conditions d'existence, qui lui avaient suggéré l'hypothèse du déterminisme économique. L'hypothèse une fois contrôlée, la conception une fois adoptée, il allait revenir, armé de son déterminisme économique, à la considération théorique et pratique de la lutte de classes du prolétariat et de la bourgeoisie, et, d'une manière plus générale, de la société contemporaine, de la société capitaliste.

Avec lui nous quittons maintenant le domaine de la théorie pure, philosophique, méthodologique, sociologique, — pour entrer dans celui de la théorie appliquée et de la pratique.

Que va devenir, appliquée à l'étude de la société de notre temps, la théorie générale du déterminisme économique ? La société bourgeoise s'est établie lorsque les cadres formés par la société féodale, devenus trop étroits pour les forces productives nouvelles, pour la grande industrie commençante, eurent été brisés. Aujourd'hui, ce sont les cadres de la société bourgeoise qui sont devenus trop étroits pour les nécessités expansives des forces productives. Il y a conflit entre la grande industrie pleinement développée, entre les forces productives nouvelles, et la forme de production capitaliste.

Le conflit consiste en ceci : tandis que les petits métiers ont été remplacés par les grandes machines, que l'acte de la production, qui était individuel, est devenu collectif ou social, que les produits qui étaient produits individuels sont devenus produits sociaux, la forme individuelle de la propriété des instruments de travail et de l'appropriation des produits a subsisté. Le propriétaire des instruments de travail continue à s'approprier le produit bien qu'il ne soit plus son produit, mais exclusivement le produit d'un travail étranger. Les objets produits d'une manière sociale sont appropriés non pas par ceux qui les ont effectivement produits, mais par le capitaliste. « Les moyens de production et la production sont devenus essentiellement sociaux. Mais ils sont soumis à une forme d'appropriation qui suppose la production privée individuelle, dans laquelle par suite chacun possède et porte au marché son propre produit. Le mode de production est soumis à cette forme d'appropriation, bien qu'il supprime la condition qu'elle suppose. Dans cette contradiction, qui prête au

nouveau mode de production son caractère capitaliste, se trouve déjà en germe toute la collision du présent[1]. »

Pour nous bien rendre compte de la portée de cette contradiction fondamentale, précisons avec Marx la nature du mode de production capitaliste. Il consiste essentiellement en ce que le capitaliste ne restitue au travailleur, sous forme de salaire, qu'une partie du travail que celui-ci a incorporé au produit, si bien qu'une partie seulement du travail effectué est payée. Cette appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier réalisée par lui. Le capitaliste, même s'il achète la *force de travail* de son ouvrier au plein prix qu'elle a comme *marchandise* sur le marché, en tire toutefois une quantité de travail, une *valeur*, plus grande que celle que représente le prix qu'il l'a payée. La quantité de travail ou valeur non payée ainsi appropriée par le capitaliste est la *plus-value*. C'est dans la plus-value que réside « le secret de la production capitaliste » ; c'est elle que nous trouvons la racine de la contradiction primordiale entre la forme sociale de la production et la forme individuelle de l'appropriation.

Cette contradiction se traduit tout d'abord par un antagonisme de classes : la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie. Elle se traduit ensuite par cette nouvelle contradiction : tandis qu'il y a organisation de la production à l'intérieur de chaque fabrique, il y a anarchie de la production dans l'ensemble de la société. L'anarchie de la production dans l'ensemble de la société produit la concurrence sans frein, et l'organisation de la production à l'intérieur de chaque fabrique, qui accroît la productivité de chacune et multiplie pour chacune le besoin de débouchés, rend la concurrence plus âpre et l'anarchie plus désastreuse. Après la lutte entre les divers producteurs d'un même lieu viennent les luttes nationales, les guerres commerciales du XVIIe et du XVIIIe siècle. « Enfin la grande industrie et l'établissement du marché international ont rendu la lutte universelle et lui ont en même temps donné une acuité inouïe. Entre les divers capitalistes comme entre des industries entières

1. *Die Entwicklung des Sozialismus*, p. 31.

et des pays entiers la faveur des conditions de production naturelles ou artificielles décide de l'existence. Celui qui succombe est impitoyablement supprimé. C'est la lutte darwinienne pour l'existence transportée de la nature à la société avec une violence exaspérée. Le point de vue naturel de l'animal apparaît comme le point culminant de l'évolution humaine[1]. »

La contradiction fondamentale se fait jour sous d'autres formes encore. L'anarchie de la production et les nécessités de la concurrence ont pour effet l'accroissement incessant du nombre des machines, leur perfectionnement, et par les machines des millions de travailleurs sont jetés sur le pavé. Une véritable armée industrielle de réserve se constitue, disponible pour les temps où l'industrie travaille à haute pression, sans travail, sans pain, sitôt que la crise arrive. Cette armée industrielle de réserve « est, en tous les temps, un boulet aux pieds de la classe ouvrière dans sa lutte pour l'existence contre le capital, un régulateur qui sert à maintenir le salaire au bas niveau qui convient au besoin capitaliste ». Et ainsi le produit du travailleur, la machine, devient pour le travailleur un instrument d'asservissement ; ainsi, d'autre part, l'instrument de travail prive constamment le travailleur de son pain. La machine, ce moyen très puissant de réduire la durée du travail, devient le plus infaillible moyen de transformer toute la durée de la vie du travailleur et de sa famille en temps de travail disponible pour la mise en valeur du capital. Il y a pour les uns surmenage, pour les autres chômage, le surmenage de ceux-là engendrant précisément le chômage de ceux-ci ; et tandis que la grande industrie va chercher des débouchés, des consommateurs sur tous les points du globe, elle limite autour d'elle la consommation des masses à un minimum de famine et ruine ainsi son propre marché intérieur. « La loi qui tient toujours le surplus relatif de population ou l'armée industrielle de réserve en équilibre avec l'étendue et l'énergie de l'accumulation du capital rive plus solidement l'ouvrier au capital que les coins d'Héphœstos ne rivaient Prométhée au rocher. Elle détermine une accumulation de misère correspondante à l'accumulation de capital. L'accumulation

1. Engels, *Die Entwicklung des Sozialismus*, p. 33.

de richesse à un pôle est donc en même temps accumulation de misère, de surmenage, d'esclavage, d'ignorance, de bestialisation et de dégradation morale au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe qui produit son propre produit comme capital. » Ainsi s'exprime Marx [1]. Et Engels ajoute : « Attendre du mode de production capitaliste une autre distribution des produits serait demander que les électrodes d'une batterie ne décomposassent pas l'eau, alors qu'ils sont reliés à la batterie, et ne développassent pas au pôle positif de l'oxygène et au pôle négatif de l'hydrogène [1]. »

Avec la même nécessité se produit un autre phénomène : les crises. « L'énorme force d'expansion de la grande industrie, auprès de laquelle celle des gaz est un vrai jeu d'enfant, se présente à nos yeux comme un besoin d'expansion qualitatif et quantitatif qui défie toute contre-pression. La contre-pression est formée par la consommation, l'écoulement, les marchés pour les produits de la grande industrie. Mais la capacité de développement des marchés, extensive aussi bien qu'intensive, est régie tout d'abord par de tout autres lois qui agissent d'une manière bien moins énergique. L'extension des marchés ne peut pas tenir pied à l'extension de la production. La collision devient inévitable, et comme elle ne peut créer de solution aussi longtemps qu'elle ne brise pas le mode de production capitaliste lui-même, elle devient périodique [2]. » C'est ainsi que depuis 1825 se sont produit, à peu près tous les dix ans, des crises. Fourier les caractérisa toutes lorsqu'il désigna la première, dont il fut témoin, du nom de « crise pléthorique. » Pendant les crises, les transactions s'arrêtent, les marchés sont encombrés, les produits ne peuvent se vendre, le numéraire devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses ouvrières manquent de subsistances, pour en avoir trop produit, les krachs suivent les krachs. « La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste éclate alors d'une manière violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie ; le moyen de circulation, l'argent, devient un obstacle à la cir-

1. Karl Marx, *Das Kapital*. Ester Band, Siebenter Abschitt, Dreiundzwanzigstes Kapitel. 4. — Vierte Auflage, page 611.

2. Engels, *Die Entwicklung des Sozialismus*, p. 34.

culation ; toutes les lois de la prodution marchande et de la circulation des marchandises sont renversées. La collision économique a atteint son point culminant : le mode de production est en rebellion contre le mode d'échange [1]. »

La connaissance du principe de tous ces conflits nous enseigne quelle en doit être la solution. Ils résultent du désaccord survenu entre la forme de la production, qui est devenue sociale, et la forme de l'appropriation, qui est demeurée individuelle, ou plus exactement, qui est devenue capitaliste. Il faut rétablir l'harmonie entre la forme de la production et la forme de l'appropriation ; il faut que la forme de l'appropriation s'adapte à la forme sociale de la production, c'est-à-dire qu'elle devienne sociale. La solution est dans la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire dans le socialisme. L'étude des conflits de la société présenté à la lumière du déterminisme économique nous permet de découvrir tout au fond de leurs conditions d'existence cette solution ; et elle nous permet de déterminer aussi quel est le facteur qui pourra et qui devra l'appliquer : c'est le prolétariat. La réalisation de l'ordre socialiste ne sera pas un acte de bonté ou de justice accompli par les privilégiés de l'ordre social actuel, par les capitalistes, par la bourgeoisie. Elle sera l'acte de ceux qui se trouvent acculés à la nécessité de lutter contre les capitalistes et contre le capitalisme : les prolétaires. « En transformant de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le mode de production capitaliste crée la puissance qui est forcée, sous peine de mort, à faire cette révolution [2]. » « Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, remplace l'isolement des ouvriers par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire des prolétaires sont également inévitables [3]. »

1. *Die Entwicklung des Sozialismus*, pages 35 et 36.
2. *Ibid.*, p. 40.
3. Karl Marx et Friedrich Engels, *Das Kommunistische Manifest*. Sechste

Comment le prolétariat opérera-t-il la transformation du système de production capitaliste en système de production socialiste ? Ici encore c'est dans l'analyse des données réelles de l'évolution économique que nous découvrirons la solution cherchée.

Dans les cadres même de la société capitaliste, à la forme sociale de la production tendent de plus en plus à correspondre des formes sociales d'appropriation et d'exploitation : sociétés par actions, trusts, entreprises d'État. Ces modes d'exploitation sont encore capitalistes : cela est évident pour les sociétés par actions et pour les trusts, cela est vrai aussi des entreprises de l'État. « L'État moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour maintenir debout les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les agressions aussi bien des ouvriers que des capitalistes individuels. L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'État des capitalistes, le capitaliste total idéal. Plus il reçoit en sa possession de forces productives, et plus il devient véritablement le capitaliste d'ensemble, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des ouvriers salariés, des prolétaires. Le rapport de capitaliste à salarié n'est pas supprimé, il est plutôt porté à son extrême limite. Mais à l'extrême limite les choses changent de nature. La propriété d'État des forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle cache en soi le moyen formel, le maniement, pour ainsi dire, de la solution [1]. » L'expérience enseigne donc à la classe ouvrière cette procédure : l'étatisation. Et c'est ainsi que « le mode de production capitaliste, en poussant de plus en plus à la transformation en propriété de l'État des grands moyens de production fonctionnant socialement montre lui-même la voie qui conduit à la réalisation de la révolution. *Le prolétariat saisit la puissance de l'État et transforme les moyens de production tout d'abord en propriété de l'État* [2]. » Par là il supprime les différences de classes et les antagonismes

autorisirte deutsche Ausgabe. Mit Vorreden von Karl Marx und Friedrich Engels. Berlin, 1894. Expédition des « Vorwærts », Berliner Volksblatt. Page 18. — *Le Manifeste communiste*; trad. Andler. Paris, 1901, pages 40 et 41.

1. *Die Entwicklung des Sozialismus*, p. 38.

2. *Ibid.*, p. 40.

de classes, se supprime lui-même comme prolétariat, et supprime l'État comme État. « La société des périodes antérieures, se mouvant dans des antagonismes de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire d'une organisation créée par la classe qui était à chaque période la classe exploiteuse, en vue de maintenir ses conditions extérieures de production, et par suite particulièrement en vue de contenir violemment la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'État était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais il n'était cela qu'en tant qu'il était l'État de la classe qui représentait elle-même pour son temps toute la société : dans l'antiquité, l'État des citoyens propriétaires d'esclaves, au moyen âge, de la noblesse féodale, en notre temps, de la bourgeoisie. En devenant enfin réellement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir dans l'oppression, dès qu'ont été supprimées, en même temps que la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle reposant sur l'anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer qui rendrait nécessaire une puissance particulière de répression, un État. Le premier acte par lequel l'État intervient vraiment comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre comme État. L'intervention de l'État dans les conditions sociales devient superflue dans un domaine après l'autre et cesse ensuite d'elle-même. Le gouvernement des personnes est remplacé par l'administration des choses et la direction de procès de production. L'État n'est pas « supprimé», il se meurt[1]. » — Telle est la théorie marxiste de la nature, de l'histoire et de la destinée de l'État. Elle a dans l'ensemble de la doctrine une très grande importance ; elle en est un des points essentiels.

La prise de possession des moyens de production par la société étant une fois accomplie, c'est une ère nouvelle qui commence. Les forces productives sont affranchies et se don-

1. *Die Entwicklung des Sozialismus*, p. 40.

nent libre carrière, la production croît sans cesse, d'un mouvement progressif. « La production marchande est supprimée, et est supprimée aussi la domination du produit sur le producteur. L'anarchie dans la production sociale est remplacée par l'organisation consciente et méthodique. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Ainsi, pour la première fois, l'homme sort, en un certain sens d'une manière définitive, du règne animal, il passe de conditions d'existence animales à des conditions vraiment humaines... Les hommes appliquent en toute connaissance de cause et par là maîtrisent les lois de leur propre action sociale, qui se présentaient antérieurement à eux comme des lois naturelles étrangères et toutes-puissantes... C'est le premier saut de l'humanité du règne de la nécessité dans celui de la liberté [1]. »

Notons en terminant que Marx et Engels ont appliqué leur conception matérialiste de l'histoire à l'histoire même du socialisme. Le socialisme moderne n'est rien d'autre, exposent-ils, que le reflet mental du conflit créé par l'évolution capitaliste entre les forces productives et le mode de production. Aux formes embryonnaires de ce conflit et de ses diverses manifestations ont correspondu des théories imparfaites. Les antagonismes n'étant pas assez développés pour que les solutions s'en dégageassent d'elles-mêmes, les théoriciens devaient élaborer les solutions en se livrant le plus souvent à un travail d'invention. Et comme l'évolution n'avait point encore développé et éduqué la classe capable d'instaurer le socialisme, les théoriciens en attendaient la mise en pratique du bon vouloir des philanthropes. Le « socialisme utopique », — celui des Saint-Simon, des Fourier, des Owen, — a correspondu à cette période de l'histoire économique et sociale. Quand les formes embryonnaires du conflit se furent pleinement développées, et quand le prolétariat qu'elles portaient en elles fut devenu assez grand et se fut affirmé comme classe, le « socialisme scientifique », le socialisme de Marx et d'Engels put se faire jour. Il était l'interprétation des faits économiques et politiques nouveaux à la

1 *Die Entwicklung des Sozialismus*, pages 42 et 43.

lumière de la philosophie classique allemande, comme il était l'interprétation de la philosophie classique allemande, et en particulier de la philosophie hégélienne, à la lumière des faits économiques et politiques nouveaux.

CINQUIÈME PARTIE

L'ACTION

SECTION I

LES DIFFÉRENTES FORMES D'ACTION POLITIQUE

CHAPITRE PREMIER

ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

La réalisation des « fins dernières ». — L'expropriation socialiste. — Sera-t-elle générale ou partielle ? — Avec ou sans indemnité? — Le parti socialiste et les moyens violents. — Déclarations de Liebknecht en 1869 et en 1891. Evolution survenue. — Résolution votée à Saint-Gall en 1887. — Déclarations de Bebel, de Kautsky et d'Engels.

Entre l'organisation et la propagande d'une part, et, d'autre part, l'action, il existe d'étroits rapports. D'abord, en un sens large, le travail d'organisation et le travail de propagande sont des formes d'action. Ensuite, si nous prenons le mot action en son sens précis, c'est-à-dire s'il nous sert à désigner le travail fourni pour imprimer aux *choses* une certaine direction et modifier ou transformer la *réalité*, nous dirons que l'organisation sert à l'action du support et que la propagande est le commencement de l'action, la première phase d'un processus dont l'action est la seconde. La propagande est à l'action ce que, dans la psychologie individuelle, l'idée est au mouvement. Nous ajouterons que toute action couronnée de succès se trouve de ce fait douée d'une vertu de propagande. Enfin dans un certain nombre de cas la même forme d'activité du parti est en

même temps propagande et action. C'est ainsi que les campagnes de meetings sont à la fois des mouvements de propagande d'un grand effet sur les masses et des mouvements d'action d'un grand effet sur les pouvoirs publics.

Mais même dans les cas où la propagande et l'action sont intimement unies, il est possible de discerner entre elles; et nous étudierons maintenant l'action en elle-même comme nous avons étudié la propagande précédemment.

Il convient de distinguer les résultats auxquels tend l'action du parti en trois groupes. Les deux premiers nous sont fournis par le programme : Il y a d'abord les « fins dernières », qui sont posées dans sa partie théorique : ce sont la socialisation des moyens de production et d'échange et corrélativement la suppression de la domination de classe et des classes mêmes, l'établissement de droits et de devoirs égaux pour tous, sans acception de sexe ni de race. Il y a en second lieu les fins prochaines du parti, les réformes compatibles avec l'ordre capitaliste, qui sont inscrites dans la seconde partie du programme : tels sont le suffrage universel à toutes les élections, l'impôt progressif sur le revenu et la richesse, la journée maxima de huit heures, etc.

Mais tous les objets auxquels doit tendre l'action du parti ne sont pas inscrits au programme. Celui-ci n'a trait qu'à ce qu'il faut conquérir : or, à certains heures, une tâche plus modeste incombe à la démocratie socialiste, celle qui consiste à garder les conquêtes du passé, à empêcher une aggravation de l'état présent. Dans les conflits d'intérêts, dans les luttes de classes dont la société actuelle offre le spectacle, elle a parfois à protéger le *statu quo* contre la réaction. Nous avons déjà mentionné les principales luttes de cet ordre qu'elle a dû mener dans ces dix dernières années.

Et ainsi l'action du parti tend à ces trois catégories de résultats : la réalisation des « fins dernières », l'obtention de réformes, et la défense des conquêtes du passé contre la réaction.

Nous pourrons faire entrer dans une même catégorie, celle de l'activité pratique immédiate du parti, le travail qu'il fournit pour défendre contre la réaction les conquêtes du passé et pour obtenir les réformes compatibles avec l'ordre capitaliste. L'effort

dépensé en vue de la réalisation des « fins dernières » entrera dans une autre catégorie. Nous l'envisagerons d'abord.

*
* *

« La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, lisons-nous dans le programme, est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut pas mener ses luttes économiques et développer son organisation économique sans droits politiques. *Elle ne peut pas réaliser le passage des moyens de production aux mains de la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique*[1]. »

La conquête de la puissance politique par la classe ouvrière est donc la condition préalable de la socialisation des moyens de production.

Comment, la classe ouvrière étant entrée en possession de la puissance politique, s'opérera l'œuvre de socialisation ? La classe ouvrière exproprera-t-elle tous les possédants de tous leurs biens ? Et pratiquera-t-elle l'expropriation sous forme de confiscation ?

Dans son livre sur le *Programme d'Erfurt*, Karl Kautsky envisage ces deux questions, et y répond. « On peut dire avec certitude, déclare-t-il, que l'évolution économique ne rend nécessaire que l'expropriation d'une *partie* de la propriété existante. Ce qu'elle commande, c'est l'appropriation sociale des *moyens de production ;* la propriété privée des moyens de *consommation personnelle* n'est par là nullement touchée[2] ». Et parmi les moyens de consommation personnelle il compte les sommes placées dans les caisses d'épargne.

Mais, même parmi les moyens de production, il distingue : tous ne doivent pas être expropriés. « C'est la *grande exploitation*, dit-il, qui rend nécessaire la société socialiste. La production collective exige aussi la propriété collective des moyens de production. Mais de même que la propriété privée des moyens de production est en contradiction avec le travail collectif dans

1. C'est moi qui souligne.

2. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm in seinem grundsætzlichen Theil erlæutert*, p. 149, Stuttgart, J.-H.-W. Dietz, 1892.

la grande exploitation, de même la propriété collective ou sociale est en contradiction avec la petite exploitation.

« Celle-ci réclame, comme nous l'avons vu, la propriété privée des moyens de production. La suppression de celle-ci pour les petites exploitations serait d'autant plus dénuée d'objet que la tendance du socialisme est de mettre les travailleurs en possession des moyens de production nécessaires. Pour les petites exploitations, l'expropriation des moyens de production reviendrait à ceci : les prendre aux propriétaires actuels pour les leur rendre, — procédure vide de sens.

« Le passage à la société socialiste ne nécessite donc nullement l'expropriation des petits artisans et des petits paysans... Ce sont les *capitalistes* qui exproprient en fait les paysans et les artisans, comme nous l'avons vu. *La société socialiste met un terme à cette expropriation* [1]. »

Faudra-t-il donc concevoir la petite propriété et la petite exploitation paysanne et artisane comme survivant définitivement, dans la société socialiste, à côté de la grande exploitation socialiste ? Non, répond Kautsky, les petites exploitations prendront nécessairement fin, mais par d'autres moyens. « L'évolution économique n'est pas arrêtée par le socialisme. Au contraire, celui-ci est le seul moyen de rendre possible sa continuation au delà d'une certaine limite. Comme dans la société actuelle, dans la société socialiste la grande exploitation se développera toujours davantage et absorbera toujours davantage les petites exploitations... La direction de l'évolution reste la même, mais le socialisme supprime tous les phénomènes horribles et douloureux dont s'accompagne dans la société actuelle la marche de l'évolution, en en assurant à tous le profit.

« Aujourd'hui, lorsque le paysan ou l'artisan devient, de travailleur d'une petite exploitation travailleur, d'une grande exploitation, il devient, de *possédant* qu'il était, *prolétaire*. Dans une société socialiste, au contraire, le paysan ou l'artisan qui passe au travail dans une grande exploitation collective devient participant à tous les avantages de la grande exploitation ; sa

1. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm*, pages 150 et 151. Voir aussi dans la suite de nos études (pages 319 et 320), un texte important de Kautsky qui se rattache à la même question.

situation s'améliore considérablement : son passage de la petite exploitation à la grande ne peut plus être comparé à la transformation d'un possédant en prolétaire, mais bien à celle d'un homme qui possède peu en un homme qui possède beaucoup.

« La petite exploitation est irrévocablement condamnée à la ruine. Mais seule la démocratie socialiste permet aux paysans et aux artisans de devenir tous travailleurs de la grande exploitation sans tomber dans le prolétariat. Dans la société socialiste seule la dissolution de l'agriculture paysanne et des petits métiers signifie une élévation de la condition des paysans et des artisans.

« Le ressort de l'évolution économique ne sera plus la *concurrence,* qui élimine les exploitations arriérées et exproprie leurs propriétaires, mais l'*attraction* que les exploitations et formes d'exploitation avancées exercent sur les travailleurs des exploitations et formes d'exploitation arriérées.

« Ce genre d'évolution n'est pas seulement sans douleur ; il procède aussi beaucoup plus vite que celui que détermine la concurrence. Aujourd'hui que l'introduction de formes d'exploitation nouvelles, plus hautes, ne peut se produire sans l'expropriation de propriétaires d'exploitations arriérées, sans privations et souffrances pour de grandes masses ouvrières, qui deviennent superflues, chaque progrès économique rencontre une résistance opiniâtre. Nous avons vu avec quelle obstination les producteurs demeurent encore souvent fermement attachés aux formes de production les plus vieillies, combien désespérément ils se cramponnent à elles, aussi longtemps qu'il y a encore en elles un souffle de vie. Jamais encore un système de production n'a été si révolutionnaire que le système actuel, jamais encore un système de production n'a causé des révolutions aussi prodigieuses dans tous les domaines de l'activité humaine, et pourtant combien de ruines, de formes de production vieillies, arriérées, se sont conservées !

« Dès que la peur disparaîtra d'être jeté dans le prolétariat par le renoncement à une exploitation indépendante, dès que les avantages de la grande exploitation sociale pour tous ceux qui y auront part se feront valoir dans les domaines les plus différents, dès que la possibilité sera offerte à chacun de jouir

de ces avantages, il n'y aura que les fous pour désirer conserver des formes d'exploitation vieillies[1]. »

Ainsi, pour les petites exploitations, le passage à l'appropriation sociale se fera non par expropriation, mais par la puissance de l'attraction exercée en régime socialiste sur les artisans et les paysans par les formes supérieures de la production. Seules les grandes exploitations seront expropriées par la classe ouvrière entrée en possession de la puissance politique.

Comment maintenant se fera cette expropriation ? Sera-t-elle une *confiscation*, ou une expropriation avec indemnité ? — « Le programme ne dit rien de la confiscation, répond Kautsky. Ce n'est pas par timidité, pour ne pas effaroucher, mais simplement parce qu'on ne peut rien dire avec certitude sur ce point. Avec certitude on peut seulement déclarer que la tendance de l'évolution économique rend nécessaire le passage des grandes entreprises à la propriété sociale et leur exploitation par la société. De quelle manière se produira ce passage ? L'inévitable expropriation sera-t-elle une confiscation ou un rachat ? Se produira-t-elle pacifiquement ou violemment ? Ce sont là des questions auxquelles nul ne peut répondre. La manière du passage dépend de la situation générale dans laquelle il se produira, de la force et de l'intelligence de chacune des classes entrant en considération, etc., toutes circonstances que l'on ne peut pas calculer d'avance. Dans l'évolution historique l'inattendu joue le plus grand rôle.

« Il est de toute évidence que les socialistes désirent que l'expropriation devenue inévitable des grandes exploitations se produise en causant le moins de douleur possible, pacifiquement et avec l'assentiment de tous. Mais l'évolution historique est déterminée aussi peu par nos souhaits que par ceux de nos adversaires.

« En aucun cas on ne peut dire que la mise à exécution du programme socialiste exige en toute circonstance que cette portion de la propriété dont l'expropriation est devenue nécessaire soit confisquée[2]. »

2. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm in seinem grundsætzlichen Theil erlæutert*, pages 151 et 153.

1. *Ibid.*, pages 148 et 149.

Les considérations qui précèdent ont trait à l'usage que la classe ouvrière victorieuse fera du pouvoir. Mais comment la classe ouvrière, comment la démocratie socialiste entrera-t-elle en possession du pouvoir? Sera-ce par des moyens constitutionnels et légaux, ou par des moyens révolutionnaires, sera-ce pacifiquement ou par un recours à la force?

En 1869, Liebknecht disait, dans une conférence faite aux membres de l'*Association ouvrière démocratique de Berlin* : « Quel objet pourrait avoir l'exposition de nos principes au Reichstag? La conversion des membres de cette assemblée? Envisager cette possibilité serait non seulement enfantin, mais niais.

« Il serait aussi pratique d'aller dire nos principes aux vagues de la mer, — et ce ne serait pas aussi ridicule. Les Braune et consorts savent très bien ce que nous voulons. Vis-à-vis d'eux, tout comme vis-à-vis des classes dirigeantes presque seules représentées au Reichstag, *le socialisme n'est plus une question de théorie, mais simplement une question de force qui ne peut pas être résolue dans un parlement, mais seulement dans la rue, sur le champ de bataille, comme toute autre question de force... Pour les peuples aussi bien que pour les princes, c'est la violence qui dit le dernier mot*[1]. » Et Liebknecht combattait de toute son énergie l' « idolâtrie » du suffrage universel. « Principalement dans l'Allemagne du Nord, disait-il, bien des gens voient dans le suffrage universel la clef miraculeuse qui ouvre aux « déshérités » les portes de la puissance publique; ils vivent dans l'illusion de pouvoir, au milieu de l'État policier et militaire, sortir à l'aide du suffrage universel du marécage de la misère sociale — tel un homme qui voudrait sortir de la bourbe d'un étang en se tirant par les cheveux. Certes, le suffrage universel est un droit sacré du peuple, une condition fondamentale de l'État démocratique, de l'État démocratique socialiste. Mais pris à part, séparé de la liberté civique, sans liberté de la presse, sans droit d'association, sous la domination du sabre du policier et du soldat — en un mot, *dans l'État absolu-*

1. W. Liebknecht, *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie insbesondere mit Bezug auf den Reichstag*. Neue unveränderte Auflage. Berlin, 1893, Expedition des « Vorwärts », Berliner Volksblatt (Th. Glocke), pages 13 et 14. — C'est moi qui souligne.

tiste, le suffrage universel ne peut être que le jouet et l'instrument de l'absolutisme[1]. » « On peut affirmer avec certitude, disait-il encore, qu'en Prusse nul député ne peut être élu au « Reichstag » si le gouvernement combat sérieusement sa candidature[2]. » Mais même en se plaçant pour un instant dans l'hypothèse qu'une majorité socialiste pût jamais être envoyée dans cette assemblée, il arrivait aux mêmes conclusions sur l'efficacité socialiste du suffrage universel « dans un État absolutiste ». « Admettons que le gouvernement, par suite de sa force ou par calcul, ne fasse pas usage des ressources dont il dispose, et que l'on réussisse, comme le rêvent quelques politiciens fantasques du socialisme, à avoir au Reichstag une majorité socialiste. Que devrait faire la majorité? *Hic Rhodus hic salta*. Maintenant c'est le moment de transformer la société et l'État. La majorité prend la grande décision, les temps nouveaux sont enfantés; — ah non! une compagnie de soldats chasse la majorité socialiste, et si ces messieurs n'acceptent pas tranquillement l'aventure, quelques sergents de ville les conduisent à la prison communale, où ils ont le temps de réfléchir à leur don quichottisme[3]. »

Par une évolution parallèle à la pratique réelle du parti — nous étudierons plus loin cette pratique — les idées de Liebknecht s'éloignèrent progressivement de la conception politique qu'il avait défendue dans la conférence citée, conférence qui fut publiée en une brochure demeurée célèbre. En 1891, au Congrès d'Erfurt, où il défendait contre les « Jeunes » la tactique du parti, il prononça ces paroles : « Je suis d'avis et nous sommes tous d'avis que le centre de gravité de l'activité de notre parti ne se trouve pas au Reichstag, mais hors du Reichstag, et que notre activité au Reichstag, *tant que nous n'y aurons pas une influence décisive*[4], doit viser principalement à la propagande. Mais de ce que nous n'avons pas une influence décisive, s'ensuit-il qu'il faille condamner le parlementarisme? Le parlementarisme est simplement le système de la représentation du peuple.

1. W. Liebknecht. *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie insbesondere mit Begug auf den Reichstag*, p. 16. — C'est moi qui souligne.
2. *Ibid.*, p. 17.
3. *Ibid.*, p. 18.
4. C'est moi qui souligne.

Si nous n'avons point atteint jusqu'ici au Reichstag de résultats, ce n'est pas la faute du parlementarisme, c'est simplement la conséquence de ce que *nous n'avons pas encore dans le pays, dans le peuple, la puissance nécessaire*[1]. S'il y avait derrière nous autant de voix, autant de force que derrière les partis bourgeois, le Reichstag serait pour nous aussi peu infructueux qu'il l'est aujourd'hui pour les autres ; — le « loquet de la législation » jouerait aussi bien pour nous qu'aujourd'hui pour nos adversaires. Cela ne veut pas dire que par la voie de la législation toutes les questions puissent être résolues ; mais que l'on me montre donc un autre chemin qui conduise au but ! Certes il y a, d'après l'opinion de ceux-ci ou de ceux-là, un autre moyen qui est plus court : celui de la violence. Nous nous préparons en secret ou autrement pour le moment où nous pourrons frapper avec violence de côté et d'autre, où nous pourrons d'un grand coup changer l'état des choses. — Eh bien, nous en venons ainsi à l'anarchisme, et c'est votre grande faute (s'adressant à l'opposition) de n'avoir pas conçu cette conséquence. — Nous entendons par parlementarisme non pas une pseudo-représentation parlementaire comme sous Louis-Philippe, mais l'utilisation d'une puissance qui nous est fournie par les voix qui sont derrière nous.

« Si nous accordions une importance capitale au facteur de la puissance mécanique, nous nous placerions au point de vue de nos ennemis. Bismarck était l'homme de la force brutale, l'homme de la politique de sang et de fer. Personne n'a disposé de plus grands moyens ni n'en a fait un usage moins scrupuleux. Et le résultat ? Où est-il ? Il a eu à sa disposition absolue pendant plus d'un quart de siècle la police, l'armée, le capital, la puissance de l'État, bref tous les moyens de force mécanique : — nous ne pouvions lui opposer que notre bon droit, notre bonne conviction, la poitrine nue, et c'est nous qui avons vaincu. Nos armes étaient les meilleures. Avec le temps la puissance brutale doit céder aux facteurs moraux, à la logique des choses. Bismarck gît foudroyé à terre — et la démocratie socialiste est le parti le plus fort d'Allemagne ! Cela n'est-il pas une preuve

1. C'est moi qui souligne.

puissante de la bonté de la tactique actuelle?... L'essence du révolutionnarisme ne réside pas dans les moyens, mais dans le but. La violence est depuis des milliers d'années un facteur réactionnaire. Prouvez que notre but est faux, alors vous pourrez dire que le parti est détourné par la direction actuelle de la voie révolutionnaire[1]. »

A la même époque, au même congrès d'Erfurt, en 1891, Bebel, envisageant la question sous un autre aspect, se prononçait dans le même sens. Il déclarait : « Ce qui arriverait, au siècle des fusils à répétition et des canons Maxim, dans une révolution que feraient tout au plus quelques centaines de milliers d'individus, je l'ai dit récemment à Dresde : nous serions misérablement tués comme des moineaux. (*Approbation.*) Croire aujourd'hui, en présence des progrès colossaux qui ont été réalisés non seulement dans le domaine militaire, mais aussi dans le domaine politique et tout particulièrement dans le domaine économique, que nous socialistes nous puissions songer à arriver au but avec les moyens du parti bourgeois, par exemple par la construction de barricades, c'est se tromper puissamment, c'est méconnaître totalement la nature du milieu dans lequel nous nous trouvons. (*Très bien!*) Exactement de même que notre attitude par rapport à l'État et à la société est totalement différente de celle de toutes les classes et de tous les partis antérieurs, de même nous serons obligés de recourir pour atteindre notre fin dernière à des voies tout à fait nouvelles et à des moyens tout à fait nouveaux; cela est en moi une conviction inébranlable[2]. »

Quelles seront ces voies? Quels seront ces moyens? Bebel ne songeait certainement pas à la grève générale, à laquelle, comme presque tous les socialistes allemands, il était hostile. Il avait évidemment en vue — entre autres voies nouvelles et autres nouveaux moyens — l'action électorale et l'action parlementaire. Depuis quelques années, dans le parti, une évolution s'était faite en ce sens, évolution qui devait trouver, en 1895, son constat théorique dans la préface d'Engels aux *Luttes de classes en France* de Karl Marx. Engels déclarait voir dans

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, pages 204 et 206.
2. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, p. 172.

le suffrage universel un « instrument d'émancipation [1] ».

Mais il ne faudrait pas interpréter cette évolution ni les textes cités plus haut comme une répudiation entière et définitive des moyens violents. Au Congrès tenu à Saint-Gall en 1887, c'est-à-dire seulement quatre ans plus tôt, une motion fut votée qui réservait implicitement une place à l'emploi de ces moyens. Nous y lisons ces mots : « Le culte anarchiste et l'adoption *exclusive*[2] de la politique de violence ont pour principe un grossier malentendu sur le rôle de la violence dans l'histoire des peuples.

« La violence est aussi bien un facteur réactionnaire qu'un moyen révolutionnaire ; elle a même été plus souvent un moyen réactionnaire qu'un moyen révolutionnaire. La tactique de l'emploi *individuel*[3] de la violence ne conduit pas au but et est, en tant qu'elle blesse le sentiment du droit de la masse, positivement nuisible et pour cela à rejeter[4] ». — Si l'on dit que la tactique de l'emploi *individuel* de la violence ne conduit pas au but, c'est que l'on pense que la tactique de l'emploi non individuel ou collectif de la violence peut y conduire ; si l'on réprouve l'adoption *exclusive* de la politique de violence, c'est que l'on ne réprouverait pas, dans certains cas, l'adoption d'une politique de violence.

Ajoutons que bien après le congrès d'Erfurt, au Congrès tenu à Hanovre en 1899, Bebel disait : « Personne ne peut avoir de doute dans le parti sur ce que nous pensons de la révolution violente. C'est une absurdité d'admettre qu'il y ait dans notre parti un seul homme qui se sentirait disposé à faire une révolution s'il est d'avis qu'il peut atteindre son but beaucoup mieux, beaucoup plus facilement et beaucoup plus simplement. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui font les révolutions, mais ce sont, c'ont été de tout temps les réactionnaires. (*Vifs applau-*

1. Karl Marx, *Die Klassenkæmpfe in Frankreich, 1848 bis 1850.* Mit Einleitung von Friedrich Engels. Berlin, 1895, Expedition des « Vorwærts », Berliner Volksblatt (Th. Glocke), p. 12 et suiv.

2. C'est moi qui souligne.

3. Même remarque.

4. *Verhandlungen des Parteitags der deutschen Sozialdemokratie in St. Gallen.* Abgehalten vom 2. bis 6. Oktober 1887. Hottingen-Zürich, Verlag der Volksbuchhandlung, 1888, p. 13.

dissements.) Déjà le grand Gœthe a dit à son Eckermann que la faute est aux gouvernements seuls quand la révolution arrive ; et je pourrais vous citer une douzaine de passages d'écrivains jusqu'au vieux Mommsen qui dit en bon classique dans son *Histoire romaine :* lorsqu'un gouvernement prouve qu'il est incapable de remplir les devoirs qu'il devrait remplir dans l'intérêt de la grande majorité des citoyens, c'est alors un droit de faire la révolution ; alors la faute n'est pas du côté de ceux qui s'insurgent et recourent à la violence, mais du côté de ceux qui les y ont poussés. Et, camarades, chez nous en Allemagne, les bourgeois, en tout temps, sont partis de ce principe[1]. » (*Vifs applaudissements.*)

Dans quelles conditions et sous quelle forme s'effectuera la conquête du pouvoir? C'est donc ce qui dépend, en même temps que du parti, de ses adversaires et des circonstances. « Les mesures à prendre au cours des diverses phases de l'évolution, dit Bebel dans son livre sur *la Femme et le Socialisme*, dépendent des circonstances successives. Il est impossible de prédire quelles mesures les circonstances rendront nécessaires en un cas particulier. Il n'est pas de gouvernement, il n'est pas de ministre, fût-ce le plus puissant, qui puisse dire à l'avance ce que les circonstances le forceront à faire l'année suivante. A plus forte raison, la prédiction est-elle impossible pour des mesures qui sont influencées par des circonstances dont l'apparition ne peut être ni calculée ni prédite. La question des moyens, dans une lutte, est la question de la tactique. Mais la tactique se règle sur l'adversaire et sur les ressources qui sont à sa disposition et à la mienne. Un moyen qui est aujourd'hui tout à fait excellent peut être demain funeste, parce que les circonstances qui justifiaient hier son application se sont changées aujourd'hui. Les moyens d'atteindre le but dépendent du temps et des circonstances ; il est seulement nécessaire que l'on emploie les plus efficaces et les plus radicaux que le temps et les circonstances permettent d'employer[2]. »

De son côté Kautsky écrit, dans son livre sur *le Programme*

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 121.

2. Auguste Bebel, *Die Frau und der Socialismus*, 27e édition Stuttgart, J.-H.-W. Dietz, 1896, pages 333 et 334.

d'Erfurt : « Une pareille révolution peut recevoir les formes les plus diverses, suivant les circonstances dans lesquelles elle se produit. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit accompagnée de violences et d'effusion de sang. Il s'est déjà trouvé des cas dans l'histoire où les classes régnantes furent particulièrement intelligentes ou... particulièrement faibles et lâches, de sorte que se voyant placées dans un état de contrainte elles abdiquèrent spontanément. Il n'est pas nécessaire non plus que le sort d'une révolution sociale soit décidé d'un seul coup. Il se pourrait même que cela n'ait jamais été le cas. Les révolutions se préparent au cours de luttes politiques et économiques qui durent des années et des dizaines d'années, et se produisent avec de constants changements et de constantes oscillations des forces respectives des diverses classes et des divers partis, souvent interrompues par de longues périodes de réaction [1]. »

Ces différents textes permettent de se représenter ce que les socialistes allemands pensent d'une manière assez générale de la conquête du pouvoir. Il est nécessaire que le pouvoir soit conquis. Comment le sera-t-il ? Ils désirent ne pas recourir à la force, mais ils n'en répudient pas l'emploi. Ils n'ont pas le culte romantique des moyens violents, mais ils ne déclarent point qu'ils n'y auront pas recours. Ils expriment leur vœu, qui est d'arriver au but pacifiquement, et réservent à l'avenir les solutions nécessaires.

En fait, jusqu'ici, le parti a toujours observé une grande circonspection. Bismarck rêvait de résoudre la question sociale « militairement » ; les socialistes le savaient, et évitaient tout ce qui eût pu provoquer des collisions avec les troupes. La direction du parti a toujours prêché la prudence. En 1878, dans certains milieux ouvriers, on se crut à la veille d'une révolution sociale. Le Reichstag venait d'être dissous, pour avoir repoussé le projet de loi d'exception déposé par le gouvernement. Pendant la campagne électorale, la lutte de tous les « partis de l'ordre » contre les socialistes fut acharnée ; les autorités et la police multipliaient contre eux les persécutions et les provocations. Il semblait que quelque chose de décisif allait se passer. Les chefs du

1. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm*, pages 106 et 107.

parti eurent pu tenter d'entraîner les masses : ils mirent les militants en garde contre les provocations et les exhortèrent au calme. Pendant des semaines, le *Vorwärts* publia en tête de chaque numéro cette exhortation : « Camarades du parti ! Ne vous laissez pas provoquer. On veut tirer ! La réaction a besoin d'émeutes pour gagner la partie[1]. »

A diverses reprises, en particulier en 1892, la direction du parti socialiste allemand a eu l'occasion de tenir le même langage.

Quel langage tiendrait-elle le jour où le parti aurait la majorité du pays derrière lui, si les pouvoirs établis résistaient à la volonté populaire ? — C'est là un problème pour plus tard. Pour l'heure, les socialistes travaillent par la propagande à accélérer la venue du moment où ce problème pourra se poser.

Certes, il n'est pas aisé de se représenter par quels moyens et par quelles transformations la prise de possession du pouvoir deviendra possible au parti socialiste dans un pays où le peuple est séparé de ce pouvoir par tant d'obstacles : des landtags où le suffrage indirect et censitaire est la règle, des Chambres Hautes non élues, des princes ou des rois, dont les pouvoirs limitent ceux des landtags, un Reichstag élu au suffrage universel, mais dont les pouvoirs sont limités par ceux du Conseil fédéral et du Gouvernement impérial, enfin une dynastie impériale, — le tout appuyé sur une organisation militaire extrêmement puissante.

Mais toutes ces institutions, tous ces pouvoirs établis, toutes ces forces reposent, lorsque l'on y regarde de près, sur le consentement et l'adhésion du pays. Travailler à faire cesser ce consentement et cette adhésion, c'est saper les bases de l'édifice, c'est en préparer la ruine. Que la masse du peuple soit du côté du socialisme, et la victoire du socialisme sera assurée. « Il faut, disait Liebknecht à Erfurt, que le parti acquière de la puissance, il faut qu'il gagne tant d'adhérents qu'il finisse par exercer une pression à laquelle nul gouvernement ne puisse résister. Et si l'on nous dit — Liebknecht répondait maintenant à l'objection

1. Stegmann et Hugo, *Handbuch des Socialismus*. Art. « *Socialistische Arbeiterpartei* », pages 761 et 762.

qu'il avait formulée lui-même, en 1869, et que les « Jeunes » lui avaient empruntée — si l'on nous dit : Quand vous aurez la majorité, les soldats feront leur entrée en scène, je réponds : que nous en venions là seulement, et nous ferons l'expérience.

« Jusqu'ici aucun système de gouvernement n'a pu se maintenir d'une manière durable contre la volonté déclarée de la majorité du peuple : — tout gouvernement qui a lutté là-contre a été renversé[1]. »

Donc, pour l'heure, le parti socialiste prépare la conquête du pouvoir dans la mesure où il groupe autour de lui les masses, où il répand dans les masses l'idéal socialiste ; dans son effort pour révolutionner la réalité, son premier devoir est de révolutionner les têtes. Son action consiste essentiellement ici dans sa propagande. Il agit dans la mesure où il fait vouloir l'action, c'est-à-dire où il en réalise les conditions. Par les réunions publiques, par la presse, par la brochure, par le livre, par la discussion dans les groupes, par toutes les formes de propagande et d'éducation, il exerce cette action. Il l'exerce aussi par la parole de ses représentants dans les corps électifs.

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, p. 210.

CHAPITRE II

ACTIVITÉ RÉFORMATRICE

I. Le parti au Reichstag. — Conception du rôle de l'activité parlementaire au début et de nos jours. — II. L'action électorale. — Au second tour de scrutin. Appui donné aux candidats bourgeois d'opposition. Les conditions posées. — III. Participation aux élections pour les landtags et les conseils municipaux. — Les alliances au premier tour. — Les élections pour le landtag prussien. Débats dans le parti. La motion Bebel de 1893 et la motion Bebel de 1900. — IV. Dans les landtags. — Le vote du budget. Débats en 1894 et en 1901. — V. Dans les conseils municipaux. — Programme des socialistes brandebourgeois. — VI. L'action directe. — L'opinion publique du parti.

I. — LE PARTI AU REICHSTAG.

Par ses représentants dans les corps électifs, le parti exerce aussi l'autre forme d'action, l'action pratique et immédiate. Si nous suivons son histoire depuis les origines jusqu'à notre temps, nous observons que la place occupée par cette forme d'action dans l'ensemble du mouvement a été croissant toujours. Cela est l'un des traits essentiels de son évolution. Un autre trait, non moins essentiel, est l'incessant effort fourni par lui pour empêcher que cette activité pratique croissante n'atténue son élan et sa puissance d'action révolutionnaires, pour maintenir devant le regard, par delà les buts secondaires immédiatement et opiniâtrement poursuivis, toute l'ampleur du but socialiste, et malgré les détours de la tactique, la rectitude des principes. L'évolution du parti peut être considérée comme le résultat du conflit perpétuellement renouvelé des nécessités pratiques et des nécessités théoriques, des besoins de l'action immédiate et des exigences de la doctrine et de l'idéal. Sous le couvert d'un perpétuel travail de mise au point, de conflit en conflit, l'évolution se fait.

Les débuts parlementaires des socialistes allemands remontent aux débuts mêmes du premier Reichstag, du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, constitué en 1867. Les socialistes, on se le rappelle, étaient alors divisés ; les uns formaient l'*Association Générale des Ouvriers Allemands*, les autres étaient membres de *sociétés d'éducation ouvrière* ou d'organisations démocratiques avancées, telles que le *Parti démocratique de Saxe*, que Liebknecht et Bebel étaient en train d'amener au socialisme. Ce sont les éléments composant ces groupes qui devaient, deux ans plus tard, constituer le Parti ouvrier démocrate socialiste, adhérant à l'Internationale. Deux candidats du parti démocratique de Saxe, Bebel et l'avocat Schraps, furent élus dès les élections de février. Ils conservèrent leurs mandats, tandis que Liebknecht en conquérait un, aux élections suivantes, qui eurent lieu la même année au mois d'août. A ces élections du mois d'août, d'autre part, trois membres de l'Association Générale furent élus. L'un d'eux était von Schweitzer, président de l'Association. Deux autres lassalliens, membres d'une fraction dissidente, furent élus aussi.

Les lassalliens entrèrent au Reichstag avec des projets de travail pratique et des plans de réformes ; les députés du parti démocratique de Saxe y entrèrent animés de tout autres intentions. Les premiers acceptaient l'œuvre de Bismarck, la Confédération de l'Allemagne du Nord, telle qu'elle était et accomplie comme elle avait été accomplie, sans joie, mais comme un fait irrévocable ; les seconds venaient pour protester contre elle. On avait beaucoup discuté, dans le parti démocratique de Saxe, pour savoir si l'on prendrait part aux élections ; des tendances antiparlementaires très prononcées se mêlaient chez certains à l'hostilité éprouvée par tous contre la politique bismarckienne. Quand il eut été décidé que l'on prendrait part à la lutte électorale, quelques-uns avec Liebknecht demandèrent que du moins les élus du parti n'entrassent au Reichstag que pour y lire une protestation, et, sans résigner leur mandat, se retirassent aussitôt après. Cette proposition ne fut pas acceptée, mais on décida que les élus se tiendraient à l'écart des travaux parlementaires proprement dits, et devraient seulement,

en toute occasion, protester contre la « politique de fer et de sang » dont la Confédération de l'Allemagne du Nord était l'œuvre, et dont le Reichstag de la Confédération était l'expression [1].

Cette règle fut d'abord observée strictement; mais dès 1868 on commença à s'en écarter, d'abord par le dépôt d'une proposition de loi tendant à la substitution de milices populaires aux armées permanentes, puis par des propositions relatives à la liberté d'établissement, au régime des élections, au régime des passeports. En 1869, Bebel s'avança davantage dans cette voie, prenant une part active aux débats sur le projet de *Code Industriel*, et acceptant d'entrer dans la commission chargée de l'étudier. Ici, Liebknecht se sépara de lui; et les deux élus en appelèrent au parti, Liebknecht invoquant les principes, et Bebel, l'intérêt des travailleurs et celui de la propagande. C'est à cette occasion que Liebknecht prononça au Cercle ouvrier démocratique de Berlin, le 31 mai 1869, la conférence dont il a été parlé plus haut. « La démocratie socialiste ne doit en aucun cas et sur aucun terrain, disait-il, délibérer avec ses adversaires. On ne peut délibérer que lorsqu'on a base commune. Délibérer avec des adversaires de principe, c'est sacrifier son principe. Les principes sont indivisibles : on les maintient intégralement ou on les sacrifie intégralement. La moindre concession de principe est l'abandon du principe. Qui discute avec des ennemis parlemente; qui parlemente pactise [2]. »

Nous avons vu plus haut comment Liebknecht, dans cette même conférence, déclarait que « le socialisme était simplement une question de force qui ne pouvait pas être résolue dans un parlement, mais seulement dans la rue, sur le champ de bataille, comme toute autre question de force. » Nous avons vu aussi ce qu'il disait du suffrage universel, « jouet et instrument de l'absolutisme ». De sa réfutation des arguments donnés en faveur de l'activité parlementaire, nous donnerons ce résumé, qui est de lui :

1. W. Liebknecht, *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie*, p. 12.
2. *Ibid.*, p. 12.

« Nos discours ne peuvent pas exercer une influence directe sur la législation.

« Par nos discours nous ne pouvons pas convertir le Reichstag.

« Par nos discours au Reichstag nous ne jetons dans les masses aucune vérité que nous ne puissions beaucoup mieux répandre parmi elles par d'autres moyens. »

Et Liebknecht concluait :

« Quel but « pratique » ont donc nos discours au Reichstag ? Aucun. Mais parler sans but est un plaisir de fous.

« Pas un seul avantage ! Et maintenant de l'autre côté les désavantages : Le principe sacrifié, la lutte politique sérieuse abaissée au niveau d'un combat simulé, le peuple conduit à cette illusion, de croire que le Reichstag de Bismarck soit appelé à résoudre la question sociale. — *Et nous devrions « pour des raisons pratiques » parlementer ? Mais il n'y a que la trahison ou l'aveuglement qui puissent exiger cela de nous*[1]. »

En raison du différend qui avait éclaté entre Liebknecht et Bebel, et qui ne tarda pas à partager les membres du Parti ouvrier démocrate socialiste, la question de la tactique fut inscrite à l'ordre du jour du second congrès de ce Parti, tenu à Stuttgart au mois d'août 1870. Mais avant qu'elle vînt en discussion, et dans un intérêt d'unité, Bebel et Liebknecht s'étaient mis d'accord sur le texte d'une motion transactionnelle qu'ils soumirent en commun à l'assemblée, et cette motion fut votée. Le parti ouvrier « devait prendre part aux élections du Reichstag et du Parlement douanier, principalement pour des raisons de propagande ; il devait aussi, autant qu'il était possible, prendre part au travail parlementaire dans l'intérêt des classes travailleuses, mais d'une manière générale il devait garder par rapport au travail parlementaire une attitude négative[2]. » — Le membre de phrase relatif à la participation effective et positive aux travaux du parlement se trouvait, on le voit, encadré — étranglé, pourrait-on dire — entre les deux propositions relatives aux élections considérées comme moyen de propagande et à l'attitude

1. W. Liebknecht, *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie*, p. 15. — C'est moi qui souligne.

2. Stegmann et Hugo, *Handbuch des Socialismus*, Art. « *Taktik* », p. 792.

négative du parti dans les parlements ; mais, quelque étranglé qu'il fût, il avait une place. Cela était l'essentiel, cela suffisait. La brèche était ouverte.

Avec le temps, continuement, l'activité pratique du parti se développa. Les masses se groupaient derrière lui, de plus en plus nombreuses. Le nombre de ses électeurs était en 1871 de 101 927, en 1877, de 493 447 ; en 1887, de 763 138 ; en 1890 il s'élevait à 1 427 298 ; en 1893, à 1 786 738 ; en 1898, à 2 107 076. A mesure que les masses se groupaient, plus nombreuses, derrière lui, à mesure qu'elles accroissaient par suite sa puissance d'action, le devoir devenait plus pressant pour lui, la nécessité, plus impérieuse, d'utiliser cette puissance d'action pour agir, pour obtenir dès maintenant, dans toute la mesure du possible, des résultats. On s'efforça de plus en plus d'obtenir des résultats ; l'activité pratique du parti ne cessa de croître. Il faut dire d'ailleurs, inversement, que cette activité pratique croissante contribua pour une large part à assurer de plus en plus à la démocratie socialiste les sympathies et le concours des masses, et à multiplier ainsi sa puissance. Il y avait réciprocité d'action : le développement des forces du parti, et le développement de ses préoccupations de réformes étaient l'un et l'autre, et l'un par rapport à l'autre, à la fois cause et effet.

Les paroles prononcées par Liebknecht à Erfurt, touchant le parlementarisme, sont une manifestation de cette évolution. Nous en trouvons une autre manifestation, en même temps qu'une caractéristique, dans le passage suivant, extrait d'un discours qu'il prononça en 1897 au congrès de Hambourg. « On a dit : Pactiser avec les circonstances. Oui, camarades, pourquoi donc nous a-t-on envoyés au Reichstag ? Il serait très bon qu'au prochain congrès la question de la tactique, que je croyais tranchée depuis longtemps, fût de nouveau discutée. Au commencement, lorsque nous n'avions que peu d'adhérents, nous allions au Reichstag pour utiliser la tribune exclusivement ou presque exclusivement en vue de la propagation de nos idées. Mais très vite nous nous sommes trouvés placés sur le terrain de la pratique. Nous avons vu que le mal dans la société actuelle est pourtant quelque chose de plus qu'une occasion de prononcer de beaux discours, et que les discours les plus beaux et les plus

énergiques ne le suppriment pas. Nous avons trouvé que l'essentiel est de faire quelque chose sur le terrain de la pratique. Les ouvriers mêmes nous ont exhortés, toutes les fois qu'il était question de lois ouvrières ou d'autres propositions de loi pouvant en offrir l'occasion, à intervenir par des amendements ou par des contre-propositions en vue d'améliorer la situation présente et les lois existantes. Une pareille proposition, celle de pactiser avec les circonstances, est-ce une trahison ? Mais qu'est donc d'une manière générale toute l'activité du groupe socialiste ? Ceux qui demandent que nous nous comportions autrement, que nous abandonnions le terrain de la pratique et que notre activité soit purement théorique — ceux-là veulent que nous rentrions dans la coque de notre œuf, dont nous sommes sortis depuis bien, bien longtemps. (*Applaudissements.*) Quiconque ne veut pas que nous soyons un parti demeurant dans Nuageville ou regardant du haut de la lune les choses de la terre, quiconque veut que nous soyons pratiques doit reconnaître que notre tactique est bonne. Nous ne sommes pas un parti qui se promène dans les airs, nous luttons sur la terre, nous combattons avec les armes que nous avons ; nous ne combattons pas avec des phrases, avec des théories sans vie, mais avec les armes de la pratique, avec des arguments que nous puisons dans les circonstances. Cela est la tactique nécessaire du parti, tactique infiniment plus révolutionnaire que la tactique de la phrase. (*Vifs applaudissements et mouvements divers.*) Oui, camarades, celui qui ne fait rien du tout, je l'ai déjà dit à un congrès précédent, sinon d'avoir à la bouche des phrases révolutionnaires, comme le Hollandais Nieuwenhuis, celui-là est à son aise pour juger et pour condamner. Qui ne fait rien ne fait pas non plus de faute. Mais celui qui agit — celui-là peut facilement commettre une faute, il peut porter un coup à faux, il peut ne pas parer une botte : mais il est dans la lutte, et c'est quelque chose de plus que de faire de belles phrases[1]. » (*Applaudissements.*)

A ceux qui lui reprochaient d'avoir changé d'opinion, depuis le temps où il faisait sa conférence devant le Cercle ouvrier

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, pages 144 et 145.

démocratique de Berlin, Liebknecht répondait : « Eh bien, je m'avoue coupable sans plus, et j'accorde que je suis assurément un « opportuniste » (*Rechnungstræger*) en tant que je règle mon action d'après les circonstances. Je suis même de cette opinion hérétique que quelqu'un qui, les circonstances changeant, ne change pas son action, est innocent de l'invention de la poudre. Ne pas modifier la tactique, quand la situation s'est modifiée, ce n'est pas fermeté de caractère, mais faiblesse d'esprit, ce n'est pas conséquence, mais impuissance. Un général qui ne peut pas changer son plan de bataille au cours de la bataille ne vaut rien, et les victoires les plus brillantes ont été gagnées par un changement de tactique pendant la bataille.

« Mon *but* est aujourd'hui le même qu'il y a vingt ans et qu'il y a quarante ans et plus — seulement un peu plus clair et beaucoup plus large — mais j'ai changé plusieurs fois ma *tactique*, et il est très possible que je la change encore une ou même plusieurs fois. Si le terrain change et si la base d'opération se modifie, cela est certain [1]. »

II. — L'ACTION ÉLECTORALE. — AU SECOND TOUR DE SCRUTIN

Le parti agit directement, dans les corps électifs, par ses élus ; dans la mesure où il lui est impossible d'exercer cette action directe, il s'efforce d'agir encore par le moyen des représentants d'autres partis. C'est dans cet esprit qu'il participe aux élections, au second tour de scrutin, dans les circonscriptions où ses propres candidats ont été éliminés. Il s'efforce d'assurer le succès des candidats des partis adverses dont le programme, sur certains points essentiels de la politique actuelle, coïncide avec le sien, ou qui du moins prennent vis-à-vis de lui l'engagement de le soutenir dans certaines de ses revendications.

Cette tactique n'est pas dans le parti de date récente. Dès le premier jour — dès les élections de février 1867 — le concours des lassalliens permettait à un libéral de battre, au scrutin de ballottage, son concurrent conservateur. Quant aux eisenachiens, sur la proposition de Bebel et de Liebknecht, ils adop-

1. W. Liebknecht, *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie*, préface de 1888, p. 3.

taient au congrès de Stuttgart, en 1870, une motion qui disait : « Le Parti ouvrier démocrate socialiste ne fait d'alliance ni de compromis avec aucun autre parti. Par contre, *le congrès recommande, aux élections pour le Reichstag et pour le Parlement douanier, là où le parti ne présente pas de candidats à lui, de voter pour les candidats qui, du moins au point de vue politique, occupent esentiellement notre point de vue* [1]. » L'attitude du parti aux élections de ballottage était implicitement réglée par cette motion. S'il fallait voter pour les libéraux dans les circonscriptions où il n'y avait pas de candidat socialiste, il fallait évidemment voter aussi pour eux quand au second tour de scrutin le candidat socialiste se trouvait éliminé.

Les lassalliens ne donnèrent pas toujours leur voix aux libéraux ; indignés des procédés par lesquels ceux-ci les combattaient — l'outrage et la calomnie étaient les deux principaux — ils entreprirent de leur en faire passer la mauvaise habitude, d'abord en les privant d'un concours qu'ils récompensaient si mal, puis, dans quelques cas, en votant contre eux, *en votant pour les conservateurs*. Les eisenachiens ne firent jamais cela : ils avaient un sens démocratique trop développé ; le parti unifié, de son côté, ne renouvela jamais les scabreuses expériences dont von Schweitzer avait pris l'initiative et accepté bien haut la responsabilité ; mais les façons de faire des libéraux découragèrent aussi, à plusieurs reprises, les meilleures volontés des eisenachiens, et, plus tard, des membres du parti unifié. Deux ou trois fois, celui-ci décida de proclamer l'abstention complète au scrutin de ballottage, quels que fussent les candidats adverses en présence.

Mais l'expérience montra que de pareilles décisions étaient de celles qui ne pouvaient être observées, et que les masses électorales qui votaient pour la démocratie socialiste distinguaient quand même entre ses adversaires et ne voulaient pas renoncer à leur faculté de faire échec aux pires. Bien mieux, le congrès réuni en 1887 à Saint-Gall ayant décidé qu'aux élections suivantes, partout où les candidats socialistes se trouveraient éliminés au second tour, l'abstention serait de rigueur, la direction du parti

1. Cité par Auer au Congrès de Hambourg. Cf. *Protokoll*, p. 165. — C'est moi qui souligne.

se vit elle-même contrainte, trois ans plus tard, à annuler de sa propre autorité et sous sa responsabilité cette décision. On était en pleine lutte électorale : le premier tour de scrutin venait d'avoir lieu. Dans un grand nombre de circonscriptions, l'issue de la bataille dépendait de l'attitude des socialistes ; et l'issue de la bataille avait pour eux une importance capitale : c'est la loi d'exception contre les socialistes qui était tout d'abord en question. Si les électeurs socialistes s'abstenaient, une majorité favorable à la prolongation de la loi entrait au Reichstag ; s'ils votaient pour les adversaires de la prolongation, ceux-ci formaient la majorité et la loi prenait fin. La direction du parti jugea qu'il n'y avait pas à hésiter. Elle adressa un appel aux militants pour leur demander, partout où les voix socialistes entraient en ligne de compte, de voter et de faire voter pour les candidats qui se déclaraient hostiles à la prolongation de la loi. Quelque temps après, — la loi des socialistes avait déjà cessé d'être en vigueur, — le congrès réuni à Halle exprima à la direction du parti son approbation pour l'initiative qu'elle avait prise.

Depuis cette époque, deux fois des élections générales pour le Reichstag ont eu lieu : d'abord en 1893, à la suite d'une dissolution occasionnée par le rejet d'un projet d'accroissement de la flotte ; la seconde fois, en 1898, à l'échéance régulière de la législature. En 1893 comme en 1898, le mot d'ordre fut d'appuyer, au second tour de scrutin, celui des candidats adverses qui fournirait certaines garanties essentielles. Pour les élections de 1898, la question put être mûrement étudiée et publiquement discutée au congrès du parti tenu au mois d'octobre 1897 à Hambourg. Voici le texte de la résolution qui fut votée :

« Le congrès décide :

1° C'est le devoir de tous les camarades du parti, si cela n'est pas encore fait, de commencer les préparatifs pour les élections au Reichstag et de présenter un candidat du parti dans toutes les circonscriptions dans lesquelles se trouvent des camarades du parti organisés, sans avoir égard au nombre de voix à espérer.

2° Dans le cas d'un second tour de scrutin où le candidat du parti est éliminé, les camarades du parti sont *tenus* de donner leur voix au candidat d'un parti bourgeois qui prend l'engagement, dans le cas de son élection, d'agir au Reichstag dans le sens indiqué ci-dessous :

a) Pour le maintien du droit de suffrage universel, égal, direct et secret sous sa forme actuelle, à moins qu'il ne s'agisse de propositions tendant à l'étendre ou à lui donner plus de garanties.

b) Pour le maintien intégral du droit de budget du Reichstag (Pas de septennat, pas de quinquennat, etc...)

c) Pour l'établissement d'une loi d'Empire assurant l'intégrité du droit d'association, de réunion et de coalition.

d) Contre l'établissement de lois d'exception de n'importe quelle sorte et contre l'aggravation du droit pénal actuel, dans la mesure où il s'agit de délits ou crimes politiques.

e) Contre toute aggravation de la législation existante sur la presse.

f) Contre tout accroissement des armées permanentes et de la marine.

g) Contre l'élévation des impôts indirects et droits de douane existants et l'établissement de nouveaux impôts et de nouveaux droits sur les denrées de première nécessité et les objets d'usage commun (bière, tabac, etc...).

h) Contre toute suppression ou limitation de lois ou ordonnances de protection et d'assurance ouvrières, sauf dans les cas prévus au paragraphe *a*).

3° Si aucun candidat n'entre en ligne de compte qui prenne un engagement relatif à ces revendications, il faut proclamer l'abstention absolue[1].

Au lendemain du premier tour de scrutin, le Comité Directeur adressa un appel aux membres du parti pour les inviter à faire campagne au second tour dans les conditions arrêtées au congrès de Hambourg. Et ils agirent en conséquence.

Au Congrès tenu à Munich en septembre 1902, le parti s'est occupé des prochaines élections générales pour le Reichstag. Touchant sa participation au scrutin de ballottage, il a pris des décisions semblables à celles qui avaient réglé sa conduite en 1898[2].

III. — PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS POUR LES LANDTAGS ET LES CONSEILS MUNICIPAUX. — LES ALLIANCES AU PREMIER TOUR.

Les mêmes préoccupations qui se traduisent par l'attitude du parti, dans les élections pour le Reichstag, au second tour de scrutin, comme aussi par l'attitude des élus du parti au Reich-

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 70-71.
2. Congrès de Munich, *Protokoll*, p. 101 et 245.

stag, se manifestent d'une manière plus saisissante encore dans sa participation aux élections pour les landtags et pour les conseils municipaux. La loi électorale des landtags et des conseils municipaux n'est pas, comme celle du Reichstag, le suffrage universel, égal, direct et secret. Variable d'un pays à l'autre, elle renferme toujours des dispositions défavorables aux travailleurs. Le plus souvent, pour être électeur, il faut payer un cens ; dans un certain nombre de cas, la faculté électorale varie suivant le chiffre des contributions que l'on paie ; presque toujours, dans les élections pour les landtags, le scrutin est à deux degrés ; parfois il est public ; enfin, dans plusieurs pays, tantôt les électeurs, tantôt les élus, tantôt les uns et les autres doivent prêter le serment constitutionnel. Aussi le parti n'a-t-il pas pris part d'emblée aux élections pour les landtags et pour les conseils municipaux. Mais, tantôt très tôt, tantôt très tard, suivant les circonstances et les conditions, tantôt sans débats et tantôt seulement à la suite de violentes discussions, il s'est prononcé dans toutes les parties de l'Empire pour la participation.

Dès 1879, Liebknecht était élu au landtag saxon et prononçait, pour entrer dans la maison, la formule sacramentelle : « Je jure devant Dieu de demeurer fidèle à la constitution de l'État, et de poursuivre toujours, dans l'assemblée, selon mon savoir et selon ma conscience, par mes propositions et par mes votes, le bien inséparable du roi et de la patrie. Ainsi Dieu me soit en aide[1] ! » Comme quelques socialistes, entre autres Hasselmann, qui fut depuis exclu du parti, portaient contre Liebknecht et la direction du parti, coupable d'approuver sa conduite, l'accusation de trahison, Liebknecht répondit : « Ce n'est pas nous qui avons introduit dans la constitution le serment de fidélité ; si nous nous laissons arrêter par cet obstacle de papier, la tâche de nos adversaires deviendra extraordinairement facile. Aussi longtemps qu'ils auront la majorité et pourront élever de semblables obstacles de papier, nous serons forcés de disparaître de l'arène politique[2]. »

En 1896, les socialistes avaient 15 représentants au landtag saxon ; la majorité de ce parlement jugea que le moment était

1. Cité par Auer, au Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 166.
2. *Ibid.*

venu de modifier la loi électorale, et établit le *système des trois classes*, dont il sera parlé plus loin ; depuis, en dépit de tous les efforts, pas un socialiste n'a pu être élu.

Le parti possède actuellement des représentants dans dix-sept landtags (sur 24). Ce sont ceux de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, de Hesse, d'Oldenbourg, de Saxe-Altenbourg, de Gotha, de Weimar, de Meiningen, de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Brème, de Hambourg, de Reuss Branche Cadette, de Reuss Branche Aînée, de Lippe-Detmold, d'Alsace-Lorraine et d'Anhalt. Il a des représentants dans plusieurs centaines de municipalités.

A la question de la participation aux élections des landtags et des conseils municipaux se rattache directement dans un grand nombre de cas celle des alliances électorales. Nous verrons comment elle a été résolue en étudiant dans son histoire le problème de tactique qui a fait l'objet pendant les dernières années, à l'intérieur du parti socialiste allemand, des plus longues et des plus ardentes controverses : je veux parler de la participation aux élections du landtag prussien.

L'intérêt qu'il y aurait pour le parti socialiste à avoir ses représentants au landtag prussien et à y modifier, par son intervention, le rapport des forces respectives des divers partis, n'a jamais été contesté par personne. Les landtags possèdent, en effet, à côté du Reichstag, des attributions étendues. Une grande partie de la législation fiscale, la législation communale, agraire, minière, l'instruction publique, l'assistance publique, l'hygiène publique, l'administration des chemins de fer, des forêts, des montagnes, de la voirie, des prisons, de la police, l'application du droit d'association et de réunion, l'inspection du travail, le règlement pour les domestiques, etc., relèvent, non du Reichstag, mais des landtags.

Mais le parti socialiste est séparé du landtag prussien par un grand obstacle : le système électoral des trois classes, celui-là même qui fut établi en Saxe en 1896. Dans ce système, les citoyens sont groupés en trois catégories égales entre elles par la quotité des impôts directs que chacune paie à l'État, inégales — ceci résulte de cela — par le nombre des individus qui les composent. Prenons un exemple : soit une circonscription dans

laquelle le chiffre des impôts directs levés par l'État est de un million de marks ; allons des contribuables qui paient le plus d'impôts à ceux qui en paient le moins, et formons trois groupes fournissant chacun 333,333 marks. Nous aurons ainsi une première classe composée de quelques gros contribuables, une seconde classe, déjà assez nombreuse, de moyens contribuables, enfin une troisième classe, extrêmement nombreuse, de petits contribuables. Les électeurs de chacune de ces classes auront à élire, non pas les députés au landtag, mais des électeurs secondaires, qui éliront les députés, et chaque classe sera représentée par un nombre égal d'électeurs secondaires. Supposons que chaque classe, dans une circonscription donnée, ait 300 électeurs secondaires, la troisième classe, qui est celle dont font partie les ouvriers, celle où se trouve la masse des électeurs socialistes, ne pourra être représentée au scrutin définitif que par 300 voix, tandis que les deux classes supérieures, qui correspondent aux classes aisées et riches, aux diverses catégories de possédants, seront représentées par 600 voix. Les électeurs secondaires socialistes, réduits à leurs propres forces, se trouveront dans l'absolue impossibilité de faire triompher une seule candidature socialiste. — Dans ces conditions, les socialistes peuvent-ils, doivent-ils prendre part aux élections ?

L'abstention était la loi incontestée du parti lorsque, en 1893 Edouard Bernstein, dans un article de la *Neue Zeit*, posa la question, et se prononça pour la participation.

Les vues présentées par Bernstein étaient dominées par la considération du rôle des landtags, et en particulier du landtag prussien, dans l'ensemble de la vie politique de l'Allemagne. Il montrait comment ils étaient actuellement, en même temps que des institutions spéciales ayant des attributions complémentaires de celles du Reichstag, des pouvoirs communiquant au Conseil fédéral de l'Empire la force qui lui permet de tenir en échec les décisions du Reichstag, et comment, par suite, il importait, ne fût-ce que pour paralyser la puissance inhibitrice du Conseil fédéral, d'affaiblir le plus possible les positions des partis réactionnaires dans les landtags, et principalement au landtag prussien, le plus important de tous, le plus puissant de tous sur le Conseil fédéral.

En recommandant la participation aux élections du landtag prussien, Bernstein avait en vue, en même temps que le renforcement des partis bourgeois d'opposition, l'introduction de représentants du parti socialiste dans ce parlement. Comment, avec le système des trois classes, des socialistes pourraient-ils être élus ? Au moyen de « compromis » électoraux. — Cette expression de *compromis* est employée en Allemagne pour désigner des arrangements électoraux entre partis politiques différents. — Les socialistes joindraient leurs suffrages, par exemple, à ceux des libéraux, pour faire passer, contre les conservateurs, une liste de libéraux et de socialistes. La coalition des voix socialistes de la troisième classe et des voix libérales de la seconde assurerait le succès commun des candidatures des deux partis. Voyant dans le « compromis » la condition nécessaire de l'élection de candidats socialistes, Bernstein l'acceptait, très ouvertement. « S'il est vrai, déclarait-il, que pour la démocratie socialiste les compromis soient funestes et condamnables, il ne reste qu'à s'en tenir à jamais et en toutes circonstances, en ce qui concerne les élections au landtag prussien, à la vieille tactique d'abstention.

« Mais je ne suis pas convaincu que tous les compromis soient funestes et condamnables. Je sais dans l'histoire trop de cas où des partis, des partis radicaux, ont accepté des compromis sans avoir été dupés ni avoir subi dans leur âme quelque dommage. Tout dépend de la nature du compromis et des circonstances. Si par un compromis je puis procurer à la cause que je sers un avantage considérable sans mettre d'aucune façon en péril l'indépendance, la foi aux principes et l'avenir de mon parti, je serais à mes yeux un misérable infirme si, par crainte du discrédit qui s'attache pour bien des gens au mot de compromis, je me refusais à un compromis salutaire. Un compromis n'est, à mes yeux, condamnable que s'il fait oublier pour des avantages momentanés les intérêts de l'avenir, s'il conduit à l'abandon ou seulement à l'effacement des principes. Mais il est ridicule de dire que cela soit la suite nécessaire de tout compromis. La démocratie socialiste allemande a maintes fois voté, aux élections de ballottage du Reichstag, pour tels candidats non socialistes qui s'engageaient à soutenir certaines revendi-

cations politiques et économiques : démocrates bourgeois, libéraux de gauche, membres du centre catholique. C'étaient bien là aussi des compromis, sinon écrits, du moins — et ceci n'était que plus grave — tacites... Plus un parti est fermé, conscient de ses fins, éprouvé à la lutte, et plus il peut en toute tranquillité, le cas échéant, et dès que les conditions mentionnées plus haut sont réalisées, accepter un compromis[1]. »

Par le « compromis », le parti socialiste peut faire pénétrer au landtag prussien un certain nombre de ses représentants; par son intervention dans la lutte électorale, il peut modifier profondément, dans le sens de ses intérêts, la constellation des partis à l'intérieur de ce parlement. A ce double titre, Bernstein concluait à l'intervention. « Là où les forces des partis bourgeois ne sont pas dès aujourd'hui à peu près égales, expliquait-il, la participation de la démocratie socialiste aux élections exercerait une action considérable en faisant qu'aucun de ces partis n'ait la majorité absolue des suffrages d'électeurs secondaires, si bien que le résultat dépendrait du vote des électeurs secondaires socialistes. Nous nous trouverions disposer de cette façon du sort de cent mandats ou plus. Nous avons donc la possibilité d'exercer sur le landtag une influence telle que j'estime que c'est un véritable devoir pour nous d'étudier avec le plus grand sérieux les moyens de l'exercer. Car ce que nous *pouvons*, de manière à influencer en notre sens le cours des choses, nous *devons* le faire. Cet impératif catégorique est le principe vital de la démocratie socialiste[2]. »

La question posée par Bernstein fut inscrite à l'ordre du jour du Congrès général du parti tenu à Cologne quelques semaines plus tard, en octobre 1893. Après avoir entendu un rapport de Bebel, et après une courte discussion au cours de laquelle personne ne prit la parole dans le sens de Bernstein, l'assemblée vota à l'unanimité, sur la proposition de Bebel, une motion qui écartait toute idée de participation. En voici le texte :

Considérant que le système électoral des trois classes, qui, selon l'expression même de Bismarck, est le plus misérable de tous les systèmes électoraux, rend impossible à la démocratie socialiste de

1. *Die Neue Zeit*, XIe année, 2e vol. (1892-1893), n° 52, page 775.
2. *Ibid.*, page 776.

prendre part *d'une manière indépendante* aux élections pour le landtag prussien ;

Considérant en outre qu'il est contraire aux principes observés jusqu'ici par le parti aux élections de s'engager dans des compromis avec des partis ennemis, parce que ceux-ci conduiraient nécessairement à la *démoralisation*, aux querelles et à la discorde dans ses propres rangs;

Le Congrès déclare :

C'est le *devoir* des membres du parti en Prusse de *s'abstenir entièrement* de prendre part aux élections pour le landtag sous le régime électoral actuel;

Le Congrès décide en outre :

Considérant que les systèmes électoraux des divers États de l'Empire forment une vraie carte d'échantillons de lois électorales réactionnaires, et que, en particulier, le caractère ploutocratique du système électoral des trois classes en Prusse y rend impossible à la classe ouvrière d'avoir ses représentants au landtag ;

Le Congrès invite les membres du parti à organiser, dans les divers États, une propagande étendue et énergique en faveur de l'introduction du droit de suffrage universel, égal, secret et direct pour les landtags, dans le sens de la revendication de notre programme[1]. »

La dernière partie de cet ordre du jour fut appliquée d'une manière défectueuse; des meetings de protestation contre les lois électorales des landtags furent tenus de divers côtés, mais il n'y eut pas de mouvement d'ensemble. Au contraire, la première partie fut religieusement observée : dans aucune circonscription, en 1893, le parti ne prit part aux élections du landtag prussien.

La question posée par Bernstein était universellement oubliée, lorsque, quelques années après le Congrès de Cologne, les événements la ramenèrent à l'ordre du jour des délibérations du parti, et la placèrent au premier plan de ses préoccupations.

En 1896, il apparut que le système des trois classes, sur la disparition duquel on avait spéculé à Cologne, était encore bien solide, puisque, en même temps qu'il se maintenait en Prusse, il s'installait dans le Royaume de Saxe. En 1897, les délibérations du landtag prussien sur une proposition de loi tendant à apporter les restrictions les plus graves au droit d'association

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 253.

et de réunion, et le sort de cette proposition, rejetée, après une campagne de réunions populaires qui s'étendit sur tout le pays par une majorité de huit voix seulement, amenèrent bien des socialistes à cette opinion que la tactique d'abstention suivie jusqu'ici aux élections pour le landtag prussien n'était peut-être pas le meilleur moyen de servir les intérêts du parti. Par cette abstention du socialisme, de plus en plus puissant dans le pays, autant que par les progrès du mouvement agrarien, la puissance des partis conservateurs, à l'intérieur du landtag prussien, s'était accrue d'une manière continue aux dépens des partis libéraux. Et corrélativement, le gouvernement manifestait de plus en plus la tendance à élargir les attributions des landtags au détriment du Reichstag, issu du suffrage universel.

Le parti socialiste devait-il, pouvait-il continuer à s'abstenir ?

De divers côtés, l'idée de la participation aux élections se fit jour. Bebel éleva la voix, et devint l'ardent apôtre de la participation. Au nom du respect des principes, dans des milieux étendus, et, à Berlin, avec une âpreté extraordinaire, des protestations se firent entendre contre la tactique de participation maintenant préconisée par Bebel. Liebknecht fut le véhément avocat de l'abstention.

Les prochaines élections au landtag prussien devaient avoir lieu en 1898. Après de longues et vives discussions dans la presse, dans les réunions publiques, dans les groupes, la question de la participation fut inscrite à l'ordre du jour du Congrès qui se tint à Hambourg du 3 au 9 octobre 1897. Elle y fut traitée avec une grande ampleur. Deux rapporteurs avaient été désignés : Auer, qui soutint la thèse de la participation, et Liebknecht, qui défendit la thèse opposée. Après trois séances de délibérations, une motion de Bebel, soutenue par Auer, fut votée dans l'une de ses parties ; l'autre partie fut écartée par le vote d'un amendement qui restreignait considérablement la portée de la motion. Voici le texte qui fut voté par l'assemblée. L'amendement en forme la dernière phrase : « La participation aux prochaines élections pour le landtag est commandée partout où la situation la rend possible aux membres du parti. Sur

la question de savoir si la participation est possible dans telle ou telle circonscription les socialistes de la circonscription intéressée décident selon les conditions locales. Les compromis et les alliances avec d'autres partis sont interdits[1]. »

Cette résolution, loin de faire cesser la querelle, ne fit que l'aviver. Examinée de près, elle ne donnait satisfaction à personne ; elle plaçait les membres du parti dans une situation dont il était impossible qu'ils ne sentissent pas le besoin de sortir, en un sens ou en l'autre, ou plutôt, les uns dans un sens, et les autres dans l'autre. L'ordre était donné de prendre part aux élections partout où cela était possible : mais comment les partisans de la participation pouvaient-ils être satisfaits d'un mode de participation qui, vu l'interdiction des alliances, ne pouvait aboutir à l'élection d'aucun socialiste ? Il était interdit de faire des alliances : mais quel intérêt pouvait avoir, pour les adversaires des alliances, une interdiction qui avait pour corollaire non point l'abstention pure et simple, mais le vote pur et simple, sans réciprocité, pour les candidats non socialistes. Les adversaires des alliances devaient tendre à l'abstention complète, les partisans de la participation devaient tendre à l'alliance. La satisfaction partielle donnée par le Congrès à chaque partie n'avait fait qu'accroître ses convoitises. La lutte reprit aussitôt après.

Un an plus tard, lorsque le parti se réunit à Stuttgart, elle durait encore. Le Congrès se tint au début d'octobre. Les élections devaient avoir lieu peu de temps après. A cette heure, au moment où allait commencer la période électorale, on estima de part et d'autre qu'il était de l'intérêt du parti, en présence du conflit aigu qui le divisait, de renoncer à toute mesure générale. Au reste, le parti avait à mener une grande lutte contre un projet tendant à restreindre le droit de coalition récemment annoncé par l'Empereur en un discours retentissant, et il importait d'effacer le plus possible les antagonismes afin d'opposer à l'ennemi l'unité de toutes les forces socialistes. En une motion de conciliation, le Congrès déclara « que la participation aux élections du landtag prussien n'était pas commandée dans toutes les circonscriptions », et laissa « aux camarades

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 217.

des diverses circonscriptions le soin de prononcer ». Il régla seulement les conditions de la participation « au cas où il s'agirait d'appuyer des candidats bourgeois d'opposition » : il faudrait exiger d'eux l'engagement de demander l'introduction du suffrage universel, égal, direct et secret dans les élections au landtag, et de combattre au landtag toutes les mesures propres à diminuer ou à supprimer les droits actuellement possédés par le peuple[1].

C'est conformément aux dispositions de cet ordre du jour que l'on prit part dans un certain nombre de circonscriptions, quelques semaines après le Congrès, aux élections du landtag prussien. Grâce à l'intervention des socialistes, quelques conservateurs furent battus.

Les élections ne marquèrent pas la fin des débats. Un fait étranger à la Prusse vint même leur donner une extraordinaire acuité. Peu de temps après les élections au landtag prussien eurent lieu les élections au landtag bavarois : les socialistes bavarois avaient contracté des alliances. Contre le parti national-libéral, représentant de la grande industrie et de la haute finance, ils s'étaient alliés au parti du centre catholique, et avaient formé des listes communes de candidats.

Le Congrès tenu à Hanovre en octobre 1899 discuta, au cours d'un débat plus vaste, la question des « compromis » de Bavière, et, d'une manière générale, celle des alliances avec des partis bourgeois. Nous extrayons de la motion générale qui fut adoptée la partie suivante relative au point qui nous occupe : « Pour arriver au but, était-il déclaré, le parti utilise tous les moyens qui, tout en se conciliant avec ses principes fondamentaux, lui promettent le succès. Sans se faire d'illusion sur l'essence et le caractère des partis bourgeois, représentants et défenseurs de l'ordre politique et social actuel, elle ne refuse pas, dans tel ou tel cas donné, l'action combinée avec certains d'entre eux, qu'il s'agisse d'accroître les forces du parti aux élections, d'étendre les droits et les libertés politiques du peuple, d'améliorer d'une manière sérieuse la condition sociale de la classe ouvrière, de favoriser l'accomplissement de devoirs de civilisation, ou de

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, pp. 69-70.

combattre des projets hostiles à la classe ouvrière et au peuple. Mais le parti garde partout, dans son activité, toute son autonomie et son indépendance, et ne considère chaque succès qu'il remporte que comme un pas qui le rapproche du but final[1]. »

Implicitement, la motion du Congrès de Hanovre approuvait la participation aux élections du landtag prussien. Mais les adversaires de la participation contestèrent cette signification implicite. Et la question fut portée à l'ordre du jour du Congrès tenu l'année suivante à Mayence.

Le rapporteur fut Bebel. « Il faut, déclara-t-il, que nous fassions au moins une fois un essai sérieux pour être représentés au landtag prussien, et comme cela ne nous est pas possible si nous restons isolés, il faut que nous agissions en commun avec les éléments des partis bourgeois avec lesquels on peut concevoir une action commune sur le terrain politique et aussi dans certaines questions économiques, et qui sont disposés à donner leur voix à un candidat de notre parti à la condition que nous les aidions à faire élire leurs candidats. Ce qui en fait s'est déjà produit en Bavière et dans le Pays de Bade, nous devons le renouveler en Prusse[2]. » Les socialistes de Saxe, ajoutait Bebel, devront aussi, malgré le système des trois classes, et dans les mêmes conditions que les socialistes prussiens, prendre part aux élections. « Ceux de nos camarades saxons qui, contrairement aux décisions de la Conférence du Pays, n'ont pas participé aux élections, doivent, eux aussi, être tenus, à l'avenir, d'y participer : il faut qu'ils se soumettent à la règle générale. Nous ne devons pas admettre qu'il appartienne à telle ou telle circonscription particulière de décider si elle respectera ou non les décisions du Congrès du parti ou des Conférences du Pays. C'est le devoir de la minorité de se soumettre, quelque désagréable que cela lui soit[3]. »

La thèse défendue par Bebel était, en son sens, très radicale. Non seulement il demandait la participation, et la participation universelle, et la participation avec « compromis », mais il

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 67.
2. Congrès de Mayence, *Protokoll*, p. 214.
3. *Ibid.*, p. 214.

voulait que le vote pour des candidats non socialistes fût autorisé même aux élections du premier degré, c'est-à-dire que les électeurs primaires socialistes pussent voter pour des électeurs secondaires non socialistes, lorsque des électeurs secondaires socialistes n'auraient pas de chances d'être élus. Afin qu'aucune voix ne se perdît, il plaçait l'alliance électorale non seulement au second degré, mais au premier. Bebel donnait ainsi la formule de « compromis » qui permettait aux forces du parti socialiste de fournir, dans la lutte électorale, leur maximum d'effet utile.

A cette conception rationnelle, réaliste, et, en quelque sorte, mécanique, du rôle du parti aux élections, les partisans de l'abstention — les Berlinois étaient à leur tête — opposèrent des arguments d'un tout autre caractère, des arguments moraux. « L'entrée de socialistes au landtag prussien n'est possible, dit Singer, qu'avec l'aide de partis bourgeois; eh bien ! — le mot que je vais prononcer ne va certainement pas à l'adresse de Bebel; je le connais trop bien — je ne veux pas entrer dans la voie du maquignonnage politique; le désavantage des alliances que nous pouvons conclure avec les partis bourgeois en vue d'obtenir quelques mandats de députés au landtag n'est pas compensé par les avantages résultant de la présence de quelques élus socialistes au landtag. L'abandon du principe qui a rendu grand le parti, l'abandon du principe que nous devons obtenir nos succès politiques avec nos seules forces, me paraît constituer un danger beaucoup trop grand pour être contrebalancé par le gain de quelques mandats[1]. » Le grand argument invoqué par les adversaires de la participation était celui-ci : En demandant à nos électeurs de voter, aux élections du landtag, pour des candidats bourgeois d'opposition, pour des libéraux par exemple, alors qu'aux élections du Reichstag nous leur demandons de voter pour nous, contre ces candidats bourgeois, nous jetons la confusion dans leur esprit. Quelques-uns ajoutaient : pourquoi faire voter pour des libéraux ? Les libéraux valent-ils mieux que les conservateurs ? Au point de vue des ouvriers, entre un conservateur et un libéral il n'y a pas de différence. Les libéraux sont quelquefois pires.

1. Congrès de Mayence, *Protokoll*, p. 217.

Un amendement soumis au Congrès par un partisan de la participation, le docteur Quarck, demandait que le parti présentât au suffrage des électeurs primaires des candidats socialistes, les alliances ne devant se faire qu'aux élections du second degré, entre électeurs secondaires. Un grand nombre de partisans de la participation se rallièrent à cet amendement. Mais c'est du point de vue général de la tactique des alliances et des compromis que fut menée la lutte contre les abstentionnistes. Divers orateurs répétèrent ce que dit le docteur Quarck : « L'argument de la confusion, que l'on nous répète à satiété, constitue pour les masses qui votent pour nous un certificat d'indigence mentale qu'elles ne méritent pas. Nos électeurs savent fort bien pourquoi aux élections du Reichstag ils votent pour un sociacialiste et aux élections du landtag pour un libéral, *pour le moindre mal*, exactement comme ils le font, au second tour de scrutin, aux élections pour le Reichstag[1]. » « Soyez sans inquiétude, dit dans le même sens un autre délégué, nos camarades comprendront : ils ne sont pas des enfants[2]. »

Après la discussion, Bebel, rapporteur, dans son discours de clôture, répondit aux objections. « Singer ne veut pas s'engager dans un maquignonnage politique. Certes, cela est un vilain mot, qui nous vient du pays agricole de Bavière. On parle de compromis avec un certain mépris. Mais qu'est-ce qu'un compromis ? C'est l'engagement pris avec quelqu'un de se donner un mutuel appui afin d'obtenir quelque chose que l'on ne peut obtenir par ses propres forces. Eh bien, la situation est telle en Prusse que nous donnons nos voix au parti progressiste, ou à la démocratie bourgeoise, ou à la gauche du centre catholique non pas pour leurs beaux yeux, mais dans l'intérêt propre de notre parti, afin de renforcer l'opposition au landtag prussien et d'empêcher le vote de lois par lesquelles nous sommes les premiers frappés. D'un autre côté, nous demandons que les forces que nous jetons dans la balance obligent aussi l'autre parti à nous soutenir, de manière à ce que nous obtenions, nous aussi, des mandats. En cela nous ne stipulons rien touchant les autres actions du parti ni touchant notre programme...

1. Congrès de Mayence, *Protokoll*, p. 224.
2. *Ibid.*, p. 229.

Un grand nombre d'orateurs ont dit, — cet argument n'est pas nouveau, — que l'on ne pouvait exiger des camarades — entendons : par suite de leur défaut de culture politique — qu'ils fissent cause commune aux élections avec des partis bourgeois; que l'on égarait ainsi les électeurs. Mais je dis : si, aux élections pour le Reichstag, après une lutte longue et passionnée, pendant laquelle nos candidats ont combattu les candidats bourgeois d'opposition, nous demandons à nos électeurs, au second tour de scrutin, quand nous sommes tombés, de voter, huit jours après la première bataille, alors qu'ils sont encore échauffés par la lutte qui vient d'avoir lieu et par le souvenir tout frais des attaques réciproques; si nous leur demandons alors de voter pour le candidat bourgeois que nous considérons comme étant le moindre mal; si d'ailleurs il nous est donné de constater qu'il n'y a pas de parti qui soit aussi discipliné que le nôtre, et si nous pensons quand même que nous ne pourrions pas demander cela, aux élections du landtag, aux masses électorales qui votent pour nous, nous portons par là sur nos électeurs un jugement immérité... J'affirme qu'il n'y a pas de catégorie d'électeurs qui ait, d'une manière générale, une culture politique aussi forte que celle qui constitue le parti socialiste. J'affirme que la classe ouvrière allemande dépasse de beaucoup, en culture politique, la bourgeoisie. Et parce qu'il en est ainsi et que l'expérience a enseigné que de semblables électeurs savent très bien comprendre les différences, nous pouvons compter sur eux aux élections pour le landtag[1]... »

Après le discours de Bebel, on passa au vote sur les propositions et amendements. Une motion tendant à accorder aux diverses circonscriptions le droit de décider si elles prendraient part aux élections, fut repoussée à une très forte majorité. L'amendement Quarck, d'après lequel le parti devait présenter aux suffrages des électeurs primaires des candidats socialistes, fut adopté. Un amendement interdisant les alliances électorales avec des partis bourgeois en vue de faire triompher des listes communnes, fut repoussé par 137 voix contre 93, si bien que les alliances et compromis étaient permis aux élections du

1. Congrès de Mayence, *Protokoll*, pages 236 et 237.

second degré. Les électeurs primaires seraient toujours invités à voter pour des électeurs secondaires socialistes; mais les électeurs secondaires socialistes pourraient faire des alliances avec les électeurs secondaires d'autres partis. Le texte de la motion défendue par Bebel fut définitivmeent adopté par 163 voix contre 66, sous la forme suivante : « Le Congrès décide : Dans tous les États allemands dans lesquels existe le système électoral des trois classes, les membres du parti *sont tenus,* aux prochaines élections, de prendre part à la campagne électorale avec des électeurs secondaires à eux. Pour les élections au landtag de Prusse, le Comité Directeur du parti forme le Comité électoral central. Les membres du parti des diverses circonscriptions ne doivent pas prendre d'arrangements avec des partis bourgeois sans son assentiment[1]. »

Il est aisé de mesurer le chemin parcouru du Congrès tenu à Cologne en 1893 au Congrès tenu à Mayence en 1900.

IV. — DANS LES LANDTAGS. — LE VOTE DU BUDGET

Une question relative à l'activité des élus socialistes dans les landtags a provoqué à deux reprises d'importants débats : c'est la question du vote du budget.

Elle s'est posée pour la première fois devant l'opinion publique du parti en 1894, quand on apprit que le groupe socialiste de la Chambre bavaroise avoit voté la loi de finances. Ce fait n'était pas sans précédent : il était arrivé aux socialistes des chambres saxonne, badoise, hessoise, de la chambre de Saxe-Cobourg-Gotha de voter le budget; mais ces précédents étaient demeurés inaperçus ou du moins n'avaient point provoqué d'inquiétudes. Nul n'avait élevé la voix pour protester. Au contraire, quand les Bavarois — ces mêmes Bavarois dont « l'opportunisme » avait fait l'objet en 1891 et 1892 de vives discussions — quand les Bavarois votèrent le budget, le fait fit grand bruit. Il fut décidé que la question serait portée devant le Congrès général du Parti.

Auparavant, la démocratie socialiste bavaroise tint son propre

1. Congrès de Mayence, *Protokoll*, p. 241.

congrès, et le groupe de la Chambre expliqua sa conduite. Vollmar, l'un de ses deux rapporteurs, après avoir exposé les efforts faits par le groupe, pendant les deux années de la législature, pour obtenir des résultats pratiques et conquérir au parti les sympathies et la confiance des masses, s'exprima en ces termes sur la question du budget :

« Lorsque vint le vote sur la loi de finances[1], dit-il, nos adversaires se souvenaient que nous avons toujours voté au Reichstag contre le budget général et ils pensaient que nous procéderions routinièrement à Munich comme à Berlin. Il ne fallait pas beaucoup de malice pour comprendre qu'une faute de tactique en cette circonstance pouvait mettre aux mains des adversaires une arme redoutable. Les adversaires — faisant le silence sur nos votes particuliers — auraient présenté les choses comme si toutes nos propositions tendant à des améliorations, tendant à l'élévation des crédits affectés à des œuvres de progrès, au relèvement de traitements et de salaires, à l'agriculture, au commerce, à l'éducation, etc., n'avaient été que du charlatanisme. On aurait dit au pays : Voyez, après que les socialistes se sont si longtemps donnés pour les indispensables agents de la civilisation et de toute amélioration, ils découvrent leur vrai visage et il apparaît qu'ils ne sont au fond rien d'autre que les négateurs à tout prix et les faux amis du peuple que nous avons toujours dénoncés: d'intérêt pour les besoins du pays et du peuple, il n'est pas question pour eux. — Eh bien, notre peuple a une répugnance prononcée pour l'intransigeance et l'esprit d'opposition à tout prix; il n'aurait pas compris un rejet de la loi de finances, et l'effet de propagande de toute notre activité eût été considérablement réduit. Le sens de notre vote se trouvait ainsi indiqué de soi.

« Au Reichstag nous avons toujours voté contre le budget général parce qu'il se compose principalement de dépenses pour le militarisme et que, par suite, tout le budget est dominé par une institution que nous combattons par principe, alors que les dépenses pour la civilisation sont tout à fait à l'arrière-plan. Au landtag c'est l'inverse qui a lieu. Dans la loi de finances de

1. En Bavière, la loi de finances n'est votée que tous les deux ans, à la fin de la législature.

Bavière, il n'y a pas de budget militaire du tout; les sommes destinées à notre armée sont allouées par le Reichstag. Au contraire, les dépenses de toute sorte destinées à la civilisation jouent un grand rôle : écoles, science, arts, circulation, chemins de fer, poste, travaux publics, rues, canaux, exploitations diverses de l'État, agriculture, eaux et forêts, inspection du travail, etc., toutes choses dont l'organisation actuelle nous satisfait peu assurément, mais qui dans leur fond sont nécessaires et avantageuses à la société. Des 328 millions du budget, nous n'avons pu en fin de compte rejeter tout au plus que 13 millions, nous avons dû consentir le reste. Dans ces conditions, il est manifeste que personne n'eût pu concevoir que nous eussions à la fin rejeté en bloc tout ce que nous avions consenti par le menu. Ce n'est point à dire que nous entendions nous engager à suivre toujours la même ligne de conduite. L'heure pourrait venir, par exemple, où la lutte avec l'autorité publique prendrait la plus grande acuité, où l'on irait bien au delà des mesures prises actuellement contre nous par le ministre de l'Intérieur, où l'on ferait de nouveau contre nous des lois d'exception, où l'on aurait peut-être des velléités de coup d'État. Dans de semblables circonstances, il irait sans dire qu'il faudrait refuser le budget, pour éveiller l'attention du peuple. Mais si un pareil moyen doit alors exercer une action, il ne faut pas qu'il soit auparavant employé tous les ans; sans cela on n'a plus d'atout en main, on n'a plus rien de nouveau à dire. Pour ces raisons l'accord s'est vite fait dans le groupe, et la discussion a porté plutôt sur la forme de la déclaration par laquelle nous maintiendrions intégralement notre point de vue de principe.

« Que les choses soient ainsi et que telle soit bien la pensée de la grande masse de nos électeurs et de nos camarades, c'est ce qui résulte de la manière dont se sont passées jusqu'ici les réunions de compte rendu de mandat. On est habitué chez nous à dire ouvertement son opinion ; c'est ainsi par exemple qu'à ce congrès même des camarades ont pris la parole pour se séparer de nous sur tel ou tel point; mais de la question du vote d'ensemble sur la loi de finances il n'a été parlé ni dans la réunion de Munich ni dans aucune autre des réunions de Bavière, précisément parce que tout le monde a très bien com-

pris la chose. Certes, en dehors de la Bavière quelques critiques ont été élevées, à savoir dans l'Allemagne du Nord. Je les aurais peut-être passées sous silence si, récemment, à Halle, une proposition n'avait été déposée et finalement adoptée, d'après laquelle nous devons être mis en cause à Francfort. Mais les raisons que l'on a fait valoir en faveur de cette motion montrent de la manière la plus claire du monde que ses auteurs non seulement se trouvent dans une ignorance complète des choses de Bavière, mais aussi se meuvent dans des malentendus généraux et positifs. C'est ainsi que l'on a dit que le vote sur le budget total devrait être une « protestation contre l'ordre social régnant ». et ne pouvait par suite être émis que dans le sens du rejet. Mais la protestation contre l'ordre social régnant ne réside pas dans une action particulière : c'est l'ensemble de l'activité de notre parti qui constitue cette protestation. Si nous en venions à accorder à une action particulière de ce genre une sorte de signification religieuse et à vouloir exprimer dans chacune de nos actions la négation de principe, nous n'aurions rien à aller chercher non plus au Reichstag et nous devrions en revenir au bienheureux refus de l'impôt, simplement pour ne pas « reconnaître » l'ordre existant. Quelque part on a même attaqué cette phrase de notre déclaration : que « les fonds du budget sont nécessaires pour la continuation des affaires de la communauté ». Le socialiste, a-t-on dit, n'a pas du tout à se soucier du maintien et de la continuation de la communauté. Si un anarchiste avait dit cela, ce serait concevable. Mais nous, nous ne voulons pas laisser la société se désagréger, nous voulons la transformer organiquement et continuer son développement organique selon nos principes; nous ne voulons pas détruire la société, mais la conquérir pour nous et pour le peuple[1]. »

Après le discours de Vollmar, la discussion fut ouverte, et il apparut que les délégués étaient à peu près unanimes à approuver la conduite des élus. Au cours des débats, le second rapporteur du groupe, Grillenberger, prit la parole pour répondre à des objections qui venaient d'être faites et à des critiques anté-

1. *Protokoll uber die Verhandlungen des II Parteitages der Bayerischen Socialdemokratie.* Abgehalten zu München am 30 september und 1 Oktober 1894. Nürnberg, Wœrlein et Comp., 1894, pages 33 et 34.

rieures au Congrès auxquelles Vollmar n'avait pas répondu. Les principales étaient celles-ci : 1° parmi les sources du budget se trouvaient des impôts indirects; or, le programme socialiste condamne les impôts indirects; 2° parmi les dépenses votées en bloc se trouvaient les dépenses affectées au culte : or ces dépenses sont également réprouvées par le programme; 3° le vote du budget était un vote de confiance au gouvernement. A cela Grillenberger répondit : Qu'il soit impossible d'interpréter notre vote comme un vote de confiance au gouvernement, c'est ce qui résulte avec évidence de la manière dont nous avons dit aux ministres ce que nous pensions de leur administration, et de notre refus, au moment du vote des budgets spéciaux, de voter les crédits affectés à leurs traitements. — D'autre part, s'il est exact que le budget général comprend les dépenses relatives au culte, et d'autres dépenses encore que nous désapprouvons, telles que la liste civile, du moins faut-il se rendre compte de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés : nous devons, au moment du vote sur l'ensemble, ou repousser en bloc ce que nous avons adopté et ce que nous avons repoussé, ou voter en bloc l'un et l'autre. Et la question qui se pose à nous est alors celle-ci : combien avons-nous consenti et combien avons-nous refusé? Or, en fait, nous avons refusé un peu plus de 13 millions et nous avons consenti 315 millions. Nous ne pouvons donc faire autrement que de voter l'ensemble. — Enfin, pour ce qui est de l'argument relatif aux impôts indirects, s'il prouvait quelque chose, il prouverait trop. Nous ne devrions plus alors voter au Reichstag pour les budgets de l'Office impérial des Assurances, de l'inspection du travail, etc.; car ces institutions sont dotées de ressources émanant d'impôts indirects[1].

A la fin de la discussion, un ordre du jour approuvant de tout point la conduite du groupe fut adopté à l'unanimité. Il se terminait par ces mots : « Le congrès se trouve en parfait accord avec ses élus et est convaincu que ceux-ci continueront à l'avenir, en dépit de toutes les attaques, à défendre les intérêts du peuple de la même manière que jusqu'ici[2]. »

1. *Protokoll über die Verhandlungen des II Parteitages der Bayerischen Socialdemokratie*, pages 37 et 38.

2. *Ibid.*, pages 36 et 40.

Le Congrès général du parti se tint trois semaines plus tard à Francfort-sur-le-Mein. Plusieurs propositions déposées sur le bureau de l'Assemblée avaient trait au vote du budget. L'une d'elles demandait qu'un blâme fût infligé aux élus bavarois. D'autres invitaient le congrès à fixer dans une résolution la règle que les élus auraient à suivre à l'avenir, cette règle devant être d'ailleurs l'interdiction de voter le budget général. Deux résolutions formulaient cette règle. L'une d'elles, celle qui servit de base à la discussion, était conçue en ces termes :

Le Congrès veuille déclarer : C'est le devoir des représentants parlementaires du parti dans les landtags comme au Reichstag, de critiquer et de combattre avec toute la vigueur possible les maux et les iniquités qui ont leur racine dans le caractère de classe de l'État, lequel n'est que la forme de l'organisation politique destinée à la défense des intérêts des classes régnantes; c'est en outre le devoir des représentants du parti d'employer tous les moyens appropriés pour supprimer des maux existants et créer une autre situation, conformément à notre programme. Comme en outre les gouvernements en leur qualité d'administrateurs d'États de classe combattent de la manière la plus violente les tendances socialistes et emploient tous les moyens qui leur semblent appropriés pour anéantir, si possible, la démocratie socialiste, la suite nécessaire de cela est que les représentants du parti dans les landtags ne peuvent pas donner aux gouvernements un témoignage de confiance, et que, comme le vote du budget général est considéré comme un vote de confiance, ils doivent, dans le scrutin sur l'ensemble, voter contre le budget[1].

Cette résolution, qui était l'œuvre de Bebel, était contresignée par des hommes comme Liebknecht, rédacteur en chef du journal central du parti, Auer, Singer, membres, comme Bebel, du comité directeur.

D'autre part, les délégués bavarois et des délégués des autres États du Sud avaient soumis au Congrès cette résolution :

Les soussignés proposent que le Congrès déclare :

Considérant que la lutte de principe contre l'ordre social et politique règnant ressort de l'activité générale du parti;

Considérant en outre que le vote général sur les lois de finances des divers États est une pure question d'opportunité qu'il faut juger d'après les conditions données de lieu et de temps, comme aussi en considération des raisons exposées au congrès Bavarois ;

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 108.

Le Congrès, après avoir pris connaissance des propositions présentées par les camarades de Berlin (1re, 3e, 5e circonscription), de Halle, de Weimar, de Brunswick et de Hanau, décide de passer à l'ordre du jour[1]. — (Les propositions mentionnées étaient celles dont il a été parlé plus haut.)

Ainsi, tandis que la résolution Bebel faisait de l'interdiction de voter le budget une règle absolue, et du refus du budget une question de principe, la résolution des délégués du Sud ne voyait dans la question du vote du budget qu'une question de tactique, à résoudre, comme toutes les questions de tactique, suivant les circonstances.

Au cours de la discussion, un amendement à la motion Bebel fut proposé par le délégué Stadthagen. Il consistait à substituer, dans la dernière phrase de cette motion, au mot « comme » les mots « dans la mesure où » (*soweit*). Le texte se trouvait modifié ainsi qu'il suit : «... La suite nécessaire de cela est que les représentants du parti dans les landtags ne peuvent pas donner aux gouvernements un témoignage de confiance et que, *dans la mesure où* le vote du budget général est considéré comme un vote de confiance, ils doivent, dans le scrutin sur l'ensemble, voter contre le budget[2] ». Ainsi modifiée, la règle cessait d'être absolue : une place était laissée aux considérations d'espèces. Mais Bebel maintint énergiquement le texte primitif : « Il faut repousser l'amendement Stadthagen, dit-il. Avec cet amendement, ma propre proposition serait pour moi inacceptable, je voterais contre elle. (*Très bien !*) Vollmar s'appuierait tout de suite sur ce « dans la mesure où » pour garder par rapport à la loi de finances de Bavière la même attitude que jusqu'à ce jour. La petite porte de derrière que cet amendement ouvre à leur tactique particulière doit être entièrement fermée[3] ».

Dans la discussion, les Bavarois firent valoir les arguments qui avaient déjà été donnés au congrès de Munich. Nous ne reviendrons que sur un ou deux d'entre eux, pour nous attacher surtout aux arguments nouveaux. « Nous aurions, en accordant le budget, donné un vote de confiance au gouvernement ! s'écria

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 107.
2. *Ibid.*, p. 113.
3. *Ibid.*, p. 116.

Vollmar. Mais demandez donc à nos ministres si nos discours, si nos propositions — et nous avons plus travaillé que tous les autres députés — ont été un vote de confiance pour le gouvernement! Nous avons critiqué avec la dernière sévérité, nous avons attaqué les ministres, quand c'était nécessaire, avec la plus grande vigueur et nous avons voté contre des ministères entiers. Et voici que tout d'un coup le vote sur la loi de finances serait un vote de confiance! Si nous voulons attendre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien dans le budget qui ne convienne pas à nos souhaits, nous pouvons attendre longtemps. Le camarade Kunert ou plutôt Parvus pense : le rejet du budget général est l'arme parlementaire la plus redoutable [1]. Certainement, surtout quand on est dans la majorité. Mais précisément parce que c'est l'arme la plus redoutable, il ne faut pas l'employer tous les jours. Il en est comme du grand tambour ; si on le bat constamment, toute nuance, toute mélodie se perd. Si nous faisons une fois usage du refus du budget, cela fait de l'impression ; mais plus souvent nous en faisons usage, et plus l'impression s'affaiblit. Dans le cas d'une violation de la constitution, le moment est venu de recourir à l'arme la plus tranchante ; mais il ne faut pas l'émousser auparavant.

« Mais on vient alors avec la question de principe ! C'est une vieille histoire que moins on peut apporter de raisons, et plus on étale le principe, parce qu'on pense que personne n'osera plus rien dire. La proposition Bebel, camarades, présente les choses comme si c'était précisément la caractéristique de la démocratie socialiste de repousser le budget général : mais cela n'est pas vrai : je rappelle que non seulement des libéraux étrangers, mais aussi des progressistes allemands ont à diverses reprises pratiqué la même tactique sans être devenus par là socialistes. La croyance que le « principe » soit incorporé dans une semblable action particulière répond à une conception tout à fait enfantine qui veut avoir pour tout un symbole et cherche la réalité dans la forme. L'hostilité vis-à-vis de l'ordre politique et social actuel réside aussi peu dans

1. *Keinen Mann und Keinen Groschen !* Article de Parvus, dans la *Neue Zeit* du 10 octobre 1894, 13e année, 1er vol.

l'émission d'un vote que dans une cravate rouge... L'essentiel est uniquement la manière dont nous nous comportons vis-à-vis des budgets particuliers. Si ici et d'une manière générale dans toute notre activité parlementaire et extraparlementaire nous ne sommes pas restés placés à notre point de vue de principe, même un vote final négatif ne pourra pas nous entourer du nimbe du pur et vrai socialisme. Ce vote est une pure forme et toutes les formes ne sont que de pures affaires d'opportunité, des moyens tactiques qui changent selon le lieu et le temps ; l'esprit de l'action est seul décisif [1]. »

Du discours de Vollmar nous retiendrons un autre argument, que voici : « Veut-on savoir, demanda l'orateur bavarois, à quelles conséquences peut conduire dans certains cas la proposition Bebel ? Voici un exemple : Hier, je demandai au camarade Jœst pourquoi lui et ses collègues avaient voté au landtag de Hesse pour le budget. Très simple, a-t-il répondu ; dans le débat sur la loi de finances, nous avions en face de nous deux projets, l'un comportant plus d'impôts, l'autre moins ; si nous n'avions pas voté pour le second, nous aurions dû payer plus d'impôts. Si la motion Bebel était adoptée, il serait donc dans certains cas interdit aux députés de notre parti dans les landtags d'emporter la balance dans le sens du chiffre d'impôt le moins élevé [2]. »

Voici ce que Bebel répondit à ce dernier argument : « Je n'aurais pas voté pour le budget. J'aurais dit : Ce n'est pas ma faute si vous devez payer de plus hauts impôts. Prenez-vous-en à ceux qui ont consenti les impôts. J'ai voté non seulement contre les impôts les plus élevés, mais contre les impôts en général [3]. » Quant à l'argument tiré des exigences de la propagande, Bebel y répondit ainsi : Vous dites que vous avez affaire en Bavière à une population spéciale, que les fonctionnaires, les employés de chemins de fer, les paysans ne comprendraient pas pourquoi après avoir voté, en détail, la plupart des sommes inscrites au budget et après avoir obtenu des améliorations, vous repousseriez l'ensemble. « Mais il n'est pas plus difficile d'ex-

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, pages 110 et 111.
2. *Ibid.*, p. 112.
3. *Ibid.*, p. 118.

pliquer cela aux gens en Bavière qu'ailleurs, et dans tous les autres landtags nous nous trouvons dans le même cas, parce que les conditions générales sont les mêmes. Au Reichstag aussi nous avons à consentir, pour l'Empire, une série de dépenses destinées à des besoins de civilisation. Mais que nous votions contre le budget général, c'est ce qui jusqu'ici ne nous a nui nulle part. Les employés des chemins de fer, les employés des postes, les ouvriers des ateliers de Kiel, de Wilhelmshaven, etc., continuent à nous accorder la même confiance bien qu'après avoir consenti le budget des postes, le budget du chemin de fer d'État de l'Alsace-Lorraine, des ateliers maritimes et militaires nous votions contre le budget général. Il est même notoire que le nombre de nos électeurs parmi les ouvriers de ces exploitations s'est accru. Et il devrait en être autrement en Bavière! Cela est une conception des choses tout à fait artificielle. Certainement le milieu est en Bavière en grande partie différent de ce qu'il est chez nous dans l'Allemagne du Nord ; mais nous ne nous réglons pas dans nos actions sur la capacité intellectuelle de la masse dans les régions arriérées. Ce qui importe en première ligne chez nous, ce n'est pas de capter des suffrages par de grossières duperies, c'est de former des camarades qui nous comprennent[1]. » « L'histoire de notre parti, dit encore Bebel dans la suite de son discours, enseigne que nous avons surmonté de tout autres difficultés que celle devant laquelle veulent se trouver placés nos camarades bavarois. Lorsqu'en 1870, au Reichstag, nous nous abstînmes dans le vote relatif à l'emprunt de guerre de cent vingt millions de thalers, un grand nombre de camarades, et à leur tête le comité de Brunswick, se prononcèrent contre nous; on nous reprocha d'avoir commis une faute énorme, d'avoir blessé le sentiment populaire et d'avoir ainsi créé un obstacle à la diffusion de nos idées dans le pays. Nous n'avons pas accepté ces reproches. Ensuite, lorsque nous fûmes retournés de Berlin à Leipzig, nous rencontrâmes même chez des socialistes l'hostilité la plus vive. Ce furent des membres de l'Association Générale des Ouvriers Allemands qui, sous la conduite du camarade Rœthing, vinrent jeter des pierres

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 116.

dans les fenêtres de Liebknecht. Ils firent chez moi la même tentative ; mais par bonheur j'habitais alors dans la cour. (*Hilarité.*) et le concierge avait fermé à temps la porte de devant. Aujourd'hui encore les adversaires se servent à l'occasion contre nous de ce vote. Camarades ! y en a-t-il un seul parmi vous qui n'ait point su réduire à néant ces accusations ? Et maintenant nos camarades de Bavière, qui sont loin d'être aussi bornés qu'on a l'air de le dire ici — il y a au contraire parmi eux des têtes très solides, oui, c'est proportionnellement de Bavière que nous avons le plus d'intelligences (Auer[1] crie : *Écoutez ! Écoutez ! — Bruyante hilarité.*) — maintenant nos camarades de Bavière ne seraient pas en état de réfuter les misérables objections des adversaires[2] ! ».

Voici maintenant en quels termes Bebel exposa pourquoi il ne fallait pas voter le budget général : « Le vote du budget, dit-il, est et reste une question de confiance. Tous les partis bourgeois qui ont voulu renverser un gouvernement ont commencé par refuser le budget ; c'est ainsi qu'ont agi les progressistes lors du conflit constitutionnel de Prusse ; c'est ainsi que procéda en son temps le centre bavarois. Certes, nos amis de Bavière ont exprimé au gouvernement leur méfiance de la manière la plus énergique qui se puisse concevoir ; mais vis-à-vis d'un gouvernement qui veut faire de nous autres socialistes des citoyens de seconde classe, qui veut nous ôter la possibilité de vivre, nous devons garder partout notre point de vue ; nous devons autant qu'il est en nous lui ôter la possibilité de gouverner[3]. » Reprenant le même argument et exprimant la même pensée sous une forme plus générale, Bebel disait un peu plus loin : « Dans la propagande, il faut insister d'une manière toute particulière sur le caractère de classe de l'État actuel, cela est beaucoup trop négligé. Mais si le gouvernement n'est rien d'autre que le comité administratif de la classe possédante, nous ne devons en aucun cas lui consentir le budget, ni prolonger sa vie, dans la mesure où celà dépend de nous, même d'un seul jour[4]. »

1. Ignaz Auer, l'un des secrétaires du Comité Directeur, est Bavarois.
2. Congrès de Francfort. *Protokoll*, p. 118.
3. *Ibid.*, p. 117.
4. *Ibid.*, p. 118.

Les principaux arguments invoqués de part et d'autres étant maintenant connus, sans entrer plus avant dans le détail de la discussion nous passerons au dépouillement du scrutin. Notons simplement auparavant que l'amendement Stadthagen avait reçu une forme légèrement différente. Le texte de Bebel était ainsi rédigé : «... *comme*[1] le vote du budget général est considéré comme un vote de confiance, ils doivent dans le scrutin sur l'ensemble voter contre le budget. » L'amendement sous la première forme tendait à la substitution à ce premier texte du texte suivant : « *Dans la mesure où*[2] le vote du budget général est considéré comme un vote de confiance... » Le nouveau texte de cet amendement disait : « *Dans la mesure où* le vote du budget général *contient une reconnaissance de la légitimité de l'État de classe actuel*[3] ou un vote de confiance pour le gouvernement...[4]. » Dans sa tendance et sa portée, ce second amendement ne différait pas du premier. Il présentait pour les uns exactement les mêmes avantages, pour les autres exactement les mêmes inconvénients.

Voici maintenant le résultat des différents votes qui eurent lieu :

La résolution des délégués du Sud fut repoussée par 142 voix contre 93 ; puis l'amendement Stadthagen fut mis aux voix et adopté par 131 suffrages contre 103 ; puis on vota sur la motion Bebel avec l'amendement, et par 165 voix contre 64, elle fut repoussée. Si bien qu'il ne restait debout, après ces trois scrutins, que l'amendement, — un amendement qui n'amendait rien.

Que s'était-il passé ? Comment était survenu ce résultat étrange ?

Tous ceux qui ne voyaient dans le vote du budget qu'une pure question de tactique avaient d'abord voté la résolution des délégués du Sud ; ils avaient été 93. Puis, se trouvant en présence de l'amendement Stadthagen, ils l'avaient voté, comme un précieux correctif à la motion Bebel, si celle-ci devait être

1. C'est moi qui souligne.
2. Même remarque.
3. Même remarque.
4. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 130.

adoptée par la suite. Enfin, l'amendement une fois acquis, quand la motion Bebel accompagnée de l'amendement fut mise aux voix, un grand nombre d'entre eux votèrent contre elle afin d'écarter une règle qui, malgré les exceptions dont l'amendement réservait la possibilité, leur était importune. L'amendement avait été voté parce qu'à leurs suffrages s'étaient joints ceux des délégués qui, tout en admettant que le refus du budget devait être la règle, désiraient que, du moins, la règle ne fût pas exclusive de toute exception. La motion accompagnée de l'amendement fut repoussée parce qu'elle eut contre elle, en même temps que les adversaires de toute règle, les adversaires de toute exception. Bebel, ainsi qu'il l'avait annoncé, vota contre sa motion amendée ; et les co-signataires de la motion Bebel votèrent de même [1].

Le débat n'avait donc pas de sanction, puisqu'il n'avait abouti qu'au vote d'un amendement, — d'un tronçon de résolution ; mais si une majorité solide et compacte n'avait pas pu se former pour manifester ce que l'assemblée voulait, du moins deux majorités successives avaient nettement témoigné de ce qu'elle ne voulait pas. Elle ne voulait pas que la question du budget fût réduite à n'être qu'une pure question de tactique, qui serait résolue en toute liberté au gré des circonstances ; et elle ne voulait pas non plus qu'une règle absolue et inflexible imposât aux élus du parti dans les landtags, partout et toujours, et dans quelques circonstances qu'ils pussent se trouver placés, le refus du budget. Cela résultait bien des différents scrutins qui avaient eu lieu.

Au cours de la législature qui suivit le congrès de Francfort, le groupe socialiste du landtag bavarois, pour témoigner sa méfiance au gouvernement en raison d'actes particulièrement graves qu'il avait commis, vota contre le budget. Et il vota de même contre le budget dans les deux législatures suivantes. A son sujet, la question discutée, mais non résolue, au congrès de Francfort ne se posa donc plus. Mais elle devait être posée quelques années plus tard, en 1901, au sujet des élus socialistes du

1. Cf. Anton Fendrich, *Zur Frage der Budgetbewilligung*, dans les *Socialistische Monats-Hefte* du mois de septembre 1901.

landtag badois et de leur vote du budget, et être réglée au congrès de Lubeck.

Avant le congrès, les deux thèses extrêmes furent soutenues avec ampleur, l'une dans la *Neue Zeit*, par Rosa Luxemburg, l'autre, dans les *Socialistische Monats-Hefte*, par Anton Fendrich, député à la Chambre badoise. Il ne sera pas sans utilité de noter quelques-unes des vues développées par l'un et par l'autre.

Sommes-nous en présence d'une question de tactique ou d'une question de principe? commence par demander Rosa Luxemburg. Et elle répond d'abord : Cette question même n'a pas la portée que certains lui accordent, car entre la tactique et les principes il n'y a pas l'opposition qu'ils voudraient établir. « La tendance à faire de plus en plus de la conduite de la démocratie socialiste une affaire de tactique, c'est-à-dire à la régler sur les circonstances, selon de pures raisons d'opportunité, caractérise bien ces membres de notre parti aux yeux de qui les principes socialistes sont, non pas un guide indispensable dans la lutte, mais bien un boulet à chaîne que l'on traîne, un obstacle sur la route de la « politique pratique ». Ils semblent partir de la conception naïve qu'il suffit de désigner une question comme question *tactique* pour recevoir de ce fait une lettre de franchise autorisant tous les manquements au programme et aux principes du parti. La « tactique » est, selon cette manière de voir, comme un coin écarté sans tableau d'avis de la police, où l'on peut déposer à cœur-joie déblais et ordures. Il suffirait, par suite, de faire passer par contrebande, pièce par pièce, toute notre lutte de classe du domaine des principes dans celui de la tactique, pour réussir, de cette spirituelle et agréable manière, à « miner », non pas certes l'ordre économique capitaliste, mais le programme socialiste, et à faire du socialisme même une « question de tactique », c'est-à-dire à faire du parti un parti purement bourgeois.

« On méconnaît en cela que la tactique socialiste n'est pas la variété dans la violation des principes de la démocratie socialiste, mais la variété dans leur application[1]. »

1. Rosa Luxemburg, *Die badische Budgetabstimmung*, dans la *Neue Zeit* du 6 avril 1901, 19e année, 2e vol., pages 15 et 16.

Cela dit, Rosa Luxemburg estime que la question du vote du budget, dans les landtags aussi bien qu'au Reichstag, n'est pas pour la démocratie socialiste une question de tactique, mais bien une question de principe. Depuis que le parlementarisme existe, dit-elle, le vote de la loi de finances a la signification d'un vote de confiance. Et en effet, avec une parfaite logique, les partis bourgeois d'opposition vraiment sérieux ont toujours refusé le budget, c'est-à-dire le moyen de vivre, aux gouvernements dont il étaient mécontents. « Mais la démocratie socialiste se distingue des partis bourgeois précisément en ce que son opposition est dirigée non seulement contre tel ou tel gouvernement bourgeois, mais contre *tout* gouvernement bourgeois, parce qu'elle est dirigée tout simplement contre l'État de classe. Le refus d'accorder à cet État les ressources matérielles dont il a besoin ne peut donc pas plus être pour nous une question d'opportunité que notre lutte contre la domination de classe de la bourgeoisie, que notre effort pour supprimer le salariat et assurer la victoire du prolétariat. C'est notre essence même comme parti de lutte de classe qui est ici en question, et de ce point de vue il n'y a pas la moindre différence entre le budget de l'Empire et celui des différents États.

« Que le budget contienne plus ou moins de dépenses militaires ou de dépenses pour des buts de civilisation, cette considération quantitative serait pour nous concluante si nous nous placions d'une manière générale sur le terrain de l'État actuel et si nous combattions seulement ses difformités, le militarisme, par exemple. En tant que Fendrich et ses collègues du groupe socialiste de la Chambre badoise expliquent notre rejet du budget de l'Empire exclusivement par les dépenses militaires qui y sont contenues, ils nous attribuent déjà par cela seul une politique qui peut bien convenir à des partis bourgeois, mais qui n'a jamais été acceptée jusqu'ici par la démocratie socialiste. En fait, nous refusons à l'Empire allemand les deniers du peuple travailleur non pas seulement parce qu'il est un État militaire, mais *avant tout* parce qu'il est un *État de classe bourgeois*. Mais cette dernière considération se rapporte dans la même mesure aux États de la Confédération allemande[1]. » Si les élus socia-

1. Rosa Luxemburg, *Die badische Budgetabstimmung*, p. 16.

listes d'un landtag, après avoir dirigé contre la politique du gouvernement « la critique la plus résolue et la plus rigoureusement socialiste », finissaient par consentir à ce gouvernement les crédits qu'il demande pour vivre, toute leur opposition deviendrait par là même de la phrase, — une « phrase creuse[1] ».

Rosa Luxemburg condamne d'ailleurs le vote du budget dans les landtags en se plaçant à un autre point de vue, qui est celui de la solidarité profonde des différents États allemands et de l'Empire, des différents landtags et du Reichstag. On dit que le parti ne peut pas avoir la même attitude en face de landtags qui remplissent essentiellement des fonctions civilisatrices, et en face d'un Reichstag dont la tâche essentielle est d'alimenter le militarisme, en face d'États à tendances démocratiques comme les États du Sud et en face de l'organisme réactionnaire qu'est l'Empire. Mais, répond Rosa Luxemburg, en parlant ainsi « on ne fait que répéter machinalement, sans aucune critique, les propos des particularistes sud-allemands à la Sigl, qui, en vrais petits bourgeois qu'ils sont, ne peuvent comprendre la connexité historique, dialectique, qui existe entre la « démocratie » du Sud et la réaction du Nord... En réalité, c'est précisément cette circonstance, que le militarisme est cultivé par l'Empire au nom et pour le compte des États du Sud, qui permet précisément à ces États du Sud d'apparaître chez eux comme l'innocence démocratique opprimée et de se consacrer « essentiellement » aux « devoirs de civilisation » dont parle Fendrich[2]. » « Étant donnée l'unité organique qui existe politiquement entre l'Empire allemand et ses éléments constitutifs, ce n'est qu'inconséquence de refuser les crédits à l'Empire et de les consentir aux divers États[3]. »

L'article de Rosa Luxemburg se terminait par ces mots : « Le cas des députés badois nous fournit l'occasion souhaitée de jeter quelque lumière sur la tactique de plus d'un de nos groupes de landtags. Et si Fendrich et ses collègues protestent qu'ils suivent leur tactique « tout en observant de la manière la plus stricte les principes du parti », ce sera l'affaire du parti de leur

1. Rosa Luxemburg, *Die badische Budgetabstimmung*, p. 17.
2. *Ibid.*, p. 18.
3. *Ibid.*, p. 17.

faire comprendre à la première occasion que consentir le budget à un gouvernement de classe bourgeois tout en observant de la manière la plus stricte les principes socialistes, c'est la même chose que, par exemple, faire la guerre tout en observant de la manière la plus stricte le devoir d'aimer son prochain, voler tout en observant de la manière la plus stricte le respect du droit de propriété, se prostituer tout en observant de la manière la plus stricte les règles de la vertu[1]. »

Cet article fut publié au commencement du mois d'avril 1901, au lendemain du congrès tenu par le parti socialiste badois, congrès dans lequel le vote du budget par les élus avait été assez vivement discuté. L'article d'Anton Fendrich dans les *Socialistische Monats-Hefte* parut au mois de septembre, à la veille du congrès général du parti à Lubeck. L'un avait ouvert, dans la presse générale du parti, un débat que l'autre terminait, et qui allait maintenant être tranché par le Congrès. Il serait difficile d'imaginer une opposition plus complète que celle des vues défendues par les deux auteurs.

Pour Fendrich, la question n'était pas une question de principe, mais bien et uniquement une question de tactique, de pure opportunité. C'était exactement la thèse soutenue par les Bavarois en 1894. « Nos principes sont inscrits dans le programme d'Erfurt, disait-il. Mais ni dans la première ni dans la seconde partie de ce programme on ne trouverait rien qui permît de conclure que le refus systématique du budget soit compris dans les devoirs des représentants parlementaires de la démocratie socialiste. On objectera bien aux adversaires du refus systématique que le parti démocrate socialiste d'Allemagne « lutte pour la suppression de la domination de classe et des classes mêmes ». Mais que par le refus du budget, stéréotypiquement renouvelé pendant des années par de petites minorités parlementaires, — et il ne s'agit que de petites minorités parlementaires dans tous les États de l'Empire, sauf Gotha, — un seul pas pratique soit fait dans le sens de la suppression de la domination de classe, c'est ce que personne ne voudra soutenir sérieusement; et personne ne voudra soutenir non plus que ce

1. Rosa Luxembourg, *Die badische Budgetabstimmung*, p. 20.

serait un moyen d'entrer « en possession de la puissance politique », ce que le programme désigne comme une nécessité pour la classe ouvrière[1] ».

Loin d'être forcément un moyen révolutionnaire, continue Fendrich, le refus du budget, « pratiqué sans égard aux circonstances réelles et selon un mode formaliste », peut produire des effets directement réactionnaires. Pour le prouver il prend le cas du grand-duché de Hesse, qui avait été cité à Francfort. On se rappelle la déclaration de Bebel : « Je n'aurais pas voté pour le budget. J'aurais dit : Ce n'est pas ma faute si vous devez payer de plus hauts impôts. Prenez-vous-en à ceux qui ont consenti les impôts. J'ai voté non seulement contre les impôts les plus élevés, mais contre les impôts en général. » Fendrich cite ces paroles et ajoute : « Mais tout ouvrier ou paysan hessois aurait bien trouvé la juste réponse au sophisme de Bebel — car son argument est cela et rien autre chose. — Il n'aurait eu qu'à dire : A quoi cela me sert-il, si à cause de ton grand refus d'impôts je dois payer encore plus d'impôts que jusqu'ici, alors que par le vote de l'impôt tu eusses pu me rendre la charge un peu plus légère ? — C'est le principe du tout ou rien[2]. »

Mais, pour Fendrich, ce n'est pas seulement dans des cas exceptionnels semblables à celui-là que le budget doit être consenti. Dès le moment que dans un pays les socialistes ne sont pas placés hors du droit commun et que la loi ne leur est pas appliquée avec une rigueur particulière, il estime que le vote de leurs élus sur la loi de finances doit dépendre uniquement du contenu de cette loi, de la proportion du bien et du mal qu'ils aperçoivent en elle, du rapport des recettes et des dépenses qu'ils approuvent à celles qu'ils désapprouvent. Et comme dans les landtags, selon Fendrich, le chiffre des recettes et des dépenses approuvées par les élus du parti l'emporte de beaucoup sur le chiffre de celles qu'ils n'approuvent pas, le vote du budget doit être d'après lui la règle. Il pense que l'autorité du groupe socialiste, dans un landtag, ne peut que perdre à la constante répétition d'un « refus du budget purement conventionnel et

1. Anton Fendrich, *Zur Frage der Budgelbewelligung*, dans les *Socialistische Monats-Hefle* du mois de septembre 1901.

2. Anton Fendrich, *Zur Frage der Budgetbewelligung*, p. 655.

entièrement sans résultat ». « Ce fut à Francfort chose inconcevable, dit-il, de voir comment de tous côtés on loua le petit groupe bavarois de son solide et énergique travail de critique, de ses propositions de loi, de l'activité déployée par lui pour miner l'ordre social actuel, et comment ensuite on exprima le pédantesque regret qu'il n'eût pas, en manière de conclusion, accompli aussi la cérémonie révolutionnaire du refus du budget[1]. » Une « pure convention », une « cérémonie révolutionnaire », Fendrich ne voit rien autre chose dans le refus systématique de voter la loi de finances.

Ce n'est pas tout : selon lui, ce refus systématique serait en opposition absolue avec la « partie pratique » du programme. Supposons, dit-il, qu'on en fasse pour les élus une loi primordiale; alors « toute la seconde partie du programme n'est plus que phrase et comédie. A moins que nous ne nous imaginions que les gouvernements seraient assez aimables pour appliquer avec des ressources votées contre nos suffrages des réformes inscrites dans notre programme et proposées par nous dans les parlements, et cela, jusqu'à l'heure où toute la politique gouvernementale, par le désintéressement des partis bourgeois et par notre inébranlable refus de crédits, aurait pris enfin un caractère socialiste qui nous permettrait de voter contre le budget sans éprouver le moindre scrupule au point de vue des principes. Ce n'est là naturellement qu'un schéma grossier, mais il caractérise bien dans ses grandes lignes le cours que devraient prendre les choses d'après les illusions des partisans jurés du refus du budget[2]. »

Après ce qui a été dit jusqu'ici, nous pourrons passer rapidement sur les délibérations du Congrès de Lubeck. Nous n'en retiendrons que ce qui est nécessaire pour en apprécier exactetement le résultat.

Deux motions furent d'abord soumises à l'assemblée : l'une était de Rosa Luxemburg; l'autre, de Bebel. L'une et l'autre condamnaient le vote du budget; ni l'une ni l'autre ne prévoyaient d'exception. Nous pourrons les caractériser en disant

1. Anton Fendrich, *Zur Frage der Budgetbewilligung*, p. 656.
2. *Ibid.*, p. 660.

que le ton des considérants de la première était plus âpre, et l'interdiction formulée dans sa conclusion plus rigoureuse. Les considérants de la motion de Rosa Luxemburg reproduisaient les vues exposées dans son article. Il y était dit en particulier que l'opposition dirigée par les élus socialistes contre l'État de classe et leur critique de son activité devenait, par le vote final du budget, « une pure phrase ». La conclusion était : « Les élus socialistes dans les landtags allemands sont tenus, dans le scrutin sur l'ensemble, de voter contre le budget[1]. » Voici maintenant le texte de la résolution Bebel :

« Considérant :

« Que la classe ouvrière dans les États particuliers ne possède pas, par rapport aux classes dirigeantes, l'entière égalité des droits et n'est pas traitée de la même manière qu'elles ;

« Que les États particuliers au contraire, d'après leur essence et leur organisation, ont le caractère d'États de classe, c'est-à-dire sont le plus solide appui de l'ordre économique capitaliste, et que par suite ni la nature des recettes de l'État ni la nature de ses dépenses ne répondent à ce que la démocratie socialiste exige de l'administration d'un État ;

« Que les gouvernements de ces États particuliers, par leur assentiment aux mesures du Conseil Fédéral (projet sur les menées révolutionnaires et projet de maison de réclusion, impôts indirects sur la consommation des masses, droits de douane sur les denrées de première nécessité et politique de dons charitables, militarisme, marinisme, etc.) lèsent la classe ouvrière de la manière la plus injuste et la plus grave ;

« Que d'ailleurs le vote du budget est considéré comme un vote de confiance pour le gouvernement et comme une approbation de ses mesures politiques les plus essentielles ;

« Le Congrès compte que les représentants socialistes dans les landtags, suivant l'exemple donné par les camarades des chambres bavaroise, saxonne et wurtembergeoise, voteront à l'avenir contre le budget[2]. »

A la suite d'une conférence qui eut lieu entre les députés de landtags présents au Congrès, et après un échange de vues suivi d'entente entre ces députés et Bebel, celui-ci retira la motion qu'il avait déposée, dont on vient de lire le texte, pour lui en substituer une nouvelle ainsi conçue :

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 96.
2. *Ibid.*, p. 98.

« Considérant que les États particuliers, de même que l'Empire, portent le caractère de l'État de classe et n'accordent pas à la classe ouvrière l'égalité des droits, mais doivent être considérés dans leur essence comme une organisation des classes dirigeantes pour le maintien de leur domination ;

« Le Congrès compte que les représentants socialistes dans les corps légiférants des États particuliers ne se mettront pas en contradiction dans leurs votes avec le programme du parti et avec les principes de la lutte de classe du prolétariat et en particulier d'une manière normale repousseront le budget.

« Le vote du budget ne peut avoir lieu qu'exceptionnellement, pour des raisons de force majeure, resultant de situations particulières[1]. »

Bebel expliqua devant le Congrès pour quelles raisons il avait accepté les réserves formulées à la fin de cette motion. « Le troisième paragraphe ne me plaisait pas, dit-il, mais je me suis rendu compte ensuite dans la discussion qu'il y a assurément des cas et des éventualités où nos camarades des landtags doivent être mis en mesure de faire une exception à la règle... Selon ma manière de voir, ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels que le dernier paragraphe de la résolution pourrait être invoqué. Et comme on doit se demander, quand on propose une pareille disposition, quand pourrait-ce être ? je veux vous indiquer les deux cas que j'ai eus en vue. Le premier, qui peut se produire en raison de la technique des lois sur le budget particulière à certains États, et qui, en fait, s'est déjà produit dans la Hesse, est celui-ci : un budget plus favorable pour les contribuables eût été repoussé, et un autre leur eût été imposé si nos camarades n'eussent pas voté pour le premier. On préfère alors le moindre mal au plus grand. L'autre cas est le suivant : dans le landtag de Gotha siègent neuf de nos camarades et dix adversaires. Admettons qu'après les prochaines élections ce soit l'inverse ! Alors nous demandons naturellement que nos camarades, étant la majorité, composent le budget d'après leur conception, et alors ils doivent pourtant bien voter aussi le budget. (*Très bien !*) Cela va de soi. Nos camarades de Gotha se trouvent aussi dans une situation avantageuse en ce que, chez eux, la liste civile est éliminée du budget. Elle repose sur des traités de l'État qui n'ont rien à faire avec le budget. Ce sont

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 99.

donc les deux cas, et là j'ai bien été forcé de me dire : Nous ne pouvons pas aller si loin que nos camarades se trouvent toujours pieds et poings liés, quelles que puissent être les circonstances[1]. »

A la motion Bebel, deux amendements furent proposés : un amendement de droite et un amendement de gauche. L'amendement de droite était proposé par le délégué Baudert, d'Apolda : il fut appuyé par Fendrich. Il consistait à substituer, dans le second paragraphe, aux mots : « et en particulier d'une manière normale ils repousseront le budget », les mots « et ils observeront exactement cela dans les votes sur le budget général et sur les lois de finances. » La portée de cet amendement était médiocre, puisque le troisième paragraphe, prévoyant les exceptions, supposait implicitement la règle, la ligne de conduite normale : son auteur et Fendrich estimaient pourtant qu'il y avait grand intérêt à ce que la règle ne fût pas positivement et directement formulée. — L'amendement de gauche, qui était signé Singer, tendait à la suppression du paragraphe relatif aux exceptions.

Singer, soutenant son amendement, tint le même langage que Bebel avait tenu au congrès de Francfort, contre l'amendement Stadthagen. « Bebel, dit-il, veut permettre le vote du budget quand, exceptionnellement, on se trouve en présence de raisons de force majeure ou de circonstances particulières. Mais par cette proposition finale il ouvre largement la porte à tous les dommages et inconvénients qu'il vous a si éloquemment et si justement exposés. (Bebel : *A aucun degré !*) Mais certainement, camarade Bebel ! Qui décide donc ce que sont des situations particulières, ce que sont des raisons de force majeure ? Ce sont ceux qui ont émis le vote. (*Très bien !*) Je ne conteste nullement qu'un cas ne puisse survenir un jour où il soit à propos de s'écarter de la règle : mais, camarades, je pense que nous, socialistes, nous avons assez souvent montré que, quand des camarades d'un pays ou d'une province nous ont donné des raisons suffisantes de leur conduite, nous ne les avons pas blâmés ou condamnés. Que l'on attende donc jusqu'à ce que des situations

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 275.

particulières se présentent, jusqu'à ce que des raisons de force majeure soient données, mais on n'a pas besoin de stipuler à l'avance que dans de semblables cas le vote du budget peut avoir lieu, car en cela précisément gît le danger que pratiquement on n'invoque comme des raisons de force majeure des raisons que l'ensemble du parti ne peut pas considérer comme telles[1]. »

Le rapporteur du groupe socialiste du Reichstag, Emanuel Wurm, combattit l'amendement Singer parce qu'il allait, selon lui, à l'encontre de son propre but. « Cet amendement est d'apparence très séduisante, dit-il ; il semble constituer une aggravation de la résolution Bebel ; mais en réalité il en atténue la portée. La résolution Bebel dit : d'une manière normale le budget est repoussé. Si maintenant on n'ajoute rien, la porte est largement ouverte pour tous les cas « non normaux ». Mais si l'on dit expressément : il ne sera dérogé à la règle que pour des raisons de force majeure, la permission d'adopter le budget est affaiblie et la protestation contre le vote du budget est accentuée[2]. »

D'autres combattirent le principe même de l'amendement, la méthode qui consistait à ignorer de parti pris dans l'énoncé de la règle la possibilité d'exceptions que l'on prévoyait parfaitement. « Singer ne conteste pas, dit un délégué, que des cas puissent se produire où nous soyons forcés de consentir le budget. Mais si on prévoit cela, il faut prendre de prime abord de pareils cas en considération. Il est mauvais de commencer par attendre les événements et de parler ensuite. Car les querelles qui se produisent alors ne sont que pires[3]. » « S'il fallait après coup demander un bill d'indemnité, dit un autre délégué, on jouerait un piètre rôle[4]. »

Cette dernière parole fut prononcée par le délégué de Gotha, Joos, député au Landtag. De son discours, nous retiendrons un autre passage, qui a trait à la situation présente des socialistes dans l'État de Gotha et à leur activité dans la Chambre de ce pays.

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 276.
2. *Ibid.*, pages 283 et 284.
3. *Ibid.*, p. 275.
4. *Ibid.*, p. 277.

L'orateur répondait à Bebel : « Un cas qui se rapporte à notre expérience la plus récente vous montrera, dit-il, que l'on peut parfois consentir le budget même sans avoir la majorité. Nous avons un nouveau gouvernement qui essaie de se mettre en de bons rapports avec nous, — naturellement non pas pour nos beaux yeux, mais parce que nous sommes neuf députés sur dix-neuf. Nous aurions bien pu cette fois encore renverser le budget parce que les agrariens, vu l'attitude du ministère dans la question des droits sur les céréales, auraient peut-être voté avec nous contre lui. Mais à quoi aurions-nous abouti par là ? Je veux vous exposer ce que nous avons obtenu jusqu'ici grâce à notre force : l'indemnisation non seulement des condamnés reconnus innocents, mais encore des personnes arrêtées reconnues innocentes ; la nomination d'une inspectrice auxiliaire du travail ; une élévation des salaires des ouvriers du domaine, ces salaires étant portés de 1,20 marks à 3 marks (ces salaires sont compris dans le budget) ; une allocation de 2000 marks pour le Secrétariat Ouvrier, sans autre condition que la présence d'un représentant du gouvernement pour surveiller le fonctionnement du Secrétariat au point de vue de l'impartialité des renseignements donnés. Nous avons obtenu un autre résultat, qui est au moins un succès moral : notre camarade Bock est devenu vice-président de la Chambre et a été aussi élu en même temps membre de la Cour d'Administration, le plus haut tribunal du pays, dont relève même le gouvernement, et que son élection a été immédiatement ratifiée. Il n'est plus une seule de nos réunions qui soit surveillée par la police ; — toutes concessions qui nous ont été faites parce que l'on savait que nous sommes une très grande force [1]. »

Et maintenant voici les résultats de la discussion. L'amendement de droite, l'amendement Baudert, ne fut pas suffisamment appuyé pour être mis aux voix, c'est-à-dire qu'il ne réunit pas les suffrages de vingt délégués. L'amendement Singer fut suffisamment appuyé pour être mis aux voix, mais repoussé. La motion Rosa Luxemburg fut retirée ; la motion Bebel — la seconde motion — fut votée.

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 275.

Ainsi, la thèse de Fendrich, selon laquelle le vote du budget, en dehors de raisons spéciales de protestation, devait être la règle, se trouvait rejetée par l'immense majorité du congrès. La règle, ce devait être le refus du budget. Mais l'assemblée ne partageait pas l'intransigeance de Rosa Luxemburg : des exceptions étaient prévues. Depuis le congrès de Francfort, dans l'ensemble, un rapprochement des opinions s'était produit, un double mouvement avait eu lieu. Beaucoup de ceux qui avaient réclamé l'entière liberté, qui n'avaient vu dans la question qu'une « pure affaire d'opportunité », avaient abandonné ce point de vue pour se rallier à l'idée du refus du budget comme règle, pourvu que cette règle comportât des exceptions ; et d'autre part, parmi les partisans du refus systématique, la grande majorité avaient renoncé à donner à la règle une telle rigueur qu'elle pût avoir pour effet, dans certains cas, soit d'aggraver la situation présente, soit d'empêcher des améliorations. La motion Bebel était en quelque sorte le terrain commun sur lequel les uns et les autres venaient se rencontrer. En la votant, le congrès témoigna à la fois de son désir de ne pas renoncer à un moyen de protestation contre le système actuel, — à cela répondait la règle, — et de son désir aussi de ne renoncer à aucune possibilité d'action : à cela répondait la part prévue d'exception.

V. — DANS LES CONSEILS MUNICIPAUX

La loi électorale des conseils municipaux est édictée par les landtags. Naturellement, la majorité de chaque landtag s'efforce de sauvegarder dans les assemblées municipales les intérêts qu'elle représente ; chaque landtag tend à faire ces assemblées à son image ; aussi existe-t-il dans les diverses parties de l'Empire une grande analogie entre le système électoral du landtag ou assemblée-mère et celui des conseils municipaux. Il est relativement libéral dans plusieurs pays du Sud, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, le grand-duché de Hesse ; il est des plus réactionnaires dans le royaume de Prusse. Cela explique pourquoi la participation aux élections communales a été un problème dont la solution a longtemps varié d'un pays à l'autre ;

mais, d'un mouvement continu, à mesure que les forces du parti ont grandi, c'est-à-dire à mesure qu'il est devenu apte à conquérir sa place dans les assemblées municipales en dépit des dispositions les plus réactionnaires des systèmes électoraux, il en est venu à se prononcer partout en faveur de la participation. Dès 1885, à Berlin même, il a engagé la lutte.

Il faut dire quelle est, à Berlin, la constitution du conseil municipal, et quelle est la loi électorale qui en règle l'accès. Comme dans le plus grand nombre des communes allemandes, il se compose de deux corps, non juxtaposés, mais dont l'un est intérieur à l'autre. L'organisme le plus étendu, l'organisme primaire, ou « assemblée municipale » (*Gemeindevertretung*), se compose des élus des électeurs de la commune. Ces élus sont les conseillers municipaux. Leur nombre est de 144. A leur tour ils élisent les membres du second organisme, qui représente dans l'ensemble du conseil municipal le pouvoir exécutif. Il comprend 36 membres, dont un premier et un second bourgmestre, comme président et vice-président. Nous désignerons du nom de *municipalité* ce conseil étroit. (On l'appelle en Allemagne *das Magistrat.*) L'élection par les conseillers municipaux des membres de la *municipalité* doit être ratifiée par le gouvernement, qui peut écarter les personnes qui lui déplaisent. Et l'on sait que dans ces dernières années le gouvernement, en dépit de plusieurs réélections, s'est toujours refusé à ratifier le choix du second bourgmestre Kauffmann.

La loi électorale qui sert de base à la désignation des conseillers municipaux est le système des trois classes, dont il a été parlé à propos des élections au landtag prussien. Chacune des trois classes, composée, ainsi que nous l'avons exposé, d'après le chiffre des impôts payés, élit un nombre égal de conseillers. Par là, la loi électorale du conseil municipal de Berlin se distingue avantageusement de la loi électorale du landtag prussien. Ne pénètrent au landtag prussien que les élus des électeurs secondaires des trois classes, les électeurs secondaires des trois classes élisant en commun les députés ; au contraire, les élus directs de chacune des trois classes pénètrent d'emblée au conseil municipal ; et ainsi, tandis que, aux élections pour le landtag, la coalition des élus directs ou électeurs secondaires

de la première et de la seconde classe peut entraîner l'élimination totale des élus directs de la troisième, c'est-à-dire des élus socialistes, les élus de la troisième classe aux élections pour le conseil municipal entrent de plain-pied dans cette assemblée. Ce n'est que lorsqu'il s'agit de la désignation du conseil étroit, de la *municipalité*, que les élus des deux autres classes peuvent faire bloc contre eux, pour leur barrer l'accès de ce conseil, — ce qu'à vrai dire ils ne manquent pas de faire.

On voit que s'il est impossible aux socialistes, en vertu du système des trois classes, d'avoir la majorité au conseil municipal de Berlin et de devenir maîtres de la *municipalité* tant que la loi actuelle demeurera en vigueur, du moins il leur est possible d'élire avec leurs seules forces des conseillers municipaux, et c'est ce qui explique pourquoi le parti a décidé de prendre part aux élections municipales douze ans avant qu'un courant se fût formé en faveur de la participation aux élections du landtag prussien ; mais les dispositions réactionnaires de ce système électoral expliquent aussi pourquoi jusqu'en 1885 une si grande hostilité a régné contre la participation à ces élections, et pourquoi on ne décida d'y participer qu'après de très vives discussions.

Les conditions auxquelles doivent satisfaire les citoyens pour être admis au scrutin sont les suivantes :

1° Ils doivent être citoyens prussiens ;

2° Avoir un domicile connu ;

3° Ne recevoir aucun secours de l'assistance publique ;

4° Payer les impôts municipaux, c'est-à-dire avoir au moins un revenu annuel de 660 à 900 marks (825 à 1125 francs)[1].

On se rend compte que par ces dispositions, et principalement par la dernière, un nombre important de travailleurs sont exclus du droit de suffrage. Il faut d'autre part noter qu'une moitié des élus de chaque classe doivent être propriétaires d'immeubles.

Mais, en dépit de toutes ces difficultés, le parti socialiste a engagé la lutte, et il a obtenu d'importants succès. Il possède

1. Cf. une étude de Paul Singer, conseiller municipal socialiste de Berlin, sur *L'Action Socialiste au Conseil municipal de Berlin*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 janvier 1900, p. 65.

aujourd'hui près des deux tiers des sièges de la troisième classe.

Et de même un peu partout, en Allemagne, à mesure que le mouvement socialiste s'est développé, les forces du parti dans les assemblées municipales ont grandi. Au début, les élections municipales avaient été surtout pour lui une occasion de propagande, d' « agitation », tout comme les élections législatives ; maintenant, c'était un véritable champ d'action qu'il trouvait ouvert devant lui. Comment agir dans les conseils municipaux ? Comment faire servir au plus grand bien du parti, au plus grand bien des classes travailleuses les positions conquises ? Des congrès des diverses provinces ou des divers États élaborèrent des programmes municipaux. Et c'est ainsi qu'il existe aujourd'hui un programme hessois, un programme badois, un programme du Bas-Rhin, un programme wurtembergeois, un programme du Schleswig-Holstein, un programme saxon, un programme brandebourgeois, etc. Pour donner une idée de la politique municipale des socialistes allemands, nous prendrons comme exemple le programme brandebourgeois. Dans l'ensemble de la démocratie socialiste allemande, la province de Brandebourg fait partie de la zone occupée par les éléments les plus « radicaux », et Berlin, sa capitale, s'est de tout temps trouvé à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. Il est donc particulièrement instructif de déterminer quelles sont les revendications pratiques du programme municipal des socialistes brandebourgeois.

Ce programme fut arrêté dans ses grandes lignes en une première conférence tenue à Berlin en décembre 1898. Il fut complété en 1900, à la seconde conférence des délégués municipaux socialistes de la province de Brandebourg. Cinquante-deux délégués avaient été présents à la première, quatre-vingt-treize prirent part à la seconde[1].

Nous classerons les revendications inscrites dans ce programme en cinq groupes : celles qui ont rapport aux intérêts de la commune, en tant qu'elle s'oppose aux particuliers et aux

1. *Protokoll über die Verhandlungen der Konferenz der socialdemokratischen Gemeindevertreter der Provinz Brandenburg*. Berlin, 1899. — *Protokoll über die Verhandlungen der zweiten Konferenz der sozialdemokratischen Gemeindevertreter der Provinz Brandenburg*. Berlin, 1901. — Tous deux édités par la librairie du *Vorwærts*.

organisations politiques plus vastes, cercle, province, État, Empire ; — en second lieu, celles qui intéressent tous les membres de la commune ; — en troisième lieu, celles qui concernent les classes pauvres ; — ensuite, celles qui ont trait aux intérêts des travailleurs comme tels ; — enfin celles qui ont le plus étroitement rapport au but socialiste.

Nous citerons parmi les premières la transformation en service municipal du service d'État qu'est aujourd'hui la police des marchés, des logements, de la voierie, de la santé publique et de la sûreté ; parmi les secondes, celles qui intéressent l'hygiène publique : installation d'établissements de bains non payants, organisation d'un service public et gratuit de désinfection, construction d'égouts collecteurs, construction d'abattoirs municipaux avec obligation de faire boucherie à l'abattoir, inspection des viandes de boucherie, etc.

Les troisièmes, celles qui concernent les classes pauvres, se rapportent les unes au droit de suffrage, d'autres au système fiscal, d'autres à l'enseignement, certaines enfin à l'assistance publique. Il faut reconnaître au pauvre un droit de suffrage égal à celui du riche : la loi électorale des conseils municipaux doit être le suffrage universel, égal, direct et secret. L'inscription sur les registres de l'assistance publique entraîne en Allemagne la perte du droit d'être électeur : cette disposition antidémocratique doit disparaître de la loi. — En ce qui concerne les finances municipales, les impôts indirects qui pèsent sur tous, et le plus lourdement sur les pauvres, doivent être supprimés et remplacés par des contributions directes que ne supporteront que les riches. — Touchant l'enseignement, le programme demande qu'il soit laïque, que les instruments scolaires, livres, cahiers, etc., soient livrés gratuitement à tous les écoliers ; il demande la création de cantines scolaires, la création de bourses ouvrant aux enfants pauvres les mieux doués l'accès des ordres supérieurs de l'enseignement public, l'interdiction de tout travail industriel pour les écoliers, l'organisation de cours de perfectionnement obligatoires pour les garçons et les filles jusqu'à l'âge de dix-huit ans, la création de bibliothèques populaires et de salles de lecture publiques. — Parmi les mesures relatives à l'assistance publique, nous mentionnerons la création

d'asiles pour les filles et femmes enceintes sans ressources, la création de maisons d'accouchements, l'organisation d'un service de soins gratuits donnés à domicile aux accouchées, la fondation d'asiles et de chauffoirs n'assujettissant pas ceux qui en bénéficient au contrôle de la police.

Les principales revendications relatives à l'intérêt des ouvriers considérés comme tels sont les suivantes :

La loi a laissé aux communes le soin d'instituer, si elles le jugent utile, des conseils de prud'hommes ; les conseillers municipaux socialistes devront leur demander de faire usage de cette faculté. La loi a également laissé les communes libres d'étendre ou non à l'industrie à domicile l'application des lois d'assurance ouvrière contre la maladie : les conseillers socialistes réclameront cet élargissement du domaine des lois d'assurance. Lorsque la commune mettra des travaux en adjudication, elle devra ne passer contrat qu'avec les entrepreneurs qui s'engageront à observer, pour la durée du travail et pour les salaires, les tarifs des syndicats ouvriers intéressés. Lorsque la commune mettra ces travaux en régie, elle devra payer aux ouvriers et employés occupés par elle un salaire suffisant et ne les fera pas travailler plus de huit heures. Pour tous ses ouvriers et employés, elle créera des caisses de secours et de retraites ; des caisses de secours garantiront de la misère leurs veuves et leurs orphelins. Des commissions ouvrières seront instituées, pour la défense des intérêts des travailleurs, dans toutes les exploitations municipales. Le droit de coalition des travailleurs municipaux sera absolu.

Les revendications que nous avons classées dans notre dernier groupe sont celles qui ont le plus directement rapport au socialisme même : c'est ainsi que l'on demandera l'extension du droit d'expropriation des communes, la transformation en services municipaux du plus grand nombre possible d'exploitations privées, et l'acquisition de terrains de construction par les municipalités.

Sur le rôle des élus socialistes au conseil municipal de Berlin, Paul Singer, conseiller municipal socialiste de cette ville, s'explique en ces termes : « Une protection efficace des ouvriers

de la ville au point de vue hygiénique, un salaire et des conditions de travail raisonnables pour les ouvriers occupés aux travaux municipaux, la surveillances des industries par des comités formés d'ouvriers, et avant toute chose le droit absolu de coalition assuré aux ouvriers de la ville sont des exigences qui, satisfaites, endigueraient l'exploitation capitaliste des faibles : aussi rencontrent-elles la résistance la plus opiniâtre chez les représentants de la classe riche qui forment la grande majorité des conseillers municipaux.

« Dans toutes ces questions, le patronat trouve soutien et appui auprès des autorités municipales qui travaillent activement à soustraire les entreprises de la ville à des règlements qui auraient pour but une protection sérieuse et énergique des ouvriers.

« C'est ainsi que l'entretien des rues et des places, l'établissement et l'exploitation des tramways, la construction des appareils électriques, soit pour l'éclairage de la ville, soit pour la distribution de la force motrice nécessaire à l'industrie et aux voies de communications, en un mot tous les services d'intérêt public, tous les services où il y a des bénéfices à réaliser, sont livrés aux capitalistes, alors qu'ils devraient profiter à la collectivité, comme le demandent les démocrates socialistes. Le capitalisme est maître de l'administration municipale et la fait servir à ses intérêts. Les capitalistes, qui profitent des emprunts municipaux pour exploiter les contribuables, peuvent en prendre à leur aise parce que, grâce au système électoral en vigueur, l'administration municipale suit une étroite politique de classe, parce que les riches ont dans leurs mains tous les faiseurs de lois municipales et peuvent ainsi exploiter comme ils l'entendent toute la puissance politique de la municipalité. Comme ils l'entendent ? Non, ils en sont empêchés par les représentants de la classe ouvrière, par les démocrates socialistes, et c'est là un résultat assez sérieux de l'action socialiste au conseil municipal. Si nos adversaires ne commettent pas d'abus trop criants, c'est aux démocrates socialistes qu'on en est redevable : ceux du conseil municipal ont pris à tâche non sans succès de dévoiler les intrigues capitalistes de la haute finance dans l'administration municipale. Cette action a eu plus d'un heureux résultat, et si,

dans ces dernières années surtout, la situation économique des ouvriers de la ville est devenue meilleure, on le doit à la démocratie socialiste. Les projets de caisses de retraites, de caisses de secours pour les veuves et les orphelins, sont l'œuvre de la démocratie socialiste; les perfectionnements apportés à l'enseignement primaire sont dus à la pression incessante de la démocratie socialiste. C'est pourquoi il est nécessaire que la propagande socialiste, que l'action de la population ouvrière de Berlin s'exerce sur la municipalité, et nous n'arriverons au succès que si nous n'abandonnons aucun de nos principes, que si bien entendu nous nous plaçons sur le terrain de la lutte de classe, et si les camarades se mettent à l'œuvre avec une ardente énergie, ce qu'ils font d'ailleurs. Il faut créer des groupes de conseillers socialistes dans les municipalités; ces groupes, en se développant et en s'élargissant, prépareront la socialisation définitive de la société.

« En luttant pour introduire le socialisme dans les municipalités, la démocratie socialiste développe ses forces pour son œuvre propre : la délivrance du prolétériat, courbé sous le joug d'une exploitation économique qui l'écrase, et privé de tout droit politique[1]. »

On voit quelle est l'importance qu'attachent à l'action municipale des hommes qui appartiennent, comme Paul Singer, à l'extrême gauche du parti, et qui d'ailleurs se trouvent placés dans les conditions les plus désavantageuses, par le fait du système électoral, pour exercer cette forme d'action; on peut se représenter par là le prix qu'elle a pour les socialistes de tendance « réformiste » des États du Sud, ceux qu'une organisation démocratique des assemblées communales met à même d'exercer une large action. En fait, dans ces dernières années, l'attention du parti socialiste allemand s'est de plus en plus portée sur la politique municipale. Au congrès de Mayence, en 1900, il fut décidé que les journaux du parti traiteraient avec beaucoup de détail tous les problèmes relatifs à la vie des municipalités, et ils se sont conformés à cette décision; plusieurs d'entre eux publient même toutes les semaines de très intéressantes

1. Paul Singer, *L'Action Socialiste au Conseil municipal de Berlin*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 janvier 1900, pages 69 à 71.

chroniques sur ces questions ; en outre, peu de temps après le congrès de Mayence, une revue spéciale a été créée : c'est la *Kommunale Praxis* (La pratique municipale), *Revue pour la Politique Communale et le Socialisme Municipal*[1]. — Le congrès tenu à Munich en 1902 marque un nouveau progrès. La question de « la politique communale » y a été étudiée et mandat a été donné au Comité Directeur de préparer pour un prochain congrès un projet général de revendications destiné à unifier dans la mesure du possible la condnite du parti dans les municipalités. La question est à l'ordre du jour.

VI. — L'ACTION DIRECTE

Toute l'action du parti socialiste ne se réduit pas à celle qu'exercent dans les corps électifs ses représentants, ou les représentants d'autres partis qu'il a contribué à faire élire. La masse socialiste agit aussi directement sur les pouvoirs publics par la manifestation de ses sentiments, de sa volonté. Les mouvements de meetings sont la forme principale de cette action. — Lors de la grande campagne contre le projet de tarif douanier, en 1901, les socialistes allemands joignirent à l'action des meetings celle d'un vaste pétitionnement. Pendant plusieurs mois, des feuilles de pétition demandant que les droits ne fussent pas élevés circulèrent dans la population. Pour donner une idée de l'activité déployée par les militants, je citerai un exemple : en une seule ville, à Brunswick, en un seul jour, un dimanche, six cents membres du parti réunirent 27000 signatures. Et ainsi sur toute l'étendue de l'Empire on put en réunir plusieurs millions (exactement 3 431 784).

Rappelons que pour les grands événements comme pour les petits l'opinion des masses que représente la démocratie socialiste est manifestée d'une manière régulière et continue par la presse. Cette action directe du parti appuie et complète celle de ses élus.

1. *Die Kommunale Praxis, Zeitschrift für Kommunalpolitik und Gemeindesozialismus* (herausgegeben von Dr. Albert Südekum, Dresden, Kaden et Cie.

SECTION II

ATTITUDE DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE DANS QUELQUES QUESTIONS

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION RELIGIEUSE

Le Parti socialiste et les Églises. — Revendications inscrites au programme. — Le parti et la religion. — Deux tendances extrêmes. — *Modus vivendi* adopté.

Nous nous sommes essentiellement occupés, dans le chapitre qui précède, des moyens et formes d'action du parti. Quelle est la matière même de cette action? C'est ce que l'on peut se représenter d'une manière générale d'après le programme du parti, que nous avons fait connaître, d'après ce que nous avons dit du programme municipal des socialistes brandebourgeois, d'après notre exposé de la propagande aux élections. Mais il est quelques-uns des objets de l'action du parti dont il a été trop brièvement parlé; il est plusieurs questions de grande importance par rapport auxquelles son attitude n'a pas été précisée. Nous devons maintenant nous attacher à l'étude de ces objets et de ces questions. Nous nous occuperons successivement des points suivants : la question religieuse, l'internationalisme et la lutte contre le militarisme, la politique commerciale, la question agraire, le parti et les syndicats, le parti et les coopératives,

les préoccupations de culture intellectuelle dans la démocratie socialiste.

*
* *

Il n'est fait aucune allusion à la question religieuse dans la partie théorique du programme d'Erfurt ; c'est dans la partie « pratique », relative aux réformes, qu'il en est parlé. En quels termes ? Nous lisons au paragraphe 6 : « La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance. » D'autre part, le paragraphe 7, qui a trait à l'enseignement, réclame entre autres choses « la laïcité de l'école ». Voilà les revendications du parti, les règles de son action. On réclame à la fois quelque chose contre la religion et l'Église, et quelque chose pour elles, — le tout au nom de ce principe que la religion est « chose privée ». On revendique la suppression du budget des cultes, l'entière indépendance, par rapport à l'Église, de l'État, et, dans l'État, de l'école, et on revendique l'entière indépendance de l'Église par rapport à l'État. Le double caractère de ce desideratum apparaît avec une netteté plus grande encore dans le programme électoral de la démocratie socialiste bavaroise. Celui-ci porte à son article 6 : « Séparation de l'État et de l'Église. L'État ne possède aucune sorte d'influence dans le domaine religieux. Il faut accorder aux églises et aux communautés religieuses une complète liberté dans le règlement de toutes leurs affaires : doctrine, institutions, nomination de leurs desservants, etc. Par contre, toutes les dépenses faites actuellement pour des buts ecclésiastiques au moyen des ressources publiques disparaissent ; les impôts sont diminués du montant de la somme qui était affectée à ces dépenses. Les Églises ont toute liberté pour faire face à leurs dépenses comme elles l'entendent, par des prestations de leurs membres[1]. »

1. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag* 1893-1899. *Handbuch für Landtagswähler*. Nürnberg, 1899, Wörlein et Comp., p. 6.

C'est principalement l'Église catholique et les associations religieuses catholiques que les socialistes allemands ont en vue lorsqu'ils demandent pour les Églises et pour les associations religieuses un régime de liberté absolue. Aussi bien devons-nous nous représenter que le catholicisme est en Allemagne la religion d'une minorité. Et nous devons aussi nous remémorer la grande lutte, dite *Kulturkampf*, qui fut engagée par Bismarck contre l'Église catholique. Dès le début, le parti socialiste combattit toutes les mesures d'exception prises contre elle : c'est ainsi qu'il vota, en 1872, contre l'expulsion des jésuites ; depuis, il a toujours voté les lois qui tendaient à faire rentrer l'Église catholique dans le droit commun, et son suffrage est acquis tous les ans aux motions qui réclament l'autorisation pour les jésuites de revenir en Allemagne.

En même temps — notons-le afin d'éviter tout malentendu — le parti lutte avec la plus grande énergie pour soustraire l'État et l'École à l'influence de l'Église.

L'attitude du parti en face de la religion proprement dite n'a pas la même simplicité que son attitude en face de l'Église, — ou, si l'on veut, des Églises. En effet, d'une part il admet comme valable à l'intérieur même de son organisation, et comme établissant en cette matière le droit de ses adhérents, le principe que la religion est chose privée ; et d'autre part, par la conception du monde qui est comme le prolongement de son programme, il s'oppose radicalement à l'idée religieuse. Indirectement, par la diffusion de ses idées scientifiques et matérialistes, et aussi directement, par certains des écrits qu'il répand, — telle la brochure de Bebel intitulée : *Christianisme et Socialisme* — il combat la religion. C'est dans cette brochure que se trouve le mot que nous avons eu l'occasion de citer dans un chapitre précédent : « Le christianisme et le socialisme sont entre eux comme le feu et l'eau. » C'est la conclusion. Or, dans le catalogue de la librairie du *Vorwærts*, librairie du parti, la note suivante accompagne l'indication du titre de la brochure et des prix pour 500 et 1 000 exemplaires : « Très approprié à la diffusion dans les masses, particulièrement dans les régions catholiques. » Dans le parti, certains voudraient que jamais une parole ne fût prononcée, que jamais

un mot ne fût écrit qui allât contre la religion en général ou contre telle religion ; d'autres souhaiteraient que l'on fît une propagande antireligieuse vigoureuse et suivie et que l'on renonçât à voir dans la religion une « chose privée ». Entre ces deux tendances extrêmes, l'opinion moyenne s'accommode d'un *modus vivendi* de tolérance réciproque. En fait, la très grande majorité des militants sont personnellement détachés de toute religion ; en fait aussi, le parti exerce d'une manière générale une action éducatrice antireligieuse ; mais à peu près aucun socialiste allemand ne fait de la question religieuse une question de premier plan ; le plus souvent, on évite dans la propagande de s'aliéner la sympathie des masses encore étrangères au socialisme en les heurtant dans leurs sentiments religieux, et l'on se refuse d'ailleurs à l'adoption de toute mesure tendant à limiter la liberté religieuse des membres du parti. En 1892, au congrès de Berlin, une motion fut présentée qui demandait que « tout camarade du parti se présentant aux élections pour un parlement comme candidat de la démocratie socialiste eût à établir qu'il s'était séparé de l'Église[1] ». Sans aucune discussion on vota le passage à l'ordre du jour. — L'année suivante, au congrès de Cologne, les trois motions suivantes vinrent en discussion : « Rayer l'article : la religion est chose privée, et mettre à la place : La religion et ses doctrines doivent être combattues partout où elles s'opposent au progrès de la science, ou encore où elles cherchent à empêcher l'humanité, luttant pour s'affranchir de la servitude économique et politique, d'atteindre ce but[2]. » — « Le paragraphe 6 du programme d'Erfurt : La religion déclarée chose privée, est rayé. Il faut dire au lieu de cela : Paragraphe 6 : La démocratie socialiste est un parti économique politique et n'a rien de commun comme tel avec les questions religieuses. Elle combat toutefois de la manière la plus énergique les représentants des communautés religieuses les plus différentes lorsque leurs doctrines s'opposent à la lutte émancipatrice du prolétariat[3]. » — Enfin la troisième motion demandait purement et simplement la radia-

1. Congrès de Berlin, *Protokoll*, pages 14 et 15, et 151.
2. Congrès de Cologne, *Protokoll*, pages 13 et 14.
3. *Ibid.*, page 14.

tion des mots : « La religion est chose privée[1] ». Deux orateurs ayant pris part à la discussion, une proposition fut déposée tendant au passage à l'ordre du jour. Elle fut adoptée immédiatement[2]. — En 1902, au Congrès de Munich, au cours du débat sur la préparation des prochaines élections générales, un délégué demanda que les propagandistes s'attachassent, principalement dans les régions catholiques, à émanciper les esprits au point de vue religieux : il ne se trouva que deux délégués (au lieu du minimum de vingt) pour appuyer la mise en discussion de sa proposition, qui fut ainsi purement et simplement écartée[3].

Nous noterons, pour compléter ce qui précède, que deux pasteurs ont été reçus dans le parti sans que nul les eût questionnés sur leurs sentiments religieux. Ce sont les pasteurs Blumhardt et Gœhre. Dans le discours qu'il prononça devant les socialistes de Chemnitz, pour motiver son adhésion à la démocratie socialiste, le pasteur Gœhre fit connaître en ces termes ses sentiments et ses intentions touchant la religion : « Je déclare tout de suite ici, en premier lieu, que même comme membre du parti, je ne suis pas dans l'intention d'abandonner mon christianisme évangélique — tel que je le comprends —, que comme démocrate socialiste aussi je demeurerai chrétien en mon sens. Je m'appuie sur la proposition du programme du parti : la religion est chose privée. Je le sais, cela arrachera un sourire de dédain à plus d'un parmi mes nouveaux amis politiques. Mon attitude religieuse leur apparaîtra comme une sorte de tare, comme une part d'héritage de mon passé, comme la coque d'œuf brisée de ce passé... J'ai pour toujours dépouillé mes fonctions de pasteur. Je ne vois dans le parti démocrate socialiste qu'un parti politique. Quiconque veut travailler en lui doit le faire en tant qu'homme politique ; c'est ainsi que je ne veux et ne peux agir en lui que politiquement. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il ne m'arrivera pas exceptionnellement de parler aussi de mes opinions religieuses. Mais je ne le ferai qu'à l'une ou l'autre de ces deux conditions : ou si elles

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, page 14.
2. *Ibid.*, page 240.
3. Congrès de Munich, *Protokoll*, page 237.

sont attaquées, pour les défendre : ou si je suis directement invité à les exposer. A part cela, elles demeurent ma propriété personnelle. Et nul mépris ne me les arrachera. Car j'ai l'inébranlable conviction de me trouver, en ce qui concerne la religion, sur un meilleur chemin qu'un grand nombre de mes nouveaux camarades de parti[1]. »

Dans les congrès, de temps en temps des délégués des campagnes viennent demander que les propagandistes se montrent plus réservés touchant la question religieuse ; parfois, ils se plaignent en termes sévères de tel ou tel orateur dont les violences antireligieuses détruisent en quelques heures l'œuvre péniblement édifiée par eux pendant des années. Les autres écoutent, et chacun fait de ces plaintes le profit qu'il lui plaît : on ne vote pas d'ordre du jour. Tel militant reprochera au parti de trop peu combattre la religion. Voici, par exemple, Bebel qui dit, au congrès de Hanovre : « On nous exhorte à ne pas attaquer la religion ; je ne puis vous dire qu'une chose, c'est que nous faisons non pas trop, mais trop peu pour empêcher que la religion ne serve à des buts d'abêtissement : dans ce domaine notre presse devrait faire beaucoup plus[2]. » Et tel autre reprochera à Bebel, par exemple, de faire de l'athéisme au nom du parti. C'est le délégué Katzenstein qui dit, au congrès de Cologne, en 1893 : « La diffusion dans toute l'Allemagne du discours de Bebel sur l'État de l'Avenir a été une chose mauvaise à cause de la citation de la fin : « Nous abandonnons le ciel — Aux anges et aux moineaux ». Non, nous abandonnons le ciel à ceux qui y croient ; maint camarade a pu se sentir froissé par cette citation dans ses légitimes sentiments religieux. » (*Protestations*). — Au congrès de Hanovre, c'est le délégué Fendrich qui déclare : « Je dois maintenant critiquer une atteinte aux principes fondamentaux de notre parti, dont s'est rendu coupable notre très estimé camarade Bebel. A l'article 6 de notre programme on lit : La religion déclarée chose privée. Or, Bebel a dit hier : « ... La bourgeoisie est aussi athée que

1. *Wie ein Pfarrer Sozialdemokrat wurde*. Eine Rede von Paul Göhre, Pfarrer a. D. Zweite Auflage. Berlin, 1900, Expedition der Buchhandlung Vorwærts (Th. Glocke). — Page 4.

2. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 124.

n'importe qui parmi nous. » Je dois refuser d'être tenu pour athée. Cela n'a rien à faire avec le parti. (Bebel : Je n'ai nullement pensé à vous)... Nous avons continuellement à souffrir de ces choses, je veux dire des opinions personnelles que le camarade Bebel exprime en quelque sorte comme représentant officiel du parti. Nous avons eu ces jours-ci à Carlsruhe un procès dans lequel le président déclara qu'il était permis aux ecclésiastiques de mettre en garde leurs ouailles, du haut de la chaire, contre la démocratie socialiste, parce qu'elle combat, comme il est prouvé, la religion. Pour de semblables gens les opinions personnelles de Bebel, opinions qui sont en contradiction avec l'article 6 de notre programme, sont naturellement d'un très précieux concours. Je demande qu'à l'avenir on s'abstienne de ces *attaques contre les principes fondamentaux du parti.* » (*Très bien.*)

Le parti laisse ces opinions opposées se faire jour : il ne se prononce pas; il laisse à ses militants le soin d'agir, selon les circonstances, pour le mieux de ses intérêts. Il maintient le principe : la religion est chose privée ; et il ne rènonce pas à sa tâche d'éducation dans le sens de la pensée libre.

CHAPITRE II

INTERNATIONALISME ET ANTIMILITARISME

Les socialistes allemands et les devoirs de solidarité ouvrière internationale. — Politique de paix. — L'Allemagne et la Triplice. — La question d'Alsace-Lorraine. — Quelle attitude prendrait le parti socialiste allemand en cas d'agression ? — Déclaration de Vollmar en 1891. Déclarations antérieures de Liebknecht, Bebel, Auer. — Débats au Congrès d'Erfurt. — La résolution du Congrès socialiste international de Bruxelles sur le militarisme (1891). — Les socialistes doivent-ils voter contre toute demande de crédits militaires. Déclarations de Bebel en 1890, — de Schippel et d'Auer en 1897, — d'Auer et de Wolfgang Heine en 1898. — Schippel et les milices. Débats du Congrès de Hanovre (1899). — La résolution votée.

L'internationalisme et la lutte contre le militarisme sont inscrits en termes très nets dans le programme du parti. « Les intérêts de la classe ouvrière, y lisons-nous, sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le parti démocrate socialiste se déclare en parfaite union [littéralement : se déclare un, *erklärt sich eins*] avec les ouvriers conscients de tous les autres pays. » Envisagée en elle-même, la déclaration qui précède n'a trait qu'aux relations du parti démocrate socialiste allemand avec le prolétariat militant des autres pays. L'internationalisme socialiste et prolétarien affirmé ici n'est pas en lui-même identique à l'effort pour réaliser la fraternité des peuples; mais

le premier engendre le second, le prolétariat militant international est un élément de solidarité et de paix entre les nations; au reste, le prolétariat de tous les pays a un égal intérêt à la paix, le parti démocrate socialiste est par principe hostile à toute guerre offensive, car il combat « toute sorte d'exploitation et d'oppression », et ainsi, pour ces diverses raisons, l'internationalisme socialiste et prolétarien se double de sentiments de fraternité internationale et humaine. C'est à ces diverses tendances, à ces diverses aspirations que répond le paragraphe 3 de la seconde partie du programme. Ce paragraphe est ainsi conçu : « 3. Education pour le service militaire universel. Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire appelée seule à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage. »

Sur ces divers points, le parti socialiste allemand n'a jamais oublié les déclarations et revendications de son programme. Dans ses relations avec le prolétariat militant des autres pays, il a toujours été conscient de ses devoirs de solidarité. La caisse du parti s'est ouverte en de nombreuses circonstances pour des luttes prolétariennes engagées hors des frontières; pour telle grande grève, celle des mécaniciens anglais, par exemple, le prolétariat socialiste d'Allemagne a fourni plus de deux cent mille francs. A la première nouvelle de la proclamation de la grève générale en Belgique, en 1902, le Comité Directeur du parti socialiste adressait au Conseil National du parti ouvrier belge 10 000 marks (12 500 fr.) comme premier versement ; les socialistes de Leipzig lui adressaient 1 000 marks, et de toute part des collectes étaient organisées. En 1897 et 1898, pour venir en aide aux mécaniciens anglais en grève, le prolétariat allemand réunissait 328 595 francs ; en 1899, pour soutenir les travailleurs danois frappés d'un lockout, il réunissait 271 965 francs, et il envoyait la même année 26 348 francs aux tisseurs grévistes de Brunn.

Sur un point, il y a eu un désaccord, pendant une ou deux années, entre la démocratie socialiste allemande et la démocratie socialiste internationale : je veux parler de la célébration du premier mai. Les socialistes allemands avaient jugé opportun de placer la fête au premier dimanche de mai, tandis que, confor-

mément à la décision du 1er congrès socialiste international tenu à Paris en 1889, elle était célébrée partout le jour même du 1er mai. De divers côtés, de très vives critiques furent adressées à ce sujet au parti socialiste allemand; au congrès international de Bruxelles, en 1891, il déclara s'incliner devant la volonté commune, et il le fit.

Dans l'examen et la discussion des questions de politique extérieure, il a toujours pour principe suprême le respect du droit des peuples, pour idéal, la fraternité des nations. Il lutte de toute son énergie contre les courants d'opinion qui constituent un danger pour la paix; pendant la guerre du Transvaal, son incessant souci fut à la fois de stigmatiser une guerre de conquête barbare et abominable, et aussi de combattre l'anglophobie violente que la presse nationaliste d'Allemagne s'efforçait de développer dans la population. Tandis que la presse nationaliste allemande tâchait d'hypnotiser l'opinion publique par le spectacle des actes atroces commis au Transvaal, la presse socialiste signalait aussi les actes atroces commis en Chine par les troupes alliées, entre autres par le contingent allemand; elle publiait ces fameuses « Lettres de Huns » qui provoquèrent non seulement en Allemagne, mais en Europe un si fort mouvement d'indignation. Les orateurs du parti, à la tribune du Reichstag, dénoncèrent chaque fois que l'occasion s'en présenta la conduite des troupes alliées, la conduite des troupes allemandes; ils prononcèrent les réquisitoires les plus véhéments.

En ce qui concerne les relations de l'Allemagne et de la France, nous commencerons par rappeler les protestations des socialistes d'outre-Rhin, en 1871, touchant l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Depuis cette époque, la guerre de 1870-71 est demeurée pour eux « l'exécrable guerre franco allemande », et ils ont toujours fait leurs efforts en vue de favoriser le rapprochement des deux pays. Ils ont toujours fait ce qui dépendait d'eux pour mouvoir l'opinion allemande en ce sens. Quelle est maintenant leur manière d'envisager la question d'Alsace-Lorraine? Ils estiment qu'elle ne sera réglée que lorsque la population de cette province aura été libérée, lorsqu'elle sera devenue

maîtresse de ses destinées; mais ils n'attendent sa libération que du triomphe du socialisme, et sont résolument hostiles à toute tentative de revanche militaire; dans toute entreprise de ce genre ils ne voient qu'une source de nouvelles calamités; et c'est en ce sens, mais en ce sens seulement, qu'ils acceptent le fait accompli.

Il importe d'ajouter d'ailleurs que dans la manière dont ils l'envisagent il y a certaines différences; pour les signaler, nous laisserons surtout parler les textes. Nous citerons tout d'abord un discours que prononça Vollmar en 1891, discours qui fit en son temps beaucoup de bruit, en France comme en Allemagne, et qui déchaîna d'ardentes controverses. Vollmar envisageait *Les devoirs prochains de la Démocratie socialiste*. Parlant de la politique extérieure, il dit : « Il n'est pas avantageux pour un mouvement politique pratique de se trop occuper du passé. Naturellement, je ne veux pas dire que la critique historique doive être exclue : ses enseignements sont pour l'avenir du plus grand prix. Mais c'est exercer cette critique d'une mauvaise manière que de s'épuiser en plaintes et en reproches qui ne cessent pas contre des faits une fois établis. J'ai ici particulièrement en vue les événements de 1866 et de 1870. Nous avons suffisamment protesté contre ce que nous jugions en eux injuste et mauvais. Si nous avions eu la liberté du choix, nous aurions sûrement formé l'unité allemande autrement. Mais maintenant qu'elle s'est faite ainsi et non autrement, nous ne devons pas gaspiller notre force en incessantes et infécondes discussions sur le passé; nous devons nous placer sur le terrain de la réalité et faire nos efforts pour faire disparaître dans la mesure de nos forces les défauts de cette œuvre.

« Cela me conduit en même temps à un autre point. Vous connaissez la Triple Alliance dont on parle tant entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Il en est parlé dans une partie de notre presse en termes défavorables, principalement à mon avis parce qu'on se place dans cette hypothèse que tout ce qui vient des gouvernements est nécessairement mauvais et doit être combattu. Nous n'avons même pas besoin d'assurer que nous avons peu de confiance dans la diplomatie et dans ses

œuvres. Néanmoins nous devons prendre parti pour la Triple Alliance, parce que sa tendance est indubitablement dirigée vers le maintien de la paix, et qu'elle est pour cette raison quelque chose de relativement bon. Certes, les chauvins en France et les irrédentistes en Italie cherchent à présenter la chose comme si la paix était menacée non par eux, mais par la Triplice. Eh bien, certainement la situation menaçante actuelle a été en partie déterminée par les événements de 1870-71, par la tension accrue entre les deux peuples voisins, les Allemands et les Français. Personne ne le déplore plus que nous. Mais dans l'état présent des choses, c'est un fait que ce ne sont pas l'Allemagne et ses alliées qui menacent la paix, mais que leurs efforts tendent à rendre inoffensives les menaces contre la paix venues d'un autre côté. Si donc du dehors, et à vrai dire non pas seulement dans les partis dirigeants, mais aussi parmi les radicaux et même parmi les socialistes, on tente de créer un mouvement d'agitation contre la Triplice, si l'on tente même de nous y entraîner, nous socialistes allemands, nous devons élever notre voix pour protester et pour donner un avertissement.

« Assurément notre parti est internationaliste au meilleur sens du mot. C'est un de nos titres de gloire d'avoir lutté toujours, et surtout quand c'était le plus dangereux et le plus difficile — au lendemain de la guerre —, contre le faux orgueil de nationalité, et d'avoir placé ce qui unit, ce qui est purement humain, au-dessus de ce qui sépare, le national. Si un parti ouvrier a en tout temps rempli, et est résolu à remplir en tout temps, les devoirs de fraternité internationale, c'est bien le parti allemand. Mais cela ne veut pas dire qu'il nait aussi pour nous des tâches et des devoirs nationaux. Car, quelque cosmopolite que puisse être la pensée d'un homme, il doit reconnaître, s'il n'est pas un rêveur, que les conditions économiques n'agissent pas d'une manière absolue et mécanique, mais que les différences des peuples et des communautés ont des racines profondes. Nous aurons à attendre longtemps encore les « États-Unis d'Europe ». Combattons donc l'orgueil national, le chauvinisme, là où nous le trouvons, et d'un regard vaste plaçons les intérêts communs de l'humanité au-dessus de ceux de ses différents membres; mais d'autre part ne nous laissons pas

entraîner à une négation insensée d'une vie nationale légitime, saine, et des devoirs qui en naissent pour nous aussi. Évitons aussi bien la présomption nationale que l'autre exagération, celle qui consiste à nier la nation et à s'injurier soi-même.

« Nous n'avons jamais mêlé notre voix aux cris poussés contre le peuple français. Aux attaques inspirées par l'orgueil nous avons répondu en montrant les nombreuses qualités de ce peuple, et lorsque nous ne pouvions nier les défauts, nous montrions combien notre peuple en a lui aussi. Mais précisément ce point de vue impartial nous autorise à ne considérer pas plus la France que l'Allemagne avec une sorte de respect sacré, de ménager aussi peu en France que chez nous les susceptibilités nationales, et de dire librement notre opinion. Nous nous réjouissons d'avoir en France des amis socialistes qui résistent aux menées chauvines. Mais pourquoi nier que les milieux qui donnent le ton dans ce pays, par un chauvinisme aveugle, et par leurs répugnantes coquetteries avec le tsarisme russe, — coquetteries nées de ce chauvinisme, — sont en grande partie responsables de l'état de trouble où est l'Europe et des armements incessants ? L'histoire du monde a vu beaucoup de choses honteuses, mais peu qui soient plus misérables que ce spectacle : une république et les éléments dirigeants d'un pays aussi avancé et ayant une aussi bonne opinion de soi-même que la France, se couchant à plat ventre et multipliant les plus basses flagorneries devant la puissance la plus arriérée, la plus despotique de l'univers ! Sans doute, en face de cela l'attitude de beaucoup de socialistes français est digne de toute approbation ; ainsi, un de leurs représentants, à notre congrès de l'an dernier, a stigmatisé cette conduite de ceux qui ont le pouvoir dans son pays de la même manière que moi. Mais le nombre de ces hommes éclairés n'est pas grand, et leurs opinions ne sont pas toujours et universellement partagées même dans le mouvement ouvrier français. On injurie ces vaillants, on les traite de « Prussiens » et de traîtres au pays, et ils n'ont pas une influence prépondérante sur l'opinion publique, ils ne peuvent pas empêcher le jeu avec le feu auquel se livre le chauvinisme.

« En tout cas on ne peut que rendre service à tous les vrais amis de la paix en France et hors de France en faisant connaître clairement et d'une manière qui ne laisse place à aucun doute quelle serait l'attitude de la démocratie socialiste allemande, au cas d'une déclaration de guerre. Si jamais quelque part on devait espérer que dans le cas d'une attaque dirigée contre l'Allemagne l'agresseur pourrait compter sur la démocratie socialiste allemande — cette espérance serait profondément déçue. Sitôt que notre pays est attaqué du dehors, il n'y a plus qu'un seul parti, et nous démocrates socialistes nous ne serons pas les derniers à faire notre devoir ! Et nous le ferons d'autant plus volontiers si l'ennemi de toute la civilisation, si la barbarie russe se trouve en question [1]. »

Vollmar répondit aux critiques et aux attaques dont il fut l'objet, notamment dans le parti socialiste allemand, par un second discours prononcé, comme le premier, à Munich, devant ses électeurs. Il reprocha en particulier à ceux qui le prenaient si vivement à partie d'avoir dit ou laissé dire sans protester des choses tout à fait semblables à celles qu'il avait dites lui-même, et il cita des textes. Il nous paraît utile de les reproduire. C'est Auer, député au Reichstag, qui, le 9 février 1891, s'exprime à la tribune de cette assemblée en ces termes : « L'annexion de l'Alsace-Lorraine est un fait accompli, et dans ce parlement nous avons déclaré à diverses reprises de la manière la moins équivoque que nous reconnaissions l'état de droit existant. » C'est Liebknecht qui déclare au congrès de Halle, le 15 octobre 1890 : « Aucun de nous, quel que soit son enthousiasme pour la pensée internationaliste, ne dira que nous n'avons pas de devoirs nationaux. » C'est Bebel qui s'exprime ainsi au Reichstag, le 25 juin 1890 : « J'accorde que l'Allemagne est résolue à maintenir la paix. Je suis convaincu que ni dans les cercles les plus élevés, ni ailleurs dans n'importe quelle autre partie de la société, on n'a l'intention de précipiter l'Allemagne dans une guerre d'aucune sorte. Mais toutefois, nous avons affaire ici à des circonstances qui ne dépendent pas de

1. Georg v. Vollmar, *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*. Zwei Reden gehalten am 1 Juni und 6 Juli 1891 im « Eldorado » zu München. — München, 1891, M. Ernst, pages 8-10.

notre volonté. En France — on a beau le condamner, on a beau le regretter, c'est un fait incontestable — dans des cercles étendus, et certes dans les milieux qui donnent le ton, on pense toujours à supprimer les résultats de la guerre de 1870-71. De ces motifs résulte l'alliance qui existe aujourd'hui entre la Russie et la France. Qu'elle soit conclue par écrit ou non, elle existe, par une certaine solidarité d'intérêts entre les deux pays contre l'Allemagne, et elle s'accomplira. » Dans le même discours, Bebel dit encore : « Si l'on a réussi à mettre sur pied la Triple Alliance, c'est que les intérêts des trois pays, vis-à-vis des aspirations communes de la France et de la Russie alliées, sont nécessairement solidaires, quels que soient les sentiments réciproques des peuples de ces États... J'ai la conviction qu'aucun homme d'État, ni en Autriche, ni en Italie, ni en Allemagne, aussi longtemps que durera cette situation, n'acceptera la pensée de se détacher de cette alliance, parce que par là il exposerait son propre pays au danger d'une menace de guerre et de ruine, au cas où les deux autres puissances alliées auraient été battues. » Le 3 décembre 1890, Auer prononce ces mots : « Nous l'avons déjà souvent déclaré, et je puis le redire : nous sommes prêts à remplir vis-à-vis de la patrie tout à fait les mêmes devoirs que les autres citoyens... Je sais qu'il n'en est pas un parmi nous qui soit d'une opinion divergente sur ce point. » Le 16 mai 1891, Liebknecht dit : « On a déclaré... que le Reichstag allemand ne s'occupait pas de la défense de la patrie avec autant de chaleur que le parlement français. Eh bien, je dirai qu'en ce qui concerne la défense de la patrie tous les partis sont unis ; qu'il s'agisse de s'opposer pour la défense à un ennemi extérieur, et nul parti ne restera en arrière. » Le 28 novembre 1888, Liebknecht avait dit : « Ce que craignent les ennemis de l'unité allemande, là-bas en France et en Russie, c'est un peuple allemand uni pour la défense dupays. Or, sur ce point — je puis vous l'assurer — les déclarations que nous avons faites, que j'ai faites personnellement à plusieurs hommes politiques français, ont fait disparaître tout doute de leur esprit, s'ils avaient un doute jusque-là. Si la France attaque, avons-nous dit, il n'y a pas en Allemagne un parti sur lequel vous puissiez compter, tous les socialis ets, jusqu'au dernier,

seront obligés et seront prêts à marcher contre l'agresseur[1]. »

Au Congrès tenu à Erfurt, au mois d'octobre 1891, Liebknecht et Bebel furent amenés à préciser leur opinion. Les « Jeunes » les accusaient d'être tombés dans le chauvinisme; Vollmar les défendait contre cette accusation, mais il affirmait l'identité complète de ce qu'il avait dit et de ce qu'ils avaient dit eux-mêmes. Ils se défendirent contre les « Jeunes » et contre Vollmar. « Il n'est pas vrai, déclara Bebel, que Liebknecht et moi nous soyons placés au même point de vue que Vollmar dans la question de la Triplice. Vollmar sait que Liebknecht et moi sommes depuis un assez grand nombre d'années les orateurs du groupe socialiste dans la discussion générale sur le budget. C'est là à peu près la seule occasion où la politique extérieure puisse être traitée au Reichstag d'une manière détaillée. Pour caractériser notre point de vue dans la politique extérieure, il ne suffit pas de lire un de nos discours, mais on doit en lire une série, afin d'avoir une vue complète. Dans ces discours, à l'inverse de Vollmar, pour qui le plus agréable serait que l'on observât le silence sur ces questions, nous avons toujours insisté de toute notre énergie, jusqu'à ce moment, sur la faute de l'annexion de l'Alsace-Lorraine et sur la nécessité d'une réconciliation. A l'inverse de Vollmar, nous ne sommes pas disposés à enfouir dans l'oubli les événements de 1871, sans cela notre point de vue deviendrait inintelligible. » Bebel s'expliqua ensuite sur des vues qu'il avait récemment soutenues touchant la quasi-inéluctabilité d'une guerre, et touchant l'attitude que devrait garder le parti au cas où ce serait l'Allemagne qui serait attaquée. Bebel croyait la guerre, une grande guerre internationale, à peu près inévitable, et il pensait que cette collision des peuples serait le point de départ de soulèvements qui aboutiraient au renversement du régime capitaliste. « Dans mon article sur l'emprunt russe, comme dans mon discours de Sans-Souci, dit-il, j'ai exposé d'une manière entièrement objective, du point de vue de l'évolution historique telle qu'elle s'est produite depuis 1870, les événements qui ont eu lieu en Europe par rapport à l'Allemagne et en Allemagne, et de tout cela j'ai

1. *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*, p. 20-22.

tiré cette conclusion encore d'une manière entièrement objective et logique, que l'état présent de l'Europe doit engendrer sinon immédiatement, du moins dans un avenir peu éloigné, une catastrophe de guerre. J'ai dit ensuite, dans un article sur l'emprunt russe, envisageant le cas d'une guerre offensive contre l'Allemagne et ses conséquences : nous sommes Allemands aussi bien que ces messieurs du gouvernement... Le sol allemand, la patrie allemande nous appartient à nous, les masses, autant et plus qu'à eux. Si la Russie, le rempart de la cruauté et de la barbarie, l'ennemie de toute civilisation humaine, attaque l'Allemagne, pour la dépecer et l'anéantir, — et une semblable guerre ne peut pas avoir d'autre but, — nous sommes autant et plus intéressés que ceux qui se trouvent à la tête de l'Allemagne, et nous résisterons à l'agresseur. J'ai ensuite ajouté que si nous combattions alors côte à côte avec ceux qui sont aujourd'hui nos adversaires, nous le ferions non pour les sauver eux et leur ordre politique et social, mais pour délivrer l'Allemagne, c'est-à-dire nous-mêmes et notre sol, d'un barbare qui est le plus grand ennemi de nos aspirations, et dont la victoire signifierait notre défaite comme socialistes. Je pense que l'on ne peut pas s'expliquer avec plus de vigueur et plus en accord avec les principes. (*Très bien !*) Grillenberger, dont les tendances diffèrent beaucoup des miennes, sera témoin que je me suis exprimé aussi à Nuremberg tout à fait dans le même sens. (*Grillenberger fait un signe d'assentiment.*) Je n'ai dit non plus nulle part que cette situation répondît à notre vœu ; au contraire, j'ai déclaré de la manière la plus expresse que la responsabilité de cette situation incombait en première ligne au système Bismarck, qui a été soutenu dans cette politique par les classes dirigeantes. En outre, j'ai déclaré dans le dernier discours de Sans-Souci que nous demandions encore maintenant, au dernier moment, la réconciliation avec la France, et cela à tout prix, afin que cet immense danger qui plane sur l'Allemagne et sur l'Europe fût supprimé. Mais j'ai aussi ajouté ensuite : Certes, si les cercles dirigeants disent : que 42 millions d'êtres humains jonchent la terre plutôt que de perdre une seule pierre de nos forteresses, nous serons forcés d'avaler le calice, mais malheur alors à ceux qui auraient

créé cette situation ! C'est sur eux que tombera toute la responsabilité, et ils se rendront compte que la fin de l'état de choses créé par eux sera telle qu'ils ne l'attendaient pas et ne la voulaient pas. » (*Vifs applaudissements* [1].)

Ainsi parla Bebel. Quant à Liebknecht, répondant particulièrement aux attaques des « Jeunes », il s'exprima en ces termes : « On me reproche d'avoir déclaré que si nous étions attaqués, si nous devions combattre pour repousser un agresseur, nous étions prêts à défendre la patrie. Ah, certainement, j'ai déclaré cela à plusieurs reprises ; cela est quelque chose qui va de soi, cela, chacun de nous le fait, et je demande à M. Wildberger s'il ne le fait pas aussi, s'il n'est pas forcé de le faire — et finalement on ne nous demande pas notre avis. Est-ce que notre propre intérêt ne nous commande pas de chasser quiconque fait irruption dans notre pays, comme on chasse un voleur qui force notre maison ? Mais j'ai toujours ajouté dans mes déclarations que la guerre doit être nécessaire, juste. Et toute guerre qui est par sa forme une guerre défensive ne l'est pas aussi en réalité. Celui qui, en apparence, ne fait que se défendre, est souvent l'agresseur réel. Mais en aucun cas la démocratie socialiste ne doit se laisser entraîner dans un courant de chauvinisme. La décision de Bruxelles contre le militarisme précise en tout sens, rigoureusement et correctement, notre attitude. Nous ne considérons nullement le danger de guerre comme quelque chose d'inévitable, comme une fatalité. Et c'est tirer une conclusion fausse que de dire : Si Bebel et Liebknecht déclarent vraisemblable, comme suite des aberrations du régime présent, une guerre mondiale, ils doivent consentir au gouvernement les crédits pour le militarisme. Le militarisme actuel est lui-même une cause du danger de guerre et il est en tout cas incapable d'empêcher la guerre. Aussi nous plaçons-nous en face du militarisme exactement au même point de vue d'opposition systématique où M. Wildberger affirme se placer [2]. »

La résolution qu'avait adoptée, deux mois auparavant, le congrès socialiste international de Bruxelles, résolution à laquelle Liebknecht faisait allusion, était ainsi conçue :

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, pages 283 à 286.
2. *Ibid.*, p. 207.

Considérant que le militarisme qui pèse sur l'Europe est le résultat nécessaire de l'état de guerre — déclaré ou latent — qui est imposé à la société par le système de l'exploitation de l'homme par l'homme et par la lutte des classes qui en résulte ;

Le Congrès déclare que tous les efforts qui tendent à la suppression du militarisme et à l'établissement de la paix parmi les peuples, mais sans atteindre les causes économiques du mal, sont condamnés à l'impuissance, quelque nobles qu'en puissent être les mobiles;

Que seul l'établissement de l'ordre social socialiste, qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, peut mettre fin au militarisme et introduire la paix parmi les peuples;

Que pour ces raisons tous ceux qui veulent mettre un terme à la guerre ont le devoir d'adhérer à la démocratie socialiste internationale comme au seul parti agissant véritablement et par principe pour la paix.

Eu égard à la situation de l'Europe, plus menaçante chaque jour, et aux excitations chauvines des classes dirigeantes, le Congrès exhorte les ouvriers de tous les pays à protester et à agir continuellement et énergiquement contre tous les désirs de guerre et les alliances qui les servent, et à hâter le triomphe du socialisme par l'achèvement de l'organisation internationale du prolétariat.

Le Congrès déclare que c'est là le seul moyen d'éviter la terrible catastrophe d'une guerre mondiale dont la classe ouvrière aurait à supporter en première ligne les suites inconcevablement funestes;

Et que la responsabilité d'une pareille catastrophe devant l'humanité et devant l'histoire incomberait uniquement aux classes dirigeantes[1].

Cette proposition avait été soutenue devant l'assemblée plénière du Congrès par deux rapporteurs de la commission chargée d'étudier la question du militarisme : Wilhelm Liebknecht et Edouard Vaillant. Du rapport de Liebknecht nous croyons intéressant d'extraire les paroles suivantes, qui ont trait à la question de l'Alsace-Lorraine : « Si l'on a affirmé dans la presse adverse qu'entre les Allemands et les Français des différences d'opinion ont existé, c'est une erreur; si l'on a affirmé que les Français étaient bien de bons socialistes, mais avec des sentiments chauvins, et qu'ils ne renonceraient jamais à la pensée de la revanche, il n'y a pas dans ces allégations une syllabe de vraie. Le mot de revanche n'a pas été pro-

1. *Verhandlungen und Beschlüsse des Internationalen Arbeiterkongresses zu Brüssel* (16-22 August 1891). Berlin, 1893, Expedition des « Vorwærts », Berliner Volksblatt (Th. Glocke). — Page 26.

noncé dans la commission. Bien loin de là : la presse, qui croyait, en posant la question de l'Alsace-Lorraine, pouvoir semer la discorde, s'est trompée. Pour la bourgeoisie, la question d'Alsace-Lorraine est une question brûlante ; mais dans notre commission elle n'a pas été mentionnée d'un seul mot. Pour une raison bien simple : Pour nous socialistes il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine, pour les socialistes allemands aussi peu que pour les socialistes français. Comment une pareille question pourrait-elle se poser quand nos aspirations se seront traduites dans la réalité, quand l'Allemagne sera organisée d'une manière socialiste ! La question d'Alsace-Lorraine est une question artificielle, qui ne peut résulter que de la société corrompue de notre temps[1]. »

A la motion de la Commission, le délégué hollandais Domela Nieuwenhuis avait opposé une motion qui tendait à ce que « les socialistes de tous les pays répondissent à une déclaration de guerre éventuelle par un appel au peuple l'exhortant à la cessation générale du travail. » Et dans le discours prononcé par lui pour appuyer cette motion il avait demandé davantage : la grève militaire, le refus par tous les socialistes, en cas de guerre, de marcher et de tirer. Les deux rapporteurs de la commission, le délégué français Edouard Vaillant et Liebknecht, combattirent la motion Nieuwenhuis. Liebknecht s'exprima en ces termes : « Quelle serait la conséquence de cette proposition ? Quand la guerre a éclaté, les lois de la guerre sont en vigueur. Quiconque refuse d'obéir est aussitôt conduit devant un conseil de guerre et fusillé ! Certes, Nieuwenhuis n'a rien de commun avec les luttes qui sont en question. La Hollande n'est pas dans l'embarras si quatre ou cinq millions de Français et d'Allemands se trouvent en armes les uns vis-à-vis des autres.

« Notre résolution proclame les principes socialistes, proclame l'organisation internationale des travailleurs, l'alliance internationale des peuples ! Ne vous laissez pas gouverner par la phrase ! La domination de la phrase serait pour la démocratie socialiste la calamité suprême ! Emancipez-vous de la phrase ! L'activité la plus révolutionnaire pour le prolétariat

1. Congrès de Bruxelles, *Protokoll*, p. 24.

consiste à procurer au prolétariat par l'organisation le pouvoir. Avec une résolution comme celle de Nieuwenhuis nous nous rendrions ridicules[1]. » (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Trois nationalités : la Hollande, la France (par 32 voix contre 23), et l'Angleterre (à la majorité relative) votèrent la proposition de Nieuwenhuis. Les autres nationalités se prononcèrent pour la motion de la commission, qui fut ensuite adoptée à l'unanimité.

Le parti démocrate socialiste allemand a toujours mené avec une grande énergie la lutte contre le militarisme; les projets d'accroissement de l'armée et de la flotte ont toujours rencontré en lui le plus irréductible, le plus passionné des adversaires, et aussi le plus actif et le plus inlassable. Dans la presse, dans les meetings, à la tribune du Reichstag, et aussi dans des brochures et dans des feuilles de propagande, il a combattu chacun d'eux avec une ardeur, une persévérance, une véhémence extrêmes. Nous avons vu, dans notre étude d'une campagne électorale, comment il fait la critique du militarisme devant les électeurs ; nous avons vu aussi, parlant du vote du budget, comment au Reichstag il repousse et a toujours repoussé la loi de finances en raison essentiellement des crédits militaires, comment il s'est toujours conformé au principe : *A ce système, pas un homme, pas un liard.* Mais, dans ces dernières années, touchant la question des crédits militaires quelques socialistes en vue ont exprimé des opinions qui traduisent évidemment l'intention de préparer le parti, pour le jour où certaines modifications surviendraient dans la situation politique générale, à modifier au moins dans la forme son attitude systématiquement négative. L'un d'eux, Max Schippel, a été petit à petit beaucoup plus loin : nous dirons jusqu'où.

Mais c'est par le commencement que nous voulons commencer, et les origines premières du courant d'idées qui s'est fait jour ces dernières années en plusieurs manifestations sensationnelles, remontent à une période déjà éloignée. Nous mentionnerons particulièrement un amendement déposé par

1. Congrès de Bruxelles, *Protokoll*, pages 29 et 30.

Bebel au Reichstag, en 1890, tendant à modifier la couleur de l'uniforme des soldats et accordant les crédits nécessaires à cet effet; et en même temps, nous mentionnerons les considérations par lesquelles il motivait cet amendement. Pris à parti à ce sujet par les « Jeunes », il se défendit en résumant, devant le Congrès de Halle, ces considérations. Les voici : « J'ai exposé, dit-il, que je tenais pour dénués de toute chance de succès les efforts des « amis de la paix » en vue du désarmement général, parce qu'il est absolument inconcevable que les États militaires rivaux puissent en venir à tomber d'accord sur des dispositions législatives touchant le désarmement; mais même si de semblables dispositions étaient adoptées, chaque gouvernement cherchera nécessairement à les tourner d'une manière clandestine, afin de pouvoir en cas de guerre s'opposer avec une plus grande puissance à l'ennemi. La guerre et l'hostilité des nationalités, exposais-je, est un produit nécessaire de la société bourgeoise et des antagonismes de classes qui existent en elle. Cette société ne peut pas vouloir d'union fraternelle des nations, elle doit nécessairement travailler à l'excitation des peuples les uns contre les autres. Les guerres sont nécessaires aujourd'hui, déjà pour fournir à certains détenteurs du pouvoir un moyen de détourner l'attention des masses des affaires intérieures et des abus sociaux. En outre les armées permanentes sont un moyen tout à fait excellent de caser les fils superflus des bourgeois dans des places d'officiers grassement dotées (*Bravo!*). Mais si vous tenez ces armées permanentes pour nécessaires, disais-je en m'adressant aux libéraux, et ayant spécialement en vue la pseudo-opposition si bruyante de Richter, alors prenez au moins les mesures nécessaires pour obvier le plus possible aux tueries monstres résultant des prodigieuses améliorations dans la technique des guerres. J'ai ensuite montré qu'avec l'emploi de la poudre sans fumée et étant donné la précision extraordinairement accrue des armes à feu, les uniformes actuels avec leurs boutons métalliques étincelants et leurs couleurs claires étaient pour les ennemis une véritable cible. Si nos frères, nos fils et nos pères devaient se laisser traîner sur le champ de bataille, que du moins on les habille de telle sorte qu'ils n'appellent pas nécessairement les regards du tireur ennemi (*Bravo!*).

Et maintenant je vous interroge, vous tous qui êtes obligés à porter les armes contre l'ennemi extérieur, comme soldats de la ligne, réservistes, soldats de la landwehr ou du landsturm, si je veux empêcher que vous ne deveniez par des signes extérieurs un agréable point de mire pour les ennemis, ai-je fait quelque chose qui au point de vue du parti serait condamnable ? (*On crie:* non ! non !) Mais si j'ai déclaré ensuite que je suis prêt à consentir des crédits pour des uniformes moins visibles, je n'ai par là rien fait de plus que d'exprimer mon intention de veiller à ce que dans la prochaine guerre des dizaines de milliers de nos propres camarades ne soient pas gratuitement menés à la boucherie par l'impéritie de notre administration militaire. A ma vive satisfaction, maintenant, après les manœuvres, cette question est discutée dans tous les journaux et dans toutes les feuilles militaires. On y expose que l'équipement aux couleurs éclatantes ne convient plus, si nos soldats doivent être mis à l'abri des tueries en masse. Jamais dans ma vie je n'ai eu la conscience plus tranquille qu'en cette circonstance[1]. »

Dans les considérations qui précèdent, nous trouvons le germe, et même le germe assez développé, de certaines des vues qui devaient être soutenues dans la suite par quelques militants. En 1897, au congrès de Hambourg, Max Schippel, député, rapporteur du groupe parlementaire, prononça ces mots : « Nous n'avons pas accordé les soldats, mais enfin ils sont là. Pour les propositions de milices et pour la suppression de toutes les armées permanentes il n'y a pas de majorité et il n'y en a pas à espérer dans un avenir qui ne soit très lointain. C'est un fait qui nous est certainement désagréable, mais avec lequel il faut que nous comptions. Devons-nous, parce que les partis bourgeois ne font pas à ce point de vue notre volonté exposer les ouvriers allemands, comme pour les punir, au danger de payer de leur sang l'inintelligence de nos adversaires ? Ce serait agir d'une manière insensée, et à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière[2]. » Répondant à de vives critiques qui avaient été faites de ses paroles, le même orateur dit ensuite : « Assurément, le camarade Péus peut avoir raison, le gouvernement actuel vit

1. Congrès de Halle, *Protokoll*, pages 104-105.
2. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, pages 121 et 122.

de la guerre, nous devons compter toujours avec la possibilité d'une guerre. Mais si l'on est dans une pareille situation, si l'on ne peut pas empêcher les guerres, *on ne peut pourtant pas donner à nos soldats de mauvais fusils, de mauvais canons.* (*Rires ironiques et approbation.*) On ne peut pas faire au groupe un reproche de mon opinion personnelle. Si le système militariste pousse à une guerre que nous ne pouvons pas empêcher, si nous subissons une défaite, et si le sang de notre prolétariat allemand a coulé deux fois plus, je crois que nous ferions tous au gouvernement le reproche de n'avoir pas pris les mesures nécessaires au bon moment[1]. » (*Rires ironiques et applaudissements.*)

Au même congrès de Hambourg, Ignaz Auer, député du parti et secrétaire du comité directeur, s'efforça de défendre, en les expliquant, les paroles de Schippel; et il prononça, à son tour, et pour son propre compte, des paroles toutes semblables. « On peut, dit-il par exemple, prendre acte de cette dépense de centaines de millions pour de nouveaux canons, dépense qui est jugée nécessaire par les représentants du militarisme, pour caractériser la folie de ce système, on peut condamner à nouveau sur cet exemple le militarisme, et pourtant on ne peut peut-être pas se soustraire à la constatation de ce fait que ceux qui ont pris parti pour le militarisme et portent, dans les circonstances présentes, les responsabilités, sont forcés de consentir ces crédits. Nous sommes contre, parce que nous sommes par principe adversaires du militarisme[2]. » « Devons-nous, dit encore Auer, dans la prochaine session où cette question sera décidée, nous opposer à ce qu'on donne le soir à nos soldats un repas chaud, ce qui entraînera aussi une augmentation du budget militaire? Mais il y a plus : nous sommes adversaires de la guerre, et cependant nos chefs ont compté avec la possibilité d'une guerre, et fait à ce sujet des déclarations officielles. Et certes on peut concevoir un cas où nous aussi nous soyons pour la guerre et la jugions absolument nécessaire. (*Très bien!*) Je rappelle seulement les paroles de Bebel et de Liebknecht au Reichstag touchant la possibilité d'une guerre contre l'ennemi

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 137.
2. *Ibid.*, p. 138.

de l'Est, contre la barbarie, contre le tsarisme russe et ses envies de conquête. Ces déclarations ont été faites au milieu des applaudissements unanimes du groupe. *Voulez-vous donc que cette guerre, si elle devait avoir lieu, soit faite avec des canons depuis très longtemps dépassés par tous les autres États, y compris la Russie ?*[1] »

Quelque temps après le congrès de Hambourg, dans une réunion électorale tenue à Hanovre le 9 février 1898, Auer envisagea la question des crédits militaires sous un autre aspect : « Dans la situation présente, dit-il, nous ne pouvons pas nous écarter de notre point de vue négatif. Au gouvernement actuel et à tout gouvernement ultérieur nous ne pouvons absolument rien consentir, *aussi longtemps que nous ne serons pas reconnus comme un facteur égal dans la vie politique et parlementaire*. La classe ouvrière est-elle reconnue comme égale, alors grandissent en même temps les devoirs et la responsabilité de cette classe, et il est très bien possible que du jour où l'on considérera les ouvriers comme un facteur égal, nous acceptions la conversation sur la question de la flotte. Pour le moment nous sommes obligés de refuser tout homme et tout liard[2]. »

Ignaz Auer prononçait ces paroles à Hanovre, dans une réunion électorale, le 9 février 1898 ; le lendemain, le 10 février, un candidat du parti à Berlin, l'avocat Wolfgang Heine — depuis, député — exprimait dans une réunion électorale des vues analogues. Pour le moment, et pour longtemps encore, selon toute probabilité, il estimait que l'attitude du parti devait demeurer ce qu'elle avait été jusqu'ici ; mais il ne voyait point dans le refus des crédits militaires une question de principe et pensait que l'heure viendrait où le parti pourrait accorder, contre certains avantages politiques, ces crédits. Donnant donnant. On consentirait au gouvernement ses crédits militaires, mais pour obtenir de lui de nouvelles libertés. On négocierait. C'était la « politique de compensation », dont le seul nom souleva au Congrès de Stuttgart des tempêtes. Heine s'exprima

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 139.

2. Compte rendu du journal socialiste de Hanovre — le *Volkswille* — cité au Congrès de Hanovre, *Protokoll*, pages 250 et 269.

ainsi : « Je veux tout d'abord expliquer ma pensée par un exemple. Le *Vorwærts* reprochait récemment aux cléricaux de s'être immédiatement déclarés prêts à voter tout le projet naval du gouvernement, et il les critiquait parce qu'ils avaient ainsi abandonné un « important objet de compensation » par le moyen duquel ils eussent été en état de faire triompher des revendications populaires. Je suis en cette matière entièrement de l'avis du *Vorwærts.*

« On peut suivre la même pensée en sens inverse. Je déclare ici tout d'abord, pour couper court à tout malentendu, que touchant la question politique de l'augmentation de la flotte actuellement discutée, je me place au même point de vue que tous les camarades. Je suis adversaire du projet naval ; d'une manière générale, je n'attribue pas à l'expansion coloniale l'action bienfaisante qu'on lui accorde souvent. Mais je demande de pouvoir discuter la question en général, abstraction faite de ce cas particulier. Et alors, une chose est hors de doute : celui qui déclare de prime abord, en face d'une revendication de l'adversaire, vouloir dire toujours et en toute circonstance : non ! renonce par là tout aussi bien à « l'objet de compensation » qui se trouverait dans son consentement que celui qui dit tout de suite : oui. Il abandonne ainsi un moyen extrêmement efficace dans la lutte pour la puissance politique, et pour cette raison il doit se demander, dans chaque cas particulier, si et pourquoi il peut et doit faire cela.

« Il y a des camarades qui repoussent déjà de semblables considérations, en particulier dans les revendications militaires, comme de « l'opportunisme », et mettent en garde contre le fameux plan incliné. Il n'est pas étonnant qu'avec de pareils grands mots on produise une grande impression, car il y a, comme nous l'avons vu chez les libéraux et les nationaux-libéraux, une politique assurément honteuse de trahison et de maquignonnage des principes que l'on désigne habituellement du nom d'« opportunisme ». Mais on ne doit pas se prononcer aussi légèrement sur la question ; il faut au contraire examiner dans chaque cas particulier si l'on est en droit d'employer comme moyen de combat politique le consentement d'une mesure politique, et particulièrement d'une mesure

militaire, sans tomber dans un opportunisme condamnable.

« On ne peut poser à ce sujet que quelques principes généraux : il faut repousser d'une manière générale et toujours les demandes militaires inutiles, *non pas parce que ce sont des demandes militaires,* mais parce qu'elles constitueraient un gaspillage des deniers de l'État. De même on ne doit rien consentir qui irait à l'encontre de notre but, qui est le développement du système militaire actuel dans le sens de l'armement du peuple et de la milice. Cette considération s'appliquerait par exemple à une élévation de la durée du service ou à la formation de troupes de soldats de métier.

« Au contraire il y a des dépenses militaires qui sont en soi nécessaires pour la défense de la nation et sont entièrement indifférentes par rapport à nos idéaux et à nos principes. A cette catégorie appartiendraient par exemple les nouvelles pièces d'artillerie. Déjà le camarade Bebel a excellemment mis en lumière l'analogie qui existe entre une amélioration de la nourriture des soldats et une amélioration de leurs armes défensives et offensives [1]. »

Le dernier anneau de la chaîne qui commence avec les considérations de Bebel sur la nécessité de modifier la couleur de l'uniforme des soldats est constitué par les considérations de Max Schippel sur les armées permanentes et les milices. Sous le pseudonyme d'Isegrim, Schippel publia dans les *Socialistische Monats-Hefte,* en novembre 1898, un article intitulé : *Engels croyait-il aux milices?* dans lequel il prouva du moins que lui, Schippel, « n'y croyait pas », ou du moins que la réalisation de cet article du programme ne lui paraissait possible et souhaitable que dans un avenir tout à fait indéterminé. Au ton ironique du titre répondait bien la manière dont le sujet était traité ; l'article avait toutes les allures d'une diatribe. En voici le début. « Dans sa conception générale du « militarisme » — je ne parle pas de la lutte parlementaire et de la lutte par la propagande contre des demandes militaires concrètes — la démocratie socialiste a toujours beaucoup de ressemblance avec ces étranges fanatiques qui ont un beau jour découvert que l'ali-

1. Cité dans le rapport de Geyer au Congrès de Hanovre. *Protokoll,* pages 250-251.

mentation civilisée de l'avenir, composée de bouillie, remplaçant la sauvage et assauvagissante consommation de la viande, caractéristique du passé, non seulement devra entretenir corporellement l'homme, mais aussi l'anoblir à tous les points de vue, — ou encore qui aspirent à noyer dans de l'eau ruisselant sans fin les horreurs et les abominations de l'ancienne médecine, qui voient dans la vaccination obligatoire la ruine des peuples et pour qui même Bacchus et Gambrinus ne sont que des monstres empoisonneurs. Ici comme là la même absence de critique tout à fait déconcertante, mais aussi la même sainte ardeur à construire avec quelques grands mots à moitié vrais et à moitié digérés un système qui embrasse toute la vérité, qui porte en lui tout salut et que ne peuvent combattre que des barbares et des imbéciles à la barbarie et à l'imbécillité desquels il est impossible de remédier. Ici comme là la même foi dans les « cas » définitivement probants, par lesquels tout le savoir et tout le pouvoir des adversaires se trouvent une fois pour toutes condamnés et pulvérisés devant le tribunal suprême de la raison et de l'histoire. Même le ton sur lequel la nouvelle édition du vieux type de garde civil parle du militaire professionnel ne peut guère d'ordinaire être surpassé par le mélange de bienveillante condescendance morale et d'évidente supériorité intellectuelle avec lesquelles l'apôtre de l'eau, frais comme une rose et transfiguré, jette dans la gueule du loup le sombre monstre qu'est le spécialiste de la médecine[1]. » La conclusion de l'article était celle-ci : « On voit qu'Engels se représentait l'éducation pour le service militaire universel, que réclame notre programme, tout autrement que les fanatiques de la milice, les sanctificateurs de l'eau et les apôtres de la bouillie. Notre parti finira bien par dire, comme dans Siegfried : Loin de moi la bouillie — je n'en ai que faire ! Avec elle je ne forge pas d'épée[2] ! »

A la suite des polémiques provoquées dans le parti par les paroles d'Auer et de Heine, et par l'article de Schippel, la question du militarisme fut inscrite à l'ordre du jour du congrès tenu à Hanovre. On s'y occupa principalement de Schippel, et

1. *Socialistische Monats-Hefte*, novembre 1898, pages 495 et 496.
2. *Ibid.*, p. 498.

de ses vues sur les armées permanentes et les milices. Schippel regretta, du moins au début de la discussion, la forme de ses attaques, mais il ne retira rien quant au fond. « Engels, dit-il, reconnaît tout à fait ouvertement les avantages qu'a pour la politique extérieure, sur toute autre forme d'organisation militaire, l'armée permanente. Il dit que les cadres fixes créent une solide cohésion, une armée capable d'opérer, et que cela est une nécessité pour un État qui est enclavé entre la France à l'Ouest et la Russie à l'Est. En fait, l'armée permanente a été une arme pour la politique extérieure, pour les victoires de l'État prussien, qu'il faut nommer elles aussi une révolution. (*Mouvements prolongés*). Beaucoup des raisons d'Engels valent encore aujourd'hui. Ne sommes-nous pas toujours enclavés entre la France à l'Ouest et la Russie à l'Est ? N'avons-nous pas entendu dire à des camarades du parti qui sont des chefs que l'antagonisme, depuis la guerre franco-allemande, est devenu toujours plus menaçant ? L'importance de l'armée permanente comme arme pour la politique extérieure ne peut pas être contestée. Si nous introduisions la milice, c'est-à-dire si nous ne voulions munir d'armes que la population domiciliée, nous devrions non seulement arrêter l'abandon des campagnes par la population de l'Est, mais encore établir dans tout l'Est une population plus dense aux dépens de nos districts industriels, exactement de même qu'aujourd'hui avec l'armée permanente nous avons partout dans l'Est des bataillons plus importants. De deux choses l'une : ou nous croyons qu'il n'éclatera jamais de conflit entre les États, et alors nous devrions réclamer non pas la milice, mais l'entière suppression de toute armée ; ou bien nous croyons à la possibilité de conflits, mais alors, comme représentants de la classe ouvrière allemande, nous avons le devoir de veiller aussi à ce que les ouvriers allemands demeurent en vie. (*Mouvements prolongés.*)

« Et nous devons aussi reconnaître que certes nous visons en première ligne à la paix, que politiquement nous ne voulons que nous défendre, mais qu'en cas de conflit nous devons porter la guerre loin de nos frontières et prendre militairement l'offensive. (*Ecoutez ! Ecoutez !*) Notre défense ne peut pourtant pas consister à nous entourer comme d'un mur de Chine et à faire la nique de là-haut à l'ennemi.

« J'ai toujours dit que la milice est toujours pour moi le but final de l'évolution. Mais elle n'est pas un système que dans l'état présent des antagonismes nationaux on puisse faire sortir de la terre en frappant le sol de son pied, et opposer aux adversaires qui disposent d'armées permanentes comme leur étant supérieur ; par contre, elle est quelque chose qui peut très bien sortir, par un développement organique, des armées actuelles, si nous disposons dans l'État d'une représentation vigoureuse de nos intérêts ; et j'ai dit que Engels aussi considérait ce développement comme possible [1]. »

Quelle fut l'attitude du Congrès en face des idées défendues par Schippel ? Elles rencontrèrent des approbateurs, mais la majorité se montra hostile. Des critiques très violentes furent faites du ton qu'avait adopté Schippel, dans son article des *Socialistische Monats-Hefte*, et nul ne protesta. Mais en outre, le Congrès se prononça très nettement contre la tendance à placer la revendication relative aux milices dans un lointain nébuleux. L'ordre du jour suivant fut adopté :

Le Congrès déclare :

L'armée permanente est, d'après toute son évolution et son organisation, l'arme la meilleure pour maintenir et renforcer la domination de classe ; elle est un instrument de premier ordre au service de toutes les aspirations anti-démocratiques et anti-ouvrieres ; c'est une institution possible seulement par les sacrifices d'argent et de sang, lourds, croissant sans cesse et injustement distribués, que la société régnante impose particulièrement aux classes travailleuses.

L'effort du parti doit donc tendre à transformer de fond en comble le système militaire de sorte que la force armée de la nation devienne au lieu d'un moyen d'oppression au dedans et d'une cause d'inquiétude constante au dehors, un moyen d'assurer les droits du peuple et les libertés et de se défendre contre les attaques de l'étranger.

A cette fin le parti réclame une organisation de la défense du pays et du peuple qui repose sur une base démocratique, qui rende impossible l'esprit de caste et les antagonismes entre le peuple et l'armée, qui oblige au service des armes tout homme qui y est apte et fasse de chacun, par une éducation appropriée de la jeunesse, un milicien utilisable.

Pour ces raisons, le parti considère comme allant de soi le maintien sans changement de l'article 3 du programme du parti et exige des

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, pages 259-260 ; 262-263.

représentants parlementaires du parti qu'ils continuent à ne consentir aucun crédit pour le système militaire existant et à utiliser toutes les occasions pour propager les revendications inscrites à l'article 3 du programme [1].

Indépendamment de cet ordre du jour général, l'assemblée vota la motion suivante : « Le Congrès repousse résolument la conception exprimée par le camarade Schippel dans ses articles sur le militarisme, parce qu'il y voit un manquement aux principes du parti démocrate socialiste [2]. »

Mais le Congrès se refusa à aller plus loin. Il repoussa à l'unanimité moins quatre voix une motion qui réclamait l'exclusion de Schippel.

Du texte de l'ordre du jour général que vota l'assemblée, sur la proposition du rapporteur Geyer, il nous semble qu'il y a intérêt à rapprocher une déclaration de ce même rapporteur. Pour qui veut apprécier tout à fait exactement les sentiments de la majorité du parti, elle est importante. Geyer venait de lire un passage du discours de Wolfgang Heine, le passage suivant : « Notre attitude doit demeurer la même tant que notre gouvernement s'appuiera sur les partis de réaction, et pour ma part je considère comme très vraisemblable qu'avant des dizaines d'années aucune modification ne surviendra à cet égard. Aussi je crains qu'aucun de nous ne voie jamais en pratique se conclure un accord par lequel nous échangerions des crédits militaires contre des droits du peuple. Nous ne pourrons jamais rien consentir à ce gouvernement, simplement pour cette raison qu'il ne nous paierait pas le prix convenable en droits populaires. » Ayant lu ce passage, le rapporteur Geyer prononça ces mots : « Si nous devons seulement dans des « dizaines d'années » nous trouver en état de conclure un pareil accord, est-il alors nécessaire d'en parler dans une réunion électorale [3] ? (Bebel : *Très bien !*) *De pareils propos ne sont propres qu'à jeter la confusion dans nos rangs* (*Très bien !*) L'état et les relations

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 68.
2. *Ibid.*, p. 267.
3. L'avocat Wolfgang Heine expliqua devant le Congrès (*Protokoll*, pages 272 et 273) comment il avait été amené, par les questions d'adversaires socialistes qui eussent voulu que le parti choisit un autre candidat, à exposer ses vues sur ce point.

des partis au parlement doivent aussi être pris en considération. Pourquoi ouvrir *maintenant* des discussions qui pourraient faire croire que nous voulons nous offrir ? (*Très bien !*)

« *Nous ne sommes pas nécessaires pour le vote des crédits.* S'il arrive que des partis bourgeois fassent de l'opposition aux demandes militaires, c'est une pseudo-opposition, par laquelle ils veulent s'assurer la fidélité de leurs électeurs. Aussi bien accordent-ils par la suite ce qu'on leur demande, comme le prouve l'adoption du projet militaire en 1893. Et si un jour la démocratie socialiste devait occuper une situation dominante, nous pourrions être convaincus que les autres partis se coaliseraient si fortement contre nous qu'alors non plus il ne serait pas nécessaire de s'offrir pour le vote des crédits et de jeter ainsi la confusion dans le parti. En tous cas, *nous saurons trouver alors ce que nous avons à faire ;* jusque-là, laissons mûrir notre jugement. Trancher maintenant la question me paraît superflu. Dans les cercles de notre parti, on s'est souvent posé la question de savoir comment nous agirions quand nous serions plus forts. *Répondre à cette question est maintenant impossible ;* mais quiconque tranche de semblables questions ne doit pas s'étonner si une vive discussion critique vient à éclater et si on dit au camarade en question qu'il semble vouloir pousser le parti dans une voie nouvelle et lui faire prendre touchant le militarisme une autre attitude que par le passé[1]. »

Quelle sera un jour, touchant les crédits militaires, — je ne dis pas touchant le militarisme, — l'attitude du parti, si la situation est telle qu'entre le gouvernement et lui des négociations deviennent possibles ? C'est là une question, pense le rapporteur Geyer, qu'il vaut mieux laisser ouverte, qu'il faut laisser à l'avenir le soin de trancher. Pour l'heure, aucune raison d'utilité pratique ne sollicite à un abandon de l'ancien point de vue, qui est le point de vue des principes. Le parti est dans l'opposition, il n'a rien à attendre du gouvernement. Si un jour il cesse d'être dans l'opposition, s'il fait partie de la majorité — sans être encore la majorité — eh bien, ce jour-là, la question se posant, on la tranchera pour le mieux des intérêts

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 251-252.

socialistes. Actuellement, elle ne se pose pas. Et en la posant, en la tranchant surtout comme Schippel, Auer, Heine prétendent qu'elle devra être tranchée, on risquerait gratuitement d'obscurcir chez les membres du parti la conscience des principes.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE COMMERCIALE

Libre-échange ou Protection ? — S'agit-il d'une question de principe ou d'une question de tactique ? — Résolution votée au second congrès de Gotha, en 1876. — Débats du congrès de Stuttgart, en 1898. — Schippel et la thèse protectionniste. — Kautsky et le libre-échange. — Un amendement Bebel à la résolution Kautsky. — Vote de cette résolution.

La question de la politique commerciale est assurément, de toutes les questions politiques, celle qui a le plus occupé l'opinion allemande ces dernières années. Elle s'est trouvée posée parce que les grands traités de commerce de l'Allemagne allaient venir à terme les uns en 1902, les autres en 1903, et qu'il s'agissait de savoir s'ils seraient renouvelés, et dans quelles conditions. Pour arrêter nettement les principes de sa conduite, le parti socialiste inscrivit cette question à l'ordre du jour du congrès qu'il tint en 1898 à Stuttgart.

Quelle devait être l'attitude des socialistes en face de ce problème : libre-échange ou protection ?

Au second congrès de Gotha, en 1876, le parti avait déclaré n'avoir pas de raison de principe de choisir. Voici l'ordre du jour qu'il avait adopté :

Le Congrès déclare que les socialistes d'Allemagne restent étrangers à la lutte qui a éclaté à l'intérieur des classes possédantes entre la protection et le libre-échange ; que la question de savoir s'il faut accorder ou refuser des droits protecteurs n'est qu'une question pratique qui doit être résolue dans chaque cas particulier; que la misère des classes travailleuses a ses racines dans les conditions économiques générales, mais que les traités de commerce actuels ont été conclus par le gouvernement de l'Empire sur des bases désavantageuses à l'industrie allemande, et exigent un changement; enfin que la presse

du parti doit être invitée à mettre les ouvriers en garde contre le danger de retirer les marrons du feu pour la bourgeoisie qui, en demandant des droits de douane, aspire à obtenir l'aide de l'État[1].

Depuis, le parti avait mené campagne la plupart du temps contre les droits protecteurs ; il n'avait jamais manqué de combattre la protection des denrées de première nécessité ; mais il n'avait jamais fait de la question du libre-échange une question de principe.

Le Congrès de Stuttgart, en 1898, n'est pas resté à ce point de vue. Deux ordres du jour furent soumis à l'assemblée. L'un, signé de Schippel, ne posait pas la question de principe et s'accordait avec la résolution de Gotha. L'autre, qui était l'œuvre de Kautsky, faisait du libre-échange une revendication de classe du prolétariat allemand comme du prolétariat de tout pays où l'industrie a atteint un haut degré de développement.

Voici la résolution Schippel :

Le Congrès voit dans la politique de traités de commerce inaugurée après la chute du prince Bismarck un progrès essentiel sur les luttes de tarifs.

L'intérêt de la classe ouvrière allemande réclame aussi pour l'avenir non seulement les plus grandes garanties possibles données à notre exportation, et fournies par des traités limitant les droits de douane exigés par l'étranger, mais encore la diminution et la suppression définitive de tous les droits pesant sur les subsistances, droits qui écrasent le plus lourdement précisément les couches les plus pauvres de la population et mettent obstacle à l'amélioration de leur condition.

Le parti combattra par tous les moyens qui sont à sa disposition, comme une manœuvre tendant à piller les ouvriers et les consommateurs allemands, et qui aboutirait aussi nécessairement à pousser l'étranger à prendre des contre-mesures hostiles et à provoquer de violentes guerres de tarifs, toute tentative faite par la coalition des partisans des hauts tarifs industriels et des partisans des hauts tarifs agricoles pour utiliser en vue de nouvelles augmentations de droits la revision nécessaire de nos tarifs douaniers[2].

Voici maintenant la résolution Kautsky :

Considérant :

1° Que les droits de douane pesant sur les subsistances renché-

1. Cité dans le rapport de Max Schippel au Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, p. 179.

2. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, p. 67.

rissent artificiellement les denrées les plus nécessaires et abaissent le niveau de vie des classes travailleuses des villes et des campagnes;

2° Que, vu les relations de puissance qui existent actuellement, dans l'Empire allemand, entre les intérêts capitalistes régnants, les droits industriels et les droits pesant sur les subsistances sont nécessairement solidaires;

3° Que l'industrie allemande est assez développée pour pouvoir se passer de droits de douane;

4° Que la protection douanière, dans un état de grande industrie développée, est le moyen le plus efficace pour favoriser la formation de cartels, trusts et autres associations patronales compactes et redoutables;

5° Que ces associations ont pour rôle d'élever le prix des marchandises au-dessus de leur cours normal et nuisent ainsi toujours à la masse des consommateurs et en particulier aux ouvriers, et souvent aussi à l'industrie même, que l'on dit être favorisée par la « protection du travail national », mais à laquelle ces associations font payer plus cher les matières premières et les substances auxiliaires (fer, charbon) les plus nécessaires;

6° Que ces associations sont aussi un puissant moyen pour paralyser les associations des ouvriers, pour rendre vains les efforts qu'ils font en vue d'améliorer leur condition, et les réduire à la condition d'ilotes modernes;

7° Que ces droits de douane agissent en même temps comme droits de finances et livrent aux gouvernements leurs ressources les plus abondantes pour développer le militarisme, qui n'aurait jamais pu, sans la politique protectionniste, prendre des proportions aussi considérables;

8° Enfin que les droits de douane s'opposent à la solidarité internationale du prolétariat en accentuant artificiellement les antagonismes d'intérêts qui résultent des relations capitalistes de production et d'échange;

Le Congrès déclare :

La politique protectionniste, dans l'Empire allemand comme dans tout État de grande industrie développée, est inconciliable avec les intérêts du prolétariat, des consommateurs, de l'évolution économique et politique, et favorise seulement les intérêts des grands monopoleurs de l'agriculture et de l'industrie ainsi que les intérêts du militarisme et des gouvernements qui ne sont pas soumis à un contrôle démocratique, c'est-à-dire des pires ennemis du prolétariat et de la démocratie. Ce sont les mêmes classes qui menacent les coalitions ouvrières de la maison de réclusion qui favorisent par le protectionnisme la formation de coalitions de patrons.

C'est donc un devoir, en particulier lors du renouvellement des traités de commerce, d'appuyer toute mesure allant dans le sens de la

liberté des échanges, et au contraire de combattre avec la dernière énergie toutes les mesures tendant à maintenir ou à fortifier le régime protectionniste actuel[1].

Schippel et Kautsky motivèrent leurs ordres du jour.

L'objet de Schippel était d'empêcher l'assemblée de se lier et de lier les députés du parti à la politique du libre-échange. Il voulait qu'on fît au protectionnisme sa part. A cette fin, il étudia le rôle du libre-échange et du protectionnisme dans l'histoire, l'attitude spontanée de la classe ouvrière des divers pays en face de ce problème, ses intérêts, l'attitude de la démocratie socialiste allemande jusqu'à l'heure présente.

Tout d'abord il s'attaqua à cette opinion, très répandue dans le parti, que le protectionnisme fût par essence réactionnaire, le libre-échange, libéral et progressiste. Il prit ses exemples dans l'histoire économique des États-Unis et de l'Allemagne. Quels étaient les avocats du libre-échange, aux États-Unis? C'étaient les grands propriétaires d'esclaves des plantations de coton. Leur but était d'expédier à bon compte leur coton en Angleterre; et pour cela ils devaient ouvrir leurs portes aux produits de l'industrie anglaise; il leur importait d'ailleurs de ne pas laisser s'établir en Amérique une classe d'ouvriers salariés; le libre-échange était pour eux un moyen de maintenir et d'étendre l'esclavage. Quels étaient les protectionnistes? C'étaient les gens du Nord, habitant la région des côtes. Ceux-là voulaient faire de l'Amérique un État industriel indépendant; ils voulaient des droits de douane qui permissent à l'industrie de se développer. Ne représentaient-ils pas l'élément progressif? — En Allemagne, dans les anciennes luttes de l'Union Douanière, les libre-échangistes, c'étaient les grands propriétaires fonciers, les junkers de la région située à l'Est de l'Elbe, les réactionnaires, les féodaux, qui voulaient envoyer en Angleterre leurs laines, leurs grains, leurs bois de construction. Et où se trouvaient les protectionnistes? Dans la bourgeoisie, qui s'élevait, comme classe, contre le féodalisme et contre le gouvernement absolu; dans l'industrie, chez les tisseurs de Prusse, de Saxe, de Wurtemberg, du Grand-Duché de Bade et de Bavière, chez

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, pages 67 et 68.

les grands métallurgistes du Rhin et de l'Allemagne du Sud-Ouest. Là étaient les éléments protectionnistes, là étaient les éléments progressifs. « Et si nous sommes réunis ici en si grand nombre, ajoutait Schippel, nous le devons en partie aux protectionnistes[1]. »

Partout le protectionnisme paraît pour accélérer le développement de l'industrie naissante. L'Angleterre a eu son heure de protectionnisme. Les États des Balkans, la Hongrie, l'Italie, l'Espagne se sont entourés, dès le début de leur activité industrielle, d'un mur de douanes. Loin d'être réactionnaire, le protectionnisme, en hâtant l'évolution industrielle, exerce une action révolutionnaire.

Dira-t-on que l'industrie allemande a atteint le degré de développement auquel une industrie peut se passer de protection, souffre même des droits de douane ? Mais, s'il en était ainsi, les industriels seraient les premiers à combattre le protectionnisme; nous constaterions l'existence d'un courant libre-échangiste dans l'industrie allemande. Or, un pareil courant n'existe pas.

Le prolétariat a compris l'action révolutionnaire exercée par le protectionnisme pendant certaines périodes du développement industriel, et, s'il est libre-échangiste dans les pays et aux époques où l'industrie est forte et puissante, il est protectionniste partout où l'industrie est faible encore, et tend à se développer.

Aussi bien les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent-ils être séparés de ceux de l'industrie. La protection douanière pèse sur le consommateur; mais ce n'est pas le consommateur qui est l'essentiel dans l'ouvrier. Le consommateur proprement dit, c'est le fonctionnaire, l'employé à traitement fixe, le petit bourgeois. L'ouvrier est surtout un facteur de la production industrielle ; et c'est en se considérant comme tel qu'il doit prendre parti dans la question du libre-échange et du protectionnisme. Il devra se prononcer toujours contre la protection douanière des produits agricoles, qui renchérit les denrées qu'il consomme sans le favoriser comme producteur ; il pourra être conduit, en

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, p. 175.

tant que producteur, à se prononcer pour la protection de l'industrie.

Des considérations de ce genre ont jusqu'ici dicté au parti son attitude. A Gotha, il déclara ne voir dans cette question qu'une question de tactique, dont la solution peut varier selon les cas. Et ce point de vue n'a pas été abandonné jusqu'ici. Aussi une déclaration entièrement libre-échangiste heurterait-elle une tendance présente dans le parti. Il s'est toujours trouvé des députés qui reconnurent les services que peut rendre la protection douanière : qu'il suffise de citer von Schweitzer, Bracke, Kayser, Hasenclever ; et actuellement, peut-on nier la présence chez beaucoup de nos camarades de dispositions protectionnistes ? Lorsqu'on parle de coolies, d'ouvriers étrangers travaillant à bas prix, que l'on ne veut pas laisser entrer chez nous, n'est-ce pas du protectionnisme ? Et si nous ne laissons pas entrer ces ouvriers, ne sera-t-il pas un jour nécessaire d'arrêter les marchandises qu'ils fabriquent chez eux ?

Schippel concluait que la question du libre-échange ne peut pas devenir, pour le prolétariat, une question de classe, et qu'à son sujet le Congrès devait laisser pleine liberté à ses représentants au Reichstag.

Contre Schippel, Kautsky soutint la thèse du libre-échange. Il s'efforça d'établir que l'industrie allemande peut se passer de droits protecteurs, rechercha les causes qui la rattachent aujourd'hui encore à la politique protectionniste, essaya de déterminer les conséquences économiques et politiques du protectionnisme.

Il fonda son affirmation que l'industrie allemande peut se passer de protection douanière, sur l'analyse de ses conditions présentes aussi bien que sur des considérations relatives à son histoire. Il montra comment, par la quantité et la qualité du travail effectué, par la perfection des machines qu'elle utilise, par les capitaux, par les matières premières dont elle dispose, par la médiocrité de besoins aussi bien que par le haut niveau de culture scolaire et de développement intellectuel du prolétariat qui lui fournit son travail, elle est de force à supporter sans désavantage la libre concurrence de l'industrie étrangère. Le cri

d'effroi poussé par les Anglais n'est-il pas comme une confirmation de cette analyse ? — Et d'ailleurs, si nous jetons un regard sur le passé, est-ce la protection qui a permis à l'industrie allemande de se développer? Non, sous l'influence des agrariens, l'Allemagne était libre-échangiste lorsque son industrie était faible encore ; l'industrie allemande s'est développée sans tarifs douaniers. Cela ne prouve-t-il pas qu'à plus forte raison les tarifs douaniers lui sont aujourd'hui inutiles ?

Schippel voudrait que la démocratie socialiste combattît la protection de l'agriculture et se prononçât pour celle de l'industrie. Mais une pareille attitude ne saurait se défendre. « Si nous voulions aujourd'hui supprimer les droits sur les denrées alimentaires et laisser subsister les droits sur les produits industriels, nous imposerions à l'agriculture de lourdes charges, et nous rendrions pire encore notre position à la campagne[1]. » L'industrie allemande est prospère ; l'agriculture allemande traverse une crise. « Si nous ne sommes pas à même de savoir que l'industrie allemande peut se passer de protection, je ne sais pas d'où nous savons que l'agriculture allemande n'en a pas besoin[2]. »

Schippel demande que la démocratie socialiste attende, pour combattre la protection douanière de l'industrie allemande, que les industriels eux-mêmes aient réclamé la suppression des droits protecteurs. Mais la démocratie socialiste allemande n'a pas l'habitude de suivre des impulsions venues d'en haut. Elle n'a pas attendu, pour attaquer le militarisme, la proclamation du tsar. D'autres considérations que celle de la conduite des industriels doivent lui dicter ici sa conduite.

Pourquoi les industriels sont-ils aujourd'hui protectionnistes ? Lorsque les agrariens exportaient, ils étaient libres échangistes ; ils combattaient la politique protectionniste dont seule l'industrie aurait eu le profit. Depuis plus de vingt ans, l'industrie est assez forte pour exporter, c'est l'agriculture qui est réduite au marché intérieur. Pourquoi l'industrie n'a-t-elle pas réclamé avec logique le libre-échange ? Pourquoi n'a-t-elle pas engagé la lutte contre l'agriculture ?

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, p. 187.
2. *Ibid.*, p. 187.

Kautsky expliqua cette attitude de l'industrie par deux causes :

1° Les capitalistes industriels ne pouvaient venir à bout de la grande propriété foncière qu'avec le concours du prolétariat, en s'alliant à lui ; or, il y a vingt ans, les progrès qu'avait faits le prolétariat étaient déjà grands ; les industriels eurent peur de cette alliance : ils préférèrent faire un pacte avec les junkers ; les junkers accordèrent aux industriels des droits de douane sur les produits de l'industrie étrangère, et les industriels accordèrent aux junkers les droits qu'ils désiraient sur les denrées les plus nécessaires de l'alimentation ;

2° L'autre cause, plus importante peut-être que la peur du prolétariat, fut la révolution qui se prépara, de 1870 à 1880, dans la vie économique, lorsque au système de la libre concurrence tendit à se substituer le système du monopole privé. En effet, cette tendance de l'industrie à se syndiquer trouvait dans le protectionnisme le terrain le plus favorable. La protection douanière qui était autrefois un moyen de développer la concurrence industrielle, est devenue un moyen de développer les monopoles.

Ainsi s'explique le nouveau protectionisme. Pour le juger, les socialistes, après avoir dégagé ses causes, doivent déterminer ses conséquences. Les unes sont d'ordre économique, les autres d'ordre politique.

Au protectionnisme est lié le développement des monopoles, des syndicats de capitalistes. Quelles sont les conséquences de ces syndicats pour la classe ouvrière et pour l'industrie elle-même ?

Le but principal poursuivi par un syndicat de capitalistes, c'est l'élévation du prix de leurs produits : les ouvriers y perdent comme consommateurs ; les prix peuvent baisser d'une manière passagère, mais cela est exceptionnel. Le moyen employé pour atteindre l'élévation des prix, c'est la diminution de la production : en cela, les ouvriers perdent comme producteurs. Il peut arriver aussi que le monopole augmente la production en agissant comme prime à l'exportation, en livrant à l'étranger les marchandises à très bas prix ; mais alors les consommateurs nationaux paient une partie du prix

des marchandises consommées par l'étranger : les ouvriers perdent comme consommateurs.

D'autre part, les syndicats de capitalistes, les syndicats patronaux mènent la lutte contre les syndicats professionnels des ouvriers. Tant que ceux-ci ne sont pas puissants, ceux-là sont funestes à la classe ouvrière, en répondant par la persécution à son effort pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaire. L'Amérique, qui est le pays classique du protectionnisme et des syndicats de capitalistes, est aussi le pays classique du système des *listes noires*, qui consiste dans l'entente entre les patrons pour refuser tout travail à tout ouvrier que l'un d'entre eux aura congédié comme militant. Les ouvriers américains, qui jouissent de la plus complète liberté de coalition, de la plus grande liberté politique, sont souvent réduits, par ce système, à se syndiquer clandestinement. De la part du prolétariat allemand, qui n'a pas les mêmes libertés, favoriser, par le protectionnisme, les syndicats de patrons, ce serait un véritable suicide.

Quant à l'industrie elle-même, les syndicats d'industriels lui sont désavantageux, parce qu'ils suppriment la concurrence qui est nécessaire au développement de l'industrie dans le système capitaliste, dans le système de la production pour le marché. L'universalisation de la production monopoliste aurait pour résultat la stagnation de l'industrie.

Les conséquences politiques du protectionnisme ne sont pas moins graves que ses conséquences économiques. Lorsque les industriels accordèrent aux grands propriétaires fonciers les droits qu'ils désiraient sur les denrées alimentaires, ils comprirent que, la vie devenant plus chère, les ouvriers tenteraient d'obtenir comme compensation une élévation de salaires. Il fallait empêcher la classe ouvrière d'organiser la lutte contre les patrons : avec l'ère des droits proctecteurs commença l'ère de la loi d'exeption contre les socialistes. Entre les deux existe une connexion nécessaire. Qui ne combat pas le protectionnisme n'aura pas la force de s'attaquer aux lois d'exception.

D'autres considérations d'ordre politique doivent rendre les socialistes hostiles au protectionnisme. Les droits protecteurs

constituent des impôts indirects : le contribuable paie sans savoir ce qu'il paie : les différents contribuables ne sont pas chargés en proportion de leurs facultés ; le gouvernement dispose par eux de ressources qui le rendent indépendant de la représentation du pays. Le protectionnisme a ainsi des conséquences antidémocratiques.

Pour toutes ces raisons, Kautsky demandait au Congrès de se prononcer pour le libre-échange. Non dans l'intention de lier les mains aux députés, mais pour fixer un but à l'activité du parti. Le but donne la direction ; des détours sont parfois nécessaires pour y parvenir ; au moins, grâce au but, n'erre-t-on pas désorienté.

Kautsky ajouta : « Peut-être l'ère du libre-échange absolu est-elle close pour toujours ; il semble que la société capitaliste ne puisse pas y revenir ; et, après la victoire du prolétariat, des institutions sociales paraîtront, avec lesquelles la question : libre-échange ou protection ? ne se posera plus, du moins sous la même forme qu'aujourd'hui [1]. »

Après que l'on eut entendu le rapport de Kautsky, la discussion s'engagea.

Les praticiens et les théoriciens de la pratique, les Auer, les Heine, les Vollmar, partirent en campagne contre l'ordre du jour Kautsky. Auer demanda la suppression du paragraphe 3 des considérants, qui déclare que l'industrie allemande est assez développée pour se passer de droits protecteurs. « Si vous rayez ce point, dit-il, la résolution Kautsky ne perd rien du tout. Nous rendons pleine justice à la conscience de ceux qui sont libres-échangistes, *mais cela nous est utile dans la pratique* [2]. » Heine parla contre le principe même d'un ordre du jour et contre la coutume des ordres du jour. « Nous parlons sur une question, dit-il, pour éclaicir nos idées et pour éclairer les camarades dans le pays. Ce résultat est atteint, nous n'avons pas besoin d'adopter de résolution. On prend des résolutions au moment d'agir, pas avant [3]. » Vollmar disserta en sceptique sur le rôle de la théorie dans la vie poli-

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, p. 190.
2. *Ibid.*, pages 193 et 194.
3. *Ibid.*, p. 198.

tique. Voici ses paroles : « On a dit : Nous voulons arrêter les principes de notre conduite. Je n'aime pas beaucoup que l'on se lie ainsi ; aussi bien sommes-nous des hommes politiques, et un homme politique ne devrait jamais se lier sans nécessité, parce qu'il ne peut pas prévoir toutes les circonstances. Aussi vaut-il mieux attendre simplement, pour voir ce qui arrivera dans l'avenir et prendre position en conséquence. Rien ne nous force à prendre position comme on l'a fait dans cet ordre du jour, et je crois que c'est, à vrai dire, plutôt un besoin de MM. les *académiques* [1] qui se manifeste encore ici. Le vieux Bœrne a dit : « Si un Allemand a une tache à son habit, il étudie d'abord la chimie, puis il l'enlève. » Il faut que tout au monde, en Allemagne en général, et dans la démocratie socialiste allemande en particulier, soit soumis à un examen scientifique. Tout doit devenir une vue du monde. Naturellement, camarades, comme les choses ne nous font pas le plaisir de se produire toujours conformément aux lois que nous avons fixées, nous sommes obligés en fin de compte, par la suite, en une autre occasion, de faire une autre étude scientifique approfondie.... Ces ordres du jour et ces études scientifiques ont ce grand désavantage, que leur sagesse n'apparaît jamais qu'après coup. Ce qui ne nous empêche pas, naturellement, d'en mettre d'autres aussitôt à leur place, et de les considérer alors comme le dernier mot de la sagesse, pourvu que les événements les justifient pendant quelques années.... Je ne veux pas faire de proposition particulière, mais je dois avouer que je considérerais comme un gain la suppression de chacun des articles des considérants, déjà pour la brièveté, car l'ordre du jour aurait peut-être alors un peu plus de lecteurs. Ce qui m'eût été le plus agréable, c'eût été assurément qu'il n'eût pas été du tout présenté... Cependant il est là, et il importe peu en fin de compte qu'il soit accepté ou non. Il y a bien des gens qui se sentent tranquillisés lorsqu'ils peuvent remporter chez eux un peu de papier noirci. Mais si tous les considérants étaient rayés et que la conclusion restât seule, ou si la conclusion dispa-

1. Cette expression : *die Akademiker*, correspond à peu près à notre expression : *les intellectuels*. Les *académiques* sont les lettrés, les hommes qui ont reçu la culture supérieure des Universités.

raissait aussi, pratiquement nous agirions exactement de la même façon [1]. »

Outre ces considérations générales, qui répondaient à des préoccupations précises, les adversaires de l'ordre du jour Kautsky firent valoir des arguments se ramenant en général à ceux de Schippel. Ce fut le paragraphe 8 des considérants, relatif à l'antagonisme du protectionnisme et du principe de la solidarité internationale des travailleurs, qui souleva les plus vives objections. Certains exprimèrent leur crainte de voir des ouvriers étrangers, travaillant pour un très bas salaire, comme les coolies chinois, venir, par leur concurrence, faire baisser les salaires, réduire à néant les résultats péniblement obtenus, à la suite de luttes sans nombre contre les patrons, par les organisations syndicales des ouvriers allemands. « Le concept de solidarité internationale, déclara von Elm, l'un des syndicaux les plus en vue, ne peut pas être tel que les positions que nous avons conquises nous soient reprises par le travail des coolies [2]. »

A la suite de la discussion, la parole fut donnée au contre-rapporteur Kautsky et au rapporteur Schippel.

Kautsky répondit aux diverses critiques adressées à son ordre du jour. Il répondit d'abord aux objections générales de Vollmar et de Heine : « Pourquoi rédigeons-nous et votons-nous des ordres du jour? dit-il. Pour établir sur quels points nous sommes d'accord, et pour éclairer l'opinion sur notre propre compte, au dehors. Les journaux adverses, qui aiment peu à parler de nous, insèrent du moins nos ordres du jour. » — Kautsky déclara accepter, comme allant de soi, l'amendement apporté par Bebel au paragraphe 3 des considérants, ainsi conçu maintenant : « Considérant que l'industrie allemande *en général* [3] est assez développée pour pouvoir se passer de droits protecteurs [4]. » Et il insista tout particulièrement, parmi les critiques de ses adversaires, sur celles qui avaient rapport à la concurrence des ouvriers étrangers sans besoins, et travaillant à bas prix, contre lesquels on prévoyait la nécessité de prendre

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*, pages 199 et 200.
2. *Ibid.*, p. 195.
3. C'est moi qui souligne.
4. *Ibid.*, p. 201.

un jour des mesures de défense. « Précisément, dit-il, parce que des paroles ont été prononcées ici contre des ouvriers de pays étrangers, qui montrent une certaine hostilité contre des ouvriers qui sont plus bas que nous, précisément parce que des paroles ont été prononcées qui n'ont rien de commun avec la solidarité internationale, je vous prie d'adopter le paragraphe 8 des considérants. Il y a deux lignes de conduite à suivre, en présence de la concurrence étrangère. La méthode capitaliste est celle de l'isolement, qui consiste à considérer l'étranger comme un ennemi, à lui rendre la vie aussi dure que possible, à abaisser son industrie, à ôter le pain à ses ouvriers. Qu'est-ce en effet que le droit protecteur? C'est une prime à l'exportation qui permet au fabricant allemand de faire sur le marché international une concurrence déloyale. Si les ouvriers allemands prennent part à cette politique protectionniste, veulent se faire complices de cette concurrence déloyale, ils se rendent hostiles les autres ouvriers; nous savons que toutes ces tendances protectionnistes accentuent les antagonismes entre les diverses nations; si nous y participons, nous n'excitons pas seulement contre le peuple allemand la colère des capitalistes, mais aussi la colère des ouvriers étrangers. La méthode prolétarienne, pour lutter contre la concurrence internationale, contre la concurrence des peuples dont le niveau est plus bas, est tout autre; elle consiste à aider les ouvriers étrangers qui sont plus bas que nous, qui ne peuvent faire ce que nous faisons, qui sont plus endurants que nous, à arriver à un niveau plus élevé, parce qu'alors cessera la concurrence déloyale qu'ils nous font aujourd'hui. Ce n'est pas dans l'abaissement, mais dans l'élévation des ouvriers arriérés que consiste notre propre intérêt bien entendu. Cela est la solidarité prolétarienne internationale.... Il en est naturellement autrement si nous avons affaire à des ouvriers dont le niveau soit si bas qu'il n'y ait plus d'espoir de les élever, à des ouvriers qui ne possèdent pas de mouvement ouvrier, pour qui la solidarité internationale n'existe nullement. Pour ceux-là nous ne pouvons assurément pas nous enflammer, et il pourra se faire que si le danger des coolies devient jamais menaçant, nous ayons à prendre des mesures pour arrêter l'immigration des ouvriers chinois. La même attitude sera peut-

être commandée à l'égard des coolies des Indes orientales et des Cafres de l'Afriques du Sud. Mais procéder ainsi contre des ouvriers que l'on peut élever, cela nous est interdit. Sous aucun prétexte nous ne devons aujourd'hui nous unir aux capitalistes de notre pays contre les prolétaires étrangers ; il faut au contraire que nous nous unissions aux prolétaires de tous les pays pour la lutte internationale contre le capitalisme international. Notre cri de guerre doit rester : Prolétaires de tous pays, unissez-vous [1] ! »

Ces paroles de Kautsky furent saluées par de longs applaudissements, et son ordre du jour fut voté.

Il fut voté avec l'amendement Bebel, qu'il avait accepté, nous l'avons dit. Par cet amendement — qui ne consistait que dans l'addition de deux mots : *en général* — entre les deux tendances extrêmes une conciliation était opérée. Le principe du libre-échange était posé; mais on prévoyait l'éventualité de cas où il serait légitime d'accorder telle mesure de protection.

1. Congrès de Stuttgart, *Protokoll*,. p. 203.

CHAPITRE IV

LA QUESTION AGRAIRE

Dans quels termes spéciaux elle se pose au parti socialiste. — Le programme bavarois : Revendications en faveur des petits et des moyens paysans. — La question posée au Congrès de Francfort (1894). — Rapports de Schoenlank et de Vollmar. — Nomination d'une commission chargée d'élaborer un projet de programme agraire. — Le Projet de la Commission. Préoccupations auxquelles il répondait. — Critiques de Kautsky. Leur esprit. Ce que doit être la propagande du parti socialiste auprès des paysans. — Le Congrès de Breslau (1895). Les deux tactiques. Résolution votée.

Depuis un quart de siècle, l'agriculture des différents pays de l'Europe occidentale se trouve dans un état de crise, — déterminé principalement par la concurrence de la production d'outre-mer, — qui constitue, pour les sociétés dans lesquelles il se manifeste, un grave sujet de préoccupations, un problème d'importance capitale. Ce problème est ce que l'on entend communément par *question agraire*. Les partis libéraux ne voient dans la crise agraire qu'un accident momentané au cours d'une évolution qui ne peut manquer d'aboutir prochainement à la prospérité générale, pourvu que le libre jeu des forces économiques ne soit plus entravé : ils résolvent la question agraire par le libre-échange. Les partis conservateurs, convaincus de l'existence, dans nos vieilles sociétés européennes, d'un antagonisme radical entre les intérêts de la propriété foncière et les tendances de l'évolution capitaliste, et voyant dans la crise agraire une manifestation de cet antagonisme, demandent à l'État d'opposer à l'évolution capitaliste les barrières de la loi, d'arrêter le mouvement des échanges internationaux, l'importation des produits étrangers, par des murailles douanières : ils résolvent

la question agraire par la protection. Le parti socialiste, persuadé, comme les partis conservateurs, que la crise agraire a ses racines dans l'essence même de la société capitaliste, tire de ce principe cette conclusion que ce n'est que par l'abolition du régime capitaliste que la crise prendra fin, et déclare qu'il n'y a de salut pour l'agriculture que dans le passage du système de production actuel, qui est le système de la concurrence, le système de la production pour le marché, au système de la production socialiste, système de la production de la société pour la consommation de la société : il résout la question agraire par le socialisme.

Mais on n'entend pas seulement par question agraire, dans le parti socialiste, ce problème général, commun à tous les partis. L'évolution de l'agriculture ne donne pas le spectacle d'une concentration des propriétés comparable à la concentration des capitaux dans l'industrie; la grande exploitation ne s'étend pas dans le domaine de l'agriculture avec la même rapidité que dans le domaine industriel ; les classes moyennes semblent plus résistantes dans la population rurale que dans la population urbaine; le prolétariat agricole se développe moins vite que le prolétariat industriel; il est plus malaisé à éclairer et à organiser que celui-ci. L'agriculture est donc, ou paraît être, un domaine moins prêt que l'industrie pour un système de production socialiste; les populations rurales sont pour la propagande et l'organisation socialiste un terrain moins favorable que les populations urbaines. Ce sont les difficultés spéciales qui résultent pour le parti socialiste de la condition de l'agriculture et de celle de la population rurale qui constituent proprement pour lui la question agraire. Les difficultés relatives à la conquête des populations rurales forment le nœud de la question.

Le socialisme est né dans les centres industriels, dans les villes, et il est devenu, dans les villes, une force. On peut même entrevoir, en Allemagne, un avenir prochain où la population urbaine sera en majorité socialiste. Mais il ne semble pas que la majorité de la population urbaine doive suffire à assurer le triomphe, — le triomphe définitif, — du socialisme. Il faut conquérir les campagnes, ou du moins les neutraliser. Comment

y réussir? Auxquelles, parmi les classes de la population rurale, devra-t-on s'adresser? Auxquelles pourra-t-on offrir, dès maintenant, sans manquer aux principes du socialisme, un concours actif? On s'adressera tout d'abord, à coup sûr, aux ouvriers de la terre, prolétaires, salariés de toute condition. D'autre part, à coup sûr aussi, on ne s'adressera pas aux grands propriétaires fonciers ni aux grands paysans. Mais quelle attitude prendra-t-on vis-à-vis des classes intermédiaires, vis-à-vis des petits et des moyens paysans? Le parti socialiste doit-il et peut-il les protéger comme tels? Doit-il et peut-il formuler des revendications spéciales en leur faveur? C'est sous cette forme que se pose essentiellement, pour le parti socialiste, la question agraire.

Nous allons voir quelles sont, dans la démocratie socialiste allemande, les opinions en présence sur cette question, et quelles sont les considérations sur lesquelles elles reposent.

Dans l'Allemagne du Nord et de l'Est, nous l'avons déjà indiqué, la grande propriété est prédominante; la petite et la moyenne propriété paysanne prédominent dans le Sud et l'Ouest. Aussi est-ce dans le Sud et l'Ouest que nous trouvons tout d'abord le parti socialiste à l'œuvre pour conquérir les petits et les moyens paysans[1]; ce sont les socialistes de Bavière, du Wurtemberg, de la Hesse, du Grand-Duché de Bade que nous voyons les premiers discuter dans leurs congrès particuliers la question agraire, inscrire dans leurs programmes particuliers, dans leurs programmes électoraux, des revendications spéciales en faveur des paysans, suivre, devant l'opinion comme à l'intérieur des parlements, une politique agraire soucieuse des intérêts de cette classe. C'est chez ces hommes, praticiens de la propagande parmi les paysans autant que d'une politique agraire inspirée du souci de leurs intérêts, que nous étudierons d'abord la première solution donnée à la question agraire. Nous emprunterons les éléments de notre exposé au parti socialiste bavarois, parce que la Bavière est le pays type de la

1. Nous prenons le mot de *paysan* non pas au sens large de *rural*, mais au sens étroit de *rural propriétaire; paysan* signifie toujours, dans les pages qui suivent, *propriétaire paysan*.

petite et de la moyenne propriété paysanne, et que le parti socialiste bavarois est devenu, à l'intérieur de la démocratie socialiste allemande, aussi bien par la netteté de ses principes et de ses décisions que par l'importance de son rôle dans l'ensemble du mouvement, comme l'incarnation typique de la politique agraire paysanne. Nos sources sont : le programme de la démocratie socialiste bavaroise pour les élections au Landtag, adopté à Regensburg en 1892; les procès-verbaux des congrès du parti socialiste bavarois, qui contiennent, indépendamment des délibérations, les rapports du groupe socialiste du landtag bavarois sur son activité pendant les diverses périodes législatives; des feuilles volantes, une brochure de propagande intitulée : *Question des Paysans et Démocratie Socialiste en Bavière* (1893-1896), et le manuel électoral publié par le comité directeur du parti socialiste de Bavière à la veille des élections pour le landtag en 1899.

Le programme bavarois.

La démocratie socialiste, déclarent les socialistes bavarois, n'est pas et ne doit pas être seulement le parti des prolétaires, le *parti ouvrier* au sens strict du mot. Elle est, elle doit être le parti de tous les travailleurs, au sens large de ce terme, le parti de tous ceux qui sont exploités par le capital, opprimés sous le joug capitaliste. « Le socialisme n'est pas une pure doctrine de parti du prolétariat; son but final est l'affranchissement de l'humanité. Et, par suite, la démocratie socialiste n'est pas un simple parti d'ouvriers industriels; elle est l'organisation militante de tout le peuple laborieux, luttant pour son émancipation économique et politique[1]. » Elle est le parti des paysans comme elle est celui des ouvriers.

Dira-t-on que dans la grande lutte qui est menée par les prolétaires contre la société capitaliste, les paysans, en qualité de propriétaires, par la vertu même de leur situation économique, sont les ennemis du prolétariat révolutionnaire, les défenseurs nécessaires de l'ordre capitaliste ? Mais quelle est la situation

1. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899. *Handbuch für Landtagswæhler*. Nürnberg, 1899, Wœrlein et Comp., p. 49.

économique des paysans, de ceux du moins que l'on se propose d'enrôler dans les rangs socialistes ? En Bavière, sur dix propriétés, neuf appartiennent à des paysans qui les font valoir par leur propre travail et par celui des membres de leurs familles. Ces paysans ressemblent-ils à des capitalistes ? Non certes. « Ils ne se distinguent au point de vue économique du prolétaire moderne qu'en ce qu'ils se trouvent encore en possession de leur instrument de travail. Cette forme de propriété, qui repose sur l'union du travail et des conditions du travail, est essentiellement différente de la propriété capitaliste, qui repose, par nature, sur l'exploitation d'un travail étranger. Les maux dont souffrent ces paysans sont essentiellement les mêmes que ceux dont souffrent les ouvriers salariés. En effet, ils résultent de ce que l'agriculture devient de plus en plus la proie de l'exploitation capitaliste. Le revenu de la production agricole passe de plus en plus aux mains du capital, processus par lequel le paysan tombe au rang de simple tenancier et administrateur aux ordres du capital. Ainsi les paysans ont à mener, comme les ouvriers, le combat du travail contre la puissance écrasante du capital[1]. »

Les paysans — les petits et moyens paysans, les seuls qui soient ici en question — occupant, vis-à-vis du capital, une situation analogue à celle des ouvriers, il n'y aura pas d'obstacle *a priori* à ce que le parti socialiste prenne en main la défense de leurs intérêts, et il y aura une raison générale *a priori* pour qu'il le fasse. Mais il y a à cela d'autres raisons. Même en tant que parti ouvrier, en tant que parti des ouvriers industriels, la démocratie socialiste a intérêt à sauvegarder le paysan de la ruine : le paysan ruiné, « prolétarisé », part en effet le plus souvent pour la ville, préférant, s'il doit être ouvrier, être ouvrier industriel ; et il vient ainsi, à la ville, faire concurrence sur le marché du travail, — concurrent redoutable par la modestie de ses prétentions, — aux autres ouvriers. La ruine des paysans n'a que trop souvent pour conséquence l'avilissement des salaires des ouvriers industriels, ou l'échec de leurs luttes pour de plus hauts salaires.

1. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899, p. 50.

L'intérêt économique du prolétariat industriel commande donc l'intervention du parti socialiste en faveur de l'amélioration immédiate de la condition des paysans; l'intérêt politique du parti ne la commande pas moins. « Les socialistes sont, en même temps que socialistes, démocrates, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas régner sur le peuple et lui dicter des lois contraires à sa volonté, qu'ils ne veulent s'emparer du pouvoir ni par la ruse ni par la violence, et qu'ils ne veulent le servir et l'exercer qu'avec la volonté du peuple. Conformément à ces principes, ils ne pourront atteindre leurs fins dernières que le jour où ils auront la majorité du peuple à leurs côtés. Mais comme la classe de ceux qui, pendant toute la durée de leur existence, n'ont d'autre ressource que leur salaire, forme bien une partie chaque jour plus importante du peuple bavarois et du peuple allemand, mais ne forme nullement la majorité absolue, elle doit nécessairement recourir à des alliés... Or, de toutes les classes laborieuses, il n'en est pas qui soit plus voisine de celle des ouvriers salariés que la masse de la population paysanne [1]. »

Mais le parti socialiste pourra-t-il conquérir la masse de la population paysanne par la seule perspective de l'avenir socialiste ? Non, il doit aller à elle avec un programme de réformes immédiatement réalisables, propres à améliorer sa condition dans le présent. Il a groupé autour de lui les masses ouvrières en réclamant des mesures de protection ouvrière. Il doit, pour conquérir les paysans, inscrire dans son programme des mesures de protection paysanne. — Dira-t-on que si l'on ne conquiert pas les paysans en leur apportant des mesures de protection, on les conquerra par la force des choses, le jour où l'évolution capitaliste les aura fait tomber dans le prolétariat ? Mais il n'est pas indifférent de conquérir le paysan comme paysan ou de le conquérir quand il est devenu prolétaire. « Il est hors de doute que la chute économique du paysan s'accompagne le plus souvent de déchéance physique [2]. » Or, la lutte pour le socialisme ne peut être menée que par des natures ro-

1. *Bauernfrage und Sozialdemokratie in Bayern*, 1893-1896. Nürnberg, Wœrlein et Comp., p. 8.

2. *Ibid.*, p. 10.

bustes, et non par des hommes physiquement déchus. En outre, « plus grand sera le nombre des paysans auxquels la démocratie socialiste pourra épargner la chute réelle dans le prolétariat, qu'elle pourra gagner à sa cause comme paysans, et plus vite, plus facilement se fera la révolution sociale. Ce ne serait pas un avantage pour la démocratie socialiste, d'être obligée d'attendre, pour faire la révolution, que la production capitaliste se fût partout développée jusqu'à ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan et le dernier petit paysan eussent succombé à la grande exploitation capitaliste. Les sacrifices matériels qui doivent être faits en ce sens dans l'intérêt des paysans ne peuvent apparaître comme de l'argent jeté que du point de vue de l'économie capitaliste; ils constituent en réalité un excellent placement, car on pourra, grâce à eux, faire l'économie d'efforts dix fois plus considérables à l'heure de la réorganisation sociale[1]. »

La démocratie socialiste doit donc résolument entreprendre de venir en aide aux paysans. Mais elle doit procéder avec circonspection au choix des moyens. Il faut protéger le paysan, « mais à vrai dire cela ne peut pas et ne doit pas se faire à tout prix : cela est lié à des conditions nécessaires[2]. » Quelles sont ces conditions?

Les principales sont les suivantes : 1° Les mesures proposées ne doivent être à aucun degré préjudiciables aux prolétaires agricoles, dont les intérêts doivent toujours primer, dans un programme socialiste, ceux des paysans proprement dits[3]. — 2° Elles ne doivent pas léser les intérêts de la masse de la population. C'est ainsi qu'on écartera de prime abord les droits protecteurs sur les produits agricoles. — 3° « Elles doivent se mouvoir dans le sens de l'évolution économique et contenir des germes leur permettant de se transformer en mesures vraiment sociales[4]. »

1. *Bauernfrage und Sozialdemokratie in Bayern*, p. 8.
2. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899, p. 50.
3. *Bauernfrage und Sozialdemokratie in Bayern*, p. 8.
4. *Protokoll über die Verhandlungen des* III *Parteitages der Bayerischen Sozialdemokratie*. Abgehalten in Nürnberg am 12 und 13 Juli 1896. Nürnberg, Wörlein et Comp., 1896. — Discours de Vollmar, rapporteur du

Les revendications du parti socialiste en faveur des paysans devront donc d'une part être en harmonie avec ses revendications prolétariennes et sa politique générale de parti du prolétariat, d'autre part, être en harmonie avec la marche générale de l'évolution économique et être orientée dans le sens d'une organisation vraiment sociale de la société, c'est-à-dire dans le sens du socialisme.

Quelles sont les principales revendications d'ordre agraire formulées par les socialistes bavarois en accord avec ces principes? C'est d'abord l'acquisition par l'État de toutes les hypothèques sur la terre, l'attribution à l'État du monopole du crédit agricole, et la réduction du taux de l'intérêt; c'est ensuite la transformation en service d'État de toutes les assurances agricoles (assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre les inondations, assurance du bétail, etc.); c'est le maintien dans leur intégrité des propriétés communales et des droits communaux (forêts et pâturages communaux, droit de pacager, droit de ramasser du bois, etc.); c'est enfin l'organisation de l'agriculture.

L'étatisation des hypothèques serait avantageuse au paysan, et à l'agriculture. « Car, quelques reproches que l'on puisse faire à l'État de classe actuel, du moins n'est-il pas poussé à pratiquer l'usure par cet aiguillon de l'intérêt personnel qui fait que le capital privé vise toujours avidement aux intérêts les plus hauts possibles, sans se préoccuper de l'avenir du débiteur, ni de celui de la terre. Ensuite l'État est placé sous le contrôle public, et celui-ci s'exercera d'une manière d'autant plus avantageuse à l'intérêt commun que le peuple laborieux sera plus éclairé et que par suite son influence sur la conduite de l'État sera plus grande[1]. » L'étatisation des hypothèques permettrait d'abaisser considérablement le taux de l'intérêt et « d'assurer ainsi l'existence du paysan comme cela n'a pas été possible jusqu'ici »; mais elle aurait aussi cet avantage de permettre à l'État, propriétaire des hypothèques, d'exercer un droit de contrôle et de direction sur les petites exploitations

Comité directeur, p. 24. — Cf. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*. 1893-1899, p. 50.

1. *Bauernfrage und Sozialdemokratie*, 1893-1896, p. 21.

paysannes, et de leur imposer par suite l'emploi de méthodes de culture plus rationnelles. « L'étatisation des dettes foncières donne à la communauté un droit de co-propriété sur la terre et lui assure ainsi une influence croissante sur le processus de la production économique. Elle crée la possibilité de mettre l'agriculture au service de la collectivité et de la rendre accessible à l'évolution technique, de faciliter à l'exploitation paysanne le passage à la culture rationnelle et à la production coopérative, et de l'amener peu à peu à une forme supérieure, en rapport avec la production socialiste de l'avenir[1]. » — L'étatisation des assurances agricoles permettrait au paysan de s'assurer à meilleur compte qu'aujourd'hui, et permettrait par suite à l'assurance de se généraliser, ce qui empêcherait bien des ruines; d'autre part, elle constituerait un moyen conforme à l'évolution sociale et aux intérêts généraux de la société et du socialisme, « car il est hors de doute que l'évolution se fait dans le sens d'un passage progressif de branches toujours nouvelles de l'activité humaine du domaine privé dans le domaine public, et que l'intérêt du socialisme ainsi que du peuple laborieux commande de chasser toujours de nouveaux domaines l'exploitation capitaliste[2]. » — Les biens communaux doivent être conservés à la commune à la fois parce qu'ils constituent pour les petits paysans une ressource précieuse, et parce qu'ils représentent une forme de propriété collective qu'il appartient aux socialistes de défendre contre les tendances expropriatrices du capital. — Enfin les socialistes doivent vouloir l'organisation professionnelle de l'agriculture « pour les mêmes raisons d'organisation sociale qui leur font demander l'organisation de la classe ouvrière en chambres du travail. Comme les ouvriers, les exploitations paysannes doivent être tirées de leur isolement, incorporées à une collectivité puissante, et subordonnées à une autorité représentant l'intérêt collectif[3]. » Pour cette œuvre d'organisation, l'État doit donner son concours; mais c'est surtout de l'initiative des agriculteurs que dépend l'organisation de l'agriculture. Le rôle des socialistes est principalement ici de les

1. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899, p. 55.
2. *Bauernfrage und Sozialdemokratie*, p. 14.
3. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899, p. 60.

exhorter à s'associer, à coopérer, en leur mettant sous les yeux les avantages de la coopération. En travaillant au développement de la coopération parmi les paysans, les socialistes contribueront à l'amélioration du sort des paysans; mais en même temps ils collaboreront à l'œuvre du progrès économique, puisque la coopération rend possible à une collectivité de petits propriétaires la grande exploitation, et en collaborant à l'œuvre du progrès économique, en contribuant à étendre à travers les barrières des petites propriétés paysannes le domaine de la grande exploitation, ils achemineront les petits paysans, et les petites propriétés, vers le socialisme.

Nous trouvons donc bien, dans les diverses mesures proposées en faveur des paysans, le même souci « de s'assurer des points d'appui pour une transformation organique de la société[1] », de faire pénétrer, dès aujourd'hui, dans l'agriculture, des principes de propriété, de direction et d'exploitation collective, et par suite, en même temps que d'élever la condition des paysans et de gagner par là des sympathies au parti socialiste, de préparer les esprits, et les choses, au socialisme même.

La question posée au Congrès de Francfort.

C'est lorsqu'eut pris fin, en 1890, le régime d'exception, que la question agraire passa au premier plan des préoccupations de la démocratie socialiste allemande. Quelle propagande ferait-on auprès des populations rurales, maintenant que la loi ne rendait plus cette propagande impossible? Quelle politique agraire suivrait-on, maintenant que l'on allait pouvoir prendre contact avec les masses paysannes? Nous avons vu quel est, dans ses grandes lignes, le programme agraire des socialistes bavarois : c'est celui qu'ils se donnèrent à leur premier congrès, tenu à Regensburg en 1892; les socialistes du Wurtemberg, de la Hesse, du Grand-Duché de Bade en adoptèrent de semblables; dans quelques autres régions on adopta des programmes en partie semblables, en partie différents; ailleurs la propagande se fit sans programme

1. *Die Sozialdemokratie im Bayerischen Landtag*, 1893-1899, p. 60.

agraire, sur la base du programme général du parti. Étant donné l'importance, reconnue par tous, de la question agraire, le besoin ne tarda pas à se faire sentir de mettre un terme à cet état d'anarchie, de mettre de l'unité dans la propagande du parti parmi les populations rurales, dans sa politique agraire. On inscrivit la question agraire à l'ordre du jour du congrès général tenu à Francfort-sur-le-Main en 1894.

Deux rapporteurs furent entendus : le docteur Bruno Schœnlank et le député bavarois von Vollmar. Tous deux parlèrent dans le même sens, mirent également en lumière la nécessité pour le parti socialiste de conquérir les campagnes, se prononcèrent également pour une politique de réformes en faveur des petits paysans. « Sans et contre la volonté de la population rurale, dit Vollmar, en un pays comme l'Allemagne une transformation sociale et politique profonde est impossible... Tout succès obtenu contre les paysans serait un pur succès d'un jour, qu'une terrible réaction devrait suivre avec une infaillible certitude[1]. » Et Schœnlank expliqua : « Il existe aujourd'hui encore des centaines de milliers de fils de paysans qui disent leur *pater noster*, et sont prêts, sur un ordre, à faire feu sur père et mère. Ce qui s'est produit en 1848 ne doit pas se reproduire. Mes amis ! lorsque l'édifice de l'absolutisme menaça ruine, la réaction fit en toute hâte des concessions aux paysans, et les gagna ainsi à sa cause. Il faut que nous empêchions que les souliers ferrés des paysans et des fils de paysans ne se tournent contre nous : nous devons les neutraliser, les pacifier[2]. » Que faut-il faire pour gagner le paysan à la cause socialiste, ou du moins le neutraliser ? « Il faut, déclara Vollmar, qu'il voie que nous sentons et comprenons ses misères quotidiennes et que nous sommes prêts à y porter remède, et cela non pas seulement dans un avenir lointain, — et qu'il soit lointain ou non, il paraît tel du moins au paysan, — mais dès aujourd'hui. L'ouvrier nous demande, lui aussi, une aide immédiate[3]. » « Il faut, dit de son côté Schœnlank, que nous nous mettions enfin à faire de la propagande pratique, et que nous perdions l'habi-

1. Congrès de Francfort-sur-le-Main. *Protokoll*, p. 148.
2. *Ibid.*, p. 141.
3. *Ibid.*, p. 142.

tude de ne donner aux gens que l'austère pâture de la théorie. Nous devons nous garder d'appliquer à la campagne nos procédés classiques de propagande parmi les ouvriers industriels. Il faut que nous devenions pratiques. Notre politique révolutionnaire ne doit pas consister dans l'énergie de phrases enflées ; nous ne devons pas nous laisser détourner du droit chemin par des objections pseudo-radicales. La médecine du socialisme doit être administrée au paysan à doses homéopathiques, sans cela elle le tuera[1]. »

Après les discours des deux rapporteurs, une courte discussion s'engagea : quelques protestations énergiques s'élevèrent contre les principes de politique agraire que ceux-ci avaient défendus : « L'élément qui fait et doit faire la force de notre mouvement dans les campagnes, et auquel notre propagande doit s'adresser, dit le délégué berlinois Stadthagen, c'est l'ouvrier agricole, le vrai prolétaire agraire : c'est à lui que nous devons nos succès en Poméranie, dans le Mecklembourg. La confection d'un nouveau programme serait de notre part un énorme pas en arrière, ce serait une détestable manœuvre en vue de capter les suffrages des paysans[2]. » « Vollmar et Schœnlank, dit un délégué de la Prusse Orientale, Schultze, de Kœnigsberg, sont partis de voies tout à fait fausses en considérant la propagande parmi les paysans comme l'essentiel de la propagande ; les paysans, comme classe, doivent se dresser vis-à-vis de nous en ennemis. La classe des paysans exploite les ouvriers tout autant que les grands propriétaires. Il nous est impossible de gagner cette classe, qui est pour nous une classe ennemie. Et nous ne pouvons pas nous proposer un semblable but. Autant vaudrait considérer comme notre tâche principale la conquête de la classe des artisans[3]. »

Mais, malgé ces protestations, un ordre du jour soutenu en commun par Schœnlank et par Vollmar fut adopté à une forte majorité. Les conclusions en étaient les suivantes : « La question agraire, en tant qu'élément nécessaire de la question sociale, ne sera définitivement résolue que le jour où le sol sera

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 141.
2. *Ibid.*, p. 154.
3. *Ibid.*, p. 155.

rendu, avec les instruments de travail, aux producteurs, qui la cultivent aujourd'hui, comme ouvriers salariés ou comme petits paysans, pour le compte du capital. Mais à l'heure actuelle, la détresse dans laquelle se trouvent les paysans et les ouvriers de la terre doit être atténuée par des réformes énergiques. C'est le devoir présent du parti d'établir un programme agraire spécial, qui développe, en un exposé approprié à l'intelligence de la population agricole, celles des revendications prochaines du programme d'Erfurt qui intéressent particulièrement le paysan ainsi que l'ouvrier de la terre, et qui complète ces revendications.

« La protection des paysans doit préserver le paysan de tout dommage, comme contribuable, comme débiteur, comme agriculteur.

« La protection des ouvriers agricoles doit donner le droit de coalition et d'association à l'ouvrier agricole, le placer sur le même rang que l'ouvrier industriel (suppression du règlement pour les domestiques) et, par des lois de protection ouvrière spéciales (durée du travail, conditions du travail, inspecteurs du travail) le mettre à l'abri d'une exploitation sans fin.

« Un comité agraire spécial est chargé de préparer des propositions qu'il soumettra au prochain congrès[1]. »

Conformément à la dernière disposition de cet ordre du jour, une commission agraire fut nommée. Elle se composa de quinze membres ; Schœnlank, Vollmar, Bebel, Liebknecht en faisaient partie.

La commission agraire se subdivisa en trois sections de cinq membres chacune, entre lesquelles fut partagé le travail de recherches et d'élaboration des propositions. L'une eut à s'occuper de la partie de l'Allemagne qui est à l'est de l'Elbe, domaine de la grande propriété ; une autre, de l'Allemagne centrale (Saxe, Thuringe, Oldenbourg, Brunswick, Westphalie, Hanovre), où la moyenne propriété paysanne est la règle ; la troisième eut pour objet d'étude la petite propriété morcelée de l'Allemagne du Sud. Chaque section élabora un projet de

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 135.

propositions, et de la discussion des trois textes présentés sortit un projet général, qui fut publié le 15 juin 1895.

Le projet de la Commission Agraire. — Critique de Kautsky.

Le projet de la Commission était un ensemble d'articles additionnels incorporés à la seconde partie du programme d'Erfurt. Les plus importants d'entre eux étaient les suivants :

« 12[1]. Conservation et accroissement de la propriété foncière publique (propriété d'État ou des communes de toute catégorie, allmend, etc.), et en particulier transformation de la propriété de mainmorte (biens des corporations, des établissements d'œuvres pies, des églises), des bois, des sources de force hydraulique, etc., en propriété publique sous le contrôle de la représentation du peuple.

« Etablissement d'un droit de préemption des communes en ce qui concerne les biens vendus aux enchères par suite de faillite.

« 13. Mise en valeur des domaines de l'État et des communes par l'État ou les communes mêmes, ou bail à ferme de ces domaines à des coopératives d'ouvriers agricoles et de petits paysans, ou, dans la mesure où l'emploi de ces deux systèmes apparaîtrait comme n'étant pas rationnel, bail à ferme de ces biens à des cultivateurs qui les feraient valoir par leur propre travail sous le contrôle de l'État ou de la commune.

« 14. Crédit de l'État à des coopératives comprenant tous les intéressés, ou aux communes, pour le défrichement, pour des améliorations de toute sorte, pour des travaux de drainage et d'irrigation...

« 15. Étatisation des hypothèques et des dettes foncières, et réduction du taux de l'intérêt au niveau du prix de revient.

« 16. Étatisation de l'assurance des meubles et immeubles (assurance contre l'incendie, la grêle, les inondations, assurance du bétail, etc.), et extension la plus grande possible de l'assurance à toutes les branches d'exploitation susceptibles d'assurance...

« 17. Maintien intégral et extension des droits actuels relatifs à l'usage des bois et des pâturages, et égalité de tous les membres de la commune dans l'exercice de ces droits[2]. »

D'autres mesures étaient relatives à la protection des ouvriers de la terre. A leur sujet, des différends de principe ne pouvaient pas exister. Au contraire, contre les principes mêmes

1. Ces numéros indiquent la place des revendications en question dans la série des articles du programme général.

2. Congrès de Breslau, *Protokoll*, pages 212 et 213.

qui servaient de base aux propositions que nous avons citées textuellement, une opposition très vive se forma. L'attaque fut conduite par Karl Kautsky, qui critiqua point par point le projet de la commission dans une série d'articles publiés dans la *Neue Zeit*[1].

Les revendications de la commission étaient animées, on s'en est rendu compte, du même esprit que celles du parti bavarois : tout au plus s'en distinguaient-elles en ce qu'elles faisaient plus large la part de l'État, dans ses rapports avec les communes et avec les sociétés coopératives ; le programme bavarois ne demandait pas, par exemple, comme le projet de la commission, l'affectation de crédits de l'État à des coopératives agricoles. Mais, dans l'ensemble, le projet de la commission traduisait bien la même pensée, les mêmes tendances. Nous allons voir maintenant s'affirmer vis-à-vis de ces tendances, vis-à-vis de cette pensée, une tout autre conception de l'action socialiste.

Les propositions de la commission agraire, comme le programme agraire des Bavarois, répondaient d'abord à la préoccupation d'élargir les cadres de l'armée socialiste, d'y faire entrer, à côté du prolétariat urbain et rural, la classe des petits et des moyens paysans, et cela, en inscrivant dans le programme socialiste, à côté de la protection ouvrière, la protection paysanne. La démocratie socialiste, avait-on dit, doit mener contre la société capitaliste *la lutte de toutes les classes exploitées par le capital*. Kautsky défendit ce principe que la démocratie socialiste doit mener, contre la société capitaliste, *la lutte de classe du prolétariat*. La Commission agraire avait placé en tête de la seconde partie du programme, modifiée par elle, un paragraphe dans lequel les revendications immédiates du parti étaient présentées comme ayant pour but « de démocratiser les institutions publiques dans l'Empire, l'État et la commune, d'élever la condition sociale des classes travailleuses et d'améliorer la situation de l'industrie, de l'agriculture et du commerce dans le cadre de l'ordre politique et social actuel ». Interpréter ainsi le rôle

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II. Trois articles intitulés : *Unser neuestes Programm*, pages 557, 586, 610, et un article intitulé : *Noch einige Bemerkungen zum Agrarprogramm*, p. 806.

de nos revendications immédiates, déclara Kautsky, c'est méconnaître le lien qui existe entre elles et nos fins dernières : c'est ne pas voir ce qui fait l'unité des deux parties de notre programme. « La première partie explique que l'état de choses dont la société actuelle offre le spectacle devient de plus en plus insupportable pour la masse de la population, que la misère, l'écrasement, l'exploitation croissent incessamment, que seule la transformation complète du système de production actuel peut créer de nouveau un état de choses supportable, mais que cette transformation ne peut être l'œuvre d'aucune autre classe que du prolétariat. C'est de ce point de vue que nous élevons nos revendications prochaines : *nous réclamons des institutions qui permettent à la lutte de classe du prolétariat de devenir plus efficace et qui accroissent sa force révolutionnaire.* Cela est la quintessence de la seconde partie de notre programme[1]. » Modifier cette seconde partie dans le sens de la protection des paysans, légitimer une semblable modification en déclarant que l'objet des revendications immédiates qui y sont inscrites est simplement de démocratiser les institutions publiques, d'élever la condition des « classes travailleuses », d'améliorer la situation de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, renoncer ainsi, ici, au caractère révolutionnaire purement prolétarien du mouvement socialiste, c'est placer la contradiction au cœur du programme, c'est renoncer à l'unité de la théorie et de la pratique, à l'accord du mouvement et du but.

En même temps qu'il insistait sur la nécessité de garder à la démocratie socialiste son caractère purement prolétarien, Kautsky mettait le parti en garde contre l'extension des attributions et des pouvoirs de l'État, qui était l'un des traits essentiels des propositions de la commission agraire. « Conformément à nos principes, disait-il, nous voyons dans l'État un instrument de la domination de classe, dans l'État actuel un instrument des classes qui exercent leur domination économique sur la société actuelle, les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Il serait absurde d'attendre de cet État qu'il

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 560.

nous fournît les moyens nécessaires pour mettre un terme à l'exploitation des capitalistes et des junkers ; et il serait tout aussi absurde de notre part de contribuer à accroître la puissance dont cet État dispose contre les exploités. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir dans l'État, il ne devra lui demander que deux sortes de choses : premièrement, des institutions qui diminuent la puissance de l'État vis-à-vis des classes inférieures, qui augmentent leur influence sur l'État ; c'est là ce qu'on entend par la « démocratisation » des institutions publiques ; en second lieu, des institutions qui ne puissent agir qu'en faveur du prolétariat, jamais contre lui ; qui, en tant qu'elles augmentent la puissance de l'État, ne le fassent pas au détriment du prolétariat, mais au détriment d'une classe qui l'exploite et l'opprime.

« Au premier rang des revendications de cette catégorie se trouvent celles qui concernent la protection ouvrière. Elles accroissent la puissance de l'État, non pas vis-à-vis du prolétariat, mais vis-à-vis des fabricants. Dans le cas le plus défavorable, si l'État est entièrement sous leur dépendance, les lois de protection ouvrière restent lettre morte. Elles ne peuvent jamais êtres appliquées *contre* la classe ouvrière...

« Toute autre augmentation de la puissance de l'État actuel, de l'État dans lequel le prolétariat ne joue pas encore un rôle décisif, a toujours été combattue par notre parti[1]. »

Du point de vue de cette tactique traditionnelle et de ces considérations théoriques, Kautsky appliquait une même critique générale aux diverses propositions tendant à élargir le rôle de l'État. Que l'État fît l'acquisition de nouveaux domaines, qu'il fît l'acquisition d'hypothèques, qu'il fondât ou subventionnât des coopératives agricoles, de nouvelles catégories de citoyens, devenus les uns ses ouvriers, les autres ses débiteurs, tombaient sous sa dépendance, dépendance à la fois économique et politique ; d'autre part, pour acquérir des terres ou des hypothèques, pour fonder ou subventionner des coopératives agricoles, il devait ou bien lever de nouveaux impôts, — et c'étaient les prolétaires qui avaient en première ligne à en supporter la

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, pages 586 et 587.

charge, — ou bien emprunter, et naturellement emprunter aux capitalistes ; et il tombait davantage alors sous la dépendance de la classe capitaliste. On demandait, il est vrai, comme garantie, le contrôle de la « représentation populaire ». Mais ce contrôle ne vaut que ce que vaut cette représentation. « Aussi longtemps que les exploiteurs seront les maîtres au Parlement, celui-ci sera tout au plus tenté de reprocher à l'administration des biens de l'État, placée sous son contrôle, d'être trop bienveillante pour les ouvriers, d'encourager ainsi leurs prétentions et de troubler la prospérité des affaires[1]. » Le Parlement de classe ne présente pas plus de garanties que l'État de classe.

La critique de Kautsky ne se tournait pas seulement contre les revendications relatives à l'extension du rôle économique de l'État ; elle était aussi dirigée contre les mesures concernant le maintien et l'accroissement de la propriété des communes rurales, et des droits des membres de ces communes sur cette propriété. Le parti socialiste, déclarait-il, ne peut pas s'employer à conserver et à accroître cette propriété, ces droits, car ils constituent des entraves au progrès de l'agriculture, des obstacles à l'évolution capitaliste, obstacles que, d'ailleurs, le mouvement de l'évolution capitaliste abattra nécessairement. « Le petit paysan se cramponne bien aux misérables restes du communisme primitif qui se sont maintenus çà et là dans l'Europe occidentale, en particulier aux « droits relatifs à l'usage des bois et des pâturages » que le programme agraire voudrait conserver dans leur intégrité et même étendre. En fait, ces droits sont pour lui des conditions d'existence. Mais cela ne prouve pas la nécessité de leur conservation ; cela prouve seulement que l'exploitation du petit paysan est devenue incompatible avec la culture rationnelle du sol, qui réclame leur suppression. Vouloir les conserver et les étendre, vouloir conserver et étendre les domaines communaux, c'est vouloir rendre des ruines habitables, alors que ce qu'il faut, c'est construire un nouvel édifice[2]. »

Nous avons vu comment Kautsky était amené à combattre l'idée de demandes de crédits en vue de la fondation de coopé-

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 587.
2. *Ibid.*, p. 589.

ratives agricoles. Il invoquait aussi, contre cette revendication, une considération dont nous n'avons pas parlé et qui était particulièrement grave à ses yeux. Le parti socialiste, disait-il, s'est toujours défendu de patronner la fondation de sociétés coopératives afin que les mécontentements provoqués par l'insuccès toujours possible d'entreprises commerciales ne se tournassent pas contre lui ; ne serait-ce pas une lourde faute que d'engager les finances de l'État dans la fondation de coopératives agricoles, lorsque la crise agraire, qui s'accentue d'année en année, est pour toute exploitation agricole une perpétuelle menace de ruine? Un krach agricole d'une immense étendue menace l'Europe, et notre parti, devant la perspective de ce krach, assumerait la responsabilité morale de nouvelles fondations dans l'agriculture ! Il n'y aurait, certes, pas de meilleur moyen de faire suivre la banqueroute générale de la banqueroute du parti socialiste dans les campagnes[1]. »

Contre la proposition relative à l'étatisation des hypothèques Kautsky faisait valoir des motifs du même ordre, que nous reproduisons parce qu'ils caractérisent bien l'esprit de sa critique. Propriétaire des hypothèques, observait-il, l'État, suivant l'obligation qui lui est imposée par le programme agraire, devrait abaisser l'intérêt des sommes prêtées par lui jusqu'au niveau de leur prix de revient. Il se trouverait déjà, de ce fait, dans des conditions moins avantageuses que les prêteurs ordinaires. Mais il y a plus. Etant donnés les progrès de la crise agraire, il faut prévoir l'impossibilité dans laquelle un nombre de plus en plus grand de propriétaires se trouveraient de payer les intérêts de leur dette hypothécaire. L'État mettra-t-il leurs biens aux enchères? Mais qui voudra les acheter? Voilà donc l'État, créancier malheureux, qui ne reçoit plus les intérêts des sommes qu'il a prêtées ; mais, en même temps que créancier il est débiteur ; pour prêter, il a contracté des engagements. Et cette situation « conduit ou bien à une immense augmentation des charges fiscales de la population urbaine, industrielle, ou bien à la banqueroute de l'État, à la banqueroute générale.

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 592.

« Eh bien ! nous n'avons pas à craindre cette banqueroute si elle résulte de l'essence de l'économie capitaliste, si elle est une conséquence de la domination des classes que nous combattons et si elle résulte de mesures que nous repoussons. La banqueroute générale est alors synonyme de la banqueroute de nos adversaires.

« Mais il en est tout autrement si la démocratie socialiste se rend complice de cette banqueroute ; si elle se trouve aggravée par des mesures qu'elle a elle-même réclamées pour « améliorer la situation ». Alors la perte de la confiance publique atteindra aussi le seul parti qui sans cela serait resté non ébranlé, et il sera enveloppé dans la défaite du système actuel, qui eût été sans cela son triomphe [1]. »

Ainsi Kautsky se trouvait conduit à rejeter tout ce qu'il y avait d'essentiel dans les propositions de la commission. Mais il importe d'ajouter, pour bien préciser sa pensée, qu'il ne condamnait pas en elles-mêmes, comme foncièrement et intrinsèquement mauvaises, les mesures proposées. Au contraire, il déclarait que le moment viendrait où il faudrait recourir à certaines d'entre elles. Quel serait ce moment ? Celui où le prolétariat victorieux se serait emparé du pouvoir et aurait le devoir d'organiser la production socialiste partout où il serait dans sa puissance de l'organiser, et d'acheminer vers le socialisme les domaines de la production qui ne pourraient être immédiatement socialisés. « Il n'est pas douteux que le prolétariat, une fois maître de l'État, ne doive considérer comme un de ses premiers devoirs, et un des plus importants, la formation de sociétés coopératives — industrielles et agricoles [2]. » De même l'acquisition des hypothèques par l'État pourra devenir une mesure nécessaire pendant « la période révolutionnaire de transition ». « La « dictature du prolétariat » est-elle venue, il est sûr que si celui-ci ne supprime pas purement et simplement les dettes hypothécaires, il devra recourir à une mesure semblable à celle que propose la commission. De même que l'étatisation du sol et la formation de sociétés coopératives, l'étatisation des dettes hypothécaires prendra un tout autre caractère que

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, pages 611 et 612.
2. *Ibid.*, p. 590.

dans la société actuelle. » Pourquoi cela ? — C'est ce que Kautsky expliquait ainsi : « Comme la grande propriété foncière et la propriété foncière urbaine seront immédiatement expropriées, la mesure se simplifiera de ce fait qu'elle ne concernera plus que la petite propriété paysanne, *dont l'expropriation ne paraît ni conseillable, ni faisable*[1]. Comme celle-ci devra maintenant à l'État ce qu'elle devait aux capitalistes, elle tombera sous sa dépendance. Mais ce n'est plus l'État des junkers et des agioteurs de la Bourse, c'est l'État des ouvriers en train de se transformer en une immense société coopérative de production. L'étatisation des hypothèques resserre alors les liens qui unissent la petite propriété paysanne à cette société, et la prépare à s'absorber en elle. Que l'État soit placé par cette mesure sous la dépendance de la classe des capitalistes, c'est ce dont, dans cette période, il n'est naturellement plus question. La propriété capitaliste est supprimée : la classe des capitalistes cesse d'exister. Ce que l'État prolétarien donne à ceux qui en avaient fait partie est un don bénovole et non le paiement d'une dette.

« L'étatisation des hypothèques ne constitue plus maintenant une charge pour l'État ; celui-ci peut aussi réduire les intérêts des hypothèques à un minimum et ainsi introduire pour la classe des paysans un réel allègement.

« Mais en même temps les sources de l'endettement de la classe des paysans sont aussi taries. La production pour le marché cesse ; dans la mesure où les paysans ne produisent pas pour eux-mêmes, ils produisent pour l'État. Ils lui paient leurs impôts en nature ; en échange celui-ci les approvisionne de tout ce qui est nécessaire à leur existence, et qu'ils se procuraient autrefois au marché. Pour la première fois depuis la suppression des charges féodales, la classe paysanne peut alors recommencer à respirer librement, affranchie du joug de l'usurier et de l'intermédiaire, assurée contre la faillite et contre la prolétarisation.

« Bien que son existence soit ainsi allégée et assurée, l'exploitation paysanne émancipée du capitalisme ne pourra être qu'une forme de transition Le développement de la coopération agricole rendra saisissant, même pour le plus obtus des paysans, le

[1] C'est moi qui souligne.

caractère irrationnel de l'exploitation individuelle. En outre les paysans comme classe particulière disparaîtront aussi, car l'effacement de l'antagonisme de la ville et de la campagne, l'alliance du travail industriel et du travail agricole supprimera aussi la dernière différence de classe, celle qui existe entre le paysan et l'ouvrier industriel. Ainsi la petite exploitation paysanne n'a plus de point d'appui ; elle disparaît, non pas, comme dans la société actuelle, par la prolétarisation du paysan, après que celui-ci est tombé de plus en plus bas, mais par un passage volontaire à une forme de production plus haute, plus rationnelle, plus avantageuse, — non pas sous la pression de la misère, mais par la force d'attraction de l'exploitation plus parfaite.

« Voilà ce que la démocratie socialiste a à donner au paysan — mais non pas dans l'ordre politique et social actuel[1]. »

On le voit, Kautsky déclarait que le prolétariat victorieux, maître du pouvoir, devrait écarter l'idée d'exproprier les petits paysans, que « cette expropriation ne paraissait ni conseillable ni faisable », que le prolétariat pourrait et devrait alors recourir aux plus importantes des mesures préconisées par la commission, employer les finances de l'État à la fondation de coopératives agricoles, accroître dans la plus large mesure possible la propriété foncière de l'État, étatiser sans doute les dettes hypothécaires. La lutte de classe du prolétariat ayant conduit le prolétariat à la victoire, ayant placé l'État entre ses mains, il pourrait agir ainsi ; mais le parti socialiste menant dans la société capitaliste la lutte de classe du prolétariat ne pouvait pas agir comme le prolétariat arrivé par la lutte au pouvoir, et le parti socialiste ne devait pas oublier que son devoir présent était de mener à l'intérieur de la société capitaliste la lutte de classe du prolétariat.

La démocratie socialiste ne pouvait-elle donc rien offrir, dans la société présente, à la population paysanne, ne pouvait-elle rien pour alléger ses maux ? Si, répondait Kautsky : elle a inscrit dans la seconde partie de son programme d'Erfurt des revendications d'un caractère démocratique qui intéressent le

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 612-613. Voir aussi plus haut, p. 183-186.

paysan, comme consommateur et comme citoyen, au même titre que le prolétaire. Ces revendications ne sont pas propres au parti socialiste, mais aucun autre parti ne peut les défendre dans leur ensemble avec autant de force que lui. « Tandis que chacun des partis bourgeois doit avoir égard à l'une des classes régnantes et exploiteuses, la démocraties socialiste seule peut et doit représenter avec la plus complète intransigeance tous les intérêts que le prolétariat a de communs avec la masse de la population, avec la petite bourgeoisie et avec la classe des paysans [1]. » Sur ce terrain, le parti socialiste peut donc beaucoup pour la population paysanne.

Mais, en dehors de ces revendications qui intéressent le paysan sans se rapporter spécialement à lui, la propagande du parti socialiste auprès de lui doit être purement révolutionnaire. Elle doit consister à lui montrer que sa condition ne peut pas être améliorée dans la société présente, qu'avec fatalité il tombe chaque jour davantage sous la dépendance du marché, qu'avec fatalité, le développement du système de production capitaliste, par le progrès des moyens de transport et l'accroissement de la concurrence, aggrave la situation qu'il occupe sur le marché, et qu'il n'y a de salut pour lui que dans le socialisme, dans le remplacement du système de la production pour le marché « par le système de la production directe pour la consommation de la société, de la nation, ou, d'un mot concret, de l'État, transformé maintenant en une grande société coopérative de production.

« Pour aucune classe, cette révolution sociale n'est devenue nécessaire d'une manière plus pressante que pour la classe des paysans ; il n'en est pas une à laquelle on puisse moins porter secours qu'à elle. Tout programme agraire qui fait espérer aux paysans l'amélioration de leur condition comme agriculteurs dans l'État actuel, dans la société actuelle, est une tromperie, et, qui plus est, une tromperie qui pousse les paysans tout juste dans les bras de nos adversaires. Car, tant que le paysan croira qu'il peut lui être porté secours à l'intérieur de la société présente, il se sentira plus attiré par les partis agraires que

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 629.

par nous[1]. » Les partis agraires ne sont point retenus en effet comme le parti socialiste, dans les revendications qu'ils élèvent en faveur des agriculteurs, par la préoccupation des intérêts du prolétariat ; ils peuvent, pour améliorer la situation des agriculteurs, demander le renchérissement artificiel des vivres, réclamer des primes et des droits de douane ; le parti socialiste, qui restera nécessairement en première ligne un parti du prolétariat, ne peut les suivre dans cette voie, et malgré ses efforts, malgré les sacrifices qu'il fera pour satisfaire la population paysanne, il sera toujours devancé, toujours battu par les agrariens. « Dans ces conditions, ce serait de notre part faire le jeu de ces partis que de déclarer aux paysans que la situation de l'agriculture n'est nullement sans espoir, et qu'on peut par quelques mesures les aider, comme agriculteurs, à l'intérieur de la société actuelle. Nous ne nous distinguerions plus alors des partis agraires que par la nature et le nombre de mesures que nous réclamerions en faveur des paysans, et, quelque longue que nous en puissions faire la liste, les agriculteurs, en comparant nos revendications avec celles des agrariens, trouveraient toujours dans celles-ci plus de choses qui réjouiraient leur cœur que dans les nôtres.

« Seul le paysan sans espoir devient socialiste, seul, celui qui a gagné la conviction que dans le cadre de l'ordre politique et social actuel on ne peut lui venir en aide.

« Notre devoir vis-à-vis des paysans ne consiste pas à rivaliser de promesses avec les agrariens, — dans une pareille lutte nous serions toujours vaincus ; — il est de démontrer qu'*aucun parti* n'est en mesure d'offrir aux paysans, dans le cadre de la société actuelle, quelque chose de considérable, et d'exécutable ; que le seul parti qui puisse leur porter aide est la démocratie socialiste, parce qu'elle est le *seul parti révolutionnaire*[2]. »

Vis-à-vis d'une catégorie spéciale de paysans, de ceux qui doivent travailler au dehors comme journaliers, parce qu'ils ne peuvent vivre du seul produit de leur propriété, le parti socialiste a un autre devoir. C'est de leur montrer comment en tant que propriétaires, en tant que producteurs, ils n'ont pas d'in-

1. *Neue Zeit*, année 1897, t. II, p. 618.
2. *Ibid.*, p. 619.

térêts contraires à ceux des ouvriers, et, d'une manière générale, de la masse des consommateurs, puisqu'ils n'ont presque rien à porter au marché et s'y rendent le plus souvent comme acheteurs, et comment, en tant que journaliers, en tant qu'ouvriers, en tant que vendeurs de force de travail, ils ont « les mêmes intérêts essentiels que les ouvriers salariés non possédants ». « Les tout petits agriculteurs, bien que comptant encore parmi les possédants, ne forment en réalité qu'une partie de la grande armée des ouvriers salariés de la campagne. Mais, issus de la classe des paysans, ils vivent dans son milieu d'idées, et ont le sentiment de faire partie de cette classe. Détruire cette illusion, détacher les agriculteurs nains de la classe paysanne et les incorporer à la masse du prolétariat militant, cela forme, à côté de l'organisation et de l'éducation du prolétariat rural, notre principale tâche à la campagne[1]. »

Ainsi la propagande agraire du parti socialiste doit être d'une part purement révolutionnaire, et d'autre part purement prolétarienne.

Le Congrès de Breslau.

Les travaux du Congrès qui se réunit à Breslau en octobre 1895 consistèrent essentiellement dans la discussion de la question agraire. Les adversaires du programme de la commission défendirent, avec Kautsky, les idées qu'il avait soutenues dans la *Neue Zeit*. Nous n'y revenons pas. Nous exposerons seulement les opinions défendues par les partisans du programme agraire, ou plus exactement, les opinions *communes* défendues par eux : car, sur certains points, des divergences parfois assez accusées se manifestèrent. Les plus essentielles de ces vues communes nous paraissent être les suivantes : Le parti socialiste a dès aujourd'hui mission sociale, charge d'humanité, charge de progrès social, il doit empêcher la dégénération de la population paysanne aussi bien que veiller au perfectionnement de la culture de la terre ; — le parti socialiste peut et doit, pour accomplir des réformes, étendre les attributions de l'État, car l'État n'est pas

1. *Neue Zeit*, année 1895, t. II, p. 622.

irréductiblement malfaisant ; son essence et son action dépendent de conditions qu'il est possible de modifier ; — le parti socialiste peut et doit travailler au développement des formes de propriété publique ou collective, car le développement de ces formes de propriété contribue à préparer la structure économique de la société au socialisme et à familiariser les esprits avec les idées socialistes. « Nous devons, déclara Bebel, nous réjouir de chaque hectare de terre que nous transformons en propriété commune, parce que l'expropriation nous en sera plus tard épargnée et que l'étatisation de l'ensemble du sol sera facilitée d'autant [1]. » D'autres délégués, parlant de la nécessité d'étendre la propriété communale, indiquèrent, comme Liebknecht « que la commune est en quelque sorte une coopérative naturelle », qu' « elle forme, aujourd'hui encore, le cadre naturel de la production coopérative [2] », et que le parti socialiste doit, dès aujourd'hui, s'efforcer de la mettre à même de remplir cette fonction à laquelle elle est si parfaitement appropriée. « Il est conforme à notre but, dit le délégué David, d'accroître la propriété communale et de transformer peu à peu la commune purement politique d'aujourd'hui en une commune économique [3]. » — En quoi le développement de la propriété communale peut-il servir à la diffusion de la mentalité socialiste ? « Par une augmentation et une administration rationnelle de la propriété communale, dit le délégué Geck, d'Offenbourg, nous pouvons montrer ce qui peut être effectué dès aujourd'hui avec le collectivisme. Le paysan peut se rendre compte qu'il se donne beaucoup de peine et n'aboutit à rien sur sa propriété privée, pendant qu'à côté sur la propriété communale, sur laquelle brille pourtant le même soleil et tombe la même pluie, grâce à une forme d'exploitation supérieure, collectiviste, on obtient de meilleurs produits. Nous pouvons attirer son attention sur la situation des ouvriers de l'exploitation communale, souvent meilleure que la sienne ; les paysans entrent bien dans cet ordre d'idées et comprennent [4]. » Un autre délé-

1. Congrès de Breslau, *Protokoll*, p. 122.
2. *Ibid.*, pages 146 et 147.
3. *Ibid.*, p. 133.
4. *Ibid.*, p. 157.

gué, Stolten, de Hambourg, indiqua comment la coopération est un moyen d'éduquer les paysans, de tranformer en eux l'idée de propriété : « Il faut, dit-il, que nous les empoignions par leur intérêt pour la propriété, et que nous cherchions à les amener peu à peu à l'organisation coopérative. Par là le concept raide de propriété que nous trouvons aujourd'hui non seulement à la campagne, mais encore dans notre propre milieu sera non pas ranimé, mais secoué et ébranlé [1]. » C'est ainsi que les partisans du programme agraire considéraient comme un moyen de détruire l'idée d'appropriation individuelle la réalisation à l'intérieur de la société présente de formes de propriété collective, tandis que les adversaires du programme déclaraient qu'il n'y a, dans la société présente, sauf les exceptions individuelles, qu'un chemin capable de conduire les esprits de la conception individualiste de la propriété à la conception socialiste, la prolétarisation.

Dans le même esprit, dominés par cette même idée que les formes sociales actuelles ne sont pas quelque chose de raide et de figé, mais qu'elles se trouvent, même dans la société actuelle, dans le perpétuel devenir de l'évolution, les partisans du programme agraire défendirent ce principe que le parti socialiste peut demander l'extension des attributions et des pouvoirs de l'État en vue de certaines mesures, parce que l'État peut fort bien, même dans la société actuelle, fonctionner dans l'intérêt général de la société. « Si les propositions de la commission agraire sont acceptées et réalisées, dit Liebknecht, la puissance de l'État sera assurément étendue, mais elle ne sera pas renforcée. Il en est ici comme de l'armée : plus celle-ci devient grande, plus il y entre d'éléments du peuple, et plus elle devient faible comme rempart contre le peuple; de même, plus nombreuses deviennent les existences qui dépendent de l'État, et plus sont nombreuses les obligations qui lui incombent, moins le junker peut dominer l'État. Il n'y a pas à craindre qu'après la mise en pratique de nos propositions l'État puisse exploiter ces mesures contre la démocratie socialiste; au contraire : tandis qu'il est actuellement monopolisé par les junkers auxquels

1. Congrès de Breslau. *Protokoll*, p. 154.

sont alliés les millionnaires de la grande industrie, nous gagnerons peu à peu l'élément qui est aujourd'hui l'appui principal de l'État, la masse de la population rurale. L'État lui-même sera obligé de prendre soin des petits paysans, et il sera par là de plus en plus démocratisé[1]. » Et Bebel dit de même : « Nous devons, en cette direction, rompre avec un vieux préjugé. Nous ne devons combattre l'exploitation de l'État que là où elle est hostile à la civilisation et entrave l'évolution, ce qui a lieu pour l'organisation militaire. Exception faite de cas de ce genre, nous ne pouvons nous plaindre de ce que les exploitations de l'État croissent en nombre et en étendue. Nous devons même forcer l'État à se charger de fonctions civilisatrices de plus en plus nombreuses : nous finirons ainsi par ruiner les assises sur lesquelles il repose. Il en est ici de même que dans le cas du militarisme; plus il fait de soldats, et plus il fait et reçoit dans ses armées de socialistes. A la fin, la puissance de l'État, si considérable soit-elle, s'évanouira dans la mesure où l'État lui-même poussera ses ouvriers et ses fonctionnaires dans l'opposition, comme cela se passe pour la poste. L'opinion que l'on ne doit pas fortifier la puissance de l'État en le chargeant de fonctions civilisatrices, est manchestérienne : notre parti doit dépouiller cette coque manchestérienne[2]. »

Nous avons dit que les partisans du programme agraire défendirent cette idée que le parti socialiste ne peut se désintéresser de la question de la culture du sol et des progrès de cette culture. C'est ainsi que le docteur Quarck, rapporteur de la commission, déclara : « Il ne peut absolument pas nous être indifférent, en notre qualité de socialistes, que la production du pain se fasse ou non selon des formes d'exploitation arriérées[3]. » Les adversaires de la commission combattirent vivement cette idée : « Le rôle de la démocratie socialiste, dit Clara Zetkin, est à mon avis de mener et d'organiser la lutte de classe du prolétariat. Elle ne peut pas s'obliger par son programme à réclamer, dans le cadre de la société actuelle, des mesures relatives à l'élévation de la culture du sol. Dans

1. Congrès de Breslau, *Protokoll*, p. 145.
2. *Ibid.*, p. 109.
3. *Ibid.*, p. 101.

notre société, l'élévation de la culture du sol est synonyme d'une élévation de la condition économique de propriétaires privés[1]. »

Nous avons essayé d'exposer les idées essentielles des partisans et des adversaires du programme agraire; voici la résolution qui fut adoptée par le Congrès :

Le projet de programme agraire présenté par la commission agraire doit être repoussé. En effet ce programme fait espérer à la classe paysanne l'élévation de sa condition, par suite le renforcement de sa propriété privée ; il présente l'intérêt de la culture de la terre à l'intérieur de l'ordre social actuel comme étant un intérêt du prolétariat, et pourtant l'intérêt de la culture de la terre aussi bien que l'intérêt de l'industrie, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, est un intérêt des propriétaires des moyens de production, des exploiteurs du prolétariat. En outre, le projet de programme agraire confère de nouveaux pouvoirs à l'État exploiteur et aggrave par là les difficultés de la lutte de classe du prolétariat ; enfin ce projet donne à l'État capitaliste des devoirs que ne peut accomplir qu'un État dans lequel le prolétariat a conquis le pouvoir politique.

Le congrès reconnaît que l'agriculture a ses lois, particulièrement différentes de celles de l'industrie, lois que l'on doit étudier et observer si l'on veut que la démocratie socialiste puisse déployer dans les campagnes une activité couronnée de succès. C'est pourquoi il donne mission au comité directeur du parti de bien vouloir, prenant en considération les impulsions données par la commission agraire, confier à un certain nombre de personnes appropriées le soin de soumettre à une étude approfondie les matériaux actuellement existants sur la situation agraire en Allemagne, et de publier les résultats de ces recherches dans une série d'études, comme « Collection des écrits de politique agraire du parti démocrate socialiste d'Allemagne ».

Le comité du parti reçoit plein pouvoir de faire les dépenses nécessaires pour permettre aux camarades chargés des travaux en question de s'acquitter de leur tâche[2].

La première partie de cet ordre du jour fut adoptée par 158 voix contre 53, la seconde, à l'unanimité moins une voix.

Depuis le congrès de Breslau, la question agraire n'a plus été inscrite à l'ordre du jour d'aucun congrès du parti socialiste allemand. D'un commun accord, les représentants des deux tendances opposées ont préféré jusqu'ici ne point porter à nouveau

1. Congrès de Breslau, *Protokoll*, pages 139 et 140.
2. *Ibid.*, pages 104 et 105.

ce grave problème devant la juridiction suprême du parti. De part et d'autre on étudie; et en même temps, de part et d'autre, on fait de la propagande et on agit. La décision prise à Breslau de confier à quelques personnes le soin de faire, avec le concours matériel du Comité Directeur, des recherches sur la situation agraire en Allemagne n'a pas été mise à exécution : mais les initiatives individuelles n'ont pas fait défaut. En décembre 1898, Kautsky publiait un grand ouvrage sur « la Question Agraire[1] ». Il y affirmait les mêmes principes généraux, que dans ses articles de la *Neue Zeit*, en 1895, mais il arrivait sur quelques points à des conclusions pratiques différentes. C'est ainsi qu'il formulait diverses revendications en vue de protéger l'agriculture, telles que l'étatisation de l'assurance contre la grêle, éventuellement aussi de l'assurance du bétail « mais celle-ci sans subsides de l'État », l'étatisation des forêts et des forces hydrauliques, l'établissement de lois destinées à favoriser le développement de la coopération agricole, etc. — Tout récemment, un autre livre important a paru : *Le Socialisme et l'Agriculture*[2], par Édouard David. L'auteur, un des membres de l'ancienne Commission Agraire, y représente les tendances dont était animée celle-ci.

La question agraire reviendra avec fruit devant l'assemblée plénière du parti le jour où, par l'action et la propagande autant que par l'étude, par un contact pratique et théorique plus étroit avec les populations rurales, la démocratie socialiste sera arrivée à une intelligence plus profonde de la situation, des besoins et des véritables intérêts de ces populations.

[1] *Die Agrarfrage, Eine Uebersicht über die Tendenzen der modernen Landwirthschaft und die Agrarpolitik der Sozialdemokratie.* Stuttgart, J. H.-W. Dietz, 1899. — La première partie de ce livre a été traduite par Edgard Milhaud et Camille Polack sous ce titre : *La Question Agraire, Étude sur les tendances de l'Agriculture moderne.* Paris, V. Giard et Brière, 1900. La secondr partie a été traduite par C. Polack sous le titre suivant : *La Politique Agraire du Parti Socialiste.* Paris, V. Piard et Brière. 1903.

[2] *Socialismus und Landwirtschaft.* Berlin, Verlag d. « Soc. Monatsh. », 1903.

SECTION III

ACTION POLITIQUE ET ACTION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE PARTI ET LES SYNDICATS

I. **Les Syndicats.** — 1° Diverses Catégories : Associations Hirsch-Duncker ; — Syndicats chrétiens ; — Syndicats indépendants ; — Syndicats « démocrates socialistes ». — 2° Histoire et organisation des syndicats « démocrates socialistes ». — 3° Le développement de ces syndicats et de leurs institutions. — Débats sur l'assistance des sans-travail. — 4° La Condition des administrateurs des syndicats. — Etat présent. — Revendications : les devoirs des syndicats vis-à-vis de ceux qu'ils emploient. — 5° Les syndicats ouvriers et le patronat : Grèves ; — boycottages ; — marques syndicales ; — conventions de tarifs. — 6° Les syndicats ouvriers et les pouvoirs publics : Bureaux de placement municipaux ; — assurance d'État contre le chômage ; les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics. — 7° Les syndicats et l'application des lois ouvrières : § *1. Les Syndicats et l'inspection du travail.* § *2. Les Secrétariats Ouvriers.*

II. **Rapports du Parti et des Syndicats.** — Au temps de l'*Association Générale des Ouvriers Allemands.* — Aujourd'hui. — Accord des deux mouvements. — Le syndicalisme révolutionnaire des « Indépendants ». — Action politique et grève générale. — Le parti contre la grève générale. — Déclarations de Liebknecht au congrès socialiste international de Paris, en 1889. — « Syndicaux » et « Politiciens ». — Débats du Congrès de Cologne, en 1893. — Sympathies de plus en plus fortes pour l'action syndicale. — Vues nouvelles sur la grève générale.

Longtemps, le mouvement ouvrier allemand n'a eu d'importance que comme mouvement politique ; au remarquable essor du parti socialiste ne répondait nullement le développement des syndicats ouvriers et des coopératives ouvrières ; et il était à la fois classique et exact d'opposer à l'Angleterre avec ses puis-

santes trade-unions, ses merveilleuses coopératives, et ses partis socialistes embryonnaires, l'Allemagne et son prolétariat si fortement organisé sur le terrain politique, si faiblement sur le terrain économique. Cette opposition est demeurée classique; elle a cessé d'être exacte. Sur le terrain économique aussi le prolétariat allemand est de plus en plus solidement organisé; dans ces six ou sept dernières années surtout, syndicats et coopératives ont fait en Allemagne des progrès saisissants. Le mouvement économique y est devenu une partie essentielle du mouvement ouvrier.

Quels sont les rapports du mouvement politique et du mouvement économique, du parti démocrate socialiste et des organisations syndicales et coopératives? Nous devons examiner maintenant cette question. Nous nous attacherons d'abord aux rapports du parti et des syndicats, ensuite à ceux du parti et des coopératives.

A. Les Syndicats.

1. — LEURS DIVERSES CATÉGORIES[1]

Les syndicats ouvriers allemands sont partagés en plusieurs groupes. Il y a les *associations professionnelles Hirsch-Dunker*, les syndicats chrétiens, les syndicats « indépendants », enfin les syndicats dits démocrates socialistes.

Les *associations professionnelles Hirsch-Duncker* (*Hirsch-Dunckersche Gewerkvereine*) — ainsi désignées des noms de leurs deux fondateurs, le Dr Max Hirsch et le député Franz Duncker, — sont une création du vieux parti progressiste. Le principe qui sert de base à leur programme est l'affirmation d'une harmonie profonde entre les intérêts des patrons et ceux des ouvriers. Elles opposent ce principe d'harmonie au principe de la lutte de classe, proclamé par les socialistes. Aussi ne sont-ce point des sociétés

1. Cf. W. Kulemann, *Die Gewerkschaftsbewegung. Darstellung der gewerkschaftlichen Organisation der Arbeiter und der Arbeitgeber aller Länder*. Jena, Gustav Fischer, 1900. — R.-E. May, *Die Wirthschaft in Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft, mit 130 Tabellen und vielen vergbeichenden Uebersichten. Zur Jahrhundertwende.* Berlin, Berne, Leipzig, Akademischer Verlag für sociale Wissenschaften Dr. John Edelheim et Cie. 1900.

de combat : elles sont organisées essentiellement en vue de l'arbitrage et de l'assistance. Un fait caractérise bien les préoccupations de ceux qui les ont fondées : tout ouvrier qui désire adhérer à une association Hirsch-Duncker doit signer une déclaration par laquelle il affirme n'être ni membre ni partisan de la démocratie socialiste.

Mais, en dépit de toutes les mesures prises, il semble que les adhérents de ces associations tendent à se soustraire à l'influence de leurs chefs « libéraux ». Lorsqu'une grève éclate, ils suivent le mouvement, au lieu de le contrecarrer, comme autrefois, en prenant la place des grévistes. Et il y a deux ou trois ans ils se soulevèrent contre le Secrétaire Général de leur Fédération, le Dr Max Hirsch, lorsque celui-ci approuva les paroles du ministre prussien de l'Intérieur déclarant qu'il fallait écraser par des mesures de force la grève des tramways berlinois[1].

Le nombre des adhérents des associations Hirsch-Duncker était en 1901 de 96 765[2].

De date toute récente, remontant à ces quatre ou cinq dernières années, les syndicats chrétiens sont déjà beaucoup plus importants que les associations Hirsch-Duncker, fondées en 1868. Le nombre de leurs adhérents était en 1900 de 159 770[3]. Ils ont été fondés par le parti catholique ou parti du *Centre*, en vue de combattre les libéraux et surtout les socialistes. Ils sont « inter-confessionnels », c'est-à-dire ouverts en même temps qu'aux catholiques aux protestants. D'après leurs statuts, « l'ensemble de leur activité repose sur la reconnaissance des droits et des devoirs respectifs égaux des ouvriers et des patrons. Le travail et le capital sont les facteurs indispensables l'un à l'autre de la production[4]. » Les syndicats chrétiens ne se placent donc pas sur le terrain de la lutte des classes ; ils professeraient plutôt la doctrine de l'har-

1. *Le Mouvement syndical en Allemagne. Rapport pour le Congrès international socialiste ouvrier et syndical* (Paris, 1900). Présenté par la Commission générale des syndicats d'Allemagne. Hambourg, Hamburger Buchdruckerei und Verlagsanstalt Auer et Cie, 1900, p. 13.

2. *Die deutschen Gewerkschaftsorganisationen im Jahre 1901*, dans le *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, 23 juin 1902, p. 418.

3. *Die deutschen Gewerkschaftsorganisationen im Jahre 1900* dans le *Correspondenzblatt* du 26 août 1901.

4. W. Kulemann, *Die Gewerkschaftsbewegung*, p. 413.

monie des intérêts, comme les associations Hirsch-Duncker. Mais, en fait, ils ont une attitude beaucoup plus militante que ces dernières. On peut déjà compter à leur actif un très grand nombre de grèves[1]. Le mouvement des syndicats chrétiens a pris une direction qui est sans doute loin de répondre aux intentions de ses promoteurs.

On appelle syndicats *indépendants* les quelques organisations (leur nombre est de 21) qui ne font partie ni de l'un ni de l'autre des deux groupes dont il vient d'être question, ni du groupe des syndicats « démocrates socialistes ». Ils jouent dans l'ensemble du mouvement un rôle peu important. Nous nous bornons à indiquer le chiffre de leurs adhérents : il est de 49 651[2].

Les syndicats dits « démocrates socialistes » — ils ne prennent pas ce nom, mais leurs adversaires le leur donnent — sont et en eux-mêmes, et pour notre objet, les plus importants. Il est inexact de les appeler démocrates-socialistes, en ce sens qu'ils n'exigent de leurs adhérents aucune profession de foi politique, et qu'ils sont entièrement indépendants du parti socialiste comme tel. Mais les hommes qui sont à leur tête et l'immense majorité de leurs adhérents[3] sont en fait des socialistes, si bien que, quelle que soit la séparation officielle des deux organisations, entre elles il existe des relations réelles et personnelles des plus étroites. Le parti démocrate socialiste et les syndicats dits démocrates socialistes sont juridiquement deux choses tout à fait distinctes, mais il y a entre eux, en fait, par l'identité de personnalité physique d'un grand nombre de leurs adhérents, interpénétration. Aussi tout ce qui a trait à ces syndicats a-t-il de l'importance pour le parti : ce ne serait pas connaître toutes les ressources réelles de la démocratie socialiste que d'ignorer leur organisation et leurs forces ; et l'on ne pour-

1. *Die deutschen Gewerkschaftsorganisationen im Jahre 1900*, dans le *Correspondenzblatt* du 26 août 1901, p. 530.

2. *Die deutschen Gewerkschaftsorganisationen im Jahre 1901*, dans le *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902, p. 418.

3. Voir sur ce point les déclarations des plus précises faites au congrès général des syndicats allemands tenu à Francfort-sur-le-Mein en 1899 par les deux présidents du congrès, Bœmelburg et Carl Legien, ce dernier président de la Commission Générale des Syndicats Allemands : *Protokoll der Verhandlungen des dritten Kongresses der Gewerkschaften Deutschlands*. Abgehalten zu Frankfurt a. M. — Bockenheim, vom 8 bis 13 Mai 1899, pages 219 et 221.

rait pas se rendre suffisamment compte de ses tendances si l'on ignorait leur activité.

Notons une fois pour toutes que désormais lorsque nous emploierons le mot syndicat sans épithète, c'est des syndicats de ce dernier groupe, des syndicats dits démocrates socialistes, qu'il sera question.

II. — HISTOIRE ET ORGANISATION DES SYNDICATS « DÉMOCRATES SOCIALISTES ».

L'histoire de ces syndicats et celle de leur organisation sont étroitement liées à l'histoire du parti socialiste. Et tout d'abord, disons qu'ils sont les plus anciens des syndicats ouvriers d'Allemagne ; le parti libéral n'a songé à organiser les travailleurs en associations professionnelles qu'après que l'initiative de semblables groupements eût été prise par des socialistes ; quant au parti catholique, nous avons vu qu'il ne s'est mis à l'œuvre que dans ces dernières années.

L'*Association Générale des Ouvriers Allemands* fut créée en 1863 ; c'est deux années plus tard que l'un de ses fondateurs, l'un de ses militants les plus en vue, Fritzsche, constitua « le plus ancien syndicat proprement dit d'Allemagne[1] », celui des ouvriers du tabac. D'autres groupements corporatifs se formèrent bientôt. En 1868, afin d'accélérer le mouvement, et afin d'y introduire de l'unité, Fritzsche et von Schweitzer, ce dernier président de l'Association Générale des Ouvriers Allemands, convoquèrent à Berlin un congrès ouvrier. Il se réunit le 26 septembre : 206 délégués ouvriers s'y rencontrèrent, venus de cent dix localités différentes, et une *Alliance des Syndicats Allemands* (*Deutscher Gewerkschaftsbund*) fut fondée. On plaça à sa tête un comité de trois personnes ; Fritzsche et von Schweitzer en faisaient partie. — Les premières *associations professionnelles* du docteur Max Hirsch furent créées peu de jours après.

Mais même parmi les travailleurs socialistes, malgré l'*Alliance*, un mouvement unitaire ne put pas se constituer. Les socialistes

1. W. Kuleman, *Die Gewerkschaftsbewegung*, p. 183.

étaient alors divisés : il y avait, à côté des lassalliens, les *Internationaux*, et ceux-ci, conformément à une décision de l'Association Internationale des Travailleurs, fondèrent des « syndicats internationaux ». On vit, en peu de temps, dans presque toutes les professions, un syndicat « international », de tendance marxiste, se dresser en face d'un syndicat « national » ou « lassallien » ; la lutte politique des groupes se poursuivait dans les milieux syndicaux, et la violence de la lutte des groupes politiques était égalée par la violence de la lutte des syndicats.

Enfin, en 1874, les deux fractions socialistes se rapprochèrent, et les syndicats tendirent à se rapprocher : au congrès de Gotha, en 1875, l'unité fut établie dans le parti, et à Gotha même, à côté du congrès, les chefs de syndicats délégués au congrès se réunirent en une conférence pour préparer la fusion des organisations corporatives rivales. Rapidement, dans toute l'Allemagne, dans les syndicats aussi bien que dans les groupes politiques, entre les lassalliens et les internationaux, l'union se fit.

On songea alors à rattacher les uns aux autres les syndicats, sur toute l'étendue du territoire, par les liens d'une forte organisation. A cet effet, plusieurs congrès et conférences se réunirent, où divers projets furent discutés. En 1878, dans un congrès tenu à Gotha, l'accord se fit : un plan d'organisation général fut adopté.

La *loi des socialistes* votée peu de temps après en empêcha la mise en pratique. La plupart des syndicats furent fermés : il suffisait d'un trait de plume pour réduire à néant telle organisation comptant, comme la *Fédération des Mineurs*, 60 000 membres. Les syndicats étaient frappés comme les groupes politiques, et comme groupes politiques. Mais peu à peu, en s'entourant de beaucoup de précautions, ils purent se reformer ; la période d'activité industrielle qui commença en 1885 et dura jusqu'en 1890 favorisa leur développement, et lorsque, en 1890, le régime d'exception prit fin, ils avaient 350 000 adhérents.

La rentrée du parti socialiste dans le droit commun ne fut pas un événement moins important pour eux que pour le parti lui-même. Sous la *loi des socialistes*, les groupements politiques

étant interdits, les groupements corporatifs, dans la mesure où ils avaient pu se reconstituer, avaient servi de support à la vie du parti ; ils avaient eu ainsi à jouer un rôle politique essentiel ; quand il fut permis au parti de se réorganiser au grand jour, quand il lui fut possible de vivre par lui-même, la question qui se posa aux syndicats fut de savoir s'ils ne devaient pas maintenant vivre pour eux-mêmes, c'est-à-dire travailler avant tout pour leurs propres fins, agir en vue surtout de réaliser leur propre programme. La question se posa, par circonstance, comme une question d'organisation. La loi interdisant aux sociétés politiques de se fédérer, il fallait opter entre ces deux solutions : donner aux syndicats le maximum de puissance économique en les groupant en de vastes fédérations nationales, mais alors renoncer à leur donner des attributions politiques, ou bien faire des syndicats des sociétés politiques, et renoncer aux avantages de l'organisation fédérative. Les partisans de la première solution furent appelés *centralistes*, les partisans de la seconde, *localistes*. Entre eux une violente querelle éclata. Elle tourna à l'avantage des centralistes. Déjà, en fait, le mouvement syndical s'était développé dans le sens de la centralisation. En 1890, la grande majorité des ouvriers syndiqués faisaient partie d'organisations centralisées. Sur 350 000, 227 773, réunis en 3 150 sociétés locales, étaient groupés dans 53 fédérations ; 73 467, répandus dans 712 villes, faisaient partie de syndicats indirectement centralisés par le moyen de *personnes de confiance*. — Deux conférences des comités des fédérations et un congrès général des syndicats eurent lieu, et, conformément aux vues adoptées par les deux conférences, le congrès tenu à Halberstadt au mois de mars 1892 se prononça en faveur de la forme centrale d'organisation, c'est-à-dire de la forme fédérative.

Dans chaque métier ou industrie, les syndicats des diverses localités devaient se grouper en une fédération nationale ; les syndicats locaux pouvaient, dans les parties de l'Empire où des dispositions légales rendaient impossible leur adhésion directe à la fédération, être reliées à elle par l'intermédiaire de *personnes de confiance*. Le congrès ne se prononçait pas entre ces deux types de fédérations : les *fédérations de métier* et les

fédérations d'industrie; il était seulement recommandé aux fédérations de métiers similaires de s'engager par des accords à agir en commun dans une série de cas déterminés. — Les diverses fédérations étaient reliées entre elles par un organisme central, la *Commission Générale des Syndicats Allemands* (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*). Celle-ci avait été constituée, au mois de novembre 1890, par la première des deux conférences préparatoires.

C'est sur ces bases que l'organisation syndicale s'est développée en Allemagne : l'immense majorité des ouvriers syndiqués font partie de fédérations. On peut s'en rendre compte en jetant les yeux sur le tableau que nous publions page 341.

En dehors de la Commission Générale, des fédérations et des sections locales des fédérations, il y a dans l'organisation syndicale un autre élément essentiel : ce sont les *cartels de syndicats*. C'est en 1890 que furent fondés les premiers d'entre eux ; ils existent aujourd'hui au nombre de 365[1]. Les cartels de syndicats sont des groupements locaux, composés des représentants des syndicats de toute profession réunis dans une même ville. Ils s'occupent des questions d'ordre local intéressant en commun tous ces syndicats, telles que le placement des ouvriers, l'organisation et l'administration d'auberges ouvrières, les élections pour les conseils de prud'hommes et pour les institutions d'assurances, etc... Lorsque, dans une ville, un syndicat est trop faible pour faire la propagande qui serait nécessaire, le cartel intervient et l'aide. En ce qui concerne les grèves, le cartel ne doit prendre aucune initiative ; il ne doit être que l'auxiliaire des fédérations intéressées, auxquelles il appartient de décider si une grève doit être faite ou non.

Les fédérations ont par rapport à leurs sections locales des pouvoirs et des attributions très étendus. A proprement parler, l'unité syndicale véritable est non pas le syndicat local, mais la fédération ; les syndicats adhérents des différentes villes n'en sont que les organes administratifs locaux. Aussi tous les syndicats adhérents à une fédération sont-ils formés sur le même

1. *Die deutschen Gewerkschaftskartelle im Jahre* 1901, dans le *Correspondenzblatt* du 2 juin 1902, p. 354. — Les cartels de syndicats sont l'équivalent de nos bourses du travail.

type : leurs institutions sont identiques, le taux des cotisations payées par leurs membres est le même ; sauf un prélèvement assez faible, les sommes émanant de ces cotisations sont versées dans la caisse de la fédération, et naturellement aussi c'est la fédération qui pourvoit à la plus grande partie des besoins des sections locales. Celles-ci exercent une action sur la conduite des affaires de la fédération par leur représentation dans les congrès fédéraux, tenus généralement tous les deux ou trois ans, et par leur participation à l'élection du comité fédéral. D'autre part, dans certaines questions elles sont appelées à se prononcer, ou plus exactement à inviter leurs membres à se prononcer par voie de referendum. Mais, cette part de souveraineté une fois exercée par elles, elles doivent se conformer aux décisions collectives de la fédération ou aux décisions de son comité, même dans les cas où leurs intérêts propres sont le plus directement en jeu, par exemple lorsqu'il s'agit de déclarer une grève locale.

La Commission Générale des Syndicats Allemands est le trait d'union des fédérations ; elle est aussi leur organe exécutif. Elle est assistée par un *Comité Syndical* qui se réunit, dans la règle et au moins, tous les trois mois. Chaque fédération est représentée dans le *Comité Syndical* par un délégué. — La Commission générale est élue par des congrès nationaux de toutes les fédérations, tenus dans la règle tous les trois ans. Pour alimenter sa caisse, chaque fédération fournit une contribution de 4 pfennigs (5 centimes) par trimestre pour chacun de ses adhérents.

Avec les ressources qui sont ainsi mises à sa disposition par l'ensemble du prolétariat syndiqué, la commission générale peut rendre à l'ensemble du prolétariat syndiqué d'importants services, en travaillant au développement général de l'organisation. C'est ainsi qu'elle accorde des subventions aux fédérations faibles, et qu'elle les aide de son mieux dans leur propagande ; c'est ainsi, d'autre part, qu'elle s'emploie à organiser et éduquer certaines catégories de travailleurs.

Un irrésistible mouvement entraîne les populations des provinces orientales de l'Empire, Haute Silésie et Prusse Occidentale et Orientale, où les salaires sont misérables, vers le Centre

et l'Ouest, où la classe ouvrière, par son organisation et par ses luttes, a su conquérir des salaires plus élevés. Si ces travailleurs de l'Est arrivent sans éducation économique dans ce nouveau milieu, prêts à livrer leur bras au premier patron qui les paiera mieux qu'ils n'étaient payés là-bas, la conséquence fatale de leur intervention, c'est l'avilissement des salaires, la perte par la classe ouvrière des avantages péniblement conquis. Arrivent-ils, appelés par les patrons, pendant une grève? Avec inconscience, ils prendront les places vacantes, ils provoqueront la défaite des ouvriers. Il est donc de la plus haute importance, pour le prolétariat tout entier, que, dans leurs provinces, ces travailleurs soient initiés aux principes du mouvement ouvrier, qu'ils apprennent quels sont les intérêts, quels sont les devoirs de la classe ouvrière, que la *conscience de classe* soit éveillée en eux, qu'ils soient instruits de la nécessité de l'organisation. Cette éducation du prolétariat de provinces entières, — éducation qu'aucune des organisations particulières ne pourrait faire, — c'est l'une des tâches essentielles de la Commission générale. Elle envoie dans ces provinces des orateurs, des brochures, des feuilles de propagande ; elle y a constitué des *commissions d'organisation et de propagande*, et subvient à leurs besoins. Pour les ouvriers de langue polonaise, elle a créé un organe syndical bimensuel, l'*Oswiata* (*La Lumière*).

D'autres travailleurs, lorsqu'ils arrivent sans culture, ne sont pas moins dangereux que les travailleurs de l'Est : ce sont les ouvriers étrangers venus de pays où l'industrie est moins avancée, Tchèques, Polonais, Italiens, tous habitués à de bas salaires, à une vie misérable, sans besoins, contents de peu. La commission générale est chargée de faire de même leur éducation économique ; dans des feuilles volantes écrites en tchèque, en polonais, en italien, elle leur enseigne comment les ouvriers allemands ne veulent nullement les empêcher de travailler en Allemagne, et leur demandent seulement de ne pas travailler à d'autres conditions que celles qui sont en usage dans le pays où ils viennent s'établir, de s'associer à leurs revendications et d'entrer dans leurs syndicats. La commission générale a fondé un journal italien à l'intention des immigrés italiens, *L'Operaio Italiano*.

La commission générale est allée plus loin encore. La *Commission Syndicale d'Autriche,* soucieuse comme elle d'arrêter la dépréciation de la main-d'œuvre indigène, ayant attiré son attention sur l'intérêt commun qu'il y aurait à porter la propagande parmi les ouvriers italiens dans l'Italie même et dans les provinces italiennes d'Autriche, elle lui accorde des subsides pour diriger cette propagande. Deux secrétariats ont été ainsi institués, l'un à Trieste, l'autre à Trente. A Trente, un foyer d'organisation et de propagande s'est formé. Un grand nombre de syndicats y sont actuellement réunis en une organisation générale, qui s'efforce d'éclairer la masse des travailleurs. Et comme Trente se trouve sur la route des ouvriers italiens qui vont en Allemagne ou en Autriche, c'est avant leur arrivée dans ces pays que beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui instruits des luttes qui s'y mènent, et du tort qu'ils peuvent faire aux ouvriers parmi lesquels ils viennent vivre, en livrant leurs bras pour un salaire moins élevé que le salaire courant.

Ce n'est pas tout : parmi les concurrents au rabais des ouvriers organisés, il en est un dont l'importance sur le marché du travail va sans cesse croissant, et qui en tout lieu exerce son action : c'est la femme, l'ouvrière. La commission générale prête une grande attention à la propagande parmi les ouvrières.

Mais son rôle dans le domaine de la propagande est plus étendu encore ; elle doit accomplir une importante besogne de recherche scientifique à l'intention des syndicats. Elle doit « rassembler et rendre utilisables en particulier pour la propagande des syndicats les matériaux de propagande s'amoncelant chaque jour dans les publications officielles de l'Empire, des divers États et des communes (statistiques de l'Empire allemand, rapports annuels des inspecteurs du travail, des bureaux de statistique des villes et des États, etc.), en outre dans les rapports des chambres de commerce et des conseils de prud'hommes, des institutions d'assurance, des caisses de secours en cas de maladie, etc., ainsi que dans les revues et autres imprimés[1]. »

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, pages 198 et 199.

Elle doit en outre publier dans son organe hebdomadaire, le *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* (*Correspondance de la Commission Générale des Syndicats allemands*), « un aperçu régulier de tous les événements se produisant dans les syndicats allemands comme dans les syndicats des pays étrangers, du mouvement des grèves, de l'organisation intérieure et de l'administration des différents syndicats, des discussions importantes engagées dans les journaux corporatifs, des caractères spéciaux des diverses professions et de leur influence sur l'organisation, des extraits des bilans des diverses organisations, des rapports sur la situation des affaires, sur les organisations patronales, sur les procès importants, etc., ainsi que les matériaux de propagande mentionnés précédemment[1] ». — On peut dire que la Commission générale remplit excellemment cette tâche de recherches, et que son organe, le *Correspondenzblatt*, répond parfaitement à l'objet qui lui a été assigné. C'est une petite revue d'économie sociale du plus grand intérêt.

Au début, la Commission avait été chargée de soutenir les grèves défensives, mais à la suite d'expériences malheureuses on dut lui retirer cette attribution. Depuis le congrès de Francfort-sur-le-Main, tenu en 1899, elle s'occupe d'une manière toute particulière des questions d'assurance ouvrière. Non seulement elle a reçu mission de ce congrès « d'éclairer les ouvriers, par des publications appropriées, sur la signification de l'assurance des ouvriers par l'État et sur les élections de délégués ouvriers aux institutions relatives à l'assurance ouvrière », mais elle a en outre été chargée de « diriger toutes les élections de ce genre pour lesquelles il paraîtrait nécessaire d'agir d'un point central[2] ».

La Commission générale est l'intermédiaire des syndicats allemands auprès des organisations syndicales de l'étranger, toutes les fois qu'il ne s'agit point de relations entre une fédération allemande et telle fédération correspondante d'un autre pays. Lorsqu'une grande grève éclate à l'étranger, c'est la

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, p. 199.
2. *Ibid.*, p. 199.

Commission générale qui centralise les subsides des travailleurs allemands et les fait parvenir au comité de la grève.

III. — LE DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS ET DE LEURS INSTITUTIONS.

La Commission générale a pris, dans l'ensemble du mouvement syndical allemand, d'année en année une plus grande importance. Dans les débuts de son existence, elle fut en butte à de nombreuses attaques ; aujourd'hui, nul ne conteste plus ni l'utilité à laquelle elle répond, ni les services qu'elle rend. Peu à peu ses attributions ont été élargies, et c'est pourquoi le congrès tenu à Francfort en 1899 éleva le nombre de ses membres de cinq à sept et l'autorisa à adjoindre au seul fonctionnaire permanent qu'elle eût possédé jusqu'alors, son président, qui était à la fois administrateur général et rédacteur du *Correspondenzblatt*, deux nouveaux fonctionnaires et un rédacteur spécial. Au Congrès de Stuttgart, en 1902, le nombre des membres de la Commission fut encore élevé, et porté de 7 à 9. Corrélativement à l'extension de ses attributions, le taux de la cotisation par syndiqué, qui était de 3 pfennigs, a été porté à 4 pfennigs.

Le développement de la Commission générale ne faisait que traduire le développement général des syndicats. Leurs progrès depuis 1890 sont mis en lumière dans le tableau ci-dessous :

DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS ALLEMANDS DE 1891 A 1901 [1]

ANNÉES	ORGANISATIONS centralisées.	NOMBRE TOTAL des membres.	NOMBRE des femmes.	NOMBRE des membres des organisations locales.	TOTAL des syndiqués.
1891	62	277.659	»	10.000	287.659
1892	56	237.094	4.355	7.640	244.734
1893	51	223.530	5.384	6.280	229.810
1894	54	246.494	5.251	5.550	252.044
1895	53	259.175	6.697	10.781	269.956
1896	51	329.230	15.265	5.858	335.088
1897	56	412.359	14.644	6.803	419.162
1898	57	493.742	13.481	17.500	511.242
1899	55	580.473	19.280	15.946	596.419
1900	58	680.427	22.844	9.860	690.287
1901	57	677.510	23.699	9.360	686.870

1. *Die deutschen Guverkschafsorganisationen im Jahre 1901*, dans le *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902, p. 48.

Pour comprendre toute la signification de ces chiffres, il faut savoir que tout syndiqué qui interrompt le paiement de sa cotisation sans avoir l'excuse du chômage ou de la maladie, est rayé du registre du syndicat ; il faut se rappeler que tout syndicat paie à la Commission générale pour chacun de ses membres une contribution trimestrielle, et que pour toute œuvre commune il est imposé à proportion de l'effectif qu'il a déclaré : il faut se rendre compte que ces chiffres ont par suite une valeur de comptabilité, et que nul n'a intérêt à exagérer.

Au reste, chaque organisation publie régulièrement le bilan annuel ds ses recettes et de ses dépenses : la Commission générale établit, à l'aide de ces bilans particuliers, un bilan général des syndicats allemands, et il est ainsi aisé de contrôler les progrès déclarés du nombre des adhérents d'après les progrès financiers des organisations. Le tableau ci-dessous permettra de constater ces progrès :

RECETTES ET DÉPENSES DES SYNDICATS ALLEMANDS DE 1891 A 1901 [1]

ANNÉES	NOMBRE d'organisations.	RECETTES	NOMBRE d'organisations.	DÉPENSES
		marks.		marks.
1891	49	1.116.588	47	1.606.534
1892	46	2.031.922	50	1.786.271
1893	44	2.246.366	44	2.036.025
1894	41	2.685.564	44	2.135.606
1895	47	3.036.803	48	2.488.015
1896	49	5.616.444	50	3.323.713
1897	51	4.083.696	52	3.542.807
1898	57	5.508.667	57	4.279.726
1899	55	7.687.154	55	6.450.876
1900	58	9.454.075	58	8.088.021
1901	56	9.722.720	56	8.967.168

Dans ces chiffres, comme dans ceux du tableau précédent, qui ont trait à l'effectif des syndicats, les différentes organisations sont très inégalement représentées. Il y a des syndicats très riches et des syndicats très pauvres, comme il y a des syndicats qui comptent un très grand nombre d'adhérents et des syndicats qui en comptent très peu. En 1901, la fédération des

1. *Die deutschen Gewerkschaftsorganisationen im Jahre 1901*, dans le *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902, p. 432.

ouvriers des métaux avait 102 905 adhérents ; celle des maçons, 80 869 ; celle des mouleurs en comptait 355 ; celle des employés de bureau. 322 ; des jardiniers, 323; des masseurs, 316.

Ces chiffres donnent un premier aperçu de la différence d'importance des diverses organisations. Mais ils doivent être complétés par d'autres. Ce qui importe, pour la détermination de la force d'un groupement syndical, c'est en effet beaucoup moins le nombre absolu de ses membres, que le rapport de ce nombre au nombre total des travailleurs de la corporation. Un syndicat de mille membres qui comprendrait tous les ouvriers d'une profession serait infiniment plus puissant qu'un syndicat de 100 000 membres qui comprendrait le tiers ou le quart seulement des ouvriers de la corporation intéressée. Tant pour l'appréciation des forces du mouvement syndical pris dans son ensemble que pour l'appréciation des forces des diverses organisations, le rapport du chiffre des syndiqués au chiffre total des travailleurs est un élément de première importance. Si l'on prend comme terme de comparaison les données de la statistique des professions et de la statistique des industries de 1895, on constate qu'en 1901, sur 100 ouvriers des deux sexes, la proportion des syndiqués était de 13,51 p. 100 (hommes syndiqués : 16,04 p. 100 ; femmes syndiquées : 2,63 p. 100). Envisage-t-on les divers métiers et industries ? La proportion est la suivante : chez les sculpteurs, 73,53; chez les typographes, 72,06 ; chez les chaudronniers, 54,24 ; elle n'est plus chez les jardiniers que de 0,58 ; chez les employés de commerce et travailleurs d'entrepôts, de 0,53 ; chez les garçons de restaurant, de 0,51.

En examinant les divers syndicats au point de vue financier, nous observons entre eux des différences non moins considérables. La cotisation hebdomadaire varie de 1,10 M. (1 fr. 37) chez les typographes, à 0,14 M. (0 fr. 17) chez les employés de bureau. L'encaisse des différentes organisations représentait à la fin de 1901, pour chaque membre, un avoir de : M. 124,28 (155 fr. 35) chez les typographes ; M. 54,79, chez les chapeliers ; 1 M. 30 chez les employés de bureau ; 0,99 chez les couvreurs ; 0,89 chez les bouchers ; 0,72 (0 fr. 90), chez les masseurs.

Nous allons trouver le reflet de ces différences financières dans les institutions d'assistance des syndicats. Chez certains, les plus riches, elle sont très développées ; chez d'autres, elles le sont très peu. Les différentes formes d'assistance sont : la défense des syndiqués devant les tribunaux, l'assistance des militants frappés, l'assistance en cas de voyage ou *viaticum*, l'assistance contre le chômage, l'assistance en cas de maladie, en cas d'invalidité, les secours en cas de déménagement, l'assistance à la suite d'un décès et dans les autres cas de besoin urgent. 47 organisations assistent leurs adhérents devant les tribunaux, 39 accordent des secours aux militants frappés, 38, à leurs adhérents en voyage ; 22, à ceux qui sont sans travail, 15, aux malades, 4, aux invalides. 40 accordent des secours dans les autres cas de besoin [1].

Il faut ajouter que le taux des secours varie parfois beaucoup d'une organisation à l'autre. Le viaticum est compté d'après le nombre des kilomètres : tel syndicat accordera 1 pfennig et demi par kilomètre, tel autre 4 pfennigs et demi. Le secours de chômage varie entre M. 0,50 et M. 2,33 par jour. La durée pendant laquelle peut être accordé le viaticum est dans telle organisation de 15 jours, dans telle autre de 280 ; la période pendant laquelle est payé le secours de chômage varie de un à neuf mois [2].

Ces constatations nous révèlent les très grandes différences qui existent entre les syndicats au point de vue de l'organisation de l'assistance. D'autres faits nous permettent du moins de saisir par delà ces différences présentes la réalité d'un mouvement général qui tend à les atténuer. L'extension des institutions d'assistance est un trait essentiel de l'évolution des syndicats allemands. Le nombre des fédérations accordant des secours aux militants frappés était de 3 (sur 25) en 1877 ; de 25 (sur 54) en 1894 ; de 39 (sur 57) en 1901 [3]. Trois fédérations seulement défen-

1. *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902.

2. *Ibid.*, tableau IX.

3. Martin Segitz, *Das Unterstützungswesen der Gewerkschaften insbesondere die Arbeitslosen-Unterstützung und deren Einführung im deutschen Metallarbeiterverband*, 1897. Nürnberg, J. Scherm, p. 8 et 10. — W. Kulemann, *Die Gewerkschaftsbewegung*, p. 209. — *Correspondenzblatt* du 26 août 1901, p. 432.

daient leurs adhérents devant les tribunaux en 1877, 25 en 1894 et 47 en 1901. Pour prendre les deux formes d'assistance les plus importantes, 17 fédérations accordaient des secours de voyage à leurs adhérents en 1877, 37 en 1894 et 38 en 1900 ; 3 fédérations assistaient leurs adhérents sans travail en 1877, 14 en 1894 et 22 en 1901.

Ce mouvement n'a pas été sans rencontrer de résistances, surtout pour ce qui est de l'établissement de caisses de chômage. Les adversaires disaient : A mesure que nous élargissons, dans nos syndicats, le domaine de l'assistance, nous nous trouvons obligés d'élever les cotisations, nous rendons ainsi plus difficile l'adhésion des travailleurs, nous réduisons nos effectifs ; d'autre part, nous ôtons à nos syndicats leur vrai caractère, nous les transformons d'organisations de combat en sociétés de secours mutuels, nous renonçons à la lutte de classe. A cela les partisans des institutions d'assistance répondaient : Sans doute, il importe que nos effectifs soient aussi nombreux que possible ; mais ces effectifs, il faut avant tout qu'ils soient stables et sûrs. Il importe d'avoir le maximum d'adhésions possible, mais à la condition que les adhérents ne se retirent pas à la première occasion. Or si l'on veut que les syndiqués demeurent fidèles au syndicat, si l'on veut empêcher qu'au lendemain des grèves ou pendant les périodes de dépression industrielle ils ne se détachent de lui, il faut qu'il représente pour eux des avantages matériels constants : les diverses institutions d'assistance répondent à ce besoin général. — En ce qui concerne l'assistance contre le chômage et le viaticum, ils ajoutaient : l'une et l'autre sont en même temps que des formes d'assistance particulièrement précieuses au syndiqué, des moyens d'action, des *armes* pour le syndicat. En effet, lorsque dans une localité une grève éclate, le viaticum permet à ceux des travailleurs qui peuvent le plus aisément se déplacer, aux célibataires, de se rendre en d'autres lieux pour y chercher du travail ; et le nombre de ceux que le syndicat doit faire vivre, pendant la grève, se trouve ainsi réduit : les chances du succès de la grève croissent à proportion. Au reste, en tout temps, le viaticum aide à dégorger le marché du travail, dans tel ou tel lieu, lorsque la main-d'œuvre s'y trouve en telle abondance que le taux des

salaires soit menacé. Quant à l'assistance des sans-travail, elle est le complément du viaticum, elle corrobore son action. Elle permet en effet à ceux des chômeurs qui ne peuvent pas se déplacer de ne pas accepter du travail au rabais, elle leur donne la possibilité d'attendre, elle empêche ainsi l'avilissement des salaires. Prétendra-t on encore, après ces explications, qu'en se doublant de semblables institutions d'assistance les syndicats cessent d'être des organisations de combat ? Mais nous avons établi qu'ils deviennent seulement plus forts, c'est-à-dire plus aptes, en même temps qu'à la lutte, à la victoire ; nous avons établi que les deux formes d'assistance les plus hautes sont au premier chef, dans la lutte économique, des armes. Dira-t-on que par des institutions telles que les caisses de chômage on s'écarte de la lutte de classe ? Mais que l'on se représente les conséquences qu'entraîne après lui le chômage. « Les ouvriers vivent au jour le jour ; faire des économies n'est possible à l'heure actuelle qu'à bien peu d'entre eux ; le salaire suffit tout juste à l'entretien de leur existence. Le chômage arrive-t-il ? L'ouvrier est sans un sou ; morceau par morceau, tout son avoir s'en va au mont-de-piété, jusqu'à ce qu'à la fin il vienne à manquer du plus strict nécessaire. Alors le malheureux s'adresse à l'assistance publique, il perd ses droits politiques, il se sent couvert d'une tare ; ou bien il fait des efforts désespérés pour trouver du travail à tout prix, et il devient ainsi l'agent funeste de l'avilissement des salaires ; ou bien il sombre moralement et physiquement, il devient ivrogne, finalement mendiant, criminel. Des dizaines de mille parmi les prolétaires ont eu cette triste destinée. Et nous ne devrions pas faire tous nos efforts pour réagir contre cette misère de notre classe !

« Quiconque prend la lutte de classe au sérieux verra dans l'assistance des sans-travail une des armes les plus efficaces de l'organisation syndicale, une arme bien appropriée à la lutte contre la dégénération des ouvriers. Je pense que l'organisation syndicale pourrait difficilement aujourd'hui s'assigner une tâche plus raisonnable [1]. »

Discutée d'abord dans les diverses fédérations, la question

1. Martin Segitz, *Das Unterstützungswesen der Gewerkschaften*, pages 20 et 21.

des caisses de chômage fut portée en 1896 devant le congrès général des syndicats, tenu à Berlin. Un rapporteur et un contre-rapporteur avaient été désignés. Donnons d'abord le texte de la résolution soutenue par le contre-rapporteur ; elle était ainsi conçue :

« Considérant que dans les conditions économiques présentes il est impossible de combattre victorieusement la société capitaliste avec des contre-institutions ouvrières d'un caractère purement capitaliste et qu'il est directement contraire au caractère de classe du mouvement ouvrier moderne d'intéresser la classe ouvrière, par la création d'institutions capitalistes parmi nous, au capitalisme moderne, le congrès déclare qu'il n'y a aucune raison d'enlever à l'État ses devoirs envers le peuple, et qu'il y a au contraire toute raison de contraindre l'État à prendre soin du peuple travailleur comme nous le demandons. Pour ces motifs le congrès repousse l'assistance des sans-travail et compte que les syndicats dans lesquels elle existe encore la supprimeront graduellement [1]. »

Voici maintenant le texte de la résolution qui fut soutenue par le rapporteur :

« Considérant que l'assistance des sans-travail — abstraction faite de son caractère humanitaire — garantit à un haut degré la stabilité de l'effectif des diverses organisations syndicales, et considérant en outre que par cette assistance on peut agir favorablement sur les conditions de salaire et de travail, en tant que l'offre des bras sans-travail au-dessous des conditions de salaire et de travail en vigueur est sinon entièrement supprimé, du moins considérablement diminué, le second congrès des syndicats allemands reconnaît dans cette branche de l'assistance un adjuvant très précieux, nécessaire même, des organisations syndicales.

« Le congrès, pour ces motifs, recommande instamment aux syndicats allemands l'établissement de l'assistance des sans-travail, de manière à rendre les organisations syndicales, dans les luttes économiques devenues de plus en plus difficiles, plus imposantes et par suite plus capables de résistance [2]. »

Deux amendements à cette résolution furent proposés. L'un d'eux consistait à joindre à la fin du premier paragraphe les mots : « adjuvant qui ne risque nullement d'effacer le caractère de classe et le caractère de combat des organisations ». Cet

1. Congrès syndical de Berlin, *Protokoll*, p. 118.
2. *Ibid.*, p. 117.

amendement était une réponse formelle à l'une des objections des adversaires.

L'autre modification consistait dans la substitution au texte du second paragraphe de la phrase que voici : « Le congrès recommande pour ces motifs aux syndicats allemands d'établir l'assistance des sans-travail partout où son établissement ne soulève pas de difficultés. » Cet amendement tendait, la question de principe une fois réglée, à laisser les organisations juges de la question d'opportunité.

Avec ces deux amendements la résolution fut votée *à une grande majorité*[1].

Pendant les trois ans écoulés entre le Congrès de Berlin et le Congrès de Francfort, les sympathies du monde syndical pour les caisses syndicales de chômage ne firent que croître et se multiplier, car c'est à l'*unanimité* qu'à ce second Congrès, *sans discussion*, on vota une motion qui déclarait, en accord avec la résolution votée à Berlin, que l'assistance des sans-travail était l'une des meilleures et des plus efficaces institutions du syndicat, et invitait la Commission générale à seconder plus que par le passé, par ses conseils et par ses actes, les efforts faits par les organisations pour établir des caisses de chômage, et à mettre particulièrement à leur disposition tous les matériaux statistiques nécessaires[2]. Trois ans après, en 1902, le Congrès de Stuttgart manifestait à l'endroit de cette institution des sentiments identiques.

On voit à quel puissant mouvement d'idées, à quelle très nette orientation des esprits répond le développement, constaté plus haut, de cette forme et de toutes les formes de l'assistance. Tout porte à croire que ce développement se poursuivra, tout, — y compris l'élévation parfois légère mais continue que nous pouvons observer dans le taux des cotisations payées. Le nombre des organisations levant une contribution hebdomadaire de moins de 15 pfennigs était en 1891 de 14, en 1900 de 6, en 1901 de 4 ; le nombre des organisations levant une contribution de moins de 20 pfennigs était en 1891 de 29, en 1900 de 16, en

1. Congrès syndical de Berlin, *Protokoll*, p. 121.
2. Congrès de Francfort, *Protokoll*, pages 67 et 83.

1901 de 11 [1]. Ces chiffres attestent bien la hausse constante du taux des contributions.

Aux institutions d'assistance des syndicats nous rattacherons les auberges ouvrières. Celles-ci sont la création non pas des fédérations, mais des groupes locaux, le plus souvent des *cartels*. Elles sont destinées à fournir aux ouvriers en voyage le logis et la table dans les conditions de salubrité et d'hygiène les plus satisfaisantes, et au meilleur compte possible. Les auberges ouvrières sont ouvertes à tous, aux non-syndiqués comme aux syndiqués. Les syndicats voient en elles un excellent moyen d'établir un contact entre ceux-là et ceux-ci, et d'amener ainsi les premiers à l'organisation, un excellent moyen aussi de les tenir à l'écart des auberges d'un caractère confessionnel, « qui livrent au patronat par les temps de grèves tant de *moutons noirs* [2] ». Dans un assez grand nombre de villes, les syndiqués possèdent aujourd'hui leur « auberge » ; celle-ci fait alors généralement partie de la *Maison des Syndicats*, établissement où le carte la son siège ; dans d'autre cas, l'auberge est la propriété d'un restaurateur. Un contrat stipule alors les conditions auxquelles il doit se conformer, et le cartel a sur son administration un droit absolu de contrôle.

Nous ne mentionnerons ici qu'en passant, comme l'une des attributions des syndicats, le placement des ouvriers. Il en sera question dans la suite. Dans la règle, les groupes corporatifs d'une même localité s'entendent pour en confier le soin à leur commission commune, — le cartel. Il arrive assez souvent que le cartel ait son bureau de placement, ou une annexe, dans les locaux mêmes de l' « auberge ouvrière ». Dans les villes où existe une *Maison des Syndicats*, l'auberge et le cartel se trouvent par la même tout naturellement réunis dans le même corps de bâtiment. Aussitôt débarqués, les travailleurs en quête d'une place peuvent ainsi s'inscrire sur les registres du bureau.

1. *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902, p. 433, tableau XV.

2. *Die Organisationsfrage. Ein Beitrag zur Entwicklung der deutschen Gewerkschaftbewegung.* Herausgegeben von der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands. Hambourg, C. Legien, 1891, p. 45.

Les syndicats ne veillent pas seulement aux intérêts matériels de leurs adhérents ; ils se proposent aussi de les instruire. Leurs principaux moyens d'instruction sont les conférences, le prêt de livres et la presse. Nous ne nous occuperons ici que de cette dernière. Quelques groupements non centralisés ont leurs organes ; quant aux fédérations, à peu près chacune a le sien : il y a cinquante-trois journaux de fédérations. L'un d'eux, celui des typographes, paraît trois fois par semaine ; 27 paraissent une fois par semaine ; les autres, une, deux ou trois fois par mois. Le tirage total s'élève à 777 094 exemplaires. Dans toutes les fédérations, sauf deux, chaque syndiqué est d'office abonné au journal. Les fédérations qui n'ont pas d'organe à elles livrent à leurs adhérents celui d'une fédération d'industrie similaire.

La presse corporative tient les syndiqués au courant de tous les faits relatifs à la vie de leur organisation, du fonctionnement de ses institutions, de leur développement. Une question fait-elle dans une fédération l'objet de controverses ? Les opinions opposées se produisent dans son journal en toute liberté. Indépendamment des faits et questions qui intéressent directement la fédération, le journal relate les faits essentiels et s'occupe des questions les plus importantes qui ont trait à telle ou telle autre organisation et au mouvement syndical en général. En second lieu, il publie des articles sur la situation du marché du travail dans la corporation intéressée, sur l'état présent, les transformations, les mouvements divers de l'industrie particulière de cette corporation, en Allemagne et dans le monde ; en même temps, il donne un aperçu de l'état présent, des transformations, des mouvements divers de l'industrie en général. Enfin, il met en lumière tous les faits relatifs à la législation ouvrière, publiant minutieusement les moindres arrêtés de police sur la protection du travail. Du mouvement politique général il retient tout ce qui a trait aux intérêts vitaux de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'en 1901, au lendemain de la publication du projet du gouvernement sur les tarifs douaniers, la protestation de la presse syndicale ne l'a cédé en rien à celle de la presse du parti socialiste.

Par ses informations et ses études sur la législation protec-

trice des travailleurs, la presse syndicale contribue à mettre les travailleurs à même de tirer de cette législation le plus large profit. Par ses informations et études sur les questions syndicales, elle contribue au développement et au perfectionnement de l'organisation. Par ses informations et études sur l'état du marché du travail et du mouvement industriel, elle permet aux syndiqués de se rendre compte des chances de succès ou d'insuccès qu'aurait, à tel ou tel moment, une lutte contre le patronat, un effort pour obtenir une augmentation de salaire ou une réduction de la durée du travail. Par l'indication des localités où il convient que les camarades sans travail ne se rendent pas, la presse corporative complète l'action du viaticum, elle lui permet de produire tout son effet. Elle joue ainsi dans la stratégie syndicale un rôle essentiel. Elle est en même temps qu'un moyen d'instruction, et comme moyen d'instruction, une arme.

IV. — LA CONDITION DES ADMINISTRATEURS DES SYNDICATS.

Dans ces dernières années, les syndicats allemands ont compris, dans leur effort pour développer et renforcer leur organisation, l'amélioration du sort de leurs propres fonctionnaires. Des vœux très nets avaient été formulés en ce sens par le congrès qui se réunit à Francfort en mai 1899. Il en a été tenu compte.

Une Conférence des rédacteurs de la presse syndicale d'Allemagne, tenue à Gotha les 17 et 18 août 1898, avait abordé la question en inscrivant à son ordre du jour « l'assurance des rédacteurs de journaux corporatifs contre la vieillesse et l'invalidité » ; puis, après un rapide échange de vues, reconnaissant la nécessité d'élargir le problème, de l'étendre des rédacteurs à tous les employés des syndicats, de l'étendre aussi du domaine de l'assurance à celui de la rétribution, elle avait arrêté les conditions d'une enquête et l'avait confiée à une commission de trois membres, chargée d'en fixer dans un mémoire les résultats. Le 23 janvier, le mémoire avait été adressé à tous les syndicats, de sorte que les résultats de l'enquête avaient pu être examinés,

contrôlés, discutés, quand le congrès de Francfort fut à son tour saisi de la question.

Quels étaient ces résultats ? Nous les ferons connaître d'après le rapport oral que fit devant l'assemblée un des membres de la commission, et surtout d'après le mémoire imprimé qui avait été distribué à tous les délégués, mémoire que l'on peut considérer comme type de ces analyses économiques, méthodiques et minutieuses, dont l'éducation marxiste a développé chez les ouvriers allemands le goût et l'habitude.

« La commission estime, y est-il dit dès le début, que la situation actuelle des rédacteurs et fonctionnaires de syndicats doit être déclarée intenable, en tant que le travail et les devoirs qu'on leur impose dépassent la mesure prévue pour les contrats de travail par le Code Industriel, sur la base duquel reposent dans la règle ces contrats de travail [1]. »

On voit quel est le point de vue auquel on se place : les agents des syndicats, journalistes, propagandistes, administrateurs, — et la plupart du temps à la fois administrateurs, propagandistes et journalistes —, sont considérés comme des employés placés en face de l'employeur, des ouvriers en face du patron, et l'on étudie les conditions de travail imposées par l'employeur, par le patron, à ces ouvriers. Le patron, c'est le syndicat. — « Les relations de travail existant entre les employés des syndicats et leurs organisations, déclara de son côté, au commencement de son rapport, l'orateur de la commission, Rexhæuser, ces relations sont moins celles d'ouvriers à ouvriers que d'ouvriers à patron [2]. »

Et l'on s'efforce de montrer qu'ici encore, dans l'état présent, le patron, c'est l'exploiteur.

Quels sont ceux, parmi les ouvriers syndiqués, que l'on place à la tête des syndicats ? Ce sont, ce doivent être des ouvriers d'élite, « possédant non seulement l'expérience syndicale nécessaire, mais encore, dans une certaine mesure, des connaissances générales ». Leur travail est illimité : il faut travailler le jour, le

1. *Zur Stellung der Gewerkschaften* (*Vorstände und Redakteure*) *in Bezug auf deren Pflichten und Rechte*, publié en annexe au compte rendu du Congrès de Francfort. *Protokoll*, p. 223.

2. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p 84.

soir, le dimanche ; il faut, au sortir du bureau, organiser des réunions, et partout, en tout temps, à tous, donner des renseignements. Qui se rend compte de tout ce travail ? Qui se doute, parmi les collègues, des recherches, des préoccupations que représente ce service perpétuel d'information ? « Et avec cela 95 p. 100 d'entre eux ne pensent-ils pas en savoir plus que leurs administrateurs ! »

Et quels sont les appointements que les syndicats donnent à ceux qui, pleins de dévouement, sans relâche, travaillent ainsi pour eux ? « Ils pensent faire plus qu'ils ne doivent lorsqu'ils accordent à leurs fonctionnaires le salaire d'un ouvrier de la profession occupant une bonne place. » Tiennent-ils compte de la nature « *spécialement qualifiée* » de leur travail ? Nullement. Tiennent-ils compte de ce que « toute fonction a pour conséquence nécessaire une série de faux frais incontrôlables ? » — Non plus. Et cependant « pour le fonctionnaire lui-même comme pour sa famille, une certaine représentation extérieure est rendue nécessaire autant par le syndicat même que par diverses relations sociales. Ces relations, souvent imposées à l'individu, entraînent des dépenses dont la plupart ne sont pas sans importance. Cet inévitable budget est-il mis en ligne de compte par le syndicat ? Peut-il être justifié au moyen de chiffres par le fonctionnaire ? Non sans doute. *Et pourtant il existe,* comme le sait tout fonctionnaire de syndicat. Son existence est un *fait.* N'est-ce pas un devoir impérieux, pour les syndicats, dans la fixation du traitement de ceux qu'ils emploient, de prendre en considération de pareils *faits ?* »

« D'une manière générale, poursuivait-on, il faudrait montrer combien les traitements actuellement payés par les syndicats sont loin de permettre une existence telle que celle qui est poursuivie par tous les travailleurs comme un minimum. Il est bien facile d'en trouver la preuve dans *nos* journaux, où, pour le budget d'une famille d'ouvriers (de quatre ou cinq enfants), on cite comme répondant à la revendication la plus modeste une somme que *pas un* rédacteur ou fonctionnaire de syndicat ne reçoit en Allemagne. » « Que de fois un de nos rédacteurs écrit il qu'une existence digne de l'homme n'est pas possible à moins de 3 000 marks, alors qu'il ne reçoit lui-même que 1 200 marks ! »

Combien misérable n'est pas en particulier la situation des employés des petites organisations, qui doivent, en même temps qu'ils s'occupent du syndicat, travailler pour gagner leur vie ! « Ce sont quelques cents francs que ces organisations allouent à leurs fonctionnaires, somme dont on ne sait pas bien si elle répond à leurs frais de tramways, à l'usure de leurs vêtements, ou au préjudice qui leur est porté dans leurs affaires, mais qui ne répond pas à coup sûr au *travail* qu'ils font. » Tel, parmi ces fonctionnaires, reçoit 360 marks, sur lesquels il doit payer le loyer du syndicat ; tel autre reçoit 180 marks, qui répondent à l'administration et à la rédaction ; tel autre reçoit 100 marks, — 100 marks par an ! De pareils traitements, payés à des hommes qui travaillent tant, sont-ils dignes d'organisations ouvrières ?

Et quel est l'avenir de tous ces fonctionnaires, de tous ces hommes qui dépensent ainsi le meilleur de leur activité, de leur intelligence, au service de leur syndicat ? « Tout naturellement, en notre temps de nervosité, avec ses phénomènes précipités et complexes dans tous les domaines de la vie publique, le travailleur intellectuel, celui surtout qu'emploie une organisation ouvrière, est, avant tout autre homme, prématurément épuisé. Et comme naturellement les ouvriers peuvent moins que personne employer pour la défense de leurs intérêts des hommes affaiblis, comme ils ont besoin d'hommes disposant de toutes leurs rssources, il arrive vite que celui-ci ou celui-là doive céder la place, comme étant devenu « étranger à son époque », à de jeunes forces ; après quoi, un certain nombre d'années plus tard, le même spectacle se reproduit. Ce surmenage, que les organisations ouvrières, *contraintes* par les circonstances, imposent à leurs travailleurs intellectuels, est chèrement expié par ceux-ci, sans que leurs collègues s'en doutent, ou peut-être même sans qu'ils s'en soucient. Devenus aux cours des ans étrangers aux progrès techniques de leur profession première, ayant perdu le tour de main, ayant perdu aussi, par l'exercice exclusif de leur esprit, leur force corporelle, ils sont devenus presque toujours incapables de retrouver dans leur profession une occupation rémunératrice. Dans la règle il s'agit

aussi d'ouvriers âgés, qui ne sont employés par les patrons qu'en cas de besoin pressant, et qui d'ailleurs, par suite de leur activité syndicale d'autrefois, sont mal vus par les patrons, ou sont même haïs d'eux. Un tel ouvrier, en pareil cas, tombe, au point de vue économique et social, bien plus bas qu'il n'a peut-être jamais été. Il ne renonce pas seulement à son pain si bien mérité, mais à tout ce qui l'a maintenu, comme homme, à l'intérieur de la société, à une certaine hauteur. Un tel fonctionnaire est, aux yeux de ses collègues, par rapport à sa situation sociale antérieure, absolument dégradé, et il ressent cette dégradation avec d'autant plus d'amertume que, pour les raisons déjà indiquées, il ne peut plus obtenir dans sa profession que des travaux tout à fait inférieurs. »

Voilà l'avenir qui est réservé aux serviteurs des syndicats. « Quand ces gens se sont épuisés à travailler le dimanche, le jour et la nuit, la danse recommence avec un nouveau fonctionnaire. » Et « il ne reste pas d'autre ressource que d'accorder à l'ancien une aumône, parce qu'il ne se trouve pas dans les statuts de fondement juridique à l'obligation morale pour les syndicats de payer une indemnité si minime fût-elle aux fonctionnaires devenus à leur service impropres au travail. »

Les syndicats se trouvent-ils bien de cette façon de traiter leurs employés ? Nullement. « Par l'effet de la situation présente, comme les fonctionnaires devenus impropres au travail ne peuvent pas trouver d'abri ailleurs, ils sont maintenus dans leur fonction plus longtemps qu'il ne conviendrait, par des temps agités comme les nôtres, aux intérêts des syndicats. » D'autre part, certains sont particulièrement surmenés, ceux surtout qui doivent travailler en dehors du syndicat pour gagner leur vie. « Comment de tels fonctionnaires peuvent-ils être en état de faire pour leur journal quelque chose d'utile et pour leur organisation quelque chose de positif, c'est ce qui est incompréhensible ; leur travail doit nécessairement porter le caractère du hâtif, de l'inachevé, et souvent des dispositions personnelles se transportent sur des objets purement objectifs au détriment de la collectivité. »

Ce n'est donc pas seulement l'intérêt des fonctionnaires qui

est en question, c'est l'intérêt même des syndicats. En améliorant la condition de leurs fonctionnaires, en pourvoyant à leur avenir, les syndicats accompliront vis-à-vis d'eux un devoir de justice ; mais en même temps ils travailleront pour eux-mêmes, ils sauvegarderont leurs propres intérêts.

Et la commission, se plaçant tantôt au point de vue des fonctionnaires, tantôt au point de vue des organisations, demandait que les traitements des fonctionnaires permanents, donnant tout leur temps au syndicat, fussent élevés, qu'il y eût dans toute organisation au moins un fonctionnaire permanent, que l'on accordât des retraites aux fonctionnaires devenus vieux ou invalides.

Les syndicats, qui demandent constamment aux patrons d'assurer à leurs ouvriers une existence digne de l'homme, agissent-ils dignement en payant si misérablement eux-mêmes, comme patrons, leurs salariés ? « Pourquoi ce désaccord entre la théorie et la pratique ? »

Pensent-ils servir ainsi leurs propres intérêts, devenir ainsi grands et prospères ? « Que l'on prenne pour exemple l'Angleterre, où les fonctionnaires des divers syndicats sont payés jusqu'à cinq et six mille marks. Assurément on exige beaucoup d'eux — mais pourquoi ne devrait-on pas, en Allemagne, pour le bien des syndicats, pouvoir poursuivre et atteindre ce double résultat ? »

D'autre part, que l'on ne croie pas qu'un syndicat puisse avoir un intérêt véritable à profiter du travail de fonctionnaires qui gagnent leur vie à côté. « Les syndicats qui s'imaginent qu'ils réussiraient peut-être, en exploitant la situation matérielle par hasard prospère de leurs fonctionnaires, à organiser d'une manière durable le travail et la gestion des affaires sur la base du sacrifice personnel, ne manqueront pas d'apprendre par ailleurs le tort immense qu'ils se font avec de pareilles habitudes. Toute organisation doit avoir au moins un fonctionnaire permanent, parce que sans cela il est totalement impossible de penser à un sain progrès de l'organisation. Et d'une manière générale il faut maintenir énergiquement — et cela non pas seulement pour les petites et les plus petites organisations — qu'une rétribution insuffisante, sans rapport avec le travail effectué, est la plus grande prodigalité, prodigalité

qui apparaît dans la faiblesse des syndicats et dans le défaut d'initiative. »

Le fonctionnement des organisations ne doit donc pas reposer sur l'abnégation de leurs fonctionnaires, le fonctionnaire doit vivre de sa fonction et vivre avec aisance. Est-ce tout ?

« Voici un autre point : nous demandons comme ouvriers à l'État de payer une rente convenable aux citoyens devenus pour le reste de leur vie, du fait de leur travail, impropres au travail, à *ce* travail, et nous demandons cela parce que nous pensons que le travail du moindre des ouvriers était nécessaire pour le progrès général, pour la prospérité de l'État, pour le maintien de la civilisation. Nous condamnons justement avec la plus grande sévérité une communauté qui fait dépendre ce devoir de conditions purement irréalisables, qui le remplit d'une manière tout à fait insuffisante ou cherche même à se dérober à ce devoir élémentaire.

« Eh bien, cela est vrai aussi des syndicats, les futurs supports d'un ordre économique raisonnable. Eux aussi ont le devoir, certains de leurs membres ayant consumé leurs forces, dans l'intérêt de la collectivité des collègues, tout à fait prématurément, de prendre soin de ces collègues devenus, au service de l'organisation, impropres au travail, et de pourvoir désormais à l'entretien physique de ces existences épuisées. » Les « ouvriers des syndicats », les travailleurs qui leur ont donné toutes leurs forces, toute leur vie, ont droit à la retraite que les syndicats réclament pour tous les travailleurs.

L'établissement de ce droit serait d'ailleurs avantageux aux syndicats eux-mêmes. Il les affranchirait en effet de la nécessité morale de conserver leurs fonctionnaires plus longtemps que ne le comporterait l'intérêt de la collectivité. Il doublerait l'activité de ces derniers en leur donnant la quiétude.

« Si nous voulons consolider et compléter l'organisation de nos syndicats, nous devons commencer par mettre les artisans de cette œuvre en mesure de l'accomplir... Car nous sommes tous d'accord sur ce point que, si démocratique que soit l'organisation de nos syndicats, ce sont les fonctionnaires qui portent le poids de toutes les responsabilités ; les Webb, dans leur histoire des Trade-Union anglaises, s'expriment avec une par-

faite netteté sur ce point, et chez nous nous faisons également cette expérience que la direction des syndicats, la détermination de leur ligne de conduite, tout ce qui est nécessaire à leur développement ne relève pas de la collectivité des syndiqués, mais qu'il faut qu'il existe un corps de fonctionnaires perpétuellement occupés à suivre la marche des phénomènes économiques. »

Pour établir la nécessité de modifier la situation des fonctionnaires des syndicats, d'élever leurs traitements, de leur accorder des retraites, la commission en venait à se placer à un point de vue plus général encore, à celui de l'importance chaque jour plus grande prise par le mouvement syndical dans l'ensemble de la vie économique.

« Plus large sera la mesure dans laquelle les organisations syndicales d'Allemagne seront contraintes, par le développement même des relations économiques, à se mêler à la vie économique de l'Allemagne, et plus difficile sera la tâche de ceux qui auront à diriger les organisations et à représenter publiquement leurs intérêts. Or cette tâche ne pourrait être accomplie comme il convient si les syndicats n'étaient pas en mesure, étant donnée la place qui leur est attribuée ou imposée et les devoirs qui en sont la conséquence, de charger de la gestion de leurs affaires les hommes les plus capables. »

Ainsi s'élargissait la question, devenue, de question vitale pour le corps des fonctionnaires de syndicats, question vitale pour le mouvement syndical lui-même, ce mouvement étant représenté d'autre part comme un facteur constitutif, chaque iour plus essentiel, de la vie économique moderne.

A quelles propositions pratiques ramenait-on ces vues générales ?

La commission, dans son mémoire, sans vouloir présenter un projet achevé relativement aux traitements et aux retraites des fonctionnaires de syndicats, proposait, pour fixer les idées, quelques règles. Nous les ferons connaître, afin d'éviter que l'on ne se fasse une représentation exagérée des prétentions de ces derniers. Et, afin que l'on puisse apprécier exactement la portée de ces revendications, nous donnerons un aperçu des

traitements alloués dans les diverses organisations au moment où se tenait le congrès de Francfort. Certaines, les petites, celle par exemple des travailleurs des chantiers, avec 2.380 membres, celle des doreurs, avec 1,050 membres, celle des barbiers (588 membres), des pâtissiers (512), des selliers et tapissiers (2,581), payaient à leurs employés des appointements de 100, 120, 180, 240, 260 marks (125, 150, 215, 300, 325 francs) ; d'autres, plus importantes, accordaient à leurs fonctionnaires de 1,500 à 1,800 marks (les ouvriers des ports, 10,000 membres, 1,500 marks : 1875 francs ; — les brasseurs, 7,706 membres, 1,600 marks : 2,000 francs ; — les ouvriers en pierres, 10,000 membres, les charpentiers, 22,104 membres, 1,800 marks : 2,250 francs). Enfin, les grandes organisations payaient des traitements plus importants. Parmi les employés des métallurgistes (75,431 membres), trois étaient payés 2,160 marks (2,690 francs) ; les fonctionnaires des maçons (60,175 membres) recevaient 2,160 marks ; enfin, l'organisation la plus riche, celle des typographes, avait deux fonctionnaires payés 2,300 marks (2.875 francs) et un fonctionnaire payé 2,500 marks (3,125 fr.)

Quels étaient maintenant les vœux formulés dans le mémoire de la commission ?

Elle demandait d'abord que le traitement des fonctionnaires de syndicats fût établi, d'une manière générale, d'après le traitement accordé, dans les villes de plus de 150,000 habitants, à un premier employé de caisse de secours en cas de maladie (*Ortskrankenkasse*). Le traitement de début devait être ainsi d'environ 2,000 marks (2,500 francs) ; le traitement maximum, atteint après huit ans de service, était de 2,800 marks (3,500 fr.)

Tout fonctionnaire, après dix ans de service ininterrompu, avait droit à une pension annuelle, payable à partir de l'âge de cinquante ans, ou plus tôt en cas d'incapacité de travailler. Cette pension devait être payée mensuellement, et d'avance.

Après dix ans de service le taux de la pension était de 600 marks (750 francs), après quinze ans, de 900 marks (1,125 francs) ; après vingt ans, de 1,200 marks (1,500 francs).

La pension devait être payée même dans le cas d'une démission déterminée par des divergences d'opinion survenues entre le fonctionnaire et le syndicat.

Mais ces différents vœux ne furent pas soumis à l'appréciation du congrès ; le rapporteur de la commission ne les formula pas. Aussi bien la commission n'estimait-elle pas que le congrès général des syndicats fût autorisé à intervenir, par l'adoption de semblables règles, dans la vie intérieure des organisations particulières. « Nous ne demandons au congrès, dit le rapporteur, qu'une déclaration. Nous lui demandons de déclarer qu'il existe dans ce domaine des abus qu'il est nécessaire de supprimer. Le congrès ne peut pas y porter remède, parce qu'il ne les connaît pas dans le détail, et que ce détail ne le concerne pas. »

Parmi les causes de la triste condition des fonctionnaires des syndicats, l'une des plus importantes est « cette opinion répandue, « *par sympathie pour les travailleurs* », par les journaux bourgeois, et qui n'est malheureusement pas sans avoir trouvé accès dans les milieux ouvriers, que ces fonctionnaires mènent aux frais des travailleurs une véritable vie de dieux ». L'objet essentiel de la commission était de ruiner cette légende, d'attirer l'attention sur la question, d'éveiller l'intérêt de tous, et d'amener ainsi les diverses organisations à agiter elles-mêmes le problème, dont elles détermineraient elles-mêmes la solution.

Les travailleurs allemands ont à un haut degré le sentiment de ce qui entre dans les attributions de tel ou tel de leurs groupements ; ils ont une conscience très nette de ce qui est de la compétence des organes de centralisation, et de ce qui est du domaine des groupes particuliers. La commission avait senti que le rôle du congrès ne pouvait être ici que de poser la question et d'affirmer des principes, que c'était aux divers syndicats qu'il appartenait de les appliquer. Elle estima qu'il n'avait pas le droit de leur imposer, de sa propre autorité, des charges. Et l'ordre du jour qu'elle soumit à son vote n'était rien de plus que l'expression d'une tendance générale.

Les seules mesures pratiques dont elle lui demanda l'adoption étaient d'instituer une commission permanente chargée de s'occuper de la question, et, le cas échéant, d'aider de ses avis les syndicats dans leur effort pour améliorer la condition de leurs fonctionnaires ; d'autre part, de charger la Commission générale d'accorder, en cas de besoin, son concours financier aux

petites organisations, afin de leur permettre de mieux payer leurs fonctionnaires, et de s'assurer ainsi les services de fonctionnaires plus capables.

Sur ces deux points, l'assemblée fit des réserves. Les syndicats devaient, exposa-t-on, se montrer, par eux-mêmes, capables de vivre. D'autre part, on estima que la constitution d'une commission spéciale ne répondait pas à un besoin ?

Les mesures proposées ne furent donc pas adoptées. Mais il fut décidé que la commission générale travaillerait à la création d'institutions de mutualité permettant aux syndicats d'assurer à leurs fonctionnaires le paiement de pensions de retraites. Il fut décidé, d'autre part, afin de stimuler les syndicats, qu'avant la réunion du prochain congrès, la commission générale donnerait une nouvelle statistique des traitements de leurs fonctionnaires.

Le but poursuivi était atteint.

Dans la discussion, à côté des nombreux témoignages d'adhésion donnés aux vues et aux vœux de la commission, une seule note discordante se fit entendre. « Il est possible, dit un délégué, si l'ordre du jour est adopté, que les rédacteurs continuent à écrire, puisqu'ils seront payés pour cela ; mais ils n'écriront plus par conviction [1]. »

Cette parole fut accueillie par un long murmure de réprobation. Et les orateurs qui suivirent firent entendre de vives protestations. « Quelle erreur, s'écria le président de la Commission générale, Carl Legien, quelle erreur de s'imaginer qu'une mauvaise paie contribue au renforcement de la conscience de classe ! Une mauvaise paie ne produit chez tout ouvrier que mauvaise humeur et dégoût, et bien plus encore chez l'employé d'un syndicat, c'est-à-dire d'une organisation qui a pour objet l'amélioration des conditions du travail [2]. » « Déclarer que les fonctionnaires de syndicats, s'ils étaient bien payés, ne travailleraient qu'en mercenaires, voilà, dit un autre délégué, une parole vraiment monstrueuse dans un parlement ouvrier [3]. » « Une

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 87.
2. *Ibid.*, p. 88.
3. *Ibid.*, p. 89.

pareille conception, dit à son tour le rapporteur de la commission, est digne de la presse bourgeoise qui dit et répète : Allons, travailleurs, ne soyez pas assez bêtes pour jeter votre argent dans la gueule des agitateurs professionnels[1]. »

Les délibérations du congrès de Francfort, nous l'avons dit, n'ont point été vaines : un certain nombre d'organisations ont élevé le traitement de leurs fonctionnaires : d'autre part, comme suite à ces premiers débats, le Congrès de Stuttgart, tenu en 1902, a décidé la création d'une caisse de secours pour les fonctionnaires de syndicats, et aussi pour leurs veuves et leurs orphelins. Cette caisse est actuellement constituée.

V. — LES SYNDICATS OUVRIERS ET LE PATRONAT : GRÈVES ; — BOYCOTTAGES ; — MARQUES SYNDICALES ; — CONVENTIONS DE TARIFS.

Lorsque les premiers syndicats ouvriers se constituèrent en Allemagne, leur objet à peu près unique était de préparer et de faire des grèves. Von Schweitzer assignait comme but à son *Alliance des Syndicats allemands* « le progrès commun de la classe ouvrière allemande *par le moyen des suspensions de travail*[2] ». Les grèves sont demeurées l'arme principale des syndicats, leur dernier et plus puissant argument en cas de conflit avec les patrons ; mais elles tendent à devenir de plus en plus *le dernier* argument. L'effort des syndicats est de comprendre un si grand nombre de travailleurs de la corporation et de devenir si puissants que les patrons leur donnent satisfaction sans grève. L'idée directrice du mouvement syndical allemand devient de plus en plus, au lieu de la grève, l'organisation. C'est à cette idée directrice que répond le développement de toutes les institutions qui sont de nature à fortifier le syndicat en multipliant à la fois les raisons d'y adhérer et les raisons de ne s'en point détacher. Il faut ajouter que de plus en plus aux grèves impulsives se substituent des grèves calculées et méthodiquement conduites. Cela résulte à la fois des progrès du savoir économique des syndicats et de la forme de leur organisation. La fédéra-

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 90.

2. R.-E. May, *Die Wirthschaft in Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft*, p. 638.

DÉPENSES DES SYNDICATS ALLEMANDS DE 1891 A 1901

ANNÉES	DÉFENSE devant les tribunaux.	ASSISTANCE des militants frappés.	VIATICUM	ASSISTANCE des sans-travail.	ASSISTANCE en cas de maladie.	ASSISTANCE en cas d'invalidité.	ASSISTANCE dans les cas de besoin pressant et de décès.	TOTAL	ORGANE de la fédération.	TOTAL des frais d'assistance et de presse.	SECOURS de grèves.
	marks.										
1891	10.843	14.737	144.338	64.290	—	—	—	234.208	154.015	388.223	137.789
1892	9.705	236.964	382.607	357.087	—	21.972	25.284	1.033.619	285.475	1.319.094	44.943
1893	12.542	28.331	328.748	220.926	304 648	—	41.762	936.947	292.157	1.229.104	65.356
1894	12.902	14.630	350.455	239.750	425.489	—	41.744	1.084.970	265.957	1.350.927	188.980
1895	15.871	40.307	302.603	196.912	454.114	—	42.080	1.051.887	274.398	1.326.285	253.589
1896	18.349	37.346	310.000	243.201	430.038	57.947	53.837	1.150.718	362.708	1.513.426	944.372
1897	30.147	30.973	289.036	260.316	454.494	68.088	64.906	1.197.960	439.259	1.637.219	881.758
1898	43.378	39.978	283.267	275.404	491.634	79.587	78.419	1.291.667	518.949	1.810.616	1.073.290
1899	54.752	55.435	313.391	304.677	652.825	91.524	131.484	1.604.088	603.559	2.207.647	2.421.918
1900	68.486	97.092	461.028	501.078	656.026	113.530	205.459	2.102.699	713.338	2.816.037	2.625.642
1901	89.705	198.173	607.127	1.238.197	772.587	130.941	194.668	3.231.398	782.737	4.014 135	1 878.792
TOTAUX.	366.680	793.956	3.772.600	3.901.838	4.641.855	563.589	879.643	14.920.161	4.692.552	19.612.713	11.416.499

tion, nous l'avons vu, ne soutient une grève déclarée dans tel ou tel lieu par un syndicat adhérent que si elle l'a approuvée ; aussi le syndicat la consulte-t-il, un échange de vues s'établit entre eux, et la fédération, sollicitée de divers côtés, ne lui accorde son appui que si les raisons de faire grève sont sérieuses. Les grèves qui méritent le plus d'être soutenues sont ainsi seules soutenues, avec d'autant plus de vigueur d'ailleurs que l'organisation centrale, qui dispose de la presque totalité des ressources, fait converger tout son effort vers un seul point ou vers quelques points, au lieu de l'éparpiller sur tout le territoire. Quant au savoir économique de plus en plus étendu des syndicats, il les rend aptes à discerner entre les périodes pendant lesquelles ils ne doivent lutter que pour défendre les positions conquises, et celles pendant lesquelles ils peuvent et doivent prendre l'offensive. Et ainsi on engagera la bataille en tel lieu et à tel moment non pas au gré d'un mouvement de révolte, mais parce que la réflexion et l'intérêt commun le conseillent.

Que les grèves représentent une part considérable de l'effort des syndicats allemands, c'est ce dont on pourra se rendre compte en jetant les yeux sur le tableau donné à la page précédente, qui met en parallèle les dépenses faites par eux, de 1891 à 1901, pour les diverses formes d'assistance, pour la presse et pour les grèves[1].

Une autre forme de lutte violente du syndicat est le boycottage. Parfois celui-ci accompagne la grève et renforce son action; parfois il se substitue à elle. Dans la grève, l'ouvrier lutte comme producteur, en refusant son travail; dans le boycottage, il lutte comme consommateur, en refusant d'acheter les articles fabriqués par tel ou tel industriel ou vendus par tel ou tel commerçant. Nous avons vu que c'est par le boycottage des brasseries et restaurants qui refusaient de leur louer leurs salles de réunion que les socialistes berlinois ont obtenu toutes celles dont ils ont besoin. Quand un fabricant dont les produits sont consommés par la classe ouvrière entre en conflit avec ses travailleurs, on prononce le plus souvent le boycottage de ses articles. Le boycottage ayant le plus souvent un caractère local, et supposant d'ailleurs, pour réussir, le concours du plus grand

1. *Correspondenzblatt* du 23 juin 1902, p. 431.

nombre des ouvriers de la localité intéressée, c'est généralement le cartel de cette localité qui l'organise.

Un moyen d'action parent du boykottage est la marque syndicale, le *label*. Les syndicats fournissent aux industriels qui observent les tarifs syndicaux des marques spéciales, des timbres que ceux-ci apposent sur leurs produits ; et les travailleurs sont invités à n'acheter que les marchandises pourvues du label. Dans les milieux où la classe ouvrière est bien organisée, c'est là une arme très efficace.

Le label est en quelque sorte le signe d'un accord au moins momentané intervenu entre le syndicat ouvrier et certains patrons. Il constitue un acheminement, une transition à des accords à la fois plus rigoureux et plus étendus : je veux parler des conventions de tarifs passées entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux et liant les uns et les autres pour un nombre d'années déterminé.

De semblables accords ne sont-ils pas contraires aux principes du « mouvement ouvrier moderne », — c'est-à-dire du mouvement ouvrier de tendance socialiste ? Cette question a été discutée au Congrès de Francfort, en 1899.

Elle fut inscrite à son ordre du jour à l'occasion des débats qu'avait provoqués, principalement parmi les ouvriers typographes, la convention de tarif que la fédération des typographes avait conclue en 1896 avec le syndicat des patrons imprimeurs.

Un premier accord de tarifs était intervenu entre les deux organisations dès 1873; malgré quelques grèves importantes, il demeura en vigueur pendant dix-huit ans. En 1891, les ouvriers demandèrent que les termes en fussent modifiés : ils voulaient qu'on leur accordât la journée de neuf heures; les patrons, se sentant assez forts pour lutter, refusèrent; 12,000 typographes quittèrent le travail, et, après que la caisse fédérale eût été vidée, après que l'on eût dépensé, pour la lutte, 2,860,000 francs, il fallut céder, renoncer même à l'ancien tarif, renoncer à toute convention. Mais la fédération ne tarda pas à reprendre toutes ses forces; en quelques années elle devint plus puissante qu'elle n'avait jamais été, et, en 1896, sans lutte, mais par la manifestation de sa puissance, elle obtint du syndicat des patrons une nouvelle convention liant les deux organisations pour cinq

ans : aux termes de celle-ci les ouvriers obtenaient une réduction de travail d'une demi-heure par jour et une augmentation de salaire de 50 pfennigs (62 centimes 1/2) par semaine.

Cette convention fut violemment attaquée, à l'intérieur de la fédération, par une minorité d'opposants. Une scission se produisit. Et c'est ainsi que la question générale des conventions de tarifs fut portée devant le congrès général des syndicats.

Celui-ci eut à se prononcer entre les deux tendances, entre les deux thèses.

Les uns disaient : la conquête de meilleurs salaires suppose la possibilité de se mettre en grève pendant les périodes de prospérité économique. Mais la convention de tarifs, lorsqu'elle vaut pour plusieurs années, supprime cette possibilité. On ne peut d'ailleurs attendre des patrons qu'ils observent religieusement la convention. Ils la violeront dès qu'ils y auront intérêt. Enfin le rapprochement réalisé par celle-ci entre les organisations ouvrières et patronales obscurcit chez les ouvriers leur conscience de classe : les accords de tarifs répondent bien à la théorie de l'harmonie entre les intérêts des patrons et ceux des ouvriers, théorie que professe, avec les associations Hirsch-Duncker, la fédération des typographes; ils ne cadrent pas avec le principe de la lutte des classes, proclamé par les autres syndicats.

Ces divers arguments furent examinés par le président de la fédération des typographes, Dœblin, qui avait été chargé du rapport sur les conventions de tarifs. On objecte, dit-il, que si l'on est lié par le tarif, on ne peut pas tirer parti des périodes de prospérité économique. Mais cet inconvénient est compensé par un avantage : le tarif est aussi payé lorsque la situation économique devient mauvaise. — On dit que les patrons cessent de tenir leurs engagements aussitôt qu'ils ont intérêt à les rompre : nous n'avons pas fait cette expérience, nous pouvons déclarer que dans notre profession les patrons respectent et veillent à faire respecter la convention. Récemment le syndicat des patrons a adressé un appel aux ouvriers pour les exhorter à n'accepter de travail nulle part au-dessous du tarif.—Notre convention, dit-on encore, atteste le renoncement à la lutte. Mais n'est-il pas plus juste de voir en elle le résultat de luttes nombreuses ? « Certes, il est possible que lorsque, dans deux ans, la convention expirera, les

patrons nous proposent des conditions telles que nous ne puissions les accepter, et qu'alors toute cette bonne amitié disparaisse. Mais cela n'empêchera pas que nous ayons eu cinq années de repos pendant lesquelles nous aurons pu jouir du tarif et fortifier notre organisation. Et nous serons alors, me semble-il, mieux armés pour engager une nouvelle lutte que si nos forces s'étaient consumées en cinq années de petite guerre[1]. » — Enfin on a élevé contre nous un autre grief : « on a dit que nous professions la doctrine de l'harmonie des intérêts, que les typographes n'avaient pas compris la lutte de classe. — Mais la lutte ne vaut pas pour la lutte même ; nous ne combattons que si cela nous paraît nécessaire, si cela nous paraît avantageux pour notre corporation ; et si nous pouvons atteindre le but sans mettre en péril des milliers d'existences, nous ne croyons pas charger par là notre conscience de prolétaires, nous croyons au contraire agir dans l'intérêt des travailleurs. L'antagonisme des classes n'a pas disparu, nous le savons ; mais quant à accentuer artificiellement les antagonismes, nous ne nous sentons pour cela aucun goût[2]. » D'ailleurs, ajouta l'orateur, nous n'avons pas l'intention d'imposer notre tactique aux autres, nous savons que ce qui convient aux typographes peut ne pas convenir à d'autres catégories d'ouvriers : nous désirons seulement que l'on professe vis-à-vis de nous la même tolérance. « La classe ouvrière, qui a si souvent souffert du terrorisme des patrons, ne doit pas laisser s'établir dans ses rangs le terrorisme des doctrines et des opinions ; elle doit laisser libre chaque corporation de forger elle-même son propre bonheur[3]. »

Après le président de la fédération des typographes, d'autres parlèrent en faveur des conventions de tarifs et s'efforcèrent de montrer comment elles étaient nécessaires à la conquête durable de meilleurs salaires, comment elles ne risquaient nullement d'altérer le principe de la lutte de classe du prolétariat. « Il nous est impossible, déclara l'un d'eux, d'accomplir comme syndiqués notre devoir le plus sérieux et le plus important : élever les salaires, diminuer le temps de travail, d'une manière générale

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, p. 153.
2. *Ibid.*, p. 153.
3. *Ibid.*, p. 155.

régler les conditions de salaire et de travail, si nous ne tentons pas d'établir des conventions avec les patrons... C'est un fait connu de chacun que les patrons font des concessions lorsqu'ils ont besoin d'ouvriers; mais l'essentiel pour nous, ouvriers syndiqués, ce n'est pas seulement d'obtenir quelque chose en un moment favorable, c'est de songer, tandis que les circonstances sont favorables, à assurer pour les temps mauvais le maintien de ce qui a été conquis, de manière à pouvoir partir de là lorsqu'une nouvelle période de prospérité économique se fera jour, pour essayer d'aller plus loin... Il nous est absolument nécessaire d'établir des conventions avec les patrons, si nous voulons aller toujours de l'avant[1]. » « On a objecté, dit un autre orateur, une femme, que les conventions de tarifs dissimulaient les antagonismes de classe. Je pense que notre organisation syndicale est déjà si grande et si forte que, pourvu que nous n'abandonnions pas le terrain du mouvement ouvrier moderne, rien ne peut nous autoriser à craindre cela. Il en serait assurément autrement si le mouvement ouvrier était au début de son évolution, au temps où il s'agissait de faire sortir de l'instinct de classe la conscience de classe[2]. »

Et l'assemblée vota à l'unanimité moins quatre voix l'ordre du jour très général qui lui avait été soumis par le président de la fédération des typographes. En voici le texte :

« Les conventions de tarifs, qui règlent pour un temps déterminé les conditions de salaire et de travail, devront être considérées comme une preuve que les patrons reconnaissent l'égalité de droits des ouvriers dans la fixation des conditions de travail, et ces conventions doivent être recherchées dans les industries où se trouve une organisation forte des patrons comme des ouvriers, une organisation pouvant garantir l'accomplissement des engagements pris. La durée et l'étendue de ces conventions ne peuvent être fixées d'une manière uniforme, et dépendent des particularités des diverses professions[3]. »

1. Congrès de Francfort, *Protokoll*, pages 158 et 159.
2. *Ibid.*, p. 158.
3. *Ibid.*, p. 159.

VI. — LES SYNDICATS OUVRIERS ET LES POUVOIRS PUBLICS. — BUREAUX DE PLACEMENT MUNICIPAUX. — ASSURANCE CONTRE LE CHÔMAGE. — LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES ADJUDICATIONS DE TRAVAUX PUBLICS.

Pour nous faire une représentation d'ensemble de l'activité des syndicats ouvriers, nous devons, après les avoir envisagés dans leurs rapports avec le patronat et les organisations patronales, nous occuper de leurs rapports avec les pouvoirs publics, principalement avec les communes et avec l'État.

Nous traiterons d'abord de la question des bureaux de placement municipaux mixtes, qui concerne en même temps que les relations des syndicats ouvriers avec les communes, leurs relations avec le patronat. Le placement des ouvriers doit-il être la chose du syndicat, et du syndicat seul; ou bien les ouvriers organisés doivent-ils, peuvent-ils abandonner le placement aux municipalités? peuvent-ils donner leur concours aux bureaux municipaux administrés par des commissions mixtes comprenant en nombre égal des patrons et des ouvriers? — Deux congrès généraux des syndicats ont examiné ces diverses questions: celui de Berlin, en 1896, et celui de Francfort, en 1899.

L'apparition des bureaux de placement municipaux en Allemagne fut déterminée par la crise économique qui se fit jour en 1890. Un certain nombre de communes, impuissantes à assister tous les sans-travail, et désireuses de réduire le plus possible leur nombre, entreprirent d'organiser le placement. Et pendant plusieurs années la question du placement des ouvriers préoccupa vivement l'opinion. Pour l'étudier, l'*Académie Libre Allemande* organisa, en 1893, à Francfort-sur-le-Main, un congrès social. Les milieux les plus différents y furent représentés; des docteurs et des professeurs, des délégués d'associations patronales, de chambres de commerce, de bureaux de statistique, des magistrats et des fonctionnaires de la police s'y trouvèrent à côté de délégués des sociétés ouvrières protestantes, des associations Hirsch-Duncker, des syndicats « démocrates socialistes ». Et cependant, sur un point, l'accord se fit à peu près complet : ce fut l'opinion générale que les communes devaient créer et

entretenir des bureaux de placement. Sans doute, sur la question de leur administration, de graves divergences d'opinion se manifestèrent : tandis que les ouvriers voulaient les voir aux mains des ouvriers, les délégués des organisations patronales demandèrent qu'ils fussent administrés en commun par les patrons et les ouvriers, et d'autres, qu'ils fussent administrés par des employés de la commune. Mais tous voulaient également que la commune intervînt. — Ce fut ce résultat des délibérations qui frappa le plus vivement l'opinion publique; rapidement le nombre des bureaux de placement municipaux s'accrut.

Mais l'œuvre accomplie par les municipalités n'était pas celle qu'avaient demandée au congrès les délégués des syndicats « démocrates socialistes », des syndicats « modernes »; tantôt elles administraient leurs bureaux de placement elles-mêmes, tantôt elles les mettaient aux mains de commissions mixtes de patrons et d'ouvriers : aucune d'elles n'en livra l'administration aux ouvriers seuls. Les patrons se déclarèrent satisfaits de l'institution nouvelle; avec les patrons, le gouvernement déclara voir en elle un moyen de faire perdre aux ouvriers l'habitude des grèves et de tuer les institutions de placement des syndicats. Et dans les milieux syndicaux un courant violemment hostile ne tarda pas à se former.

Au congrès de Berlin, en 1896, un ordre du jour fut adopté dans lequel se trouvaient les déclarations suivantes : « Par principe, il faut écarter toute idée de la possibilité d'une administration du placement par une commission mixte d'ouvriers et de patrons[1]... C'est une erreur d'attendre de la fondation de bureaux de placement municipaux une amélioration de l'état présent. »

Cependant, au congrès, une voix s'était élevée contre le vote de l'ordre du jour, la voix d'un délégué de Stuttgart, Leipart qui avait déclaré que, dans tout le Wurtemberg, les syndicats avaient donné leur concours aux bureaux de placement municipaux, et se trouvaient fort satisfaits de leur fonctionnement. En dehors du Wurtemberg, dans plusieurs États de l'Allemagne du Sud, les bureaux municipaux à commission mixte avaient

1. Congrès syndical de Berlin. *Protokoll*, p. 124.

été administrés d'une manière libérale, et les syndicats s'étaient mis en rapport avec eux. Il y avait là un fait important dont le congrès n'avait tenu aucun compte. Le fait ne plia pas devant l'ordre du jour; les bureaux municipaux de placement se développèrent, les syndicats de l'Allemagne du Sud s'intéressèrent de plus en plus à leur administration, et il fallut, au Congrès de Francfort, revenir sur l'ordre du jour, pour l'adapter au fait.

Le délégué Leipart, rapporteur, fit le procès de la résolution de Berlin. Cette résolution, dit-il, est d'un « radicalisme exagéré qui ne convient nullement à notre mouvement syndical[1] ». Les syndicats ouvriers ne font-ils pas avec les syndicats de patrons des conventions de tarifs? Les ouvriers syndiqués ne vont-ils pas siéger, comme délégués ouvriers, dans les conseils de prud'hommes, dans l'administration des caisses de secours? Il ne s'agit pas de nier les antagonismes de classes; mais les antagonismes de classes empêchent-ils de « travailler raisonnablement et loyalement ensemble[2] » ? — L'orateur ajouta qu'il lui paraissait juste que les patrons, qui fournissent la place, fussent représentés dans les bureaux de placement aussi bien que les ouvriers, qui fournissent le travail; il insista sur la faiblesse de la plupart des bureaux de placement administrés par les syndicats, sur le développement rapide qu'avaient pris les bureaux municipaux, et il essaya de montrer comment les syndicats pourraient exercer une action bien plus considérable sur le marché du travail en participant à l'administration des bureaux municipaux qu'en s'efforçant de lutter contre le cours des choses, et de maintenir quand même leurs propres bureaux. Au lieu de combattre la nouvelle institution, il valait mieux que les syndicats essayassent de la pénétrer de leur esprit. Il valait mieux s'intéresser à elle et essayer d'obtenir par elle ce qu'on n'avait pas pu réaliser par les syndicats : une statistique générale des salaires et du travail, par exemple, statistique dont la centralisation progressive des bureaux municipaux permettait d'entrevoir la prochaine réalisation. Et l'orateur invitait les syndicats qui conserveraient leurs bureaux de place-

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, p. 110.
2. *Ibid.*, p. 110.

ment à se mettre en rapport, dans l'intérêt de la statistique, avec les bureaux municipaux ; mais il ne dissimulait pas que ce qui lui paraissait le plus sage, c'était le renoncement des syndicats au placement. Dira-t-on que le placement est pour les syndicats une arme ? Mais si le syndicat est faible, quelle peut être la puissance de cette arme ? S'il est fort, il dispose, pour la lutte, d'armes plus redoutables. Et ainsi les bureaux de placement des syndicats sont impuissants ou inutiles.

Après le rapporteur Leipart, l'assemblée entendit un contre-rapporteur, Pœtsch, qui, tout en reconnaissant qu'il fallait faire des concessions aux considérations de fait, insista sur la nécessité de maintenir le principe que « le placement des ouvriers appartient de droit aux syndicats ». Il montra d'ailleurs que si dans l'Allemagne du Sud, où l'industrie est peu développée, où les antagonismes de classes sont peu accentués, et où les tendances de l'esprit public sont démocratiques, des bureaux de placement municipaux à commission mixte peuvent fonctionner d'une manière libérale, il n'en serait pas de même en Prusse, où règne la grande industrie, où la lutte des classes est violente, où la bureaucratie complète l'autocratie. Il ajouta que si les bureaux de placement des syndicats n'avaient pas pris encore, en général, une grande importance, cela tenait à ce que l'on en avait pris jusqu'ici trop peu de soin ; et il aboutit à cette conclusion que, loin de renoncer à leurs institutions de placement, les syndicats avaient pour premier devoir de les développer.

Le député von Elm, qui avait fait voter la résolution de 1896, reconnut, comme l'orateur précédent, qu'il était impossible de garder l'attitude intransigeante que l'on avait prise au dernier congrès, mais il affirma comme lui que le principe ne pouvait pas être abandonné. Il insista sur cette idée que les syndicats, reconnaissant de plus en plus la nécessité d'accorder des secours à ceux de leurs membres qui n'avaient pas de travail, se trouveraient en contradiction avec eux-mêmes s'ils renonçaient au placement. Un syndicat qui paie des secours à ceux de ses adhérents qui chôment ne doit-il pas s'organiser de manière à diminuer leur nombre, et n'est-il pas conduit par suite à organiser le placement ? Il rappela que les congrès corporatifs

internationaux avaient toujours maintenu le principe que le placement appartient de droit au syndicat ; il attira l'attention de l'assemblée sur ce qui se passe en France et en Angleterre, où les syndicats administrent le placement dans des bâtiments que les communes mettent à leur disposition : il montra comment il est logique que les ouvriers, qui vendent leur force de travail, en organisent la vente chez eux, comme tout marchand organise chez lui la vente de ses marchandises, et il conclut en déclarant : « Dans le mouvement syndical, nous sommes parfois forcés de consentir à des compromis temporaires. Mais nous ne devons pas perdre de vue le but. Le but doit être ici l'attribution du placement aux syndicats[1]. »

Pendant deux jours, l'assemblée examina les divers aspects de la question, envisageant tantôt, comme von Elm, le principe, tantôt, comme Leipart, les faits. Il était évident que l'accord ne se ferait que sur un ordre du jour de conciliation qui, sans renoncer au principe, autoriserait la participation aux bureaux de placement municipaux. Une commission fut nommée qui soumit à l'assemblée la proposition suivante, qui fut votée à l'unanimité moins cinq voix :

« Le placement des ouvriers par le syndicat est un moyen précieux pour élever la situation des ouvriers et pour assurer leur existence économique. Aussi le congrès s'en tient-il à l'ancien principe que le placement des ouvriers appartient de droit aux organisations ouvrières. Le rôle de l'État et de la commune dans le placement doit donc se borner à fournir les ressources matérielles nécessaires. Mais le congrès reconnaît aussi que dans les circonstances présentes il peut être avantageux pour une série de professions que les ouvriers organisés prennent part à l'administration des bureaux de placement municipaux[2]. »

Et la résolution indique les conditions de cette participation : il faudra que les ouvriers et les patrons soient représentés en nombre égal dans la commission d'administration, et que cette commission ait à sa tête un président impartial ; que la gestion des affaires soit aux mains d'un fonctionnaire sorti des

1. Congrès syndical de Francfort. *Protokoll*, p. 139.
2. *Ibid.*, p. 203.

rangs de la classe ouvrière, et élu par la commission ; que tous admettent ce principe de ne pas fournir d'ouvriers aux patrons qui, d'une façon notoire, manquent à leurs devoirs ou qui, en cas de différend avec leurs ouvriers, refusent d'entrer en rapport avec eux ; que les salaires soient exactement fixés ; que les patrons soient obligés par contrat à observer les conditions indiquées à l'administration du bureau ; que le placement soit entièrement gratuit.

*
* *

Touchant l'organisation de l'assurance contre le chômage, les syndicats allemands, en leur dernier congrès tenu à Stuttgart, ont adopté une résolution plus intransigeante, plus « radicale » que celle qui avait été votée au Congrès de Francfort touchant le placement. Aussi bien n'avait-on point ici à tenir compte d'une réalité déjà donnée : tout était à créer. Et c'est pourquoi la résolution contient dans toute leur pureté les revendications de principe du prolétariat syndiqué d'Allemagne. Les points essentiels du texte voté sont les suivants :

C'est le devoir de l'Empire, de l'État et de la commune d'assister les ouvriers sans travail, lorsque leur chômage n'est dû ni à une grève, ni à une faute grossière de leur part ; l'assistance en cas de chômage n'est pas une aumône et ne doit entraîner la perte d'aucun droit politique. — Certaines conditions préalables doivent être réalisées pour que l'établissement d'une assurance légale des sans-travail soit sans danger pour les travailleurs. Ce sont : la reconnaissance d'un droit de coalition illimitée à tous les travailleurs ; la reconnaissance de la capacité juridique des syndicats ouvriers ; l'établissement périodique de statistiques du chômage : l'organisation du placement selon les principes précédemment exposés. — Ce sont les ouvriers qui doivent administrer, et administrer en toute liberté, l'assurance contre le chômage. Le rôle de l'État — exactement : de l'Empire — doit être uniquement de fournir des subsides aux syndicats ouvriers qui assistent dès maintenant leurs adhérents sans travail soit sur place, soit dans leurs déplacements : en d'autres termes, les caisses actuelles de chômage et de viaticum

doivent être la base de la nouvelle organisation. — Les patrons verseront dans les caisses d'assurances contre le chômage une part égale à celle que versera l'Empire. Leurs corporations d'assurances [organismes destinés au paiement des indemnités et pensions en cas d'accidents du travail] serviront d'intermédiaires entre les différents patrons et l'administration ouvrière des caisses d'assurance contre le chômage.

Un dernier paragraphe de la résolution votée exhortait une fois de plus les syndicats à instituer ou à développer en eux, de leur propre initiative et avec leurs propres ressources, l'assistance contre le chômage, « afin de créer ainsi la seule base acceptable, tant au point de vue de la technique des assurances qu'au point de vue de l'organisation, pour une subvention de l'État[1] ».

En résumé, les syndicats ouvriers allemands demandent à l'État et au patronat, pour faire fonctionner l'assurance contre le chômage, leur concours financier ; ils réclament d'autre part une autonomie entière — bien que n'excluant nullement le contrôle du gouvernement — dans leur gestion de cette assurance ; mais ils déclarent nécessaire que les ouvriers frayent la voie à l'organisation légale de l'assurance contre le chômage et en jettent les bases en organisant eux-mêmes d'abord l'assistance des sans-travail dans leurs syndicats. L'appui financier de l'État et du patronat doit s'appuyer sur le *self help* des ouvriers.

En même temps que les travailleurs syndiqués indiquaient quel était le devoir de l'État et du patronat, et quel était le droit de la classe ouvrière, ils proclamaient le devoir de cette dernière.

Aux revendications des syndicats allemands touchant le chômage nous devons joindre celles qu'ils formulent touchant les adjudications de travaux publics. Après avoir posé en principe que ces travaux devraient être effectués en régie directe par l'Empire, l'État et la commune, ils demandent que du moins, en cas de mise en adjudication, les pouvoirs publics imposent aux soumissionnaires des conditions strictes relativement à la main-d'œuvre. Au double point de vue du salaire et de la durée du

1. Congrès syndical de Stuttgart, *Protokoll*, pages 188 et 189.

travail, les cahiers des charges devront stipuler l'adoption des tarifs sur lesquels l'accord s'est fait entre organisations ouvrières et organisations patronales, ou à défaut des tarifs en usage dans la région[1]. C'est un devoir élémentaire pour les pouvoirs publics, qui édictent des lois destinées à protéger les ouvriers dans leur travail, de donner le bon exemple, comme exploitants, comme patrons, aux autres patrons.

Nous terminerons cette étude de l'activité des syndicats dans leurs rapports avec les pouvoirs publics en donnant un aperçu de leurs efforts pour faire rendre aux lois de l'État qui intéressent spécialement la classe ouvrière — lois de protection et lois d'assurance — leur maximum d'effet.

VII. — LES SYNDICATS OUVRIERS ET L'APPLICATION DES LOIS OUVRIÈRES.

1° *Les Syndicats et l'Inspection du Travail.*

Nous avons vu que la presse corporative tient les syndiqués au courant de tous les faits qui ont trait à la législation ouvrière. Les syndicats tâchent par d'autres moyens d'assurer aux travailleurs le bénéfice le plus large possible de cette législation.

C'est ainsi qu'ils demandent une transformation du service de l'inspection du travail qui permette aux ouvriers de participer directement au contrôle de l'application des lois qui les protègent, et qu'en attendant cette transformation ils tâchent de s'associer indirectement au contrôle, et de le rendre efficace, par le concours qu'ils offrent aux inspecteurs. Leurs vues et leurs revendications touchant cette question ont été très nettement exposées au congrès de Francfort.

Sur ce point de l'ordre du jour, le congrès entendit non par un rapporteur, selon l'usage courant, ni deux rapporteurs, comme il arrive souvent, mais, contrairement à toutes les habitudes, cinq rapporteurs. Ce n'est pas qu'il y eût relativement à l'inspection du travail la moindre divergence d'opinions dans les milieux syndicaux ; mais on avait jugé à propos de pré-

1. Congrès syndical de Stuttgart, *Protokoll*, pages 166 et 167.

senter la question sous les différents aspects qu'elle revêt dans diverses branches de l'industrie. Il y eut un rapporteur général et quatre rapporteurs spéciaux.

Le rapport général avait été confié au docteur Max Quarck, bien qu'il ne fût pas délégué au congrès, en raison des études spéciales faites par lui sur la question. Un usage en vigueur dans les congrès corporatifs permet en effet, en Allemagne, de choisir les rapporteurs parmi des personnes qui ne sont pas déléguées. Nous noterons en passant que l'usage veut également que les camarades ainsi acceptés comme rapporteurs soient autorisés à prendre part, à titre consultatif, à toutes les délibérations de l'assemblée.

« S'il est un critérium auquel on puisse reconnaître si dans tel ou tel État la protection ouvrière est prise au sérieux ou non, dit le docteur Quarck en commençant, c'est la manière dont l'inspection du travail y est organisée, car elle montre dans quelle mesure le gouvernement est disposé à faire pénétrer dans la pratique la protection inscrite dans la loi : aussi le niveau social de l'Allemagne est-il clairement établi par ce fait que l'inspection du travail y reste en arrière de ce qu'elle est dans tous les autres pays industriels[1]. » Rapidement l'orateur montra comment l'inspection est organisée et fonctionne de façons différentes dans les vingt-six États confédérés, et il rappela l'ancienne revendication des travailleurs allemands qui demandent que de chose d'État elle devienne chose d'Empire ; il indiqua d'un mot, — laissant aux autres rapporteurs le soin de traiter cette question — l'absence de toute inspection dans certaines industries ; il fit voir comment « on nomme inspecteurs du travail des hommes qui ne savent rien des choses du travail et qui ignorent le rôle des organisations ouvrières[2] ». Puis, il aborda l'objet propre de son rapport, la question des relations des inspecteurs avec les ouvriers.

Sur ce point, dit-il, les règlements des vingt-six États confédérés sont muets. Seul, le gouvernement de Bavière a tout récemment invité les inspecteurs à se mettre en rapport avec les travailleurs.

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, p. 163.
2. *Ibid.*, p. 163.

Comment les travailleurs pourront-ils faire connaître leurs plaintes aux inspecteurs? Il existe quatre procédés : l'ouvrier s'adressera directement à l'inspecteur à l'usine même, il lui écrira, il ira le voir à ses heures d'audience, il emploiera l'intermédiaire soit d'un groupement ouvrier, syndicat ou *Commission des Plaintes,* soit d'un *homme de confiance.*

Quelle est la valeur respective de ces divers procédés? Le premier ne compte pas, tant il est dangereux : si le patron apprend qu'un ouvrier s'est plaint auprès de l'inspecteur, il le congédie. Et il a ses espions qui le renseignent. — Le second moyen, qui consiste à écrire, n'est guère plus employé. Sait-on toujours l'adresse de l'inspecteur? Mais il faudrait qu'elle fût affichée dans l'usine. Et d'ailleurs, on n'a pas confiance en lui. Dans le Grand-Duché de Bade, l'inspecteur est aimé des ouvriers : ils lui écrivent. Mais c'est l'exception. — Quant au troisième procédé, la visite faite à l'inspecteur aux heures d'audience, depuis vingt ans que l'inspection existe, les ouvriers n'y ont pour ainsi dire jamais eu recours. Est-ce parce qu'il leur paraît dangereux de se rendre chez l'inspecteur?

Quoi qu'il en soit, c'est un fait qu'entre les ouvriers et les inspecteurs les relations directes, très difficiles, n'existent pour ainsi dire pas. Comment les travailleurs ont-ils organisé les relations indirectes?

Dans certains cas un *homme de confiance* est délégué auprès de l'inspecteur. C'est ce qui a lieu dans le Grand-Duché de Weimar, où le gouvernement a accepté le camarade Baudert comme conseiller de l'inspecteur.

Ailleurs on a institué des *Commissions des Plaintes,* qui sont élues dans des réunions publiques ou nommées par les cartels de syndicats, et qui ont pour unique rôle de recevoir les plaintes des travailleurs et de les transmettre aux inspecteurs. Il importe de noter qu'un certain nombre de femmes font toujours partie des commissions. Cette institution est de date récente : c'est en 1892 que les premières commissions de plaintes étaient formées à Mannheim et à Mayence. Une troisième était constituée à Nuremberg en 1893, et l'exemple était rapidement suivi de toutes parts. Mais dans un certain nombre de villes les inspecteurs ont refusé d'entrer en rapport avec les commissions, par exem-

ple à Dresde, Pirna, Remscheid, Leipzig, Breslau. A Francfort un inspecteur rompit un jour toute relation avec la commission parce qu'elle se composait de socialistes « et qu'il se trouvait même un agitateur socialiste dans son sein [1] ». — Dans les villes où sont fondés des *Secrétariats Ouvriers* [2], les commissions de plaintes leur livrent leur mandat. C'est la dernière phase de l'évolution de cette institution.

C'est dans le Wurtemberg que les relations entre les inspecteurs et les représentants des travailleurs sont organisées de la manière la plus satisfaisante. A Stuttgart a lieu tous les ans une conférence de tous les syndicats du Wurtemberg : et les trois inspecteurs du travail, accompagnés de plusieurs de leurs auxiliaires, assistent à la conférence et s'entretiennent longuement avec les délégués de tous les objets pouvant intéresser l'inspection du travail. Quelle distance entre le Wurtemberg et la Prusse, où les inspecteurs, qui fréquentent assidûment les syndicats de patrons, se tiennent entièrement à l'écart des syndicats ouvriers ! — Mais, quelle que soit l'attitude des inspecteurs, les travailleurs doivent tout faire pour les instruire. Si les représentants des organisations ouvrières ne peuvent s'entretenir directement avec eux, elles doivent leur envoyer tous les documents qu'elles possèdent sur la condition des travailleurs, toutes leurs publications ; peut-être ne verra-t-on plus alors tel inspecteur du travail écrire dans un rapport : « La condition de la classe ouvrière s'est beaucoup élevée car le prix de la pomme de terre a baissé [3] » !

Comme sanction à son rapport, le docteur Quarck soumit à l'assemblée la résolution suivante :

Le troisième congrès des syndicats allemands déclare :

Toute inspection du travail qui veut être efficace doit nécessairement s'appuyer sur la classe ouvrière, aussi bien pour le contrôle du fonctionnement des lois protectrices du travail que pour la confection des rapports sur la situation économique de la population ouvrière. Sans cet appui, que l'on réalise le mieux par l'intermédiaire des orga-

1. Ce fait ne se trouve pas relaté dans le procès-verbal imprimé, mais il a été pris en note au Congrès par l'auteur.

2. Il sera parlé plus loin des secrétariats ouvriers.

3. Notes prises au Congrès de Francfort.

nisations ouvrières, l'inspection du travail sera toujours insuffisante, même dans les cas les plus favorables.

Or, les relations avec l'inspecteur, si utiles pour les deux parties, sont rendues extrêmement difficiles aux ouvriers et aux ouvrières en Allemagne. Abstraction faite de la dépendance matérielle et morale dans laquelle se trouve l'ouvrier isolé vis-à-vis du capitaliste, les obstacles qui s'opposent à ces relations sont la politique intérieure du gouvernement, hostile aux organisations ouvrières, la réglementation très différente de l'inspection du travail dans les vingt-six États confédérés, et enfin l'absence d'inspectrices dans la plupart des États allemands.

Malgré cela, le congrès invite les ouvriers et ouvrières, et principalement ceux qui sont syndiqués, à s'efforcer d'organiser des relations aussi fréquentes que possible avec les inspecteurs du travail et propose les trois moyens suivants pour y arriver :

1) Création de commission de plaintes (en y adjoignant des délégués féminins) ; ces commissions doivent être rattachées aux cartels de syndicats et leurs présidents doivent s'efforcer d'entrer en relations personnelles aussi suivies que possible avec l'inspecteur.

2) Utilisation de ces commissions par les ouvriers et ouvrières qui, en portant plainte ou en signalant des abus par l'intermédiaire de ces institutions, ont moins à redouter d'être congédiés qu'en entrant directement en relations avec l'inspecteur, mais qui doivent aussi montrer plus d'énergie et d'intrépidité en attirant, à l'usine même, l'attention de l'inspecteur sur les abus.

3) Établissement de relations régulières, d'après le système en vigueur dans le Wurtemberg, entre les fédérations, les cartels de syndicats, les secrétariats ouvriers, les caisses de secours en cas de maladie, et les inspecteurs ; et surtout envoi régulier par ces différents organes à l'office central et aux agents locaux de l'inspection du travail, des matériaux relatifs à la situation de la classe ouvrière recueillis par eux, ces matériaux devant servir de documents pour les rapports annuels des inspecteurs sur la situation économique de la population ouvrière.

Le Congrès ne se dissimule pas qu'un contact satisfaisant entre les ouvriers et l'inspection du travail, et le fonctionnement vraiment efficace de l'inspection du travail ne pourront être assurés que par une réforme profonde de l'inspection elle-même, à savoir : par l'extension de l'inspection du travail à la petite industrie, à l'industrie à domicile, au commerce, à l'industrie des transports ; par la centralisation de l'inspection devenue chose d'Empire ; par l'augmentation du nombre des fonctionnaires de l'inspection grâce à l'adjonction de délégués ouvriers, hommes et femmes ; enfin par l'attribution faite à ces fonctionnaires du pouvoir de contrainte et d'une complète indépendance.

En conséquence, le congrès invite tous les ouvriers et ouvrières à lutter avec énergie en vue de la réalisation de ces réformes.

En attendant cette réalisation, les ouvriers doivent sans relâche développer leur action dans le sens indiqué dans les trois articles qui précèdent, afin que les pouvoirs législatif et administratif soient plus rapidement amenés à introduire des améliorations [1].

Après le rapport du docteur Quarck, l'Assemblée entendit le maçon Pæplow, qui exposa les revendications de sa corporation relatives à l'inspection : extension de la protection ouvrière et de l'inspection à l'industrie du bâtiment, et établissement dans les diverses localités de commissions spéciales d'ouvriers, élues par les ouvriers, dont l'État ou les communes reconnaîtraient l'autorité.

Le délégué des mineurs Hué traita de l'imperfection et des abus de l'inspection du travail dans les mines, dans les usines à fer et dans les aciéries. Il demanda pour ces diverses industries l'établissement d'inspecteurs auxiliaires ouvriers, élus par les ouvriers, et rétribués par l'État.

Le délégué des travailleurs des ports de mer, Dœring, montra l'entière insuffisance de l'inspection des ports de mer, et demanda que les inspecteurs fussent nommés par l'Empire, et non par les divers États.

Enfin une femme, Mme Kæhler, parla du surmenage effrayant des femmes et des enfants dans la petite industrie et l'industrie à domicile, et réclama l'extension de l'inspection du travail à ces domaines.

Les différents rapporteurs demandèrent l'adoption de la résolution Quarck, qui fut votée à l'unanimité.

2° *Les Secrétariats Ouvriers.*

Dans les villes où sont fondés des secrétariats ouvriers, nous a dit le docteur Quarck, les commissions de plaintes déposent en leurs mains leur mandat.

Quel est le rôle général des secrétariats ouvriers ? Il est d'aider les travailleurs à bien connaître et à faire valoir leurs droits [2].

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, pages 161-163.
2. Nous nous appuyons principalement, dans l'exposé qui suit, sur le

En Allemagne, les lois de protection et d'assurance ouvrière, principalement les lois d'assurance, « sont compliquées et d'une interprétation difficile ; les règles qu'elles établissent sont souvent d'une application malaisée : aussi, sur ces lois, une jurisprudence et une littérature énorme se sont greffées[1] ». A qui les ouvriers s'adresseront-ils pour avoir des renseignements, pour connaître leurs droits ? — A des avocats ? Leurs humbles ressources ne leur permettent pas de consulter des avocats sérieux : ils iront donc trouver des hommes d'affaires douteux, qui bien souvent ne leur seront d'aucun secours, et ils deviendront leur proie. — S'adresseront-ils aux fonctionnaires de telle ou telle administration publique ? Là non plus n'est pas la solution. En effet, la loi ne leur est pas toujours familière ; au reste ils ne sont nullement tenus à les renseigner, et enfin les ouvriers se sentent peu portés à aller consulter les représentants de l'autorité publique : ceux-ci n'ont pas leur confiance.

Il existe dans un certain nombre de villes des *bureaux du peuple* (Volksbureaus). Ceux-ci fournissent des renseignements, donnent des avis, se chargent de rédiger les pièces nécessaires pour la conduite d'une affaire. Mais leur cercle d'action est limité : ils ne sont généralement ouverts qu'à certaines catégories de personnes, aux membres de telle société, aux hommes de tel parti ou de telle confession, tels les bureaux du peuple des régions catholiques, auxquels les membres de sociétés catholiques seuls ont accès ; il faut ajouter qu'ils ne donnent le plus souvent de consultation que moyennant une certaine somme. D'autres établissements, des bureaux privés de renseignements, répondent au même besoin, mais ce sont de véritables bureaux d'affaires, soucieux avant tout de leurs propres intérêts, et les travailleurs n'en retirent pas toute la satisfaction qui leur est promise. — loin de là.

Beaucoup de brochures ont été écrites pour vulgariser la connaissance des lois ouvrières ; les journaux socialistes et les journaux corporatifs ont donné et donnent encore des

rapport présenté au congrès syndical de Francfort par le député Segitz, l'un des fondateurs du Secrétariat Ouvrier de Nurenberg dont il sera parlé plus loin.

1. Paul Fauconnet, *Les Secrétariats Ouvriers en Allemagne*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 août 1899, p. 231.

exposés simples et clairs de ces lois ; mais ces connaissances générales ont besoin, la plupart du temps, d'être complétées par des explications détaillées, se rapportant aux différents cas particuliers, et par des travaux d'écritures.

Comment donner à chacun les explications spéciales qui lui sont nécessaires ? La presse ouvrière assuma cette nouvelle tâche. Et deux institutions, la *Petite Correspondance* de chaque journal, et les *heures de consultation* de la rédaction ont permis et permettent encore de donner chaque jour à beaucoup de personnes renseignements et avis.

Mais dans les grandes villes ce service de renseignements constitue pour les rédacteurs un surcroît de travail considérable ; d'autre part les rédactions de journaux peuvent bien donner des consultations, mais on ne peut exiger d'elles qu'elles confectionnent les pièces de procédure ; enfin tous les journalistes ne possèdent pas si parfaitement les moindres détails de cette législation ouvrière étendue et obscure, qu'ils puissent, sans perdre beaucoup de temps, donner à chacun les renseignements désirés.

Les cartels de syndicats intervinrent eux aussi et se chargèrent — ou plutôt chargèrent certaines commissions instituées par eux — de la rédaction des plaintes adressées aux inspecteurs du travail et de la rédaction d'actes de procédure. « Mais la conduite systématique de procès dépasse la force de gens qui ne peuvent s'y consacrer par profession. La constatation de ce fait fit naître l'idée d'engager des camarades qui se consacreraient par profession à cette tâche. Un premier essai fut fait à Nuremberg [1]. »

Au début de l'année 1894, les membres de la Commission des plaintes de cette ville « convoquèrent plusieurs réunions publiques où furent discutés les projets de fondation d'un Secrétariat Ouvrier. « Si tous les ouvriers organisés payaient une cotisation hebdomadaire de 2 pfennigs (2 centimes 1/2), on aurait une somme annuelle de 2 500 marks (3,125 fr. environ). Pour couvrir le reste des frais, on espérait obtenir une subvention municipale. » Des ordres du jour favorables furent

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, pages 173 et 174.

adoptés, un comité d'organisation fut élu. Au mois de septembre, un comité rendit compte de son mandat : la municipalité était prête à favoriser la création d'une sorte de secrétariat, à condition que l'institution offrît des garanties de complète impartialité. Cette condition n'étant pas remplie si la fondation était l'œuvre d'un parti politique, la municipalité proposait d'organiser et de diriger elle-même le Secrétariat et de recueillir à cet effet les cotisations des ouvriers. Le comité n'avait pas cru devoir répondre à ces propositions : il estimait que les ouvriers pouvaient agir eux-mêmes, en toute indépendance ; 3 500 adhérents fournissaient déjà des cotisations; avec ce budget annuel de plus de 3 500 marks (4 375 fr.), l'entreprise était financièrement possible. Des statuts et un règlement furent votés, le secrétaire élu, et le premier Secrétariat Ouvrier de l'Allemagne ouvrit ses portes à Nuremberg le 1er novembre 1894[1]. »

Ainsi, pour accomplir une fonction que d'autres organes n'avaient accomplie jusqu'ici que d'une manière accessoire, anormale, insuffisante, dans le mouvement ouvrier allemand un organe spécial se forma.

« Le Secrétariat ouvrier, est-il dit dans les statuts du Secrétariat de Nuremberg, donne des renseignements oraux en matière de différends d'ordre professionnel entrant dans la compétence des conseils de prud'hommes ; en matière d'assurance contre la maladie, contre les accidents, contre la vieillesse et l'invalidité ; en matière de protection ouvrière, de droit d'association et de réunion, enfin d'inspection du travail. Le Secrétariat reçoit les plaintes relatives à ces objets et leur fait donner suite de la manière la plus efficace. Dans la mesure où des travaux écrits sont nécessaires à cet effet, ces travaux sont également rédigés par le Secrétariat.

« Le Secrétaire est autorisé, mais non obligé, à donner des renseignements concernant le droit d'indigénat (*Heimathsrecht*), le droit civil, les difficultés relatives au mariage et à l'assistance publique, et les contestations entre propriétaire et locataire[2]. »

1. Paul Fauconnet, *loc. cit.*, pages 231 et 232.
2. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, p. 175.

Tel allait être, conformément au besoin depuis si longtemps ressenti, le champ d'action de la nouvelle institution. Son rôle serait-il limité à la satisfaction de ce besoin? On estima qu'il pouvait être élargi; au service des consultations et aux travaux d'ordre judiciaire on joignit la recherche scientifique, l'étude sociale, l'enquête. Le Secrétariat de Nuremberg se donna pour tâche de dresser des statistiques sur « les salaires, la durée du travail, les conditions de logement et d'alimentation des ouvriers, les maladies et les accidents professionnels, la mortalité, le départ et l'arrivée des travailleurs, le mouvement des affaires, les organisations ouvrières, la protection ouvrière, les institutions de progrès, le chômage, les questions d'actualité et points de controverse se faisant jour à l'intérieur du mouvement ouvrier économique [1] ».

Enfin, il fut décidé que l'on mettrait à profit les données résultant du simple fonctionnement du Secrétariat autant que les connaissances statistiques résultant des enquêtes générales, pour accomplir une œuvre de critique. « Les Secrétariats ouvriers n'ont pas pour unique tâche de donner des renseignements : ce sont des postes d'observation sociale qui font connaître les résultats de leurs observations, découvrent les maux, réclament les remèdes [2]. »

Le Secrétariat ouvrier de Nuremberg eut un très grand succès. Dès la première année, en 1894-95, il donna 6 839 consultations, et son activité alla se développant d'une manière constante; en 1895-96, le chiffre des consultations s'élevait à 8 411, en 1896-97 (en 14 mois), à 11 610; en 1898, à 13 958. D'autres secrétariats ouvriers furent bientôt constitués à Stuttgart, Munich, Francfort-sur-le-Main, Altenbourg, Mannheim, Darmstadt, et les travailleurs d'un certain nombre d'autres villes décidèrent de suivre eux aussi l'exemple des travailleurs de Nuremberg. La question des secrétariats ouvriers était devenue, dans le monde du travail, une des grandes questions à l'ordre du jour : on décida de s'en occuper au Congrès de Francfort. Le député Segitz, secrétaire ouvrier à Nuremberg, et l'un des fondateurs du secrétariat de cette ville, fut chargé du rapport

1. Congrès syndical de Francfort, *Protokoll*, p. 175.
2. *Ibid.*, p. 173.

Il exposa les besoins auxquels répondait l'institution, fit connaître les grands services qu'elle pouvait rendre, demanda au congrès de lui témoigner sa sympathie ; mais il ajouta que les secrétariats ouvriers existaient depuis trop peu de temps pour que l'on fût autorisé à se départir d'une grande réserve dans l'appréciation qu'on en ferait. A ceux qui se proposent de fonder de nouveaux secrétariats, dit-il, le congrès doit recommander la circonspection. Pour que l'institution puisse fonctionner, il faut disposer de ressources importantes. Et il fit connaître l'état des dépenses du secrétariat de Nuremberg depuis la fondation : en 1894-95, elles étaient de 3,500 marks (4,375 francs); en 1895-96, de 4,935 marks (6,169 francs); en 1896-97 (en 14 mois), de 7,211 marks (9,012 fr.); en 1898, de 8,055 marks (10,068 francs). Mais pour que l'institution fonctionne bien, poursuivit-il, les ressources financières ne suffisent pas : il faut des hommes instruits et capables. « Aussi avantageuses ces institutions peuvent être pour les travailleurs lorsqu'elles sont bien conduites, aussi funestes elles peuvent devenir si les renseignements donnés sont inexacts, si le secrétaire ne possède pas l'expérience nécessaire dans le domaine du mouvement des salaires, s'il n'a pas l'instruction que suppose la nécessité de correspondre avec les fonctionnaires et les tribunaux, s'il n'a pas le sentiment profond de sa responsabilité[1]. »

Comme base de discussion, le rapporteur Segitz soumit à l'assemblée la résolution suivante : « Le congrès des syndicats estime que les secrétariats ouvriers marquent un progrès important dans l'organisation ouvrière et exprime toute sa sympathie à ces institutions. Toutefois il met en garde les camarades contre une trop grande hâte à fonder des secrétariats ouvriers et recommande aux cartels de syndicats des diverses localités de ne procéder à la fondation d'un secrétariat que lorsque la base financière de cette institution toujours coûteuse paraîtra assurée. Le congrès déclare qu'il est nécessaire que les secrétariats ouvriers entretiennent des rapports aussi étroits que possible avec les syndicats et établissent leurs plans de travail en conséquence. Si, pour s'adresser au public, les secré-

1. Congrès de Francfort. *Protokoll*, p. 175.

tariats ouvriers ont besoin d'un organe, le *Correspondenzblatt* de la Commission générale sera à leur disposition. » Cette motion fut votée à une forte majorité, ainsi que la motion suivante : « Si, dans des régions de grande industrie où l'organisation syndicale n'est pas encore assez forte, des secrétariats ouvriers ont été fondés dont les frais ne peuvent être complètement couverts par la population intéressée, la Commission générale devra soutenir financièrement ces institutions. »

Depuis le Congrès de Francfort, le nombre des secrétariats ouvriers et leur importance n'ont pas cessé de croître ; leur nombre était, au moment où se réunit le congrès de Stuttgart, en juin 1902, de 33. Depuis un certain temps le besoin d'un organisme central, résidant à Berlin, siège de l'Office impérial des Assurances, s'était fait vivement sentir. Les secrétariats locaux se trouvaient en effet dans l'impossiblité de continuer à assister les travailleurs lorsqu'ils en appelaient de la juridiction locale à l'Office impérial des Assurances. Pour parer à cet inconvénient, le congrès de Stuttgart invita la Commission générale à fonder un Secrétariat ouvrier central qui aurait pour mission de rédiger les recours des travailleurs syndiqués auprès de l'Office impérial des Assurances et de faire défendre leur cause devant cette cour. Un crédit annuel de 15 000 marks fut voté à cet effet.

Le Secrétariat ouvrier central est actuellement constitué.

Le nombre des secrétariats ouvriers allemands est en moment[1] de 41, et les derniers rapports publiés par ces institutions montrent que leur succès va grandissant toujours. En 1898, le secrétariat de Nuremberg avait donné 13 958 consultations; il en a donné en 1902, 17607. Le secrétariat ouvrier de Francfort-sur-le-Main en a donné, en 1901, 24247.

B. Rapports du Parti et des Syndicats.

Nous revenons, après avoir étudié les syndicats en eux-mêmes, à la question posée au début du chapitre : Quels sont les rapports du parti et des syndicats.

1. *Correspondenzblatt* du 14 février 1903.

Dès maintenant, par ce qui précède, nous savons deux choses : d'abord, que les deux organisations, celle de la démocratie socialiste et celle des syndicats, sont entièrement distinctes l'une de l'autre ; ensuite, qu'elles sont reliées l'une à l'autre par une très étroite parenté. En ce qui concerne ce second point, nous avons vu en effet que l'immense majorité des membres des syndicats sont en même temps des démocrates socialistes ; et d'autre part, on a pu se rendre compte, par les discussions de congrès qui ont été analysées, qu'il n'est pas jusqu'aux nuances mêmes de la pensée socialiste qui ne se retrouvent dans la mentalité des milieux syndicaux.

L'accord existant entre le mouvement syndical et le mouvement démocrate socialiste se traduit par d'autres faits : sur toute l'étendue du pays, et sauf de très rares exceptions, les chefs des organisations corporatives sont en même temps des militants du parti, les orateurs du parti sont constamment appelés aux réunions des organisations corporatives, les syndicats et le parti célèbrent en commun les grandes fêtes prolétariennes, le Premier Mai, le Dix-huit Mars ; les syndicats et le parti mènent de concert les campagnes de protestation contre les agressions réactionnaires, enfin le parti défend et s'efforce de faire triompher sur le terrain politique les revendications formulées par les syndicats : représentante de la classe ouvrière, la démocratie socialiste est du même coup la représentante des syndicats ouvriers.

Prenons un exemple. A l'ordre du jour du congrès tenu par le parti à Stuttgart, en 1898, était inscrite la question de la protection du travail dans les mines. Le député Sachse, ancien mineur, exposa devant l'assemblée la situation des mineurs. Il parla de l'accroissement du nombre des accidents, attira l'attention du congrès sur l'insuffisance de l'inspection des mines, sur les fraudes habituelles des patrons, sur la négligence et les complaisances des inspecteurs, sur les abus du marchandage. Il motiva un ordre du jour signé des délégués des districts miniers, et contenant les revendications des mineurs : établissement de la journée maxima de huit heures, y compris la descente et la remontée ; suppression du marchandage ; pour les hommes, interdiction du travail dans la mine au-dessous de

dix-huit ans; pour les femmes, suppression complète du travail dans la mine; extension du contrôle par l'adjonction d'inspecteurs ouvriers, élus par les ouvriers et payés par l'État; nomination d'inspecteurs spéciaux pour les fosses infectées de grisou; installation de bains et de douches pour les mineurs. Le groupe socialiste du Reichstag était chargé de réclamer une loi d'Empire conforme à ces revendications; jusqu'à l'établissement d'une loi d'Empire, les députés socialistes des divers landtags devaient demander, dans chacun des États de la Confédération, des réformes législatives en ce sens.

L'assemblée vota à l'unanimité l'ordre du jour qui lui était présenté. Les députés recevaient ainsi mission de prendre en main les revendications des mineurs; la représentation suprême de la démocratie socialiste mettait l'appareil parlementaire du parti au service des revendications syndicales des travailleurs des mines; par un vote du congrès du parti, les groupes socialistes des parlements devenaient les dociles instruments des décisions d'un syndicat.

Pour rencontrer dans le socialisme allemand un courant d'hostilité vis-à-vis du mouvement syndical, il faudrait remonter au temps qui a précédé la fusion des deux fractions lassallienne et eisenachienne. La majorité des lassaliens estimaient, après Lassalle, que l'action politique seule pouvait avoir une efficacité durable, et en même temps que tout mouvement parallèle au mouvement politique devait nécessairemsnt entraîner une dispersion des forces prolétariennes. Aussi, lorsque Fritzsche et von Schweizter eurent la pensée de réunir un congrès ouvrier en vue d'organiser le mouvement syndical, ils durent le faire en leur qualité de députés, tout à fait en dehors de l'Association. Celle-ci, dans sa grande majorité, se défiait des syndicats. Au dire des initiés, cette défiance n'aurait pas tardé à gagner von Schweitzer lui-même [1]; bien qu'il fît partie du comité directeur de l'*Alliance des Syndicats*, les progrès des syndicats, qu'il sentait devoir lui échapper, lui aurait inspiré de l'ombrage; et ses successeurs à la présidence ne dissimulèrent point leur hostilité. L'Association se déclara de plus en plus

1. August Bebel, *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*, p. 10. Stuttgart, 1900, J.-H.-W. Dietz.

nettement contre eux. Et en 1874, dans son assemblée annuelle tenue à Hanovre, elle vota un ordre du jour dont la conclusion disait :

« L'assemblée générale décide que, conformément à la résolution de l'assemblée générale tenue à Berlin en 1872, dans le délai d'un an toutes les associations corporatives dont les membres se disent partisans de la doctrine de Lassalle doivent être dissoutes et leurs membres incorporés, dans la plus large mesure possible, à l'Association Générale des Ouvriers Allemands.

« Les membres, fonctionnaires et directeurs d'associations corporatives qui sont en même temps membres de l'Association Générale des Ouvriers Allemands et ne se conformeront pas à cette décision, seront par cela seul au bout d'un an considérés comme ne faisant plus partie de l'Association Générale. Leur réintégration ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement du Comité Directeur[1]. »

Ainsi décidaient les lassalliens. Pour eux, les syndicats étaient l'ennemi. Mais les eisenachiens étaient bien loin de partager cette manière de voir. Ils n'avaient pas oublié un ordre du jour qu'avait voté l'Association Internationale des Travailleurs, — en 1866, au Congrès de Genève, — et qui développait entre autres ces considérations :

« Le but immédiat des syndicats est donc limité aux luttes quotidiennes nécessaires entre les ouvriers et le capital, à la résistance aux incessantes attaques du capital, en un mot aux questions de salaire et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, mais nécessaire. Elle ne peut pas être supprimée, aussi longtemps que subsiste la société actuelle. Au contraire elle doit être généralisée par l'établissement de liens entre les syndicats de tous les pays.

« D'un autre côté les syndicats ont inconsciemment formé des foyers d'organisation pour la classe ouvrière, comme les municipalités et communes du moyen âge le firent pour la bourgeoisie. Si les syndicats, dans leur première propriété, sont rigoureusement nécessaires pour les luttes quotidienne du capi-

1. Cité par Auer au Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 190.

tal et du travail, véritables combats de guerillas, ils sont en leur seconde propriété bien plus importants encore comme véhicules (*Befœrderungsmittel*) organisés de la suppression même du système du salariat et de la domination du capital[1]. »

Dans les procès-verbaux d'un congrès tenu à Nuremberg en 1873 par les travailleurs du bois, nous trouvons très nettement exprimées les vues qui devaient se répandre chaque jour davantage parmi les socialistes pour devenir bientôt l'opinion commune du parti unifié :

« Il est naïf, déclara un délégué dans un rapport sur le but et l'utilité du mouvement syndical, il est naïf d'attendre le salut des ouvriers uniquement des succès qui peuvent être obtenus par les syndicats et associations professionnelles (*Gewerkschaften und Gewerkvereine*), de même qu'inversement il serait insensé de conclure de ce que les associations professionnelles ne peuvent contribuer que partiellement et sous condition à l'amélioration du sort des ouvriers, qu'il faut rejeter ces organisations comme n'ayant ni but ni utilité. Les deux organisations doivent se compléter réciproquement. La lutte politique est interdite par la loi dans les associations syndicales, elle doit être menée dans l'organisation politique du parti démocrate socialiste. Et ce que l'organisation du parti politique ne peut donner à ses membres, à savoir de retirer de la lutte dès maintenant un profit matériel, c'est le rôle des syndicats de le leur donner. Les deux organisations se complètent et leur union permet d'avancer[2]. »

En 1890, lorsque le régime d'exception eut pris fin, et tandis que les syndicats faisaient effort pour se donner une organisation unitaire, le parti démocrate socialiste exprima au congrès de Halle ses sentiments vis-à-vis de l'organisation syndicale. La question des grèves et des boycottages était inscrite à l'ordre du jour du congrès. *A l'unanimité*, l'assemblée vota la résolution suivante :

« Dans les conditions économiques de la société actuelle, et étant donné le désir des classes possédantes de réduire tou-

1. Carl Stegmann et C. Hugo, *Handbuch des Socialismus*, art. *Internationale Arbeiter-Association*, p. 348.

2. Cité par Auer, au Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 191.

jours davantage les droits politiques et la condition économique des ouvriers, les grèves ainsi que les boycottages sont une arme indispensable pour la classe ouvrière : d'une part pour repousser les efforts de ses adversaires tendant à lui porter un dommage matériel ou politique, et aussi d'autre part pour améliorer autant que possible, à l'intérieur de la société bourgeoise, sa condition sociale et politique.

« Mais comme les grèves et les boycottages sont des armes à deux tranchants, qui, employées mal à propos, peuvent plutôt nuire aux intérêts de la classe ouvrière que les favoriser, le Congrès recommande aux ouvriers allemands de considérer avec soin les circonstances dans lesquelles ils veulent faire usage de ces armes; en particulier le Congrès considère comme absolument nécessaire que la classe ouvrière, pour mener de pareils combats, s'organise syndicalement, et cela autant que possible en fédérations centralisées, afin de pouvoir, aussi bien par le poids du nombre que par le poids des ressources matérielles et après avoir envisagé avec soin la situation, atteindre le plus parfaitement possible le but visé.

« Le Congrès, partant de ces considérations, recommande à tous les camarades du parti de seconder énergiquement les efforts des syndicats [1]. »

Le Congrès vota de même à l'unanimité cette seconde résolution :

« Considérant que par suite de l'évolution économique la lutte économique entre le travail et le capital prend des formes de plus en plus aiguës, et vu l'attitude hostile du gouvernement vis-à-vis des lois de protection ouvrière proposées par le groupe démocrate-socialiste du Reichstag, c'est une nécessité d'organiser cette lutte du côté des travailleurs. La forme appropriée de cette organisation est l'organisation syndicale. Le Congrès invite par suite tous les camarades du parti à adhérer aux organisations économiques existantes, et, là où il n'en existe pas, à en créer [2]. »

Les sympathies très nettes du parti pour les syndicats étant une fois constatées, il importe de signaler aussi l'existence

1. Congrès de Halle, *Protokoll*, p. 216-217.
2. Congrès de Halle, *Protokoll*, p. 222.

dans ses rangs de tendances et d'opinions diverses touchant le prix de l'activité syndicale.

Et tout d'abord, disons que de même qu'il y a eu, dans le socialisme allemand, au temps des lassalliens, un courant résolument hostile à l'action syndicale, il y a eu aussi, pendant la période d'effervescence qui suivit la rentrée dans le droit commun, en 1890, un courant de tendance et d'orientation syndicaliste résolument hostile à l'action politique parlementaire. Ou plutôt, pour être tout à fait exact, il faut dire que le mouvement d'opposition des « Jeunes », qui n'avait au début qu'un caractère antiparlementaire et révolutionnaire tout à fait général, devint assez rapidement, surtout après la rupture, un mouvement de tendance et d'orientation syndicaliste. L'action économique fut alors opposée à l'action politique comme la seule forme d'action efficace, comme l'unique moyen de révolution. En 1891, au Congrès d'Erfurt, le typographe Werner avait évoqué la vision d'une suspension de la vie économique par la grève générale. « Les organisations des ouvriers, même les organisations syndicales, avait-il dit, peuvent devenir une puissance dangereuse pour la société bourgeoise. Le processus de circulation et de production de la société bourgeoise pourrait un jour s'arrêter... [1]. » Après l'exclusion de Werner et de Wildberger, après la sécession des autres leaders des « Jeunes », quand le parti des « Indépendants » se fut constitué, les moyens économiques furent proclamés par eux les seuls moyens d'émancipation prolétarienne; l'action politique fut entièrement répudiée; la grève générale fut préconisée comme la seule arme capable de venir à bout de la société bourgeoise.

La doctrine des Indépendants se composait de deux parties : l'une négative, l'autre positive. La partie négative se ramenait essentiellement à l'antiparlementarisme; la partie positive consistait dans la mise en avant des formes d'action d'ordre économique : grèves et boycottages. Au parlementarisme on substituait le syndicalisme. De la critique du parlementarisme nous ne dirons qu'un mot : elle ne consistait qu'en la répétition, le plus souvent textuelle et sous forme de citations, des arguments

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, p. 222.

qu'avait invoqués Liebknecht dans sa brochure de 1869 sur la *Situation politique de la démocratie socialiste*. (Voir plus haut, p. 187, 188 et 199. Les Indépendants attachaient précisément un prix particulier à opposer à la tactique présente suivie et prônée par Liebknecht la tactique qu'il avait préconisée une vingtaine d'années auparavant. Quant à la tactique syndicaliste, à la substitution aux moyens d'action politiques des moyens d'action économiques, ils la rattachaient, comme une conséquence que Marx et Engels n'avaient pas tirée, mais qui résultait inéluctablement de leur système, à la théorie matérialiste de l'histoire, selon laquelle toutes les transformations sociales ont leur source dans l'économie. « Jusqu'ici au moins, lisons-nous dans une brochure écrite en 1892 par Paul Kampffmeyer, — un « Jeune », — jusqu'ici au moins chaque classe s'est émancipée d'abord économiquement, avant de s'émanciper politiquement.

« Même M. Bebel a accordé à Erfurt ce fait. Jusqu'ici, d'après ses propres paroles, « toute évolution » nous a montré « qu'une « classe n'est arrivée à la domination politique dans l'État qu'au « moment où elle s'était emparée du nouveau mode de pro- « duction, où elle avait conquis le pouvoir matériel... »

« Mais quoi, cette doctrine doit-elle donc tout d'un coup souffrir une exception?

« L' « évolution » ne va pas subitement se renverser par amour pour la démocratie socialiste parlementaire.

« Comment une classe économiquement enchaînée pourra-t-elle se délivrer des chaînes de la servitude économique? Une classe qui n'a absolument aucune influence sur les conditions du milieu économique, possède donc assez de force pour s'émanciper politiquement?

« L'impuissance économique se concilie-t-elle donc avec la souveraineté politique? Jusqu'ici le pouvoir politique d'une classe n'était que l'ombre de son pouvoir économique. Et maintenant le fantôme de roi en face duquel on se trouvait serait devenu un vrai roi et un roi absolu. Oh non, il n'en est pas ainsi.

« Aussi bien, les démocrates-socialistes eux-mêmes nous ont appris dans les statuts du « mouvement ouvrier international » que la dépendance économique était « la base de la servitude « sous toutes ses formes, de la misère sociale, de la déchéance

« morale et de la dépendance politique. » Nous maintenons donc que la base de la puissance politique est la puissance économique. Et cependant M. Bebel a affirmé à Erfurt que la démocratie socialiste doit tout d'abord conquérir la puissance politique avant de pouvoir penser à prendre en main la puissance économique!

« La puissance politique peut-elle supprimer sa propre base? La pointe du clocher peut-elle renverser les fondements de l'église? Non, la classe ouvrière devra, comme toutes les classes jusqu'à ce jour, commencer par conquérir la puissance économique[1].»

Tel est le point de vue auquel se plaçait la jeune école ; tel était le principe. Et maintenant, voici la conclusion :

« Dans cette lutte, ce sont les ouvriers organisés sur le terrain économique qui auront à prononcer la parole décisive.

« Quand les ouvriers seront devenus une grande puissance sociale, il faudra bien que les organes politiques de la bourgeoisie reconnaissent eux-mêmes cette puissance. La formation de cette grande puissance doit avant toutes choses tenir à cœur aux ouvriers. La législation politique ne peut que prêter une expression légale à cette puissance déjà créée ; elle ne peut rien de plus. Elle ne peut pas commencer par créer d'en haut cette puissance. Cela, les ouvriers seuls le peuvent, par de fortes organisations économiques, pénétrées d'esprit socialiste.

« Les ouvriers devront donc s'appliquer à conquérir la puissance économique, la puissance sociale. Ils n'ont pas à se casser la tête au sujet de la législation et de la codification des rapports de forces déjà présents. Si les ouvriers ont atteint à un certain degré de puissance, eh bien, ce degré de puissance saura bien trouver son expression législative.

« Les syndicats représentant de fortes organisations économiques pourront, dans leur propagande socialiste et syndicale, renoncer à tout intermédiaire parlementaire ; ils s'adresseront directement aux masses. Exactement de même que la bourgeoisie ne s'est pas émancipée dans la salle des états, mais hors

1. Paul Kampffmeyer, *Die Bedeutung der Gewerkschaften für die Taktik des Proletariats*. Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte der Gewerkschaften. Sozialistische Bibliotek. Herausgegeben von Hermann Teistler. Heft 3. — Berlin S., Verlag des « Sozialist » (W. Werner). 1892, pages 21 et 22.

d'elle, dans les ateliers, les fabriques et les bureaux, de même aussi la classe ouvrière s'émancipera en dehors du Reichstag et des parlements, et à vrai dire exactement de même dans les fabriques, les ateliers et les bureaux.

« Les syndicats socialistes doivent organiser les masses en dehors des parlements, les grouper pour en faire une puissance socialiste colossale [1]. »

Les deux grands moyens d'action par lesquels s'exerce la puissance des syndicats sont le boycottage et la grève. « Le boycottage des masses contre certains fabricants qui s'adressent à la consommation des masses, expose Paul Kampffmeyer, peut être une arme puissante contre les capitalistes [2]. » Quant aux grèves, elles « ont de tout temps inspiré aux bourgeois plus de craintes que l'innocente élection de quelques socialistes. Dans les grèves, la puissance des ouvriers s'oppose à celle des bourgeois d'une manière évidente ; alors commence à poindre dans leurs têtes la pensée que les ouvriers disposent en vérité de pouvoirs économiques d'une prodigieuse étendue. Ils peuvent déterminer l'arrêt de la production, ils peuvent aussi peut-être devenir les vrais maîtres de la production.

« En particulier des syndicats forts pourront dans ce cas exercer une influence essentielle sur la production capitaliste. S'ils réunissent en eux-mêmes une grande puissance sociale et s'ils sont pénétrés d'un esprit purement socialiste, ils pourront employer la grève en masse contre la domination de classe. Aussi bien l'arrêt de n'importe quelle partie importante de l'organisme économique si compliqué suffit-il à disloquer la société bourgeoise. Une grève des mineurs ou des ouvriers de l'industrie des transports jette la perturbation dans le processus tout entier de la production et de la circulation capitalistes. Les grèves peuvent ainsi devenir pour une classe ouvrière fortement organisée, remplie d'un esprit socialiste, une arme économique de premier ordre.

« Et les ouvriers organisés commencent à concevoir de plus en plus l'importance de la grève.

« Ils emploient les grèves non seulement pour améliorer leur

1. *Ibid.*, pages 22 et 23.
2. *Die Bedeutung der Gewerkschaften*, p. 20.

situation sociale momentanée, mais pour faire triompher de grandes revendications économiques et politiques. C'est ainsi que les ouvriers belges ont déjà recouru une fois à la grève en masse en vue de conquérir le droit de suffrage universel égal et direct. A Paris, à Bruxelles, cette pensée lumineuse fut formulée : faire une grève mondiale pour réaliser de profondes transformations politiques et économiques [1]. »

Dans la doctrine syndicaliste révolutionnaire telle que l'élaborèrent les « Indépendants », le syndicat n'est pas seulement considéré comme instrument révolutionnaire ; il est considéré aussi, avant la révolution, comme moyen d'éducation économique, et après la révolution, comme support et organe essentiel de l'économie socialiste. Les « Indépendants » ont beaucoup insisté sur cette fonction pédagogique présente et sur cette fonction administrative future des syndicats, et ils se sont attachés à mettre en toute lumière la nécessité de l'une et de l'autre, toutes deux étant d'ailleurs intimement liées l'une à l'autre. « La puissance économique nécessaire pour dominer et diriger la production, lisons-nous dans la même brochure de Paul Kampffmeyer, ne sera pas livrée aux ouvriers se croisant les bras (dans une résignation muette à la fatalité de l'évolution économique) ; non, il faut qu'ils la conquièrent eux-mêmes par leur persévérance et par leur force. Les ouvriers ne se laissent que trop aisément aller à rêver qu'un jour la « révolution sociale » descendra sur terre à l'instar d'une divinité supra-terrestre pour guérir tout d'un coup toutes les blessures et sécher tout d'un coup toutes les larmes. Oh non ! le soleil qui éclairait aujourd'hui encore à son coucher des esclaves enchaînés, n'éclairera pas demain en se levant des hommes libres. Les ouvriers doivent s'éduquer par leurs propres forces de manière à devenir des hommes pensant par eux-mêmes, agissant par eux-mêmes ; ils doivent se former pour la grande tâche de l'administration et de la direction de la production. Que l'on s'habitue donc à ne pas attribuer un trop grand rôle dans l'évolution à des événements extérieurs imprévus, comme des guerres mondiales et des révolutions politiques. Sans cela, nous irions nous-

1. *Die Bedeutung der Gewerkschaften*, p. 17 et 18.

mêmes jusqu'à attendre d'une tuerie universelle des peuples le commencement de la grande ère socialiste[1].

« Nous devons nous habituer à construire nos plans d'avenir avec des facteurs intérieurs calculables, non avec des facteurs extérieurs tout à fait incontrôlables. Le développement intérieur des ouvriers, le renforcement en eux de la conscience de leur puissance, leur activité éclairée, leur préparation pour la direction économique de la production, voilà des quantités positives vraiment déterminées, dont on peut faire usage dans des calculs de politique sociale.

« Certainement, nous ne nions pas que de grands événements extérieurs, imprévus, puissent jouer un rôle considérable dans les luttes émancipatrices de la classe ouvrière; mais il est sûr aussi qu'ils ne peuvent être utilisés avec succès par la classe ouvrière que si celle-ci a atteint à la maturité intérieure nécessaire pour l'administration de la production. Et les syndicats forment un important moyen d'éducation pour donner cette maturité intérieure. Dans les syndicats on traite des conditions économiques d'une branche de production, des conditions de salaires et de débouchés, des transformations techniques dans cette branche, etc., etc. Dans les syndicats, les connaissances professionnelles des ouvriers se complètent. Bref, les ouvriers acquièrent une intelligence plus étendue et plus claire des conditions économiques de leur branche de production et des connexités intimes de la production en général. Les connaissances économiques des ouvriers s'approfondissent, en outre, grâce aux journaux syndicaux socialistes. Que l'on se garde bien de faire trop peu de cas de ce développement du savoir économique des ouvriers. Aussi bien les ouvriers auront-ils un jour à conduire eux-mêmes la production. Et les propriétés nécessaires pour cela ne leur tomberont pas du ciel ; non, il faut qu'ils les acquièrent par leur propre activité. Et précisément dans les syndicats ils ont l'occasion de se former pour la direction et l'administration de la production. Aussi bien ne faut-il point croire que la production de l'avenir sera dirigée de haut en bas par une autorité centrale particulièrement éclairée,

1. Allusion aux vues de Bebel qui ont été exposées plus haut, p. 267-269.

prescrivant à chaque ouvrier le travail qu'il doit fournir et stipulant la rémunération qu'il recevra pour son travail. Une « providence » sociale de ce genre, réglant tout, dirigeant tout, conduisant tout, n'existera jamais et ne pourra jamais exister.

« Ce sont les ouvriers qui, par des syndicats, des associations professionnelles solidement organisés, dirigeront et administreront la production. Aussi voyons-nous dans les syndicats les organes économiques les plus importants de la société future. C'est d'eux que se composera la société de l'avenir.

« Les syndicats seront en connexion entre eux exactement de la même façon qu'aujourd'hui les entreprises capitalistes le sont entre elles dans les cartels, les trusts, etc. Par de grandes fédérations et des traités, les patrons cherchent aujourd'hui à diriger la production à leur gré. Dans l'avenir, les grands syndicats règleront de même la production par de libres traités et accords ; bien entendu ces fédérations économiques des ouvriers seront beaucoup plus variées et plus subdivisées. Elles s'adapteront aux besoins sociaux de chaque moment. Naturellement, nous ne pouvons pas tracer ici un tableau détaillé de l'étendue et de la forme de ces libres fédérations économiques. Nous devons nous contenter d'indiquer le sens général de la production coopérative de l'avenir. Nous ne pouvons pas aller plus loin sans tomber dans l'utopie. Les syndicats auront semblablement dans la société future à apprécier et à rémunérer le travail fourni par chacun de leurs membres. Seul le syndicat, le groupe de production, peut juger comment il faut indemniser les divers ouvriers pour leur travail. Il connaît de visu, par des constatations réelles, le travail des ouvriers. Tout ce qu'une direction centrale saurait du travail fourni par les ouvriers, il faudrait qu'elle commençât par l'apprendre du syndicat, du groupe de production. Pourquoi donc les ouvriers devraient-ils, pour faire valoir leurs demandes de rémunération, passer par le détour d'une direction centrale ? Le plus simple est que le syndicat lui-même dédommage les ouvriers de leurs efforts.

« C'est donc encore au syndicat qu'il appartient de résoudre l'importante question de la mensuration du travail fourni et de la répartition des revenus du travail.

« Les syndicats ont en outre dans la société socialiste l'important devoir de maintenir l'équilibre entre les différents groupes de production. Il est possible qu'un groupe de production travaille dans des conditions tout particulièrement favorables. Il ferme donc à tous les autres travailleurs l'accès du groupe. Dans ce cas, les autres syndicats peuvent mettre ce groupe de production à la raison, en ne concluant plus de traités avec lui. Il se voit alors forcé d'ouvrir ses rangs aux autres travailleurs. Ainsi par l'action commune des syndicats l'esprit monopoliste naissant d'un groupe peut être facilement brisé. Avec leurs ressources économiques, ils peuvent donc obtenir le même résultat que pourrait atteindre un grand et pesant appareil central qui fonctionnerait peut-être au nom de la société. Cet appareil devrait, pour faire observer sa volonté, disposer d'armes puissantes, sans cela il ne pourrait rien contre un groupe de producteurs qui résisterait. Mais ces armes sont ou de nature étatique ou de nature économique. La puissance centrale dispose, pour forcer à la capitulation le groupe de production révolté, ou de gardiens de l'ordre, de policiers, de soldats, etc., ou de grandes organisations économiques comme les syndicats. Or, même nos démocrates socialistes — nous en sommes convaincus — condamneraient partiellement des appareils de puissance d'ordre étatique aux mains d'une autorité économique centrale.

« Donc cette autorité devrait recourir à des moyens économiques. Mais alors qu'a-t-on besoin pour combattre l'esprit monopoliste de tel ou tel groupe d'une autorité centrale spéciale, puisqu'aussi bien les syndicats eux-mêmes peuvent directement briser cet esprit ?

« Les fédérations syndicales ont donc dans la société socialiste de grands devoirs à remplir. Elles ont à diriger par de libres traités la production économique ; elles ont à fixer la rémunération de leurs membres et à maintenir l'équilibre entre les différents groupes de production. Les syndicats devront fournir les bases économiques du nouveau monde socialiste[1]. »

On voit comment, dans la conception que nous avons désignée

1. Paul Kampffmeyer. *Die Bedeutung der Gewerkschaften für die Taktik des Proletariats*, p. 26-30.

du nom de syndicalisme révolutionnaire, le rôle du syndicat est loin de se réduire à la préparation et à l'accomplissement de grèves et de boycottages, et finalement de la grève générale. En dehors des périodes de conflit violent et de lutte aiguë, une tâche incessante lui incombe : tâche d'éducation dans le présent, d'éducation et de gestion dans la société socialiste. Nous avons voulu, en reproduisant les pages qui précèdent de la brochure de Paul Kampffmeyer, permettre au lecteur de se représenter les divers aspects du système syndicaliste des « indépendants ». Mais nous n'entendons point présenter ces vues comme leur appartenant entièrement en propre et les séparant des démocrates socialistes. Non : si nous faisons abstraction du caractère très précis du plan, et de l'hostilité à toute intervention d'un organisme central, l'aperçu donné du rôle des syndicats dans la société socialiste et pour l'établissement de la société socialiste n'est point en opposition avec les vues exprimées par divers démocrates socialistes, et par certains de ceux-là mêmes que les indépendants attaquaient le plus volontiers. En 1893, Liebknecht, dans une conférence, prononçait ces paroles: « Comment la transformation de la société — ou bien, employons le terrible mot français : la *révolution sociale* — comment est-elle concevable sans l'organisation syndicale des ouvriers ? En Angleterre, grâce au développement des trade unions, il suffit d'un décret du gouvernement ouvrier, et, sans interruption de l'activité économique, chaque exploitation peut immédiatement passer au mains des ouvriers organisés, parce que la masse des ouvriers est syndicalement organisée. En Allemagne, où une petite fraction seulement des ouvriers est syndicalement organisée — l'organisation politique ne peut pas ici être un équivalent — un gouvernement prolétarien se heurterait à des difficultés et à des obstacles extraordinaires.

« C'est pourquoi nous avons besoin de syndicats, et si nous n'en avions pas, nous devrions en créer, dans l'intérêt du mouvement ouvrier, dans l'intérêt du mouvement politique socialiste.

« Le mouvement ouvrier avec des organisations purement syndicales ne peut pas conduire au but. Un mouvement ouvrier avec des organisations purement politiques ne peut pas conduire

au but. Les deux formes d'organisation sont indispensables l'une à l'autre. Si les Anglais avaient notre organisation politique, et si nous avions l'organisation syndicale des Anglais — en Angleterre et en Allemagne nous aurions remporté la victoire et nous aurions le pouvoir en main [1]. »

Ainsi pensait Liebknecht ; ainsi pensaient avec lui beaucoup de démocrates socialistes. Dans ces paroles, la différence essentielle qui le séparait des Indépendants était aussi nettement exprimée que l'étaient certaines des vues par lesquelles il y avait accord entre eux. Il jugeait, comme eux, les syndicats nécessaires à l'organisation socialiste de la société, il jugeait « qu'un mouvement ouvrier avec des organisations purement politiques ne pouvait pas conduire au but » ; mais il jugeait aussi « qu'un mouvement ouvrier avec des organisations purement syndicales ne pouvait pas y conduire ». Et en cela il ne faisait qu'exprimer la pensée commune de la démocratie socialiste allemande. Il faut ajouter que les démocrates socialistes, dans leur immense majorité, étaient résolument hostiles à l'idée de la grève générale, grand moyen des Indépendants. Ceux-ci excluaient l'action parlementaire et voyaient dans la grève générale l'arme émancipatrice ; la démocratie socialiste déclarait nécessaire l'action parlementaire et excluait la grève générale.

Des deux côtés, une évolution s'était produite. L' « Opposition » avait combattu d'abord uniquement la manière dont le groupe socialiste du Reichstag avait pratiqué l'action parlementaire, et non pas l'action parlementaire en elle-même ; aussi bien, deux de ses leaders, le typographe Werner et le tapissier Wildberger, venaient-ils aux élections de février 1900 d'être candidats. Mais progressivement le champ de la critique des « opposants », des « Jeunes », s'élargit. Après s'être attaqués aux « conséquences mauvaises » et aux « excès » de l'action parlementaire, ils s'en prirent à son principe même. — Après la scission effectuée au Congrès d'Erfurt, ils franchirent promptement la distance qui séparait encore, pratiquement, leur anti-

1. *Rede des Reichstagsabgeordneten Wilhelm Liebknecht über den Kölner Parteitag mit besonderer Berücksichtigung der Gewerkschaftsbewegung, gehalten zu Bielefeld am 29 Oktober* 1893. Bielefeld, Buchdruckerei und Buchhandlung « Volkswacht », Schumann et Cie, 1893, pages 21 et 22.

parlementarisme de l'anarchisme ; ils tirèrent et énoncèrent les conclusions anarchistes de leurs prémisses antiparlementaires. Ils demeurèrent socialistes ; ils cessèrent d'être démocrates. Ils étaient sortis de la démocratie socialiste.

Cependant, tandis qu'ils évoluaient dans le sens de la négation radicale de l'action parlementaire, une circonstance particulière devait à la fois activer cette évolution, et déterminer ou du moins précipiter en eux une autre évolution. Je veux parler de la célébration du premier Premier Mai, c'est-à-dire du Premier Mai de l'année 1890. Aucun avis n'ayant été donné par la direction du parti, un groupe de socialistes berlinois adressa à la date du 23 mars un appel aux travailleurs de toutes les cités industrielles où se trouvaient de fortes organisations ouvrières, les exhortant à célébrer la fête par un chômage général. Bientôt, dans un certain nombre de villes, de grandes réunions populaires se prononcèrent en faveur du chômage. Les travailleurs de ces villes se trouvaient ainsi moralement engagés quand le groupe du Reichstag, qui constituait la direction du parti, publia à son tour un autre manifeste par lequel il déconseillait le chômage partout où il ne pouvait avoir lieu qu'au prix de conflits. Cet avis, venu surtout à cette heure, provoqua un vif mécontentement parmi les travailleurs qui avaient résolu de chômer, mécontentement qui s'accrut au lendemain du Premier Mai, quand le patronat pratiqua des coupes sombres parmi les chômeurs. Beaucoup de militants pensèrent en effet que si les premières dispositions prises n'avaient pas été troublées par la direction du parti, le nombre des chômeurs eût été si grand, et leur force telle, que les patrons n'eussent pu frapper personne. Quoi qu'il en fût, l'irritation de certains milieux ouvriers fut très grande, et cette irritation fut l'un des puissants aliments dont se nourrit l'opposition des « Jeunes ». En outre, un conflit s'était fait jour entre les tendances de la direction du parti et certaines tendances à l'action économique : l'action économique apparut comme une antithèse à l'action parlementaire en particulier et à l'action politique en général ; les sentiments antiparlementaires des « Jeunes » se doublèrent de sympathies croissantes pour l'action économique ; ils virent de plus en plus dans le développement de l'action éco-

nomique : grèves, boycottages, grève générale d'un jour — Premier Mai —, grève générale persistante, l'unique voie conduisant à l'amélioration de la condition des travailleurs et à leur émancipation totale et définitive. Ainsi, sur la base de l'antiparlementarisme, fut édifié le système syndicaliste révolutionnaire.

Parallèlement à cette évolution, et en partie corrélativement à elle, se dessina dans les rangs de la démocratie socialiste une évolution inverse. L'accueil qui avait été fait, en particulier dans quelques grands centres, comme Berlin, Hambourg, Leipzig, Dresde, à l'idée d'une cessation générale du travail pendant la journée du Premier Mai, avait montré certains milieux du prolétariat allemand tout disposés à engager aussi sur le terrain économique la lutte politique contre la bourgeoisie. A Hambourg, le chômage fut à peu près général. Mais la première tentative fut malheureuse, et la défaite des travailleurs sur ce terrain se trouva accentuée par son contraste avec leur grand succès aux dernières élections. De 1887 à 1890, le chiffre des suffrages socialistes s'était élevé de 763 128 à 1 427 298, le nombre des mandats socialistes, de 11 à 35. Lorsque la première irritation causée par la décision du groupe parlementaire, lorsque l'énervement et le mécontentement provoqués par la défaite eurent été calmés, les travailleurs pensèrent de plus en plus, avec les milieux dirigeants du parti, qu'il fallait poursuivre sur le terrain politique, et sur le terrain politique seul, la lutte politique contre la bourgeoisie. La situation économique présente, l'état de crise qui avait déjà commencé en 1890 et qui ne fit que s'aggraver pendant les trois ou quatre années qui suivirent, favorisa le mouvement des esprits en ce sens. L'organisation syndicale subit, au début du moins, un fort fléchissement ; à l'heure où le parti était et se sentait plus vigoureux et plus puissant qu'il n'avait jamais été, les syndicats, très affaiblis par une série de petites et de grandes grèves, faisaient de pénibles efforts pour reconstituer leurs effectifs ; il était naturel que les militants socialistes ne vissent point en eux le point d'appui le plus solide de l'action socialiste, ni dans la grève générale une arme dont il fut souhaitable de se servir. Au reste, les sympathies si vives des Indépendants, devenus ou en train de

devenir anarchistes, pour la grève générale, et la connexité de plus en plus étroite qui s'établissait de ce fait entre les idées d'antiparlementarisme et d'anarchisme d'une part et, d'autre part, celle de grève générale, ne pouvaient manquer et ne manquèrent pas d'accroître le discrédit qui s'attacha très vite, dans les rangs de la démocratie socialiste allemande, à l'idée d'une cessation universelle du travail. « Grève générale, ineptie générale [1] », dit un jour le député Ignaz Auer, l'un des secrétaires du Comité Directeur. Ce mot devint dans le parti un aphorisme.

On se représentera bien les vues qui furent bientôt à peu près universellement acceptées sur cette question, d'après les paroles que prononça Liebknecht au congrès du parti tenu en 1893 à Cologne. Il traitait de la manière dont devait être célébré le Premier Mai. « Nous ne pouvons pas recommander le chômage général, dit-il, encore moins y exhorter. Si nous avons dû déjà il y a deux ans et demi, à cause de la situation mauvaise des affaires, dissuader les ouvriers de tenter d'arracher aux patrons la suspension générale du travail, d'engager la lutte avec eux, cela est doublement aujourd'hui une nécessité, cela est doublement aujourd'hui notre devoir. La situation des affaires est, depuis cette époque, devenue bien pire et cela absolument dans tous les pays. C'est une crise internationale et chronique ; l'armée industrielle de réserve a si colossalement grossi par suite du chômage, que chaque vide que ferait l'absence de la classe ouvrière organisée serait aussitôt comblé et plus que comblé. Combien dénuée de toute chance de succès serait en ce moment une grève générale, un engagement général, c'est ce qui résulte clairement pour tout être pensant de ce fait que dans les deux dernières années toutes les grandes grèves, en Europe, ont été suscitées et provoquées par les patrons en connaissance de ce fait que les circonstances leur sont favorables, sont défavorables aux ouvriers, et avec la ferme espérance d'affaiblir ou de ruiner les organisations ouvrières. Et en effet, dans leur intérêt de classe, les patrons ne peuvent rien faire de plus habile que d'entraîner les ouvriers dans une lutte qui épuise leurs forces. Bref, les patrons ont en ce moment tous les atouts en main, et ils sont

1. « *Generalstrike, Generalblödsinn* ».

entièrement les maîtres de la situation. Et ils le savent. Ils ont l'instinct de la puissance, qui naît de la possession de la puissance : la puissance donne l'intelligence de ce qui est utile, et cette intelligence est, dans les classes dirigeantes, beaucoup plus développée et beaucoup plus générale que dans la classe ouvrière, qui ne fait que de commencer à grandir. Qui a le plus excité, en Allemagne, à la grève pour le Premier Mai ? Est-ce qu'après le congrès de Paris, avant le 1er mai 1890, les journaux de nos fabricants n'ont pas pendant des mois persifflé les ouvriers, les traitant de pitoyables lâches, qui ne voulaient pas se risquer ? Et cela s'est répété, depuis, à la veille de chaque 1er mai. Cela prouve que l'action à laquelle ils voulaient nous provoquer était dans l'intérêt de nos ennemis. — Dans ces conditions on peut bien serrer les dents, — mais vraiment, quand le reproche de lâcheté nous est jeté à la face par la bourgeoisie la plus lâche du monde, nous ne pouvons que rire. (*Nombreux signes d'approbation*). On ne peut pas toujours empêcher de jeunes troupes qui sont ainsi excitées de se jeter dans la bataille et de se précipiter là où l'adversaire veut les avoir ; mais des troupes éprouvées, vieillies dans le service, comme les nôtres, ne donnent pas dans un pareil piège. Si nous acceptons ou si nous offrons la bataille, c'est en un moment où sans doute nous n'avons pas dans notre poche, garantie par un acte écrit, la victoire, comme on le dit en raillant, mais où nous savons que les ennemis ne l'ont pas non plus dans la leur. C'est le point de vue auquel nous nous placions alors, auquel nous nous plaçons encore aujourd'hui.

« En fait, dans les circonstances présentes, la question du chômage le Premier Mai — je l'ai déjà dit — s'identifie avec la question de la grève générale. Nos adversaires transformeraient aussitôt la lutte qui éclaterait en un point en une lutte universelle ; mais la grève générale pour un pays, ou plus encore la grève mondiale, est une absurdité, c'est ce que le congrès de Paris et aussi le congrès de Zurich a déclaré à l'unanimité. Là on a dit : si nous avons la puissance de faire que tous les rouages s'arrêtent, nous avons aussi la puissance de briser la société actuelle en morceaux, ou plus exactement, de la transformer en une société socialiste ; et si nous pouvons cela, ne faisons pas que les rouages « s'arrêtent », mais au contraire qu'ils travaillent

beaucoup plus encore, à vrai dire non pas dans l'intérêt de quelques-uns, mais dans celui de la collectivité. La pensée de la grève générale doit être rejetée comme insensée. « Tous les rouages s'arrêtent si le bras fort le veut, » voilà la parole de ceux qui ne peuvent pas envisager la situation d'ensemble. En Allemagne, quelques centaines de milliers d'ouvriers sont bien syndiqués, mais il y a des millions d'ouvriers allemands. Si la grève générale est proclamée aujourd'hui, nous poussons précisément les meilleurs, les plus capables, les syndiqués, dans une lutte sans espoir. Le prolétariat a-t-il un seul bras? Il a des millions de bras, en Allemagne dix millions de fois deux bras. Un bras se refuse au travail, des centaines de mille bras se refusent aussi au travail, mais les autres millions? Sont-ils peut-être dirigés par une seule volonté, par une seule intelligence? Non! la majorité se trouve encore en dehors de l'organisation, l'ensemble de la classe ouvrière militante subirait dans une lutte aussi folle une écrasante défaite et serait rejetée en arrière pour des dizaines d'années[1]. »

Au congrès international tenu à Paris en 1889, Liebknecht avait déjà combattu l'idée d'une grève générale. Le compte rendu allemand des délibérations de l'assemblée résume en ces termes ses paroles : « Le citoyen Liebknecht parle brièvement contre la proposition. L'orateur expose que la grève générale est une impossibilité, parce qu'elle suppose une organisation des ouvriers, forte et unitaire, telle qu'elle n'existe pas encore pour le moment et ne peut pas exister du tout dans la société bourgeoise. Les ouvriers anglais étaient au milieu de ce siècle très bien organisés, beaucoup mieux que les Français ne le sont aujourd'hui, et cependant leurs grandes grèves ont échoué, comme d'autres essais d'une suspension générale du travail. Mais si les ouvriers ont un jour une organisation assez forte pour faire triompher une grève générale, j'espère qu'ils ne se contenteront pas d'une grève générale, mais qu'ils feront un meilleur usage de leur organisation. Ils sont alors les maîtres du monde. Et suspendre alors le travail serait une folie sans borne[2]. »

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, pages 169-171.
2. *Protokoll des Internationalen Arbeiter Kongresses zu Paris*. Abgehal-

Voilà ce que disaient, après Liebknecht, aux partisans de la grève générale, la plupart des démocrates socialistes allemands. Mais, il faut le noter, l'accord n'était point unanime. Si tous étaient également hostiles à l'idée d'une grève générale immédiate ou prochaine, certains n'écartaient point purement et simplement, et pour toujours, la pensée d'une suspension générale du travail. Carl Legien, président de la Commission générale des Syndicats, écrivait dans le numéro du 2 octobre 1893 du *Correspondenzblatt*, organe officiel de la Commission, les lignes que voici : « Que dans la majorité des États confédérés de l'Allemagne il soit rendu presque impossible aux ouvriers de faire pénétrer des représentants dans les corps communaux, c'est ce qui devrait être pour les ouvriers un nouveau stimulant les portant à s'organiser. Car, bon gré mal gré, en fin de compte une modification de cette situation intolérable ne pourra être arrachée que par une suspension générale du travail. La pensée de conquérir ainsi les droits qui reviennent à chaque citoyen peut apparaître aujourd'hui encore comme une utopie, parce que les organisations des ouvriers sont encore extrêmement défectueuses. *Mais il faudra bien que l'on se familiarise avec cette pensée, parce qu'elle nous offre le seul moyen de conquérir nos droits*[1]. » — Carl Legien, président de la Commission générale des syndicats, n'était pas seulement membre du parti, il était député du parti, député au Reichstag. On voit que ce ne sont point leurs sympathies pour l'idée de la grève générale, non plus, bien entendu, que leur sympathie pour l'organisation syndicale, qui séparait radicalement du parti les Indépendants; non, c'était le caractère exclusif de ces sympathies. Ce qui séparait radicalement les Indépendants du parti, c'était leur irréductible hostilité à l'action po-

ten vom 14 bis 20 Juli 1889. Deutsche Uebersetzung. Mit einem Vorwort von Wilhelm Liebknecht. Nürnberg, 1890. Wörlein et Comp., p. 126.

Le compte rendu dit : « La proposition Tressaud (en faveur de la grève générale) fut repoussée à une très grosse majorité » (p. 126). Au congrès de Zurich, la résolution proposée par la commission ne put venir en discussion et ne fut par suite pas votée en assemblée plénière du Congrès. Cf. *Protokoll des Internationalen Sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle Zürich vom 6 bis 12 August* 1893. Herausgegeben vom Organisationskomitee. Zurich, Buchhandlung des Schweiz. Grütliverein, 1894, p. 53.

1. C'est moi qui souligne.

litique et législative, leur antiparlementarisme, leur anarchisme.

C'est donc en dehors de la démocratie socialiste, en dehors du parti, démocrate socialiste, que s'est fait jour, dans le socialisme allemand, le mouvement syndicaliste révolutionnaire. C'est aussi — ceci est très important à constater — en dehors des syndicats, ou du moins en dehors de toute représentation autorisée des organisations syndicales. — Mais, dans les rangs mêmes du parti, un courant « syndicaliste » est apparu aussi, en corrélation avec un courant « politicien », comme est apparu un courant « politicien » dans le mouvement syndical, en corrélation avec le courant « syndicaliste ».

L'interpénétration réelle des deux mouvements, du mouvement politique démocrate socialiste et du mouvement syndical, est une première explication des deux faits. Il y a un courant politicien dans les syndicats, un courant syndicaliste dans le parti politique : cela ne doit point surprendre puisque le parti politique est représenté — réellement, et non officiellement, bien entendu — de la manière la plus large dans les syndicats, comme les syndicats sont représentés de la manière la plus large dans le parti.

Mais cette explication ne nous donne que les conditions générales de l'apparition, ici et là, des deux courants. Il faut en indiquer les raisons particulières. Les principales nous paraissent être celles-ci :

Parmi les syndicats il y a lieu de distinguer, cela ressort de ce qui a été exposé plus haut, de grandes et de petites organisations. Certaines possèdent des effectifs extrêmement nombreux, comprennent une fraction très importante des ouvriers de la corporation intéressée, demandent à leurs adhérents des cotisations élevées, sont riches, aptes à assurer à leurs membres, dans les circonstances difficiles et dans les cas de besoin, un appui sérieux et durable, aptes à obtenir, soit par la lutte, soit même sans lutte, de notables améliorations dans les conditions de travail des ouvriers de la corporation ; d'autres, au contraire, comptent très peu de membres, ou du moins ne comptent parmi leurs membres qu'une très faible portion des

ouvriers de la corporation, lèvent des contributions tout à fait basses et par suite n'ont que des institutions d'assistance embryonnaires et sont impuissantes ou peu aptes à améliorer les conditions de travail de leurs adhérents. Que l'organisation syndicale ait un prix différent pour les membres d'un syndicat riche et puissant et pour ceux d'un syndicat pauvre et faible, c'est ce qui s'explique de soi ; et l'on s'explique de même immédiatement que les membres d'un syndicat pauvre et faible attendent presque exclusivement du parti politique, commun à tous, puissant pour tous, et agissant pour tous, un relèvement de leur condition, tandis que les membres de syndicats forts attendent surtout ou du moins pour une large part de leurs syndicats l'amélioration immédiate de leur existence matérielle. Il serait inexact de dire que les petits syndicats sont plus socialistes que les grands ; si nous faisons abstraction de l'organisation des typographes, qui de tout temps a professé vis-à-vis du parti une neutralité un peu agressive, rien dans l'attitude des grands syndicats, ni de leurs adhérents, n'autoriserait une semblable appréciation. Mais il paraît bien que dans l'ensemble du mouvement syndical les petits syndicats traduisent et représentent, en face de l'effort commun, soutenu surtout par les grands syndicats, pour atteindre au maximum d'organisation et de puissance syndicale, des préoccupations parfois antagoniques qui se rapportent à un autre objet, — des préoccupations de parti.

L'effort commun pour atteindre au maximum d'organisation et de puissance syndicale s'est manifesté d'abord dans le mouvement *centraliste,* qui tendait à grouper les sociétés locales en fédérations, puis dans la constitution d'un organisme central reliant les fédérations : la Commission générale. Le parti, rentré dans le droit commun, pouvait se réorganiser librement, les syndicats n'avaient plus besoin de lui servir de support, ils pouvaient se consacrer tout entiers à leur tâche propre : le mouvement *centraliste* et la constitution de la Commission générale répondirent au désir de les mettre à même de remplir le plus complètement possible cette tâche. Mais par la centralisation, les groupes corporatifs devaient rompre toutes attaches au moins apparentes avec le parti ; et d'autre part, par

la constitution de la Commission générale, entre les diverses organisations syndicales et le parti un intermédiaire s'était dressé. Le parti ne se trouvait plus face à face avec les groupes corporatifs locaux, avec les fédérations, avec les congrès de fédérations ; les groupes étaient centralisés et fédérés, des congrès généraux réunissaient les délégués de toutes les fédérations, et un organisme spécial, la Commission générale des syndicats, était chargé d'exécuter les décisions de ces congrès. Le mouvement syndical avait pris une autonomie qu'il ne possédait pas auparavant. Aussi, entre lui et le mouvement politique, en dépit de l'accord général que nous avons noté, quelques heurts, quelques froissements allaient-ils devenir possibles. Il y avait maintenant un organisme politique et un organisme syndical, vivant côte à côte et ayant chacun une tête. La tête de l'organisme politique, c'était le Comité Directeur du parti ; la tête de l'organisme syndical, c'était la Commission générale des Syndicats. Le Comité Directeur était, après le congrès du parti, et comme dépositaire de sa souveraineté, la représentation suprême de la classe ouvrière organisée politiquement ; la Commission générale était, après le congrès des syndicats, et comme dépositaire de sa souveraineté, la représentation suprême de la classe ouvrière organisée syndicalement. Comment n'eût-il pas existé entre ces deux représentations de la classe ouvrière, entre le Comité Directeur et la Commission générale, quelque rivalité d'influence ? Comment l'apparition de la Commission générale n'eût-elle pas donné au Comité Directeur de l'ombrage ?

L'existence de la Commission ne tarda pas à inquiéter aussi le groupe socialiste du Reichstag. La Commission générale parla en effet de la nécessité d'organiser et de centraliser les recherches, les discussions et les revendications des syndicats relatives à la législation ouvrière, et elle fit le projet de réunir à cette fin un congrès général des syndicats. Ce congrès, et la Commission générale qui serait l'organe exécutif de ses décisions, n'allaient-ils pas s'emparer d'une partie des attributions du groupe socialiste ? La Commission générale n'allait-elle pas devenir, à côté du groupe du Reichstag, une institution analogue au Comité Parlementaire des Trades-Unions anglaises ?

Par cette nouvelle institution, l'autorité du groupe n'allait-elle pas être atteinte, diminuée ?

Et ainsi, au groupe du Reichstag comme au Comité Directeur, et, d'une façon plus générale, dans les milieux essentiellement politiques et parlementaires de la démocratie socialiste, dans *le parti*, un courant d'hostilité se forma contre la Commission générale. Ce courant d'hostilité se propagea très vite à travers les milieux syndicaux dominés par les préoccupations du parti. Les nombreuses attaques qui furent dirigées dans les premières années, à l'intérieur même du mouvement syndical, contre la Commission générale, et les difficultés qu'elle rencontra à assurer son existence et à consolider sa situation, s'expliquent en grande partie par là.

D'autre part, la Commission générale se plaignit qu'un certain nombre de chefs du parti, par une attitude indifférente ou hostile à l'endroit du mouvement syndical, fissent, autant qu'il dépendait d'eux, obstacle à son développement. Et, autour de la Commission générale, dans les milieux essentiellement syndicaux, des mécontentements se manifestèrent contre la direction du parti. A l'intérieur de la démocratie socialiste, à l'intérieur du mouvement politique ils contribuèrent à alimenter le courant syndicaliste.

Il faut ajouter que dans les conditions financières même de la vie du parti et des syndicats se trouvait déjà un principe de compétition. Les syndicats et le parti s'adressent aux travailleurs et leur demandent des contributions, pour payer leurs fonctionnaires, leurs propagandistes, pour éditer et répandre dans les masses brochures et feuilles de propagande, pour mener leurs luttes, le parti, ses luttes électorales, les syndicats, leurs grèves, et c'est un fait que lorsque de grandes grèves provoquent de toutes parts des envois de fonds les recettes du parti ne tardent pas à diminuer. Selon une expression du docteur Leo Arons[1], le parti et les syndicats sont comme le ministère de la marine et le ministère de la guerre se disputant les faveurs du ministère des finances.

Entre les deux tendances, celle des *politiciens* et celle des

1. Dans un entretien que l'auteur de ce livre a eu avec lui.

syndicalistes, entre les deux institutions, le Comité Directeur du parti et la Commission générale des syndicats, le conflit éclata au congrès tenu par le parti à Berlin en 1892, et se renouvela, plus violent, au congrès tenu à Cologne en 1893.

A cette époque, tandis que le mouvement politique poursuivait son développement avec continuité, l'état de l'organisation syndicale était stationnaire, son développement subissait un temps d'arrêt.

Cette situation avait plusieurs causes. Tout d'abord, les syndicats souffraient des persécutions de la police, d'une complète insécurité juridique; des organisations étaient dissoutes de la manière la plus inattendue. D'autre part, les syndicats étaient divisés par les débats sur la forme d'organisation, par la querelle des *centralistes* et des *localistes*. Enfin, et surtout, depuis 1890 l'industrie était entrée dans une période de crise, et plusieurs grandes grèves, engagées par les travailleurs, avaient échoué.

Les dispositions de quelques chefs du parti à l'endroit du mouvement syndical avaient-elles également contribué à entraver ses progrès? Certains, parmi les plus autorisés des syndicaux, l'affirmèrent, et, au congrès de Cologne, le président de la Commission générale, Legien, se plaignit que quelques-uns des hommes qui étaient à la tête du parti eussent encouragé, par leur attitude, par leurs paroles, par quelques expressions hostiles qui s'étaient trouvées sous leur plume, l'indifférence des travailleurs à l'égard du mouvement syndical. Il s'attaqua particulièrement à Auer, secrétaire du Comité Directeur du parti. Et, dans le débat engagé entre les deux hommes, entre Legien, qui depuis la fondation de la Commission générale était son président, et Auer, qui depuis vingt ans était secrétaire du Comité Directeur, l'opposition des deux tendances et des deux institutions se manifesta à diverses reprises sous une forme personnelle parfois peu courtoise.

Après avoir rappelé divers articles de journaux dans lesquels il avait été parlé du mouvement syndical en termes peu sympathiques, Legien cita une correspondance échangée entre Auer et lui. « Cette correspondance, dit-il, porte en elle un caractère personnel, parce que le Comité Directeur et la Commission

Générale ne peuvent entretenir des relations entre eux. Mais, quoique cette correspondance soit personnelle, on sait bien que Auer, dans le Comité Directeur, forme en quelque sorte la tête, le centre autour duquel tout se meut, tandis que de mon côté je représente l'opinion de la Commission Générale. Je m'adresse donc au camarade Auer lorsque je veux savoir ce que l'on pense du mouvement syndical dans les milieux dirigeants du parti[1]. » Et il cita une lettre d'Auer, dont les termes étaient peu aimables. « ... Il peut être très vexant pour les pères de la Commission générale, y était-il dit, que l'influence de cet organisme soit restée si modeste et que les plans de haut vol n'aient pas du tout voulu se réaliser. Mais le mouvement ouvrier allemand n'est pas un champ sur lequel mûrisse le froment d'une poignée d'ambitieux... Il semble que là-bas, au *Correspondenzblatt*, la peau vous démange pas mal, et, si cela devait être nécessaire, on pourrait bien à l'occasion vous la gratter, mais espérons que vous comprendrez à temps qu'il y a mieux à faire que de passer son temps à ces frottements réciproques. » Legien lut ensuite la réponse qu'il avait faite à cette lettre : « Je ne suis malheureusement pas en situation, disait-il à Auer, de pouvoir répondre à ce que vous m'écrivez, car j'ai l'habitude d'être, dans mes relations avec mes camarades de parti, aussi poli que me le permet le faible degré d'éducation qu'a pu acquérir un ouvrier comme moi. Vous paraissez tenir pour un délit l'expression de toute opinion qui ne s'accorde pas avec la vôtre. Mais espérons que vous ne tiendrez pas pour un délit de ma part de concevoir silencieusement l'espérance que le temps viendra où ce ne seront pas seulement les chefs d'élite du parti, mais aussi les camarades moins qualifiés qui auront le droit d'exprimer leur opinion. » « Et voilà, ajouta Legien, ce que je lui ai poliment répondu : par là l'affaire fut pour moi terminée[2]. »

Elle ne l'était pas à tel point, toutefois, qu'elle ne revint, du fait même de Legien, devant le Congrès ; et, devant le Congrès, le ton d'Auer ne fut guère différent de ce qu'il avait été dans la correspondance : « Comment ces lettres, demanda-t-il, ces lettres

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 185.
2. *Ibid.*, pages 186 et 187.

dont je maintiens d'ailleurs, pour chaque ligne, le contenu, peuvent-elles être apportées comme preuve de mes mauvaises dispositions à l'endroit du mouvement syndical ? De mes doutes concernant l'utilité de l'institution récente de la Commission générale, Legien conclut que je n'ai pas de sympathie pour le mouvement syndical. La Commission générale et les syndicats sont-ils donc identiques ? Oui, camarade Legien, êtes-vous donc le mouvement syndical ? Celui-ci se cristallise-t-il dans le point central de la Commission générale, pour lequel vous vous êtes donné ? Legien exprime aussi l'étonnante opinion qu'autour d'Auer comme centre du Comité Directeur se meuvent les Singer les Bebel, etc. Certes, ce serait très flatteur si je m'imaginais être le soleil du monde socialiste. Mais je ne veux ni ne puis l'être, et il serait triste pour le mouvement que cela fût. Déjà de ce seul fait il résulte pour quiconque peut juger que c'est uniquement le côté personnel, que ce sont seulement les préoccupations personnelles qui ont conduit à ces différends aussi insignifiants que déplaisants[1]. »

Ailleurs, Auer fut plus vif. Legien avait essayé de montrer la supériorité de l'action éducative du syndicat sur celle du parti politique. « L'organisation syndicale, avait-il déclaré, est une école bien meilleure que l'organisation politique, bien mieux appropriée à donner au travailleur un caractère ferme, à faire de lui un camarade toujours prêt au sacrifice. L'organisation politique est loin de réclamer autant de ses membres que l'organisation syndicale. Le devoir essentiel, dans l'organisation politique, c'est la participation aux élections. Et certes ce n'est pas pour l'ouvrier une chose si difficile, que d'aller tous les cinq ans jeter un bulletin dans l'urne, d'adhérer à une société électorale, de se rendre tous les mois à une réunion, et de payer les minimes cotisations que réclame l'organisation politique. Au contraire l'organisation syndicale impose à ses membres des sacrifices matériels toujours considérables, elle exige d'eux que pendant une grève ils se dévouent à la collectivité, de toute leur existence, de toute leur personne. Le parti n'impose jamais à ses membres de pareils devoirs. (*Protesta-*

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, pages 188 et 189.

tions). Ce fait ne peut pas se nier, l'exception confirme la règle. Mais s'il en est ainsi, nous devrons voir dans l'organisation syndicale la meilleure école pour nos camarades. Certes, les combats présents dans les deux domaines sont extrêmement difficiles, mais les combats futurs seront infiniment plus difficiles encore ; et pour ces combats futurs, pour le dernier combat, pour le combat décisif, nous avons besoin d'hommes qui exposent toute leur personne et toute leur existence pour la collectivité : ces hommes, nous devons donc les éduquer, et, pour cette œuvre, l'organisation syndicale est d'un concours extraordinaire[1]. »

A cela Auer répondit : « J'avais cru jusqu'ici que l'organisation syndicale avait pour but d'élever la condition de la classe ouvrière, d'améliorer, d'assurer son existence. Mais si ce doit être une suite nécessaire de l'organisation syndicale de mettre en péril l'existence des travailleurs, alors nous n'avons pas besoin de nous étonner que le mouvement syndical ne fasse pas de progrès. Legien dit que l'entrée dans le mouvement syndical est synonyme de la mise en péril d'une existence ; que pouvait-il dire de plus effrayant ? Comment peut-on donc oser affirmer que la participation au mouvement syndical mette en jeu l'existence d'un homme ? Legien n'a en tout cas pas pensé à ces conséquences et il sera très surpris de les entendre de moi ; mais qu'il ne puisse pas penser ses pensées jusqu'au bout, c'est de quoi nous ne pouvons mais... Voyez les listes de peines que nous établissons, ces centaines d'années de prison qui sont infligées à nos camarades du parti ; n'y a-t-il pas là d'existences ruinées ? Au temps de la loi des socialistes, n'y a-t-il pas eu des centaines et des centaines d'existences anéanties ? Ces pauvres pères de familles qui furent arrachés à leurs foyers, envoyés en exil, chassés de lieu en lieu, poursuivis à chaque pas par la police, de sorte que quelques-uns ont été poussés par le désespoir au suicide — n'ont-ils pas mis en jeu leur existence pour leurs convictions ? Et ces sacrifices ont été faits pour le mouvement politique ! *C'est une preuve de l'absolue incapacité de jugement du camarade Legien, de prononcer des paroles comme celles qu'il a prononcées*[2]. » Quelques instants auparavant, Auer avait dit : « La Com-

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, pages 183 et 184.
2. *Ibid.*, pages 192 et 193.

mission générale a eu un début malheureux, par le fait de la situation industrielle qui était mauvaise et non par sa propre faute. Par le fait de cette situation, les patrons purent abattre toutes les grèves ; les ouvriers en cigares, les typographes, les mineurs ont éprouvé de dures défaites ; les défaites perdues, la Commission générale a dû couvrir la retraite. Le général se montre dans toute sa supériorité surtout dans la retraite, et *que la Commission générale possède en son chef un général pleinement supérieur, peut le croire qui veut, pas moi*[1] ! »

Nous avons voulu citer tout au long ces passages qui mettent en lumière le côté personnel du débat : aussi bien, dans la querelle des *syndicaux* et des *politiciens*, le côté personnel a-t-il toujours eu une importance particulière, — ce que l'on s'explique aisément si l'on songe que la question débattue entre eux se ramène au moins en partie à une question de préséance, et que dans les questions de cet ordre les susceptibilités et les animosités personnelles s'éveillent et se surexcitent avec une extraordinaire facilité. Mais en signalant le tour personnel de la querelle nous n'avons fait qu'en donner une caractéristique extérieure ; son fond consiste dans l'opposition des conceptions en présence, ou du moins c'est dans cette opposition de conception qu'il se traduit le plus directement. Au congrès de Cologne, c'est Bebel qui exprima avec le plus de décision la pensée des *politiciens*. Il s'efforça de montrer l'action syndicale de plus en plus réduite, et condamnée, par la force même des choses, par la fatalité de l'évolution sociale, à l'échec final. La victoire définitive ne pouvait résulter que de l'action politique, ne pouvait appartenir qu'au parti. « En Allemagne, exposa-t-il, par l'effet des lois ouvrières et principalement des lois d'assurance, cette branche de leur activité, l'assurance, a été enlevée aux syndicats ; par là, ils ont été privés d'une source de vie qui a tant contribué à la prospérité des trades-unions anglaises et de la fédération des typographes allemands. D'autres domaines importants, dont la mise en œuvre faisait partie des attributions principales des syndicats, lui ont été enlevés par une série de dispositions du Code Industriel ; et cela aura lieu dans des pro-

1. Congrès de Cologne. *Protokoll*, p. 192.

portions bien plus étendues encore si le projet de Berlepsch ou même notre propre proposition de protection ouvrière devait être adopté. Que l'on envisage donc la question en se plaçant aussi à ce point de vue ! Chaque extension des attributions de l'État rétrécit davantage encore le champ de l'activité syndicale. Legien n'a même pas appelé l'attention sur la résolution de Zurich, et il était pourtant présent au Congrès : cette résolution déclare expressément, touchant les États-Unis d'Amérique et l'Australie, que l'organisation syndicale réduite à ses seules forces y est devenue impuissante vis-à-vis de la puissance concentrée du capitalisme et qu'en conséquence la lutte politique doit maintenant prendre place au premier plan. Nous avons beau être organisés syndicalement aussi bien que nous voulons, dès le moment que le capital aura universellement conquis une puissance aussi grande que chez Krupp et chez Stumm, dans l'Union de Dortmund, dans les districts miniers et métallurgiques du Pays du Rhin et de la Westphalie, alors c'en est fait du mouvement syndical, alors la lutte politique est seule encore efficace. Pour des raisons tout à fait naturelles et entièrement claires, les sources de vie des syndicats sont taries l'une après l'autre. Nous ne pouvons donc aller au delà de ce qu'offre notre résolution [1]. »

Ainsi parla Bebel ; et il est permis de dire qu'il demeurait bien en deçà, par les vues qu'il exposait, de ce qu' « offrait » la résolution appuyée par lui. Cette résolution disait en effet : « Le Congrès renouvelle l'expression de sa sympathie pour le mouvement syndical et assigne de nouveau aux camarades du parti le devoir d'agir infatigablement afin de faire reconnaître l'importance des organisations syndicales et de travailler avec la plus grande ardeur à les fortifier [2]. » Il est vrai que pour mesurer exactement la portée de cette résolution, il ne faut pas envisager seulement ce qu'il y avait de positif dans sa conclusion, mais encore ce qu'elle enveloppait de négatif. Or, ce qu'elle enveloppait de négatif, c'était le refus de faire un devoir strict, à tout membre du parti, de se syndiquer. C'est cela que demandait la résolution opposée, que soutenait Legien. La conclusion en

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 201.
2. *Ibid.*, pages 180 et 181.

était la suivante : « C'est le devoir de tout camarade du parti, si des raisons de force majeure ne l'en empêchent pas, d'appartenir à une des organisations syndicales existant dans sa profession [1]. »

Aux paroles de Bebel que nous avons citées, Legien répondit en ces termes : « L'exposé de Bebel touchant l'insignifiance croissante des syndicats en face de la concentration croissante du capital et de l'extension de la législation sociale de l'Empire, fait par un chef du parti aussi considérable, ne peut pas servir à gagner de nouveaux prosélytes aux syndicats. Pour ma part, je ne peux pas partager cette vue des choses. La législation de protection ouvrière est tout à fait minime ; telle qu'elle existe aujourd'hui, elle n'ôte aux syndicats rien de l'espace qu'ils ont pour se développer ; bien au contraire, leur importance s'accroît précisément par le fait de cette législation, cela soit dit bien entendu sous réserve de mon incapacité de jugement ! (Rires). Sans le contrôle exercé par les syndicats, ces lois de protection ouvrière signifieraient peu de chose. Le terrain ne leur est nullement retiré non plus par les lois d'assurance. L'organisation syndicale durera sous la forme actuelle aussi longtemps que le mode de production capitaliste lui-même. Son existence sera une nécessité aussi longtemps qu'il y aura entre les ouvriers et les patrons une lutte touchant la part du produit revenant aux uns et aux autres [2]. »

La motion que soutenait Legien fut repoussée, au scrutin public, par 170 voix contre 28. Celle que soutenaient Bebel et Auer fut ensuite votée à l'unanimité.

Les deux tendances existent aujourd'hui encore, comme en 1893, dans la démocratie socialiste allemande ; récemment, en 1901, elles s'opposaient violemment l'une à l'autre, au congrès de Lubeck, et dans les longs débats qui le précédèrent, à l'occasion d'un différend survenu à Hambourg dans la corporation des maçons. Et ici encore la discussion prit un caractère très personnel. Entre Auer d'une part et d'autre part Legien, von Elm et Mme Steinbach, leaders du syndicalisme, elle fut extrêmement vive. Avec le temps et par l'entassement des griefs et des mécon-

1. Congrès de Cologne, *Protokoll*, p. 181.
2. *Ibid.*, p. 215.

tentements, il s'est évidemment formé comme un substratum de dispositions personnelles qui passionnent tous les débats. — Mais si les deux courants existent toujours, du moins y a-t-il quelque chose de changé et dans le caractère objectif de leur opposition et dans leur force respective. L'opposition est moindre : parmi les « politiciens » on fait de plus en plus large la part des syndicats ; et le courant « syndicaliste » a gagné en importance. Le fait commun qui se manifeste également dans ces deux phénomènes, et qui se manifeste, d'une manière plus générale, dans l'évolution d'ensemble de la démocratie socialiste allemande depuis six ou sept années, est l'importance de plus en plus grande attachée à l'activité syndicale. Les progrès considérables accomplis par les syndicats, tant au point de vue de l'extension de leurs effectifs qu'au point de vue du développement de leur organisation intérieure, progrès qui ont été enregistrés plus haut, sont assurément le support réel de cette évolution dans les idées. Pour apprécier pleinement ces progrès, ceux surtout qui ont trait à l'accroissement du nombre des syndiqués, il faut les mettre en parallèle avec ceux qu'à accomplis le parti politique dans les dix dernières années. Le nombre de ses électeurs était en 1890 de 1.427.298, en 1893, de 1.786.738, en 1898, de 2,107.076. Le nombre des ouvriers faisant partie de syndicats « socialistes » était en 1891, de 287.659, en 1893, de 229.810, en 1898, de 511.242, et en 1900, de 690.287. En comptant les adhérents des syndicats chrétiens, des associations Hirsch-Duncker et des syndicats indépendants, on arrivait pour cette dernière année au chiffre de un million. Le développement des syndicats avait été beaucoup plus rapide que celui du parti ; la période de prospérité économique qui avait commencé en 1895 avait été pour eux une période de croissance extrêmement rapide. S'ils se trouvaient en 1893, comparés au parti, dans un état de lamentable infériorité, maintenant, ils faisaient très bonne figure. En 1893, dans la conférence qui a été citée plus haut, Liebknecht disait : « Mon opinion et aussi celle de beaucoup de mes amis est celle-ci : je ne crois pas que les organisations syndicales arrivent jamais en Allemagne au même degré de développement qu'en Angleterre. Cependant *je crois cela parce que je suis convaincu qu'avant que ce degré de développement puisse être*

atteint, le drapeau rouge de la démocratie socialiste flottera déjà sur la Bastille du capitalisme et sur la citadelle de la bourgeoisie allemande [1]. » Si l'on se rappelle les progrès accusés par les résultats des élections générales de 1887 à 1893, ces paroles ne surprendront nullement. En 1887, le parti réunissait 763.138 suffrages, et en 1893 — soit six ans après — 1.786.738 suffrages — soit, plus d'un million de plus, — sur moins de 8 millions de suffrages exprimés. C'était là un progrès vraiment extraordinaire justifiant les plus optimistes espérances. Et tandis que le parti s'accroissait si étonnament, l'organisation syndicale végétait, périclitait même. Mais après la crise économique dont elle subissait les effets vint la période de prospérité, et alors ce furent les syndicats qui firent des pas de géants, tandis que le parti ralentissait sa marche. A ce revirement dans les choses ne tarda pas à correspondre un revirement dans les esprits.

Les modifications survenues parurent bien dans le débat qui éclata en 1900 touchant la question de la « neutralisation des syndicats. »

Précisons d'abord le sens de cette question, indiquons ce qui est discuté, en le dégageant de ce qui ne l'est pas. La question n'est pas de savoir si les syndicats devront ou non s'occuper de politique, restreindre ou non leur activité au domaine purement économique. Sur ce point, l'accord est à peu près complet. La loi impériale qui a abrogé les lois des États particuliers interdisant les coalitions de sociétés politiques a laissé subsister les lois de plusieurs d'entre eux qui interdisent aux sociétés politiques de recevoir parmi leurs adhérents des femmes ou des mineurs. Les syndicats ne peuvent donc inscrire dans leurs statuts l'étude de problèmes politiques et l'action politique qu'à la condition d'exclure de leurs rangs les femmes et les apprentis. Aussi continue-t-on à estimer que les syndicats doivent renoncer à la politique comme par le passé, — mais comme par le passé seulement. Or, cela signifie qu'ils ne doivent pas faire de politique dans leurs réunions privées. Mais il est deux institutions qui permettent au syndicat de déployer une acti-

1. *Rede des Reichtagsabgeorducten Wilhelm Liebknecht über den Kölner Parteitag*, p. 18. — C'est moi qui souligne.

vité politique sans devenir, pour la police et pour les tribunaux, une société politique : l'une est la réunion publique, l'autre, le journal. Grâce à certains détours faciles et d'un usage courant, le journal et la réunion publique du syndicat peuvent être juridiquement présentés comme extérieurs à lui ; entre eux et lui, divers artifices reçus établissent une solution de continuité ; et ainsi les syndiqués peuvent être éclairés sur les problèmes politiques dans les réunions publiques du syndicat et par son journal ; ainsi, par les réunions publiques, et par le journal, les syndicats peuvent exercer une action politique. Cette forme d'activité politique est ancienne dans les syndicats et nul ne veut y renoncer : au contraire, ce qui n'était qu'essai timide et peu répandu au début est devenu un usage systématique et général, et tout le monde déclare la faculté d'exercer cette activité très précieuse. Donc, en ce sens, c'est-à-dire sous la forme que nous venons d'indiquer, tout le monde déclare que le syndicat doit s'occuper de politique. La seule question qui se pose est celle-ci : De quelle politique doit-il s'occuper ? Quelles sont les questions qu'il doit aborder et dans quel esprit doit-il les résoudre ? Selon les uns, le syndicat doit avant tout former des socialistes, et pour cela s'occuper de tous les problèmes politiques et sociaux ; en particulier, il doit traiter les questions qui se rattachent le plus directement à la vie ouvrière, les questions de protection du travail et d'assurances, en se plaçant toujours au point de vue théorique du socialisme et d'autre part en s'efforçant de montrer dans le parti démocrate socialiste le seul représentant sûr des intérêts des travailleurs et des revendications du syndicat. Pour les autres, le syndicat doit réduire son activité politique au domaine des questions qui intéressent le plus directement et le plus immédiatement les travailleurs, au domaine des questions ouvrières ; et, soucieux avant tout de grouper le plus grand nombre possible de travailleurs de la corporation intéressée, il doit éviter de relier les solutions qu'il préconise à une doctrine de parti autant que de solidariser ou de paraître solidariser la cause du syndicat et de ses revendications avec celle d'un parti donné.

Le problème se précise davantage encore si nous l'envisageons sous un autre de ses aspects. Le syndicat est ouvert à

tous, et nul n'est interrogé à son entrée, nous l'avons vu, sur ses opinions politiques ou religieuses. Voilà la forme extérieure de la neutralité : cette forme, nul ne songe à y porter atteinte, si bien que matériellement la neutralité existe et qu'elle n'est point menacée. Mais ce n'est pas de cette neutralité matérielle qu'il s'agit ; ce qui est en question, c'est la neutralité morale qui fera qu'un ouvrier catholique membre du parti du centre ou un ouvrier protestant membre du parti conservateur ne se sentira pas, au syndicat, dans un milieu étranger et hostile, mais sera chez lui exactement comme l'ouvrier démocrate socialiste.

L'effort pour réaliser cette neutralité morale, cette neutralité profonde, répond à un besoin depuis longtemps ressenti dans les milieux syndicaux d'Allemagne ; il répond bien à la pensée qui présida à la réorganisation de la vie syndicale au lendemain de la loi des socialistes ; mais il a été souvent contrarié dans ses effets par d'autres facteurs perpétuellement agissants : d'un côté, l'attitude hostile des partis bourgeois à l'endroit des syndicats ouvriers, et leur hostilité à peu près constante vis-à-vis des mesures favorables aux travailleurs ; d'autre part, le dévouement incessant de la démocratie socialiste à la cause ouvrière, son intervention en faveur de toutes les mesures pouvant relever la condition du prolétariat. Le mouvement dans le sens de la neutralisation se trouvait ainsi constamment contrecarré par le mouvement qui tendait à rapprocher toujours davantage les syndicats du parti socialiste. — Dans ces dernières années, l'apparition des syndicats chrétiens a accentué dans les syndicats à côté desquels vinrent se constituer des organisations chrétiennes la tendance neutralisatrice. Les syndicats chrétiens étaient la preuve vivante qu'il y avait, particulièrement dans les régions catholiques, des masses ouvrières prêtes pour l'organisation économique. Que les anciens syndicats se montrent également accueillants pour tous, qu'ils soient largement, véritablement et également ouverts à tous, pensa-t-on dans des milieux de plus en plus étendus, et à la division funeste de la classe ouvrière en organisations économiques rivales se substituera pour le bien de tous l'union de tous pour la lutte sur le terrain commun des intérêts ouvriers immédiats. C'est

dans la fédération des mineurs, qui a surtout à faire à des populations catholiques, que la question de la neutralisation fut discutée d'abord ; elle ne tarda pas à faire l'objet de controverses dans le parti.

Or, ce qui nous paraît particulièrement important à signaler, c'est que parmi les partisans de la neutralité au sens le plus absolu du mot, nous trouvons non seulement les chefs du syndicalisme, des hommes comme von Elm [1], mais encore un chef du parti tel que Bebel. Déjà, au Congrès de Hanovre, en 1899, Bebel avait dit : « Il est du plus grand intérêt des syndicats de se tenir le plus loin possible du parti politique. Comment veulent-ils sans cela gagner les ouvriers catholiques ? La politique doit être chassée des syndicats [Ici, nous lisons dans le compte rendu sténographique : (*nombreux signes d'approbation*)]. Le mouvement syndical n'est pas démocrate socialiste, il est un mouvement de classe prolétarien » (*Très bien !*). L'année suivante, le 31 mai 1900, Bebel prononça à la *Maison des Syndicats* de Berlin une conférence qui eut un grand retentissement, dans laquelle il développa cette idée. Elle devait être bientôt publiée en brochure sous le titre de *Mouvement syndical et Partis Politiques* [3]. « Puisque à la fabrique, disait-il, les ouvriers sont employés sans qu'on fasse de différence entre leurs convictions religieuses et politiques, puisque souvent aussi on y trouve des ouvriers de différentes nationalités, il faut que le syndicat reçoive ses membres sans avoir égard à leurs opinions religieuses et politiques et à leur pays d'origine. Le groupement le plus étroit possible dans une seule organisation de tous les ouvriers de la même profession doit être la première loi de sa politique, car s'il ne suit pas ce principe il ne peut pas remplir ou ne peut remplir qu'imparfaitement sa tâche.

« Mais la division présente des syndicats allemands va à l'encontre de cette loi suprême de la politique syndicale. Syndicats libres, sociétés professionnelles Hirsch-Duncker, syndicats chrétiens catholiques et protestants se trouvent vis-à-vis les uns des

1. Cf. A. v. Elm, *Zur Frage der Neutralisirung der Gewerkschaften*, dans la *Neue Zeit* du 23 juin 1900, 18e année, t. II, p. 356.

2. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 235.

3. *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*. Stuttgart, 1900, J.-H.-W. Dietz.

autres. A côté se trouve, comme une organisation d'un genre spécial, la fédération des typographes, en face de laquelle une portion du patronat a fondé une société ouvrière concurrente. Ces divisions sont pour le mouvement syndical une grande cause de faiblesse, qu'il faut combattre : c'est là une opinion qui prend de plus en plus le dessus dans les différents camps. L'ignorance et le défaut de clairvoyance des ouvriers permettent seuls que l'on abuse d'eux pour les diviser et les exciter les uns contre les autres au détriment de leur propre cause. Qu'on le remarque : nul n'oserait demander aux patrons de se diviser et de s'exciter ainsi les uns contre les autres. Aussi est-ce particulièrement leur exemple qui devrait ouvrir les yeux à l'ouvrier le plus borné, et qui a aussi déjà ouvert les yeux à beaucoup.

« La classe des patrons, favorisée par les corporations d'assurance en cas d'accident auxquelles la législation impériale sur les assurances les forçait de participer, s'est créé une organisation qui l'emporte de beaucoup en cohésion sur celle des ouvriers. Un grand nombre de syndicats patronaux comprennent la totalité des patrons des industries considérées, sans une exception, ce que l'on ne peut dire d'aucune organisation ouvrière. Ces organisations patronales ont un état-major de fonctionnaires bien payés, une presse qui défend leurs intérêts sans égard pour aucun ordre de considération, et des ressources qui dépassent de beaucoup dans la règle celles des organisations ouvrières. En outre, ces syndicats patronaux ont trouvé l'art de faire servir à un haut degré à leurs intérêts la puissance de l'État et la législation de l'État, et ils forment ainsi une force généralement très supérieure au meilleur syndicat ouvrier.

« S'il fut un temps où les organisations ouvrières et le sentiment de solidarité des ouvriers servaient de modèle et d'exemple aux patrons, maintenant les patrons ont dépassé les ouvriers. Si donc les organisations ouvrières veulent s'assurer pour l'avenir encore une influence décisive sur les conditions du travail, elles ne peuvent y réussir que si elles s'opposent unies et serrées aux patrons, et si par cette unité et cette cohésion elles attirent à elles ceux des travailleurs qui demeurent maintenant en dehors soit par indifférence, soit parce qu'ils ne savent pas de quel côté ils doivent se tourner. Une pareille unité et

une pareille cohésion est deux fois nécessaire étant donné le changement qui paraît devoir se produire bientôt dans la situation économique.

« Dans ce monde bourgeois, à une période de prospérité industrielle succède une période de dépression. Que la période de prospérité, qui a commencé en 1895, ait dépassé son point culminant et que la dépression industrielle commence, c'est ce dont témoignent des signes de plus en plus nombreux. Mais en même temps commencent, en particulier pour les travailleurs, les jours difficiles, car ce sont eux qui, les premiers, sont frappés par la dépression, comme ce sont eux qui, les derniers, profitent de l'essor des affaires ; ils n'en profitent d'ailleurs le plus souvent qu'au prix de luttes et de privations. Mais si dans une période d'activité industrielle il est relativement facile aux ouvriers, à condition que dans leurs organisations ils marchent en rangs serrés, d'obtenir des concessions, il leur est très difficile, en des temps de dépression, de conserver ce qu'ils ont conquis ou de réduire les pertes à la plus faible mesure possible. Plus encore que pour les temps de prospérité économique, le syndicat est pour les temps de dépression le rempart de l'ouvrier. Sans lui il est perdu et livré à l'arbitraire du patron. Pour de semblables cas l'unité et la cohésion du syndicat est deux fois nécessaire.

« Mais pour pouvoir atteindre cette union, il faut mettre de côté ce qui a divisé jusqu'ici les organisations syndicales ouvrières ; et il faut mettre au premier plan ce qui leur est commun : la lutte pour l'élévation de la condition matérielle et sociale des travailleurs. Cela exige, de part et d'autre, l'abandon des polémiques de religion et de parti, et en outre l'élimination des personnes dont la place ne se trouve pas en raison de leur profession et de leur situation sociale au syndicat. Car le syndicat est une organisation spécialement ouvrière, et c'est pourquoi ne doivent en faire partie que les ouvriers ou les anciens ouvriers qui ont perdu leur emploi d'ouvriers par suite de leur dévouement à la cause des travailleurs, ou qui ont été appelés par la confiance de leurs camarades à la tête de l'organisation.

« Aussi longtemps que les syndicats ne comprendront pas qu'ils doivent se faire réciproquement ces concessions, on n'en

viendra pas à l'union, et ils ne seront pas ce qu'ils pourraient être. Que cette union dans l'état présent des choses ne puisse se faire du jour au lendemain, c'est ce à quoi il faut s'attendre. Mais qu'alors, à la place de l'union et de l'unité, on ait au moins le cartel. Avec le temps, tout le reste se fera de soi.[1] » On voit que Bebel se présentait devant les ouvriers de Berlin, réunis à la Maison des Syndicats, avec des idées très précises sur la fusion de tous les groupements syndicaux comme but final, et sur la nécessité immédiate de leur action en commun réglée au moyen d'accords.

A l'objection, forcément présente aux esprits, que le parti démocrate socialiste pourrait souffrir un dommage de la neutralisation des syndicats, Bebel répond en ces termes : « Quiconque est aussi convaincu que moi de la puissance victorieuse des idées socialistes et de leur force attractive, sait qu'elles conquerront peu à peu l'ensemble de la classe ouvrière, même si elles ne sont pas prêchées et propagées chaque jour dans les syndicats. L'attitude de l'État et des partis bourgeois en face des revendications ouvrières, même lorsqu'elles sont élevées par des ouvriers non socialistes, suffira pour permettre à la dialectique d'accomplir son œuvre. Si des ouvriers catholiques du sud de l'Allemagne adressent au Reichstag une pétition en faveur de la journée de dix heures, si un cercle d'ouvriers catholiques fait de même une pétition en faveur de l'introduction de la journée de huit heures dans les mines, et que seuls les députés démocrates socialistes appuient de toute leur énergie ces pétitions, comme ce fut le cas dans la dernière session du Reichstag, cela en dit assez. En outre, que l'on n'oublie pas que le proverbe : l'appétit vient en mangeant, ne s'applique mieux nulle part qu'au domaine des réformes sociales. Et quel est celui de tous les partis politiques qui est décidé et obligé à satisfaire le plus largement l'appétit de réformes de la classe ouvrière, c'est ce que l'on n'a même pas besoin de dire. Que l'on ait seulement un peu confiance en sa propre cause.

« Je demande donc, conclut Bebel, que l'on écarte la politique *de parti* et les discussions religieuses du syndicat ; mais, ajoute-

1. *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*, pages 15-17.

t-il, je demande que l'on s'occupe d'autant plus, et avec d'autant plus de zèle, de *politique ouvrière*, de politique de lutte de classe[1]. » Afin de montrer l'importance du champ d'activité ainsi ouvert par Bebel au syndicat — à vrai dire, en accord avec la pratique présente — et afin de montrer par là les transformations survenues dans sa manière de voir depuis le congrès de Cologne, nous parcourrons avec lui ce domaine de la « politique ouvrière ». « Le syndicat, dit-il, est l'organisation ouvrière qui lutte sur le terrain de l'ordre politique et social existant pour l'élévation de la condition des ouvriers. Quel rôle jouera-t-il plus tard dans un autre ordre social, c'est ce dont nous ne nous occupons pas ici. Le syndicat sera à la hauteur de sa tâche, d'abord s'il réalise les conditions précédemment indiquées, ensuite s'il s'efforce de faire réaliser par l'État et la législation de l'État une série de réformes qu'il n'a pas le pouvoir, comme organisation ouvrière, de réaliser lui-même. Par exemple, la législation de l'Empire a enlevé à la libre activité des syndicats le domaine de l'assurance contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse. *Mais les syndicats sont intéressés au plus haut point au perfectionnement de cette législation*[2], et ils ont par suite le devoir de discuter à son sujet et de formuler leurs vœux et leurs revendications. Il en est de même pour ce qui est du droit d'association et de réunion, du droit de coalition (projet de maison de réclusion, etc.), de toute la législation de protection ouvrière, en particulier touchant le travail du dimanche, la durée normale du travail, le travail de nuit, la protection des ouvrières et des jeunes ouvriers. En outre, il s'adresse à la législation pour les questions qui concernent l'industrie à domicile, les conseils de prud'hommes, l'inspection du travail, l'organisation de chambres du travail et d'un office impérial du travail, la législation minière, les droits de douane sur les denrées de première nécessité, la législation commerciale et douanière, la condition des ouvriers dans les exploitations de l'État : postes et télégraphes, ateliers de l'armée et de la marine, chemins de fer, construction de routes et de canaux, travail forestier, etc., :

1. *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*, pages 18 et 19.
2. C'est moi qui souligne.

la protection des ouvriers agricoles, la question de la liberté d'établissement et de la liberté industrielle. Bref le syndicat doit discuter dans la presse et dans les réunions toutes les questions sociales et économiques dans lesquelles sont en jeu les intérêts d'un grand nombre d'ouvriers ou de la totalité des ouvriers, et il doit prendre position par rapport à elles[1]. »

Après avoir parlé de « La Politique au Syndicat » Bebel, trace « Les Limites de la puissance du Syndicat ». Dans cette fraction de son exposé, il s'occupe des catégories de travailleurs les plus difficilement accessibles à l'organisation syndicale : les femmes, les ouvriers travaillant à domicile, les ouvriers de l'État, et d'une catégorie de travailleurs qu'il juge réduits à l'impuissance sur le terrain économique, même si elle est fortement organisée : il s'agit des ouvriers employés par les trusts ou par des entreprises autonomes d'une importance considérable, comme celles des Krupp, des Stumm, comme l'Union de Dortmund, etc. A l'appui de son opinion, Bebel cite Sydney et Beatrice Webb, « qu'il faut considérer comme des autorités dans le domaine de l'organisation syndicale », déclare-t-il. Ils disent dans leur livre sur *La Théorie et la Pratique des Syndicats anglais :* « Si l'industrie tout entière se trouve dans la main d'un seul grand patron ou si elle est partagée en un petit nombre de de patrons non concurrents — et particulièrement si le monopole est protégé de quelque manière contre de nouveaux rivaux — alors le syndicat trouve que ses méthodes d'assurance mutuelle et de contrats collectifs perdent toute efficacité. C'est le cas par exemple pour les grandes sociétés de chemins de fer du Royaume-Uni et pour quelques grands trusts capitalistes des États-Unis. En face des ressources illimitées, du monopole de clientèle assuré, de l'unité de volonté absolue de ces Léviathans modernes, la fortune d'un quart de million (de livres sterlings)[2] du plus riche syndicat et les cris de cent ou deux cent mille ouvriers opiniâtres et acharnés produisent aussi peu d'effet qu'une flèche sur un vaisseau cuirassé. Si l'État est le patron, le syndicat le plus fort et le plus riche peut aussi peu obtenir les satis-

1. *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*, p. 19.
2. La livre sterling vaut 25 francs.

factions qu'il réclame que l'ouvrier isolé[1]. » On se rappelle qu'à Cologne, en 1893, Bebel avait aussi proclamé la toute-puissance économique des trusts et des entreprises monstres vis-à-vis de leurs ouvriers, même syndiqués. Mais partant des mêmes considérations comme prémisses, il devait aboutir en 1893, touchant l'utilité des syndicats, à d'autres conclusions qu'en 1900. En 1893, il disait : « Nous avons beau être organisés syndicalement aussi bien que nous voulons, dès le moment que le capital aura universellement conquis une puissance aussi grande que chez Krupp, chez Stumm, dans l'Union de Dortmund, dans les districts miniers et métallurgiques des pays du Rhin et de la Wesphalie, alors *c'en est fait du mouvement syndical*, alors la lutte politique est seule encore efficace. Pour deux raisons tout à fait naturelles et entièrement claires, *les sources de vie des syndicats sont taries* l'une après l'autre. » Dans sa conférence de 1900, il conclut bien tout d'abord des considérations exposées plus haut : « De tout cela il s'ensuit que pour de grandes catégories d'ouvriers — et les ouvriers de la terre eux aussi, tous sans exception, sont de ce nombre, et vu leur fort mouvement d'émigration vers les villes et les districts industriels ils ont une importance particulière — un concours efficace du syndicat est impossible. La condition de ces ouvriers ne peut être élevée que par des mesures de l'État et de la législation » ; mais il ajoute aussitôt : « *et lutter en première ligne pour obtenir de semblables mesures est le devoir des syndiqués*, parce qu'ils l'emportent en indépendance et souvent aussi en lumières sur ceux qui doivent être aidés. Mais, en outre, cela est aussi de l'intérêt des syndicats, qui doivent souhaiter d'empêcher l'arrivée d'ouvriers mal payés. Quiconque donc conseille aux syndicats de ne pas s'occuper de politique leur nuit de la manière la plus lourde, car il est tout à fait impossible qu'ils puissent atteindre, sur le seul terrain du pur travail syndical, les résultats qu'ils veulent atteindre et qu'ils doivent atteindre[2]. » On le voit, les limites de l'action économique du syndicat ne sont plus pour Bebel les limites de sa puissance, car le syndicat peut et doit exercer aussi une action politique, et là où

1. *Gewerkschafts-Bewegung und Politische Parteien*, p. 21.
2. *Ibid.*, p. 22.

s'arrête son action économique son action politique commence. Bebel n'entrevoit plus l'heure où l'organisation syndicale n'aurait plus d'objet, plus de raison d'être, et plus de possibilité d'être. Il est convaincu de l'importance très grande, et durable, du syndicat.

L'appréciation de plus en plus haute faite dans le parti de l'activité syndicale se traduit de la manière la plus saisissante par l'adhésion de chefs politiques, de « politiciens » aussi considérables que Bebel à la thèse de la neutralité. Mais ce n'est pas seulement chez les partisans de la neutralité que paraît cette appréciation de plus en plus haute. Ses adversaires attendent beaucoup, eux aussi, des syndicats. « Si l'action politique peut seconder l'action syndicale, dit Kautsky dans un article paru dans la *Neue Zeit* en juillet 1900, les syndicats peuvent inversement seconder le parti non seulement au point de vue de la propagande, mais encore en lui fournissant des ressources matérielles, hommes et argent, et finalement aussi par leur moyen de pression décisif, la grève. Si la grève générale à la manière anarchiste nous paraît être une folie, cette grève de tous les ouvriers salariés, qui est annoncée pour un jour déterminé, pour rendre l'action politique superflue et rendre impossible d'un seul coup la société capitaliste, *nous croyons toutefois que dans certaines circonstances des grèves de masses peuvent très bien être appropriées à seconder une grande action politique. Ce que le refus de l'impôt fut pour la bourgeoisie, le refus du travail peut le devenir pour le prolétariat*[1]. Naturellement cela n'est une possibilité que pour des cas extrêmes, mais une politique qui voit loin doit être prête aussi pour de pareils cas[2]. » On le voit, c'est à la grève générale elle-même que Kautsky en vient à faire une place ; l'idée de grève générale, si fâcheusement accueillie autrefois dans la démocratie socialiste allemande, bénéficie à son tour des sympathies gagnées par les syndicats et par l'action syndicale. Sur ce point encore, il y a dans les esprits quelque chose de changé. Les paroles prononcées au congrès socialiste

1. C'est moi qui souligne.

2. Karl Kautsky, *Die Neutralisirung der Gewerkschaften* (Schluss), dans la *Neue Zeit*, 18e année, t. II, p. 496.

international de 1900 par Carl Legien, délégué allemand, rapporteur de la majorité de la commission chargée d'étudier la question de la grève générale, en sont un nouvel indice. Il faut, pour en bien saisir la portée, se rappeler le point de départ, c'est-à-dire le dilemme que Liebknecht avait formulé déjà au premier congrès socialiste international de Paris, en 1889, et qui fut considéré pendant des années, dans la suite, comme l'écrasement logique définitif de la grève générale : Ou les travailleurs ne sont pas encore assez organisés, disait-on et répétait-on ; et alors la grève générale est impossible ; — ou ils sont assez fortement organisés pour la faire réussir, mais alors ils n'ont pas besoin d'avoir recours à ce moyen : elle est inutile. — Legien s'exprima ainsi : « La discussion sur la grève générale n'a pas été longue, et par une raison fort simple, c'est que la plupart des membres de cette commission étaient des représentants de syndicats, lesquels avaient déjà leur opinion faite : de sorte qu'il s'est agi seulement d'échanger respectivement nos vues.

« Les délégués autrichiens et allemands ont proposé de reprendre la résolution que le Congrès international de Londres avait déjà votée quant à la grève générale. Il est vrai que la forme de cette résolution n'est pas parfaite ; mais la majorité de la commission s'y est ralliée cependant, parce qu'elle exprime très bien la manière dont la plupart d'entre nous envisagent encore aujourd'hui cette question. Nous n'avons pas changé de but ; il n'y a donc pas de raison pour modifier la résolution.

« Cette résolution a été combattue par une minorité formée de délégués français, italiens, et quelques délégués qui ne représentaient pas des syndicats ; le Congrès aura l'occasion d'entendre cette minorité. Pour la majorité, la question de la grève générale n'est pas discutable *en ce moment*, par cette raison très simple que lorsqu'on veut la bataille, il faut d'abord commencer par former les bataillons qui peuvent y aller. Aussi longtemps que le prolétariat ne disposera pas de bataillons fortement organisés et nombreux, il ne sera souhaitable que dans l'intérêt de la bourgeoisie qu'on déclare la grève générale, parce que cette grève générale n'aurait qu'une conséquence, ce serait de livrer le prolétariat à la bourgeoisie, qui le fusillerait ou l'affamerait

« D'un autre côté, la résolution du Congrès de Londres me donne satisfaction, ainsi qu'à la majorité de la commission, parce *qu'elle n'exclut point l'idée d'une grève générale ;* seulement, elle insiste sur les conditions nécessaires et inévitables de cette grève générale ; c'est-à-dire sur l'organisation syndicale. En somme, vous, Français et Italiens, qui voulez la grève générale, vous n'avez qu'à commencer par former vos bataillons, *et les autres nationalités seront avec vous.*

« Voici la résolution adoptée par la majorité de la commission :

Le Congrès international socialiste de Paris rappelle, en tenant compte des Congrès internationaux de Paris et Zurich, la résolution votée au Congrès international de Londres, en 1896, qui traite de la grève générale.

« Cette résolution est ainsi conçue :

« Le Congrès est d'avis que la grève et les boycottages sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale.

« Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque de l'extension de l'organisation dépend l'extension des grèves des industries entières ou de pays entiers [1]. »

Comme nouvel indice de l'existence, à l'intérieur de la démocratie socialiste allemande, d'un mouvement de plus en plus accusé pour faire une place à l'idée de grève générale dans la tactique du prolétariat, nous citerons un article de Rosa Luxemburg écrit en mai 1902, au lendemain de la grève générale des travailleurs belges, et publié dans le *Neue Zeit*. Rosa Luxemburg distingue deux formes de grève générale qu'elle oppose radicalement l'une à l'autre : la grève générale *anarchiste* et la grève générale *politique et occasionnelle*. La première se présente, dit-elle, « comme une panacée contre la société capitaliste dans son ensemble, ou, ce qui revient au même, contre quelques-

1. *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre* 1900. Édition des *Cahiers de la Quinzaine*, Paris, 1901, pages 199-201. — Cette sténographie a été établie par MM. Corcos frères, sténographes habituels du Parti socialiste français.

unes de ses fonctions vitales » : elle est « *le* moyen essentiel de la lutte de classe, également applicable et victorieux à chaque moment et dans tous les pays. Les boulangers ne livrent plus de pain, les lanternes ne sont plus allumées, les chemins de fer et les tramways ne circulent pas, — l'effondrement de la société capitaliste est là !... Ainsi tracé sur le papier, ce schéma, comme toute promenade dans les nuages au bout d'une perche, valait pour tous les temps et tous les pays. Cet oubli des conditions locales et chronologiques, des conditions politiques concrètes de de la lutte de classe dans chaque pays, et en même temps de la solidarité organique de la lutte socialiste décisive avec les luttes prolétariennes de chaque jour, avec le travail continu d'éducation et d'organisation, a donné à cette conception l'empreinte anarchiste typique. Mais avec le trait anarchiste le trait utopique de la théorie était aussitôt donné, et en même temps que celui-ci, d'autre part, — la nécessité de la lutte par tous les moyens contre l'idée de grève générale...

« La grève générale politique et occasionnelle, comme l'ont pratiquée çà et là pour des buts politiques les ouvriers français (par exemple à Carmaux en 1893 quand Calvinhac, le maire, fut frappé) et comme l'ont employée en particulier plusieurs fois les ouvriers belges en vue de conquérir le suffrage universel, n'a rien de commun que le nom et la forme technique avec cette idée anarchiste de la grève générale. Politiquement ce sont deux conceptions opposées. Tandis que la grève générale anarchiste repose sur une théorie générale abstraite, les grèves politiques de la dernière catégorie se produisent dans des pays déterminés ou seulement dans des villes et contrées déterminées comme le résultat d'une situation politique particulière, comme des moyens pour atteindre un effet politique déterminé. L'efficacité de cette arme ne peut donc pas être contestée en général et à priori pour cette première raison que les faits, des victoires remportées en France et en Belgique, prouvent le contraire. Mais en outre toute l'argumentation qui s'est montrée si efficace contre Nieuwenhuis ou contre les anarchistes, est sans aucune force contre les grèves générales politiques d'un caractère local. Cette affirmation, que l'exécution d'une grève générale suppose déjà un degré d'organisation et d'éducation du prolétariat qui rend

superflue la grève générale elle-même et pose comme allant de soi, sans plus, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, ce coup de maître du vieux Liebknecht contre Nieuwenhuis ne porte pas contre des grèves générales politiques d'un caractère local et occasionnel, car les seules conditions nécessaires ici sont un mot de ralliement politique populaire et des circonstances matérielles favorables. Au contraire il est hors de doute que les grèves générales belges, comme moyens de lutte pour conquérir le suffrage universel, entraînent régulièrement dans le mouvement des masses populaires beaucoup plus considérables que ne le laisserait supposer l'état présent des forces socialistes au sens propre du mot. De même la grève politique de Carmaux produisit un effet d'éducation si fort et si rapide qu'un député de la droite disait aux socialistes à la fin de la campagne : « Obtenez encore quelques succès comme à Carmaux, et vous aurez conquis la campagne, car les paysans se mettent toujours du côté du plus fort, et vous avez prouvé que vous êtes plus fort que la compagnie des mines, que le gouvernement et que la Chambre. » Au lieu donc de tourner en cercle entre ces deux points : l'éducation socialiste nécessaire comme condition et le résultat d'éducation socialiste visé, ce qui est le cas de la grève générale de Nieuwenhuis ou des anarchistes français, la grève générale politique occasionnelle ne s'attache qu'à des facteurs particulièrement agissants et poignants de la vie politique de tous les jours et elle sert en même temps de son côté de moyen efficace de propagande socialiste.

« De même, la construction d'un antagonisme entre le travail politique de tous les jours et en particulier le parlementarisme, d'un côté, et de l'autre côté cette catégorie de grève générale est une entreprise entièrement vaine. Car, bien loin de vouloir remplacer le petit ouvrage parlementaire et les autres formes de petit ouvrage, la grève générale politique prend place simplement comme un chaînon dans la chaîne des moyens de propagande et de lutte ; bien plus, elle se met elle-même directement au service du parlementarisme à titre d'instrument. D'une manière bien caractéristique, toutes les grèves générales politiques ont servi jusqu'ici pour la défense ou la conquête de droits parlementaires : celle de Carmaux, pour le droit de suffrage munici-

pal, celles de Belgique, pour le droit de suffrage universel et égal[1]. »

Il ne faudrait pas s'imaginer, d'après les lignes qui précèdent, que Rosa Luxemburg va se dresser en apôtre de la grève générale « politique et occasionnelle » en Allemagne. Non, elle se montre très réservée en ce qui concerne l'application au moins présente de cette forme d'action à ce pays. Pourquoi cela ? Lisons les lignes qui suivent : « Si donc les grèves générales politiques ne se sont pas encore produites en Allemagne, et d'ailleurs n'ont été pratiquées jusqu'ici que d'une manière isolée dans quelques pays, cela ne tient nullement à ce qu'elles sont en contradiction avec une prétendue « méthode allemande » de la lutte socialiste, mais à cette simple raison qu'il faut des conditions sociales et politiques tout à fait déterminées pour rendre possible une grève générale comme moyen politique. En Belgique, le grand développement industriel joint à la petite étendue du pays produit ce double résultat que la propagation du chômage est facile et rapide et qu'un nombre de grévistes qui n'est, pris absolument, pas trop élevé, par exemple 300 000, suffit à paralyser la vie économique du pays. L'Allemagne, pays étendu, avec des rayons industriels géographiquement disséminés, avec de grands districts agricoles qui les séparent et avec une armée ouvrière immense, se trouve à ce point de vue dans une situation incomparablement plus défavorable. Et cela est vrai aussi de la France prise dans son ensemble, et d'une manière générale de tous les grands pays qui sont au point de vue industriel peu centralisés.

« Mais un facteur décisif qui intervient en outre est un degré déterminé de liberté de coalition et de mœurs démocratiques. Dans un pays où des ouvriers en grève, comme dans la Haute-Silésie, sont simplement conduits de force au travail par la police et la gendarmerie, où la propagande des grévistes parmi « ceux qui veulent travailler » amène tout droit à la prison, quand ce n'est pas à la maison de réclusion, il ne peut naturellement pas être question d'une grève générale politique. Il ne faut donc nullement considérer comme une supériorité de la démocratie

1. Rosa Luxemburg, *Und zum dritten Male das belgische Experiment.*, dans la *Neue Zeit* du 17 mai 1902, 20e année, t. II, pages 207-208.

socialiste allemande et une erreur momentanée des pays latins, ce fait que la grève générale n'a été jusqu'ici employée comme arme politique qu'en Belgique et partiellement en France. Cela est bien plutôt — en même temps qu'une conséquence de l'absence de conditions sociales et géographiques déterminées — un témoignage de plus du caractère arriéré et à moitié asiatique de nos mœurs politiques[1]. »

Rosa Luxemburg appartient à l'extrême gauche du parti socialiste allemand. Après avoir exposé son opinion sur la grève générale, il ne sera pas sans utilité de faire connaître celle de l'homme qui a été pendant ces dernières années, au point de vue doctrinal, le chef de file de l'aile droite : Édouard Bernstein. Or, exactement à la même époque, au mois de juin 1902, Bernstein a écrit à la même occasion — à propos de la grève générale des travailleurs belges — un article dans lequel il fait à la grève générale, parmi les moyens d'action du prolétariat, une place extrêmement large. Comme Kautsky, comme Rosa Luxemburg, il distingue entre la grève générale « anarchiste » et la « grève politique en masse, » mais cette distinction n'empêche pas ses déclarations d'être très nettes. « Les socialistes belges, demande-t-il, ont-ils commis une faute en se décidant pour la grève en masse, et la grève politique en masse est-elle historiquement jugée par les événements de Belgique ? A mon avis, ni ceci ni cela n'est vrai. Il me semble au contraire qu'en Allemagne, dans le jugement que l'on porte sur cette question, on obéit à des préjugés ou à une étroitesse de vues qui peuvent le cas échéant conduire à de très funestes omissions. Parce qu'à l'étranger on emploie pour désigner la grève politique en masse le nom qu'ont forgé les utopistes qui croyaient à la possibilité d'affamer la société bourgeoise pour désigner une entreprise dirigée vers ce but, — le nom de *grève générale*, — on reporte machinalement l'hostilité très légitime que l'on éprouve contre cette idée sur la grève en masse conçue sur le type de la *démonstration politique élevée à une très haute puissance*.

« Il y a un grand danger à méconnaître ce fait que l'on peut le cas échéant atteindre par cette forme de démonstration des

1. *Ibid.*, p. 208, 209.

résultats qui sont interdits à la pure démonstration par des discours et des cortèges.

« On en est venu aujourd'hui à cette conviction que le combat de barricades appartient à l'histoire ou du moins a si extraordinairement perdu de ses chances de succès qu'il n'entre presque plus en ligne de compte dans les calculs politiques. Mais s'il en est ainsi, la question qui ne peut manquer de se poser est de savoir quels sont les autres moyens dont dispose un peuple auquel on refuse obstinément son droit ou auquel on tente de reprendre un droit déjà conquis. Que par la seule parole — tous les orateurs fussent-ils de purs Mirabeaux, — que par des protestations solennelles et autres moyens du même ordre on obtienne dans de semblables situations peu de résultats, et d'autant moins que l'autre partie est plus sûre que les discours et les protestations ne seront pas suivis d'une action adéquate, c'est ce dont nous avons eu précisément en Allemagne un exemple classique[1]. Représentons-nous les tâches qui sont encore à accomplir en Allemagne, les combats que nous devrons livrer, et ne nous laissons par suite pas empêcher par une prévention doctrinaire d'apprécier objectivement un moyen de lutte que l'évolution moderne recommande précisément à la classe ouvrière, et qui se trouve en accord avec une arme dont elle se sert dans ses luttes professionnelles, arme contre laquelle on a aussi invoqué toutes sortes de considérations doctrinaires, mais à laquelle les ouvriers ne renonceront pas et ne peuvent pas renoncer tant qu'on n'aura pas créé des institutions au moyen desquelles ils pourront d'une autre manière faire efficacement valoir leurs droits et leurs revendications.

« Dans une démocratie achevée la grève politique sera elle aussi un moyen de lutte dépassé.

« Mais combien nous sommes encore loin en Allemagne d'un semblable régime ! Tout ce qui a été reproché à nos camarades belges ne pèse pas lourd comme une plume en comparaison de ce fait honteux que nous tolérons en Allemagne un droit de suffrage — non, ne prostituons pas le mot droit, — un système de suffrage par rapport auquel le système de vote plural qui existe

1. L'auteur fait allusion à la suppression du suffrage universel en Saxe. Cf. plus haut, pages 206 et 207.

en Belgique est une vraie merveille de démocratie. Il y a plus. Notre droit électoral allemand pour le Reichstag, par suite de cette circonstance que la formation des circonscriptions repose toujours sur les données du recensement de 1867, ne l'emporte pratiquement en rien sur le système de vote plural en vigueur chez les Belges. Le maximum de voix que le système belge confère à un électeur est de quatre. Or, il y a en Allemagne un grand nombre de circonscriptions dans lesquelles, grâce au déplacement de la population, chaque électeur dispose d'une faculté électorale six fois plus grande que les électeurs d'autres circonscriptions. Et les circonscriptions ainsi favorisées sont presque toutes les fiefs des partis de la propriété et de ses privilèges. C'est à cause d'eux que l'inégalité choquante des circonscriptions, qui est un véritable défi jeté à la constitution de l'Empire, est maintenue, et le plus que l'on fasse chez nous pour combattre cette situation est de déposer de temps en temps des propositions de lois tendant à la suppression de cette anomalie, propositions qui, l'heure du scrutin venue, s'en vont sans tambour ni trompette, rejoindre le panier à papier.

« Cela doit-il continuer ainsi sans fin ? Et comment croit-on pouvoir le changer un jour ? De quelle puissance surnaturelle doit venir ici l'amélioration.

« Si l'on se pose ces questions, on se convaincra nécessairement qu'à toute heure la question de moyens de démonstration renforcés peut se poser aux ouvriers allemands. Mais on peut élever contre presque tous ceux que l'on pourrait nommer les mêmes objections que contre la grève politique, alors que jusqu'ici on n'en a pas indiqué un seul qui puisse au même degré manifester d'une manière saisissante la volonté des masses... Mieux sont disciplinées les masses dont il s'agit, plus circonspects et plus conscients de leur responsabilité sont leurs chefs, et moins il devient vraisemblable que la grève en masse se termine dans un bain de sang, bien qu'à vrai dire tout cela ne puisse se passer sans incidents violents. [1] »

Que l'on rapproche ces déclarations de celles de Rosa Luxemburg, de Kautsky, de Legien, que l'on songe à toutes les diver-

1. Eduard Bernstein, *Der Kampf in Belgien und der politische Massenstrike*, dans les *Socialistische Monatshefte* de juin 1902 (6e année), p. 415-417.

gences qui existent entre l'évolutionniste Bernstein et la révolutionnaire Rosa Luxemburg, entre le marxiste « hétérodoxe » Bernstein, et l' « orthodoxe », le « dogmatique » Kautsky, et d'autre part entre le « politicien » Kautsky et le « syndicaliste » Legien, que l'on se représente tout ce qui sépare le praticien Legien des trois théoriciens que sont Rosa Luxemburg, Kautsky et Bernstein, et l'on accordera que les déclarations en tant de points concordantes faites par les uns et par les autres sont quelque chose de plus que l'expression d'opinions individuelles et qu'elles répondent à un courant d'idées. Les esprits, — du moins, bon nombre d'esprits, — se font accueillants pour une certaine conception au moins de la grève générale. Aux exécutions sommaires d'autrefois ont succédé les jugements calmes et de sang-froid ; on ne condamne plus en bloc : on discerne, on établit des catégories, on spécifie les conditions en dehors desquelles ont croit l'échec inévitable, mais on n'a plus pour ce moyen d'action la sainte horreur d'autrefois. De plus en plus on en vient à faire à la grève générale sa part.

Nous avons indiqué l'un des faits auquel il faut rattacher ce changement : le superbe essor du mouvement syndical, en Allemagne, dans ces six ou sept dernières années. L'organisation syndicale a grandi, et corrélativement — tout naturellement — ont grandi les sympathies pour l'action syndicale, sous toutes ses formes. Un second fait est celui que Rosa Luxemburg a mis en pleine lumière dans l'article qui a été cité plus haut : je veux parler des grèves générales heureuses dont des pays étrangers ont donné à l'Allemagne socialiste le spectacle. Enfin voici un troisième fait : la grève générale était aux mains des Indépendants, et elle fut ensuite aux mains des anarchistes un moyen de combattre l'action politique et plus particulièrement l'action parlementaire, si bien que les deux notions de grève générale et d'antiparlementarisme étaient devenues solidaires, et que la lutte contre la grève générale faisait partie de la lutte contre les Indépendants, contre les anarchistes, contre l'antiparlementarisme. Mais assez vite le plus grand nombre des militants qui avaient suivi les Jeunes, les Indépendants, se détachèrent d'eux et revinrent au parti ; à mesure que les chefs de l'ancienne « opposition » passèrent à l'anarchisme, leurs troupes revinrent à

la démocratie socialiste ; quelques-uns des chefs, tels Paul Kampffmeyer et Paul Ernst, rentrèrent eux aussi dans le giron du parti : ainsi l'attention se détourna des anarchistes qui ne jouaient plus à peu près aucun rôle dans le mouvement ouvrier ; et en même temps que la lutte contre les anarchistes, la lutte contre la grève générale cessa. Pendant un temps, pendant plusieurs années, la grève générale ne fut plus une question dans le parti : on n'en parlait pas, on n'en discutait pas, l'oubli se faisait : excellente condition pour une reprise ultérieure du débat en toute objectivité.

CHAPITRE II

LE PARTI ET LES COOPÉRATIVES

Les origines du mouvement coopératif en Allemagne. — Le projet de Lassalle. — Les idées de Marx. Résolutions de l'Internationale. — Attitude du parti socialiste allemand depuis l'époque de sa formation. — Résolution du congrès de Berlin (1892). — Mouvement en faveur des sociétés de consommation. — Les Résistances. — La question telle qu'elle se pose aujourd'hui : Deux conceptions du rôle des coopératives. — Nouveaux et importants progrès du mouvement coopératif. — Sympathies croissantes des socialistes.

Le parti socialiste allemand a reconnu très vite l'importance des syndicats, — je ne dis pas, bien entendu, des différentes formes de l'activité syndicale. Il n'a reconnu que très lentement, très tard, celle des sociétés coopératives. Je voudrais suivre dans cette question encore l'évolution de sa pensée, montrer sous quelles influences celle-ci s'est modifiée, et définir les divergences d'opinion qui subsistent à l'heure actuelle, parmi ses adhérents, sur le prix et le rôle de la coopération.

Deux faits, entre lesquels il existe d'ailleurs un rapport étroit, ont joué dans cette histoire un rôle capital. D'abord le mouvement coopératif n'est point en Allemagne, — comme en Angleterre et en France, par exemple, — d'origine ouvrière ; les premières coopératives, et celles qui dans les premiers temps et pendant de longues années ont eu de beaucoup la plus grande importance, n'ont pas été des associations d'ouvriers, mais des associations *d'artisans*, de petits fabricants. En second lieu, le promoteur du mouvement a été un libéral, et les coopératives ont longtemps été et demeurent partiellement encore, aux mains des libéraux, une machine de guerre contre le socialisme.

Le mouvement coopératif est né en Allemagne de l'agitation

déployée par les artisans, pendant la période d'effervescence sociale de 1848-49, pour obtenir l'aide de l'État dans leur lutte contre la grande industrie. Ils demandaient principalement une meilleure organisation du crédit. A l'Assemblée Nationale de Berlin, parmi les membres de la commission chargée d'étudier leurs pétitions, siégeait, comme président, le député libéral Schulze, de Delitzsch[1]. Ces pétitions éveillèrent en lui l'idée de grouper les artisans en sociétés destinées à l'achat en commun de matières premières, à l'organisation du crédit mutuel, etc..., toutes sociétés qui leur permettraient de soutenir la concurrence des grands fabicants. C'est ainsi qu'il fonda à Delitzsch, en 1849, deux sociétés pour l'acquisition de matières premières, une coopérative de menuisiers et une coopérative de cordonniers; en 1850 il fonda dans la même ville une première société de crédit mutuel. Bientôt, de divers côtés, et à leur imitation, d'autres coopératives apparurent; le mouvement prit vite une grande expansion. Schulze songea ensuite à créer d'autres sortes de coopératives, des sociétés pour la vente en commun ou *coopératives de magasin*, des sociétés de consommation, des sociétés de production. Les sociétés de consommation s'adressaient à la fois à la petite bourgeoisie et à la classe ouvrière; les sociétés de production devaient être des sociétés ouvrières.

L'objet de Schulze, on le voit, s'était élargi; il entendait maintenant, par la coopération, non seulement sauver la classe des artisans, mais venir en aide à la classe ouvrière, améliorer sa condition et résoudre même la question sociale. Dans les sociétés de consommation il voyait le moyen d'élever son niveau de vie; dans les sociétés de production, il entrevoyait la solution du conflit du capital et du travail. Par l'association libre des individus il prétendait donc résoudre les problèmes intéressant leur classe; à l'intervention de l'État il opposait le principe de l'« aide-toi toi-même », le principe du *self help*. Par le *self help* il prétendait résoudre tous les problèmes; et il combattait dans le socialisme la doctrine qui réclame l'intervention de l'État, du pouvoir politique, dans la vie économique. Sans aucune intervention de l'État, les coopératives de produc-

1. Petite ville de la province de Saxe.

tion fondées sur le principe du *self help* rendraient les travailleurs maîtres de leurs instruments de travail. Ajoutons qu'au point de vue immédiat c'est par les sociétés de consommation qu'il entendait venir en aide à la classe ouvrière. Il disait et répétait qu'il ne fallait créer des sociétés de production qu'avec une extrême circonspection, que toute hâte pouvait être funeste, que ces associations devaient être « le couronnement de l'édifice coopératif[1] ».

Le projet de Lassalle.

Nous trouvons la lutte contre les sociétés coopératives de Schulze-Delitzsch à l'origine même du parti socialiste allemand. L'acte qui servit de base à sa constitution, la *Réponse Ouverte* de Lassalle au Comité Central de Leipzig, était, dans toute sa première partie, une critique véhémente du système de Schulze. Nous rappellerons seulement le résultat de son argumentation, que nous avons résumée plus haut (p. 28-29). Lassalle montrait que les sociétés d'achat en commun de matières premières, les sociétés de crédit mutuel, les coopératives de magasin n'intéressaient à aucun degré la classe ouvrière ; il écartait les sociétés de consommation comme impuissantes, en vertu de la loi d'airain des salaires, à améliorer la situation de classe des travailleurs, et il écartait les coopératives de production reposant sur le principe du *self help*, comme impuissantes à venir à bout du système capitaliste. Il ne concluait pas au rejet du principe coopératif, au contraire ; il condamnait seulement les coopératives du système de Schulze-Delitzsch. Il demandait la fondation de *coopératives de production subventionnées par l'État* ; et afin que l'État accordât aux sociétés ouvrières de production les subventions nécessaires, il demandait aux ouvriers de travailler à la conquête du suffrage universel, qui leur permettrait de forcer l'État à servir leurs intérêts.

La création des sociétés coopératives de production subven-

1. Cf. Hans Crüger, *Die Erwerbs-und Wirthschaftsoengssenschaften in den einzelnen Ländern*. Jena, 1892. — Dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, art. *Erwerbs-und Wirthschaftsgenossenschaften*, par Hans Crüger. — Emanuel Wurm, *Volks-Lexikon. Unter Mitwirkung von Fachschriftstellern*. Nürnberg, Wörlein et Comp., 1895, 2 vol. Art. *Genossenschaften*. — Cet article a été rédigé par Wurm.

tionnées par l'État ne fut point inscrite au programme de l'Association Générale des Ouvriers Allemands fondée sous les auspices de Lassalle quelques mois après la publication de la *Réponse Ouverte*. Une seule revendication y fut inscrite : le suffrage universel, dans lequel Lassalle voyait le levier de toute action effective en faveur de la classe ouvrière. Les statuts organiques de l'association commençaient par ces mots :

« Sous le nom d'*Association Générale des Ouvriers Allemands* les soussignés fondent pour les États de la Confédération allemande une association qui, partant de la conviction qu'une représentation suffisante des intérêts sociaux de la classe ouvrière allemande et une suppression véritable des antagonismes de classes dans la société ne peuvent être obtenues que par le droit de suffrage universel, égal et direct, se propose l'objet suivant : agir par des moyens pacifiques et légaux, et en particulier par la conquête de l'opinion publique, en vue de l'établissement du droit de suffrage universel, égal et direct[1]. »

Mais si, afin de bien marquer le but immédiat de tous leurs efforts, Lassalle et les ouvriers qui s'étaient groupés autour de lui n'avaient formulé dans leur programme que la revendication du suffrage universel, ils n'oubliaient pas que ce but immédiat n'était qu'un moyen pour un autre but non moins précis dans leur pensée : la fondation de coopératives de production subventionnées par l'État, et dans leur propagande cette revendication sociale ne se séparait pas de la revendication politique du suffrage universel. La lutte contre les coopératives du système Schulze-Delitzsch, déclarées impuissantes à améliorer réellement la condition du prolétariat, la lutte contre le libéralisme considéré surtout comme système de la non-intervention, la lutte pour le suffrage universel comme moyen de mettre au service de la classe ouvrière le mécanisme de l'État, et la lutte pour la fondation de coopératives de production subventionnées par l'État, furent les différents aspects d'une seule et même lutte, les différentes formes d'une seule et même action, les parties solidaires, les éléments intimement intégrés les uns aux autres d'une seule et même propagande.

1. *Unsere Programme*, dans la *Neue Zeit*, 9e année, 1890-91, 1er vol., p. 681.

Si, après la mort de Lassalle, le bon ordre de la campagne fut quelquefois troublé, ce ne fut pas par l'oubli du but — les coopératives subventionnées — ce fut par l'oubli des conditions auquelles Lassalle avait subordonné sa réalisation. Ces conditions étaient, d'une part l'existence du suffrage universel, d'autre part — comme conséquence du suffrage universel — l'existence d'une majorité parlementaire composée d'élus des ouvriers. Et Lassalle subordonnait la mise à exécution de son plan coopératif à la réalisation de ces conditions non seulement parce qu'il estimait qu'une majorité parlementaire composée d'élus des ouvriers voudrait seule le mettre à exécution, mais encore parce qu'il ne pouvait songer à placer l'organisme naissant de l'émancipation ouvrière sous la tutelle des pouvoirs publics actuellement constitués. Ce ne sont pas les subventions de l'État présent, de l' « État de réaction », de l' « Etat policier » qu'il réclamait pour les coopératives ouvrières, c'étaient les subventions de l'État transformé par la grande pénétration ouvrière que le suffrage universel ne pouvait manquer de réaliser. Mais, quelle qu'ait été la netteté de ses déclarations à ce sujet, comme il avait plutôt insisté sur l'irréductible hostilité des pouvoirs publics actuels à toute idée d'émancipation ouvrière que sur l'irréductible hostilité que la classe ouvrière devrait témoigner aux pouvoirs publics actuels, il se trouva que certains de ses partisans, plus soucieux du but que des conditions de sa réalisation, en vinrent à réclamer la fondation de coopératives ouvrières subventionnées par l'État sans spécifier qu'il s'agissait de l'État transformé, de l'État reposant sur des bases démocratiques, et non de l'État autocratique et bureaucratique incarné pour l'heure en la personne de Bismarck. Lassalle avait connu le chancelier et avait eu quelques conversations politiques avec lui ; von Schweitzer, qui fut longtemps à la tête du parti et rédigea son journal officiel, le *Social-demokrat,* célébra en plus d'un article, nous l'avons vu, l'œuvre d'unification nationale accomplie par Bismarck ; luttant passionnément contre les libéraux, qui combattaient toute intervention de l'État en faveur de réformes ouvrières, les lassalliens furent parfois amenés à laisser au second plan la lutte contre l'absolutisme prussien, qui affichait par instants des prétentions à la « royauté sociale » ; et il arriva ainsi que des répugnances

s'émoussèrent et que des voix autorisées, dans le parti de Lassalle, en invoquant le concours de l'État, ne dirent plus qu'il ne s'agissait pas du concours de l'État présent.

Ce fut l'occasion de luttes violentes entre les lassalliens et les socialistes de la fraction eisenachienne. Ceux-ci n'étaient point aussi éloignés des vues de Lassalle qu'on le répète souvent; ils avaient en particulier inscrit à leur programme les coopératives subventionnées; mais ils se distinguaient de certains au moins des lassalliens par leur attachement absolu aux principes démocratiques. Ils réclamaient, aux termes mêmes de leur programme, « des crédits de l'État pour de *libres* coopératives de production *placées sous des garanties démocratiques*[1] ». Issus pour le plus grand nombre d'organisations libérales et démocratiques, et demeurés d'ardents démocrates après être devenus des socialistes, luttant contre le libéralisme bourgeois mais combattant avec plus d'âpreté encore l'absolutisme bismarckien, les eisenachiens accusèrent la fraction lassallienne de faire le jeu de la réaction féodale, et de vouloir livrer le prolétariat, par l'attrait de subventions gouvernementales, au « Chancelier de sang et de fer ». C'était le temps où les deux organisations rivales se jetaient à la face toutes les injures que la passion politique peut inspirer. Laquelle des deux pécha le plus ? Il serait difficile de le dire. La moindre apparence était l'occasion d'accusations formidables, la moindre faute était interprétée comme une trahison. Il est hors de doute que quelques-uns des lassalliens les plus en vue prêtèrent gravement à la critique; il est hors de doute aussi que certains eisenachiens ne transformaient que trop aisément les erreurs en crimes et généralisaient avec une extraordinaire légèreté les exceptions. En réalité, la grande majorité des lassalliens n'étaient, sur ce point comme sur la plupart des autres, nullement éloignés de la grande majorité des eisenachiens, et dans son assemblée générale tenue à Berlin le 24 mai 1872, l'Association Générale des Ouvriers Allemands donna à la revendication relative aux coopératives, inscrite depuis plusieurs années dans son programme[2], une forme qui ne

1. *Neue Zeit*, 9e année, 1890-91, 1er vol., p. 683. — C'est moi qui souligne.
2. Cf. Franz Mehring, *Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie*, 2e vol., p. 206.

laissait place à aucune ambiguïté d'interprétation. L'Association décidait « de faire en sorte, par une propagande incessante et ordonnée, et en suivant des voies pacifiques et légales, que le droit de suffrage universel, égal et direct [il était maintenant la loi du Reichstag] fût utilisé de manière à ce que l'on n'envoyât dans les corps légiférants et administratifs que des députés qui, *après la conquête d'une entière liberté politique*, s'employassent à la fondation de sociétés coopératives subventionées par l'État selon les propositions de Ferdinand Lassalle [1] ».

Au cours de leurs polémiques contre les lassalliens, certains eisenachiens firent un retour sur eux-mêmes, qui eut un double effet. D'abord ils se rendirent compte qu'ils n'avaient point formulé la revendication relative aux coopératives en termes irréprochables. En demandant « des crédits de l'État pour de libres coopératives de production placées sous des garanties démocratiques », ils n'avaient pas spécifié qu'ils ne s'adressaient pas à l'État actuel, et cela n'allait pas absolument de soi; des malentendus étaient possibles. Ensuite, laissant de côté la question de forme, ils en vinrent à s'interroger sur le fond même de la revendication, sur ses effets possibles, sur sa portée socialiste, et ils ne tardèrent pas à élever contre elle de graves objections. En 1873, l'un d'eux, Wilhelm Bracke, écrivit une brochure de discussion intitulée *Le Projet de Lassalle*, dans laquelle il développait avec une grande force ses griefs. La même année, au Congrès tenu à Eisenach, il déposa une motion tendant à rayer du programme l'article relatif à cette revendication. Indépendamment du danger de malentendu, il invoquait les deux arguments suivants :

« 1° S'appuyant sur les idées répandues dans la classe ouvrière touchant la réalisation du projet relatif aux sociétés coopératives, les gouvernements actuels pourraient d'eux-mêmes, dans une intention d'apaisement et d'ailleurs uniquement pour la forme, prendre une initiative en ce sens, ce qui entraînerait une réaction dans le mouvement prolétarien ;

« 2° Le projet de Lassalle n'a que l'importance d'une expérience, qui aboutirait peut-être à contenter une portion de la

1. Carl Stegmann et C. Hugo, *Handbuch des Socialismus*, Art. *Produktivgenossenschaft*, p. 648. — C'est moi qui souligne.

classe ouvrière, laquelle prendrait alors une attitude réactionnaire par rapport au développement révolutionnaire ultérieur; expérience qui en tout cas n'aurait pas d'autre effet que de faire passer dans une proportion limitée aux mains d'associations ouvrières le capital existant, et qui ne peut absolument pas supprimer l'antagonisme entre le capital et le travail (et par suite le travail salarié)[1]. »

Bracke fut amené à retirer sa proposition, mais il eut partiellement gain de cause; le congrès décida en effet de nommer une commission « chargée de présenter au congrès de l'année suivante un rapport sur la question de savoir si et dans quelle mesure une modification du programme apparaissait comme nécessaire[2] ».

La commission fit connaître le résultat de ses travaux au congrès réuni à Cobourg en 1874. Elle déclara qu'à son avis le passage relatif aux coopératives devait être modifié, mais elle ajouta que le moment n'était pas venu de faire le changement. Après de vifs débats, l'assemblée se rangea à cette opinion, et exprima le vœu que la question du programme fût soumise dans le parti à une discussion générale.

Quel eût été le résultat de la discussion? Le parti eût-il simplement formulé en d'autres termes le projet de Lassalle? L'eût-il au contraire, comme le demandaient Bracke et plusieurs des chefs les plus écoutés, écartée purement et simplement? Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que l'élimination pure et simple était bien dans le sens de ses tendances générales, dans le sens de son évolution. Mais un événement d'importance capitale se produisit alors qui coupa court aux débats et enraya brusquement, pour un temps, cette évolution. La nécessité de l'union de toutes les forces socialistes pour mener la lutte contre la réaction se faisait sentir avec plus d'acuité chaque jour, et c'est alors qu'une démarche fut faite par Tœlke auprès de Geib et de Liebknecht. De tous côtés la pensée de l'union fut accueillie avec enthousiasme, la fusion des deux organisations apparut à tous comme le but suprême : et l'on fut ainsi amené à mettre au second plan tout ce qui divisait. Dans la commission qui fut nommée pour éla-

1. *Handbuch des Socialismus*, p. 650-651.
2. *Ibid.*, p. 651.

borer le programme de l'organisation future, on fit des concessions des deux côtés; et le maintien au programme commun du projet de Lassalle, que les eisenachiens avaient inscrit dans leur propre programme dès la fondation de leur parti, et qui, en fait, s'y trouvait encore, fut l'une de celles qui s'imposèrent le plus impérieusement à eux. Ils s'efforcèrent de lui donner la forme la plus acceptable qu'ils purent, et ils l'acceptèrent. Il était maintenant formulé dans les termes suivants : « Le Parti Ouvrier Allemand réclame, comme acheminement à la solution de la question sociale, la fondation de coopératives de production subventionnées par l'État, et placées sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les coopératives de production doivent être créées, pour l'industrie et l'agriculture, dans d'assez larges proportions pour que d'elles sorte l'organisation socialiste de l'ensemble du travail[1]. » Le rapporteur Hasselmann avait expliqué, au Congrès de Gotha, où le programme fut adopté, que les mots : *placées sous le contrôle démocratique du peuple travailleur*, écartaient l'idée d'un appel à l'État réactionnaire. Les mots : *pour l'industrie et l'agriculture* établissaient que l'on ne se proposait pas de faire entrer dans le système du travail coopératif une fraction seulement de la population.

Les chefs des eisenachiens donnèrent leur adhésion au programme transactionnel de Gotha, nous l'avons vu plus haut (p. 43 et 44), en dépit des avertissements, en dépit des critiques l'homme qui était pourtant la plus haute autorité qu'ils reconnussent : Karl Marx.

Marx ne faisait plus partie du Conseil Général de l'Internationale, dont le siège avait été transféré, en 1872, de Londres à New-York, mais il représentait toujours les tendances générales de cette association; il avait été, au temps où elle avait joué un rôle, son grand inspirateur; par opposition à Lassalle, l'agitateur national, il incarnait la pensée socialiste internationale, pensée que les chefs eisenachiens, qui considéraient leur parti « comme une branche de l'Association Internationale des Travailleurs[3] », s'étaient efforcés d'y faire prédominer. C'est sous l'influence des

1. En-tête du compte rendu du Congrès de Halle (1890). *Protokoll*, p. 3.
2. *Handbuch des Socialismus*, Art. *Produktivgenossenschaften*, p. 651.
3. Programme d'Eisenach (1869), *Neue Zeit*, 9e année (1890-91), t. I, p. 683.

idées marxistes que leur parti avait été sur le point de rayer de leur programme « le projet de Lassalle ». Mais lorsqu'il fut question de réaliser l'union des deux fractions, l'influence de Marx fléchit, et les eisenachiens firent toutes les concessions nécessaires. Cette influence ne devait pas tarder toutefois à reprendre le dessus, et ce sont seulement des raisons extérieures — se rattachant à la *loi des socialistes* — qui retardèrent jusqu'en 1891 la revision du programme et le rejet du fameux « projet ».

Les idées de Marx. — Résolutions de l'Internationale.

Quelles étaient, sur la question des coopératives, les idées de Marx? C'est ce que nous devons examiner maintenant. Nous lisons dans le troisième volume du *Capital*, à la fin du chapitre sur *Le rôle du Crédit dans la Production Capitaliste*, le passage suivant : « Les fabriques coopératives des ouvriers eux-mêmes sont, à l'intérieur de la vieille forme (la forme capitaliste), la première rupture de cette vieille forme, bien que naturellement, dans leur organisation réelle, elles reproduisent et doivent reproduire partout les défauts du système actuel. Mais l'opposition du capital et du travail est dans leur intérieur supprimé, bien qu'à vrai dire tout d'abord en ce sens seulement que les ouvriers en tant qr'association sont leur propre capitaliste, c'est-à-dire emploient les moyens de production à mettre en valeur leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain degré de l'évolution des forces productives matérielles et des formes sociales de production qui lui correspondent, d'un mode de production sort un autre mode de production et comment il se développe. Sans le système de fabrique qui naît du mode de production capitaliste, la fabrique coopérative ne pourrait pas se développer; et elle pourrait aussi peu se développer sans le système de crédit qui naît du même mode de production. De même que ce système de crédit forme la principale base de la transformation graduelle des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions, de même il fournit les moyens permettant de développer graduellement les entreprises coopératives sur une échelle plus ou moins nationale. Les entreprises capitalistes par

actions doivent être considérées aussi bien que les fabriques coopératives comme des formes de transition conduisant du mode de production capitaliste au mode de production associé, avec cette différence que dans les unes l'opposition est supprimée négativement, et que dans les autres elle est supprimée positivement[1]. »

Dans ce passage du *Capital*, Marx caractérise, on le voit, les sociétés coopératives de production comme des formes sociales de transition, encore infectées de certains vices inhérents au système de production capitaliste, mais annonçant le système de production socialiste par la suppression positive, dans leur intérieur, de l'antagonisme du travail et du capital.

Quelle était leur utilité pour la classe ouvrière ? Quel rôle pouvaient-elles jouer ? L'*Adresse Inaugurale* de l'Internationale, rédigée par Karl Marx, répond à ces questions. «... Une victoire plus grande encore de l'économie politique du travail sur l'économie politique du capital allait avoir lieu.

« Nous parlons du mouvement coopératif, en particulier des fabriques coopératives, cette œuvre de quelques mains audacieuses. *Le prix de ces grandes expériences sociales ne peut pas être exagéré*[2]. Par le fait, et non plus par des arguments, il était prouvé que la production sur une grande échelle et en accord avec les progrès de la science moderne n'est pas liée à l'existence d'une classe de maître (masters), qui emploie une classe de « bras » : que, pour porter des fruits, les moyens de travail n'ont pas besoin d'être monopolisés, comme moyens de domination sur les ouvriers et moyens d'exploitation des ouvriers, et que, de même que le travail des esclaves, de même que le travail des serfs, le travail salarié n'est qu'une forme sociale passagère et inférieure, destinée à disparaître devant le travail *associé*, qui effectue son œuvre d'une main alerte, d'un esprit prompt et d'un cœur joyeux. En Angleterre la semence du système coopératif a été répandue par Robert Owen ; les expériences ouvrières essayées sur le continent n'ont été en réalité que le premier aboutissement pratique des théories qui furent non pas inventées, mais proclamées en 1848.

« Dans le même temps, l'expérience de la période de 1848 à

1. Karl Marx, *Das Kapital*, Dritter Band, erster Theil, p. 427-428.
2. C'est moi qui souligne.

1864 prouva d'une manière indubitable ce que les chefs les plus intelligents de la classe ouvrière avaient affirmé dans les années 1851 et 1852 en face du mouvement coopératif en Angleterre, à savoir que, quelque excellent que le travail coopératif soit en principe et quelque utile qu'il soit dans la pratique, s'il est limité au cercle étroit de tentatives occasionnelles d'ouvriers isolés il est incapable d'arrêter la croissance du monopole selon une progression géométrique, d'affranchir les masses ou même d'alléger d'une manière perceptible le poids de leur misère... Pour affranchir les masses travailleuses, le système coopératif a besoin de se développer sur une échelle nationale et d'être aidé par des ressources nationales[1]. » Comme il était évident que les propriétaires fonciers et les capitalistes opposeraient toujours la plus vive résistance à l'émancipation du travail, le premier devoir de la classe ouvrière était la conquête de la puissance politique.

A son premier congrès, au congrès de Genève, tenu en 1866, l'Association Internationale des Travailleurs adopta une motion présentée par le Conseil général et certainement rédigée par Marx, qui exprimait les mêmes principes et aboutissait à la même conclusion. Comme elle contient toutefois quelques idées nouvelles, nous en citerons le texte. Le voici :

C'est le devoir de l'Association Internationale des Travailleurs de coordonner les mouvements spontanés des classes travailleuses, de les généraliser et de leur donner de l'unité, mais non de leur dicter ou de leur imposer des systèmes doctrinaires de n'importe quel genre. En conséquence le Congrès ne devrait pas se prononcer pour un système particulier de coopération, mais se borner à la déclaration de quelques principes généraux :

a) Nous reconnaissons dans le mouvement coopératif un des ressorts de la transformation de la société présente, qui repose sur des antagonismes de classes. Son grand mérite consiste à montrer pratiquement que le système actuel, le système paupérisant et despotique de l'asservissement du travail au capital, peut être supprimé par le système, créateur de bien-être et républicain, qui consiste dans l'association de producteurs libres et égaux.

b) Mais le mouvement coopératif, limité dans son évolution aux formes pigméennes que peuvent lui donner quelques ouvriers salariés

1. Carl Stegmann et C. Hugo, *Handbuch des Socialismus*, Art. *Produktivgenossenschaften*, p. 649.

réduits à leurs forces privées, ne sera jamais en état de transformer la société capitaliste. Pour faire de la production sociale un grand et harmonieux système de travail libre et coopératif, il faut des changements sociaux d'un caractère général, des changements dans les conditions générales de la société, changements qui ne pourront jamais être réalisés si la puissance organisée de la société, autrement dit la puissance de l'État, ne passe des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers aux mains des ouvriers.

c) *Nous recommandons aux ouvriers de s'engager plutôt dans des sociétés coopératives de production que dans des sociétés coopératives de consommation. Les dernières ne touchent que la surface du système économique actuel, les premières l'attaquent dans ses fondements*[1].

d) Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de transformer une partie de leur revenu total en un fonds qui leur servirait à propager leurs principes aussi bien par l'exemple que par la leçon, autrement dit en aidant à la création de nouvelles fabriques destinées à la production coopérative et en faisant de la propagande proprement dite.

e) Pour empêcher que les sociétés coopératives ne dégénèrent en vulgaires sociétés bourgeoises par actions, tous les ouvriers qu'elles occupent, actionnaires ou non, devraient avoir une part égale au produit. A titre d'expédient provisoire nous sommes disposés à accepter que les actionnaires reçoivent un intérêt à un taux minime[2].

L'année suivante, au Congrès de Lausanne, Eccarius, ami de Marx, soutint une motion qui recommandait aux membres de l'Internationale d'user partout de leur influence pour obtenir que les syndicats employassent leurs fonds à créer ou à aider financièrement des sociétés coopératives de production. Cette motion recueillit les suffrages de l'assemblée.

Essaierons-nous, d'après ces divers documents, de caractériser le point de vue de Marx et de l'Internationale par rapport à celui de Lassalle? Marx, comme Lassalle, fait une grande différence entre les coopératives de production et les coopératives de consommation. Il ne va pas comme Lassalle jusqu'à déclarer que le prix des coopératives de consommation diminue et tend à devenir nul dans la mesure où grandit le nombre de leurs adhérents : il n'admettait pas la *loi d'airain* des sa-

1. C'est moi qui souligne.

2. Cité par Carl Kautsky dsns sa brochure : *Consumvereine und Arbeiterbewegung* (Wiemer Arbeiter-Bibliothek). Wien, 1897, Erste Wiener Volksbuchtrandlung, pages 22 et 23.

laires[1]; mais comme Lassalle il pense que tandis que les société de production « attaquent le système actuel dans ses fondements », les sociétés de consommation « ne touchent que sa surface ». Autre analogie : comme Lassalle, Marx juge les coopératives ouvrières de production impuissantes à amener, comme résultat de leur évolution spontanée, l'universalisation du travail coopératif, la suppression du salariat. Il pense comme lui qu'une semblable transformation suppose l'intervention d'un autre facteur, — du facteur politique. Mais Marx et l'Internationale se distinguent ici de Lassalle en deux points : d'abord, ils conçoivent cette intervention comme la conséquence de la prise de possession intégrale du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire, et elle prend par suite immédiatement à leurs yeux les proportions d'une révolution universelle de la propriété. Elle se présentait au contraire à Lassalle sous une forme beaucoup plus modeste. Elle se réduisait pour lui, en quelque sorte, à une mesure budgétaire d'un caractère démocratique, à des crédits votés par un parlement sympathique aux ouvriers, et destinés à permettre à l'organisation coopérative du travail de se développer progressivement, de proche en proche, jusqu'au moment où elle embrasserait toute la société. Marx disait, raillant cette conception, que Lassalle avait la naïveté de croire « qu'avec un emprunt d'État on construit une nouvelle société tout aussi bien qu'une ligne de chemin de fer[2] ». — En second lieu, tandis que Lassalle, tout en reconnaissant l'intérêt que présentaient, à titre d'exemples, les sociétés de production actuellement existantes, ne conseillait nullement aux ouvriers, tant qu'ils seraient réduits à leurs propres forces, d'en fonder de nouvelles, Marx et les membres de l'Internationale attachaient un grand prix à ce que le mouvement coopératif, dans lequel ils voyaient « un des ressorts de la transformation de la société présente », prît dès maintenant tout le développement dont il était capable, et ils exhortaient les travailleurs à se grouper en sociétés de production. Mais ils entendaient que ces sociétés demeurassent soustraites à toute

1. Karl Marx, *Zur Kritik des sozialdemokratischen Parteiprogramms* dans la *Neue Zeit*, 9e année (1890-91), 1er vol., p. 570.

2. *Zur Kritik des sozialdemokratischen Parteiprogramms*, p. 571.

influence étrangère. « Les coopératives n'ont de prix, disait Marx dans sa critique du programme de Gotha, qu'en tant qu'elles sont des créations ouvrières indépendantes, que ne protègent ni les gouvernements ni les bourgeois[1]. »

L'attitude du parti depuis l'époque de sa formation. Résolution de Berlin (1892).

Sous l'influence de Marx, les socialistes allemands s'éloignèrent progressivement des idées de Lassalle, qui avaient été le point de départ du plus grand nombre d'entre eux. En 1870, Bebel, qui appartenait à l'organisation des eisenachiens, écrivit dans le *Volksstaat,* organe central de cette organisation, une série d'articles qui bientôt, réunis en brochure, reçurent la plus large diffusion. La brochure fut intitulée : *Nos buts* (*Unsere Ziele*). Elle était conçue tout entière dans l'esprit de la politique lassallienne. La proposition relative aux coopératives de production subventionnées par l'État y occupait une très large place. Deux ans plus tard, dans une note ajoutée à la troisième édition, l'auteur disait : « Aujourd'hui, je ne suis plus du tout d'avis que la question sociale sera résolue dans le sens indiqué par Lassalle, et je tiens une solution *plus radicale* pour nécessaire[2]. » Plus ou moins lentement tous les militants, issus de l'organisation lassallienne aussi bien qu'issus de l'organisation eisenachienne, suivirent la même évolution. En 1891, à Erfurt, le « projet de Lassalle » fut rayée du programme sans opposition.

Mais si l'on s'éloignait de Lassalle dans la mesure où sa solution était en opposition avec la solution « plus radicale » de Marx, on demeurait fidèlement avec lui, sans rien abandonner de ses positions, dans la mesure où il incarnait un autre combat, celui contre les libéraux, dans la mesure où sa solution s'opposait à celle d'un Schulze-Delitzsch. Et c'est pour cela qu'en 1885 on réclamait une neuvième édition de la brochure *Nos buts,* de Bebel, parce que cette brochure était, en

1. *Zur Kritik des sozialdemokratischen Parteiprogramms*, p. 572.

2. A. Bebel, *Unsere Ziele*, 10e édition. Berlin, 1893, Librairie du « Vorwærts », p. 29.

même temps qu'un plaidoyer pour le système de Lassalle, un plaidoyer contre celui de Schulze ; et c'est pour cela qu'en 1893 on réclamait de cette brochure une dixième édition. On suivait Marx dans sa critique des coopératives subventionnées de Lassalle ; on suivait Lasalle dans sa critique des coopératives de Schulze-Delitzsch, — même lorsque cette critique portait contre les coopératives de production que Marx et l'Internationale avaient préconisées.

Aussi bien n'avait-on point fait, en Allemagne, avec les coopératives de production, des expériences heureuses. Quelques-unes s'étaient maintenues, mais sans jamais atteindre à une grande prospérité; le plus grand nombre avaient misérablement sombré. Ajoutons qu'en Allemagne comme ailleurs on avait vu souvent celles de ces sociétés qui échappaient à la faillite subir un effondrement plus lamentable encore, celui de leur propre principe, et se transformer un beau jour en sociétés par actions dans lesquelles les coopérateurs du début touchent des dividendes et sont de véritables capitalistes par rapport à de nouveaux travailleurs, simples salariés.

Mais ces raisons et d'autres encore, que nous aurons l'occasion d'indiquer, n'empêchaient pas que de temps en temps des ouvriers socialistes, des militants du parti, à la suite d'une grève malheureuse ou à la suite de mesures de rigueur prises contre certains d'entre eux, essayassent, en fondant une société de production, de s'assurer quelques moyens d'existence ou de mettre leurs propagandistes à même de poursuivre avec indépendance leur œuvre de propagande. Pendant les années 1890 et 1891, à la suite des grèves dont nous avons parlé de nombreuses coopératives de production furent ainsi créées; la plupart d'entre elles périrent. Et comme ceux qui les avaient fondées se plaignaient que le parti, auquel ils avaient fait de multiples et pressants appels, ne les eût pas suffisamment soutenues ou les eût même totalement abandonnées à elles-mêmes, ce fut entre ces coopérateurs malheureux et le parti l'occasion de discussions parfois très vives. La question des coopératives prit un grand intérêt d'actualité, et elle fut inscrite à l'ordre du jour du congrès qui devait se tenir en 1892

à Berlin. Elle fut tranchée dans un sens défavorable aux coopératives. Les arguments invoqués contre elles étaient les suivants : les coopératives ouvrières commençent presque toujours avec un capital d'exploitation insuffisant ; elles se trouvent ainsi de prime-abord dans une situation d'infériorité vis-à-vis des entreprises capitalistes avec lesquelles elles doivent lutter. Seconde raison d'infériorité : conformément à leurs principes, elles sont tenues à établir des conditions de travail meilleures que les autres patrons : elles ne peuvent pas exploiter les salariés qu'elles emploient comme le font les patrons capitalistes. D'autres adversaires des coopératives disaient : en fait, elles les exploitent autant que les autres entrepreneurs, — et c'était un argument encore plus redoutable. Le parti avait d'ailleurs, ajoutait-on, plus à perdre qu'à gagner avec les coopératives. Réussissaient-elles ? Mais souvent les militants que l'on avait placés à leur tête étaient perdus pour la propagande socialiste ; le travail coopératif absorbait toute leur activité. Et si elles échouaient, ce n'était pas un dommage pour ceux-là seuls qui y avaient mis leurs économies ou qui avaient emprunté de l'argent afin d'aider à leur constitution ; c'était aussi un préjudice grave pour le parti, contre lequel les adversaires du socialisme exploitaient chaque insuccès. Ils allaient en effet répétant à la masse que les socialistes, s'ils étaient au pouvoir, conduiraient infailliblement la société à la banqueroute, puisqu'ils n'étaient pas capables de faire vivre des coopératives ; et chaque échec était une nouvelle preuve qu'en dehors du capitalisme il n'y avait que ruine et néant.

Pour toutes ces raisons on leur était hostile. On ne leur accorda absolument aucun rôle dans l'évolution sociale, on ne leur attribua aucune signification sociale, aucune utilité générale pour la classe ouvrière, aucune utilité pour le socialisme, aucun intérêt propre. Assurer des moyens d'existence à des militants congédiés, aider à la propagande en faisant vivre des propagandistes : tels étaient les seuls mérites qu'on leur reconnut. Une résolution soumise aux suffrages du Congrès disait même : « Le parti démocrate socialiste doit se tenir à l'écart d'entreprises de ce genre et déclarer voir en elles ce qu'elles sont :

des entreprises privées reposant sur l'égoïsme [1]. » Et le rapporteur, le député Auer, déclara, faisant allusion aux auteurs de cette résolution : « Si quelqu'un dit : *la coopération n'a pas la moindre signification, nous nous déclarons tout bonnement contre*, — je ne partage pas ce point de vue, mais je puis le concevoir [2]. » Auer avait dit encore : « Quiconque croit, par la formation de sociétés coopératives, contribuer en quelque chose à la solution de la question sociale... s'est trompé sur l'essence du socialisme [3]. » *A une très grande majorité* [4], on vota la motion suivante :

« Dans la question de la coopération, le parti conserve le même point de vue que précédemment.

« Il ne peut approuver la fondation de coopératives que là où ces sociétés ont pour but de rendre possible l'existence sociale de camarades frappés dans la lutte politique ou dans la lutte syndicale, ou encore là où elles doivent servir à faciliter la propagande, à l'affranchir de toutes les influences extérieures dont disposent les adversaires. Mais dans tous ces cas les camarades du parti doivent subordonner leur appui à la question de savoir si avant d'appeler des coopératives à la vie on dispose de ressources suffisantes pour leur assurer une base financière saine et si l'on a des garanties que la direction et l'administration se trouveront aux mains d'hommes capables.

« Si ces diverses conditions font défaut, les camarades du parti doivent s'opposer à la fondation de coopératives ; ils doivent en particulier combattre l'opinion que des coopératives soient en mesure d'influencer les conditions de la production capitaliste, d'élever la situation de classe des ouvriers, de supprimer ou même seulement d'atténuer la lutte de classe, politique et syndicale, des ouvriers [5]. »

Ce point de vue n'était pas nouveau dans le parti : exactement vingt ans auparavant, Bebel avait dit, répondant à une remarque de Schulze-Delitzsch : « Les socialistes ne se pressent nulle part de fonder des coopératives de consommation ; que certains parmi eux utilisent les petits avantages que leur offrent ces sociétés, personne ne pourra leur en vouloir. Mais il n'est pas un seul socialiste dans toute l'Allemagne qui attribue à ces

1. Congrès de Berlin, *Protokoll.*, p. 21.
2. *Ibid.*, p. 245.
3. *Ibid.*, p. 223.
4. *Ibid.*, p. 248.
5. *Ibid.*, p. 220.

sociétés l'importance que M. Schulze cherche à leur donner. Pas un seul ne songe à résoudre ainsi *même un petit morceau de question sociale*[1]. Il en est exactement de même pour les sociétés de production. Dans les deux dernières années plusieurs ont été fondées par des socialistes soit *pour offrir un point d'appui à un certain nombre de camarades politiques frappés et privés de leur pain dans la lutte contre le parti du capital*, soit, comme c'est le cas pour l'imprimerie coopérative que l'on est en train de fonder à Leipzig, afin de faire servir le profit non aux capitalistes mais *au parti et à sa propagande. Pas un de ceux qui prennent part à ces coopérations ne s'imagine améliorer par là même d'un iota la situation de la classe ouvrière*[2], bien loin de songer à supprimer par cette voie tout le système de la production privée actuelle. Les socialistes emploient tout moyen qui s'offre à eux *afin d'en tirer des avantages pour leurs buts de parti*. Là est la raison des faits dont M. Schulze cherche à tirer argument. M. Schulze peut attendre jusqu'à la consommation des siècles s'il espère que les socialistes passeront à lui[3]. »

Mouvement en faveur des sociétés de consommation.

Par une singulière rencontre, il arriva que sur la question des coopératives un revirement d'opinion se fit dans beaucoup d'esprits précisément au moment où la vieille opinion — vieille de plus de vingt années, vieille de près de trente ans — venait pour la première fois d'être promue à la dignité d'une résolution de congrès. L'occasion, et en même temps l'une des causes de ce changement fut la publication, en 1893, de la traduction allemande du livre de Mme Sidney Webb (Beatrice Potter) : *Le mouvement coopératif en Angleterre*[4]. Ce tableau, précis et saisissant, du merveilleux organisme coopératif qu'avait créé le prolétariat britannique fit sur l'esprit d'un grand nombre de socialistes, d'ouvriers allemands une impression profonde. Ils y

1. C'est moi qui souligne ici.
2. C'est moi qui souligne ici.
3. *Unsere Ziele*, 3e édit., p. 13, en note.
4. *Die Britische Genossenschaftsbewegung.*

voyaient les sociétés de consommation se développant, se groupant, se coalisant en sociétés immenses d'achat en commun, et devenant ainsi, sur le marché anglais, et, avec leurs navires, sur le marché du monde, une puissance commerciale de premier ordre ; ils voyaient aussi ces sociétés de consommation, ainsi groupées et coalisées, entreprenant elles-mêmes de produire, pour leurs besoins, un grand nombre d'articles, et appelant à la vie une vaste organisation industrielle douée d'une force d'expansion égale à la leur. Le moyen d'assurer le succès de la production coopérative était donc indiqué : il fallait commencer par organiser la consommation, par assurer au moyen de sociétés de consommation l'écoulement des produits ; il ne fallait produire qu'ensuite. C'était là pour ces ouvriers, pour ces socialistes, un premier et important enseignement. En second lieu, le livre de Mme Webb leur apprenait quelles étaient en Angleterre les relations des coopératives et des syndicats ouvriers, et quelle était l'étendue du concours donné par celles-là à ceux-ci, les coopératives appliquant dans leurs fabriques, pour la durée du travail aussi bien que pour les salaires, les tarifs syndicaux, réservant leur clientèle aux établissements qui les appliquaient, enfin accordant aux ouvriers, pendant les grèves, un appui financier parfois décisif. Auxiliaires des syndicats, les coopératives prenaient une place dans la lutte de classe du prolétariat; elles acquéraient ainsi un prix particulier.

Une discussion qui s'engagea dans un syndicat berlinois, le syndicat des ouvriers tailleurs, à la suite d'une conférence sur le mouvement coopératif en Angleterre, fut le point de départ de polémiques dans la presse socialiste au sujet du rôle et de l'utilité des sociétés coopératives de consommation.

Les sympathies très vives de certains pour ces sociétés ne se rattachaient pas uniquement au spectacle de leur rôle en Angleterre; elles avaient d'autres raisons. Tout d'abord on n'ignorait point alors, en Allemagne, quelle avait été l'étonnante fortune des sociétés de consommation de Belgique, de la *Maison du Peuple* de Bruxelles, du *Vooruit* de Gand ; un certain nombre de militants, les délégués au Congrès International tenu à

Bruxelles en 1891, avaient même visité dans cette ville la *Maison du Peuple*, et, revenus chez eux, en avaient fait des descriptions à leurs camarades; on savait aussi quelle était l'importance du concours financier donné par les coopératives belges au parti socialiste, et s'il était clair pour tout le monde qu'il fallait en Allemagne, pour des raisons de légalité, écarter l'idée de contributions versées par les coopératives au parti, du moins plus d'un pensait qu'elles pourraient, par des procédés indirects, lui rendre d'importants services.

Au spectacle de ce qui se passait au dehors, en Belgique, en Angleterre, il faut joindre d'ailleurs le spectacle de ce qui se passait en Allemagne même. On s'était habitué, depuis toujours, dans le parti socialiste, à ne prendre en considération que les coopératives de production; c'est uniquement à leur sujet que l'on discutait : elles étaient, aux yeux des militants, les coopératives par excellence. Au congrès de Berlin, dans la discussion, il ne fut question que d'elles; et c'est pour elles — ou plus exactement contre elles — que fut faite la motion votée par l'assemblée, bien que cette motion eût, dans la forme, un caractère tout à fait général. Une raison supplémentaire qui suffirait à expliquer que le congrès de Berlin ne se fût occupé que des sociétés de production, c'est qu'elles seules faisaient appel au concours du parti. Mais tandis qu'elles seules retenaient son attention parce qu'elles seules s'adressaient à lui et lui demandaient son appui, tandis qu'elles végétaient ou périclitaient, les sociétés de consommation se développaient avec une remarquable continuité et prenaient dans quelques régions un superbe essor. Dans le royaume de Saxe, et principalement à Leipzig, à Dresde, on voyait des coopératives parties, il y avait peu d'années, de presque rien et qui étaient devenues de puissantes sociétés, placées à la tête d'entreprises considérables. Prenons comme exemple la société de consommation de Leipzig-Plagwitz. Elle avait été fondée en 1884, par soixante-huit membres, avec un petit capital réuni au moyen de cotisations hebdomadaires de 50 pfennigs (62 cent. 1/2). Le tableau statistique que nous donnons ci-dessous permettra de suivre son

1. Cf. Adele Gerhard, *Konsumgenossenschaft und Sozialdemokratie*. Nürnberg, 1895, Wœrlein et Comp., pages 48 et suivantes.

développement pendant les dix premières années de son existence[1] :

Société coopérative de consommation de Leipzig-Plagwitz
(1884-85 à 1894-95).

ANNÉES	NOMBRE des membres.	CHIFFRE d'affaires.	BÉNÉFICE net.	DIVIDENDE p. 100.	DIVIDENDE	ÉTAT des marchandises.	OBJETS inventoriés.	CAPITAL des membres.	FONDS de réserve.
		Marks.	Marks.		Marks.	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.
1884-85	121	21.198	1.719	8	1.325	4.429	1.284	1.810	93
1885-86	168	30.061	2.575	9	2.423	5.142	1.418	3.676	256
1886-87	311	49.918	5.139	10	4.710	9.447	1.531	6.355	715
1887 88	549	109.265	11.660	10	10.225	20.492	3.952	12.570	2.294
1888-89	946	209.261	22.536	10	20.130	46.964	5.459	24.974	4.932
1889-90	2.467	547.308	63.014	10	54.745	86.458	9.036	55.929	11.218
1890-91	3.821	1.068.344	91.887	9	91.554	179.585	23.209	96.670	11.982
1891-92	4.540	1.446 561	106.337	8	106.117	185.285	29.753	122.703	12.481
1892-93	4.390	1.449.375	131.809	10	120.986	189.126	28.213	138.207	12.785
1893-94	5.495	1.650.000	161.061	10	151.158	177.633	25.126	255.979	16.104
1894-95	8.482	2.494.910							

En 1887, la Société, qui n'avait eu au début qu'une maison de vente, en ouvrait, dans un autre quartier, une seconde; en 1894, elle en avait treize. Dès 1890, elle entreprenait elle-même la fabrication du pain, et occupait, dans sa boulangerie, neuf personnes; elle en employait, en 1894, trentre-trois; elle prenait alors à ferme un moulin, afin de moudre elle-même le grain, et projetait, dans la boulangerie, divers agrandissements et perfectionnements; elle projetait, d'autre part, la création d'ateliers pour la confection de chemises.

La *Société de consommation pour Dresde et les environs* ne se développait pas avec une moindre rapidité. Fondée seulement en 1888, elle comptait en 1892 1.465 membres; elle en avait déjà en 1893, 2.585, et, en 1894, 6.238. Son chiffre d'affaires atteignait, en 1892, 254.683 marks (293.253 fr. 75); en 1893, 441.475 marks (551.843 fr. 75); en 1894, 1.205.316 marks (1.506.645 fr). Le bénéfice net s'élevait, en 1892, à 10 300 marks (12.875 fr.); en 1893, à 27.911 marks (34.888 fr. 75); en 1894, à 84,533 marks (105,666 fr. 25). La Société avait, en 1895, dix-sept dépôts.

Les coopératives saxonnes étaient donc un nouvel et saisis-

sant exemple de la puissance d'expansion inhérente aux sociétés de consommation. Les expériences faites en Saxe — et aussi dans d'autres parties de l'Allemagne — confirmaient bien celles qui avaient été faites en Belgique et en Angleterre.

Mais il serait inexact de rapporter le mouvement qui se fit alors en faveur des sociétés de consommation au seul spectacle de ces expériences heureuses. Des prédispositions existaient, et ces prédispositions tenaient à un fait déjà ancien : à savoir, la participation d'ouvriers socialistes à des coopératives de consommation. Bebel constatait le fait en 1872, lorsqu'il disait qu'on ne pouvait en vouloir à certains socialistes d' « utiliser les petits avantages que ces sociétés offrent à leurs membres » ; et, depuis, le nombre des travailleurs socialistes qui étaient entrés dans des coopératives de consommation n'avait fait que croître, dans de fortes proportions, d'année en année. Ils y entraient comme les autres ouvriers, sans préoccupation de doctrine, pour acheter des marchandises de meilleure qualité, et à meilleur compte. Il arrivait, en outre, que certains militants encourageassent l'adhésion des ouvriers socialistes à ces sociétés, afin d'y avoir la majorité dans les assemblées générales et de donner les places à des propagandistes du parti. Mieux que cela : dans certaines localités, des coopératives furent fondées par des socialistes, par des ouvriers socialistes ; tel est le cas d'un grand nombre de sociétés saxonnes, de celles de Leipzig et de Dresde en particulier. Le parti, en tant que tel, leur demeurait tout à fait étranger, et elles affirmaient d'ailleurs bien haut leur autonomie. Mais il n'en était pas moins vrai que les hommes qui les avaient créées, que les hommes qui se trouvaient à leur tête étaient des socialistes, le plus souvent des socialistes militants, quelquefois des représentants du parti dans des corps électifs, conseils municipaux, landtags, voire même Reichstag. Les sociétés de consommation demeuraient en dehors de la sphère d'activité du parti, non en dehors de la sphère d'activité des membres du parti, — du moins d'un nombre chaque jour plus grand d'entre eux ; elles demeuraient en dehors de la pensée socialiste, non en dehors de la pratique des socialistes. Il était nécessaire que le moment vînt où la pratique se traduirait dans la pensée. Le livre de Mme Webb, par les horizons qu'il

ouvrit, par les réflexions qu'il provoqua, hâta pour beaucoup ce moment.

Il y eut, alors, des socialistes partisans comme socialistes, c'est-à-dire avec des préoccupations socialistes, des coopératives de consommation. Celles-ci n'étaient plus uniquement, à leurs yeux, des entreprises profitables aux ménagères, utiles au parti dans la mesure seulement où elles assuraient des situations indépendantes à quelques-uns de ses militants : elles prenaient un tout autre intérêt, plus général, plus haut. Et du point de vue des multiples utilités qu'ils leur attribuaient, et pour leurs membres, et pour le parti, et pour le socialisme lui-même, ils demandaient au parti de sortir de la réserve où il s'était tenu jusque-là, et de leur exprimer sa sympathie, et d'exhorter ses adhérents à entrer dans les sociétés existantes, à en fonder, avec toutes les précautions et en s'entourant de toutes les garanties requises, là où il n'en existait pas. De cette période de discussion il resta une brochure qui servit à la diffusion de ces idées. Elle était intitulée : *Coopérative de consommation et démocratie socialiste*[1]. Elle avait été écrite par une femme, Mme Adèle Gerhard. Celle-ci s'était rendue en Belgique où elle avait visité la *Maison du Peuple* de Bruxelles et le *Vooruit* de Gand ; elle était allée visiter aussi les grandes coopératives saxonnes, et sa brochure faisait connaître les rapides progrès, l'état présent, le fonctionnement des unes et des autres. Elle contenait aussi une description du mouvement coopératif en Angleterre, d'après le livre de Mme Webb. C'est en recourant à chaque instant à des exemples empruntés à ces différents pays que l'auteur s'efforçait de marquer le prix des sociétés coopératives de consommation.

Un obstacle, d'ordre doctrinal, qui s'opposait à la juste appréciation de leur utilité pour la classe ouvrière, était tombé depuis quelques années : je veux parler de *la loi d'airain des salaires*, à laquelle le parti avait renoncé au Congrès d'Erfurt, en 1891, la jugeant contredite par les faits. C'est en vertu de cette loi, on se le rappelle, que Lassalle avait déclaré les sociétés de consommation impuissantes à améliorer la condition de la classe ouvrière, toute diminution du coût de l'existence des travailleurs

1. Adèle Gerhard, *Konsumgenossenschaft und Sozialdemokratie.*

devant avoir fatalement pour suite une baisse correspondante du taux des salaires. La loi d'airain étant abandonnée comme inexacte, l'effort fait pour réduire le prix d'achat des denrées cessait d'être condamné à demeurer sans effet réel. Il suffisait aux travailleurs de s'organiser sur le terrain syndical en vue de la défense de leurs salaires, pour que la réduction du prix des subsistances, obtenue au moyen du groupement coopératif, n'eût plus sur ces salaires aucune répercussion. Rien dans la doctrine n'empêchait donc le parti de faire une place, parmi les moyens d'améliorer la situation du prolétariat, aux coopératives de consommation. Cette forme d'activité pratique, qui s'était développée en dehors du parti, et malgré la théorie, se trouvait, maintenant que la théorie avait été modifiée, en accord avec elle. C'est ce que Mme Adèle Gerhard établissait en tête de sa brochure, commençant ainsi par assurer à cette pratique ouvrière spontanée sa légitimation théorique.

Marx et Lassalle s'étaient accordés à ne faire qu'un cas minime des coopératives de consommation, et à manifester au contraire aux coopératives de production, conçues d'ailleurs sous des formes et dans des conditions différentes, la sympathie la plus vive. Lassalle déclarait les premières impuissantes à élever la condition de la classe ouvrière prise dans son ensemble ; il ajoutait d'ailleurs que l'ouvrier comme tel était lésé comme producteur, non comme consommateur ; et Marx disait de son côté que les coopératives de consommation ne touchaient que la surface du système économique actuel, tandis que les coopératives de production l'attaquaient dans son fondement. Dans la brochure de Mme Adèle Gerhard nous trouvons le renversement de ce point de vue : les coopératives de production sont rejetées ou du moins déclarées sans intérêt, et les coopératives de consommation sont jugées très intéressantes et très importantes. Les coopératives de production, explique-t-elle, ont ce double défaut : d'abord, elles sont la propriété d'un petit nombre de producteurs ; si elles s'étendent, c'est par l'adjonction de travailleurs d'un autre ordre, de travailleurs salariés, qui se trouvent par rapport aux premiers dans une condition d'infériorité très accusée ; ensuite, elles produisent sans avoir aucunement la certitude d'écouler

leurs produits, et elles sombrent souvent faute d'une clientèle suffisante. Les coopératives de consommation sont au contraire assurées de l'écoulement de leurs marchandises, puisqu'elles sont précisément des sociétés d'acheteurs, de clients ; et d'autre part, au lieu d'être le monopole de quelques personnes, elles sont ouvertes à tous, appartiennent à tous les adhérents, sont administrées, au moyen de représentants, par la collectivité des adhérents, c'est-à-dire des consommateurs. Elles reposent donc, à l'inverse des sociétés de production, sur des bases entièrement démocratiques ; elles sont douées, à l'inverse des sociétés de production, d'une force interne de développement.

En opposant les sociétés coopératives de consommation aux sociétés coopératives de production, Mme Adèle Gerhard n'entendait point, notons-le bien, opposer la consommation à la production ; elle ne voulait point dire que les ouvriers pourraient bien assurer le succès d'entreprises de vente mais non d'entreprises industrielles ; ce qu'elle combattait, ce n'est pas la production par des coopérateurs, mais les coopératives de production. Conformément aux vues exposées par Mme Webb, elle disait que la production, pour être assurée du succès aussi bien que pour reposer sur des bases démocratiques, devait se rattacher à l'organisation de la vente, à l'organisation de la consommation, qu'elle ne devait être qu'un attribut, une fonction supplémentaire des coopératives de consommation. Il fallait que les ouvriers se groupassent d'abord en sociétés coopératives de consommation ; ces sociétés, arrivées à un certain degré de développement, à un certain degré de puissance, organiseraient ensuite la production des articles dont elles auraient le débit assuré. La production sortirait ainsi, quand les conditions de son succès auraient été réalisées, des sociétés de consommation : « l'organisation de la clientèle » aboutirait à une organisation de la production ; les sociétés de consommation deviendraient des sociétés productrices, mais non des « sociétés de production » au sens actuel du mot, car les fabriques, les usines, les ateliers seraient la propriété non d'un petit nombre de producteurs ou de la collectivité des producteurs, mais de la collectivité des consommateurs. Les producteurs ne seraient propriétaires des instruments de production que dans la mesure où, comme mem-

bres de la société, comme consommateurs, ils en seraient copropriétaires; ils ne participeraient à la direction de la production que dans cette mesure. Sous ces réserves et en qualité de producteurs, ils seraient seulement les employés, les salariés de la collectivité.

Le point de départ devait donc être « l'organisation de la clientèle », « l'organisation de la consommation ». Les ouvriers devaient se grouper en coopératives de consommation. Quelle était la raison du grand succès, de la force d'expansion de ces sociétés ? « C'est la puissance immense que les ouvriers possèdent, même dans l'ordre économique actuel, en leur qualité de consommateurs. » L'idée, la constatation de cette puissance, tel était le principe fondamental de l'argumentation de Mme Adèle Gerhard. Les ouvriers allemands, observait-elle, n'ignoraient pas cette puissance. Lorsqu'ils boycottaient des restaurateurs qui ne voulaient pas louer leurs salles de réunion aux socialistes, lorsqu'ils faisaient vivre, en leur accordant leur clientèle, des ouvriers que les patrons avaient congédiés pour leur activité politique et qui s'étaient établis marchands de cigares, cabaretiers, boutiquiers, c'est bien de cette puissance possédée par eux comme consommateurs qu'ils faisaient usage; mais ils en faisaient usage sans méthode, çà et là, souvent d'une manière purement momentanée. Ce qu'il fallait, c'était en user systématiquement, partout et toujours. Comment cela ? Par l'organisation de la classe ouvrière en sociétés coopératives de consommation.

Quels étaient les avantages qu'avaient pour la classe ouvrière ces sociétés ? Elles lui fournissaient d'abord des marchandises non falsifiées et à meilleur compte. Elles accordaient en outre, dans la règle, à leurs employés et à leurs ouvriers, des conditions de travail meilleures. Pouvait-on, comme c'était le cas pour certaines coopératives saxonnes, leur reprocher de ne point traiter ceux qu'elles employaient mieux que les autres patrons ? Mais la faute en était aux socialistes, qui, en n'y adhérant pas, ou en y adhérant sans se souvenir de leur qualité de socialistes et sans y apporter de préoccupatians socialistes, laissaient les abus capitalistes s'y loger.

Aux syndicats ouvriers les coopératives de consommation

rendaient de très réels services. Souvent elles n'employaient que des employés et ouvriers syndiqués. Avaient-elles pris en main certaines branches de production ? Elles appliquaient alors les tarifs syndicaux, organisaient souvent, au point de vue des salaires, de la durée du travail, des conditions d'hygiène, de véritables ateliers modèles, et fournissaient ainsi aux syndicats, dans leur lutte pour arracher aux patrons des conditions de travail meilleures, la preuve — la preuve vivante — qu'il était possible de satisfaire à leurs revendications. En Angleterre on les avait vues mettre un terme, pour les articles qu'elles confectionnaient, au *sweating-system*, on les avait vues substituer au travail à domicile et au travail dans les petits ateliers le travail de fabrique : elles avaient ainsi, dans la mesure de leur pouvoir, aidé à surmonter l'un des plus redoutables obstacles qui s'opposent à l'amélioration des conditions du travail et au développement de l'organisation syndicale.

Leur action n'était point limitée d'ailleurs aux domaines de la production qu'elles avaient pu s'approprier. Pour les articles qu'elles ne produisaient pas elles-mêmes, elles ne s'adressaient, en effet, dans la règle, qu'aux maisons qui appliquaient les tarifs syndicaux. Elles fournissaient ainsi un concours efficace à tous les travailleurs employés à la production de ces articles.

Quelle était l'utilité des sociétés de consommation pour le parti ? Non seulement elles pouvaient assurer à un certain nombre de militants des situations indépendantes « qui leur convenaient mieux que celles de cabaretier ou de boutiquier », mais il leur était aussi possible de fournir au parti des salles pour ses réunions. Indirectement elles pouvaient ainsi aider à son travail de propagande.

Ce n'est pas tout : pour le parti et pour la préparation du prolétariat au socialisme, les coopératives de consommation avaient une autre utilité, une utilité *pédagogique*. Elles permettaient à la classe ouvrière de s'éduquer pour la gestion économique de la société, éducation indispensable pour une prise de possession féconde du pouvoir. Elles permettaient en outre à la classe ouvrière de s'éduquer pour la démocratie, pour une organisation démocratique de la vie économique.

Tels étaient les principaux mérites que Mme Adèle Gerhard

attribuait aux sociétés de consommation. Mais là ne se bornait pas sa tâche ; diverses objections étaient faites du point de vue socialiste à cette forme d'activité : elle y répondait.

Dit-on que les coopératives de consommation entraînent un éparpillement de forces, qu'elles détournent du combat politique ? Mais les socialistes qui prennent part à ces sociétés savent bien qu'elles ne sont qu'un moyen de combat parmi plusieurs autres, et ils ne méconnaissent pas la très grande utilité de l'action politique. Certains socialistes sont-ils arrachés par elles à la vie politique ? Mais non, ceux qui sont aptes à la fois à la lutte politique et à l'action coopérative ne se désintéressent pas de la lutte politique. Quant à ceux qui ne sont pas faits pour la lutte politique, ils peuvent rendre dans une coopérative de très grands services. On dit que les coopératives offrent un danger d' « embourgeoisement ». On songe aux dividendes, à « la chasse aux dividendes ». Mais il n'y a pas que cela dans les coopératives, et il y a d'autant moins cela qu'elles sont plus empreintes d'un esprit socialiste.

Ces objections sont d'ordre politique. D'autres ont un caractère purement économique. Les coopératives ont le désavantage, dit-on, qu'il faut y payer comptant : c'est un gros désavantage pour les ouvriers ; en temps de chômage, les petits commerçants leur font crédit. Mais, répond l'auteur, d'une manière générale c'est un mérite des coopératives de faire passer aux ouvriers l'habitude de l'achat à crédit. Par le crédit, les prolétaires sont inféodés à leurs fournisseurs, qui les servent mal. Toutefois Mme Gerhard reconnaît que c'est là une objection grave ; elle fait observer seulement, d'une part, que le crédit que les boutiquiers font à leurs clients n'est pas illimité, et d'autre part que les coopératives peuvent offrir à leurs adhérents des avantages correspondants à ceux du crédit : elles peuvent, en temps de grève, par exemple, leur avancer les sommes répondant aux *trop-perçus*, sommes qui régulièrement ne leur seraient distribuées qu'à la fin de l'année ; elles peuvent d'autre part instituer une caisse speciale affectée précisément à des secours.

Et Mme Gerhard conclut que la résolution de Berlin, qui vaut contre les sociétés de production, est injuste dans la mesure où

elle s'applique aux sociétés de consommation, et que celles-ci ont leur place dans la lutte de classe du prolétariat.

Les Résistances.

Ce premier effort pour faire accepter les coopératives de consommation comme une arme dans la lutte ouvrière et socialiste devait rencontrer dans le parti, à côté de sympathies et d'encouragements, des résistances très vives. Celles-ci tenaient tout d'abord à la puissance des idées traditionnelles ; mais elles avaient une autre raison. Depuis quelque temps les sociétés de consommation avaient trouvé de fougueux partisans parmi les anarchistes, les anciens indépendants, et naturellement ceux-ci opposaient cette forme d'action à l'action politique. Le 28 avril 1895, sous leur inspiration, une société ouvrière de consommation, *L'Émancipation,* se constitua à Berlin ; et le premier mai de la même année, peu de temps avant que parût la brochure d'Adèle Gerhard, une brochure fut publiée et répandue à un grand nombre d'exemplaires, qui préconisait comme la forme d'action la plus urgente pour la classe ouvrière « l'organisation de la consommation ». La brochure s'intitulait *Un Chemin vers l'Émancipation de la Classe Ouvrière*[1]. Il faut en dire quelques mots.

Les idées développées étaient les suivantes : L'action politique du parti démocrate-socialiste ne peut pas conduire la classe ouvrière à son émancipation ; son action parlementaire, par les mesures législatives auxquelles elle aboutit, ne fait que « fortifier l'État moderne et sa police[2] » ; et son action révolutionnaire, s'il devait un jour agir révolutionnairement, demeurerait inféconde parce que « l'on ne peut absolument rien attendre de la violence, ni de la violence d'une classe aujourd'hui régnante, ni de la violence de soi-disant révolutionnaires qui tenteraient en dilettantes, par exemple par des décrets dictatoriaux, de faire sortir de rien une société socialiste[3] ». Ce n'est pas de l'action

1. *Ein Weg zur Befreiung der Arbeiter-Klasse.* Berlin, Adolf Marreck. Sans nom d'auteur. Attribuée à Landauer. (Cf. Wurm, *Volks-Lexikon.*)

2. *Ibid.*, p. 23.

3. *Ibid.*, p. 8.

politique du parti socialiste, c'est de l'action économique de la classe ouvrière que résultera son émancipation. Mais sur le terrain économique les ouvriers peuvent exercer leur action de deux façons, comme producteurs et comme consommateurs. L'action des ouvriers comme producteurs pourra se présenter à son tour sous deux formes : ou ils se grouperont en syndicats et essaieront d'obtenir l'amélioration de leur condition par la grève ; ou ils se grouperont en sociétés coopératives de production et essaieront d'obtenir l'amélioration de leur condition par l'élimination du capitaliste. Mais il se trouve que la plupart du temps les coopératives de production, faute de capitaux suffisants et faute d'une clientèle assurée, ne sont pas viables ; et quant aux grèves que les ouvriers engagent tantôt ici tantôt là, elles aboutissent le plus souvent à des échecs, le patron, qui ne connaît pas la faim, étant mieux armé pour la lutte que ses ouvriers. Les ouvriers peuvent faire la grève, il est vrai, dans d'autres conditions, dans des conditions plus avantageuses, en cessant partout le travail à la fois, et ce moyen de lutte est en effet efficace, comme arme révolutionnaire. Mais cette arme ne peut être utilement maniée que s'il existe déjà, dans la société bourgeoise, des linéaments socialistes, si la classe ouvrière, au lendemain d'une révolution heureuse, doit se trouver en présence d'embryons d'une organisation socialiste qu'il s'agira seulement de développer. En quoi pourra consister cette organisation socialiste embryonnaire ? Dans les groupements que les ouvriers auront constitués comme consommateurs et qui se seront complétés par une organisation coopérative de la production ; les ouvriers doivent donc commencer par former des sociétés coopératives de consommation. Pour que celles-ci puissent rapidement organiser et développer la production, leurs membres devront leur faire abandon des trop-perçus. Ils abandonneront ces trop-perçus, ils renonceront à tout dividende, sachant qu'ils travaillent ainsi à l'émancipation de la classe ouvrière.

Au début, une des raisons de l'hostilité témoignée par le parti socialiste aux coopératives, et particulièrement aux coopératives de consommation, avait été qu'elles se trouvaient aux mains

des libéraux et que ceux-ci voyaient et cherchaient à faire voir en elles le moyen par excellence d'améliorer la situation de la classe ouvrière. Maintenant, ce n'étaient plus seulement les libéraux, c'étaient aussi les anarchistes qui les faisaient entrer en ligne de bataille dans leur lutte contre la démocratie socialiste, qui s'efforçaient de montrer en elles le grand remède, la voie du salut. Bien plus, les libéraux ne parlaient généralement que d'améliorer la condition des travailleurs ; ce n'est que timidement, et pour un avenir fort lointain, que quelques-uns déclaraient voir en elles, ou, plus exactement, dans les sociétés de production qui couronneraient l'édifice coopératif, la « solution de la question sociale ». Pour les anarchistes, elles étaient au contraire le moyen d'assurer promptement l'émancipation du prolétariat. Quand celui-ci, par son organisation en coopératives de consommation, aurait inscrit dans la société bourgeoise des linéaments de communisme, quand il aurait jeté dans le sol capitaliste des germes d'institutions et d'organisation socialistes, la grève générale ferait son entrée en scène, et la révolution sociale s'accomplirait. Les coopératives de consommation d'abord, la grève générale ensuite : et ce serait tout. Dans l'œuvre d'affranchissement de la classe ouvrière, l'action politique n'aurait joué aucun rôle.

Certes, Mme Adèle Gerhard et les socialistes de même tendance qu'elle étaient bien loin, naturellement, d'avoir rien dit ou laissé supposer de semblable ; elle avait très nettement spécifié, au contraire, qu'il ne s'agissait que d' « un moyen parmi d'autres moyens », et même d'un moyen, d'une forme d'action « auxiliaire[1] » ; pour elle, pour tous les autres, l'action politique demeurait au premier plan. Mais il suffisait que la thèse qu'ils soutenaient coïncidât par un point avec celle des anarchistes pour qu'elle devînt suspecte à beaucoup de socialistes. Il faut ajouter que dans ce premier effort pour faire accepter par le parti les coopératives de consommation on se laissa peut-être aller à vouloir trop prouver, à exagérer l'utilité *directe et immédiate* que celles-ci peuvent avoir, en Allemagne, pour *le parti comme tel*, et aussi à vouloir les rattacher trop étroitement à lui.

1. Ad. Gerhard, *Konsumgenossenschaft und Sozialdemokratie*, p. 9.

Et c'est ainsi que même parmi les amis des coopératives il se trouva des hommes qui crurent devoir mettre en garde les camarades du parti contre les idées nouvelles. Parmi eux je citerai Emanuel Wurm, l'un des fondateurs de la grande société de consommation de Dresde ; Wurm était en même temps, il faut le dire, député au Reichstag ; ses critiques étaient celles d'un praticien de l'action coopérative doublé d'un politicien, ou, plus exactement, d'un politicien doublé d'un praticien de l'action coopérative. Sans doute, disait-il, les coopératives peuvent rendre des services au parti, soit en mettant à sa disposition des salles de réunion soit en fournissant des situations à des militants. Mais il ne faut pas oublier que « tout brave militant et tout bon orateur de réunion publique n'est pas forcément capable d'occuper une situation commerciale[1] », et d'autre part il ne faut pas fournir des armes à la police et au gouvernement très désireux, celui-ci de faire voter de nouvelles lois contre les coopératives, et celle-là de dissoudre au moyen des lois existantes toutes les sociétés auxquelles on pourrait reprocher, sous de plus ou moins fallacieux prétextes, de faire de la politique.

Mme Gerhard, continuait Wurm, pense que les coopératives de consommation pourraient influencer les conditions de la production. Sans doute elles le pourraient, dans la mesure où elles produisent elles-mêmes, si leurs membres aimaient mieux renoncer à leurs dividendes qu'à de meilleures conditions de travail pour ceux qu'elles font travailler. Mais l'expérience nous apprend que les membres ainsi intentionnés ne sont pas la majorité. Quant aux conditions de la production en général, elles ne pourraient les modifier que si, en même temps qu'elles accorderaient à ceux qu'elles emploient des conditions de travail meilleures, elles employaient un si grand nombre de travailleurs que leurs conditions de travail, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, devinssent celles du marché du travail. — Mme Gerhard prétendra-t-elle qu'elles peuvent agir par l'exemple, comme ateliers modèles ? « Mais dans la vie économique les bons exemples sont sans effet lorsqu'ils n'agis-

1. *Die Sozialdemokratie und das Genossenschaftswesen*, par Emanuel Wurm, dans le supplément du *Sozialdemokral* du 5 décembre 1895 (n° 49).

sent pas par leur *force* économique. Le noble Owen a déjà tenté d'améliorer, avec de la philanthropie, le sort des travailleurs : il a échoué, il était fatal qu'il échouât. » Et du même point de vue Wurm combattait, comme une « utopie idéologique », l'idée que les sociétés de consommation pussent avoir une utilité comme moyens « d'éduquer la classe ouvrière pour le libre *self government*, de conduire à une gestion démocratique de la vie économique. » « Quelle confusion de la cause et de l'effet ! » disait il. L'esprit démocratique n'est pas le résultat de l'éducation, il répond à des rapports *de force*, d'ordre politique et d'ordre économique. Dans la société socialiste, dans laquelle il n'y a pas de détenteur de la force économique, l'esprit autocratique ne peut pas trouver place, parce que la force économique nécessaire à son apparition fait défaut ». Mme Gerhard avait dit : « Il n'y a de vraiment importantes et de vraiment dignes de nos efforts que les coopératives qui sont et veulent être quelque chose de tout autre que des entreprises commerciales florissantes..., qui, démocratiquement dirigées par les consommateurs, aident à créer les cadres d'une démocratie mûrie et éprouvée. » A cela Wurm répond : « La direction démocratique est la *conséquence* naturelle de la *puissance* économique. Dès l'instant où nul autre intérêt ne pourra entrer en jeu que celui de la collectivité, celle-ci saura effectivement faire valoir son propre intérêt. La collectivité ou des groupes sociaux commettront-ils alors des fautes ou n'en commettront-ils pas ? C'est ce qui dépendra *non pas de leur habitude de la direction*, mais de leur *savoir économique*. Or celui-ci ne s'enseigne pas et ne se développe pas dans les sociétés de consommation, mais dans les organisations politiques et syndicales. Il ne faut donc pas voir dans les sociétés de consommation une école préparatoire à l'organisation sociale future.

« Si l'esprit démocratique n'existe pas de prime abord chez les membres d'une société de consommation, il ne peut pas être inculqué en eux par celle-ci. Nous devons abandonner ce soin aux organisations *politiques* et *syndicales*, lesquelles éveillent chez le travailleur ce qui est le plus important pour lui : *la conscience de classe*. Sans elle il demeurera à jamais esclave salarié — et toutes les sociétés de consomma-

tion du monde ne pourront pas l'affranchir de ses chaînes. »

J'ai cité tout au long ces textes parce qu'ils traduisent d'une manière saisissante la pensée doctrinale — on pourrait dire la pensée doctrinaire — qui se refusait à faire concourir à l'œuvre socialiste la pratique coopérative. Point n'est besoin de s'éduquer pour la démocratie, puisque, après la prise de possession par le prolétariat du pouvoir politique, et, par suite, du pouvoir économique, « la direction démocratique sera la *conséquence* naturelle du pouvoir économique ». Au reste, dans la mesure où l'éducation démocratique est aujourd'hui possible et utile, elle sera l'œuvre des organisations prolétariennes de combat, syndicats et groupes politiques. L'esprit démocratique se surajoutera chez leurs membres, comme un phénomène dérivé, à la « *conscience de classe* ». La conscience de classe est dans le présent le principe nécessaire et suffisant de l'esprit démocratique, comme, dans l'avenir, la souveraineté économique de la collectivité sera le principe nécessaire et suffisant d'une direction démocratique.

On voit comment de ce point de vue les sociétés de consommation, déclarées impuissantes à créer ou à développer chez les travailleurs l'esprit démocratique et inutiles pour créer ou développer cet esprit, impuissantes à préparer le prolétariat à la direction démocratique de la vie sociale et inutiles pour cela, et d'autre part impuissantes à « influer sur les conditions de la production en général et sur la situation de classe des ouvriers[1] », n'ont plus qu'une utilité très modeste. « Elles garantissent certains avantages à leurs membres, cela n'est pas contestable, *surtout du point de vue de l'économie petite bourgeoise*[2] » ; mais c'est à peu près tout. Entre elles et le parti, sauf les petits services qu'elles peuvent parfois lui rendre, il n'y a rien de commun.

Et ainsi la pratique coopérative, dont d'ailleurs on ne faisait pas fi, à laquelle on avait recours pour de certains usages, se trouvait encore condamnée à demeurer en marge du parti, et en marge de la théorie socialiste.

1. *Volks-Lexikon*, Art. *Genossenschaften*, 2e vol., p. 877.
2. *Ibid.*, p. 876. — C'est moi qui souligne.

C'était là la réaction première, — spontanée et réflexe, pour ainsi dire, — vis-à-vis des nouvelles idées. Mais le mouvement qui leur avait servi de support, la participation de plus en plus étendue de la classe ouvrière à l'organisation coopérative, se poursuivait d'une manière continue et rapide, et ainsi, comme par un travail souterrain, dans des milieux de plus en plus vastes, les résistances se trouvaient forcées.

Ce qui allait être en question, désormais, c'était moins l'utilité des coopératives, et particulièrement des coopératives de consommation, que le caractère de cette utilité, autrement dit leur rôle, leur fonction dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Deux opinions allaient se disputer les esprits, dont l'une, tout en intégrant la pratique coopérative à l'activité socialiste, se rattachait à l'ensemble des anciennes conceptions, et dont l'autre rompait catégoriquement avec elles. Nous trouverons la première exposée dans une brochure de Kautsky qui fut publiée au mois d'août 1897, brochure intitulée : *Sociétés de Consommation et Mouvement Ouvrier*[1], la seconde dans le livre que Bernstein écrivait au lendemain du congrès socialiste de Stuttgart pour donner une vue d'ensemble de sa doctrine : *Les Conditions du Socialisme et les Devoirs de la Démocratie Socialiste*[2] (janvier 1899).

Deux conceptions du rôle des coopératives.

L'idée dominante de Kautsky était que les coopératives n'ont qu'une valeur toute relative. Toute relative à deux points de vue : d'abord, en tant qu'elle suppose certaines conditions, ensuite en tant qu'elle est subordonnée à certaines fins.

D'une manière générale il arrivait bien à cette conclusion que « tôt ou tard le mouvement coopératif est appelé, à côté de la lutte des syndicats pour modifier les conditions du travail, à côté de la lutte du prolétariat pour conquérir le pouvoir dans la commune et dans l'État, à côté des efforts faits par la commune et par l'État pour étendre et multiplier les branches de la pro-

1. *Consumvereine und Arbeiterbewegung.*

2. Ed. Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, 188 p. in-8°. Stuttgart, 1899, J.-H.-W. Dietz.

duction administrée par eux, à jouer un rôle important dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière [1]. » Mais le mouvement coopératif n'était appelé à jouer ce rôle que « *tôt ou tard* ». Pour le moment, dans tel ou tel cas particulier, il ne fallait créer de sociétés de consommation que si certaines conditions étaient réalisées ; la principale de toutes était la présence d'un mouvement politique et syndical déjà fort. Pourquoi Kautsky subordonnait-il la création de sociétés de consommation à la présence de cette condition ? Parce que seule, selon lui, elle empêchait certains mauvais effets de ces sociétés de se faire jour. La coopérative de consommation, expliquait-il, crée une communauté d'intérêts entre ses adhérents prolétaires et ses adhérents bourgeois, en même temps qu'elle tend à partager la classe ouvrière en « une élite qui achète au comptant et une populace qui achète à crédit ». D'autre part elle tend à développer chez ses adhérents, par la perpétuelle préoccupation de l'achat à bon marché et des gros dividendes, un « esprit épicier [2] ». Elle tend enfin à quelque degré, par la réduction du coût de la vie qu'elle réalise, à faire baisser le taux des salaires. Pour que ces tendances demeurent à l'état de tendances et ne passent pas à l'acte il suffit, mais il faut que les mêmes prolétaires qui sont membres de coopératives soient membres de syndicats et de groupes socialistes, il faut qu'une forte éducation politique et corporative ait développé en eux la conscience de classe et les ait pénétrés de sentiments socialistes, il faut que l'organisation coopérative ait été précédée par l'organisation syndicale et par l'organisation politique.

D'autre part, pour Kautsky, le prix de l'organisation coopérative se trouve essentiellement, à l'heure actuelle, dans son utilité pour l'organisation politique et pour l'organisation syndicale. Plus tard, il en sera autrement ; l'organisation coopérative aura son prix en elle-même. « Et qu'est donc l'image que nous nous faisons de la société socialiste, sinon celle d'une immense coopérative de consommation, qui à vrai dire n'est pas une société de commerce, mais bien en même temps une société de production dont les exploitations produisent pour la consom-

1. *Consumvereine und Arbeiterbewegung*, p. 31.
2. *Ibid.*, p. 15.

mation de ses membres[1] ! » Voilà pour l'avenir socialiste. Dans un avenir plus proche, pendant la période de transition qui conduira du capitalisme au socialisme, les sociétés de consommation auront aussi en elles-mêmes et par elles-mêmes une utilité. Kautsky n'en parle qu'en passant, mais en termes très nets. « Quels sont, demande-t-il, quels sont les services que pourront rendre les sociétés de consommation, jointes aux sociétés de production, quand le prolétariat aura conquis, ne fût-ce que partiellement, le pouvoir politique ; de quelle manière pourront-elles servir *comme embryons d'organisations socialistes*[2] ? C'est là une question à part, que nous n'avons pas à examiner plus à fond, puisque nous ne recherchons dans le présent écrit que l'importance des sociétés de consommation dans le présent[3]. » Quelle est cette importance des sociétés de consommation dans le présent ? Elle consiste essentiellement en ceci : d'abord, en permettant aux travailleurs de mieux vivre, elles les rendent, dans leurs luttes, plus « capables de résistance » ; ensuite, elles leur permettent de faire plus aisément les dépenses nécessaires pour leur culture intellectuelle, pour la politique, pour les grèves, etc. C'est là leur grande utilité, utilité qui se manifeste de la manière la plus saisissante lorsque les coopératives peuvent, comme en Belgique, alimenter directement la caisse du parti, mais utilité très réelle aussi, quoique moins apparente, lors même que la loi interdit, comme en Allemagne, tout rapport entre les coopératives et le parti ou les syndicats. Ce que les coopératives elles-mêmes ne font pas, rien n'empêche en effet leurs membres de le faire. Indirectement, elles peuvent fournir aux organisations de combat de la classe ouvrière un très large concours. C'est en cela que consiste essentiellement, aux yeux de Kautsky, le rôle qu'elles ont à jouer, pour l'heure, dans le mouvement de classe du prolétariat, dans l'ensemble du mouvement ouvrier et socialiste.

Le point de vue de Bernstein est diamétralement opposé. Pour lui, l'intérêt essentiel des coopératives réside en elles-mêmes ;

1. *Consumvereine und Arbeiterbewegung*, p. 31.
2. C'est moi qui souligne.
3. *Ibid.*, p. 25.

l'organisation coopérative ne doit pas être considérée comme un moyen pour d'autres formes d'organisation ouvrière, son prix n'est pas relatif à la présence de telle ou telle condition : l'organisation coopérative a, dès aujourd'hui, une valeur en soi et par soi, une valeur absolue.

La question des coopératives occupe dans la doctrine de Bernstein, sur laquelle nous reviendrons dans la suite, une position centrale. Elle s'y rattache immédiatement en effet à cette question : Comment s'opérera le passage de la société capitaliste à la société socialiste ?

Bernstein se place dans cette hypothèse que les socialistes sont arrivés au pouvoir. Que vont-ils faire ? « De la mainmise de l'État sur l'ensemble de la production et de la distribution des produits il ne saurait être question un seul instant. L'État ne pourrait pas même se charger de la masse des moyennes et grandes exploitations. Et quant aux communes, organismes intermédiaires, elles seraient elles aussi d'un faible secours. Elles pourraient tout au plus municipaliser les entreprises qui produisent sur le lieu et pour le lieu ou effectuent des services locaux, et elles auraient avec cela déjà fort à faire. S'imagine-t-on que les entreprises qui ont jusqu'ici travaillé pour le grand marché soient tout à coup et dans leur ensemble municipalisées ?

« Prenons seulement une ville industrielle d'importance moyenne, telle que Augsburg, Barmen, Dortmund, Hanau, Mannheim, etc. ; personne ne sera assez insensé pour admettre que ces communes pourraient au milieu d'une crise politique ou même à tout autre moment prendre en régie directe et conduire avec succès toutes les différentes entreprises industrielles et commerciales de ces villes. Elles devraient ou bien les laisser aux mains des propriétaires actuels, ou bien, si elles voulaient absolument les exproprier, les concéder à des coopératives ouvrières à n'importe quelles conditions de fermage.

« Ainsi dans tous les cas semblables la question se ramène pratiquement à celle de la *puissance économique des coopératives*[1]. »

1. Ed. Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, pages 93 et 94.

Dans l'étude de cette question, Bernstein se trouve immédiatement amené à distinguer, comme l'avait fait Mme Béatrice Webb et après elle Mme Adèle Gerhard, entre les sociétés de consommation et les sociétés de production. Il s'efforce ensuite de donner les raisons des phénomènes observés chez les unes et chez les autres, du succès, de l'expansion des premières, de l'échec, de la stagnation des secondes, souvent de leur transformation en de vulgaires sociétés de commandite.

Pourquoi les coopératives de production aboutissent-elles si fréquemment à la faillite financière ou morale, ou du moins ne se développent-elles point ? C'est, répond la critique socialiste traditionnelle, parce qu'elles manquent de capital, de crédit et de débouchés. Cette réponse ne satisfait pas Bernstein ; elle donne une partie de l'explication, observe-t-il, mais non l'explication tout entière. Parmi les sociétés qui ont abouti à la déconfiture, il en est beaucoup qui disposaient en commençant d'un capital suffisant et ne se heurtaient pas, pour l'écoulement de leurs produits, à des difficultés particulières. La raison de leur insuccès doit donc être d'un autre ordre. D'autre part, parmi les entreprises capitalistes qui commencent dans les conditions les plus modestes, il en est un certain nombre qui réussissent à prendre un large essor et arrivent à une grande prospérité; ce fait ne s'observe pas chez les coopératives de production, chez celles du moins qui demeurent fidèles à leurs principe. Elles ne font pas de progrès. Pourquoi cela ? Pourquoi ne constate-t-on pas parmi elles, dans la même proportion que parmi les autres entreprises, de brillantes réussites ? Il faut qu'il y ait à cela une raison particulière. Ce n'est pas tout. Pour expliquer l'abandon, par celles qui se maintiennent et prospèrent, de leur principe constitutif, on invoque l'influence malfaisante de l'ambiance capitaliste. Mais pourquoi ces sociétés subissent-elles si complètement cette influence? Pourquoi sont-elles aussi incapables de résistance, aussi dénuées de ressort, pourquoi, par quelle prédisposition, par quel vice interne, s'adaptent-elles aussi facilement au milieu bourgeois ?

A ces diverses questions, Bernstein donne deux réponses. C'est une erreur de considérer la coopérative de production comme socialiste, dit-il avec Mme Béatrice Webb ; elle est « indi-

vidualiste ». En outre, elle porte en elle une contradiction. « Elle suppose l'égalité dans l'atelier, l'entière démocratie, la république. Mais sitôt qu'elle a pris certaines proportions, qui peuvent être relativement très modestes, l'égalité disparaît, parce que la différenciation des fonctions et en même temps une hiérarchie deviennent nécessaires. A-t-on renoncé à l'égalité ? Alors, la pierre angulaire de l'édifice est éloignée ; avec le temps les autres pierres suivent, la désagrégation se produit et la société se transforme en une exploitation commerciale ordinaire. Et si l'on ne veut point renoncer à l'égalité, on élimine toute possibilité d'extension, on ne sort point de la forme minuscule. Telle est l'alternative à laquelle sont condamnées toutes les pures sociétés de production ; dans ce conflit elles se brisent ou s'étiolent. Bien loin d'être un moyen, conforme à la production moderne, d'éloigner le capitaliste de l'exploitation, elles marquent plutôt un retour à la production pré-capitaliste. Cela est si vrai que les rares cas où elles ont eu un relatif succès ont trait à des exploitations de *petits métiers*, et que la plupart d'entre eux se rapportent non à l'Angleterre, où l'esprit de la grande industrie domine chez les ouvriers, mais au pays si éminemment « petit bourgeois » qu'est la France[1]. »

Ces observations faites, Bernstein donne une explication plus générale des différences de succès, de destinée et de caractères observées entre les sociétés de consommation et les sociétés de production, en les faisant entrer dans les cadres d'une classification proposée par le Dr Franz Oppenheimer[2] : celui-ci ramène toutes les formes de coopératives à deux grandes classes, les coopératives d'*acheteurs*, et les coopératives de *vendeurs*. « Ce n'est que dans la mesure où une coopérative est essentiellement coopérative d'*acheteurs*, note Bernstein après cet auteur, que le but collectif qu'elle poursuit et son intérêt propre rendent son extension également désirable. Mais plus une coopérative est coopérative de *vendeurs*, plus elle est coopérative de vendeurs vendant des produits industriels fabriqués par elle-même (le cas n'est plus le même pour les coopératives de paysans), et plus grand devient en elle le conflit intérieur. En même temps qu'elle

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, pages 98 et 99.
2. Dr Franz Oppenheimer, *Die Siedlungsgenossenschaft*. Leipzig, 1896.

croît, croissent ses difficultés. Les risques deviennent plus grands, la lutte pour assurer l'écoulement devient de plus en plus difficultueuse, il devient de plus en plus malaisé de se procurer le crédit dont on a besoin, et la lutte pour maintenir le taux du profit, ou plus exactement le taux des dividendes, devient de plus en plus âpre. La coopérative se trouve par suite de plus en plus poussée à l'exclusivisme. Son intérêt au point de vue du profit est opposé à celui des acheteurs, mais aussi à celui de tous les autres vendeurs. La coopérative d'acheteurs au contraire gagne en principe à mesure qu'elle s'accroît ; son intérêt par rapport au profit est opposé à celui des vendeurs, mais il est en accord avec celui de tous les autres acheteurs ; elle tend à l'abaissement du taux du profit, à la réduction du prix des produits, tendance qu'ont également tous les acheteurs comme tels, ainsi que la société en général [1]. »

Insistant sur l'intérêt socialiste de la classification des coopératives en sociétés de vendeurs et sociétés d'acheteurs, Bernstein met en pleine lumière les rapports des unes et des autres avec la collectivité. « Ceux que gênent les expressions d' « achat » et de « vente », comme étant trop spécialement appropriées à la production de marchandises dans la société capitaliste, peuvent leur substituer les notions d'acquisition et d'aliénation ; ils n'en reconnaîtront que plus clairement combien la première a plus d'importance pour la société que la seconde. L'acquisition des produits est l'intérêt fondamental, l'intérêt commun. Par rapport à elle, tous les membres de la société se trouvent en principe dans la même situation. Tous consomment, mais tous ne produisent pas. Que l'on prenne la meilleure des coopératives de production ; aussi longtemps qu'elle ne sera qu'une coopérative de vente ou d'aliénation, elle se trouvera en un antagonisme latent vis-à-vis de la collectivité, elle aura, en face d'elle, un intérêt propre. Avec une coopérative de production, exploitant n'importe quelle branche de la production ou n'importe quel service public pour son propre compte, la société aurait les mêmes occasions de différends qu'avec une entreprise capitaliste, et de savoir si les arrangements seraient plus

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 100.

faciles, c'est ce qui dépend entièrement des circonstances[1]. »

La coopérative de consommation — qui est une coopérative d'acheteurs — a donc les mêmes intérêts que l'ensemble de la société, tandis que la coopérative de production, qui entre dans la catégorie des sociétés de vendeurs, a des intérêts propres, opposés à ceux de la collectivité. Mais Bernstein a contre la coopérative de production un autre grief. Non moins que les antagonismes extérieurs, il redoute, avec elle, les froissements, les conflits intérieurs. « Que l'on prenne l'histoire de la coopération dans n'importe quel pays, dit-il, et l'on trouvera partout que la fabrique coopérative se gouvernant elle-même constitue un problème insoluble, que lorsque tout le reste était passable, elle a échoué par manque de *discipline*. Il en est de même que pour la République et pour les grands États centralisés de notre temps. Plus grand est l'État, et plus est difficile le problème d'une administration républicaine. Et de même la République dans l'atelier est un problème d'autant plus difficile que l'entreprise est plus importante et d'une organisation plus complexe. Pour des buts extraordinaires, on peut admettre que des individus nomment eux-mêmes leurs chefs immédiats et aient le droit de les déposer. Mais lorsqu'il s'agit de fonctions comme celle que comporte la direction d'une entreprise industrielle, où chaque jour et à chaque heure il faut prendre les dispositions les plus prosaïques, alors il n'est plus admissible que le chef tienne sa place de ceux qu'il commande, et dépende dans sa situation de leur faveur et de leur mauvaise humeur[2]. » — A ce point de vue encore, Bernstein constate la supériorité de la coopérative de consommation. L'autorité des personnes placées à la tête de ses établissements commerciaux ou industriels émane en effet en dernier ressort, non point du personnel qui leur est subordonné, mais de l'ensemble des membres. La coopérative de consommation porte en soi le principe de *discipline* et de cohésion qui fait défaut à la coopérative de production.

Après avoir très nettement indiqué à quelle fin il allait étudier la question de la puissance économique des coopératives, après avoir très nettement distingué entre les coopératives de

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 101.
2. *Ibid.*, p. 101.

production et celles de consommation et avoir analysé avec beaucoup de pénétration la nature des unes et des autres, Bernstein ne formule pas de conclusions précises, et nous sommes réduits à dégager sa pensée d'indications qu'il donne çà et là.

Le point de départ de ses recherches sur les coopératives avait été, on s'en souvient, la question suivante : une fois arrivés au pouvoir, les socialistes devront-il laisser provisoirement à leurs propriétaires actuels les entreprises capitalistes que l'État ou la commune ne pourraient pas mettre en régie, ou bien devront-ils les concéder à des coopératives ouvrières à n'importe quelles conditions de fermage ? Au cours du chapitre consacré à l'étude de cette question, Bernstein ne fait plus aucune allusion à cette considération : « à n'importe quelles conditions de fermage ». Elle a toutefois une grande importance. L'État ou les communes peuvent en effet, s'ils ne livrent pas purement et simplement une entreprise à une société ouvrière, mais s'ils la lui concèdent sous certaines conditions de fermage, stipuler parmi ces conditions celles qui introduiront dans la fabrique coopérative les principes de cohésion et de discipline qu'elle ne possède point, selon Bernstein, par elle-même. D'après ce qui a été exposé précédemment, il est clair que Bernstein serait hostile à la transformation des entreprises capitalistes en coopératives ouvrières autonomes : il pourrait, au contraire, accorder leur transformation en coopératives ouvrières reliées à l'État ou à une municipalité par les clauses d'un cahier des charges. Il est fâcheux qu'il n'ait point examiné la question sous cet angle. D'autre part, d'après ce que Bernstein a dit des coopératives de consommation et de leur aptitude à organiser la production, on pourrait s'attendre à ce qu'il fît intervenir, après l'arrivée des socialistes au pouvoir, les coopératives de consommation comme auxiliaires de l'État et des communes dans l'organisation de la production ; on pourrait s'attendre à ce qu'une partie des entreprises capitalistes fût ainsi concédée sous certaines conditions à des coopératives de consommation. Bernstein ne parle pas de cela ; et il semble bien qu'il n'y ait point songé ou qu'il en ait écarté l'idée, car il dit simplement et expressément : « Les entreprises que la société ne pourrait pas

elle-même prendre en main, soit au moyen de l'État, soit au moyen des communes, elle fera très bien, surtout en des temps troublés, de les laisser provisoirement dans le *statu quo*. La procédure en apparence plus radicale apparaîtrait très vite comme tout à fait inopportune[1]. » Et il en donne la raison suivante : « On ne fait pas sortir de terre, au commandement, en frappant le sol de son pied, des coopératives viables ; il faut qu'elles poussent doucement, qu'elles suivent une évolution oganique. » Il ajoute d'ailleurs aussitôt : « Mais lorsque le terrain est aplani, elles ne manquent pas de pousser et de se développer[2]. » Les mots et les lignes qui précèdent indiquent l'essentiel de sa pensée. Bernstein attend beaucoup du groupement coopératif pour compléter l'œuvre de socialisation accomplie par l'État et par les communes, mais il tient par-dessus tout à combattre l'idée que des organisations socialistes, aptes à vivre et à se développer, puissent résulter d'une brusque conversion d'établissements capitalistes en entreprises coopératives, autrement dit de la simple suppression du capitaliste, du simple fait de l'expropriation. « C'est une erreur totale, déclare-t-il, de croire que la fabrique moderne crée par elle même une plus grande disposition au travail coopératif[3]. » « En admettant même que l'évolution technologique ait fourni les *corps* pour la production collectiviste, elle n'a nulment rapproché les *âmes*, dans la même mesure, de l'exploitation coopérative... Seule une vue des choses qui juge uniquement d'après des signes extérieurs peut admettre qu'avec l'éloignement du ou des propriétaires capitalistes le plus important pour la transformation des entreprises capitalistes en créations socialistes viables ait été fait. La chose n'est vraiment pas si simple. Ces entreprises sont des organismes très complexes, et l'éloignement du centre vers lequel convergent tous les autres organes signifie pour ceux-ci, s'il n'est accompagné d'une transformation complète de l'organisation, une dissolution immédiate[4]. » C'est de ce point de vue que Bernstein combat la transformation soudaine en coopératives ouvrières de celles des

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 101.
2. *Ibid.*, p. 102 et 103.
3. *Ibid.*, p. 101.
4. *Ibid.*, p. 102.

entreprises capitalistes qui ne seraient pas étatisées ou municipalisées. Que devraient faire l'État ou les communes, au lendemain de l'arrivée des socialistes au pouvoir, pour permettre et hâter cette transformation ? — « Aplanir le terrain. » En d'autres termes, ils devraient supprimer les obstacles légaux qui entravent ou retardent l'essor des coopératives, et préparer des conditions favorables à leur développement. Celui-ci ne manquerait pas de se produire. Le silence de Bernstein ne laisse place, pour toute notion plus précise, qu'à des conjonctures. Mais on peut se représenter, d'après les vues que nous avons exposées, les coopératives de consommation comme prenant un tel développement qu'elles tendraient à recouvrir du foisonnement luxurieux de leurs entreprises de production tout le domaine de la vie économique qui n'appartiendrait pas aux communes ou à l'État. Et le chemin serait ainsi frayé, — si là est le but suprême, — à la municipalisation et à l'étatisation intégrales.

Mais l'exposé très sobre de Bernstein ne nous sollicite pas à ces constructions d'avenir. Il parle moins de l'avenir — de cette partie de l'avenir qui a trait à la conquête du pouvoir — pour dire ce qu'il faut en attendre que pour dire ce qu'il ne faut pas en attendre. Ce qui lui importe d'abord, c'est de tuer la foi dans le coup de baguette révolutionnaire. La société socialiste ne se fera pas tout d'un coup : telle est sa thèse fondamentale. Il ne suffira pas que le parti socialiste soit arrivé au pouvoir pour que d'emblée l'œuvre de socialisation s'accomplisse. — Et d'autre part, il ne faut pas attendre jusque-là pour l'entreprendre. Il faut la commencer dès aujourd'hui. Elle est commencée. Elle est commencée, entre autres moyens, par l'organisation coopérative, surtout par les sociétés de consommation. Aussi le parti socialiste doit-il sortir de la neutralité qu'il affecte actuellement vis-à-vis d'elles et leur témoigner toute sa sympathie. « La déclaration courante que les coopératives de consommation ne sont pas des entreprises socialistes, repose sur le même formalisme que l'on a longtemps pratiqué à l'égard des syndicats et qui commence à faire place, en ce qui concerne ceux-ci, à l'extrême opposé. Si un syndicat ou une coopérative de consommation sont socialistes ou non, c'est ce qui dépend non de leur forme, mais de leur essence, de l'esprit dont ils sont péné-

trés. Ils ne sont certainement jamais la forêt, mais ils sont des arbres qui peuvent constituer des parties très utiles et de vraies parures de la forêt. Pour parler sans métaphore, ils ne sont pas le socialisme, mais comme organisations ouvrières *ils portent en eux assez d'éléments de socialisme pour pouvoir devenir de précieux et indispensables leviers de l'émancipation socialiste*[1]. »

Bernstein dit encore, parlant des sociétés de consommation : « Elles fournissent à la classe ouvrière le moyen de s'emparer, sans anéantissement immédiat d'existences, sans recours à la violence..., d'une portion considérable de la richesse sociale qui servirait sans cela à accroître la classe des possédants et par suite aussi à la renforcer[2]. » Elles sont en cela un commencement de socialisme.

Mais aux yeux de Bernstein les coopératives de consommation n'ont pas ce seul mérite. En même temps qu'elles sont, pour le présent, un début d'expropriation de la classe capitaliste, elles sont une préparation à l'avenir socialiste, pour lequel elles créent des cadres et forment un personnel administratif. Cette besogne de préparation a pour Bernstein une grande importance. « Les ressources financières ne suffisent pas à résoudre le problème du travail coopératif, dit-il. Celui-ci a besoin, abstraction faite d'autres conditions, de ses propres organisations et de ses propres chefs, et ni ceux-ci ni celles-là ne s'improvisent. Les uns et les autres doivent être cherchés et éprouvés, et c'est pourquoi il est plus que douteux qu'un moment où tous les cœurs sont échauffés et toutes les passions exaltées, comme c'est le cas pendant une révolution, puisse être favorable à la solution d'un problème déjà si difficile en des temps normaux[3]. »

Avec les mêmes préoccupations, Bernstein aborde la question de la coopération agricole. A vrai dire, ni pour les coopératives de consommation, ni pour les coopératives agricoles, il ne se place uniquement, dans ses considérations, au point de vue de leur utilité pour l'œuvre de transformation socialiste. Parlant

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 159. — C'est moi qui souligne.
2. *Ibid.*, p. 104.
3. *Ibid.*, p. 108.

des sociétés de consommation, il signale et examine les avantages qu'elles offrent à leurs membres, l'action qu'elles peuvent exercer pour améliorer les conditions du travail des ouvriers qui directement ou indirectement dépendent d'elles, les services qu'elles peuvent rendre dans les grèves, etc. De même, il examine l'utilité que des coopératives agricoles peuvent avoir pour les petits paysans. « Certes, dit-il, les avantages de l'achat en commun de semences, de machines, etc., et de la vente en commun des produits, ainsi que la possibilité d'un crédit à bon compte, ne peuvent pas sauver des paysans déjà ruinés, mais ils sont un moyen de mettre à l'abri de la ruine des milliers et des dizaines de milliers de petits paysans [1]. » Et que maintenant les petits paysans soient dignes de toute la sollicitude de la démocratie socialiste, c'est ce qu'il ne met pas en doute, car, « si ce ne sont pas des salariés, du moins appartiennent-ils à la classe des travailleurs [2] ».

Mais Bernstein reconnaît que dans la question des coopératives agricoles, l'on se trouve en présence d'une difficulté de fait qui n'existait pas pour les sociétés de consommation. Les coopératives agricoles existantes ont le défaut « d'être presque toutes le rendez-vous d'éléments antisocialistes, de libéraux petits bourgeois, de cléricaux, d'antisémites... C'est le moyen paysan qui y donne le ton. Or, si la démocratie socialiste eût jamais la possibilité de gagner au moyen des coopératives une plus forte influence sur cette classe de la population rurale, elle en a laissé passer l'occasion. Pour elle, la coopérative des ouvriers des champs et des petits paysans peut ou pourrait seule aujourd'hui entrer en ligne de compte, et la forme de cette coopérative n'a pas encore été trouvée, ou en tout cas n'a pas encore été expérimentée [3]. » Donc, ce qui existe, en matière de coopération agricole, n'intéresse pas la démocratie socialiste, et ce qui pourrait l'intéresser n'existe pas.

Quel sera, dans ces conditions, le devoir des socialistes ? Tout d'abord, de rechercher sous quelle forme des coopératives de petits paysans et de prolétaires agricoles pourraient être orga-

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 110.
2. *Ibid.*, p. 110.
3. *Ibid.*, p. 158.

nisées. Et Bernstein attirait l'attention sur un projet que le Dr Franz Oppenheimer expose avec détail dans son livre intitulé *La Coopérative de colonisation*, projet qui a pour base la combinaison de la petite propriété et de la petite exploitation individuelle, dont le Dr Oppenheimer met en lumière les avantages, et de la grande exploitation coopérative, qui se substituerait à l'exploitation individuelle partout où elle lui est supérieure. Tous les prolétaires ruraux recevraient, d'après ce projet, dans la « coopérative de colonisation », un lot personnel de terre.

Le parti socialiste devrait-il, lorsqu'une forme de coopération agricole aurait été trouvée qui aurait obtenu son adhésion, en entreprendre directement et comme parti la mise en pratique ? — Non, répond Bernstein, « c'est là une tâche qui, aussi bien que la fondation de sociétés de consommation, demeure en dehors des attributions de la démocratie socialiste comme parti. Comme parti politique de combat, elle ne peut pas s'engager dans des expériences économiques[1]. » Quel sera donc son devoir ? Ce sera de déblayer le chemin de tous les obstacles légaux, de travailler à rendre les organes administratifs favorables au mouvement coopératif, de faire accorder aux communes le droit d'acquérir des terrains par voie d'expropriation et de les affermer à des coopératives de travailleurs aux conditions les plus avantageuses possibles pour celles-ci, enfin d'agir sur les municipalités et dans les municipalités pour qu'elles fassent l'usage le plus large possible de ce droit. Quant à l'initiative de fonder les coopératives, c'est aux travailleurs ruraux et aux petits paysans qu'il appartiendra de la prendre. En ce qui concerne l'écoulement de leurs produits, ceux-ci sauront, s'ils sont boycottés par le commerce bourgeois, qu'ils trouveront des débouchés assurés dans les coopératives de consommation ouvrières.

L'utilité de ces coopératives agricoles sera double : d'abord elles conféreront immédiatement aux petits paysans et aux prolétaires des champs des avantages économiques notables ; ensuite, comme les autres coopératives, elles seront dans l'œuvre d'organisation socialiste, d'un précieux concours. Dira-

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 159.

t-on qu'elles auront l'inconvénient de diminuer l'immigration des populations rurales dans les villes ? Cette objection n'arrête pas Bernstein. « En tant que le socialiste est l'homme d'un parti politique, dit-il, il ne peut que saluer avec satisfaction le mouvement qui entraîne dans les villes les habitants des campagnes. Ce mouvement concentre les masses travailleuses, jette la rebellion dans les têtes, et favorise assurément l'émancipation politique. Mais comme théoricien dont la pensée va au delà de l'heure présente, le socialiste devra aussi se dire qu'avec le temps cette immigration peut devenir quelque chose d'un peu trop beau. On sait qu'il est infiniment plus facile d'attirer dans les villes la population des campagnes que d'habituer la population des villes à la campagne et au travail agricole. C'est pourquoi le mouvement d'immigration dans les villes et les centres industriels ne constitue pas seulement pour les gouvernants actuels un surcroît de problèmes. Prenons par exemple le cas d'une victoire de la démocratie ouvrière qui porterait le parti socialiste au pouvoir. D'après toutes les expériences qui ont été faites jusqu'ici, son effet immédiat serait, autant que l'on peut prévoir, d'augmenter considérablement encore l'immigration dans les grandes villes. Les « armées industrielles pour l'agriculture » seraient-elles plus faciles à envoyer à la campagne qu'elles ne le furent en France en 1848 ? C'est ce que personne ne sait. Mais en faisant abstraction de cela, la création de coopératives viables et puissantes sera en toute circonstance une tâche d'autant plus difficile que la dépopulation des campagnes aura déjà fait plus de progrès ; et l'avantage qu'aurait la présence de modèles de semblables coopératives ne serait pas acheté trop cher au prix d'un ralentissement de l'essor des villes [1]. »

Importants progrès du mouvement coopératif.

Tandis que la théorie aboutissait, chez Bernstein, à cette conception hardie du rôle des coopératives, la pratique poursuivait activement sa tâche journalière. Les sociétés de consommation croissaient en nombre, le nombre de leurs membres

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, pages 115 et 116.

grandissait, le champ de leur activité s'élargissait, des liens s'établissaient entre elles, un travail incessant d'organisation et de centralisation se faisait.

Prenons la coopérative de Leipzig-Plagwitz, que nous avons déjà choisie précédemment comme exemple [1]. Depuis l'année 1895-96 nous observons dans le nombre des membres, le chiffre d'affaires, les bénéfices, etc..., les progrès qu'indique le tableau ci-dessous :

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION DE LEIPZIG-PLAGWITZ
(1894-95 à 1901-1902).

ANNÉES	NOMBRE des membres.	CHIFFRE d'affaires.	BÉNÉFICE net.	Dividende p. 100	DIVIDENDE	ÉTAT des marchandises.	OBJETS inventoriés.	CAPITAL des membres.	FONDS de réserve.
		Marks.	Marks.		Marks.	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.
1894-95	8.482	2.494.910	285.864	10	234.723	269.251	33.269	179.464	20.985
1895-96	10.933	3.579.416	361.829	10	334.325	409.624	49.607	239.726	63.504
1896-97	13.348	4.489.923	444.091	10	421.994	470.968	53.024	325.548	83.462
1897-98	16.177	5.441.405	566.966	10	517.067	637.456	61.595	409.451	95.892
1898-99	18.862	6.361.870	571.325	10	601.107	690.897	61.920	495.811	130.871
1899-1900	26.850 [2]	8.227.123	873.674	10	778.780				187.274
1900-01	29.358	9.729.642	1.021.996	10	925.938				257.695
1901-02	31.459	10.393.653	1.095.676	10	997.928				320.849

Nous avons vu que la société, qui n'avait en 1884 qu'un dépôt, en avait deux en 1887 et treize en 1894 ; en 1896 elle en avait vingt-trois ; en 1897, vingt-cinq ; en 1898, vingt-sept ; en 1899, trente ; en 1900, quarante-cinq, en 1901, quarante-huit, et en

1. Cf. *Geschæfts-Bericht des Konsum-Verein Leipzig-Plagwitz und Umgegend für das fünfzehnte Geschæftsjahr 1898-99*. Leipzig, Rotationsdruck von G. Heinisch, p. 6. — Voir aussi les rapports pour les années 1899-1900, 1900-1901 et 1901-1902.

2. L'accroissement du nombre des membres pendant l'année 1899-1900 résulte en partie de l'incorporation à la coopérative de Leipzig-Plagwitz de la société de consommation du faubourg Est. Cf. le rapport pour l'année 1899-1900, p. 3. — Voir aussi les rapports pour les années 1900-01 et 1901-02.

1902, quarante-neuf. Quelques-uns de ces dépôts sont des magasins de très grande importance, dans lesquels on trouve les marchandises les plus variées. Certains d'entre eux, où le rayon de l'habillement a pris des proportions considérables — tels ceux de Lindenau et de Plagwitz — sont par la richesse et l'élégance de leurs étalages, par les larges dimensions de leurs galeries, par la beauté des bâtiments qu'ils occupent, comparables aux plus grandes maisons de nouveautés.

La boulangerie possède dix-huit fours, avec lesquels on peut cuire, en vingt-quatre heures, 21,600 pains à 80 pfennigs (un franc), 78,000 pains à 40 pfennigs, 10,000 pains de luxe et 210,000 petits pains. A l'heure actuelle les fours ne sont pas encore entièrement utilisés : on cuit toutefois par jour 450 quintaux de farine sortant du propre moulin de la coopérative. La boulangerie de la Société de Leipzig-Plagwitz est aujourd'hui, aussi bien par le perfectionnement de son outillage technique que par le chiffre de sa production, l'une des premières, sinon la première boulangerie d'Allemagne. Elle est construite sur un terrain de 6,950 mètres carrés qui est la propriété de la coopérative, laquelle possède également deux autres terrains très importants.

La *Société de Consommation pour Dresde et les environs*, dont nous avons également parlé, s'est de même, depuis 1894, développée d'une manière continue. Le nombre de ses membres était alors de 6,238 ; en 1895, il s'élevait à 9,115 ; en 1896, à 11,122 ; en 1897, à 14,331 ; en 1898, à 16,516 ; en 1899, à 17,243 ; en 1900, à 20,245 ; en 1901, à 21,747 ; en 1902, à 23,326. Son chiffre d'affaires s'élevait de 1.205.316 marks en 1894, à 2.146.548 en 1895, à 2.374.280 en 1896 ; à 3.640.819 en 1897 ; à 4.006.808 en 1898 ; à 4.478.652 en 1899 ; à 5.222.000 en 1900 ; à 5.411.444 en 1901 et à 5.597.139 en 1902[1].

Certes, il ne faudrait pas se représenter le progrès de toutes les sociétés de consommation comme ayant été aussi régulier et aussi rapide. La coopérative de Dresde et celle Leipzig-Plagwitz

1. Cf. *Geschæfts-Bericht des Consumverein « Vorwærts » für Dresden und Umgegend über das zehnte Geschæftsjahr* 1897-1898. Voir aussi les Rapports pour les années 1898-99, 1899-1900, 1900-01 et 1901-02. Dresden, Druck von Paul Kluge.

comptent parmi les plus remarquables d'Allemagne. Toutefois, si au lieu d'envisager les sociétés d'élite nous considérons la moyenne, nous constatons de même une marche en avant, moins prompte assurément, mais très accusée. Ainsi, au début de l'année 1898, 492 sociétés adhérentes à *l'Union générale des Coopératives allemandes* réunissaient un chiffre global de 346,234 membres ; à la fin de la même année, le nombre des membres s'était élevé à 379,708[1]. C'était, dans l'espace d'un an, une augmentation de plus d'un dixième.

Mais le progrès ne consistait pas seulement dans l'accroissement du nombre des membres et dans l'accroissement du chiffre d'affaires des diverses coopératives ; il consistait encore dans les relations de plus en plus étroites qui s'établissaient entre elles. Par une démarche toute naturelle, un certain nombre de sociétés, et d'année en année un nombre de plus en plus grand, se rapprochaient en vue d'acheter en commun les denrées dont elles avaient besoin. La même raison qui portait les consommateurs à se grouper, afin d'acheter à meilleur compte leurs subsistances, portait également les sociétés à se grouper pour faire en commun leurs achats. Il devenait par là possible de s'adresser aux premières maisons de gros, et, par l'achat de quantités considérables, d'obtenir les prix les plus avantageux ; il devenait possible aussi de réduire dans de fortes proportions les frais de port en faisant expédier les marchandises dans les principaux centres de chaque région par wagons entiers ; de ces différents centres elles étaient ensuite livrées en moindres quantités à leurs destinations particulières, mais après avoir bénéficié pour la plus grande partie du parcours à effectuer des plus bas tarifs.

A l'imitation des grandes sociétés d'achat en gros d'Angleterre et d'Écosse, une « Société d'achat en gros des coopératives de consommation d'Allemagne » avait été fondée, en 1893, à Hambourg. Elle faisait d'année en année de remarquables progrès. Le tableau ci-dessous, qui marque son développement de 1894 à 1901, permettra de s'en rendre compte.

1. Rapport de la Société de consommation *Vorwærts* pour Dresde et les environs, année 1898-99, p. 6.

DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ D'ACHAT EN GROS DES SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION D'ALLEMAGNE DE 1894 A 1901[1].

ANNÉES	SOCIÉTÉS adhérentes.	SOCIÉTÉS achetant quoique non adhérentes.	CHIFFRES d'affaires.	FONDS	CAPITAL confié et sommes versées sur de nouvelles parts.	RÉSERVE
			Marks.	Marks.	Marks.	Marks.
1894 . .	47	»	541.000	34.500	4.000	»
1895 . .	62	»	1.880.000	34.500	24.000	250
1896 . .	66	»	3.265.000	72.500	6.000	2.000
1897 . .	68	»	4.956.000	100.000	10.000	6.000
1898 . .	71	124	5.579.000	100.000	55.000	8.000
1899 . .	81	167	6.296.000	140.000	46.000	15.000
1900 . .	104	276	7.956.000	200.000	135.000	19.000
1901 . .	188	484	15.137.761	300.000		

La septième assemblée générale de la Société tenue à Leipzig, au mois de mars 1901, éleva le fonds social de 200,000 à 300,000 marks[2]; la huitième assemblée générale tenue en avril 1902 à Brunswick, l'a élevé de 300,000 à 500,000[3]. A Leipzig, des dispositions avaient en outre été prises pour faciliter aux coopératives adhérentes et à leurs membres le placement de leurs capitaux disponibles, de leurs économies, dans la Société d'Achat en Gros ; le but poursuivi était, en assurant à celle-ci un plus large maniement de fonds, de lui donner plus de facilités

1. Heinrich Kauffmann, *Grosseinkaufsgesellschaften deutscher Consumvereine*, dans les *Socialistische Monats-Hefte* du mois d'octobre 1901, p. 768. — M. Heinrich Kauffmann est le rédacteur du bulletin hebdomadaire de la Société d'achat en gros de Hambourg. Nous complétons la statistique donnée dans l'article cité à l'aide du Rapport du Conseil d'Administration de la Société d'achat en gros pour l'année 1901. Dans un article paru le 27 novembre 1902 dans la *Soziale Praxis*, M. Heinrich Kauffmann évalue le chiffre d'affaires probable de la Société pour l'année courante à 22.000.000 de marks.

2. Compte rendu de la septième assemblée générale, dans le *Wochen-Bericht der Grosseinkaufs-Gesellschaft* du 30 mars 1901.

3. *Die Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine im Jare 1901*. Bericht über das achte Geschäftsjahr und Protokoll der 8. ordentlichen Generalversammlung.

pour ses opérations et de lui permettre d'étendre son champ d'affaires. La Société a un bulletin hebdomadaire [1], dont une partie est strictement commerciale et dont l'autre comprend des articles théoriques sur les coopératives de consommation, leurs moyens d'action, leur objet, leurs rapports avec les autres catégories de coopératives, etc..., et aussi une très consciencieuse revue du mouvement en Allemagne et à l'étranger. Cet organe, très remarquablement rédigé, n'est pas une des moindres raisons de la force et des progrès de la Société d'Achat en Gros. Ajoutons que celle-ci organise des tournées de propagande dont l'objet est de gagner à la fois les masses indifférentes à l'idée coopérative, et les coopératives de consommation existantes à l'idée du groupement pour l'achat en commun. Par cette propagande orale, par les feuilles volantes et les brochures dont elle assure la diffusion, par son bulletin hebdomadaire autant que par son action commerciale, elle joue dans le mouvement des sociétés de consommation en Allemagne un rôle capital. Parmi les écrits qu'elle a publiés, il faut faire une place à part à une brochure dans laquelle le directeur et les membres du conseil d'administration décrivent ce qu'ils ont vu en Angleterre au cours d'un voyage d'études entrepris pour visiter la grande Société anglaise d'Achat en Gros — la *Cooperative Wholesale Society Limited* — et les principales sociétés de consommation de ce pays. Ce très intéressant travail a été répandu comme brochure de propagande à 30,000 exemplaires [2].

L'objet de la Société de Hambourg est de centraliser les achats de toutes les coopératives de consommation d'Allemagne : mais la réalisation de cet objet n'est pas incompatible avec l'existence de groupements régionaux et provinciaux pour l'achat en commun, bien au contraire : il y a tout avantage pour la société centrale à s'appuyer en même temps que sur des unités sur des groupements ; aussi la meilleure entente existe-

1. *Wochen-Bericht der Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine zu Hamburg.* — Hamburg, Gröningerstr. 13-17.

2. *Unsere Englandsreise.* Hamburg, 1899. Herausgegeben im Verlag der Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine. Cf. Heinrich Kauffmann, *Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine,* dans les *Soz. Monatsh.* d'oct. 1901, p. 769.

t-elle entre la Société de Hambourg et les associations pour l'achat en commun qui se sont constituées en divers points de l'Allemagne ; elle a aidé à la formation d'un certain nombre d'entre elles et s'emploie à en faire naître de nouvelles. Par ce travail de groupement fédératif, qui s'accomplit soit avec, soit sans son concours, un véritable réseau de sociétés de consommation tend à se constituer à travers le pays, pour le plus grand bien de l'organisation centrale autant que pour celui de chaque groupe et de chaque individu.

Fait d'importance capitale : les sociétés d'achat en gros, qui sont tout naturellement des organes de transactions internationales, se trouvent être tout naturellement aussi des organes de transactions entre les coopératives des divers pays, et par suite des agents de coopération internationale. Je citerai sur ce point un passage très intéressant et très suggestif d'un article publié dans les *Socialistische Monats-Hefte* par le rédacteur du Bulletin hebdomadaire de la Société d'Achat en Gros de Hambourg, M. Heinrich Kauffmann :

« A mesure que se développent les sociétés d'achat en gros des différents pays, dit-il, des relations fécondes se développent naturellement entre elles. Au congrès international des sociétés coopératives tenu l'an dernier à Paris, les représentants des coopératives anglaises, suédoises et allemandes ont déjà formé le plan d'une collaboration étroite, et les sociétés d'achat en gros des Pays Bas et du Danemark — dans les autres pays elles ne sont pas encore sorties de l'enfance — donneront assurément volontiers leur adhésion et seront accueillies avec une profonde satisfaction.

« Le plan des Anglais, dont on connaît l'esprit pratique, tend, ainsi que l'a exposé M. Brodrick au congrès de Paris, dans son rapport sur l'utilité des sociétés d'achat en gros, à la création, dans tous les pays où existent des coopératives, de fortes sociétés d'achat en gros qui couvriraient les besoins des sociétés de consommation de leur pays et serviraient d'intermédiaires entre les coopérateurs producteurs indigènes et les coopérateurs consommateurs d'autres pays. Au nombre des « coopérateurs producteurs », il faut compter naturellement les annexes productives des sociétés de consommation et des sociétés d'achat

en gros. — Une proposition tendant à la modification des statuts de l'Alliance coopérative internationale, proposition préparée par les coopératives anglaises, demandera entre autres choses que l'on assigne comme but à l'Alliance : «... l'action commune en vue de la réduction du coût des approvisionnements et en même temps en vue d'une rémunération meilleure du travail productif, particulièrement au moyen de relations commerciales et internationales directes. »

« Prenons quelques exemples dans la pratique. La Société d'Achat en Gros de l'Union des coopératives de consommation de Suisse a, l'année dernière, en manière d'essai, approvisionné la Société d'Achat en Gros d'Angleterre de fruits directement livrés par les coopératives agricoles de Suisse.

« La chambre de commerce de l'Alliance coopérative des Pays-Bas a livré directement aux coopératives anglaises du beurre provenant des laiteries coopératives adhérentes à l'Alliance. Si nous sommes bien renseignés, la Société d'achat en gros d'Angleterre se fournit également de beurre dans les sociétés de vente des laiteries coopératives de Danemark, et directement, par sa maison d'importation de Hambourg, dans les laiteries coopératives d'Allemagne. La Société d'achat en gros des coopératives de consommation d'Allemagne débite aux coopératives de ce pays un fromage de gruyère, soit dit en passant, excellent et très bon marché, qu'elle reçoit de la Société d'Achat en Gros de Suisse et que livrent à celle-ci les coopératives du pays... L'idée de l'échange national et international des richesses reçoit en fait, par les sociétés d'achat en gros, une forme concrète.

« Maintenant, on pourra assurément objecter avec droit qu'un niveau de la production et de la distribution coopératives tel que le suppose nécessairement une réglementation nationale et internationale universelle de l'échange des richesses, peut bien peut-être être atteint dans les pays civilisés en un espace de temps relativement assez court, mais que la production coopérative des produits des tropiques doit présenter les plus grandes difficultés. Nous voulons croire, toutefois, que par des enseignements et une éducation vraiment humains nos frères noirs, jaunes et bruns des colonies pourraient très bien devenir eux aussi des hommes civilisés avec des besoins de civilisés, et

entrer ainsi dans le cercle de la libre production coopérative des richesses. Et cette tâche incombera sans aucun doute aux coopératives, car la Société d'achat en gros d'Angleterre possède aujourd'hui déjà, aux colonies, ses propres plantations, dans lesquelles elle cultive le café, le thé et le cacao. C'est ainsi que, par le mouvement coopératif, les questions coloniales qui dominent aujourd'hui le monde entier se présentent elles aussi sous un jour nouveau.[1] »

Dans les lignes que l'on vient de lire, il est fait mention du rapport prononcé par M. S.-S. Brodrick, secrétaire de la Société anglaise d'achat en gros, au congrès international des coopératives de 1900. Ce rapport, nous le trouvons reproduit *in extenso* dans le Bulletin hebdomadaire de la Société d'achat en gros de Hambourg. Il ne sera pas inutile, pour compléter ce qui précède, d'en citer un ou deux passages. « A l'origine, dit M. Brodrick, les sociétés d'achat en gros — il vient de parler de la société anglaise et de la société écossaise — fournissaient uniquement les articles d'épicerie et les autres denrées alimentaires ; mais elles n'ont pas tardé à élargir leur cercle d'affaires et à tenir d'autres articles, linge, chaussures, vêtements, meubles, etc., si bien que peu à peu elles furent dans l'obligation d'avoir des agents et de fonder des établissements au Canada, en Australie, aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Espagne, dans le Danemark et en Suède. Je ne me trompe certainement pas si je considère une semblable évolution comme l'un des facteurs de l'esprit de fraternité internationale. Les relations en apparence purement commerciales et industrielles sont, en réalité, une expression de nos intérêts communs, qui suppriment les barrières des préjugés nationaux et accélèrent la marche de la civilisation. L'histoire de la coopération en Angleterre a prouvé que le bien de chaque individu est atteint le plus sûrement par la recherche du bien de tous — principe qui est applicable à nos relations internationales. La coopération à fait de grandes choses, mais son importance sera accrue encore par la puissance qu'elle porte en elle d'unir tous les ouvriers de tous les

1. Heinrich Kauffmann, *Der Zusammenschluss der Consumgenossenschaften zu Grosseinkaufsgesellschaften*, dans les *Sozialistische Monats-Hefte* du mois d'avril 1901, pages 270 et 271.

peuples en une paix durable et de créer par là des ressources financières au moyen desquelles la situation des ouvriers du monde entier peut être améliorée et prendre bonne tournure.

« ... Les « Wholesales » sont un exemple unique de ce que peuvent devenir des entreprises créées et dirigées par les travailleurs ; elles fournissent une preuve éclatante de la colossale puissance que donne un sage groupement de forces disséminées. Et lorsqu'il y aura dans tous les pays de semblables organisations, le bien-être général se répandra nécessairement dans le monde ouvrier. Les relations commerciales internationales des sociétés d'achat en gros feront avancer le rapprochement des peuples, contribueront à la paix universelle, aideront à supprimer la guerre et à introduire ainsi peu à peu un état de bonheur et de fraternité [1]. »

En même temps que dans les coopératives allemandes le développement des sociétés d'achat, et particulièrement de la grande société de Hambourg, préparait le terrain à la diffusion de semblables idées, l'extension des coopératives de consommation, l'accroissement continu de leur chiffre d'affaires, et aussi leur groupement en sociétés d'achat provoquaient un important mouvement en faveur de la fabrication par les société de consommation des principaux produits débités par elles.

Depuis assez longtemps un certain nombre de coopératives de consommation étaient entrées dans la voie de la production. En 1898, parmi les sociétés adhérentes à l'*Union generale des coopératives allemandes* qui avaient répondu aux demandes de renseignements de celle-ci, sur 512, 68 avaient des fabriques, mais, dans le plus grand nombre des cas, uniquement pour la fabrication du pain et des différents articles de boulangerie [2]. On avait commencé, comme il était naturel, par la production de la marchandise dont la consommation était la plus étendue. Mais à mesure que, par le développement et surtout par le groupement et la centralisation des sociétés de consommation, le nombre des consommateurs sur la clientèle desquels on pouvait

1. *Wochen-Bericht*, 8e année, n° 31, pages 502 et 503.

2. R.-E. May, *Die Wirthschaft in Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft*, 1900, p. 529.

compter grandissait, il devenait possible d'entreprendre la fabrication d'articles qu'il eût été impossible de fabriquer précédemment. A mesure que croissait le chiffre des consommateurs assurés, de nouveaux articles entraient dans le cercle de ceux que l'on pouvait produire et qu'il serait, par suite, avantageux de produire. Tout naturellement, l'extension incessante de la clientèle conduisit à l'idée de l'extension progressive de la production.

Un facteur d'un autre ordre contribua à orienter les esprits dans le même sens : des trusts se fondaient pour faire hausser le prix chaque jour de nouveaux articles, et devant ces grandes associations de producteurs, les consommateurs, unis pour l'achat en commun aussi bien qu'isolés, se trouvaient entièrement impuissants. Ils n'avaient qu'un moyen pour échapper à l'exploitation et à l'arbitraire des syndicats de fabricants : c'était de fabriquer eux-mêmes. Il fallait que les sociétés de consommation, prenant en main la production des articles usurairement renchéris, brisassent le monopole des grands trusts

Organiser la production dans les sociétés de consommation : telle devint la parole de combat de quelques praticiens hardis. L'heure était venue, selon eux, de réaliser la pensée depuis longtemps conçue et exprimée par des théoriciens.

C'est de Hambourg que partit le mouvement ; des ouvriers syndiqués, quelques-uns membres de sociétés coopératives de production, en furent les promoteurs. Jusqu'ici il n'y avait eu dans cette ville que quelques sociétés de consommation sans importance : ils conçurent le projet d'en fonder une nouvelle dont le but serait la production, soit directe, soit indirecte — c'est-à-dire au moyen d'un groupement plus général tel que la Société d'achat en gros — des principaux articles débités par elle. La société se constitua le 24 janvier 1899.

Profitant des expériences faites à l'étranger — et particulièrement en Angleterre — aussi bien qu'en Allemagne, les chefs de l'entreprise adaptèrent immédiatement son mécanisme à la fin poursuivie. Il fut spécifié dans les statuts qu'une portion importante des bénéfices serait versée au fonds de réserve en

vue d'organiser la production : et il fut décidé aussi, afin d'accélérer l'accroissement des capitaux que la société pourrait employer à cette fin, qu'elle fonctionnerait comme caisse d'épargne, qu'elle recevrait et ferait fructifier dans ses entreprises industrielles les économies de ses adhérents. Ajoutons que parmi les formes de production auxquelles il fut expressément pensé se trouvait au premier plan la construction de maisons salubres pour les membres. C'est ainsi que la nouvelle coopérative se constitua sous le nom de « *La Production* », *Société de Consommation, de Construction et d'Épargne*.

Son succès a dépassé toutes les espérances Le nombre des adhérents était, à l'époque de la fondation, c'est-à-dire le 24 janvier 1899, de 168; en octobre 1901, il s'élevait déjà à *dix mille*, ce chiffre représentant un nombre à peu près égal de *familles* ; en decembre 1902, il s'élevait à 13.696 Du 1er janvier au 31 octobre de cette dernière année, le chiffre d'affaires, constamment accru, avait été de 1.307.653 marks (1.634.566 francs). En novembre 1902, la société possédait, dans les différents quartiers de la ville, 26 dépôts ; elle occupait à cette date plus de cent personnes, auxquelles elle accordait des conditions de travail particulièrement favorables. Son capital, y compris les fonds placés chez elle, atteignait, en septembre 1901, 246.606 marks (308.257 francs), et on avait pu, dès le 17 avril, faire l'achat d'un terrain de 5.000 mètres carrés, au prix de 85.375 marks (106.719 francs). Six maisons locatives de cinq étages, destinées aux adhérents, y ont été construites[1]. Pour donner une idée des rapports entretenus par la Société « La Production » avec la Société d'Achat en Gros, nous dirons que, pendant la deuxième année de son existence, d'après le rapport publié en avril 1901, elle avait acheté, par l'intermédiaire de celle-ci, 320.000 marks (400 000 fr.) de marchandises ; que, d'autre part, elle place régulièrement chez elle les fonds qui lui sont confiés par ses propres membres. Elle sert ainsi de son mieux les fins de la Société d'achat, ce qui est pour elle une manière de servir ses propres fins. Il faut ajouter qu'elle accorde un concours extrêmement actif à des sociétés de production, à

1. *Genossenschaftliche Mittheilungen des Konsum-, Bau-und Sparverein « Produktion »*. Hamburg, oct. 1901, nov., déc. 1902.

la *Coopérative des fileurs de tabac*, à la *Boulangerie coopérative « Vorwærts »* de Hambourg, ainsi qu'à plusieurs coopératives agricoles de la région environnante. « Coopérative pour la fabrication du miel » de Segeberg, laiteries coopératives de Schrozberg et d'Ingelfingen[1].

L'idée n'a pas eu un moindre succès que la société qui l'a incarnée la première : à l'imitation de la coopérative « La Production », de Hambourg, avec le même objet, et le plus souvent avec les mêmes statuts, un grand nombre de sociétés de consommation — des centaines, selon le témoignage de M. Heinrich Kauffmann — n'ont pas tardé à se constituer[2].

L'objet de ces sociétés, notons-le bien, n'était pas seulement d'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes la production ; elles savaient qu'une coopérative isolée, si prospère fût-elle, ne pourrait jamais fabriquer que quelques articles d'un usage tout à fait général ; ce qu'elles se proposaient avant tout, c'était de fournir des points d'appui solides à des groupements de coopératives qui seraient en mesure, par l'importance de leur débit, de fabriquer une grande variété d'articles. Les sociétés d'achat, et plus particulièrement la société centrale d'achat en gros de Hambourg, étaient les organes tout indiqués pour cette nouvelle fonction. Les mettre en mesure de la remplir, doubler leur activité commerciale d'une activité productive correspondante : telle était la fin essentielle du mouvement. Et comme cette fin était tout à fait conforme aux tendances spontanées de ces sociétés autant qu'aux enseignements qui leur étaient donnés par les sociétés d'achat en gros d'Angleterre et d'Ecosse, elles s'employèrent de leur mieux, pour leur part, à en préparer la réalisation. Dans ces trois dernières années, la Société d'achat en gros de Hambourg a fait en ce sens et à cet effet une incessante propagande.

Très rapidement, à l'intérieur du mouvement coopératif, le courant est ainsi devenu très fort ; beaucoup d'anciennes sociétés de consommation ont témoigné leur sympathie pour les

1. *Wochen-Bericht der Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine*, 18 mai 1901. Jahresberichte deutscher Konsumvereine. Der Hamburger Konsum-, Bau-und Sparverein « Produktion », p. 285.

2. Heinrich Kauffmann, *Grosseinkaufsgesellschaften deutscher Consumvereine*, dans les *Sozialistische Monats-Hefte* du mois d'octobre 1901, p. 769.

nouvelles idées ; et c'est ainsi qu'au congrès de l'*Union Générale des coopératives allemandes* tenu à Hanovre en septembre 1900, une commission fut instituée à la double fin de dresser une statistique du débit des principales espèces de marchandises en vente dans les sociétés de consommation, particulièrement de celles qui sont actuellement renchéries par les trusts, de rechercher si la production directe des sociétés de consommation est praticable et dans quelle mesure[1]. Au congrès tenu l'année suivante du 3 au 7 septembre, à Baden-Baden, la commission rendait compte de ses travaux et se prononçait en faveur de la production. Sur sa proposition, l'assemblée votait une motion qui recommandait aux sociétés de consommation, « comme mesures préparatoires », d'accroître les forces et de parachever l'organisation des sociétés d'achat existantes, d'en fonder de nouvelles dans tous les districts appropriés où il n'en existait pas encore, de leur donner universellement leur adhésion, de faire en sorte d'augmenter l'importance de leurs propres capitaux afin d'entreprendre directement elles-mêmes la production des articles pour lesquels elles ont un débit suffisant[2].

Ainsi l'idée fait son chemin, se répandant dans des milieux de plus en plus étendus. Des dispositions pratiques sont prises; on s'apprête à la mise à exécution. L'évolution des sociétés de consommation avait conduit à la formation de grands organismes commerciaux; ces organismes tendent à devenir en même temps des organismes industriels. Et l'idéal d'un vaste trafic coopératif international opéré par le canal des sociétés d'achat en gros prend une signification plus pleine et une portée plus étendue en se doublant d'un large idéal de production coopérative.

Il faut indiquer un autre trait de l'évolution des sociétés de consommation, une autre conséquence de leur groupement, une autre tendance du jeune mouvement : je veux parler de l'effort pour établir des relations étroites et suivies entre les coopératives de consommation et les coopératives agricoles.

1. *Wochen-Bericht der Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine*, 9 février 1901, p. 67.

2. *Wochen Bericht*, 14 septembre 1901, pages 624 et 625.

En fait, jusqu'ici, les résultats ont été minimes ; il semble que les sociétés de consommation aient eu souvent à se plaindre des coopératives de producteurs ruraux[1]. Les griefs les moins sévères sont ceux que nous trouvons énoncés dans cette déclaration faite à l'assemblée générale de Leipzig en 1901, par le directeur de la Société d'achat en gros de Hambourg, M. Scherling : « Ces sociétés manquent dans la plupart des cas, si je puis m'exprimer ainsi, de direction commerciale ; les relations avec elles sont difficiles et souffrent généralement d'une méfiance toujours injustifiée[2]. » Mais l'intérêt commun des sociétés urbaines de consommation et des sociétés rurales de production, qui est d'éliminer les intermédiaires et par suite de faire affaire ensemble, paraît devoir venir à bout de tout cela[3].

La société « La Production » de Hambourg, qui marche en tête des sociétés de consommation de la nouvelle école, est dès maintenant en rapport, nous l'avons vu, avec plusieurs coopératives agricoles. Il est hors de doute que son exemple sera de plus en plus suivi.

Sympathies croissantes des socialistes.

Lorsque le livre de Bernstein parut, en février 1899, le jeune mouvement n'en était qu'à ses débuts. La coopérative « La Production » venait de se constituer, le 24 janvier, mais ses travaux préparatoires avaient commencé plus d'une année auparavant, et la pensée dont elle allait devenir l'affirmation vivante était déjà chère à beaucoup d'esprits. D'autre part, le remarquable essor qu'avaient pris les sociétés de consommation, la continuité de leurs progrès, et par suite l'importance chaque jour plus grande des services qu'elles rendaient à des titres divers à la classe ouvrière avaient appelé sur elles l'attention et les sympathies de nombre de militants primitivement indifférents ou hostiles.

1. Cf. Max May, *Der Warenverkauf der landwirtschaftlichen Produktivgenossenschaften*, dans le *Wochen-Bericht* du 27 avril 1901.

2. *Wochen-Bericht*, 30 mars 1901, p. 166.

3. Dans le *Wochen-Bericht* du 18 mars 1901, le directeur d'une coopérative de vignerons expose les mesures par lesquelles la société qu'il administre se met à l'abri de toute tentative de fraude de la part de ses membres et se trouve en état de garantir la qualité des produits qu'elle vend. Il demande aux sociétés de consommation leur clientèle.

Un fait d'un autre ordre avait contribué à faire naître ou à développer ces sympathies : je veux parler de la lutte acharnée menée contre les sociétés de consommation par les ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Les sociétés de consommation comme les grands bazars menaçaient les petits boutiquiers dans leurs conditions d'existence ; les petits boutiquiers organisèrent d'une extrémité à l'autre du pays un immense mouvement de résistance, demandant aux pouvoirs publics de frapper leurs terribles concurrents par un impôt très lourd sur le chiffre d'affaires. Tous les partis de réaction, les antisémites en tête, leur firent cette revendication et la défendirent devant l'opinion et dans les corps électifs. Les mêmes hommes, les mêmes organisations politiques qui luttaient pour renchérir le prix des subsistances par de hautes taxes douanières et pour enrichir ainsi aux dépens des masses travailleuses les grands propriétaires fonciers, s'employaient maintenant à renchérir un seconde fois le coût de la vie ouvrière en frappant d'un impôt d'exception, au profit du petit commerce, les coopératives ouvrières. Tout naturellement, le parti socialiste tout entier se dressa dans le pays et dans les parlements pour repousser cette nouvelle agression, et les plus tièdes furent ainsi amenés à prendre en main la cause des coopératives. Par les attaques dont il était l'objet, et par la nature des luttes politiques qu'il déchaînait, le mouvement des sociétés de consommation apparut de plus en plus comme un mouvement de classe du prolétariat. Et les succès remportés par ses adversaires en Prusse, en Bavière et dans un grand nombre de communes saxonnes, où l'impôt sur le chiffre d'affaires fut établi, ne firent que mettre plus complètement en lumière ce caractère. Ils furent en effet accueillis dans la classe ouvrière par d'unanimes protestations.

Il faut noter enfin que si les sociétés de consommation comme telles, en vertu des prescriptions légales, n'avaient pas de couleur politique et ne pouvaient par suite pas être dites socialistes plutôt que libérales, du moins le nombre des ouvriers socialistes qui y pénétraient ne cessait de grandir, et que, corrélativement, celles qui se trouvaient aux mains de conseils d'administration composés de socialistes devenaient d'année en année plus nombreuses.

Ainsi les raisons de l'hostilité autrefois témoignée par le parti aux coopératives disparaissaient l'une après l'autre et faisaient place à des raisons de sympathie. Le mouvement coopératif avait été dans ses débuts un mouvement d'artisans, un mouvement petit bourgeois ; il était devenu, d'abord par les sociétés de production, puis par les sociétés de consommation, un mouvement essentiellement prolétarien. — Ces sociétés avaient été d'abord la chose du parti libéral ; les socialistes l'en avaient en grande partie dépossédé et l'en dépossédaient chaque jour davantage. — Enfin, on s'était détourné des sociétés de production parce qu'elles ne réussissaient pas et l'on avait fait fi des sociétés de consommation parce qu' « elles ne touchaient que la surface du système économique actuel » ; et il était maintenant permis de constater d'abord que les sociétés de consommation pouvaient, d'une manière indirecte, influer sur les conditions de la production, ensuite que, par une évolution toute naturelle, elles en venaient elles-mêmes à produire et pouvaient ainsi à quelque degré « attaquer dans ses fondements ce système économique ».

La discussion à laquelle la publication du livre de Bernstein donna lieu d'abord dans la presse, puis au congrès de Hanovre, en 1899, permit de mesurer le chemin qui avait été parcouru. La grande majorité du parti n'attribuait pas aux coopératives le même rôle que Bernstein ; mais elle leur reconnaissait une utilité et une importance que personne n'eût songé à leur accorder au temps du congrès de Berlin, c'est-à-dire sept années auparavant. Les opinions qui se firent jour au cours des débats peuvent se classer en trois catégories. Selon les uns, les coopératives ne présentent pas d'autre utilité que celle des avantages matériels qu'elles confèrent à leurs membres et à leurs administrateurs, elles ne servent le socialisme que dans la mesure où elles fournissent des situations indépendantes à des propagandistes du parti : c'est, on le voit, la vieille conception, celle qui avait pris corps dans la motion du congrès de Berlin. Nous ne la trouvons représentée au congrès de Hanovre que par une petite minorité, dont font partie notamment les députés Stadthagen, Molkenbuhr, Auer. Pour d'autres, les coopératives ont, en outre, un rôle dans le mouvement de classe du prolé-

tariat et une utilité pour le socialisme en ce qu'elles contribuent à éduquer le prolétariat pour la gestion de ses propres affaires, et, corrélativement, pour la gestion des affaires de la société. Enfin, pour la minorité bernsteinienne, les coopératives joignent à ces divers avantages et à d'autres encore, tels que le concours qu'elles donnent aux syndicats, celui de préparer le socialisme, d'en être comme des commencements, des embryons, et de constituer en quelque sorte des points d'attache auquel le parti socialiste arrivé au pouvoir suspendra son action.

Selon cette dernière opinion, les coopératives, et, d'une manière générale, les organisations économiques des travailleurs, sont, pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste, des facteurs aussi essentiels que l'action politique. Action économique et action politique doivent être mises sur le même plan. Selon la première opinion, les coopératives ne présentent aucun intérêt au point de vue socialiste. Ce sont « des affaires privées auxquelles le parti comme tel n'a à témoigner ni sympathie ni hostilité [1] ». L'action politique seule a rapport au socialisme. Selon l'opinion intermédiaire, les coopératives ne peuvent pas être mises en parallèle avec l'organisation politique, mais elles ont une importance socialiste incontestable. « Si les hommes de notre parti se familiarisent avec les affaires et s'initient au maniement du mécanisme administratif, déclara Bebel, c'est un avantage, et un avantage pour l'avenir. Plus forte et plus solide sera la culture que nous leur aurons donnée en toutes ces directions, et plus il nous sera facile, en fin de compte, de nous mettre à l'œuvre de socialisation [2]. »

C'est à cette opinion que se rangea dans sa grande majorité l'assemblée. La motion générale par laquelle elle définit ses positions par rapport aux idées de Bernstein disait, touchant la question qui nous occupe :

« Le parti observe la neutralité touchant la fondation de coopératives; il estime que la fondation de semblables sociétés, à supposer que les conditions préalables nécessaires soient réalisées, est propre à introduire des améliorations dans la situation économique de leurs membres; il voit aussi dans la fondation

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 162. — Paroles de Molkenbuhr.
2. *Ibid.*, p. 236.

de semblables sociétés, comme dans toute organisation des travailleurs en vue de la défense de leurs intérêts, un moyen propre à éduquer la classe ouvrière pour la direction autonome de ses affaires, mais il n'attribue pas à ces sociétés coopératives un rôle décisif dans l'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière[1]. »

En dépit de cette réserve finale, destinée à maintenir la nécessité et la prépondérance de l'action politique, une large place se trouvait faite aux coopératives dans l'ensemble du mouvement ouvrier ; leur utilité pour le socialisme était officiellement reconnue. La pratique coopérative avait forcé les dernières résistances de tactique et de théorie : elle avait conquis, dans la démocratie socialiste, son droit de cité.

Nous avons vu comment dans ces trois dernières années, c'est-à dire depuis le congrès de Hanovre, les sociétés de consommation ont fait des progrès saisissants, comment le mouvement en faveur de la production a pris des proportions insoupçonnées, comment un idéal d'échanges entre les villes et les campagnes et un idéal d'échanges internationaux ont élargi l'horizon des coopératives d'autrefois. Ces progrès, ces changements sont autant de raisons nouvelles de nouvelles sympathies.

Mais ce n'est pas tout encore. D'autres faits doivent être notés, qui n'ont pu manquer d'agir dans le même sens.

Tout d'abord, entre le nouveau mouvement en faveur de la production et le mouvement syndical il existe des liens étroits. C'est sous les auspices du cartel des syndicats de Hambourg qu'a été fondée la coopérative « La Production », et de même presque partout ce sont les cartels de syndicats qui ont présidé à la naissance des nouvelles organisations[2]. L'un des objets essentiels de celles-ci se trouve être ainsi de seconder les efforts des syndicats, et, leur exemple se propageant, les sociétés de consommation deviennent de plus en plus des auxiliaires de l'organisation syndicale. De plus en plus, à ce titre, l'intérêt qui s'attache aux syndicats s'attache à elles.

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, p. 243.

2. Heinrich Kauffmann, *Grosseinkaufsgesellschaften deutscher Consumvereine*, dans les *Soc. Monatsh.*, d'oct. 1901, p. 769.

Il faut dire, en second lieu, que l'on se préoccupe de plus en plus, dans les coopératives, de former de véritables coopérateurs, c'est-à-dire des hommes soucieux d'autre chose que de leurs profits individuels, s'intéressant à l'œuvre en raison de son caractère et de ses avantages collectifs, aimant dans la coopération la coopération même. Ce sont des socialistes qui ont apporté dans les coopératives ces préoccupations, lui donnant ainsi, aux yeux des autres socialistes, un prix nouveau.

Enfin, je dois parler de l'attitude prise par l'*Union Générale des Coopératives allemandes*, dans ces dernières années, vis-à-vis des sociétés de consommation, et des faits qui s'en sont suivis.

Le plus grand nombre des associations coopératives d'Allemagne étaient groupées, jusqu'à une date toute récente, en trois grandes Unions. Deux d'entre elles ne comprennent que des sociétés agricoles : ce sont l'*Union Générale des coopératives agricoles*, qui comptait, à la date du 1er juillet 1902, avec 600.000 membres, 8.363 sociétés de nature diverse (sociétés de crédit, sociétés d'achat, laiteries coopératives, etc.) et l'*Union Générale des banques coopératives de crédit agricole* (système Raiffeisen), qui comptait, à la même date, 3.850 sociétés, avec environ 3[illegible]0.000 membres. Le troisième groupement comprend des sociétés coopératives, urbaines et rurales, de toute nature (sociétés de crédit, sociétés de matières premières, sociétés coopératives de magasin, sociétés de production, sociétés de consommation, sociétés de construction, etc.) : c'est l'*Union Générale des Coopératives allemandes* (*Allgemeiner Verband deutscher Erwerbs-und Wirtschaftsgenossenschaften*), fondée en 1859 par Schulze Delitzsch [1], qui comptait, en mars 1902 1807 sociétés avec environ 1.200.000 membres. — Un nouveau groupement, nous le verrons, est actuellement en voie de formation. A l'heure où paraîtra ce livre, il sera sans doute définitivement constitué.

Reportons-nous à quelques mois, ou même à quelques années en arrière.

Les deux catégories de coopératives les plus importantes

1. H. Kauffmann, *Eine neue Gruppirung d. deutsch. Genossenschaften*, dans la *Soz. Praxis* du 27 nov. 1902. — *Jahrbuch des Allg. Verb. d. E.-u. Wirtschaftsgenossenschaften für* 1901, p. XXV et suiv.

parmi celles que nous trouvons groupées dans l'*Union générale des Coopératives allemandes* sont les sociétés de crédit mutuel et les sociétés de consommation. Or il existe entre les intérêts qu'elles représentent un antagonisme qui s'est développé avec le temps et est arrivé dans ces dernières années à une très grande acuité. Tout d'abord, les membres des sociétés de crédit sont pour la plupart ces mêmes petits commerçants qui se trouvent en lutte ouverte avec les sociétés de consommation. Ensuite, les tendances nouvelles de ces dernières sociétés, les efforts qu'elles font pour produire, et, à cette fin, pour réunir des capitaux, contrarient les intérêts des sociétés de crédit mutuel : si les membres des coopératives de consommation confient à ces sociétés leurs économies, elles sont perdues pour les sociétés de crédit. Ce qui fait le bien des unes fait le mal des autres.

Cela est un aspect de la question. Il y en a un autre. L'*Union Générale* se trouve, comme au temps de sa fondation, aux mains des libéraux, et les sociétés de consommation sont de plus en plus aux mains des socialistes. En Saxe, presque toutes les sociétés de consommation sont dirigées par des socialistes; à Berlin, toutes celles qui ont été récemment fondées se trouvent dans le même cas, et ce cas est aussi celui de la plupart des sociétés de Bavière et du Wurtemberg ; à Stuttgart, le conseil d'administration est par moitié bourgeois et par moitié socialiste; les socialistes sont à la tête des sociétés de Hanovre, Harbourg, Hambourg, Brunswick, Hildesheim, Bant, Elmshorn, Kiel, Itzehoe, Neumunster, Brandebourg, Forst, Dessau, Stettin [1], etc. Le sous-directeur de la société d'achat en gros de Hambourg, M. Georg Fell, ancien directeur de la société de Leipzig-Plagwitz, était précédemment, à Leipzig, conseiller municipal socialiste ; le rédacteur du Bulletin de la Société, M. Heinrich Kauffmann, était précédemment rédacteur au journal socialiste de Hambourg.

L'antagonisme économique que nous avons indiqué d'abord se double donc d'un antagonisme politique. D'année en année,

1. Je dois ces dernières indications à M. Adolph von Elm, député socialiste de la sixième circonscription du Schleswig-Holstein (Tunneberg-Elmshorn), l'un des fondateurs de la coopérative « La Production », de Hambourg, et membre du conseil d'administration de cette coopérative. (Lettre datée du 16 novembre 1901.)

dans les sociétés de consommation la direction libérale de l'*Union* voyait grossir « le danger socialiste ». Et le « danger » grossissait en effet d'une manière continue. L'importance relative des sociétés de consommation à l'intérieur de l'*Union* croissait dans la même mesure que celle des socialistes à l'intérieur des sociétés de consommation. Tandis que le nombre des sociétés de crédit ayant répondu à l'enquête s'élevait en 1890 à 1,072 et en 1900 à 870 seulement, tandis que le nombre de leurs membres était en 1890 de 518.000 et en 1900 de 511.000, celui des sociétés de consommation passait de 263 (avec 215.000 membres) en 1900 à 568 (avec 522.000 membres) en 1900[1]. Les sociétés de crédit, par leur stagnation, reflètent en quelque sorte la condition de la « classe moyenne » qui leur sert de support, comme l'essor des sociétés de consommation traduit le développement incessant du prolétariat. Et ainsi, selon tous les indices, l'avenir appartenait, dans l'*Union*, aux sociétés de consommation et partant aux socialistes.

Mais en attendant, et la direction libérale, et les sociétés de crédit, et les éléments petit-bourgeois qui avaient le pouvoir défendaient leurs positions par tous les moyens, et l'*Union* témoignait aux sociétés de consommation le minimum de sollicitude qu'elle leur pût témoigner, lorsqu'elle ne se montrait pas vis-à-vis d'elles nettement hostile. Voici un premier fait : la Société d'achat en gros de Hambourg, dont l'utilité pour l'ensemble des sociétés de consommation apparaît si nettement, est née d'initiatives privées, et l'*Union* n'a jamais rien fait pour favoriser son développement. Voici un second fait, plus significatif encore : En 1900, au congrès de Hanovre, sur la proposition du comité de l'*Union* une proposition fut adoptée qui recommandait aux petits commerçants de se grouper en « coopératives d'achat » en vue de défendre leur existence contre la concurrence du grand capital *et des différentes coopératives de distribution, c'est-à-dire surtout contre les coopératives de consommation*[2]. Troisième fait : Parmi les « préceptes à l'usage des sociétés de consommation » que le

1. Heinrich Kauffmann. *Grossenkaufsgesellschaften deutscher Consumvereine*, dans les *Soc. Monatsh.* d'octobre 1901, p. 767.

2. *Wochen-Bericht*, 15 juin 1901, p. 362. — C'est moi qui souligne.

Secrétaire général de l'*Union* soumit aux suffrages du congrès de Baden-Baden (en septembre 1901) et fit voter, nous relevons celui-ci : « La vente par les coopératives aux prix du marché permet de mettre de côté un trop-perçu qui est ensuite distribué aux membres sous forme de dividende. Mais la vente aux prix du marché est aussi *dans l'intérêt des petits commerçants auxquels les sociétés de consommation causeraient un lourd dommage si elles vendaient au-dessous des cours*[1]. » Voici un quatrième fait : Une importante fédération comprenant plus de la moitié des sociétés de consommation de Saxe, fédération qui était demeurée indépendante, fit connaître à la commission administrative de l'*Union*, en 1900 l'intention qu'avaient les sociétés qui la composaient de donner leur adhésion à l'*Union*. La commission lui répondit que ces sociétés devraient, pour être admises, signer une déclaration par laquelle elles prendraient l'engagement de « ne faire servir ni directement ni indirectement l'organisation coopérative à des buts politiques[2] ». Jamais la commission n'avait émis pareille prétention ; pareille déclaration n'avait été demandée à aucune société. Le but était visiblement de rebuter ce groupe important de coopératives de consommation qui se trouvaient d'ailleurs presque toutes aux mains de socialistes.

Un dernier fait — fait décisif — s'est produit au dernier congrès de l'*Union*, tenu à Kreuznach en septembre 1902. Le Secrétaire général de l'*Union*, le Dr Crüger, demanda l'exclusion de la fédération saxonne, comprenant 66 sociétés, qui dans l'intervalle avait dû être admise, l'exclusion de 31 autres sociétés de consommation, et celle de la Société d'Achat en gros de Hambourg. A l'heure où les sociétés de consommation, de plus en plus nombreuses, allaient devenir dans l'*Union* maîtresses du pouvoir, on rayait purement et simplement 98 d'entre elles de la liste des sociétés adhérentes. Les sociétés de crédit étaient délivrées de l'envahissement par les sociétés de consommation ; la « classe moyenne » était mise à l'abri du flot montant de la classe ouvrière ; le « péril socialiste » était conjuré, et la situation de la direction « libérale » se trouvait pour de nombreuses

1. C'est moi qui souligne.
2. *Wochen-Bericht*, 8 juin 1901, p. 343.

années consolidée. Un véritable coup d'Etat, selon la très juste expression d'un écrivain français[1], venait d'être accompli. Après ce coup d'État, le plus grand nombre des sociétés de consommation sont sorties de l'*Union générale des Coopératives d'Allemagne* en vue de fonder, avec les sociétés exclues, une *Union générale des Sociétés de Consommation allemandes.*

On se représentera aisément combien les différents faits que nous venons de signaler ont dû développer les sympathies des socialistes pour les sociétés de consommation.

*
* *

Nous sommes donc autorisés à considérer que depuis le congrès de Hanovre les modifications d'opinion qui ont pu et qui ont dû se produire dans le parti n'ont pu manquer d'être favorables aux coopératives. Les idées de Bernstein sur le rôle des coopératives comme éléments de la révolution socialiste ont-elles gagné du terrain ? Nous noterons seulement qu'elles sont défendues avec beaucoup d'énergie dans l'une des deux revues socialistes, les *Socialistische Monats-Hefte*. Ajoutons qu'au nombre de ceux qui se sont donné pour tâche de les propager nous trouvons un homme dont la parole est très écoutée dans le monde coopératif et dans le monde syndical, et qui est en même temps un député du parti, Adolph von Elm, ancien membre de la Commission générale des syndicats allemands, directeur de la coopérative des fileurs de tabac, de Hambourg, et chef du jeune mouvement des sociétés de consommation en faveur de la production. Dans une brochure de lui qui a déjà été répandue à quinze mille exemplaires, nous lisons : « Je ne crois pas à une transformation violente de la société. Il ne faut pas seulement arracher à nos adversaires la puissance politique, il est tout aussi nécessaire de conquérir progressivement la puissance économique. Sans celle-ci, il est tout à fait inconcevable que nous arrivions au but. Je ne crois pas que les choses se développeront de telle sorte que l'on puisse un beau jour, en possession de la puissance

3. C. Mutschler, *Un coup d'Etat coopératif; le Congrès de Kreuznach*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 novembre 1902.

politique, organiser d'un point central toute la société socialiste. C'est là une pensée tout à fait déraisonnable, et qui se trouve en contradiction intime avec nos principes démocratiques.

« Le point de vue auquel je me place est le vieux point de vue de Lassalle, qui déclarait : « La révolution ne pourra réussir « qu'après s'être produite dans les viscères même de la société ».

« Aussi je pense que la classe ouvrière doit d'abord acquérir une plus grande part de puissance économique et se créer un mécanisme auquel pourra se rattacher ultérieurement le développement de l'organisation démocrate-socialiste.

« Avant tout, je pense que l'on doit traiter la question en partant de ce principe que le mouvement coopératif aussi bien que le mouvement syndical doit être considéré comme un complément du mouvement politique[1]. »

1. Adolph von Elm, *Die Genossenschafts-Bewegung*. Berlin, 1901. Verlag der « Socialistischen Monatshefte ».

SIXIÈME PARTIE

ÉDUCATION POPULAIRE

LES PRÉOCCUPATIONS DE CULTURE INTELLECTUELLE DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE ALLEMANDE

Le socialisme dans ses rapports avec la science et l'art. — Fins dernières. — But immédiat. — Les moyens. — Les sociétés d'études sous le régime d'exception. — Leurs tendances. — Les groupements actuels. — Conférences d'études des syndicats et des groupes politiques. — L'*École Ouvrière* de Berlin. — Les *théâtres libres populaires*.

Le parti socialiste n'attend que du socialisme même l'accession de tous les hommes aux domaines du vrai et du beau; il n'entrevoit que dans l'avenir socialiste le libre développement de toutes les intelligences, l'éclosion et l'épanouissement de tous les talents, de tous les génies, et de toutes les aptitudes à comprendre les découvertes de la science et à sentir les créations de l'art. Cet état de floraison intellectuelle est l'une des « fins dernières » auxquelles il tend, sans doute même sa « fin dernière » par excellence; il fait partie de ce que l'on pourrait appeler l'*au-delà socialiste*. Le parti en prépare la venue en tant qu'il prépare la transformation profonde de la société, la « révolution sociale ». Mais pas plus dans ce domaine que dans les autres il ne se contente d'attendre, de préparer la révolution sociale : il vise à des réformes, à des améliorations immédiates; de même qu'il fait effort pour élever dès aujourd'hui, dans les conditions mêmes de la société bourgeoise, dans l'en-deçà capitaliste, le niveau de la vie matérielle du prolétariat, de même il fait effort pour élever le niveau de sa vie intellectuelle. Et c'est ainsi qu'il lutte

dans les parlements et dans les municipalités pour obtenir une série de mesures assurant aux enfants des travailleurs le bénéfice d'une instruction solide, comme il lutte pour améliorer par exemple les lois d'assurance ou de protection ouvrières.

A cette action politique s'ajoute une autre action. De même que le prolétariat militant s'efforce d'améliorer sa situation économique non seulement en agissant sur les organes de la vie publique, mais encore par l'action directe de ses propres institutions syndicales et coopératives, de même il tâche de se donner lui-même à lui-même, par une sorte de *self help* intellectuel, plus de savoir et plus de culture. Les travailleurs se syndiquent aussi pour apprendre et coopèrent aussi dans l'étude.

Comme les préoccupations d'améliorations matérielles, ces préoccupations de culture intellectuelle répondent à un double objet. D'abord, à un but de parti. Des organismes déchus, des intelligences débiles ou incultes ne seraient point aptes à accomplir la tâche qui doit être accomplie. Les corps doivent être mis à l'abri du surmenage, ils doivent, par une bonne alimentation, être maintenus en état de santé, et il faut conserver aux esprits le loisir de penser et de vouloir. Les lois de protection ouvrière, et les efforts des syndicats et des coopératives tendent à ce résultat. Mais ce résultat atteint, les conditions générales du résultat essentiel se trouvent seulement préparées. La science, ou du moins un savoir solide, réfléchi, méthodique, doit pénétrer dans le cerveau des prolétaires : il faut que leur action soit raisonnée et consciente, il faut qu'ils sachent, il faut qu'ils apprennent, il faut qu'ils comprennent. Dès les débuts de son agitation, Ferdinand Lassalle avait répandu dans les masses la parole de Bacon : « Savoir, c'est pouvoir ». — Elle devint la devise du parti.

Mais les prolétaires allemands ne devaient pas voir seulement dans le savoir qu'ils s'efforçaient d'acquérir une arme : il était aussi à leurs yeux, par lui-même, en lui-même, un bien, comme en elle-même et par elle-même une amélioration de leur vie matérielle était et est à leurs yeux un bien.

Parmi les facteurs qui devaient tendre à développer chez eux la curiosité scientifique, il importe de mentionner au premier

rang la doctrine marxiste. Dans celle-ci, le socialisme n'est que la conclusion d'un vaste ensemble de connaissances, il se rattache à une conception générale de l'histoire et à une conception du monde. Ce qu'il y a derrière les formules souvent philosophiques et hégéliennes de Marx et de Engels, c'est le système des résultats essentiels de la science de leur temps, c'est-à-dire des grandes conceptions scientifiques du XIXe siècle. Derrière leur « vue dialectique des choses » il y a la théorie générale de l'évolution, et les théories particulières dont l'évolutionnisme est la systématisation : théorie de la réduction des forces physiques à l'unité, théorie de la nébuleuse, de Kant et de Laplace, darwinisme, etc., et enfin les séries de faits, de données positives dont ces théories diverses sont la systématisation. Ces théories et ces données positives sont en quelque sorte le substratum du marxisme et de toute la littérature marxiste; par suite, dans le marxisme, des connexités innombrables rattachent le socialisme aux résultats généraux de toutes les branches du savoir, et l'étude du socialisme conduit nécessairement de proche en proche à l'étude de ces résultats généraux. La culture socialiste devient, par un développement nécessaire, une culture générale.

Les rigueurs du régime d'exception, de 1878 à 1890, contribuèrent d'ailleurs largement à donner à la culture socialiste ce caractère de culture générale. Les groupes politiques et les syndicats ouvriers suspects de tendances socialistes avaient été détruits; pour pouvoir se reconstituer, les syndicats durent éviter avec le plus grand soin de traiter dans leurs conférences de sujets socialistes; la police n'attendait en effet qu'une occasion pour ordonner leur fermeture; mais ils voulaient d'autre part éduquer leurs adhérents pour le socialisme, d'autant plus qu'il n'existait plus de groupes socialistes pour remplir cette tâche. Comment faire ? On choisissait des sujets purement scientifiques, mais on les prenait dans les alentours de la pensée socialiste; on jetait ainsi dans les esprits un fonds d'idées constituant comme l'ambiance scientifique du socialisme, les esprits étaient comme préformés pour le socialisme, prédisposés au socialisme ; en eux le terrain était pour ainsi dire préparé pour la semence socialiste ; et, venue d'ailleurs, en quelque cir-

constance que ce fût, celle-ci levait. On procédait de même dans les groupes d'études, dans les clubs de lecture et de discussion; on faisait de la science, de la littérature, de l'art, mais par la science, par la littérature, par l'art on cotoyait le socialisme. Et depuis que cela n'a plus été une nécessité, l'habitude étant prise et le goût éveillé, les groupements ouvriers, cercles politiques autant que groupes d'études et syndicats, n'ont plus jamais abandonné l'étude et la discussion des questions scientifiques, littéraires, artistiques.

Un socialiste allemand qui a vécu à Berlin la vie des groupements ouvriers dans les dernières années du régime d'exception, M. Willy Wach, aujourd'hui reporter au *Vorwærts* et conseiller municipal à Rixdorf, commune voisine de Berlin, alors ouvrier relieur, nous décrit en ces termes l'activité déployée par ces groupements. Il parle d'abord des syndicats. « La production littéraire contemporaine, dit-il, fournit un objet d'étude approprié au but [c'est-à-dire tendant au socialisme, mais sans donner l'éveil à la police]. Il y avait avant tout la littératture des romans modernes, la nouvelle poésie et le drame moderne. Les réalistes et les naturalistes, avec leurs peintures de la vérité dans lesquelles les plaies sociales sont mises à nu et où mainte aspiration vantée par les prêtres et les hommes d'État comme un bien moral élevé se trouve anéantie par la critique, rencontrèrent auprès de ce public un accueil grandement favorable. Et des prédicateurs du nouvel évangile littéraire se mirent à la disposition des ouvriers. C'étaient de jeunes écrivains, qui par suite de l'âpre concurrence intellectuelle ne trouvaient pas place au banquet de la soi-disant « bonne société », d'autant qu'ils avaient le courage d'être des natures originales et de ne pas flatter les philistins. Les uns espéraient du mouvement socialiste une renaissance de toute la vie du peuple et avaient de la sympathie pour la classe ouvrière; les autres étaient, par conviction théorique, socialistes. Des conférences sur la littérature moderne en général et spécialement sur Zola, Ibsen, Björnsen, Kielland, Tolstoï, Tschernischewsky, Dostoïewsky, et sur les lyriques et dramatiques néo-allemands du genre de Julius et Heinrich Hart, Schlaf et Holz, n'étaient pas rares alors dans les syndicats de Berlin. Quelques

pièces de théâtre et quelques romans, comme par exemple *Nora* et *Germinal*, furent aussi étudiés d'une manière particulière. Parmi les conférenciers qui avaient une prédilection pour des sujets de ce genre, il faut nommer, pour les années de 1888 à 1890, principalement : le rédacteur Kurt Baake, les écrivains docteur Bruno Wille et Willy Bœlsche, l'acteur, marchand et écrivain Julius Türk et l'écrivain Paul Ernst. A eux s'associaient alors encore le docteur Conrad Schmidt et quelques autres. A côté des modernes, les grands poètes allemands de la période classique n'étaient nullement oubliés, non plus bien entendu que les poètes de la liberté de la période de 1848. Des débats quelquefois très vifs suivaient ces exposés, dans les syndicats comme dans les rares sociétés politiques d'ouvriers qui étaient peu à peu revenues à la vie. — Outre les conférences littéraires furent souvent faites, dans les sociétés, des conférences scientifiques, historiques, économiques et philosophiques, lorsque le temps n'était pas pris par des questions d'administration et des questions du jour (grèves). Des thèmes philosophiques et scientifiques fournirent plus particulièrement l'occasion de secouer l'autorité divine et l'autorité séculière, appuyée sur elle. Parallèlement le mouvement politique poursuivait sa marche irrésistible, bien que souvent entravée.

« Or dans le cercle intime des *clubs de discussion et de lecture* précédemment mentionnés, les impressions reçues dans les réunions syndicales et autres étaient approfondies. Les gens qui se rencontraient ici étaient habituellement partout où « il se passait quelque chose ». Pour indiquer la forme que revêtait cette activité de club, je donnerai un exemple. De 1887 à 1890 exista à Berlin un club, composé d'ouvriers jeunes et vieux, la plupart statuaires et relieurs, qui, pour dérouter la police, s'étaient donné le nom innocent de « Vieille Tante ». Les séances des quinze à vingt sociétaires avaient lieu une fois par semaine, parfois dans la chambre de derrière d'un estaminet, mais la plupart du temps chez tel ou tel sociétaire. Chacun payait une cotisation de dix pfennigs[1] par semaine. Cela permettait au club de recevoir quelques revues. Grâce aux dons de quelques cama-

1. Douze centimes et demi.

rades, et au prêt qui fut fait d'un certain nombre de livres, une bibliothèque fut composée, à vrai dire modeste, mais variée. Dans chaque séance on se mettait d'accord sur un thème de lecture ou de discussion. Quelques camarades étaient membres de la *Communauté Religieuse Libre*, union de libres penseurs datant du milieu de ce siècle. Ils mettaient de temps en temps une question philosophique sur le tapis, et les autres exprimaient sans contrainte leur opinion. Une autre fois, on s'entretenait par exemple de l'œuvre de Raskolnikow. *Crime et Châtiment*, roman psychologique qui venait de paraître en feuilleton dans le *Berliner Volksblatt*, devenu depuis, sous le nom de *Vorwærts*, l'organe central de la démocratie socialiste allemande. Ces ouvriers discutaient vivement sur la question de savoir s'il est intéressant de disséquer subtilement, dans un roman, l'âme d'un homme. Les uns s'enthousiasmaient pour de semblables analyses, d'autres les admettaient sous condition, d'autres enfin disaient que la question les laissait indifférents, mais déclaraient préférer ne pas lire de trop longues études sur de pareils sujets. Un jour, en un statuaire qui fréquentait l'école de modelage en s'imposant de dures privations se révéla un artiste. Il parla de l'art religieux du moyen âge, et de l'Hellénisme joyeux, et de la Renaissance. Désireux de s'ouvrir de nouvelles jouissances, les assistants concertèrent pour le dimanche suivant une visite dans les musées publics de Berlin. L'artiste débutant y fut leur guide. Dans la séance suivante eut lieu une discussion générale sur l'art plastique. Puis de nouveau on lut, en se partageant les rôles, tel drame de Schiller, par exemple *Don Carlos ;* on discuta sur la profonde sagesse du *Faust* de Gœthe ; on s'occupa de la première œuvre dramatique de Gerhardt Hauptmann, *Avant le lever du soleil*.

« L'entretien dont cette pièce fut l'objet se changea en un très vif débat. Aussitôt deux directions se manifestèrent : celle des classiques et celle des modernes. Ici se refléta alors en petit la lutte menée au dehors dans les feuilles littéraires, les associations d'artistes et la presse quotidienne, avec cette seule différence que ces ouvriers rejetaient entièrement comme plate la superficielle littérature de salons, les bouffonneries de lieutenants et la pièce dite pièce populaire, dont les auteurs spéculent

sur les ressources lacrymales de tendres philistins de la bière et de vieilles filles sentimentales. — Parmi les drames lus, il faut mentionner encore la *Nora* d'Ibsen. — La pièce offrit matière à débats sur la question féministe, qui rencontrait toujours une attention spéciale dans les milieux ouvriers éclairés. Au club « Vieille Tante » tous se déclarèrent délibérément partisans d'une éducation qui préparerait la femme à l'indépendance et ferait d'elle l'égale de l'homme, dans la mesure où cette égalité est physiquement et socialement concevable. Des divergences d'opinions n'apparurent que sur la question du *comment* et sur celle des possibilités présentes. La « Vieille Tante » alimentait aussi ses causeries en envoyant à l'occasion, *aux frais du club* autant que ses faibles ressources y suffisaient, *un* camarade dans un théâtre ou dans un établissement scientifique populaire, comme l'observatoire « Urania ». Le camarade devait ensuite, en séance, faire un rapport sur ce qu'il avait vu et entendu. Comme complément, on faisait des lectures de livres d'un caractère populaire. La plupart du temps la discussion conduisait à ce résultat, que la société socialiste serait seule en état d'ouvrir à toutes les sciences et à tous les arts une libre carrière et de créer pour tous les hommes la possibilité de prendre part à la civilisation, les uns en collaborant à l'œuvre civilisatrice, les autres en jouissant de ses fruits. On ne se perdit donc pas dans l'unique pensée de la culture de son propre moi ; bien au contraire l'ardeur à s'aider soi-même et à aider les autres au point de vue économique et au point de vue politique fut considérablement accrue par ces larges aspirations. La preuve en est déjà dans ce fait que la plupart des membres de la « Vieille Tante », — qui depuis longtemps n'existe plus, — jouèrent un rôle, en ce temps déjà, principalement dans la vie syndicale et politique, comme ils continuèrent à en jouer un dans le mouvement intellectuel. Et, ce qu'ils avaient appris, ils le répandaient à pleines mains. De même, le club ne renonça pas à l'agitation pratique. Lorsque, pendant l'hiver 1889-1890 on prépara les élections, les membres se procurèrent des matériaux écrits de propagande et allèrent le dimanche à leurs propres frais — la caisse du club dut aussi s'exécuter — dans les campagnes, d'un village à l'autre. De 1888 à 1890, d'autres clubs

de Berlin déployèrent une activité analogue, sans se tenir tous assurément à un niveau aussi élevé. Les clubs « Lessing » et « Heinrich Heine » égalèrent la « Vieille Tante ». Ils se distinguaient d'elle en ce qu'ils organisaient parfois des conférences et des lectures publiques. La Société « Darwin », qui fut fondée au commencement de 1889, revêtit un caractère un peu différent. Elle devait être une espèce d'Université ouvrière [1]. »

La société « Darwin » réunissait cinquante à soixante ouvriers, dont plusieurs étaient en même temps membres de l'un ou l'autre des clubs « Vieille Tante », « Lessing » et « Heinrich Heine ». Un seul professeur y enseignait ; ce fut d'abord le docteur Paul Ernst, puis Bruno Wille. Paul Ernst y traita de l'économie politique. Il a exposé lui-même quelle était sa méthode et dit les remarquables qualités dont avait fait preuve son public de travailleurs, dans un article de la *Berliner Volkstribüne,* journal socialiste hebdomadaire, dont nous extrayons les lignes suivantes : « Tout d'abord, le nombre des membres fut limité ; j'avais pris le chiffre de cinquante comme maximum. Cela est à mon avis nécessaire, pour que le conférencier soit en état de faire la connaissance personnelle de chacun. Les réunions avaient lieu une fois par semaine et duraient deux ou trois heures. Le cours devait se poursuivre pendant les trois quarts de l'année. — Pendant la première heure je parlais. Je résumais le contenu de chaque exposé dans un court sommaire de dix lignes au plus, que je dictais. L'exposé qui suivait pouvait au gré de chacun être pris par écrit ou non. Après l'exposé commençait la discussion, que je dirigeais. Des questions étaient posées sur des points restés obscurs, je répondais, les parties difficiles étaient éclaircies une fois encore, etc. Plus tard, je voulus donner occasion aux divers membres de faire de petits exposés d'une durée de dix minutes, pour fixer ce qui avait été entendu et pour les exercer à l'expression orale précise. J'estimais que de véritables exercices de rhétorique présenteraient le danger de produire des orateurs prétentieux. Le principal me parut être d'habituer les sociétaires à une expression concise et à une

1. Willy Wach, *Les Préoccupations de culture intellectuelle du prolétariat berlinois*, document inédit traduit par Edgard Milhaud, dans la *Revue Socialiste*, décembre 1898, tome XXVIII, pages 643-646.

pensée vigoureuse. Je recevais la contribution hebdomadaire de dix pfennigs. Chacun devait en outre consommer un verre de bière, de sorte que toute la soirée ne coûtait pas plus de 25 pfennigs. Parmi les sociétaires nous avions cinq femmes. Les quelques leçons que je dirigeai seront pour moi inoubliables. L'ardeur et l'attention que tous consacraient aux rudiments si difficiles et si abstraits de l'économie politique étaient extraordinaires, et les choses étaient comprises avec une pénétration et une intelligence telles que certainement maint professeur d'université eût pu envier un pareil auditoire[1]. »

Des raisons de santé obligèrent Paul Ernst à interrompre son cours. Bruno Wille, qui lui succéda, parla de la théorie de la connaissance, « initiant les auditeurs d'une manière captivante, nous dit M. Willy Wach, aux lois de la pensée. »

On peut se représenter d'après ces quelques exemples, ce qu'était l'activité intellectuelle des travailleurs socialistes au temps du régime d'exception, principalement dans les dernières années. Les groupements qui lui servaient de supports étaient les syndicats ouvriers qui avaient pu se reconstituer, les *sociétés d'éducation ouvrière* — on se rappelle qu'il en existait déjà un grand nombre au temps de l'agitation Lassalle — dans la mesure où elles avaient survécu, enfin les clubs de lecture, de discussion, d'instruction, et les sociétés d'études de toute nature qui avaient été fondées. Depuis le retrait de la *loi des socialistes*, l'intensité de vie de ces sociétés a généralement diminué. C'est que des cercles démocrates socialistes ont pu être fondés, c'est que les syndicats ont pu se réorganiser librement et ont pris une très large expansion, et que les uns et les autres satisfont d'abord les besoins d'action et aussi en grande partie les besoins de culture auxquels elles répondaient. On tient à elles toutefois, et pour leur utilité spéciale comme groupements essentiellement consacrés à l'étude, et aussi comme à des institutions qui ont servi à la lutte, et qui auront peut-être encore l'occasion d'y servir. A Berlin, la plupart des clubs existent encore. J'ai entendu, au club *Karl Marx*, une conférence fort intéressante sur l'*Evolution politique de la France, de la mort*

1. Cité par Willy Wach, *Les Préoccupations de culture intellectuelle du prolétariat berlinois*, pages 646 et 647.

de Henri IV à la Révolution. Le conférencier était un cordonnier.

Depuis la fin du régime d'exception, c'est avant tout dans les cercles démocrates socialistes et dans les syndicats que se fait, en même temps que l'éducation politique et l'éducation économique, l'éducation générale du prolétariat. Les syndicats et les cercles politiques ont à peu près tous des bibliothèques, parfois très riches. Celle des typographes de Berlin contient 6.500 volumes. Quelques livres du parti très célèbres se rencontrent à peu près dans toutes les bibliothèques de syndicats, dans toutes les bibliothèques socialistes. Je citerai entre autres : Bebel, *La Femme et Le Socialisme,* actuellement à sa trente-quatrième édition ; Karl Kautsky, *Doctrines économiques de Marx, Le Programme d'Erfurt ;* Frédéric Engels, *L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat ;* Edouard Bernstein, *Les Conditions du Socialisme et les Devoirs de la Démocratie Socialiste.* A côté des livres du parti, les ouvriers trouvent au syndicat, au groupe, des ouvrages de droit, d'histoire : tels *La Révolution Française* et *la Révolution Allemande,* de W. Bloss ; des traités scientifiques : telle *La théorie de Darwin,* de Aveling ; des romans, des pièces de théâtre.

Les cercles politiques et les syndicats ont, dans leurs séances privées, des conférences d'études ; on s'y attache surtout aux problèmes économiques et sociaux, mais il n'est pas rare que l'on s'y occupe de questions scientifiques, historiques, littéraires. Cela est même dans les syndicats très fréquent. On entendra un jour une causerie sur *la conception idéologique et la conception matérialiste de l'histoire* ou sur telle grande grève anglaise, française, américaine ; à la séance suivante on pourra en entendre une sur *l'importance des sciences de la nature pour le peuple,* sur *la connaissance de la nature et le progrès universel,* sur *l'âge de pierre, le darwinisme,* sur *Catilina, Robespierre, le comte Léo Tolstoï,* sur *le Faust de Gœthe.* Un camarade est chargé de la conférence ; lorsqu'il a fini de parler, on discute. On veut s'instruire ; on veut aussi s'habituer à la parole, de manière à pouvoir, dans les réunions publiques, tenir tête aux adversaires aussi bien que les camarades qui ont fréquenté les universités et portent le titre de docteur.

*
* *

Parmi les groupements qui ont pour objet spécial la culture intellectuelle de leurs adhérents, nous devons faire une place à part à l'*École Ouvrière* de Berlin et aux *théâtres libres populaires*.

« Au déclin du régime d'exception, nous dit M. Willy Wach dans l'article cité plus haut, au moment où le mouvement d'éducation prolétarienne prenait à Berlin une ampleur extraordinaire, lorsque, en 1890, les clubs de lecture et d'éducation et les sociétés d'éducation se multipliaient, naquit naturellement l'idée de les *centraliser*. On redoutait, dans de petits groupes, un éparpillement des forces, et on croyait que l'institution des clubs pourrait favoriser l'apparition de coteries dans le parti. Ces craintes furent de différents côtés fréquemment exprimées publiquement. Ajoutons que la question de savoir si une institution de grand style ne devait pas être créée fut naturellement discutée, et discutée à fond, dans les clubs eux-mêmes. La pensée d'une *université ouvrière* exerça de nouveau son action séductrice. On se représentait la réalisation de cette pensée comme devant résulter de la mise en commun, par les clubs de lecture et de discussion et par les sociétés d'éducation proprement dites (plusieurs sociétés purement politiques étaient aussi désignées de ce dernier nom), de leur fonds de livres et d'argent, et de leur absorption en une nouvelle fondation. En janvier 1891, on examina de plus près la question au point de vue pratique. Pour le 16 de ce mois, une réunion populaire fut convoquée à la *Lips-Brauerei*, réunion qui devait exécuter les décisions prises dans une réunion précédente relativement à la fondation d'une *École ouvrière*. Ce n'était pas un homme de moins d'importance que Wilhelm Liebknecht qui avait fait de la réalisation de ce projet sa chose. Il exposa la question dans la réunion à laquelle assistaient plus de 4.000 personnes. Et comme il parla ! Avec le feu de jeunesse qui lui est propre, le " vieux soldat de la liberté " plaida pour la fondation de l'*École ouvrière*... Liebknecht traça rapidement le programme suivant : " L'*École ouvrière* ne doit pas limiter son enseignement à quelques spécialités ; elle

doit fournir ce que l'école a négligé ; mais elle ne doit pas faire de l'ouvrier un savant et lui charger l'esprit de choses superflues, elle doit avant tout le préparer à la lutte pour l'affranchissement de la société. Il faut que les ouvriers comprennent qu'ils doivent s'aider eux-mêmes, qu'ils doivent veiller eux-mêmes à leur développement dans le domaine intellectuel. Et ce développement intellectuel est de la plus grande importance. » Ainsi parla Liebknecht[1]. » — Les idées développées par lui et le projet de création d'une *école ouvrière* furent accueillis par l'assemblée avec un extraordinaire enthousiasme, et, le 21 janvier 1891, l'*École ouvrière* de Berlin (*Arbeiter-Bildungsschule*) fut fondée.

A la fin de l'année, elle comptait 5,000 membres, environ 1,000 élèves, dont 300 étaient assidus. Au nombre des élèves se trouvaient des femmes. L'enseignement donné était très varié : il y avait des cours d'écriture, de calcul, d'allemand, de comptabilité, de sténographie, de correspondance, de dessin. On étudiait aussi la physique, la chimie, l'anatomie, la physiologie, les mathématiques, l'économie politique, l'histoire. Progressivement le programme se rétrécit, on se réduisit à l'étude de l'économie politique, de l'histoire, du droit, de la logique et de la littérature. On organisa des exercices oratoires, des discussions sur un thème donné, de petits exposés. Le professeur dirigeait ces exercices et enseignait les règles de la rhétorique. On fonda une grande bibliothèque, un institut de lecture ; l'enseignement fut donné à la fois dans quatre quartiers différents, on organisa des concerts, des représentations artistiques ; mais on se laissa aller à des dépenses excessives. En 1896, par suite de difficultés matérielles, l'existence de l'École fut mise en question. Quelques élèves dévoués se donnèrent pour tâche de maintenir son existence en la réorganisant sur des bases plus modestes. Ils ont entièrement réussi. Après une interruption de quelques mois, les cours purent reprendre en octobre 1897. Ils furent suivis par 201 élèves. Ils étaient faits maintenant dans un seul local. Depuis l'institution a fait d'année en année des progrès. Le nombre des élèves a été, pendant l'année scolaire 1901-1902, de 694, dont 72 femmes. La *Maison des Syndicats* récemment cons-

1. Art. cité, pages 657 et 658.

truite donna asile à l'École. Pendant l'année 1901-1902, l'écrivain Rudolf Steiner a traité *de la naissance et de l'histoire des différentes religions*, de *la littérature chez les peuples primitifs et dans l'antiquité*, et de l'*histoire de la littérature dans le moyen âge chrétien ;* il a dirigé les exercices oratoires et les travaux de composition. L'avocat Victor Frænkl a parlé de *la constitution de l'Empire allemand et de l'État prussien* ; Mlle F. Imle, de *la coopération* ; l'écrivain Georg Bernhard, de *la politique douanière, commerciale et des transports*, et d'autre part *de la banque et de la bourse ;* le docteur R. Hasse a pris comme sujet de son cours de sciences naturelles *la théorie de l'énergie*. Comme les années précédentes, l'École a organisé une série de conférences publiques. Elles ont été suivies par un public ouvrier de 2.500 personnes en moyenne. Citons quelques-uns des sujets traités : *La science bourgeoise et l'éducation ouvrière* ; le *mouvement actuel des revenus et les devoirs de l'économie politique* (par Edouard Bernstein) ; *la tuberculose et la lutte contre cette maladie ; les dents et leurs maladies ; le drame ; Spinoza et Goethe ; Henri Heine*[1]. L'Ecole donne encore, mais une ou deux fois par an seulement, des soirées artistiques et littéraires. Pendant la belle saison, elle organise des parties de campagnes ; et « le grand nombre de ceux qui y prennent part, ainsi que le dit le rapport du conseil d'administration pour l'année 1901-1902, montre qu'elles répondent à un besoin, et que l'ouvrier est joyeux lorsqu'il peut, après avoir passé toute la semaine dans l'atmosphère étouffante de la fabrique, se reposer et reprendre des forces, avec les siens, le dimanche, dans la libre nature[2]. »

Comme l'*École ouvrière* est en quelque sorte l'incarnation des besoins scientifiques du prolétariat allemand, les *théâtres libres populaires* symbolisent son désir de jouissances esthétiques. Dans les clubs, ses goûts artistiques s'étaient manifestés. Le rêve de ces travailleurs avides de culture était de

1. *Arbeiter-Bildungschule Berlin. Jahres-Bericht über die Thätigkeit vom 1 April 1901 bis 31 März 1902.* Berlin, Druck C. Janiszewski, 1902, pages 8-9.

2. *Ibid.*, p. 1.

voir sur la scène les grandes œuvres des modernes, d'un Ibsen, d'un Hauptmann. La police interdisait quelques-unes d'entre elles; d'autres étaient refusées par les directeurs de théâtre. Pour les faire représenter, des artistes, des écrivains avaient constitué une société fermée, un *Théâtre libre*, mais les cotisations étaient trop élevées pour des ouvriers. On fonda à Berlin un *théâtre libre populaire*. M. Willy Wach nous fait connaître en ces termes les préoccupations et les efforts auxquels cette fondation a répondu : « Les membres des clubs ouvriers mentionnés plus haut (« Vieille Tante » — « Lessing » — « H. Heine », etc.) s'intéressaient ardemment à tout ce que les journaux et quelques revues littéraires publiaient sur les représentations du « Théâtre Libre ». Dans la « Vieille Tante », on s'abonna particulièrement à la revue qui venait de naître : *Freie Bühne für modernes Leben* (Théâtre libre pour la vie moderne). D'ailleurs, nombre d'autres ouvriers, engagés dans le mouvement socialiste, s'intéressaient vivement à la littérature moderne et, par suite, à cette revue. Dans la « Vieille Tante » l'intérêt était si grand, qu'au commencement de 1890 on envoya au docteur Bruno Wille un ouvrier statuaire, Schleupner, et l'auteur du présent article (alors relieur), avec la mission de lui demander de faire son possible pour que le club pût, comme club, devenir membre du « Théâtre Libre ». On voulait envoyer à chaque représentation un sociétaire, de sorte que chacun y allât à son tour. Wille déclara que cela était impossible, mais annonça aux délégués qu'il recherchait déjà les moyens de donner satisfaction aux goûts d'un public sans fortune épris d'art moderne [1]. » Au mois de mars de la même année, Wille publia dans le *Berliner Volksstaat*, journal central du parti, un appel en faveur de la création d'un théâtre libre populaire. Cet appel rencontra dans le prolétariat militant et studieux de Berlin l'accueil le plus chaudement sympathique. Quelques amis du projet se concertèrent avec Wille au sujet des moyens de réalisation, et lorsque l'on fut tombé d'accord sur les points essentiels on convoqua pour le 29 juillet 1890 une réunion populaire dans la grande salle de *Bœhmisches Brauhaus*. C'est en effet un usage constant, dans le

1. Article cité, p. 650.

socialisme allemand, d'appeler le prolétariat à se prononcer, en réunion publique, sur toute entreprise qui le concerne. Deux mille personnes environ assistaient à la réunion. Bruno Wille prononça le discours d'ouverture et exprima à peu près les idées suivantes : « L'art doit appartenir au peuple, et n'être pas le privilège d'une partie de la population, d'une classe sociale. C'est là une ancienne revendication. Elle retentit dans la Grèce antique et retentit encore au temps des Herder, des Lessing, des Gœthe et des Schiller. Chez les anciens Hellènes, cette revendication était une revendication nationale ; au temps de nos classiques allemands, elle s'appuyait sur cette considération qu'une culture artistique développe une culture morale. Je la formule encore aujourd'hui, mais d'un autre point de vue. On s'est plaint parmi les bourgeois que la masse fût trop exigeante. Mais toute convoitise est un levier de civilisation. Non seulement la convoitise matérielle, mais encore la convoitise intellectuelle est une vertu. Le « Théâtre libre populaire » peut être considéré comme une émanation de cette dernière. Il doit amener le prolétariat à goûter l'art vraiment noble, il doit contribuer pour sa part à élever la vie du peuple. Le monde actuel est en complète opposition avec cette revendication : « que l'art appartienne au peuple ». Les théâtres actuels ne sont que des maisons de négoce, dans lesquelles on fait de l'argent. (*Signes d'approbation.*) On n'y donne pas des pièces qui élèvent le goût du peuple, mais seulement des pièces qui remplissent la poche du directeur. D'art véritable il n'est pas question. En outre, le prix des places interdit déjà l'entrée au prolétaire. Eh bien, comment remédier aux inconvénients indiqués ? Il y a la route politique et la route syndicale. Mais elles sont très longues. En tant qu'hommes ayant des besoins pour le présent, il faut que nous assurions d'abord le présent. Il faut fonder une société qui exécute des pièces bonnes, pénétrées d'un noble esprit populaire, de l'esprit de la vérité. Je ne crois pas me tromper en admettant que la majorité se décidera pour des pièces nées de la pression de la vérité et appartenant à la tendance que l'on désigne du nom de « réalisme », pour des pièces dans lesquelles vit l'esprit du temps présent, avec ses idées et ses luttes, et qui s'occupent du problème du présent. Je pense à des pièces d'Ib-

sen, Hauptmann, Tolstoï, Holz et Schlaf et autres poètes « naturalistes » modernes. Cette direction artistique correspond précisément au mouvement ouvrier socialiste. Si maintenant des feuilles bourgeoises disent, dans leur délire, qu'on veut fonder un théâtre démocrate socialiste, cela est inexact, en tant que les pièces indiquées ne sont nullement des pièces de parti, bien qu'un souffle socialiste vive en elles. Notre théâtre libre populaire doit être à bon marché et exercer une action éducatrice sur la classe ouvrière, sur le peuple. Avant la représentation les pièces doivent faire l'objet d'une conférence. Ce sont des artistes de talent qui doivent les jouer. (*Assentiment général.*) La question du local n'est pas très difficile. Plusieurs directeurs sont prêts à mettre leur théâtre à notre disposition pour un prix assez faible. Le taux de la cotisation doit être abandonné aux ressources des membres; cependant pour chaque représentation une cotisation minima de 50 pfennigs[1] est nécessaire. Les fondateurs ne veulent pas essayer de placer leurs propres pièces. Ils ont appris à admirer les grands besoins de culture du peuple; ils veulent lui présenter uniquement un art populaire et attiser en lui la convoitise intellectuelle, qui forme un puissant levier de civilisation. » (*Vifs applaudissements*[2].)

Telles sont les idées que développa Bruno Wille, et que l'assemblée acclama. « La réunion, nous dit M. Willy Wach, porta la marque d'un enthousiasme de fête. Une longue discussion s'engagea. Outre quelques écrivains un certain nombre d'ouvriers prirent la parole; ils exprimèrent avec vivacité leur grande joie. Enfin les assistants déclarèrent par un ordre du jour approuver le discours de Wille et décidèrent de fonder une société de « Théâtre libre populaire ». Provisoirement une commission fut constituée pour discuter les statuts. On se sépara sur un formidable vivat au « Théâtre libre populaire. »

Une première réunion des membres eut lieu le 8 août 1890; elle ratifia les statuts qui lui étaient proposés. Les dispositions essentielles étaient les suivantes : le droit d'admission est de 50 pfennigs; le prix du billet est également de 50 pfennigs; un *conseil*, composé d'un président, d'un caissier et d'un secré-

1. 60 centimes et demi.
2. Compte rendu de la réunion cité dans l'article de M. Willy Wach, p. 651.

taire, dirige les affaires de la société ; il engage un régisseur, choisit les lecteurs et conférenciers, etc. Un *comité*, qui comprend le conseil et six assesseurs, choisit les pièces, détermine les sujets de conférences et de lectures, et fixe l'attitude littéraire de la société. A l'exception de deux mois d'été, chaque mois a lieu au moins une représentation, un dimanche après midi ; chaque sociétaire peut par suite compter sur dix représentations. La distribution des places s'effectue par un tirage au sort.

La Société organisa d'abord des conférences et des séances publiques de déclamation. Puis, « le 19 octobre 1890 se produisit cet événement déconcertant pour l'honnête bourgeois, que le prolétariat organisé, conscient, put se faire offrir une bonne représentation théâtrale comme dans sa propre maison (la salle étant louée pour la représentation). De mystiques sentiments de fête animaient les ouvriers et ouvrières, et les artistes et écrivains amis des ouvriers, qui remplissaient le théâtre. — Le poète Richard Dehmel dit un prologue ; ensuite on représenta *Les Soutiens de la Société* d'Henrik Ibsen. Le succès fut extraordinairement grand[1]. » L'impression que laissa à M. Willy Wach, auteur de ces lignes, la première représentation dramatique du *Théâtre libre populaire*, tous ceux qui y assistèrent l'en ont remportée. Un socialiste qui a un nom dans le monde littéraire allemand, M. Otto Erich Hartleben, écrivit dans la *Berliner Volkstribüne* un article enthousiaste, qui traduisait le sentiment général.

« Je crois, disait-il, que chacun des douze cents assistants a eu plus ou moins le sentiment qu'il s'agissait de quelque chose de plus grand et plus important que la simple exécution des *Soutiens de la Société*. Ce jour a donné une réponse décisive à la question de savoir si le prolétariat moderne, éveillé à la conscience de sa situation, est mûr pour le grand art de notre époque. — La vérité est que l'art moderne et le prolétariat ont contracté une alliance, une alliance sérieuse, lourde de conséquences. Et cette alliance possède la garantie de la durée, car ce ne sont pas des hasards extérieurs qui l'ont provoquée.

1. Article cité, p. 653.

Spontanément, par une affinité elective intérieure, ils se sont trouvés. Une sélection historique les a conduits l'un vers l'autre. — Comme le socialisme dans le domaine économique, le naturalisme est nouveau et révolutionnaire dans le domaine de l'art. Il rompt avec une convention entourée de respect pour sa vieillesse, il méprise et rejette toute tradition et écrit sur son drapeau : Nature et Vérité. — Du poète de *Germinal* à nos jeunes Berlinois Hauptmann, Holz et Schlaf, partout nous sentons ce souffle socialiste qui n'est précisément rien d'autre qu'une conséquence directe d'influences socialistes. Et c'est ma foi plus qu'un « souffle », c'est chez eux tous le pathétique véritablement moderne. — De l'instinct qui devait les conduire au naturalisme, dimanche les ouvriers ont pris conscience. Ils étaient assis en rangs serrés, tête contre tête, et ils s'abandonnaient, oui, ils s'abandonnaient même avec passion, en une attention haletante, avec un sérieux profond, plein d'intelligence, mais aussi avec un sourire non moins intelligent, à la colère morale et à l'amère satire de l'apôtre de la vérité, de l'apôtre du Nord. On sentait combien ce poète empoignait véritablement ce public dans son sentiment le meilleur et le plus profond, comment, loin de lui faire simplement un jeu frivole d'un intéressant problème, il l'entraînait réellement après soi. » Hartleben rappelant la parole : « Le poète doit aller au peuple » ajoutait : « Mais si seulement le peuple va au poète, s'il abandonne les frivoles et grossiers amusements de bastringue et jette au feu les honteux romans de colportage, s'il s'habitue à chercher dans l'art le sérieux ce qu'il cherche et trouve d'ailleurs dans la vie publique, maintenant qu'il a appris qu'il peut l'y trouver, les poètes peuvent s'écrier avec Goëthe :

> Alors un beau jour nous serait donné en partage,
> Alors nous célébrerions notre âge d'or !

« Les poètes ne seraient plus les favorisés d'une petite minorité comblée de richesses ; soutenus par l'intelligence et l'enthousiasme de tout un peuple, ils puiseraient à la nouvelle alliance une nouvelle, une puissante impulsion pour leur production, une fraîche et puissante incitation à une activité joyeuse[1]. »

1. *Berliner Volkstribüne* du 25 octobre 1890. — Cité dans l'article de M. Willy Wach, p. 654.

Dans ces lignes d'un lyrisme si vibrant en même temps que d'une si saisissante netteté, nous retrouvons bien, clarifiés par l'analyse, « les mystiques sentiments de fête qui animaient les ouvriers et les ouvrières, et les artistes et écrivains amis des ouvriers, qui remplissaient le théâtre. » De ces lignes où se font jour tant de foi, tant d'espérance, tant d'optimisme, nous voulons retenir surtout une idée. C'est celle que l'auteur exprime par ces mots : « La vérité est que l'art moderne et le prolétariat ont contracté une alliance... Spontanément, par une affinité élective intérieure, ils se sont trouvés. Une sélection historique les a conduits l'un vers l'autre. » Cette idée, elle a été pour ainsi dire l'idée directrice de tout le mouvement dont sont sortis les théâtres libres populaires. Que l'on se rappelle Bruno Wille disant, dans la grande réunion du *Boemisches Brauhaus* : « Je ne crois pas me tromper en admettant que la majorité se décidera pour des pièces nées de la pression de la vérité et appartenant à la tendance que l'on désigne sous le nom de « réalisme », pour des pièces dans lesquelles vit l'esprit du temps présent, avec ses idées et ses luttes, et qui s'occupent du problème du présent. Je pense à des pièces d'Ibsen, Hauptmann, Tolstoï, Holz et Schlaf et autres poètes « naturalistes » modernes. *Cette direction artistique correspond précisément au mouvement ouvrier socialiste.* » D'autre part, M. Willy Wach, parlant des goûts et des sympathies littéraires des travailleurs berlinois, nous a dit : « Les réalistes et les naturalistes, avec leurs peintures de la vérité dans lesquelles les plaies sociales sont mises à nu et mainte aspiration vantée par les prêtres et les hommes d'État comme un bien moral élevé se trouve anéanti par la critique, rencontrèrent auprès de ce public un accueil grandement favorable ». — Tout naturellement, spontanément, « par une affinité élective », les ouvriers socialistes s'étaient portés vers le naturalisme ; les romans naturalistes étaient ceux qu'ils lisaient le plus; dans leurs bibliothèques, les romans de Zola étaient de beaucoup les plus demandés. Ils étaient allés tout droit, dans le domaine de l'esthétique, au naturalisme et à l'art moderne, comme ils étaient allés tout droit, dans le domaine de la spéculation, au matérialisme et à la science. Ils avaient adopté la conception matérialiste de l'histoire; ils adop-

tèrent l'art réaliste : à vrai dire, cela était dans la logique. L'art réaliste et le matérialisme historique sont proches parents l'un de l'autre, ils sont deux formes du matérialisme, ils expliquent tous deux le supérieur par l'inférieur, ils ramènent tous deux le supérieur à l'inférieur, ils résolvent celui-là dans celui-ci. Bien plus, l'art réaliste, en littérature, n'est au fond que l'application à l'analyse individuelle de la méthode dont le matérialisme historique est la forme sociologique ; il fait au facteur économique, dans la vie des individus et dans les relations entre individus, une place prépondérante. Il était donc naturel que les travailleurs socialistes accueillissent l'art réaliste comme ils avaient accueilli la conception matérialiste de l'histoire, comme ils avaient accueilli, d'une manière plus générale, la conception matérialiste du monde. — Nous noterons seulement que ce goût pour l'art réaliste n'était pas exclusif. « A côté des modernes, M. Willy Wach nous l'a dit, les grands poètes allemands de la période classique n'étaient nullement oubliés, non plus bien entendu que les poètes de la liberté de la période de 1848. »

Le *théâtre libre populaire* obtint très vite un succès qui répondait aux plus belles espérances. Le nombre des adhérents fut bientôt si grand que deux mois après la fondation il fallut les partager, pour les représentations, en deux séries, et trois mois plus tard, en trois séries. A la fin de la première année, 3 940 membres avaient été inscrits, et la société continua à grandir.

Mais des dissentiments se produisirent parmi ses adhérents, et au début de la troisième année une scission se fit et un nouveau théâtre libre populaire fut fondé. M. Willy Wach parle du fait en ces termes :

« En octobre 1892, à la suite de querelles qu'il serait trop long d'exposer ici, se produisit la retraite d'environ 300 ou 400 membres, le docteur Bruno Wille en tête. On a voulu voir là une scission entre démocrates socialistes et anarchistes, mais c'est une interprétation inexacte, puisque parmi ceux qui se sont retirés une bonne moitié étaient des démocrates socialistes. Il est seulement exact que l'antagonisme entre anarchistes et démocrates socialistes fut en grande partie la cause de cette division.

Publiquement, le motif ne pouvait naturellement pas se produire, puisque toute discussion ayant un caractère politique était sévèrement interdite par la police, au Théâtre populaire : mais à l'intérieur du corps d'administration, cet antagonisme se manifesta jusqu'à ce qu'il arrivât à s'exprimer dans des assemblées générales, de telle manière que Wille, qui depuis un certain temps s'était tourné vers une espèce d'anarchisme moral, et ses amis du Conseil et du Comité furent l'objet de nombreuses récriminations. Avant tout, on fit à Wille le reproche d'être un aristocrate. Or, les procédés par lequels des fanatiques du parti, d'esprit étroit, cherchèrent à l'abaisser, déterminèrent environ cent à cent cinquante démocrates socialistes à s'associer à lui et à collaborer à la fondation d'une société analogue à celle qu'il quittait [1]. »

Franz Mehring, qui fut élu président en remplacement de Bruno Wille, fait entendre, dans un article de la *Neue Zeit*, l'autre son de cloche. « Objectivement, dit-il, la crise se ramena à la question de savoir si la société devait être une entreprise pédagogique dans laquelle les écrivains joueraient le rôle de maîtres et les ouvriers, d'élèves, de sorte que ces derniers eussent voix au chapitre en ce qui a trait à l'administration de la caisse, par exemple, mais nullement touchant la direction artistique et littéraire, ou si la société, comme toute société ouvrière, devait être organisée sur une base absolument démocratique. Cette position de la question conduisit à de vifs conflits entre les écrivains et les ouvriers, et lorsque les écrivains tentèrent de boycotter les ouvriers, la cassure se fit. Wille, qui était président depuis le début, presque tous les écrivains appartenant à la société, et une minorité d'ouvriers en sortirent, pour fonder le nouveau théâtre libre populaire, tandis que la grande majorité des ouvriers demeuraient dans l'ancienne société et m'élisaient président [2]. »

Une nouvelle crise, d'un tout autre ordre, se produisit quelques années plus tard. Les deux institutions étaient en pleine prospérité lorsque, en 1895, la police décida de les soumettre à

1. Art. cité, p. 656.

2. Franz Mehring, *Die Freie Volksbühne*, dans la *Neue Zeit* du 28 juillet 1909, 18e année, t. II, pages 531 et 532.

la censure. La *Société du Théâtre libre populaire* prononça sa propre dissolution, pour ne point avoir à se soumettre à cette mesure; la *Société du Nouveau Théâtre* s'efforça de s'y soustraire en modifiant ses statuts, en accentuant son caractère de société fermée, et elle y réussit. L'ancienne société se reconstitua bientôt après, modifiant ses statuts dans le même sens; depuis, ni l'une ni l'autre ne furent plus inquiétées. — Le théâtre libre populaire compte aujourd'hui 8.500 adhérents divisés en huit séries[1]; le nouveau théâtre a environ 3.000 adhérents, divisés en trois séries[2].

Au point de vue de la tendance littéraire, entre les deux sociétés une différence s'est fait jour. L'ancienne s'est progressivement écartée de son programme primitif; elle joue aujourd'hui principalement le répertoire classique : la nouvelle société s'en tient à l'exécution de pièces modernes. M. Franz Mehring, qui a quitté en 1895 la présidence du Théâtre Libre Populaire, explique le changement survenu dans ce dernier par les raisons suivantes. Tout d'abord, le drame national n'a pas donné ce que l'on attendait de lui : les jeunes talents sur lesquels on avait le plus compté n'ont pas su résister aux sollicitations du théâtre capitaliste; les pièces tout à fait remarquables ont été peu nombreuses : la série en a vite été épuisée. D'autres œuvres auraient mérité sans doute d'être représentées, mais à mesure que la société devenait plus importante, que le nombre de ses adhérents grandissait, et que par suite les pièces devaient être jouées un plus grand nombre de fois, on redoutait davantage la possibilité d'un demi-succès ou d'un échec, on devenait plus prudent, plus timide. Au reste, il eût fallu, pour que rien qui fût digne d'être joué, dans la production contemporaine, n'échappât à la société, qu'un comité stable pût suivre avec continuité le mouvement de la production littéraire; or les élections annuelles renouvelaient constamment le personnel du comité. Enfin on voulait que les pièces fussent représentées par des acteurs de premier ordre, et sur les meilleures scènes; mais il

1. Lettre de M. Conrad Schmidt, président de la Société du Théâtre libre populaire, en date du 30 déc. 1902.

2. Lettre du Dr Bruno Wille, président de la Société du Nouveau Théâtre libre populaire, en date du 11 déc. 1902.

fallait pour cela, les ressources financières dont on disposait étant limitées, que l'on acceptât certaines conditions, que l'on tînt compte, par exemple, du répertoire des acteurs, et que, dans la règle, on s'en contentât. — Le Nouveau Théâtre Libre, avec son comité littéraire permanent, avec son nombre relativement petit d'adhérents, et avec ses moindres exigences au point de vue de l'exécution, pouvait plus aisément rester fidèle au programme du début.

A l'imitation des travailleurs socialistes de Berlin, ceux de Hambourg, Kiel, Hanovre fondèrent eux aussi des théâtres libres populaires, mais ces sociétés, après quelques années, ont succombé aux difficultés matérielles. — Leur tenue littéraire les rapprochait du nouveau théâtre libre de Berlin, bien plutôt que de l'ancien. On y cultivait principalement l'art moderne. Quelquefois, dans des notices distribuées aux spectateurs, on dégageait la signification sociale de la pièce jouée, ou du moins on s'élèvait à son sujet à des considérations d'ordre social. Voici comment se terminait la notice remise aux sociétaires du *théâtre libre populaire* de Hambourg-Altona, à propos de la pièce de Sudermann *la Fin de Sodome*. On a raconté la mort du héros, du peintre Willy, frappé d'une congestion cérébrale au moment où il vient d'apprendre à son ami qu'il l'a trahi : « Et les autres hommes et femmes de cette société qui l'a perdu, que deviennent-ils ? Ils continueront à vivre, à aimer, à jouir jusqu'à ce que, tôt ou tard, ils périssent dans la débauche, le vice et la folie ; leur classe continuera ses orgies jusqu'à l'heure où une société nouvelle, fraîche de jeunesse, fondée sur le travail libre, personnel, la chassera de la place qu'elle a usurpée, brisera ses privilèges et la livrera à la mort. Voilà la fin de Sodome! [1] » La notice sur *les Tisserands*, de Hauptmann, contient la citation suivante, d'un contemporain de la révolte des tisserands de Silésie, Wilhelm Wolff : « Celui qui réfléchit sérieusement à la nature de la propriété privée et à ses conséquences, n'attendra pas une guérison radicale de mesures qui peuvent tout au plus servir quelque temps de légers palliatifs.

1. *Verein « Freie Volksbühne » Hamburg-Altona*. Heft 5. Februar 1895, 2 Jahrgang. *Sodoms Ende. Drama in fünf Akten von Hermann Sudermann*. — Redaktion und Verlag : Heinr. Kauffmann, Hambourg.

Seule la réorganisation, la transformation de la société sur le principe de la solidarité, de la réciprocité et de la communauté, en un mot de la justice, peut nous conduire à la paix et au bonheur[1]. »

Ces lignes traduisent l'une des tendances des théâtres libres populaires : amener les ouvriers, par l'art, à la pensée sociale. L'autre tendance est de leur donner purement une culture artistique, de leur faire éprouver des jouissances esthétiques. Les deux préoccupations sont, d'une part : l'Art pour la Révolution, d'autre part : l'Art pour l'Art.

1. *Verein « Freie Volksbühne ». Hamburg-Altona*, April 1894.

SEPTIÈME PARTIE

ANTAGONISMES INTÉRIEURS

LES DIFFÉRENTS COURANTS DANS LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE ALLEMANDE

Courant économique (syndicalisme et coopératisme) et courant politique. — Courant réformiste et courant révolutionnaire. — Vollmar et la « politique pratique ». Débats du Congrès d'Erfurt (1891). — Vollmar et le Socialisme d'Etat. Débats du Congrès de Berlin (1892). — Le révisionnisme de Bernstein.

Après avoir envisagé sous ses différents aspects l'activité réelle du prolétariat socialiste allemand, nous sommes en mesure de nous rendre compte de l'existence et des caractères des différents courants qui se font jour dans le parti.

Du courant syndicaliste et du courant coopératiste, dont nous avons eu l'occasion de nous occuper longuement, nous ne ferons ici qu'une mention rapide. Le courant syndicaliste, rappelons simplement ce fait, tend non pas à la substitution de l'action syndicale à l'action politique, mais à la mise sur le même plan de l'une et de l'autre : et de même le courant coopératiste tend non pas à la substitution de l'action coopérative à l'action politique, mais à la mise de l'une et de l'autre sur le même plan. A ces deux courants correspond un courant politicien, qui tend à maintenir, en face des revéndications des syndicalistes et des coopératistes, l'ancien point de vue purement politique.

Les courants syndicaliste, coopératiste et politicien répondent aux trois formes d'organisation et d'action : syndicale,

coopérative, politique. A l'intérieur du mouvement purement politique, comme aussi d'ailleurs à l'intérieur du mouvement syndical, nous trouvons divers autres courants, diverses autres tendances. D'une manière générale, nous pouvons les réduire à deux : la tendance à insister sur les principes, à y conformer rigoureusement l'action, à ne point transiger, — c'est la tendance « radicale », — et la tendance à tenir compte des contingences, à transiger, dans l'application des principes, avec les nécessités pratiques en vue de l'obtention la plus prochaine possible du maximum de résultats : c'est la tendance « opportuniste ». Dans les diverses questions que nous avons étudiées et à l'occasion desquelles nous avons essayé de dégager la pensée du parti et de préciser sa conduite, nous avons vu les deux tendances se manifester. Dans les débats sur la participation aux élections du landtag prussien, et dans ceux sur la lutte contre le militarisme, et sur la politique commerciale, et sur la question agraire, et sur la question religieuse, et aussi dans les discussions syndicales relatives aux conventions de tarifs, aux bureaux de placement municipaux, etc., dans ces différentes discussions et dans plusieurs autres nous avons assisté au conflit sans cesse renouvelé des préoccupations de principe et des préoccupations de résultat, au conflit de la mentalité « radicale » et de la mentalité « opportuniste ».

Envisagées dans leur rapport à l'accomplissement du socialisme, les deux tendances — *radicale* et *opportuniste* — seront plus exactement dénommées tendance *révolutionnaire* et tendance *réformiste*. L'opposition établie entre la tendance révolutionnaire et la tendance réformiste est une forme spéciale de l'opposition générale des deux mentalités, radicale et opportuniste, — à moins qu'il ne soit peut-être plus vrai de dire que l'opposition générale du « radicalisme » et de l' « opportunisme » ne soit que l'expression générale d'une opposition plus précise à la fois et plus profonde : celle du « révolutionnarisme » et du « réformisme ».

Il importe de caractériser avec netteté ce que nous entendons désigner, dans le parti démocrate socialiste allemand, du nom de « révolutionnarisme », de tendance, de courant « révolutionnaire ». L'idée d'un coup de force pratiqué par une minorité

consciente a pu être caressée, à de certaines heures, par quelques membres du parti, — par Most, Hasselmann et leurs amis, au début du régime d'exception ; par les « Jeunes », par l' « opposition », au lendemain de la rentrée dans le droit commun. D'autre part et corrélativement, l'antiparlementarisme le plus résolu a été professé aux mêmes heures, dans les mêmes milieux. Mais ce n'ont été là, dans l'histoire du parti, que des phénomènes tout à fait localisés et tout à fait momentanés. Le parti socialiste allemand n'est pas « blanquiste » et n'est pas antiparlementaire, et il n'y a pas en lui de courant « blanquiste » et antiparlementaire. Certes, je ne veux point dire qu'il n'y ait point par endroits certaines velléités, certaines tendances allant en ce sens. Derrière les Most, les Hasselmann, et plus tard derrière les Wildberger, les Werner, les Auerbach, se trouvaient les milieux « rouges » et facilement effervescents de quelques grandes villes, Berlin en tête. Dans les deux cas, quelques personnes seulement sortirent du parti ; les milieux rouges et effervescents ne s'en détachèrent pas et n'en furent pas écartés, et d'eux continuent à partir des poussées de « radicalisme », des impulsions révolutionnaires qui ne vont pas toujours sans quelque réminiscence de blanquisme et d'antiparlementarisme, mais passagère, fugitive, inagissante. S'il y a dans le courant révolutionnaire quelques appétitions de cet ordre, elles y sont et elles s'y font imperceptibles, inapparentes.

Pour déterminer ce qui constitue proprement, dans la démocratie socialiste allemande, la tendance révolutionnaire, nous devons envisager son programme. On se rappelle qu'il se compose de deux parties, dont l'une a trait aux principes du mouvement et à ses fins, toutes subordonnées à celle-ci : la transformation du système de production capitaliste en système de production socialiste ; — l'autre, aux réformes conçues comme réalisables dans la société capitaliste. Tout démocrate socialiste accepte ces deux parties du programme : mais des différences peuvent exister dans la manière d'envisager leur importance respective, et leurs rapports. La tendance révolutionnaire consiste à mettre au premier plan, et à vouloir constamment maintenir au premier plan, dans la tactique du parti et dans sa propagande, le but final, la transformation

profonde de la société ; — la tendance opposée, la tendance réformiste, consiste dans l'effort pour faire prédominer les préoccupations de réformes immédiates. Ni les révolutionnaires ne nient la nécessité de l'action réformatrice, ni les réformistes ne nient qu'il faille travailler à la réalisation la plus prochaine possible des « fins dernières » ; mais les premiers rapportent les réformes au but révolutionnaire, tandis que les seconds ne voient dans la révolution sociale — ils évitent le plus possible l'emploi de ce mot — que la dernière étape du mouvement réformateur. Pour employer une expression des mathématiciens qui dit bien ce que nous voulons dire, les premiers conçoivent les réformes *en fonction* de la révolution, les seconds conçoivent la révolution en fonction du travail de réformes. Les premiers demandent les réformes comme moyen de rendre la classe ouvrière, et par suite le parti, plus apte à faire la révolution ; les seconds ne voient dans la révolution qu'une réforme plus complète et plus profonde ou même que la série des réformes particulières.

Tels sont les traits constitutifs de la mentalité révolutionnaire et de la mentalité réformiste. Des traits secondaires s'y rattachent ; chez les révolutionnaire et chez les réformistes, autour de l'idée centrale, que nous venons d'indiquer, gravitent d'autres idées ; l'idée directrice s'accompagne de tout un cortège d'idées, de représentations, de sentiments, de tendances. Au tour d'esprit révolutionnaire nous paraissent se rattacher le plus immédiatement, d'une part, un antagonisme très fort vis-à-vis de l'État, conçu avec une grande rigueur comme l' « État de classe », et comme devant nécessairement demeurer, jusqu'à la révolution sociale, l'État de la classe bourgeoise, d'autre part la conception du parti socialiste comme parti de la classe ouvrière au sens strict du mot, et l'effort pour lui conserver jalousement ce caractère. Au tour d'esprit réformiste correspondent d'une part la disposition à élargir les cadres de l'armée socialiste de manière à y appeler d'autres éléments sociaux que les prolétaires proprement dits, en première ligne les petits et moyens paysans ; d'autre part, la disposition à élargir avec confiance les attributions de l'État, particulièrement ses attributions économiques. Les réformistes conçoivent en effet l'État comme n'étant pas, dans un

sens absolu, l'État de classe, l'État de la classe bourgeoise, mais comme dominant partiellement dès aujourd'hui les classes et comme possédant assez de plasticité pour pouvoir, sous la pression de la classe ouvrière organisée et en raison des progrès de la démocratie, s'extérioriser de plus en plus à la classe bourgeoise. — Tout naturellement, des conditions économiques et politiques différentes favorisent l'apparition et la diffusion, dans telle partie de l'Empire des vues réformistes, dans telle autre des vues révolutionnaires. Nous avons signalé les différences dont il s'agit dans notre *Introduction*. D'une manière générale, nous dirons que la Prusse, la Saxe, les États et provinces du Nord et de l'Est, où les oppositions de classes, dans les campagnes comme dans les villes, sont très accusées, où l'industrie a atteint un haut développement, où la police et la bureaucratie sont toutes-puissantes, alimentent le courant révolutionnaire ; le courant modéré, le courant réformiste émane au contraire de la région méridionale et occidentale, de la Bavière, du Wurtemberg, du Pays de Bade, de la Hesse, où l'industrie est moins avancée, où la petite et la moyenne propriété paysanne sont très importantes, où les oppositions sont moins fortes et où l'esprit démocratique pénètre dans une certaine mesure les institutions politiques.

C'est après le retrait de la loi des socialistes que s'affirma pour la première fois bien haut, sous une forme générale et avec une parfaite netteté, la conception réformiste. Celui qui la préconisait était le député de Munich Georg von Vollmar. A Munich, dans une réunion publique du parti, il développa en un discours-programme, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler [1], cette idée que les modifications survenues dans la situation politique de l'Allemagne devaient déterminer le parti à modifier son attitude. Bismarck, qui voulait « terminer militairement » la lutte contre la démocratie socialiste, Bismarck n'était plus au pouvoir. Le régime d'exception contre les socialistes avait pris fin. Le jeune empereur, par lui-même, paraissait animé de sympathie pour la classe ouvrière. Fallait-il garder l'ancienne tactique ? Ne valait-il pas mieux

1. Voir pages 49 et 262-265.

« entrer dans la voie des négociations » ? « A la bonne volonté, la main ouverte, dit Vollmar, à la mauvaise, le poing ! Là où nous trouvons la première, nous devons la fortifier, dissiper les préjugés, donner des lumières, lutter de toutes nos forces contre les mauvaises influences. L'antagonisme des intérêts qui règne dans la société actuelle est l'ennemi principal ; mais l'ignorance et le préjugé font de beaucoup d'hommes de cœur des adversaires de nos aspirations, et ici, plus encore qu'un enseignement convaincant, une conduite sage peut nous être d'une grande utilité. Et surtout notre parti, comme représentant de tous les opprimés, de tous ceux qui tendent à s'élever, doit être développé de manière à devenir un facteur politique toujours plus puissant, — afin de stimuler les hommes de bonne volonté, de résister aux égoïstes. Car celui-là seul peut faire entendre des revendications, qui a la force et la puissance ; au mendiant dans le dénuement on ne donne rien.

« Ce qui correspond à cette étape du mouvement, c'est la nécessité de descendre de la théorie dans la pratique, d'aller du général au particulier. Nous devons garder en vue l'avenir, mais nous ne devons pas oublier pour lui le présent, ce qui est le plus près de nous, le plus pressant. Ces détails peuvent, du point de vue d'une haute philosophie, paraître petits et peu importants : mais il n'y a que le rêveur et le fou qui méconnaissent leur nécessité et leur importance... Il y a bien eu quelquefois de grandes crises par lesquelles l'histoire a fait ou semblé faire un saut. Mais ce qui se produit en général, c'est une lente évolution organique ;... tous les états politiques et sociaux sont quelque chose de relatif, des formes de transition. Utiliser la forme actuelle pour exercer une influence sur celle de demain — voilà ce que doit être notre rôle [1]. »

Après diverses considérations sur la politique extérieure, considérations que nous avons exposées (p. 262-265), l'orateur bavarois concluait qu'il fallait que le parti, — « tout en maintenant intégralement ses principes et son idéal », — fît toujours converger ses efforts vers certaines réformes immédiatement

1. Georg v. Vollmar, *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie.* Zwei Reden gehalten am 1 Juni und 6 Juli 1871 im « Eldorado » zu München. — Munich, 1891. M. Ernst, pages 7 et 8.

réalisables, établit des « programmes d'action » d'un caractère temporaire, et il proposait un programme composé des revendications suivantes : 1° extension de la protection de travail ; 2° établissement d'un droit de coalition véritable ; 3° neutralité de l'État pendant les grèves ; 4° établissement de mesures légales relatives aux cartels industriels ; 5° suppression des droits de douane pesant sur les subsistances.

Ces vues ayant été très vivement combattues dans le parti, Vollmar prononça un second discours, à Munich, pour répondre aux critiques qui lui avaient été adressées et développer davantage sa propre pensée. « Tout effort pour agir pas à pas et positivement en vue d'améliorer la situation du peuple, dit-il entre autres choses, est présenté par certains de nos camarades comme n'ayant pas d'importance, comme une perte de temps, et même comme une sorte de trahison vis-à-vis de nos principes. — Par une pareille manière de faire, exposent-ils, on éveille la foi et l'espérance qu'il soit déjà possible, dans l'ordre politique et social actuel, de faire quelque chose pour le peuple travailleur. Mais, selon ma conception, en réalité quelque chose a bien été fait, bien qu'à vrai dire jusqu'ici, par rapport à notre idéal d'avenir, dans une trop faible mesure. L'histoire de tous les pays modernes, et en particulier l'histoire de la législation ouvrière, nous montre cela de la manière la plus claire. Ou bien, dira-t-on que la série des mesures difficilement conquises mais finalement obtenues, depuis le commencement de la première législation anglaise sur les fabriques jusqu'à la période présente, dira-t-on que les limitations de plus en plus étroites du droit d'exploitation patronale, autrefois entièrement sans borne, soient pour les ouvriers sans importance[1] ? » « Les gens de Berlin m'objectent : On ne doit pas avec les gouvernements « négocier », on doit vis-à-vis d'eux « revendiquer ». Cela est très bien dit. Tous nos représentants au Reichstag revendiquent, et ne le font pas avec timidité. Mais par là tout n'est pas fait ; la partie adverse a aussi des intérêts et de la puissance, et c'est pourquoi nous devons négocier au sujet de nos revendications. Supposons que nous réclamions la journée

1. *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*, p. 16.

de dix heures. On recourra à d'innombrables faux-fuyants, mais finalement on nous accordera la journée de onze heures. Eh bien, devons-nous pour cela considérer cette concession comme vaine ? Une politique qui dit : si je n'obtiens pas tout ce que je veux, je ne suis plus de la partie, — une semblable politique n'est pas celle d'hommes sérieux, mais d'enfants ! Des hommes sérieux se donnent un idéal, mais ils se représentent aussi le long chemin qui y conduit et les innombrables obstacles qu'il faut surmonter; ils se représentent qu'un ordre de choses rattaché par mille fils au passé ne peut pas d'un seul coup faire place à un nouvel ordre de choses, mais que toute évolution se produit peu à peu, et que l'on doit vouloir et poursuivre le tout, mais le conquérir seulement par parties... Si nous voulions être une secte religieuse ou une école scientifique, assurément nous n'aurions point à nous soucier de la désagréable réalité, nous pourrions tranquillement bâtir des châteaux en Espagne. Les sectes et les écoles ne travaillent qu'avec l'absolu, et élèvent leurs revendications sans se demander si elles sont susceptibles de réalisation. Mais un parti qui travaille dans la réalité ne peut pas faire cela : il ne peut pas se placer sur l'isolateur, et doit régler sa conduite selon la vie de tous les jours et faire de la politique pratique. Le socialisme était autrefois une secte et une école. Mais aujourd'hui il est devenu en Allemagne, surtout depuis les dernières élections, un grand parti qui ne peut plus s'en tenir à de commodes revendications générales ni se placer uniquement au point de vue de la pure négation. La collaboration pratique est plus difficile que la pure démonstration, mais précisément notre grandeur nous impose le devoir absolu de nous livrer à ce travail[1]. » « Personne ne peut songer à abandonner quelque chose de nos principes ; bien au contraire, nous devons à chaque action de notre politique pratique nous représenter qu'elle n'est qu'un petit rapprochement du grand but. Mais l'espérance en l'avenir, qui nous fortifie et nous élève, ne doit pas étouffer l'espérance dans le présent : elle doit au contraire l'aviver. Les voyageurs, sur la route longue et hérissée d'épines qui con-

1. *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*. p. 17.

duit au but lointain, ne peuvent pas entretenir leurs forces par la seule vision de l'objet de leurs espérances se dessinant dans un lointain vaporeux; sans cela, longtemps avant l'arrivée ils mourraient de faim et de soif. C'est pourquoi nous devons, sans perdre de vue le général, passer davantage de ce qui se rapporte à une époque indéterminée à l'immédiat, de l'absolu au positif; nous devons, à côté du programme permanent, dresser des programmes d'action destinés au temps le plus proche, et concentrer nos efforts sur les revendications particulières qui répondent à chaque moment aux besoins les plus pressants et sont le plus susceptibles de succès. Nous devons alors placer derrière ces revendications toute la force de notre propagande, nos démonstrations et notre conviction, l'habileté et l'opiniâtreté dans la discussion, ainsi que toute notre influence publique [1]. »

Au moment où Vollmar, qui avait été auparavant un « radical », se plaçait par ses discours de Munich à l'aile droite du parti, l'aile gauche — disons : l'extrémité de l'aile gauche — était formée par les « Jeunes », par « l'opposition ». Depuis le congrès de Halle, en octobre 1890, les « Jeunes », s'inclinant devant la volonté du parti, avaient gardé le silence; les discours de Vollmar déterminèrent un recommencement de leur campagne. Ils combattirent avec véhémence les idées qu'il venait de soutenir, mais ils s'attaquèrent avec plus de violence et d'âpreté encore à la politique suivie par la direction du parti, politique dont le « vollmarisme » n'était, disaient-ils, que l'expression systématique et conséquente. — La politique qu'ils préconisaient, eux, en opposition avec le « vollmarisme » et en opposition avec la politique du parti, c'était celle que défendait Liebknecht en 1869, — la politique strictement révolutionnaire [2].

Mais les idées de Vollmar ne furent pas moins combattues par la direction du parti que par les Jeunes. Au Congrès d'Erfurt, en octobre 1891, celle-ci réagit avec véhémence contre l'opposition, qui voulait que l'on fît machine en arrière, et que l'on

1. *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*, p. 18.
2. Voir pages 187-188, 199 et 393.

revînt à la politique purement critique et négative du début, mais elle fit front aussi contre Vollmar qui demandait que l'on avançât résolument et à grands pas dans la voie de la « politique pratique » suivie en fait jusqu'ici, et que l'on systématisât la tactique de réformes. Elle opposait aux Jeunes la nécessité de l'action réformatrice et les périls de la politique de violence ; elle opposait à Vollmar les périls de l' « opportunisme » et la nécessité de tenir haut l'idéal révolutionnaire. Nous avons exposé dans un chapitre précédent (voir p. 189-190) ses critiques contre la politique de violence ; nous avons rapporté des paroles de Bebel et de Liebknecht. Pour compléter ce qui a été dit, citons encore, sur la question de l'activité réformatrice du parti, quelques autres paroles de Bebel, membre du comité directeur, qui était, au congrès d'Erfurt, rapporteur de la question de la tactique. Il venait de rappeler « les décisions des congrès tendant à ce que le parti prît part d'une manière générale aux élections, et à ce que les députés ne se comportassent pas seulement d'une manière négative, mais fissent tous leurs efforts pour obtenir des concessions en faveur des classes ouvrières ». « Et pourquoi nous sommes-nous décidés pour cela ? demanda-t-il. Parce que tout homme qui se trouve dans la vie pratique sait que ce serait une folie si le parti ne se faisait pas l'interprète aussi des besoins quotidiens, des douleurs quotidiennes du peuple travailleur, et n'exerçait une pression en vue de remédier aux maux existants et d'améliorer la situation présente (*Très bien !*) Nous essayons d'obtenir le même résultat entre autres moyens à l'aide de nos organisations syndicales...

« Rien n'est plus désagréable à nos adversaires qu'un travail calme, conscient du but, rien ne leur ferait plus de plaisir que si le prolétariat leur fournissait l'occasion et la possibilité de l'abattre par des moyens violents. C'est le travail ininterrompu par lequel, sans nous laisser détourner par rien, nous minons le régime présent, et c'est cela seul qui a toujours si extraordinairement pesé sur l'estomac de nos ennemis mortels (*Nombreux signes d'approbation*). Ce serait la plus lourde des fautes, si nous voulions maintenant abandonner cette tactique qui a fait ses preuves. Nous sommes tombés

d'accord pour reconnaître que le mouvement syndical et l'organisation syndicale sont nécessaires, que la lutte pour l'amélioration de la condition des travailleurs à l'intérieur de la société bourgeoise est devenue un moyen prodigieux pour la diffusion de nos idées dans l'ensemble de la classe ouvrière. Nous savons que les hommes *et les femmes,* — nous pouvons le dire avec orgueil aujourd'hui, — qui par centaines de mille sont venus à nous, ne sont pas venus en général pour avoir reconnu d'abord dans le but suprême de la démocratie socialiste leur propre but, mais pour avoir compris que notre parti est le seul qui attire l'attention sur les souffrances de la classe ouvrière et lutte pour l'amélioration de sa condition. Ils voient que les actes des autres partis sont opposés aux paroles qu'ils prononcent devant les électeurs ; qu'au contraire c'est notre parti qui lutte pour eux, qui connaît les charges qui pèsent sur eux, les maux sous lesquels ils gémissent, les douleurs dont ils souffrent, et qui en tout temps cloue au pilori leurs bourreaux et leurs exploiteurs. (*Très bien !*) Telles sont les considérations qui déterminent les masses à se tourner vers nous. Et lorsqu'elles sont une fois venues à nous, alors il va de soi que les mêmes hommes qui étaient au commencement entrés dans nos rangs dans l'espérance d'avantages directs déterminés, et peut-être pour des raisons de moindre importance, sont de plus en plus conquis par nous jusqu'à ce qu'ils deviennent finalement de véritables socialistes » (*Très bien ! Très bien !*)[1].

Après avoir critiqué les vues des « Jeunes », Bebel critiqua celles de Vollmar. « Le contenu essentiel du discours de Vollmar, dit-il, peut se résumer, comme je l'ai écrit dans la *Neue Zeit*, dans cette formule : *Et surtout, avançons toujours lentement !* Vollmar insiste assurément sur la nécessité d'aller de l'avant, mais il exhorte d'une manière inquiétante à compter avec ce qui existe et à n'avancer que lentement. Il faut, dit-il, que nous concentrions nos forces sur les objets à chaque moment les plus proches et les plus pressants, que nous insistions de toute notre énergie sur ce qui est le plus proche de tout...

[1] Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, pages 162-164.

Eh bien, je dois déclarer que si le parti en venait à suivre la tactique de Vollmar et à faire converger tous les efforts de sa propagande vers les cinq réformes dont il parle en laissant provisoirement de côté nos propres fins, ces efforts auraient pour résultat, cela est ma conviction, de conduire nécessairement à la dégénérescence du parti. Cela signifierait un entier abandon de notre but véritable. Notre conduite serait précisément le contraire de ce qu'elle devrait être et de ce qu'elle a été jusqu'ici. Nous avons jusqu'ici lutté pour tout ce que nous pouvions obtenir de l'État actuel, mais quoi que nous obtenions, ce n'est là — nous avons toujours insisté sur ce point — qu'une petite concession et cela ne change absolument rien au véritable état des choses. Nous devons garder en vue le tout, et *chaque nouvelle concession n'a pour nous d'autre importance et d'autre but que de nous rendre favorable le terrain de combat sur lequel nous nous trouvons et de nous rendre plus capables de résistance.* Si notre armée — le parti — se trouve en face d'une autre armée — l'ensemble des adversaires — dont je dois me dire qu'elle est encore sous tous les rapports la plus puissante, ce serait naturellement une folie d'accepter avec cette armée une lutte décisive. Je dois donc faire tout ce qui améliore autant que possible ma situation de combat et assure ainsi la victoire finale. Chaque pied de terrain que je conquiers dans une pareille lutte, chaque avantage que je puis obtenir, je dois chercher à l'obtenir afin de me rendre d'autant plus puissant pour le dernier coup. C'est précisément parce que, par notre action sur le terrain politique, économique et parlementaire, nous cherchons à atteindre le but total et dernier, c'est pour cela que nos adversaires disent : vous ne voulez des concessions que pour pouvoir mieux nous combattre, et pour cette raison nous ne vous faisons pas ces concessions. Mais il s'agit pour nous de montrer aux masses comment les adversaires leur refusent sur leur propre terrain les réformes les plus élémentaires et les plus justifiées. Instruire les masses des sentiments de nos adversaires, tel est l'objet essentiel de notre activité parlementaire, et *non pas de savoir si sur tel point nous obtiendrons satisfaction ou non.* C'est en nous plaçant à ce point de vue que nous avons toujours déposé nos propositions.

Aussi bien, parmi les douzaines de propositions que nous avons défendues dans les dernières législatures, il n'en est qu'une qui ait été adoptée, celle-là seule que les adversaires devaient logiquement adopter s'ils ne voulaient pas se frapper eux-mêmes en plein visage. Et notre façon d'agir a été jugée de la manière la plus favorable dans les milieux ouvriers les plus étendus, ainsi que le prouvent de nombreuses adresses de félicitations. *Le point de vue auquel nous nous sommes placés a donc toujours été celui-ci : il ne s'agit pas avant tout d'atteindre ceci et cela ; pour nous l'essentiel est d'élever certaines revendications qu'aucun autre parti ne peut élever.* Nous représentons les intérêts de la classe ouvrière, en opposition avec les intérêts de toutes les autres classes, et pour cette raison nous ne pouvons en aucun cas pactiser, comme le propose Vollmar dans son premier et encore plus dans son second discours de Munich... Vollmar parle d'une amélioration continue, incessante, du sort des travailleurs, pour lesquels quelque chose de considérable aurait été fait. « Des hommes « sérieux, dit-il, poursuivent un idéal, mais ils se représen- « tent aussi le long chemin qui y conduit et les innombrables « obstacles qu'il faut surmonter, etc... » Ce sont là des vues que je combats de la manière la plus absolue. Il est profondément mauvais que parmi nous un chef se lève et dise continuellement au parti : Enfants, c'est une route infiniment longue que nous avons à parcourir, et d'innombrables obstacles y sont parsemés; soyez donc modérés dans votre allure, très modérés, n'allez pas trop vite, et ainsi progressivement, bien que très lentement, nous arriverons au but. C'est là une tactique fausse et profondément mauvaise, *par laquelle tout enthousiasme s'attiédit et par laquelle se propagent, touchant l'importance de petites concessions, des conceptions incompatibles avec l'essence de notre parti et avec ses buts*[1]. » Un peu auparavant, dans ce même discours, Bebel avait dit : « Je crois que nous avons toute raison d'être contents de la marche des choses. Ceux-là seuls qui ne peuvent pas embrasser du regard l'ensemble peuvent être d'un autre avis. La société

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, pages 173-175.

bourgeoise travaille si vigoureusement à sa propre ruine que nous n'avons besoin que d'attendre le moment où nous aurons à recevoir le pouvoir lui échappant des mains (*Signes d'approbation*). Et de même qu'en Allemagne, dans toute l'Europe les choses prennent une tournure telle que nous avons toute raison de nous en réjouir. Oui, la réalisation de nos fins dernières est si proche, j'en suis convaincu, que parmi ceux qui sont dans cette salle il en est peu qui ne verront pas ces jours[1]. » (*Sensation*).

Cette dernière déclaration éclaire pleinement le point de vue de Bebel : il demande, contre les « Jeunes », que le parti ne se détourne pas de son activité réformatrice et continue à lutter en vue d'obtenir des améliorations immédiates, *car là est la condition du développement de ses forces et de son triomphe ;* mais il refuse de suivre Vollmar dans sa proposition d'organiser, de systématiser la lutte pour les réformes, parce ce qu'en faisant converger les efforts du parti vers des réformes déterminées on risque de détourner son regard du but final, de refroidir par suite l'enthousiasme des masses, et de retarder ainsi le triomphe qui peut être sans cela tout à fait prochain. — Les vues exposées par Bebel dans les paroles qui précèdent, et tout particulièrement sa manière de motiver le travail de réformes, caractérisent parfaitement bien la conception « révolutionnaire » dans la démocratie socialiste allemande.

A la tendance révolutionnaire et à la tendance réformiste, avons-nous dit, se rattachent étroitement des conceptions diverses de la nature et du rôle de l'État et des manières de voir différentes touchant l'attitude du parti en face de classes autres que le prolétariat proprement dit, notamment en face des petits et moyens paysans. En ce qui concerne ce dernier point, nous ne pouvons que rappeler ici les débats du Congrès de Breslau. — A ce même Congrès, on s'en souvient, il fut aussi question du rôle de l'État et de l'attitude que le parti doit prendre en face de lui, mais seulement d'une manière incidente. Pour trouver la question étudiée directement et abordée de front, nous devons

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, p. 172.

nous reporter à d'importantes discussions qui eurent lieu en 1892. Un article de Vollmar sur le *Socialisme d'État*, article qui avait été publié en France, dans la *Revue Bleue*, en fut le point de départ.

Vollmar combattait naturellement le système conservateur connu en Allemagne sous le nom de socialisme d'État, mais il accueillait avec sympathie l'idée abstraite de socialisme d'État. Déjà l'année précédente, au cours des polémiques sur le programme du parti, il avait écrit : « Le nom de socialisme d'État peut s'appliquer non seulement au système ainsi appelé, mais encore à une série de mesures que nous devons nous-mêmes réclamer. Si l'on veut, on peut désigner comme socialisme d'État toute étatisation, tout transfert d'une branche d'exploitation de l'activité privée aux mains de l'État actuel. Et cependant nous n'avons pas seulement voté pour l'étatisation des chemins de fer, mais encore de tout temps nous avons fait effort pour que l'État se chargeât lui-même immédiatement de nouvelles exploitations qui sont pour la société d'une importance particulière, ou du moins pour les soumettre à son influence directrice. Et nous avons raison d'agir ainsi, parce que c'est là un moyen nécessaire d'acheminement progressif vers de meilleures conditions sociales. Nous ne pouvons donc à aucun prix stigmatiser formellement d'avance toute semblable mesure de socialisme d'État, et nous placer ainsi dans la nécessité ou de manquer au programme à la première occasion ou de rejeter par une fausse logique ce que nous aurions reconnu être un bien[1]. » Dans le débat engagée en 1892, Vollmar exposa les raisons pour lesquelles le parti devait être selon lui, sous certaines réserves, favorable aux mesures d'étatisation. On objecte que l'État actuel est un patron capitaliste tout comme le capitaliste privé. — Cela est en principe exact, répond-il. « Mais l'État est malgré tout contraint par la force des choses à avoir vis-à-vis de la collectivité certains égards que le capital privé ignore entièrement. Et s'il y a incontestablement aujourd'hui des exploitations de l'État dans lesquelles l'État procède d'une manière tout aussi capitaliste, c'est-à-dire agit vis-à-vis de ses ouvriers aussi

1. *Münchener Post*, 4 octobre 1891, n° 226. — Cité dans *Ueber Staatssocialismus*, par Georg v. Vollmar. Nürnberg, Wörlein et Comp., p. 19.

bien que vis-à-vis de ses clients en se plaçant uniquement au point de vue du profit, il y a d'autre part différentes exploitations dans lesquelles l'État doit limiter et modifier plus ou moins le point de vue du produit net... Comme patron, l'État actuel sera en général à peu près aussi bon et aussi mauvais que le patron privé. Que d'une manière générale il ne puisse pas être pire, c'est ce que nous garantit déjà la tendance générale qu'ont tous les patrons à arracher le plus de travail pour les salaires les plus bas possibles. Çà et là l'exploitation plus bureaucratique de l'État vaudra peut-être à l'ouvrier maint désavantage. Mais par contre le mobile de l'intérêt personnel immédiat, qui agit dans l'industrie privée, disparaît pour une grande part dans l'exploitation de l'État. C'est pour cette raison qu'en beaucoup d'endroits les ouvriers demandent que les travaux publics soient le plus possible effectués en régie directe. Si l'État était un « patron encore pire », une semblable revendication ne pourrait pas être élevée[1]. » Dira-t-on que la puissance oppressive de l'État comme patron est plus grande que celle de l'exploitant privé parce que dans les industries monopolisées l'ouvrier est forcé d'accepter les conditions du seul patron qui existe, et parce que l'État-patron joint à sa puissance économique la puissance politique ? Mais, répond Vollmar, cet argument vaudrait s'il s'agissait d'étatiser des industries peu avancées. Mais les socialistes ne veulent étatiser que les industries les plus développées, les plus centralisées, et dans celles-ci l'oppression patronale a atteint ses dernières limites.

On objecte encore : Quelle utilité peut avoir pour nous l'extension du domaine économique exploité par l'État, puisque l'État actuel ne voudra jamais prendre de mesure qui lui nuirait ou nuirait à la société capitaliste qu'il représente. — « Sans doute, il ne *voudra* jamais. Mais on ne dira jamais assez que pour apprécier la valeur réelle d'une mesure politique ou économique qui est prise par les classes dirigeantes, ce qui importe, ce n'est pas de savoir si elles l'ont prise de gré ou de force, ni de savoir à quelles *intentions* elle est liée, mais quels

1. *Ueber Staatssocialismus*, pages 36 et 37.

seront ses *effets* réels... L'action d'une mesure ne dépend pas seulement de la volonté de son auteur, surtout lorsqu'elle a été prise non pas de plein gré, mais sous la pression de circonstances toutes-puissantes. C'est ainsi que dans la vie de l'État et de la société un point arrive régulièrement où les institutions qui étaient primitivement destinées au maintien d'une domination, et y ont paru pendant un temps appropriées, finissent par avoir, par un renversement, l'effet contraire[1]. » Comment l'étatisation progressive des industries en viendra-t-elle à produire le contraire de l'effet visé par les dirigeants actuels? — Mais par l'intervention d'un facteur qui mérite bien de n'être pas négligé : la démocratie socialiste. A mesure que le mouvement d'étatisation se développe, la démocratie socialiste grandit. Or, « chacun de nos succès comme parti, chaque augmentation du nombre de nos partisans et électeurs, chaque agrandissement de notre représentation au Reichstag et dans les autres corps électifs nous confère un nouveau morceau de puissance politique. Et avec chaque morceau qui s'ajoutera, nous gagnerons aussi une plus grande influence sur l'exploitation des entreprises de l'État ; par là non seulement nous pouvons agir immédiatement sur la condition des ouvriers de l'État, mais encore nous pouvons exercer une action toujours plus énergique sur la production totale, et l'utiliser pour faire avancer l'évolution en notre sens. Que d'ailleurs il y ait grand profit, quand se produira dans d'importantes proportions la transformation de la production capitaliste en production socialiste, à ce que l'État se trouve déjà en possession immédiate d'une série de grandes branches d'exploitation, c'est ce qui n'a pas besoin d'être davantage indiqué[2]. »

La question du socialisme d'État fut inscrite à l'ordre du jour du Congrès tenu à Berlin en octobre 1892. Il y eut deux rapporteurs, Liebknecht et Vollmar. Des vues développées par Liebknecht, nous retiendrons celles qui ont trait au problème de l'étatisation. C'est ce point qui ici nous intéresse. Sur ce point, sa thèse est le contre-pied de celle de Vollmar. « Le socialisme d'État au sens actuel, dit-il, est l'étatisation poussée à l'extrême

1. *Ueber Staatssocialismus*, pages 38 et 39.
2. *Ibid.*, p. 41.

limite, l'étatisation des plus différentes branches de l'industrie, telle qu'elle a déjà été pratiquée en grande partie pour les chemins de fer et qu'elle a été déjà tentée pour l'industrie du tabac. On veut peu à peu étatiser une exploitation après l'autre, c'est-à-dire mettre l'État à la place des patrons privés, continuer l'exploitation capitaliste, seulement en changeant l'exploiteur. Au lieu du capitaliste privé, l'État. Nous voyons combien il était nécessaire que notre programme ne parlât pas de lutte contre le capitalisme *privé*, ainsi qu'on le demandait de différents côtés, mais de lutte contre le capitalisme dans son ensemble. Quand l'État actuel étatise, il demeure ce qu'il est. Il prend comme patron la place des particuliers, et les ouvriers n'y gagnent rien, mais l'État a renforcé sa puissance et sa force d'oppression. Jadis, alors que parfois on ne se représentait pas aussi clairement qu'aujourd'hui la différence qui existe entre le socialisme démocratique et révolutionnaire, d'une part, et d'autre part le socialisme d'État, on a parlé de la poste, même du haut de la tribune du Reichstag, comme d'une institution socialiste. C'était bien à tort. La poste rapporte chaque année d'admirables bénéfices, qui sont employés pour les fins de l'État actuel, État de classe, État militaire, État policier, et avec cela les employés se trouvent dans le plus grand esclavage. Lisez les plaintes des employés des postes ; elles forment une rubrique permanente dans tous les journaux indépendants, et sont régulièrement, à chaque session, portées à la tribune du Reichstag. Elles vous permettront de comprendre ce qu'est la situation des travailleurs là où l'État, comme patron, a réalisé le socialisme d'État. Les employés des postes affirment que leur condition est bien pire que celle des autres ouvriers — ceux qu'emploie le capitalisme privé — parce qu'on les éreinte beaucoup plus, que tous leurs actes sont plus minutieusement surveillés, et qu'avec cela ils sont misérablement payés. Il en est de même du personnel des chemins de fer — naturellement de celui-là seulement qu'on appelle le bas personnel — car pour le haut, l'État de classe, conformément à sa nature, est plein de sollicitude. C'est une chose connue que les ouvriers des exploitations de l'État, aux élections où le scrutin est public, ou bien doivent voter pour des candidats réactionnaires, pour des adversaires.

ou bien doivent s'abstenir, parce qu'ils sont sûrs d'être congédiés sitôt qu'ils exerceraient librement, dans leur intérêt de classe, leur droit de suffrage. La condition économique des ouvriers de l'État et des bas fonctionnaires n'est nullement meilleure que celle des autres ouvriers, car, comme exploitant, l'État déprime les salaires tout à fait d'après les principes manchestériens, et il répond à toute demande de rétribution plus élevée, tout à fait dans l'esprit de ces principes, qu'il pourrait avoir pour ces salaires cent fois plus d'ouvriers qu'il ne lui en faut. Et si l'État avait toutes les exploitations dans sa main, l'ouvrier, ne pouvant pas trouver d'autre occupation, devrait se plier à toutes ses conditions. Et de même que la dépendance économique, la dépendance politique est aussi accrue au plus haut point qui se puisse concevoir par ce prétendu socialisme d'État qui est en vérité capitalisme d'État, et l'esclavage économique augmenterait et rendrait plus intense l'esclavage politique, et celui-ci celui-là[1]. »

Trois ans plus tard, au Congrès de Breslau, Liebknecht tenait un tout autre langage. Nous le trouvons, comme Bebel, parmi les partisans du programme agraire, qui demandait entre autres choses, en vue de la protection des paysans, l'*étatisation* des hypothèques. « Si les propositions de la commission agraire sont acceptées et mises en pratique, déclara-t-il, la puissance de l'État sera assurément étendue, mais elle ne sera pas renforcée. Il en est ici comme de l'armée : plus celle-ci devient grande, plus il y entre d'éléments du peuple, et plus elle devient faible comme rempart contre le peuple ; de même, *plus nombreuses deviennent les existences qui dépendent de l'État*, et plus sont nombreuses les obligations qui lui incombent, moins le junker peut dominer l'État. Il n'y a pas à craindre qu'après la mise en pratique de nos propositions l'État puisse exploiter ces mesures contre la démocratie socialiste ; au contraire : tandis qu'il est actuellement monopolisé par les junkers auxquels sont alliés les millionnaires de la grande industrie, nous gagnons peu à peu l'élément qui est aujourd'hui l'appui principal de l'État, la masse de la population rurale. L'État lui-même sera

1. Congrès de Berlin, *Protokoll*, pages 177 et 178.

obligé de prendre soin des petits paysans, et l'État sera par là de plus en plus démocratisé[1]. » Voilà qui sonne tout autrement, assurément, que les paroles prononcées à Berlin. Et Bebel, qui était également, au congrès de Berlin, l'un des adversaires de Vollmar, dit de même à Breslau : « Nous devons, en cette direction, rompre avec un vieux préjugé. Nous ne devons combattre l'exploitation de l'État que là où elle est hostile à la civilisation et entrave le progrès, ce qui a lieu pour l'organisation militaire. Exception faite de cas de ce genre, nous ne pouvons nous plaindre que les exploitations de l'État croissent en nombre et en étendue. Nous devons même forcer l'État à se charger de fonctions civilisatrices de plus en plus nombreuses : nous finirons ainsi par ruiner les assises sur lesquelles il repose. Il en est ici de même que dans le cas du militarisme ; plus il fait de soldats, et plus il fait et reçoit dans ses armées de socialistes. A la fin, la puissance de l'État, si considérable soit-elle, s'évanouira dans la mesure où l'État lui-même poussera ses ouvriers et ses fonctionnaires dans l'opposition, comme cela se passe pour la poste. L'opinion que l'on ne doit pas fortifier la puissance de l'État en le chargeant de fonctions civilisatrices est manchestérienne : notre parti doit dépouiller cette coque manchestérienne[2]. »

A Breslau, on le voit, Liebknecht et Bebel, membres de la commission agraire, se trouvaient emportés dans le courant opportuniste, réformiste, évolutionniste. Ils étaient maintenant les alliés de Vollmar, et la thèse antiétatiste, « radicale », révolutionnaire était défendue contre eux par d'autres, par Kautsky, aussi par Schippel — Schippel qui allait franchir ou sembler franchir, quelques années plus tard, les extrêmes limites de l'aile droite du parti. — Des faits de ce genre aideront à comprendre pourquoi nous avons parlé de *courant* révolutionnaire et de *courant* réformiste, et non de révolutionnaires et de réformistes. Nous tenions à montrer qu'il s'agit de mouvements ayant une certaine indépendance par rapport aux individus et par rapport auxquels les individus ont aussi une certaine indépendance. Le courant est autre chose que la tendance de tel ou tel individu, ou de tel groupement d'individus ; il est plus fort

1. Congrès de Breslau, *Protokoll*, p. 145.
2. *Ibid*, p. 119.

que chaque individu pris en particulier ou même que tel ou tel groupement d'individus : tel ou tel individu, ou même tel groupement d'individus peut se soustraire à lui sans qu'il cesse d'exister. Il répond à des raisons d'être générales ; il subsiste parce que ses raisons profondes subsistent et tant que ses raisons profondes subsistent, indifférent en quelque sorte à la manière dont se comportent vis-à-vis de lui telles ou telles personnalités.

Nous avons vu Bebel, au congrès d'Erfurt, représenter la tendance révolutionnaire contre Vollmar. Le voici, au congrès de Hambourg, en 1897, qui déclare : « On ne veut pas — (il parle des adversaires du socialisme, du gouvernement) — on ne veut pas du *développement de l'État par le moyen de la réforme, moyen que nous représentons,* parce qu'on dit : ces voies aussi conduisent finalement à l'abîme, et si la fin doit venir un jour, eh bien, plutôt la fin dans un régime d'épouvante [1]. » Ici ce sont les adversaires qui sont représentés comme révolutionnaires ; le parti apparaît comme suivant normalement, par lui-même, la voie de la réforme. A Erfurt, à Berlin, Bebel et Liebknecht étaient révolutionnaires contre Vollmar ; au congrès de Breslau, ils tiennent le langage réformiste qu'eût tenu Vollmar s'il y avait été. — « Nous représentons les intérêts de la classe ouvrière en opposition avec les intérêts de toutes les autres classes », déclarait Bebel à Erfurt, et il appuie, à Breslau, le programme de la commission agraire, qui a pour principe *la protection des paysans*. Nous rappellerons encore un seul autre fait : en 1893, Bebel combattait la proposition faite par Édouard Bernstein de prendre part aux élections pour le landtag prussien, parce que cette participation nécessitait des alliances avec les partis bourgeois ; et en 1897 le même Bebel se faisait le véhément apôtre de la cause de la participation et des alliances. De la tactique « radicale » il avait passé à la tactique« opportuniste ». Il avait à ses côtés, il est vrai, quelques personnes bien connues pour leur attitude habituellement très « radicale » : Parvus, Kautsky, Clara Zetkin. Liebknecht, dans cette question, était demeuré « radical », mais il n'en pro-

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 125.

nonçait pas moins à la même époque, au Congrès de Hambourg, ces paroles tout à fait « opportunistes » : « Nous avons trouvé que l'*essentiel* est de faire quelque chose sur le terrain de la pratique... Une pareille proposition, celle de pactiser avec les circonstances, est-ce une trahison ? Mais qu'est donc d'une manière générale toute l'activité du groupe socialiste ? Ceux qui demandent que nous nous comportions autrement, que nous abandonnions le terrain de la pratique et que notre activité soit purement théorique — ceux-là veulent que nous rentrions dans la coque de notre œuf, dont nous sommes sortis depuis bien, bien longtemps [1]. »

Au point de vue psychologique, ces diversités d'attitude et ces contradictions s'expliquent par ce fait que les esprits sont sollicités en deux sens opposés. Les idées, les manières de voir, les manières de sentir tendent à se grouper, comme vers deux pôles d'attraction, autour de l'idée de développement organique et continu et autour de l'idée de révolution. Ainsi se forment des modes de pensée réformistes et des modes de pensée révolutionnaires. Ces modes de pensée se systématisent dans les deux courants ; mais dans la mentalité commune de la masse du parti, ils se trouvent souvent plus ou moins logiquement mêlés et enchevêtrés. Et ce sont les contradictions en germe dans la mentalité de la masse que nous voyons se faire jour à des moments différents, et parfois au même moment, chez les hommes qui sont les interprètes de cette mentalité : les chefs, les leaders, ceux-là surtout dans lesquels la masse du parti se reconnaît le mieux. Bebel, l'homme qui représente de la manière la plus constante les tendances du parti, — la *motion Bebel* est pour ainsi dire toujours votée dans les congrès, — Bebel est assurément aussi celui des militants en vue chez lequel nous trouvons le plus de semblables contradictions.

*
* *

Un fait qui se dégage à travers toutes ces contradictions et à travers tous les conflits — dans les chapitres précédents nous

1. Congrès de Hambourg, *Protokoll*, pages 144 et 145.

avons mis ce fait en lumière — c'est l'extension incessante de l'activité pratique du parti, de ses préoccupations de réformes. Une évolution des mieux caractérisées s'est produite et se poursuit. L'attitude du parti, essentiellement critique et négative au début, est devenue positive et agissante. Il est entré au Reichstag, dans divers landtags, dans un grand nombre de municipalités, et nous avons dit combien il s'y montre soucieux des moindres améliorations. Pour assurer le succès de ses candidats, il contracte des alliances avec des partis bourgeois. Il a voulu agir, et il s'est adapté de plus en plus, pour agir, aux conditions imposées par les circonstances et par le milieu. Cette adaptation répond à l'effort des masses ouvrières vers le mieux être. Elle se fait selon les lois d'une logique rigoureuse et impérieuse. Car il y a une logique, une impérieuse logique de l' « opportunisme », pour dénommer ainsi la politique de l'adaptation. — Nous avons fait, et avons eu raison de faire ceci : pourquoi ne ferions-nous pas cela, qui est du même ordre et répond à un besoin similaire ? Nous faisons des alliances avec les partis bourgeois, au second tour de scrutin, pour entrer au Reichstag : pourquoi n'en ferions-nous pas au premier tour pour entrer au landtag prussien, puisque ici au premier tour comme là au second le succès est à ce prix. — Ainsi on raisonne, et la majorité finit par voter les alliances au premier tour pour entrer au landtag prussien. La logique de l'analogie le veut.

Mais il ne suffit pas, nous l'avons dit, pour bien connaître les forces qui travaillent la démocratie socialiste, d'envisager le prolétariat militant dans son activité purement politique; il faut aussi le considérer dans son activité syndicale, dans son activité coopérative, dans ses aspirations de culture intellectuelle ; or ici encore nous le trouvons tendant à élever son niveau à l'intérieur de la société capitaliste, nous le trouvons placé par suite sur le terrain de la réforme. En ce qui concerne les syndicats, que l'on se rappelle ce que nous avons dit de leurs institutions d'assistance et du progrès de ces institutions, des efforts faits en vue d'assurer à ceux dont ils emploient les services la tranquillité de leurs vieux jours, — ce que nous avons dit aussi des bureaux de placement municipaux dans lesquels des délégués de syndicats ouvriers siègent à côté de délé-

gués de syndicats patronaux, des conventions de tarifs conclues pour plusieurs années entre les organisations ouvrières et les organisations patronales, des commissions de plaintes, instituées par les syndicats ouvriers pour signaler aux inspecteurs du travail, agents de l'État, les infractions aux lois de protection ouvrière, des secrétariats ouvriers, institués également par les syndicats en vue d'assister juridiquement les travailleurs et particulièrement en vue de leur garantir le bénéfice effectif des lois d'assurance contre la maladie, les accidents, la vieillesse et l'invalidité ; que l'on se souvienne de leur appel à l'Empire, aux États confédérés et aux communes en vue de la mise en régie directe de tous leurs travaux, et à défaut, c'est-à-dire dans les cas d'adjudication, en vue d'une réglementation des conditions du travail ; enfin, que l'on se souvienne de leur appel à l'Empire en vue de l'organisation, sur la base de l'administration par les syndicats, de l'assurance de tous les travailleurs contre le chômage. Tout cela, ou du moins une partie de cela, on l'accordera, dénote la présence de vues et de tendances qui cadrent mal avec la mentalité purement révolutionnaire. Des travailleurs qui attachent une si grande importance à l'application des lois de protection et d'assurance ouvrières, qui demandent à l'État d'*organiser l'assurance contre le chômage*, — à l'intérieur de la société capitaliste, bien entendu, — ne peuvent évidemment pas considérer comme vaine toute mesure prise à l'intérieur de la société capitaliste pour améliorer leur sort, ni considérer l'État auquel ils font appel comme irrémédiablement hostile aux intérêts de leur classe.

C'est à ces tendances et à ces vues qui se font jour dans les syndicats et dans le parti, c'est à l'activité réelle du prolétariat dans le parti, dans les syndicats et dans les coopératives, et aussi aux courants divers qui traduisent ces différentes formes d'activité, qu'il faut rapporter l'œuvre de critique et d'élaboration doctrinale entreprise dans ces dernières années par Édouard Bernstein.

C'est en 1896 que parut, dans la *Neue Zeit*, le premier article de la série intitulée *Problèmes du Socialisme* qui devait soulever dans la démocratie socialiste allemande de si violentes

controverses et provoquer des discussions passionnées au Congrès de Stuttgart, en 1898, et un grand débat théorique au Congrès de Hanovre, en 1899. Il me semble qu'il n'est pas sans intérêt de signaler que cette date — 1896 — est toute voisine de celle des discussions sur la question agraire et du Congrès de Breslau : 1895. La manière de voir qui l'avait emporté, au Congrès de Breslau, — et qui l'avait emporté en dépit de toute l'autorité d'hommes comme Liebknecht et Bebel, — était la manière de voir « révolutionnaire ». Les propositions de la Commission agraire étaient en soi excellentes — exposa Kaustky qui menait la campagne contre le projet — mais à condition d'être mises en pratique pendant la période révolutionnaire de transition ; appliquées dans la société présente et avant « la dictature révolutionnaire du prolétariat », elles engendreraient des résultats désastreux. D'abord on conférait à l'État actuel, à l'État de classe, des attributions dont il userait contre le prolétariat ; ensuite on acceptait des responsabilités dont le résultat serait d'entraîner dans la banqueroute menaçante de l'agriculture européenne et dans la banqueroute de la société capitaliste la démocratie socialiste elle-même. — Le parti socialiste devait, pour intervenir en faveur des petits agriculteurs, attendre — attendre la période révolutionnaire de transition.

Voilà les vues qui avaient triomphé au Congrès de Breslau. Il est difficile de ne point admettre qu'elles aient au moins activé l'évolution de Bernstein dans le sens de sa critique. En tout cas, et par contraste, elles jettent sur celle-ci une vive lumière. Ce que conteste Bernstein, c'est précisément qu'il faille établir entre le présent et l'avenir immédiat, d'une part, et d'autre part l'avenir qui suivra la conquête du pouvoir par le parti socialiste, cette opposition radicale et absolue. Il écrit, dans le premier article auquel je viens de faire allusion, et qui est intitulé *Utopisme et Éclectisme :* « On évite anxieusement toute spéculation sur l'organisation sociale de l'avenir, mais en même temps on suppose un saut soudain de la société capitaliste dans la société socialiste. Tout ce qui se fait dans la première n'est que raccommodage, palliatif et « capitaliste » : la société socialiste apportera les solutions, sinon en un jour, du moins en très peu de temps. Sans croire aux miracles on sup-

pose des miracles. *On fait une grande raie : ici la société capitaliste, là la société socialiste.* De travail systématique dans la première il n'est pas question, on vit au jour le jour et se laisse pousser par les événements [1]. »

Bernstein estime qu'il faut organiser et systématiser le travail dans la société capitaliste [2].

La première raison qu'il en donne est que l'évolution de la société capitaliste ne paraît pas devoir conduire, au moins dans un avenir prochain, à une catastrophe. Marx et Engels ont bien caractérisé, dans le *Manifeste Communiste* où les révolutionnaires puisent leurs inspirations, les tendances de l'évolution de la société moderne, mais ils se sont trompés sur sa durée. Engels l'a reconnu, dans sa préface aux *Luttes de Classes en France.* Et cette évolution ayant pris beaucoup plus de temps qu'ils ne croyaient, elle a naturellement dû revêtir des formes et conduire à des formations qu'ils n'avaient pas prévues et ne pouvaient pas prévoir. Le nombre des possédants n'a pas diminué; il s'est accru. La richesse sociale, de plus en plus considérable, ne passe pas aux mains d'un nombre de magnats capitalistes chaque jour plus réduit; les couches moyennes changent de caractère, mais elles ne disparaissent pas. En outre, dans certaines industries la production se concentre très lentement; elle se concentre plus lentement encore dans l'agriculture. Si donc les antagonismes économiques et la concentration des propriétés doivent conduire un jour à une catastrophe, il n'y a point lieu actuellement de spéculer sur une semblable éventualité.

Mais si l'évolution économique n'a pas été telle jusqu'ici qu'il soit légitime aujourd'hui de spéculer sur une catastrophe dont sortirait la société socialiste, ce n'est pas à dire que l'évolution économique, et aussi l'évolution sociale et l'évolution politique, ne nous approchent pas du socialisme. D'une manière continue et dès aujourd'hui, par le développement des conditions

1. *Probleme des Sozialismus.* Eigenes und Uebersetztes. *Allgemeinesüber Utopismus und Eklektizimus*, dans la *Neue Zeit*, 28 octobre 1896, 15e année, t. I, p. 165. — C'est moi qui souligne.

2. Ed. Bernstein. *Die Voraussetzungen der Socialismos und die Aufgaben der Sozialdemokratie.* Stuttgart, Dietz, 1899. Trad. française sous le titre : *Socialisme Théorique et social démocratie pratique*, par A. Cohen. Paris, 1899.

économiques, sociales, politiques, par les progrès de l'organisation ouvrière et par les progrès corrélatifs de la démocratie, un processus de socialisation se fait. « Si l'on entend pas réalisation du socialisme, déclare Bernstein, l'établissement d'une société réglée de tout point d'une manière rigoureusement communiste, je n'hésite assurément pas à déclarer qu'elle me paraît se trouver dans un avenir passablement lointain. Par contre, c'est ma ferme conviction que déjà la génération actuelle verra la réalisation de beaucoup de socialisme, sinon sous la forme patentée, du moins en réalité. L'élargissement constant du cercle des devoirs sociaux, c'est-à-dire des devoirs et des droits correspondants des individus vis-à-vis de la société, et des obligations de la société vis-à-vis des individus, l'extension du droit de contrôle exercé sur la vie économique par la société organisée dans la nation ou dans l'État, le développement de l'administration démocratique directe dans la commune, le cercle et la province et l'extension des attributions de ces groupements — tout cela signifie pour moi une évolution vers le socialisme, ou, si l'on veut, une réalisation morceau par morceau du socialisme. Le passage d'exploitations économiques du domaine de la direction privée à celui de la direction publique accompagnera naturellement cette évolution, mais il ne pourra se produire que peu à peu. Et certes de fortes raisons d'opportunité commandent ici la modération. Pour former et assurer une bonne direction démocratique d'exploitations... il faut avant tout du temps. Une semblable chose ne peut pas être placée en dehors du temps. Mais aussi, sitôt que la communauté use comme il convient de son droit de contrôle sur la vie économique, le transfert effectif d'entreprises économiques dans le domaine public n'a pas l'importance fondamentale que l'on croit ordinairement. Une bonne loi sur les fabriques peut envelopper plus de socialisme que l'étatisation de tout un groupe de fabriques. »

Bernstein fait ces déclarations dans un article publié en 1898 sous le titre de : *La Théorie de l'Effondrement et la Politique coloniale*. C'est dans cet article que se trouvent à la suite des paroles qui viennent d'être citées, ces autres, paroles, qui soulevèrent la tempête : « Je l'avoue franchement, j'ai extrêmement peu de sens et d'intérêt pour ce que l'on entend com-

munément par « fin dernière du socialisme ». *Ce but, quel qu'il soit, n'est pour moi rien du tout, le mouvement est tout*[1]. Et j'entends par mouvement aussi bien le mouvement général de la société, c'est-à-dire le progrès social, que la propagande et l'organisation politique et économique en vue de réaliser ce progrès[2]. »

Les faits, institutions et organismes dans lesquels Bernstein voit les éléments constitutifs du processus de socialisation à l'intérieur de la société capitaliste sont : les lois de protection ouvrière, qui limitent le droit d'exploitation patronale, et tendent par suite à réduire le patron au simple rôle d'administrateur; la prise en considération des organisations ouvrières dans les adjudications de travaux publics; les syndicats et les coopératives en tant qu'ils limitent, ceux-là le taux du profit industriel, celles-ci le taux du profit commercial; enfin les sociétés coopératives en tant qu'elles sont des formes de propriété collective, et, au même titre, les entreprises d'État et les entreprises communales. — On voit comment chez Bernstein le réformisme, le syndicalisme et le coopératisme, courants divers que nous avons vu s'opposer à la politique traditionnelle du parti, convergent et viennent se rencontrer, pour former un seul et même courant, plus large.

Par les mesures de municipalisation et d'étatisation, par les progrès des coopératives et des syndicats, par l'importance croissante du rôle des organisations ouvrières dans la vie publique, par les progrès de la législation ouvrière, la société présente s'achemine petit à petit au socialisme, et parce qu'il en est ainsi le parti socialiste doit dès aujourd'hui organiser et systématiser son travail à l'intérieur de cette société. Il doit accélérer, par sa participation énergique et méthodique, l'évolution qui se fait.

Et il le doit d'autant plus qu'il ne lui est pas permis d'espérer improviser la société socialiste au lendemain de la conquête du pouvoir. Il nourrit encore cette espérance, mais à tort : elle est,

1. C'est moi qui souligne.

2. *Der Kampf der Sozialdemokratie und die Revolution der Gesellschaft* II. *Die Zusammenbruchs-Theorie und die Kolonialpolitik*, dans la *Neue Zeit* du 19 janvier 1898, 16e année, t. I, pages 555 et 556.

elle serait trompeuse et décevante. Il faut que le parti rompe enfin avec « la théorie de la vertu créatrice infinie de la puissance politique révolutionnaire et de son expression, l'expropriation révolutionnaire [1]. » Cette théorie est l'essence même du blanquisme, et sa combinaison avec la conception essentielle du marxisme, suivant laquelle l'évolution sociale est déterminée par l'économie, constitue à l'intérieur du système un dualisme profond, un dualisme funeste qu'il importe de faire cesser. Le marxisme croit avoir dépouillé tout blanquisme en répudiant les coups de force de minorités, déclare Bernstein : il n'en a dépouillé qu'une forme, la plus grossière. « En s'appuyant sur les changements survenus dans les conditions de la stratégie militaire, on établit les faibles chances du succès qu'auraient des insurrections de minorités conscientes, et l'on montre dans la participation des masses, éclairées sur le caractère de la transformation sociale complète qu'il s'agit d'opérer, une condition indispensable de la réalisation de cette transformation. Mais cela ne concerne que les moyens extérieurs et la volonté, l'idéologie. On ne se livre toujours à aucune recherche sur la base matérielle de la révolution socialiste ; la vieille formule : « appropriation des moyens de production et d'échange », apparaît sans changement, et pas une syllabe n'indique que quelque chose ait été changé ou si quelque chose a été changé dans les conditions économiques de la transformation des moyens de production en propriété de l'État par un grand acte révolutionnaire. La revision n'a porté que sur le *comment* de la conquête de la puissance politique; en ce qui concerne la possibilité de l'utilisation économique de la puissance politique, on en reste à la vieille doctrine qui se rattache à 1793 et 1796 [2]. »

Bernstein rattache la présence du blanquisme dans le système marxiste à la méthode dialectique, dont il fait la critique.

Il soumet de même à un examen critique les différentes parties de la théorie pure du marxisme. Nous ne pouvons entrer ici dans l'examen de cette critique — qui aboutit le plus souvent, notons-le bien, à modifier le tour et l'expression de la pensée marxiste, et non à en rejeter le fond. Nous en caractérise-

1. Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 28.
2. Bernstein, *Ibid.*, p. 28.

rons la tendance générale en disant qu'elle est un effort pour désolidariser le socialisme comme mouvement politique et comme programme social des théories spéciales qui constituent proprement la doctrine marxiste, et d'autre part pour faire à côté du facteur économique, dans l'explication de l'histoire et surtout dans la considération des événements présents, une place particulièrement large aux facteurs moraux : idée du bien, du droit, de la justice, etc. — Ainsi non seulement le « bernsteinianisme » représente, comme nous l'avons vu, la rencontre, la synthèse, des principales tendances pratiques qui s'étaient jusque-là opposées séparément à la tactique traditionnelle du parti, mais il représente encore un mouvement doctrinal, et ce mouvement doctrinal consiste dans la critique de l'ancienne théorie. Le débat des tendances se trouve porté par Bernstein sur un nouveau terrain. Avec lui, ce qui n'était précédemment que « la question de la tactique » devient pour une large part : la question de la doctrine.

Quelques-uns des théoriciens du parti, tels le Dr Conrad Schmidt, le Dr Woltmann, le Dr David, prirent le parti de Bernstein. D'autres représentèrent contre lui les tendances révolutionnaires et défendirent contre ses critiques la doctrine de Marx et d'Engels : ce sont principalement Parvus, Rosa Luxemburg et Karl Kautsky[1].

1. Rosa Luxemburg, *Sazialreform 'oder Revolution ?* Leipzig, 1899, Buchdruckerei und Verlagsanstalt der Leipziger Volkszeitung G. Heinisch. — Karl Kautsky, *Bernstein und das sozialdemokratische Programm*. Stuttgart, 1899, Dietz. Le livre de Kautsky a été traduit en français par M. Martin-Leray, sous le titre suivant : *Le Marxisme et son critique Bernstein*. Paris, 1899.

CONCLUSION

VUES GÉNÉRALES

La masse socialiste et les différents courants. — Son attitude dans « le débat Bernstein ». — Résolution votée au Congrès de Hanovre (1899). — Un parti de réformes et de révolution. — De l'organisation. De la discipline. Leur caractère vrai. — Les avantages de l'unité : les différentes tendances ; leur conciliation. — L'organisation économique du prolétariat allemand. Son importance au point de vue socialiste. — La démocratie socialiste et la science et l'art. — Les « barbares du dedans ».

Au terme de ces études, nous voudrions indiquer rapidement les traits essentiels, les tendances générales du mouvement socialiste allemand.

Et tout d'abord, il importe de dire comment la masse du parti s'est comportée par rapport aux vues défendues par Bernstein.

Dans l'ensemble de ces vues, nous distinguerons trois parties : 1° une critique de la théorie pure du marxisme ; 2° une certaine appréciation des différentes formes d'activité pratique : législative, municipale, syndicale, coopérative ; 3° une certaine appréciation — on pourrait dire : dépréciation — de la conquête du pouvoir.

Sur le premier point — la critique de la théorie pure du marxisme — le parti, en son congrès de Hanovre, s'est déclaré, comme parti, incompétent. Nous noterons toutefois que sur la question du matérialisme historique, l'immense majorité des militants, des journalistes, des propagandistes, de ceux qui parlent et agissent au nom du parti, ont une opinion très arrêtée : ils croient que dans la vie sociale les faits économiques ont une action prépondérante, et leur conduite traduit de la

manière la plus nette cette conviction ; en tout et partout, avant de commencer une action, avant de fonder une entreprise de quelque ordre que ce soit, leur première pensée est pour considérer les facteurs économiques entrant en jeu. En cela ils sont des adeptes résolus de la conception matérialiste de l'histoire. Que maintenant, d'autre part, dans leur propagande, dans leur effort pour conquérir les masses, ils fassent une large place, comme mobiles et comme éléments d'appréciation, aux idées de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité, de bien, de mal, à toutes les notions éthiques et juridiques, c'est ce qu'enseigne immédiatement l'observation des faits, c'est ce qui résulte par exemple de notre analyse de la propagande électorale ; qu'un idéalisme ardent pénètre et anime l'ensemble du mouvement, c'est ce dont on a pu se rendre compte à de nombreuses reprises en lisant ce livre. Que dirons-nous, après avoir fait ces diverses constatations ? Que la masse du parti est attachée à la pensée de Marx et d'Engels, ou qu'elle est plus près de celle de Bernstein ? — Mais sur ce point, en fait, il n'y a point, entre celle-ci et celle-là, de désaccord profond, véritable. Marx et Engels font aux mobiles moraux et juridiques leur part, et Bernstein fait à la réalité économique la sienne, — très large. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, dans la mesure où quelques publicistes ou théoriciens du parti affectent parfois de ne point faire entrer en ligne de compte, dans leurs considérations, le facteur moral, le parti dans son immense majorité, dans son unanimité même, par toute son action, par tout ce qu'il y a de plus profond dans sa pensée, par toute son âme, est avec Bernstein contre eux.

En ce qui concerne notre second point, l'appréciation faite par Bernstein du travail positif d'ordre législatif, municipal, syndical, coopératif — il y a lieu de faire une nouvelle distinction. Il faut discerner entre l'estime très grande en laquelle Bernstein tient ce travail positif, et les raisons diverses par lesquelles il motive cette estime. En tant qu'il attache un prix élevé à l'activité pratique déployée par le parti dans les parlements et les municipalités, par le prolétariat dans les syndicats et les coopératives, il est en parfait accord avec la grande majorité des militants. L'histoire du parti, nous l'avons vu, donne

bien le spectacle d'une évolution très nette dans le sens d'une appréciation de plus en plus haute de ces diverses formes d'action ; Bernstein, en proclamant leur grande importance, traduit la pensée commune de la masse. — Mais Bernstein proclame cette grande importance non seulement en raison des avantages matériels directs et immédiats que confèrent aux travailleurs les syndicats, les coopératives, les lois de protection et d'assurance ouvrière, les œuvres municipales, etc... mais aussi en raison du caractère *socialiste* qu'ont à ses yeux ces diverses institutions et mesures : ce sont pour lui les éléments d'un processus de socialisation qui se développe à l'intérieur de la société capitaliste, et qui lentement la mine, du dedans. Et ici la masse socialiste se sépare de lui, se refuse à le suivre. Une minorité seulement partage sa conception, minorité qui comprend à vrai dire un certain nombre d'éléments très vivants et très agissants.

Autant Bernstein fait de cas du travail immédiat de réforme et d'organisation économique, aussi peu il en fait ou paraît en faire de la conquête du pouvoir. — Et ceci est notre dernier point. — Pour lui, la conquête du pouvoir n'est pas le commencement d'une ère nouvelle, le point de départ de la grande transformation. Il n'en parle guère que comme d'une hypothèse destinée à établir la nécessité d'avoir préalablement accompli beaucoup de besogne, tant dans le domaine des réformes législatives et municipales que dans celui de l'organisation économique du prolétariat. Cette hypothèse, il ne l'envisage d'ailleurs qu'avec inquiétude, avec défaveur ; et il envisage avec beaucoup plus d'inquiétude, beaucoup plus de défaveur encore celle de l'expropriation. Nous renvoyons le lecteur à ce qui a été dit à ce sujet dans le chapitre sur les coopératives. — Eh bien, sur ce point, dans sa très grande majorité le parti est encore contre lui, et très violemment. Le parti demeure inébranlablement attaché à l'idée de la conquête du pouvoir et de l'expropriation. Que, dans la pensée des socialistes allemands, l'expropriation ne doive viser qu'une catégorie de propriétés ; qu'elle ne doive pas être nécessairement conçue comme une confiscation; que la conquête du pouvoir, condition de l'expropriation, ne doive pas être conçue comme nécessairement violente, c'est ce qui a été

précédemment exposé (pages 183-193) ; mais quant à la nécessité et à l'importance fondamentale de la conquête du pouvoir et de l'expropriation, c'est ce sur quoi l'immense majorité du parti n'admet pas que l'on élève des doutes.

A la suite de débats qui mirent en évidence, ainsi que les discussions antérieures, les vues et les tendances que nous avons essayé de résumer dans les lignes qui précèdent, le Congrès de Hanovre, sur la proposition de Bebel, rapporteur, vota la résolution suivante :

L'évolution de la société bourgeoise telle qu'elle s'est faite jusqu'à ce jour ne donne au parti aucune raison d'abandonner ou de changer à son sujet ses idées fondamentales.

Aujourd'hui comme par le passé le parti se tient sur le terrain de la lutte de classe, demeure par suite attaché au principe selon lequel l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que son œuvre propre, et considère en conséquence comme la tâche historique de la classe ouvrière de conquérir la puissance politique, afin de réaliser à l'aide de cette puissance, par la socialisation des moyens de production et l'établissement du système de production et d'échange socialistes, le plus de bonheur possible pour tous.

Afin d'atteindre ce but, le parti emploie tous les moyens pouvant se concilier avec ses vues fondamentales qui lui promettent le succès. Sans se faire d'illusions sur l'essence et le caractère des partis bourgeois, représentants et défenseurs de l'ordre politique et social actuel, il ne repousse pas l'action en commun avec eux dans des cas particuliers, dès qu'il s'agit de renforcer le parti aux élections, ou d'étendre les droits politiques et les libertés du peuple, ou d'améliorer sérieusement la situation sociale de la classe ouvrière et de réaliser un progrès dans l'accomplissement de devoirs de civilisation, ou de combattre des mouvements dirigés contre les ouvriers et contre le peuple. Mais le parti garde partout dans son activité son entière autonomie et indépendance, et ne considère chaque succès qu'il remporte que comme un pas qui le rapproche de son but final.

Le parti observe la neutralité touchant la fondation de coopératives ; il estime que la fondation de semblables sociétés, à supposer que les conditions préalables nécessaires soient réalisées, est propre à introduire des améliorations dans la situation économique de leurs membres ; il voit aussi dans la fondation de semblables sociétés, comme dans toute organisation des travailleurs en vue de la défense de leurs intérêts, un moyen propre à éduquer la classe ouvrière pour la direction autonome de ses affaires, mais il n'attribue pas à ces sociétés coopératives un rôle décisif dans l'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière.

Dans la lutte contre le militarisme sur terre et sur mer et contre la politique coloniale, le parti reste placé au même point de vue que jusqu'à ce jour. Il reste de même fidèle à sa politique internationale, qui vise à l'entente et à la fraternité des peuples, et en première ligne à celle de la classe ouvrière dans les différents pays civilisés, afin d'amener, sur la base d'une fédération universelle, la solution des devoirs de civilisation communs.

D'après tout cela, le parti n'a aucune raison de modifier ni son programme, ni sa tactique, ni son nom, c'est-à-dire de devenir, de parti démocrate socialiste qu'il est, parti de réformes démocratiques et socialistes, et il repousse catégoriquement toute tentative pour dissimuler ou modifier son attitude en face de l'ordre politique et social actuel et du parti bourgeois[1].

Pour donner à cette résolution toute sa signification, toute sa portée, il sera utile de la rapprocher de celle qui fut votée en 1891 au Congrès d'Erfurt, après le discours de Vollmar et après la campagne des « Jeunes ». En voici le texte :

« Considérant que la conquête de la puissance politique est le premier et principal but auquel doit tendre tout mouvement de classe du prolétariat conscient, mais que la conquête de la puissance politique ne peut pas être l'œuvre d'un instant, le fruit d'une surprise de l'adversaire en un moment favorable, et qu'elle ne peut résulter que d'un travail persistant et opiniâtre et d'une utilisation habile de tous les voies et moyens qui s'offrent à la propagation de nos idées et de nos fins dans l'ensemble de la classe ouvrière, le Congrès déclare :

« Il n'y a pas de raison de changer la tactique suivie jusqu'ici par le parti.

« Bien au contraire, le Congrès considère toujours comme le devoir des camarades du parti de faire, avec toutes les forces et toutes les ressources qui sont à leur disposition, de la propagande pour les élections au Reichstag, aux landtags et aux conseils municipaux, partout où il y a chance de succès, sans atteinte portée au principe.

« Sans s'abandonner à la moindre illusion sur la valeur des succès parlementaires par rapport à nos revendications fondamentales, étant donné l'étroitesse et l'égoïsme de classe des

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, pages 67-68 et 243. — Sur les débats du Congrès de Hanovre, voir deux articles de Paul Fauconnet, dans le *Mouvement socialiste* du 15 novembre et du 1er décembre 1899.

partis bourgeois, le congrès considère l'agitation déployée pour les élections au Reichstag, aux landtags et aux conseils municipaux comme particulièrement efficace pour la propagande socialiste, parce qu'elle offre la meilleure occasion d'entrer en contact avec les classes prolétariennes et de les éclairer sur leur situation de classe, et parce que l'utilisation de la tribune parlementaire est le moyen le plus efficace de mettre à nu l'insuffisance des pouvoirs publics à faire disparaître les maux sociaux, et de faire éclater devant le monde entier l'incapacité où se trouvent les classes dirigeantes de faire la part des nouveaux besoins de civilisation dont la classe ouvrière réclame la satisfaction.

« Le congrès demande aux représentants du parti d'agir avec fermeté et décision dans le sens du programme du parti, et, sans renoncer à obtenir des concessions de la part des classes dirigeantes, d'avoir toujours en vue le but total et dernier du parti[1]. »

Dans cette motion, comme dans le discours cité précédemment par lequel Bebel l'avait motivée, nous trouvons en premier lieu l'affirmation de la nécessité du travail de réformes, en second lieu l'insistance sur la nécessité d'avoir toujours en vue le but total et dernier du parti, en troisième lieu, la conception du travail de réformes comme moyen de propagande. Dans l'un et l'autre cas, tout le prix de l'activité du parti est rapporté au but révolutionnaire. Le parti doit fournir un « travail persistant et opiniâtre »; c'est « le devoir des camarades du parti de faire avec *toutes les forces et toutes les ressources qui sont à leur disposition* de la propagande pour les élections au Reichstag, aux landtags, aux conseils municipaux, *partout où il y a chance de succès*, sans atteinte portée aux principes ». Les représentants du parti ne doivent pas « renoncer à obtenir des concessions de la part des classes dirigeantes ». — Tout cela est dit, tout cela est affirmé, tout cela est demandé, et ainsi la motion donne satisfaction à tous les besoins d'améliorations immédiates; mais tout cela est présenté sous un angle spécial, et de biais pour ainsi dire; tout cela est dans la motion, mais comme

1. Congrès d'Erfurt, *Protokoll*, pages 156 et 157.

enveloppé dans ses replis ; et c'est du point de vue de la propagande pour le but révolutionnaire que l'on déclare réclamer les réformes : c'est la propagande révolutionnaire qui se trouve au premier plan.

Dans la résolution votée à Hanovre, les choses ne sont plus présentées sous ce jour. Les élections n'apparaissent plus comme étant avant tout, sinon uniquement, un moyen de propagande ; on songe très expressément à leur résultat, à tel point que l'on accepte de s'allier à des partis bourgeois « dès qu'il s'agit de renforcer le parti aux élections ». D'autre part, on voit dans l'utilisation de la tribune parlementaire autre chose que « le moyen le plus efficace de mettre à nu l'insuffisance des pouvoirs publics à faire disparaître les maux sociaux, » puisque le but tout à fait immédiat que l'on poursuit en entrant au parlement et en y entrant avec le concours des partis bourgeois s'il le faut, c'est « *d'améliorer sérieusement la situation sociale de la classe ouvrière* ». — C'est là un langage nouveau.

Remonterons-nous plus haut que 1891, et nous reporterons-nous jusqu'au Congrès tenu à Stuttgart en 1870. D'après une résolution votée par ce congrès, et que nous avons citée (p. 199), le parti devait : 1° prendre part aux élections du Reichstag et du Parlement douanier principalement pour des raisons de propagande ; 2° autant que possible prendre part au travail parlementaire dans l'intérêt des travailleurs ; 3° d'une manière générale, garder par rapport au travail parlementaire une attitude négative. — Dès cette époque, nous trouvons dans le parti les préoccupations pratiques d'améliorations immédiates, mais se faisant jour avec peine entre les préoccupations de propagande et les préoccupations d' « attitude négative ». Dans la motion votée au Congrès de Hanovre, elles se font jour librement. Le parti a marché. — Mais si le parti a marché, si son souci d'obtenir le plus tôt possible les résultats les plus grands possibles se traduit avec une netteté de plus en plus grande dans la formulation même de son action, du moins il n'a rien abandonné de son idéal, il n'a renoncé à rien de son but suprême. Très nette dans les décisions de tactique préconisées pour les luttes de l'heure présente, la résolution de Hanovre est également très nette dans son affirmation du but final. Veut-on avoir, sur ce point,

toute la pensée de la grande masse. Qu'on lise ces paroles prononcées au Congrès de Hanovre par l'auteur de cette résolution, par le rapporteur Bebel. L'immense majorité de l'assemblée vibrait avec lui, et s'associait par ses applaudissements à ses déclarations :

« C'est une entreprise puérile que de peindre les choses de manière à détourner le parti de toute démarche énergique, et d'accroître jusqu'à l'infini les difficultés afin qu'il avance le plus lentement possible. Un parti qui lutte veut vaincre, et a besoin pour cela d'enthousiasme, (*Approbations nombreuses et répétées*) a besoin d'esprit de dévouement et d'ardeur belliqueuse (*Très bien! très bien!*) et on lui prend tout cela si on entasse en tous sens les difficultés, si on lui dit toujours : soyez prudents, soyez sages, soyez de braves petits enfants, afin de ne pas effrayer la chère bourgeoisie ; — et c'est cela que nous trouvons à toutes les pages, de la manière la plus insupportable, dans le livre de Bernstein, notamment dans sa dernière partie. Bernstein n'est jamais las de nous dire : vous êtes incapables d'accomplir votre tâche ! Ah, s'il voulait seulement dire : agissez, mettez-vous à l'ouvrage, faites vos preuves — mais, que diable ! ne faisons-nous pas cela tous les jours ? (*Vifs applaudissements.*) — mais quant à philosopher constamment pour discerner tous les brins de paille qui pourraient se trouver sur notre route, oh, pour cela merci ! (*Bruyante hilarité et applaudissements.*) Si là était toute notre tâche, si nous ne devions pas jeter un regard vers l'avenir, vers l'espérance de la victoire finale, il y a longtemps que j'aurais quitté la lutte. (*Sensation.*) » « On n'a pas besoin de nous recommander d'employer des moyens « éthiques ». Je vous le dis, camarades, le jour où nous serions en mesure d'entreprendre en Allemagne la grande expropriation — il s'écoulera malheureusement encore du temps d'ici là — (*On rit.*) mais nous y arriverons, car je ne sais pas comment, par la voie de la coopération, les établissements Krupp, Stumm, les forges de Laura, etc..., la grande propriété foncière, les grandes banques, entreraient dans la possession de la société, si j'avais le bonheur d'être présent, je vous tiendrais le plus beau discours pour démontrer comment, pour des raisons morales, au nom du bien public, notre devoir serait d'arriver à l'expropriation. (*Grande hilarité*

et applaudissements.) Donc, *nous en restons à l'expropriation. Nous n'y renonçons pas*[1]». (*Tonnerre d'applaudissements.*)

On peut maintenant se représenter exactement quelles sont les tendances de la masse socialiste : elle se meut entre les courants extrêmes, entre le réformisme et le révolutionnarisme, bien résolue à ne point renoncer à son but total et final, et très décidée à tout faire pour réaliser au plus tôt toutes les réformes possibles. Parfois, à la suite de tel ou tel acte, de telle ou telle opinion communément professée par le plus grand nombre de ses militants, le parti socialiste allemand apparaît, comparé au parti socialiste de tel autre pays, particulièrement intransigeant. Si l'on veut, en de pareils cas, remettre les choses au point, il faut se représenter que la condition du parti socialiste allemand, au moins dans l'Empire, est celle d'un parti d'opposition constante : on gouverne directement contre lui. Il faut aussi se rappeler quel est le régime politique de l'Allemagne, et en particulier le régime parlementaire de l'Empire. Le cabinet, ou plus exactement, le chancelier de l'Empire — car il n'y a pas à proprement parler de cabinet — ne relève pas du Reichstag, mais de l'Empereur. Déjà lorsque nous passons du parlement impérial au landtag de tel État à institutions démocratiques où le parti a déjà conquis une part d'influence, nous observons dans l'attitude des élus socialistes une certaine différence : que l'on se rappelle les débats sur le vote du budget dans les landtags, et les faits qui leur ont donné naissance; ils sont à ce point de vue très intéressants. — Dans quelle mesure, les forces respectives des partis, dans l'Empire, venant à changer par suite d'un accroissement des gauches, et le régime parlementaire venant à être modifié dans le sens d'une dépendance étroite du pouvoir vis-à-vis du Reichstag, le parti socialiste modifierait-il son attitude? Nous avons vu, dans notre chapitre sur l'Internationalisme et l'Antimilitarisme, que certains, faisant des hypothèses de cet ordre, en tirent des conclusions très « opportunistes », que d'autres combattent moins les conclusions que les hypothèses, qu'ils jugent prématurées, et à ce titre troublantes et dangereuses sans aucun avantage pratique. Laissons donc les

1. Congrès de Hanovre, *Protokoll*, pages 120 et 121.

hypothèses, mais du moins n'oublions pas, si nous voulons établir des parallèles entre le socialisme allemand et le socialisme d'autres pays, que les hypothèses que nous venons de faire s'écartent notablement de la réalité présente. D'autre part, si nous voulons jeter un regard sur l'avenir du parti socialiste allemand, rappelons-nous seulement et les merveilleuses ressources d'adaptation que nous lui avons vu déployer, et son inébranlable attachement à son idéal. Quelles que soient les éventualités avec lesquelles il doive se trouver aux prises, qu'il passe brusquement de l'opposition au pouvoir, ou bien, comme il paraît plus vraisemblable, qu'il ait à franchir une étape pendant laquelle il ferait partie d'une majorité et partagerait avec d'autres éléments, directement ou indirectement, les responsabilités du pouvoir, tout nous autorise à penser qu'il sera, dans l'un des cas comme dans l'autre, tout à fait apte à l'accomplissement de toute sa tâche, — de toutes ses tâches.

Tout nous autorise à penser cela si nous envisageons son orientation, ses tendances diverses, sa souplesse de tactique et la puissance de son élan révolutionnaire, — et tout encore, si nous envisageons son organisation. Il n'existe en Allemagne, grand fait à ne point oublier, qu'un seul parti socialiste. Il n'y a point de fractions, point d'organisations rivales, — une seule, grande et puissante organisation. La masse socialiste y forme, vis-à-vis du monde extérieur, comme une seule personne, une seule volonté, une véritable unité morale, et aussi — par les nombreux et incessants contacts qu'établissent entre tous les militants mille groupements divers — une véritable unité physique. La Démocratie Socialiste, — la *Sozialdemokratie,* — c'est quelque chose d'autre que la réunion d'un grand nombre d'hommes luttant pour un même programme; c'est le prolétariat faisant une réalité de la devise : *Un pour tous, tous pour un;* c'est le prolétariat socialiste dans toutes ses organisations, dans toutes ses actions, dans toute sa vie, dans ses jeux, dans ses fêtes, comme dans ses luttes, dans son labeur. Derrière chacun de ses représentants, de ses élus, la démocratie socialiste est tout entière; derrière chacune de leurs actions particulières, il y a sa large et incessante action, son large idéal, et ainsi le danger n'existe pas qu'en adaptant la forme de leurs

actes aux conditions des milieux divers dans lesquels ils se trouvent placés, ils adaptent à ces conditions leur pensée et leur idéal. En même temps qu'ils reçoivent d'elle la puissance nécessaire pour leur action actuelle, ils reçoivent d'elle aussi le mouvement nécessaire pour aller toujours plus loin.

Le ciment moral de la très belle organisation du parti socialiste allemand est la discipline qui y règne. Cette discipline, qui a un caractère profondément démocratique, consiste dans l'acceptation par la minorité, comme règle de conduite, des décisions de la majorité. Aux élections, dans une même circonscription, on ne voit jamais — deux exceptions, suivies d'exclusion, se sont produites en vingt-sept ans — qu'un seul candidat socialiste; des congrès locaux ont à choisir entre les divers militants proposés pour être candidats, et, le scrutin terminé, tous ne connaissent plus qu'un seul candidat, celui que la majorité a désigné. — De même, pour les questions de tactique, les congrès du parti prennent des décisions, et les minorités s'inclinent.

Veut-on se rendre compte, par un exemple particulier, de la manière dont les socialistes allemands entendent la discipline? — En 1901, le cas Bernstein, deux ans après le congrès de Hanovre, revint devant l'assemblée plénière du parti, à Lubeck. La polémique entre Bernstein et ses adversaires s'était poursuivie, produisant dans des milieux étendus du parti lassitude et énervement. Trop d'ennemis de la démocratie socialiste applaudissaient des deux mains à tout ce qu'écrivait Bernstein, et un sentiment de malaise, d'irritation même s'était emparé d'un grand nombre de militants. Après de très longs débats, sur la proposition de Bebel, le congrès de Lubeck vota la motion suivante :

Le congrès reconnait sans réserve la nécessité de la critique de soi-même pour le développement intellectuel de notre parti. Mais la manière absolument exclusive dont le camarade Bernstein a exercé cette critique dans ces dernières années, en laissant de côté la critique de la société bourgeoise et de ses défenseurs, l'a placé dans une situation équivoque et a provoqué la désapprobation d'un grand nombre de nos camarades.

Dans l'espoir que le camarade Bernstein voudra bien reconnaître ce fait et agir en conséquence, le Congrès passe à l'ordre du jour[1].

1. Congrès de Lubeck, *Protokoll*, p. 99.

Lorsque le résultat du scrutin sur cette motion eût été proclamé, Bernstein demanda la parole et fit la déclaration suivante :

« Camarades, comme je vous l'ai déjà déclaré dans mon adresse au congrès de Stuttgart, un vote de congrès ne peut naturellement pas modifier ma conviction. Mais d'autre part le vote de la majorité de mes camarades ne m'est jamais indifférent. Ma conviction est que cette résolution est objectivement injuste envers moi, qu'elle repose sur des suppositions fausses, comme je vous l'ai expliqué. Mais après que le camarade Bebel a déclaré que cette résolution ne contenait pas un vote de méfiance, je déclare pour l'avenir que je témoignerai au vote de la majorité de cette assemblée toute l'estime et tout le respect qui conviennent à une semblable décision de congrès [1]. »

A la suite de ces paroles, nous lisons dans le compte rendu sténographique : *Tonnerre d'applaudissements.*

Quelque temps après le congrès de Lubeck, un siège du Reichstag étant devenu vacant par suite du décès d'un membre du parti, Bruno Schœnlank, des militants de la circonscription intéressée offrirent à Bernstein de poser sa candidature devant le congrès de la circonscription ; il accepta et il obtint la majorité des voix : dès lors, tous les membres du parti, les plus révolutionnaires tout comme les plus réformistes, firent également campagne pour lui. Ils s'inclinaient, comme il s'était incliné. — Voilà comment se pratique, dans ce parti, la discipline.

Pour que nul ne se méprenne sur son caractère, non plus que sur celui de l'organisation de la démocratie socialiste allemande — à propos de laquelle certaines personnes ont parlé de « caporalisme prussien » — nous croyons devoir faire ici encore quelques remarques. Tout d'abord, les décisions qui deviennent la loi du parti, ce sont les congrès du parti qui les prennent, et ces congrès sont la représentation du pays socialiste. C'est donc le pays socialiste qui est souverain. Le comité directeur ne fait qu'administrer le parti conformément à l'orientation donnée par le congrès. Comment maintenant les congrès se décident-ils ?

1. Congrès de Lubeck. *Protokoll*, p. 188.

Suivent-ils les mots d'ordre de quelques chefs ? Mais non ; dans un débat aussi important que celui qui eut lieu à Breslau sur la question agraire, on vit les Bebel et les Liebknecht mis en minorité. Nous avons dans ce livre résumé un trop grand nombre de discussions de congrès pour qu'il soit utile d'insister sur le caractère remarquablement calme, impersonnel, précis qu'ont presque toujours les délibérations. Les congrès se prononcent après un examen consciencieux et rationnel des questions. — Ajoutons que les congrès généraux du parti ne se prononcent pas sur toutes les questions, mais seulement sur celles qui relèvent du parti général. Celles qui concernent les États particuliers ou même les diverses provinces, les diverses régions, sont tranchées par les organisations spéciales de ces États, de ces provinces, de ces régions ; l'organisation centrale n'étouffe donc nullement l'autonomie des militants des différents pays, provinces ou régions. — Enfin on a pu se rendre compte du souci qu'ont les congrès généraux du parti d'éviter les décisions trop intransigeantes : les majorités n'exercent pas leur droit jusqu'à l'épuiser ; elles s'efforcent de ne pas faire aux minorités trop difficile ou même impossible l'accomplissement de leur devoir. Le plus souvent, les motions votées ont un caractère transactionnel.

Et c'est ainsi que par l'effort et la volonté de tous, en dépit de divergences d'opinions parfois très grandes, l'unité du parti se maintient. La démocratie socialiste doit à cette unité une grande part de sa force ; elle lui doit aussi la liberté avec laquelle les tendances variées du mouvement ouvrier se font jour en elle. Lorsqu'il y a, dans un pays, plusieurs fractions socialistes, chacune en vient à incarner telle ou telle de ces tendances — la tendance réformiste, ou la tendance révolutionnaire, ou la tendance syndicaliste, etc... — et du même coup à faire la guerre aux autres ; en elle les autres tendances n'ont pas liberté de se produire. Au contraire, dans un parti unifié il y a place pour toutes. Et c'est ainsi que dans le mouvement socialiste allemand, qui avait au début et qui a conservé longtemps un caractère exclusivement politique, l'heure vint où un courant syndicaliste apparut, puis un courant coopératiste ; et aujourd'hui c'est la grande majorité des militants qui

attachent un prix élevé à l'action coopérative et à l'action syndicale. L'idée de grève générale elle-même est en train de se faire sa place.

Ces changements survenus dans les esprits, nous l'avons montré, correspondent aux grands progrès qu'ont faits, surtout dans ces sept ou huit dernières années, le mouvement syndical et le mouvement coopératif. Les syndicats ouvriers et les sociétés ouvrières de consommation sont devenus en Allemagne de véritables puissances; et il ne faut pas les perdre de vue si l'on veut faire des conjectures sur l'avenir du socialisme dans ce pays. C'est le même prolétariat militant que l'on trouve dans le parti, et dans les syndicats, et dans les coopérations ouvrières de consommation; et qu'il s'agisse de grandes luttes à mener contre les puissances coalisées de la société capitaliste ou de l'établissement d'une nouvelle société, ce sera assurément une ressource inestimable pour lui que de disposer de semblables organisations économiques.

Dans ces coopératives, dans ces syndicats, comme dans le parti, comme dans tous les corps électifs où il a conquis sa place, le prolétariat socialiste d'Allemagne met en œuvre de remarquables qualités d'esprit pratique, de conscience, de constance, de suite dans les idées, de précision, de sérieux scientifique. Nous voudrions insister surtout sur le goût ardent de la vérité, le dédain de l'exagération, l'horreur du leurre, la passion de la science que traduit tout ce qui émane de lui. Le moindre rapport de la moindre de ses coopératives, du moindre de ses syndicats, est un document d'une valeur absolue. Les articles des journaux du parti ou des syndicats sont nourris de faits, de chiffres, de statistiques, sans que les rédacteurs aient à redouter d'importuner un public qui veut être instruit. Et que l'on se rappelle à quelle hauteur scientifique s'élèvent les débats des congrès, — que l'on songe par exemple à celui de Stuttgart sur la politique commerciale.

Dans les groupes politiques, dans les syndicats, dans les cercles d'études, nous trouvons plus encore que la passion de la science, — le culte de toutes les choses qui relèvent de l'intelligence, le goût des concepts philosophiques, des questions littéraires, des problèmes d'art. Et dans quelles villes, ces préoccu-

pations de culture supérieure ont pu se manifester par des institutions dont la portée, à titre d'indice, ne saurait être exagérée. Je pense à l'*École ouvrière* de Berlin, aux *théâtres libres populaires*.

Certains adversaires du socialisme ont affecté de voir en lui le gouffre dans lequel s'engloutiraient les biens suprêmes de la civilisation : la science, l'initiative intellectuelle, l'art; ils ont appelé les socialistes « les barbares du dedans ». Que l'on songe aux extraordinaires efforts faits par le prolétariat allemand pour conquérir, réduit à ses seules ressources, sa part de vérité et de beauté. La cause de la civilisation, sous toutes ses formes, sous tous ses aspects, est la sienne.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — *Le milieu. Les différents partis politiques.* . . . 1

Le milieu politique. — L'Empire et sa constitution. Les diverses parties de l'Empire : différences politiques importantes. — Le milieu religieux et le milieu économique : nouveaux éléments d'hétérogénéité. — Les partis politiques : origine et caractères généraux. Partis conservateurs. Parti national-libéral et parti catholique. Partis libéraux et démocratiques. — La Démocratie Socialiste.

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu historique 17

Les Origines. *Fédération des Justes* et *Fédération des Communistes.* — La période revolutionnaire de 1848-49. Alliance des communistes et des bourgeois démocrates : Marx et Engels à Cologne. Premier effort national d'organisation prolétarienne : la *Fraternité Ouvrière.* — La défaite ; la contre-révolution. — Nouvelles sociétés ouvrières fondées par le parti libéral en 1860. — Efforts des ouvriers pour se soustraire à la tutelle des libéraux. — Intervention de Lassalle. Son œuvre d'agitation et d'organisation. Lassalle contre Schulze-Delitzsch. L'*Association Générale des Ouvriers Allemands.* — Après la mort de Lassalle. Liebknecht. Marx et Engels collaborateurs de von Schweitzer au *Sozialdemokrat.* — La rupture. — Liebknecht et Bebel fondent une nouvelle organisation, le *Parti Ouvrier Démocrate Socialiste.* — Luttes des deux fractions. — La guerre de 1870 et les socialistes allemands : protestations et condamnations. — Fusion des deux organisations rivales au Congrès de Gotha (1875). — Régime d'exception contre les socialistes (1878-1890). — Progrès du parti. — La rentrée dans le droit commun. — Le mouvement des « Jeunes ». — De 1890 à nos jours.

DEUXIÈME PARTIE

Le programme 53

Programme de Gotha (1875) et programme d'Erfurt (1891). — Triomphe de la pensée marxiste sur la pensée lassallienne au congrès d'Erfurt. — Les divisions du programme. Partie théorique et partie pratique. — Texte du programme d'Erfurt.

TROISIÈME PARTIE

L'organisation 61

Organisation générale. — L'œuvre du congrès de Halle (1890) et celle du congrès de Mayence (1900). — Système des *personnes de confiance*. — Le Comité Directeur et la Commission de Contrôle : leurs attributions. — Le journal central ; contrôle du parti. — Le congrès annuel : son système de travail ; mode de délégation. — Les organisations locales, régionales, provinciales et des différents États. — Mouvement de décentralisation.

QUATRIÈME PARTIE

La propagande 73

Chapitre I. — SES MOYENS. LES DIFFICULTÉS QU'ELLE RENCONTRE. 73

Bases financières de la propagande. — Comment on assure des situations indépendantes aux propagandistes. — Difficulté d'avoir des salles pour les réunions publiques. — Procédés employés pour triompher de cette difficulté. — Réunions interdites ou dissoutes par la police. — Effet produit par les mesures de persécution.

Chapitre II. — UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE. 82

I. La Lutte contre le socialisme. — Pression administrative, patronale, religieuse. — Programmes positifs des conservateurs, des nationaux-libéraux, des catholiques, des libéraux et des démocrates. — La propagande proprement antisocialiste. — Attaques personnelles contre les hommes. — Attaques contre la politique et les fins du parti. — II. La Propagande Socialiste. — Organisation de la campagne. — Le Programme électoral : Défense des droits politiques. — La politique coloniale. Marinisme et Militarisme. — Les impôts indirects. Traités de Commerce. — La législation ouvrière. — Les socialistes et la « classe moyenne » des villes et des campagnes. Le but socialiste. — Réponse aux critiques. — La propriété, la famille, la patrie, la religion, la monarchie.

Chapitre III. — CAMPAGNES DE MEETINGS. — LE PREMIER MAI. — LES FÊTES. 131

Organisation des campagnes de meetings. — Leur ampleur et leur importance. — Un complément des meetings : la distribution de brochures et de feuilles volantes. — Le Premier Mai. Comment on le célèbre. Le chômage. Les réunions publiques. Les réjouissances. — Autres fêtes socialistes.

Chapitre IV. — CONFÉRENCES. — BROCHURES. — PRESSE. . . . 140

Caractère des conférences générales de propagande. — La littérature de brochures du parti. — La presse. Conditions de son existence matérielle. — Sa situation morale. Contrôle du parti. — Caractères généraux de la presse socialiste allemande. — Les revues.

CHAPITRE V. — GROUPES ET GROUPEMENTS 147

Utilité pour la propagande des nombreux groupes et groupements dont font partie les socialistes. — Aperçu de ces différents groupements. — Leur rôle éducatif. — Les « *restaurations* » *du parti*. Un exemple. — Les syndicats ouvriers. — Les groupes politiques.

CHAPITRE VI. — LA PROPAGANDE PARMI LES FEMMES 155

Le mouvement féministe prolétarien et le mouvement socialiste. — Le socialisme et la femme. — Le socialisme et l'ouvrière. — Lutte contre le féminisme bourgeois. — A qui est confié le soin de la propagande parmi les ouvrières? — Une conférence dans un faubourg de Leipzig. — Organisation des femmes socialistes en Allemagne.

CHAPITRE VII. — LA DOCTRINE. 164

Marxisme et hégélianisme. — La dialectique matérialiste de Marx. — Le matérialisme historique. — Son rôle théorique et pratique. — Application à l'étude de la société présente. Les contradictions du système de production capitaliste. — Solution nécessaire. — Le comment de la solution. L'ère socialiste.

CINQUIÈME PARTIE

L'action. 181

SECTION I. — Les différentes formes d'action politique. 181

CHAPITRE I. — ACTION RÉVOLUTIONNAIRE, ... 181

La réalisation des « fins dernières ». — L'expropriation socialiste. — Sera-t-elle générale ou partielle? — Avec ou sans indemnité? — Le parti socialiste et les moyens violents. Déclarations de Liebknecht en 1869 et en 1891. Évolution survenue. — Résolution votée à Saint-Gall en 1887. — Déclarations de Bebel, de Kautsky et d'Engels.

CHAPITRE II. — ACTIVITÉ RÉFORMATRICE. 197

I. LE PARTI AU REICHSTAG. — Conception du rôle de l'activité parlementaire au début et de nos jours. — II. L'ACTION ÉLECTORALE. — AU SECOND TOUR DE SCRUTIN. Appui donné aux candidats bourgeois d'opposition — Les conditions posées. — III. PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS POUR LES LANDTAGS ET LES CONSEILS MUNICIPAUX. — LES ALLIANCES AU PREMIER TOUR. — Les élections pour le landtag prussien. Débats dans le parti. La motion Bebel de 1893 et la motion Bebel de 1900. — IV. DANS LES LANDTAGS. — LE VOTE DU BUDGET. Débats en 1894 et en 1901. — V. DANS LES CONSEILS MUNICIPAUX. — Programme des socialistes brandebourgeois. — VI. L'ACTION DIRECTE. L'opinion publique du parti.

SECTION II. — Attitude du parti dans quelques questions. 252

CHAPITRE I. — LA QUESTION RELIGIEUSE. 252

LE PARTI SOCIALISTE ET LES ÉGLISES. — Revendications inscrites au programme. — LE PARTI ET LA RELIGION. — Deux tendances extrêmes. — *Modus vivendi* adopté.

CHAPITRE II. — INTERNATIONALISME ET ANTIMILITARISME . . . 259

Les socialistes allemands et les devoirs de solidarité ouvrière internationale. — Politique de paix. — L'Allemagne et la Triplice. — La question d'Alsace-Lorraine. — Quelle attitude prendrait le parti socialiste allemand en cas d'agression ? — Déclaration de Vollmar en 1891. Déclarations antérieures de Liebknecht, Bebel, Auer. — Débats au congrès d'Erfurt. — La résolution du congrès socialiste international de Bruxelles sur le militarisme (1891). — Les socialistes doivent-ils voter contre toute demande de crédits militaires ? Déclaration de Bebel en 1890, — de Schippel et d'Auer en 1897, — d'Auer, et de Wolfgang Heine en 1898. — Schippel et les milices. Débats du Congrès de Hanovre (1899). — La résolution votée.

CHAPITRE III. — LA POLITIQUE COMMERCIALE. 285

Libre-échange ou Protection ? — S'agit-il d'une question de principe ou d'une question de tactique ? — Résolution votée au second congrès de Gotha, en 1876. — Débats du congrès de Stuttgart, en 1898. — Schippel et la thèse protectionniste. — Kautsky et le libre-échange. — Un amendement Bebel à la résolution Kautsky. — Vote de cette résolution.

CHAPITRE IV. — LA QUESTION AGRAIRE. 299

Dans quels termes spéciaux elle se pose au parti socialiste. — LE PROGRAMME BAVAROIS : Revendications en faveur des petits et des moyens paysans. — LA QUESTION POSÉE AU CONGRÈS DE FRANCFORT (1894). — Rapports de Schœnlank et de Vollmar. — Nomination d'une commission chargée d'élaborer un projet de programme agraire. — PROJET DE LA COMMISSION. Préoccupations auxquelles il répondait. — CRITIQUES DE KAUTSKY. — Leur esprit. — Ce que doit être la propagande du parti socialiste auprès des paysans. — LE CONGRÈS DE BRESLAU (1895). — Les deux tactiques. — Résolution votée.

SECTION III. — **Action politique et action économique** 329

CHAPITRE I. — LE PARTI ET LES SYNDICATS 329

I. **Les Syndicats.** — 1° DIVERSES CATÉGORIES : Associations Hirsch-Duncker : — Syndicats chrétiens ; — Syndicats indépendants ; — Syndicats « démocrates socialistes ». — 2° HISTOIRE ET ORGANISATION DES SYNDICATS « DÉMOCRATES SOCIALISTES ». — 3° LE DÉVELOPPEMENT DE CES SYNDICATS ET DE LEURS INSTITUTIONS. — Débats sur l'assistance des sans-travail. — 4° LA CONDITION DES ADMINISTRATEURS DES SYNDICATS. — État présent. — Revendications : les devoirs des syndicats vis-à-vis de ceux qu'ils emploient. — 5° LES SYNDICATS OUVRIERS ET LE PATRONAT : Grèves ; — boycottages ; — marques syndicales ; — conventions de tarifs. — 6° LES SYNDICATS OUVRIERS ET LES POUVOIRS PUBLICS : bureaux de placement municipaux : — assurance d'État contre le chômage. — Les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics. — 7° LES SYNDICATS ET L'APPLICATION DES LOIS OUVRIÈRES : § 1. *Les Syndicats et l'inspection du travail.* § 2. *Les Secrétariats ouvriers.*

II. **Rapports du Parti et des Syndicats.** — Au temps de l'*Association Générale des Ouvriers Allemands.* — Aujourd'hui. — Accord des deux mouvements. — Le Syndicalisme révolutionnaire des

« Indépendants ». — Action politique et grève générale. — Le parti contre la grève générale. — Déclarations de Liebknecht au congrès socialiste international de Paris, en 1889. — « Syndicaux » et « Politiciens ». — Débats du congrès de Cologne, en 1893. — Sympathies de plus en plus fortes pour l'action syndicale. — Vues nouvelles sur la grève générale.

CHAPITRE II. — LE PARTI ET LES COOPÉRATIVES. 442

Les origines du mouvement coopératif en Allemagne. — Le projet de Lassalle. — Les Idées de Marx. Résolutions de l'Internationale. — Attitude du parti socialiste allemand depuis l'époque de sa formation. — Résolution du congrès de Berlin (1892). — Mouvement en faveur des sociétés de consommation. — Les résistances. — La question telle qu'elle se pose aujourd'hui : deux conceptions du rôle des coopératives. — Nouveaux et importants progrès du mouvement coopératif. — Sympathies croissantes des socialistes.

SIXIÈME PARTIE

Education populaire. (*Les préoccupations de culture intellectuelle de la démocratie socialiste allemande.*) 517

Le socialisme dans ses rapports avec la science et l'art. — Fins dernières. — But immédiat. — Les moyens. — Les sociétés d'études sous le régime d'exception. — Leurs tendances. — Les groupements actuels. — Conférences d'études des syndicats et des groupes politiques. — L'*École ouvrière* de Berlin. — Les *théâtres libres populaires.*

SEPTIÈME PARTIE

Antagonismes intérieurs. (*Les différents courants dans la démocratie socialiste allemande.*) 541

Courant économique (syndicalisme et coopératisme) et courant politique. Courant réformiste et courant révolutionnaire. — Vollmar et la « politique pratique ». Débats du Congrès d'Erfurt (1891). — Vollmar et le Socialisme d'État. Débats du Congrès de Berlin (1892). — Le révisionisme de Bernstein.

CONCLUSION

Vues générales 573

La masse socialiste et les différents courants. — Son attitude dans « le débat Bernstein ». — Résolution votée au Congrès de Hanovre (1899). — Un parti de réforme et de révolution. — De l'organisation. De la discipline. Leur caractère vrai. — Les avantages de l'unité : les différentes tendances; leur conciliation. — L'organisation économique du prolétariat allemand. Son importance au point de vue socialiste. — La démocratie socialiste et la science et l'art. — Les « barbares du dedans ».

EVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

JN Milhaud, Edgard
3946 La démocratie socialiste
[illegible] allemande

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 12 08 01 018 8